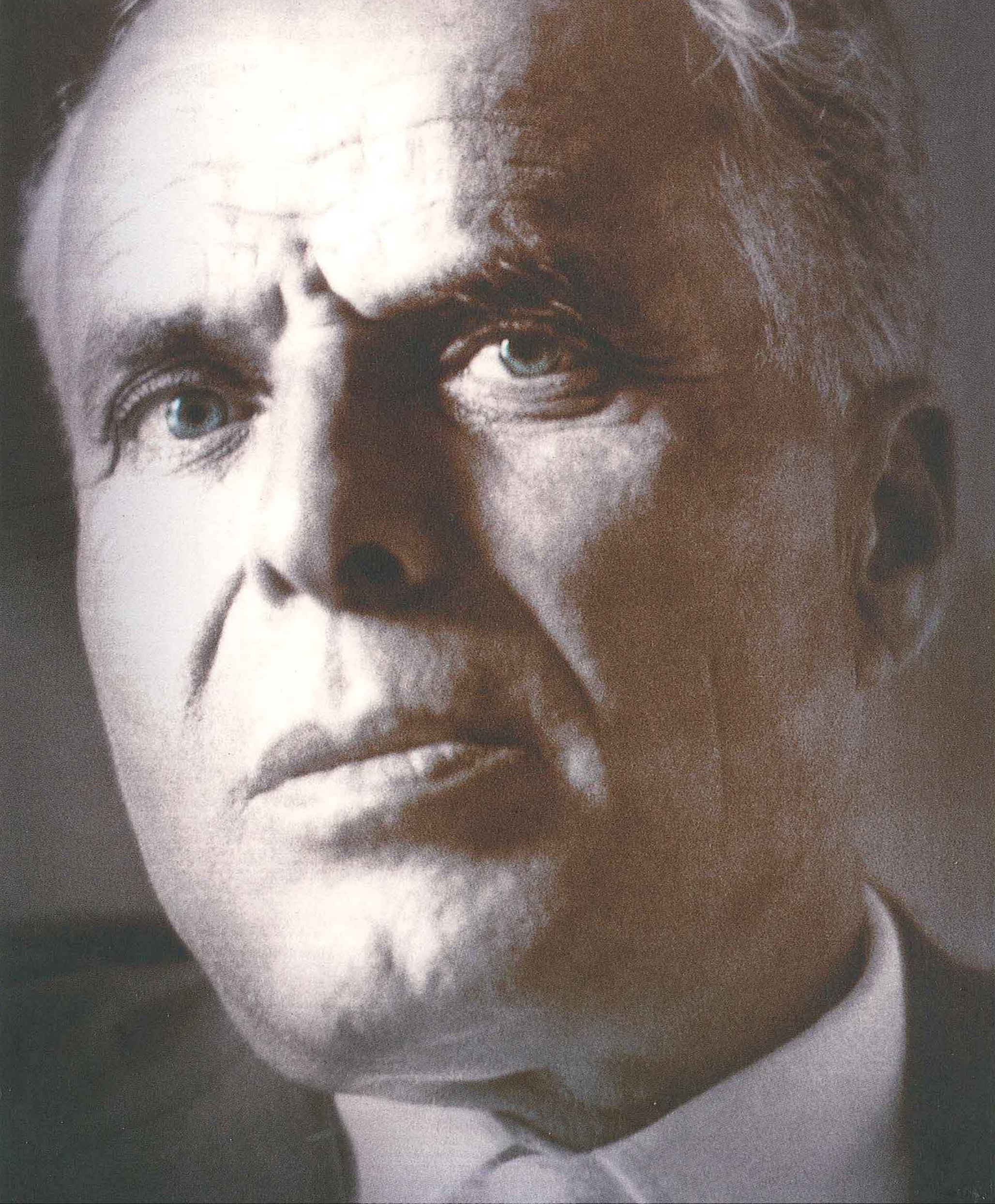
SOPHIE BESSIS & SOUHAYR BELHASSEN

BOURGUIBA



BOURGUIBA

Édition revue et corrigée par les auteurs.

Cet ouvrage, publié dans le cadre du Programme d'aide à la publication Salah Garmadi, a bénéficié du soutien du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France en Tunisie.

Photographie de couverture : © Mustapha Bouchoucha
Fonds « Beit el Bennani »

Photographies des pages 19 et 235 : © archives TAP

4, rue d'Alger, 1000 Tunis
www.elyzad.com

Sophie Bessis
Souhayr Belhassen

BOURGUIBA

elyzad

Préface

La biographie d'Habib Bourguiba qui est à nouveau disponible aujourd'hui a été publiée une première fois en deux tomes[1]. Le premier, intitulé *À la conquête d'un destin 1901-1957*, est paru en 1988. Le second, dont le titre était *Un si long règne 1957-1989*, sortit en 1989. À l'époque, notre ouvrage fut considéré comme une première, car il était la seule biographie non autorisée du chef de l'État tunisien qui venait de quitter le devant de la scène, dans les circonstances relatées au dernier chapitre du livre. Non que ce personnage hors du commun n'ait jamais tenté la plume des journalistes, des politologues ou des historiens. Il occupe une place non négligeable dans maints ouvrages traitant de l'histoire coloniale de l'Afrique du Nord et, plus largement, de l'avènement des nouveaux États-nations de ce qu'on a appelé le Tiers-Monde jusqu'à la fin des années 80.

Mais, en matière de biographie proprement dite, nul récit complet de sa vie, de sa carrière et de son oeuvre écrit d'une plume indépendante n'était paru à la fin des années 80. L'ouvrage le plus exhaustif qui lui avait été consacré à l'époque, en plusieurs tomes, est en même temps le plus sujet à caution puisqu'il est une biographie rédigée par son historiographe officiel, Mohamed Sayah. En 1985, quand nous avons entamé notre travail, il était difficile – c'est presqu'un euphémisme – de trouver des hommes l'ayant

1. Éditions Jeune Afrique, Paris.

approché ou d'autres types d'informateurs prêts à parler de lui en toute liberté. Ce président atypique et sénescent était encore au pouvoir, et nul ne se serait hasardé à évoquer publiquement des épisodes de sa vie dont il ne voulait pas qu'on parle ou qu'il souhaitait qu'on travestisse. Certes, de nombreux travaux historiques existaient déjà, dans lesquels nous pouvions puiser, mais les zones d'ombre étaient nombreuses, les informations éparses, rares ou carrément indisponibles, surtout pour les années les plus récentes. La majorité des protagonistes de sa longue histoire préféraient alors garder le silence ou rajouter à la légende. Nous sommes pourtant parvenues, en plus de deux ans de recherches, à recueillir des témoignages et une documentation assez fournie – dont nous avions accumulé une grande partie au fil de nos années de travail sur la Tunisie – et assez sérieuse pour donner matière à ce livre. Tout en sachant que notre travail n'était pas complet, nous étions cependant satisfaites : « notre » Bourguiba retraçait une vie et disait des choses sous une lumière nouvelle, ce que les lecteurs de l'époque reconnurent.

Vingt-deux ans plus tard, nous rééditons cette biographie sans en avoir changé une ligne. Il nous faut expliquer ici pourquoi nous avons préféré ne pas l'actualiser, car on pourrait nous poser la question. En effet, Bourguiba a vécu onze ans encore après que notre ouvrage ait paru. Il s'est éteint un jour d'avril 2000, plus de dix ans après le terme de son règne. Nous aurions pu décrire en un ultime chapitre ces longues et ternes années d'enfermement au cours desquelles il a lentement fini de se consumer. Sans avoir de réel intérêt historique puisque l'ancien président ne jouait plus de rôle public, il eût pu être l'épilogue logique d'une biographie enfin complète, puisque allant jusqu'au décès de la personne dont on raconte la vie.

Plus important, la quantité d'informations sur Bourguiba a décuplé au cours des années qui ont suivi sa chute. Tout

danger de représailles désormais écarté, le vieux lion devenu inoffensif, les langues et les plumes se sont déliées. Nombre de ses compagnons, de ses fidèles, de ses disciples, de ses adversaires et de ses ennemis ont écrit des ouvrages sur le personnage, sur tel épisode de sa lutte ou de sa carrière, sur la nature des relations qu'il entretenait avec lui. Plusieurs colloques ont eu lieu au cours des années 1990 et 2000, en Tunisie et à l'étranger. Aux nombreux compléments d'informations sont venues s'ajouter des analyses sur un homme d'État qui a sans nul doute marqué son pays, sa région et son siècle. La masse disponible est aujourd'hui considérable, qui va du témoignage le plus subjectif au travail distancé du politologue ou de l'historien.

C'est justement cette masse qui nous a convaincues de ne rien changer à ce que nous avions écrit, et pour deux raisons. La première est que l'utilisation d'une grande quantité de nouveaux matériaux nous eût obligées, non à compléter simplement notre ouvrage mais, de fil en aiguille, à le réécrire en partie, ce que nous n'avons pas voulu. Un personnage de cette envergure mérite assurément qu'on lui consacre d'autres biographies. Certaines sont déjà parues, d'autres viendront. Le sujet Bourguiba est loin d'être épuisé, et c'est tant mieux. La seconde raison est que notre livre restitue l'atmosphère de l'époque durant laquelle il a été écrit, qu'il s'inscrit dans un contexte et un moment d'histoire, et qu'il eût été dommage de lui ôter cette dimension. En tout cas, c'est ce que nous avons pensé.

Nous avons commencé à parler de reparution de ce Bourguiba au début de l'année 2010. La première édition était épuisée depuis longtemps et de nombreuses personnes déploraient que le livre fût devenu introuvable. Le revoilà aujourd'hui. Entre-temps, la Tunisie a vécu une révolution. Peut-être cela vaut-il la peine, en guise de nouvelle introduction à cette biographie, d'essayer de déceler ce que ce séisme qu'il n'aura pas vu doit aussi à Bourguiba. Un tel

sujet fera également, n'en doutons pas, l'objet d'ouvrages. Ce sont simplement quelques pistes que nous souhaitons ouvrir ici.

Succédant le 7 novembre 1987 au premier président grâce à ce que d'aucuns appelèrent alors un « coup d'État médical », salué par l'ensemble du monde car il ne versa pas une goutte de sang, Zine El Abidine Ben Ali fut durant vingt-trois ans le deuxième président de la République tunisienne, jusqu'à sa chute et sa fuite le 14 janvier 2011. Jusqu'à présent, la plupart des acteurs, comme les observateurs, de la vie politique tunisienne n'ont pas encore analysé ce qui rattache l'itinéraire de ce militaire sans charisme et sans gloire au règne de son prédécesseur, préférant ne voir que ce qui l'en différencie. De même, c'est trop tôt, on ne s'est pas vraiment interrogé sur tous les ingrédients de cette révolution imprévue mais tant attendue que la Tunisie vient de vivre.

Au risque de faire souffrir les nombreux bourguibolâtres que compte toujours ce pays, il faut rappeler que Ben Ali n'aurait pu instaurer la dictature brutale qui caractérisa son long passage au pouvoir si son prédécesseur ne lui avait préparé le terrain. En matière d'outillage sécuritaire et d'appareil de répression de toute opposition, le général, hélas, n'a rien inventé. Le « Combattant Suprême » lui a laissé en héritage des juridictions d'exception pour juger ses adversaires, des polices parallèles et des milices pour les terroriser, une presse habituée à chanter les louanges du Chef, une administration peu portée à la critique. Le successeur a peaufiné cette technologie répressive jusqu'à priver l'État de toute référence à la sphère du politique pour l'enfermer dans la seule logique d'un appareil policier. Certes, la différence est de taille. Bourguiba, en effet, n'a jamais cessé de parler de politique aux Tunisiens, leur a dit pourquoi il refusait pour son pays un régime démocratique qu'il disait tant aimer ailleurs, a toujours donné les raisons pour lesquelles

il embastillait ceux qu'il considérait comme ses ennemis. Ben Ali, à l'inverse, s'est réclamé *ad nauseam* des principes qu'il bafouait, érigeant le mensonge en discours d'État. Mais le ver était dans le fruit. La facture de l'autoritarisme bourguibien a été payée par les Tunisiens pendant des décennies après la disparition politique de Bourguiba lui-même. C'est bien pourquoi il ne peut être tout à fait considéré comme un grand homme. Il l'eût été s'il avait volontairement laissé le pouvoir à des successeurs dignes de lui avant d'entamer son inexorable déclin.

Au-delà de ce legs gênant, quels rapports entretient la révolution tunisienne de 2011 avec l'héritage bourguibien ? A-t-on assisté à une révolution anti-bourguibienne différée ou, au contraire, cette secousse est-elle le résultat – différé lui aussi – de ce qu'a construit l'homme qui s'est si ardemment voulu le bâtisseur de son pays ?

Aux premiers jours de janvier 2011, les foules joyeuses malgré les dangers, jeunes, femmes cheveux au vent, scandant leurs revendications dans un langage mondialisé porteur des aspirations de leur temps, ont donné à voir une révolution moderne, mixte, séculière, aux mots d'ordre empruntant au registre des principes universels de justice, de liberté et d'égalité. Dieu était absent. Ce n'est pas en son nom, mais en celui de la dignité humaine que la Tunisie est descendue dans la rue. On a pu dire que le fait d'y voir éclore la première révolution démocratique du monde arabe n'est pas le fruit du seul hasard. Puisant lui-même dans la profondeur historique du réformisme dont s'enorgueillissent tant les élites tunisiennes, admirateur sincère de la modernité qu'il a tenté d'adapter dans plusieurs domaines aux réalités d'un pays dont il s'est voulu le guide, Bourguiba n'a-t-il pas jeté quelques bases de la formidable aventure tunisienne d'aujourd'hui ? L'instauration de l'éducation pour tous qui a jeté un demi-siècle plus tard des milliers

de chômeurs diplômés dans la rue pour revendiquer un travail et un statut, n'est-ce pas lui ? Les femmes, n'est-ce pas lui avant tout, par-dessus tout ? L'âge moyen de leur premier mariage à trente ans, la réduction de la taille de la famille grâce à la planification familiale, encore lui ? Leur envie du moderne malgré le retour du voile n'est-elle pas le résultat de cinquante ans de pratique du Code du statut personnel qui font d'elles des êtres d'une inquiétante ou d'une enviable étrangeté pour le reste du monde arabe ? En somme, le régime bourguibien, pour dictatorial qu'il ait été, a ancré quelques principes fondamentaux de la modernité dans les lois et dans les pratiques sociales. S'en revendiquant à beaucoup d'égards l'héritier, le régime de Zine El Abidine Ben Ali n'est pas parvenu, en vingt-trois ans de règne, à déconstruire totalement ce passé. Détribalisée, urbanisée, éduquée, la société tunisienne porte en elle cette mémoire, incarnée jusqu'à l'excès dans le long épisode bourguibien. Sa révolution est novatrice parce qu'elle est l'héritière d'une histoire nationale réelle, et non de mythes qu'ailleurs dans la région on voudrait fondateurs.

Révolution bourguibienne en quelque sorte. Belle victoire posthume pour l'homme que son tombeur fit enterrer à la sauvette tant il craignait que, même mort, sa stature ne lui fasse trop d'ombre. Oui mais. La chose n'est pas si simple. En effet, ce n'est pas une Tunisie, mais deux qui font la trame de cette biographie. On vient d'en décrire une. Ce sont des vents contraires qui parcourent l'autre, d'autres tempêtes qu'elle annonce peut-être.

Car la révolution de 2011 est aussi une revanche : celle des régions de l'intérieur délaissées par les élites côtières et oubliées d'un développement orienté vers l'extérieur, celles de leurs populations à la fois fascinées par le moderne et agrippées à des certitudes qui leur servent de rempart contre les inquiétantes inconnues de l'avenir. L'appartenance locale,

aux accents parfois tribaux même si la réalité tribale a depuis longtemps cessé d'exister, l'aversion pour l'étranger – fût-il distant de quelques dizaines de kilomètres –, la crispation identitaire autour de l'arabité et de l'islam que Bourguiba avait tant souhaité relativiser, voilà qui renvoie à quelques épisodes d'un passé pas si lointain.

Enfants de Bourguiba contre enfants de Ben Youssef ? Lutte mise au goût du XXIe siècle entre classes moyennes et supérieures issues de milieux historiquement ouverts sur l'extérieur et aspirant à une véritable démocratie politique et sociétale, et tentations néo-hilaliennes de populations conscientes de leur marginalité économique, désormais démographiquement minoritaires, mais animées de la volonté farouche de bénéficier ici et maintenant de tout ce dont l'histoire récente les a privées ? Il est trop tôt pour dire quelle Tunisie l'emportera ou, plutôt, quelle synthèse sortira de cette nouvelle phase d'un affrontement plus que séculaire.

La Tunisie d'aujourd'hui cherche son chemin vers une démocratie dont ses deux premiers présidents n'ont pas voulu. Le premier a cru en jeter les bases par la construction d'une société tournée vers l'avenir, mais en renvoyant toujours à plus tard son incarnation dans les faits. Le second n'a même pas songé à l'asseoir, seulement préoccupé des rentes que son pouvoir pouvait procurer à son clan. C'est avec cette histoire, toute cette histoire, que les Tunisiens et les Tunisiennes sont appelés à la construire. Or l'histoire nous a appris qu'elle n'est jamais linéaire, que les reculs suivent parfois les plus belles avancées. Dans la boîte à outils que leur a léguée l'ère bourguibienne, les hommes et les femmes de maintenant sauront-ils choisir ceux qui peuvent les aider à devenir une société de citoyens ? L'homme de l'indépendance sans la guerre, du Code du statut personnel, de l'école et de la modernité aurait eu peur, assurément, des folles journées de janvier 2011, homme d'ordre et d'autorité qu'il

était avant tout. Pourtant, l'aspiration qu'elles ont exprimée est peut-être le plus bel hommage à celui qui, avant que la vieillesse ne vienne le détruire, a nourri les plus hautes ambitions pour son petit pays.

Sophie Bessis
Juillet 2011

Prologue

La scène peut avoir lieu n'importe quel soir dans n'importe quel foyer tunisien, à 20 heures, avant le 7 novembre 1987. L'enfant paraît d'abord, fugitif, un peu irréel, et disparaît vite de l'écran pour laisser place à la photo d'un homme mûr, aux cheveux déjà blancs, à l'œil conquérant, au sourire étincelant, brandissant à la main un énorme bouquet de jasmin. L'image s'anime en une série de gestes fulgurants, la voix âpre martèle les mots, l'index s'avance en direction du spectateur, le Bourguiba des années soixante parle aux Tunisiens de leur pays, du développement, des femmes, de l'éducation... Les enfants veulent baisser le son, les parents écoutent d'une oreille distraite, lançant de temps à autre un commentaire admiratif, la voix teintée de nostalgie. Apparaît alors sur l'écran un vieil homme qui tente de se tenir bien droit, dont la bouche articule avec peine des ordres en direction de courtisans empressés. Son bras parfois se lève, rigide et pesant, pour souligner la « directive » du jour.

Tous les jours, jusqu'à la nuit de sa destitution, la télévision a asséné ainsi à quelques millions de Tunisiens blasés le pathétique spectacle d'un souverain au soir de sa vie, de qui tout procédait et dont les seuls gestes qu'il savait encore accomplir étaient ceux du commandement. Parvenu au pouvoir suprême la cinquantaine passée, le monarque sans couronne, mais dont le doigt vengeur a fait tomber des têtes, a régné trente ans sans partage après avoir lutté

trente ans contre un puissant empire et quelques rivaux. Il a remodelé l'être, la façon de vivre et jusqu'à la mémoire des Tunisiens qui ne savaient plus s'ils l'aimaient pour avoir été ou le haïssaient pour vouloir être encore, au lieu de sagement s'éteindre comme l'exigeaient son âge et ses innombrables maladies. Il a longtemps semblé vouloir défier la mort comme il s'est employé à plier la vie à ses exigences. Les Tunisiens du moins l'ont cru tant ils étaient convaincus, avant qu'on ne leur montre le roi nu, que ce chef à la vitalité têtue n'était pas tout à fait un homme comme les autres. Lui en a toujours été persuadé : son destin ne fut exceptionnel que parce qu'il a toujours été, à ses propres yeux, un homme d'exception. Est-ce vrai ? Sa vie tendrait à le faire croire, remplie d'autant de paradoxes qu'est traversée de déchirements une Tunisie dont il a souhaité au plus profond qu'elle ne puisse jamais cheminer sans lui.

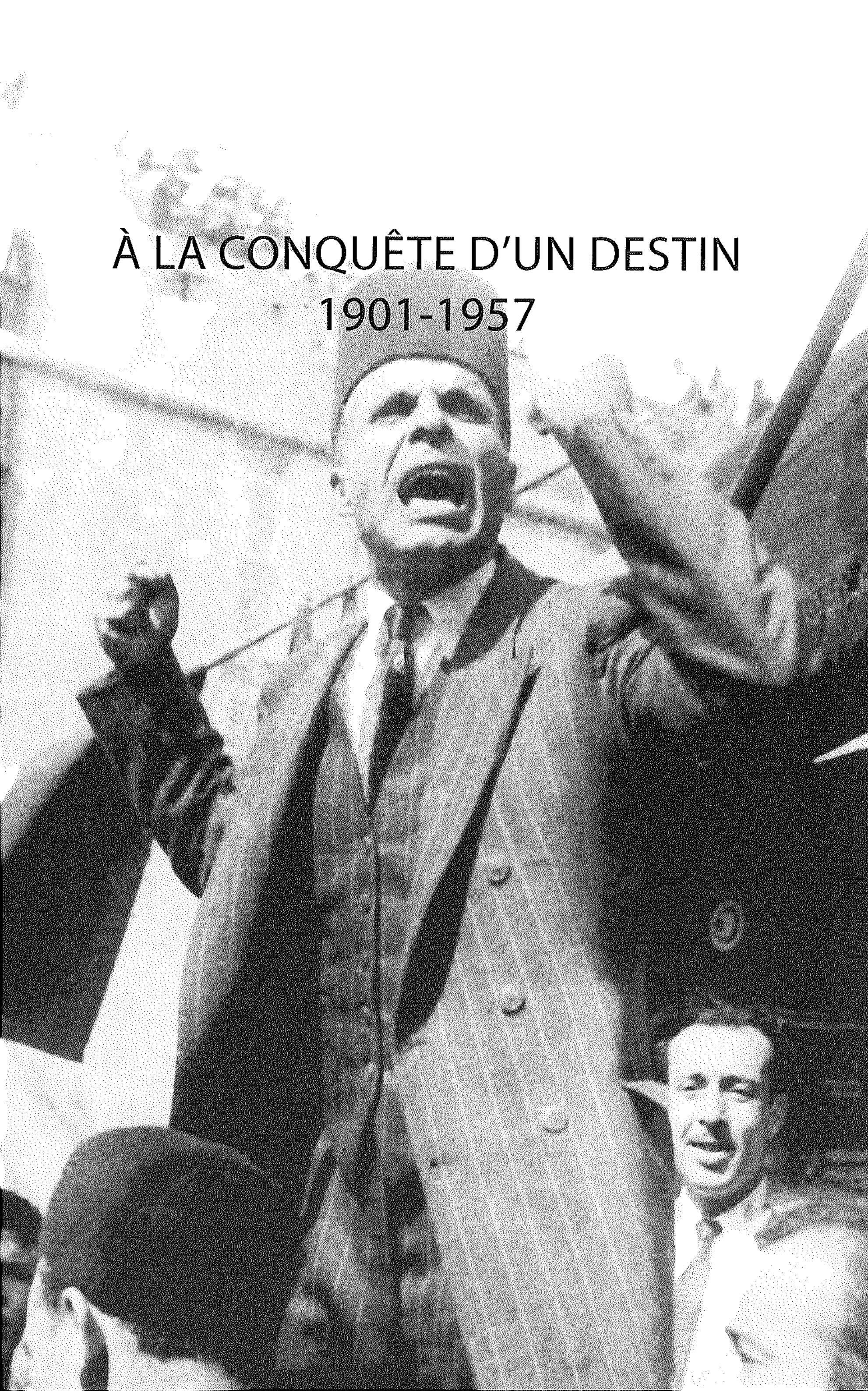
Qui est cet homme ayant marqué près d'un siècle de l'histoire d'un peuple et qui ne s'est reconnu pour prédécesseurs qu'un Hannibal ou un Jugurtha ? Tunisien avant tout, profondément enraciné dans son terroir, et dont cette France qu'il a combattue a façonné jusqu'à la plus intime des pensées et des réactions ; violent jusqu'à l'excès, mais qui tint pour suprêmes vertus le sens du compromis et la pondération ; cartésien, vouant un culte au modernisme, ayant brisé sans un regret le vieux socle des traditions de son pays et dont la cour, au terme de son règne, a ressemblé à celle des potentats du passé qu'il écrasait dans sa jeunesse de son mépris. Qui fut ce chef, trop amoureux du pouvoir pour avoir su s'en déprendre à temps, au risque de clore sans gloire une trop longue carrière pour l'avoir préféré à l'estime que lui portaient naguère les Tunisiens ? A-t-il seulement été un ambitieux habile qui a réussi ? Un mégalomane persuadé d'avoir été choisi par le destin et méprisant, du haut de son élection, la dérisoire légitimité qu'ont voulu lui mesurer les hommes ? Un bâtisseur, comme il en émerge

parfois dans l'histoire tourmentée des peuples, et qui laissera des traces profondes sur un pays gouverné plus d'un tiers de siècle selon son bon vouloir ? Animal politique assurément, homme d'État sans nul doute, tyran probablement, Habib Bourguiba n'aura pas été un dictateur ordinaire.

Faire le récit de sa vie c'est, malgré les zones d'ombre qui obscurcissent une histoire encore trop fraîche, chercher à comprendre comment un homme peut rencontrer un pays et un siècle, comment chemine la passion du pouvoir et de quels instruments elle sait s'aider, de quelle façon la Tunisie est devenue, moitié consentante et moitié matée, la « Bourguibie », de quelles grandeurs et de quelles perversions fut habitée cette vie hors du commun. C'est à la fois inventorier l'histoire, traquer des secrets, et écouter un homme qui n'a jamais rien aimé autant que parler de lui-même.

Mais le terme d'une vie dont il a voulu faire une épopée s'est transformé en tragédie : si le chef sûr de lui d'un pays fasciné a succédé avec panache au lutteur obstiné qu'il fut pendant trente ans, la pesante autocratie qu'il a imposée à son peuple a dangereusement assombri la fin de son trop long chemin.

Un combattant plus politique que guerrier, un chef d'État modéré qui fit des révolutions, un souverain vieilli qui ne prit soin que de lui-même : trois moments, trois actes pourrait-on dire, qui se déroulent sur des décennies. Lequel aura laissé la plus profonde empreinte sur la Tunisie ? Ce n'est pas aux biographes d'aujourd'hui, mais peut-être au siècle dont l'aube s'annonce, de répondre à cette question.


À LA CONQUÊTE D'UN DESTIN
1901-1957

Une enfance comme les autres

Aux origines

En albanais, Bourguiba signifie : le prisonnier. Il y a bien longtemps, certains sujets du sultan d'Istanbul étaient déplacés d'un lieu à l'autre de l'immense empire dépendant de la Sublime Porte. Un jour, on ne sait trop quand, une famille abandonne ainsi les austères montagnes du « pays des aigles » pour aborder aux rivages plus cléments de la côte des Syrtes. Y vit-elle longtemps ? On ne sait. La tradition familiale veut que Haj Mohamed Bourguiba El Kebir (l'aîné) ait quitté la Tripolitaine vers 1795. Les troubles qui ensanglantent alors les provinces libyennes de l'Empire ottoman le poussent à abandonner sa ville de Misrata pour la Tunisie voisine. Il décide d'embarquer sur les frêles felouques de l'époque sa famille, ses biens, ses pêcheurs, ses quarante esclaves et leurs enfants, et même son médecin. C'est ainsi, prétendent les vieux Monastiriens, que Haj Mohamed Bourguiba El Kebir aurait bravé les tempêtes pour s'installer dans un quartier de la petite ville sahélienne de Monastir, appelé depuis quartier des Tripolitains.

Ayant en quelques années largement augmenté sa fortune, l'immigrant était connu non seulement pour son opulence, mais aussi pour sa générosité, dit encore la tradition qui a traversé le temps grâce à Fatma Ben Hassen Bourguiba, servante à qui on a attribué le nom de son maître, et au

descendant d'esclave noir Baba Saad, affranchi en 1846 par son propriétaire Haj Mohamed Bourguiba, deuxième du nom. Ce dernier fait fructifier les biens hérités de son père et surtout les oliveraies de Mazdour, Bouhajar et Chkol. Le vendredi, disait-on, les pauvres peuvent trouver un plat de couscous au quartier des Tripolitains et, le moment des récoltes venu, on distribue aux nécessiteux le contenu en grains d'un burnous. La terre de Chkol des Bourguiba est alors considérée à Monastir comme une enceinte protégée où se réfugient tous ceux qui sont poursuivis par les autorités, les agents de celles-ci prêtant aux esclaves noirs qui y habitent un pouvoir maléfique...

La dynastie husseïnite, largement affranchie de l'autorité d'Istanbul, règne sur la Tunisie. Pour éviter à son royaume le sort de l'Algérie voisine, elle entreprend dans les années 1850 de le moderniser et de le doter d'institutions qui paraissent faire la force des Européens. Mais cette politique se révèle fort coûteuse et l'État est obligé d'augmenter la *mejba*, l'impôt annuel, pour pouvoir rembourser les emprunts contractés en Tunisie et à l'étranger. En 1864, le mécontentement de la population se mue en véritable révolte. Le bey dépêche des expéditions punitives dans tout le pays. La répression est impitoyable.

Quand vient son tour, Monastir est d'autant moins épargné que ses habitants ont fermé les portes de la ville à l'arrivée du général Zarrouk chargé de la « pacification ». Pour l'exemple, les notables de la localité sont les premiers à être traînés à travers les rues comme des malfaiteurs et jetés aux fers dans le camp dressé par les « beylicaux » à l'ouest de la ville. Mohamed Bourguiba et son frère subissent parmi bien d'autres l'épreuve du carcan. Ils n'en sont délivrés, dit toujours la tradition, que grâce au geste de la famille qui sacrifie bijoux, argent et titres de propriété. Enfermant ses richesses dans un drap, elle les confie au benjamin des quatre enfants de Haj Mohamed, Ali, alors âgé de 14 ans. L'adolescent se

dirige vers la tente du général qui se saisit de la rançon et libère les deux frères Bourguiba. Haj Mohamed, rentré chez lui, se couche aussitôt pour ne plus se relever. Ali Bourguiba, solide garçon aux yeux bleu de mer, a été remarqué par le général Zarrouk qui voit en lui une bonne recrue pour ses troupes et l'enrôle immédiatement. Ali Bourguiba passera dix-neuf ans de sa vie en campagne et terminera sa carrière avec le grade de sergent-chef et une pension trimestrielle de 11,25 francs.

Quand il quitte l'armée, la France est en train de parfaire sa mainmise sur la Tunisie grâce aux conventions de La Marsa signées le 8 juin 1883, qui complètent le traité de Kassar Saïd du 12 mai 1881. Deux ans plus tôt, elle a en effet amené sans trop de difficultés Mohamed Essadok Bey, prince sans caractère ni instruction, à apposer son sceau au bas d'un texte instaurant son « Protectorat » sur cette province autonome de la Porte qu'on appelle la Régence. Aux termes des traités, la France intervient directement dans ses affaires. Son résident général en Tunisie devient le ministre des Affaires étrangères du bey et a le pouvoir de promulguer des textes législatifs et réglementaires après leur signature par le souverain. De tels privilèges conduisent vite à une annexion pure et simple du pays.

L'entrée des Français en Tunisie, au même titre que les grandes calamités naturelles, marque dans la mémoire des Tunisiens un point de repère assez fort pour servir à situer une date d'état civil. Ainsi, dit-on dans la famille, Ali Bourguiba a épousé Fatouma Khefacha un an avant l'arrivée des Français, soit en 1880. Appauvris depuis une génération, les Bourguiba ne font plus partie des notables locaux. Dans le quartier des Tripolitains, seule ce qu'on appelle « la maison de l'oncle » et une espèce d'enclos y attenant, abandonné aux moutons et où se dresse la masure de Baba Saad, leur appartiennent encore. C'est là qu'habitent trois des quatre

enfants de Haj Mohamed Bourguiba, Emna sa fille unique ayant épousé Ahmed Sakka. Autour du patio de la maison familiale, il y a déjà la chambre de Si Mohamed, aveugle, qui psalmodie le Coran à longueur de journée. Hassen, le deuxième fils qui occupe une autre pièce, n'a eu que des filles. L'une d'elles, Aïchoucha, épousera le notaire Haj Youssef Zouiten. Ali et Fatouma doivent occuper la troisième et dernière pièce de la maison. Bien que la famille ait subi des revers de fortune, on estime à Monastir que Fatouma, la fille de Khadouja Mzali, n'a pas été trop mal mariée. La famille de Khadouja Mzali, originaire du Souss marocain et berbère, a fait souche à Monastir au XVIIe siècle et compte parmi les notables de la ville. Fort soignée de sa personne, Khadouja est elle-même une femme vive et de caractère, sachant raconter comme personne de savoureuses histoires qui font la joie des soirées familiales. Quelques Monastiriens se souviennent encore de sa silhouette grêle appuyée sur sa canne, enveloppée de son voile d'où s'échappent des mèches de cheveux rougis par le henné, parcourant les ruelles d'une maison à l'autre pour rendre visite à ses nombreux amis et parents.

Répudiée très tôt par son époux alors que sa fille n'était qu'un bébé, Khadouja Mzali a vécu sous le toit de son père jusqu'au mariage de Fatouma. Celle-ci est une solide fille brune fortement charpentée, au visage rond aux traits épais des Khefacha encadré par de grosses tresses noires. Elle a attendu longtemps le mariage puisqu'elle ne convole qu'à 19 ans, ce qui n'est déjà plus très jeune pour l'époque. Son époux, lui, est un bel homme d'une trentaine d'années, ayant grande allure et attachant comme tous les siens beaucoup d'importance à sa tenue. S'il a détesté, plus que tout dans sa vie, porter le barda du troufion qui le ravalait « au rang de bête » comme il le dira plus tard à ses enfants, il arbore avec fierté l'uniforme de l'armée du bey, coiffé du fez[1] vermillon

1. Haute coiffe de couleur pourpre ornée d'un gland portée dans tous les pays ayant subi l'influence ottomane.

sur lequel brille l'écusson aux armoiries dorées. Le regard bleu intense et dominateur, la barbe et les moustaches accentuent chez lui la rigueur de l'ancien militaire. Ali Bourguiba ne se sépare d'ailleurs jamais de son vieux sabre. Pour un oui ou pour un non, l'éclair de la lame fend l'espace du patio. Mohamed, le frère aîné, s'arrête alors de psalmodier et se précipite sur son fusil. Hurlements, réconciliations, disputes à nouveau, c'est le lot quotidien des familles méditerranéennes trop nombreuses où l'on apprend vite à manier l'intrigue. Les belles-sœurs y excellent pour rendre la vie impossible à Fatouma, cette dernière venue qui en sept ans a mis au monde cinq garçons, Mohamed, Ahmed, Mhamed et Mahmoud, le dernier, Younes, décédant à 3 mois. Suivent deux filles, Nejia puis Aïcha.

Le nombre croissant d'enfants, loin de détendre l'atmosphère dans la « maison de l'oncle », la rend proprement intenable. Mais la tribu qui se déchire à longueur de journée sait taire ses rancunes pour faire bonne figure aux heures solennelles : l'honneur qui échoit à Ali Bourguiba nommé cheik du quartier des Tripolitains, puis conseiller municipal et expert agricole, rejaillit sur toute la famille. Ses nouvelles charges lui permettent enfin d'améliorer son quotidien. Aussi commence-t-il par quitter la maison familiale pour s'installer dans une modeste demeure dite « Dar el Kouij », située sur une falaise appelée la Karrayia (la sainte noire en turc) ou *Lella Kahlia* qui jetait, dit-on, un sort à tout pêcheur risquant ses filets dans les eaux environnantes. Deux pièces, un réduit sans fenêtre faisant office de cuisine, un sol en terre battue et un plafond de mortier, telle est la maison où naît Habib Bourguiba, huitième enfant et cinquième fils vivant d'Ali Bourguiba et Fatouma Khefacha.

Le petit dernier

Les dates de naissance et de décès étant encore fixées par des repères approximatifs, aucune main soigneuse n'ayant pris la peine de noter l'événement, comme certains le faisaient alors, sur la page de garde d'un Coran, on a retenu comme date de naissance officielle de Habib celle qui servira à son frère Mhamed pour l'inscrire à l'école : le 3 août 1903. Bourguiba lui-même fait remonter sa venue au monde à un an auparavant. « On se réfère, dit-il, à une différence de neuf mois entre Chedli Zouiten (son cousin) et moi pour conclure que ma date de naissance serait plutôt le 3 août 1902. » Certains de ses camarades de classe pensent plutôt, en se référant à leur propre âge et d'après le souvenir qu'ils gardent de leur compagnon de l'époque, qu'il serait né en 1901. Il obtient par ailleurs son certificat d'études en 1913. La durée normale de la scolarité primaire étant de six ans, il entre donc à l'école en 1907. « Mais, dit un ancien directeur du célèbre collège Sadiki, aucun élève ne pouvait être admis avant 6 ans révolus, les rares exceptions étant faites pour les familles beylicales et apparentées. » Bourguiba ne comptant pas parmi celles-ci, il ne pouvait donc être admis à 4 ans comme le sous-entend sa date de naissance officielle. Son certificat d'études obtenu en 1913, l'âge requis pour entrer à l'école étant de 6 ans et la durée de la scolarité également de six ans, sa date de naissance réelle ne peut être, compte tenu de ces repères sûrs et vérifiables, que 1901. Il la confirme d'ailleurs lui-même en soulignant que sa mère a 40 ans à sa naissance. Fatouma s'étant mariée en 1880 à 19 ans, c'est en 1901 qu'elle a 40 ans. « Quand elle m'a conçu, ce fut pour ma mère, la malheureuse, une véritable catastrophe, elle avait déjà 40 ans », dira plus tard Bourguiba. « On m'a rapporté qu'au moment de me mettre au monde, elle avait tellement honte de m'avoir conçu à son âge qu'elle étouffait ses cris de délivrance en serrant les dents sur une serviette placée dans

sa bouche. » Cette honte éprouvée par la mère aurait selon certains une autre cause qu'une grossesse tardive, soigneusement cachée... Enfant de trop ou enfant gênant, la mère a honte en tout cas de la naissance du petit Habib et le père, avancé en âge, se demande s'il pourra remplir jusqu'au bout son rôle envers ce dernier fils qu'il aurait préféré ne pas voir naître.

S'il n'est pas riche, « l'oncle Ali » comme on l'appelle à Monastir, accorde une grande importance à l'instruction, et passe d'ailleurs dans la famille pour un original. « Ali est fou, dit de lui son frère Mohamed. Tout son argent file dans les achats de cahiers et de chaussures pour ses enfants. » Mais le résultat est là. Mohamed, l'aîné de ses fils, né avec le Protectorat, travaille à Tunis comme aide-infirmier à l'hôpital Sadiki. La promotion des deux suivants est plus nette : Ahmed et Mhamed font partie du corps des interprètes sans lequel le secrétaire général français du gouvernement ne pourrait pas contrôler l'administration tunisienne. Ahmed est interprète au contrôle civil de Souk el Arba dans le nord-ouest du pays (aujourd'hui Jendouba) et Mhamed à la section d'État à Tunis. Quant à Mahmoud, il poursuit ses études secondaires au collège Sadiki. Le père est comblé. Les garçons lui versent quelques subsides et, comme tout bon Sahélien, il exploite de son côté les quelques pieds d'oliviers de Chkol, Mazdour et Bouhajar. Sa maigre pension de militaire et ses honoraires d'expert agricole lui procurent assez d'argent pour commencer, à la naissance de Habib, à construire sa propre maison sur le terrain jadis donné au vieux Baba Saad au quartier des Tripolitains, plus précisément à la Zriba (l'enclos). Elle possède deux vestibules, trois pièces, des communs, un puits, un patio et, signe de relative prospérité, les murs sont recouverts d'une jolie mosaïque et décorés d'étagères en boiserie. Il est vrai que Khadouja, la belle-mère, a vendu la part d'héritage lui revenant des Mzali pour aider le ménage de sa fille à achever la maison.

À la naissance de Habib, la famille est enfin parvenue à quelque aisance. À 53 ans, Ali Bourguiba, membre du Conseil municipal, apparaît sur une photo portant une barbe bien taillée de patriarche, le visage encadré par une écharpe blanche, un lourd burnous également blanc jeté sur les épaules recouvrant la jebba et les gilets richement brodés. Il pose aux côtés de M. Dufrenne, directeur de l'école franco-arabe de Monastir et président de la municipalité, du *caïd* (préfet) et des notables de la ville. Telle est la Tunisie de l'époque : le petit bourgeois à mi-chemin entre la ville et la campagne, qui voit dans le service public un facteur d'ascension sociale, y côtoie le représentant d'une administration imprégnée de bureaucratie ottomane et remodelée par la colonisation européenne, elle-même représentée par M. Dufrenne, à la fois enseignant et représentant de l'autorité. Les transformations qui bouleversent le pays ont vite atteint le Sahel, cet ensemble de bourgades où les habitants, pêcheurs, boutiquiers mais surtout humbles agriculteurs, ont toujours été ouverts aux idées venues du large. Aussi, nombreux sont les Sahéliens qui, se sentant à l'étroit dans leurs modestes villages ocre baignés du bleu de la Méditerranée, se lancent dans l'administration coloniale ou dans les secteurs d'activité liés à celle-ci.

À Monastir, le jeune Habib est pour la première fois le roi, le roi d'une fête. Simple ou féerique, la circoncision est toujours un événement inoubliable pour un garçon musulman. La fanfare, la foule, les youyous des femmes, les détonations des vieux tromblons... « Je le revois, raconte un témoin, dans son petit costume brodé, chevauchant le coursier caparaçonné qui le conduisait au mausolée de Sidi Mansour. À ses côtés son frère Mahmoud tenait le fusil qui allait couvrir d'une double détonation le bruit de la traditionnelle cruche éclatée au moment crucial...[1] » Parvenu au

1. M.S. Mzali : *Au fil de ma vie*, éditions HM, Tunis, 1972.

faîte des honneurs, Bourguiba a plus d'une fois abandonné sa voiture officielle pour enfourcher un fringant coursier et faire dans les villes une entrée spectaculaire au milieu de la liesse populaire. Le petit cortège défilant sur le chemin de Sidi Mansour est-il à l'origine des fastes dont il aimera tant s'entourer ?

Aux yeux du petit Habib, les fêtes ont quelque chose de sacré. À l'âge adulte, elles devront être célébrées selon un rite et dans des lieux qui auront pris valeur de symboles. « Il éprouvait une joie simple et vraie à assister aux fêtes de famille, mariages ou circoncisions qui, pour les proches, devaient se dérouler à Dar Zriba. Le 4 janvier 1945, il a tenu à célébrer mon mariage dans la maison familiale », raconte son petit cousin Mohamed Bourguiba. « Un mois plus tard, s'apprêtant à s'exiler au Moyen-Orient, il a tout de même voulu assister au mariage de Zohra sa nièce, fille de sa sœur Aïcha et de Chedli Chekir. » Le père de Chedli Chekir, « l'oncle Hamouda », c'était l'épicier du coin chez qui on dépêchait le petit Habib acheter un demi-litre de pétrole ou une livre de riz. « Je faisais en somme office de domestique, raconte Bourguiba. J'étais chargé de tenir l'aiguière et de verser de l'eau après les repas sur les mains de mes aînés à qui je devais donner du *sidi* (monsieur). Le cas de mes sœurs posait un problème de protocole. Leur condition de fille ne pouvait leur conférer un droit de préséance, mais elles étaient plus âgées que moi. Mon père résolut le problème en décidant que nous nous appellerions par nos prénoms respectifs... Le plus jeune de tous, j'étais désigné pour les multiples corvées. »

L'enfant vit dans un monde de grands – treize ans le séparent de Mahmoud le dernier de ses frères – et surtout de femmes. Fatouma Khefacha a-t-elle été astreinte à des travaux plus pénibles que la plupart des femmes de son époque ? Son fils en est convaincu : « Ma mère trimait dur du matin au soir. Les allaitements épuisants et les diverses

corvées l'avaient littéralement démolie. » Khadouja la grand-mère, Fatouma la mère, Aïcha et Nejia les sœurs n'ont en tout cas ni le loisir ni la patience de s'occuper d'un bambin, trop absorbées qu'elles sont par leur ouvrage quotidien auquel viennent s'ajouter les travaux saisonniers, besognes qui se transforment parfois en véritables fêtes avec l'arrivée des voisines. Bourguiba en gardera toujours une prédilection pour l'univers clos et chaleureux des femmes. Mais il y a aussi la rue, avec ses fêtes foraines le jour de l'Aïd qui marque la fin du mois de jeûne, la terreur mêlée d'admiration devant les fakirs en transes des confréries qui se produisent sur les places de la ville.

Ainsi, l'enfant grandit. Le père pense à son avenir : il doit suivre le même chemin que ses frères et être inscrit à l'école. Ali Bourguiba, se sentant trop vieux, préfère confier cette tâche aux aînés déjà installés dans la capitale.

Premiers pas à Tunis

La capitale de la Régence où arrive Bourguiba est, en ce début de siècle, le lieu de tous les bouleversements nés de la colonisation. Achevant sa mainmise sur le Protectorat où le bey apparaît de plus en plus comme un figurant, la France réalise et construit pour mieux s'implanter. S'écartant des traités, elle administre directement le royaume et fait venir des milliers de métropolitains pour occuper les postes de fonctionnaires créés dans tous les domaines. Mais le boom économique de la Tunisie provoque aussi un afflux d'immigrants que la misère chasse de chez eux : Calabrais, Siciliens, Maltais viennent par milliers offrir leurs bras aux chantiers qui s'ouvrent un peu partout. Aux alentours de 1900, la colonie italienne est trois fois plus nombreuse que celle de la puissance protectrice. À cette époque, Tunis connaît

également une extraordinaire effervescence intellectuelle, et la bourgeoisie éclairée tunisoise est en pleine renaissance. Ali Bach Hamba, Ali Bouchoucha, Béchir Sfar ou Mohamed Lasram, ces grands noms de l'aristocratie militaire ottomane et de la grande bourgeoisie tunisienne terrienne ou commerçante, ont reçu une éducation soignée, comme sait la donner cette classe à ses enfants destinés par tradition à assumer les charges intellectuelles et administratives du royaume. Ils ont fait partie des premières promotions du collège Sadiki fondé en 1875, l'une des créations les plus originales de la monarchie husseïnite, œuvre du Premier ministre de Sadok Bey, le général Khereddine. Les plus méritants d'entre eux sont allés en France perfectionner leurs connaissances et venus ensuite grossir la petite frange des jeunes gens auxquels devait échoir, selon le vœu de Khereddine, la délicate mission de moderniser « sans heurts ni brusquerie » la vieille administration beylicale et de poursuivre les réformes entamées dans divers domaines. Turcs, Égyptiens, Maghrébins que le goût du dépaysement ou les vicissitudes politiques ont conduit vers la paisible et hospitalière Tunisie, personnalités de marque de la colonie italienne, française et israélite, se rencontrent à l'époque dans l'ambiance agréable des réceptions des palais de la Manouba ou de La Marsa.

C'est à un de ces rendez-vous de l'élite cosmopolite de la capitale que Mohamed Abdou, grand mufti d'Égypte et apôtre du réformisme musulman qui prône la lutte anticoloniale « par la promotion culturelle et l'éducation des masses », expose sa doctrine bannissant, compte tenu de l'inégalité des forces en présence, tout recours à la politique active. Ses jeunes disciples tunisiens fondent en 1896 la Khaldounia – du nom de l'historien Ibn Khaldoun –, annexe de l'université de la *Zitouna*, dans le but de régénérer l'université religieuse par un enseignement parallèle moderne et scientifique. Encouragé par le succès de la Khaldounia, l'avocat Ali Bach Hamba et le journaliste Ali Bouhajeb décident de

créer la Sadikia, association ayant pour but de dispenser un enseignement postscolaire où écrivains, hommes de science, magistrats confrontent leurs idées dans des débats hebdomadaires, ainsi qu'une éducation populaire dans les quartiers de Bab Jedid, Bab Souika ou Halfaouine. Du culturel au politique, il n'y a qu'un pas et l'on discute au sein de ces associations des conséquences de l'occupation française de la Tunisie. En 1907, ces questions sont formulées pour la première fois sous forme de revendications par le groupe des Jeunes Tunisiens, ainsi désigné par analogie avec le comité Jeune Turc, qui se constitue en parti et publie un organe en français, *Le Tunisien*, à partir de janvier 1907. Il réclame des réformes politiques à la puissance protectrice, parmi lesquelles la mise en place d'une représentation tunisienne élue.

En 1907, le petit Bourguiba, lui, n'a connu jusqu'ici d'autre société que la famille et surtout ce refuge incomparable que représente le sein chaud et généreux d'une mère. Ces mères sont en province moins regardantes que les bourgeoises tunisoises sur l'âge du sevrage de leur progéniture, n'ayant pas les moyens de payer des nourrices. Bien des enfants, devenus adultes, ont gardé à cause de cet usage la nostalgie des femmes aux formes opulentes. Bourguiba est de ceux-là. Devenu, une fois au pouvoir, censeur de la conduite des Tunisiens, il réplique un jour à un de ses proches collaborateurs lui reprochant sa relation avec Wassila Ben Ammar : « Il y a quelque chose en elle qui me rappelle ma mère. » A-t-il ressenti plus vivement que d'autres la rupture avec cette dernière ? Sa blessure paraît en tous cas douloureuse et profonde : « Si je suis toujours ému jusqu'aux larmes quand j'évoque le souvenir de ma mère, c'est parce que j'ai dû la quitter si jeune », dira-t-il souvent plus tard. Partir de Monastir en 1907 dans l'inénarrable diligence du vieux Maltais Carlo est une expédition pour l'enfant qui prend également pour la première fois le train à Sousse, et arrive enfin à Tunis.

Le quartier de Torbet el Bey dans la Médina, appelé ainsi parce qu'il abrite la nécropole des princes husseïnites, est au début du siècle un des quartiers résidentiels de la bourgeoisie commerçante. Mhamed, le troisième des frères Bourguiba, y a loué à son arrivée dans la capitale un logement rue Korchani qui retentit souvent des cris de Dhaouia, son unique et noiraude servante. Interprète à la section d'État, le jeune homme a de la prestance avec son costume croisé et ses moustaches en guidon de bicyclette. Mais, absorbé par les cours qu'il suit à la Khaldounia pour préparer la première partie du baccalauréat, il a peu de temps à consacrer à son petit frère livré à Dhaouia, qui en fait son domestique, le met régulièrement à la vaisselle et le traîne avec elle quand elle va dans les familles sélectionner une jeune fille à marier pour son patron. Les ordres pleuvent sur le petit garçon : « Elle était tout le temps en train de me faire faire la navette entre la maison et l'épicier du coin : va me chercher un sou de cumin par-ci, va me chercher un sou de poivre par-là. Un jour, je laissai tomber un sou ! Tout un sou ! Il n'y avait pas de reproches suffisamment sévères... J'étais pauvrement vêtu. Mes souliers troués prenaient l'eau. Par fierté, je me refusais à demander à mon frère aîné de m'en acheter une paire neuve... »

Entre la vie du Petit Chose et celle de Cosette, il y a heureusement Sadiki où Mhamed l'inscrit à la rentrée de 1907. Sur une photo de classe datant de 1910, on voit au milieu de la première rangée, légèrement décalé par rapport à l'alignement de ses camarades, un joli garçon raide dans sa jebba, que les rondeurs de l'enfance n'ont pas encore quitté, mais qui a déjà le menton en avant et l'air bien campé. Il est pour l'heure passionné par les séances de gymnastique dans les jardins Bayram où il se rend en seroual blanc descendant au mollet, en chemise aux manches roulées jusqu'au coude et en espadrilles de corde. L'enfant est turbulent, se plaint M. Surdon, le surveillant général, à Haj Ali Bourguiba venu

rendre visite à son fils. Mais, s'étant assuré que c'est un élève studieux, le père conclut que l'indiscipline n'a rien de grave. La peur d'être puni passée, Bourguiba va retenir une leçon : à condition de réussir, tout est permis.

Bourguiba doit la parfaite maîtrise du Coran dont il fera montre par la suite à ses deux premières années passées à l'annexe du collège Sadiki où était dispensé l'enseignement primaire et durant lesquelles les élèves passaient la moitié des heures de classe au *kouttab* (école coranique). Interne en classe de seconde à Sadiki, son frère Mahmoud s'est attribué à l'égard du benjamin le rôle de répétiteur. Tous les vendredis et dimanches, il dirige des séances homériques où taloches et hurlements lui servent de pédagogie. La méthode terrorise l'enfant et rend hystérique Dhaouia qui se précipite aux fenêtres pour crier « au secours ». Seuls les membres de la famille beylicale ayant le droit de déjeuner au collège, Habib en est réduit aux maigres ratatouilles de Dhaouia qui le laissent sur sa faim. Adulte, il décrira la grosseur d'un morceau de viande, le croustillant d'une pâte ou la saveur d'un gâteau comme si l'enfant avait connu de réelles privations. Dramatisant comme à l'accoutumée ses souvenirs enfantins, il évoquera plus tard avec une pointe d'envie « les mets succulents » qu'on servait chez l'un ou l'autre de ses camarades. Mis à la diète lors de l'épidémie de choléra de 1911 qui emporte la jeune femme enceinte de Mhamed, Habib échappe à toute surveillance le jour de la cérémonie mortuaire. Affamé, il se glisse dans le débarras où se trouvent les grands plats de couscous destinés aux visiteurs, et mange à satiété. Alerté par ses lèvres tachées de sauce, son frère lui administre un vomitif qui lui a sans doute sauvé la vie.

Convalescent à Monastir, il retrouve la vie des vacances. Seul garçon au milieu des femmes, il vit à leur rythme et partage leurs travaux. La vieille servante Fatma, descendante d'esclaves, les yeux usés et souvent bandés, perçoit

rien qu'au bruit de la meule le moment où il faut y jeter la poignée de grains de blé. D'un geste, elle fait signe à Habib qui s'exécute et l'aide ensuite à passer la farine par les tamis les plus fins. Porter le plateau de baklawa au four de l'oncle Hamida, surveiller sa cuisson en l'arrosant d'une louche de miel, n'est pas une corvée pour le garçonnet, mais un régal qu'il évoquera chaque fois que quelque chose lui aura fait plaisir. Enfin, participer aux travaux de l'oliveraie est pour un enfant sahélien aussi naturel que marcher ou respirer. Devenu président de la République, Bourguiba n'omettra jamais de s'informer de l'état de la récolte de la petite oliveraie de Bouhajar, maigre héritage paternel, dont on mettra un point d'honneur à lui fournir chaque année la production : quelques litres d'huile de table.

À la rentrée scolaire, le voilà de nouveau à Tunis où, une fois sorti de l'école, il aime à flâner. Ainsi, quand le bey vient le jeudi présider la cérémonie du sceau au palais du gouvernement à la Kasbah, on peut voir un enfant au regard avide parmi les badauds : « Je le voyais descendre de son carrosse, se souvient-il, barbe et cheveux blonds, la poitrine constellée de décorations. La clique rendait les honneurs... » A-t-il été marqué comme il le dit par les événements du Jellaz qui ont contribué selon lui à façonner son caractère ? Le choc dont il parle correspond certainement plus à la surprise du jeune Habib « de voir un jour, en débouchant sur le boulevard Bab Menara, la place de la Kasbah investie par un régiment de zouaves coiffés de chéchias prolongées par des glands se terminant en forme de pompons ».

Nous sommes en 1911. L'Italie est en train d'arracher à l'Empire ottoman la Tripolitaine et la Cyrénaïque. L'attaque émeut les Tunisiens. Abdelaziz Thaalbi, diplômé de la Zitouna et membre en vue du groupe des Jeunes Tunisiens, fonde le journal en langue arabe *Union islamique* dans lequel il porte haut la cause du panislamisme. La tension est telle à Tunis que le moindre incident risque de mettre le feu

aux poudres. C'est alors que la municipalité de Tunis décide d'immatriculer le cimetière du Jellaz, bien de mainmorte inaliénable. La population, craignant qu'il ne s'agisse d'une privatisation, crie à la spoliation et au sacrilège. Le 11 novembre « à la pointe du jour, rapporte Ali Bach Hamba dans *Le Tunisien*, l'entrée du cimetière est interdite... La foule veut forcer la consigne. La bagarre est commencée... Un peloton de zouaves arrive... On jette des pierres, les soldats ripostent par une charge meurtrière. Des morts et des blessés tombent ». L'émeute gagne la ville. L'état de siège est proclamé, les journaux sont suspendus, les condamnations pleuvent sur les principaux instigateurs de la manifestation, gens du peuple qui n'ont rien à voir avec le mouvement des Jeunes Tunisiens, dont Manoubi Ben Ali Khadraoui dit Jarjar. « Il fut guillotiné en 1912 sur la place publique de Bab Saadoun, raconte Bourguiba. Quelques Français présents applaudissaient au spectacle horrible des dernières convulsions d'un corps décapité, baignant dans une mare de sang. »

La population est traumatisée. Mais, pour la première fois, l'intelligentsia se met au diapason de la rue. Quelques mois plus tard, en février 1912, le mouvement des Jeunes Tunisiens soutient activement la grève des traminots tunisiens qui exigent entre autres l'égalité des salaires avec les conducteurs italiens. Le résident général crie au complot contre la France. Les animateurs du groupe des Jeunes Tunisiens sont déportés : Ali Bach Hamba, Abdelaziz Thaalbi et Mohamed Noomane en France, Hassen Guellaty en Algérie, Sadok Zmerli et Chedli Dargouth à Tataouine dans le Sud tunisien. En 1913, un parlementaire français dira de cet épisode : « L'affaire Bach Hamba a le caractère d'un événement historique ou, pour parler plus clairement, marque le début d'une ère nouvelle. »

« Le grand événement qui a marqué pour moi l'année 1913 et qui, jusqu'à ma mort, ne cessera jamais d'être dou-

loureusement présent, ce fut la mort de ma mère. » Si Bourguiba est volontiers théâtral quand il évoque ses sentiments, il n'en est pas moins sincère. Arrivé au faîte de la puissance, le chef d'État, qui peut tout, aurait voulu restituer à sa mère si modeste la fierté de l'avoir mis au monde. Rien en effet de plus sincère chez Bourguiba que son émerveillement devant sa propre vie. La mort de la mère a fait passer au second plan dans la mémoire de l'adulte l'autre grand événement de l'année 1913 : le succès au certificat d'études qui va le dispenser des servitudes militaires en vertu d'un décret beylical qui en exempte les diplômés et les enfants nés à Tunis, au grand soulagement de l'ex-sergent-chef Ali Bourguiba dont le souvenir du métier des armes est si déplorable qu'il a tenu à ce que ses enfants y échappent en faisant des études. Sa joie est d'autant plus grande que Habib a également été admis comme interne à Sadiki pour y poursuivre ses études secondaires, ce qui implique sa totale prise en charge par le collège.

Les années de collège

L'adolescent s'éloigne des rivages de l'enfance et découvre le monde des « grands » de Sadiki. Le collège dresse ses coupoles et ses minarets sur le plateau Charles-Quint qui domine la Médina. L'entrée et la cour d'honneur aux arcades blanches et noires sont réservées aux grandes occasions ; les galeries qui surplombent le jardinet central abritent les salles de classe auxquelles on accède par les escaliers de marbre. « Le mobilier y est en bon état mais d'un modèle suranné. Les dortoirs sont petits... les lits sont en fait des couchettes à la spartiate avec une couverture dans laquelle l'enfant s'enveloppe. Les couchettes sont très rapprochées les unes des autres, mais une surveillance rigoureuse est

exercée dans chaque dortoir. Un gardien est affecté aux lieux d'aisance[1]. » Bolon, le directeur, « un homme très sévère au teint jaunâtre » selon Bourguiba, gère le collège durant toute sa scolarité, pendant les années mornes et pénibles de la Grande Guerre, avec des soucis d'économie au détriment de leur confort si on en juge par le souvenir de Bourguiba et de ses camarades. Le bel uniforme annuel qui donnait un avant-goût de notabilité aux futurs interprètes de la fonction publique – pantalon bouffant bleu, chemise, gilet soutaché, large ceinture en soie multicolore – est remplacé par une tenue distribuée tous les deux ans et apparentée à celle des tirailleurs : pantalon fermé par deux boutons sous le genou, chasuble lacée de côté, le burnous étant fourni par les élèves. Bourguiba doit s'en passer. « Quant à la nourriture, se souvient-il, elle était épouvantable : notre repas de midi ne comportait pas plus d'un méchant ragoût aux courges et un plat de macaronis. Le matin, on nous servait en guise de petit déjeuner un beignet qui, pour avoir été enveloppé dans de vieux journaux, sentait le pétrole. » « Vous n'avez même pas cela chez vous ! » lance un jour Bolon à ceux qui protestaient contre ce traitement. « Cela ne vous donne pas le droit de nous humilier ! » rétorque aussitôt Bourguiba, pensant qu'il allait être « foudroyé ». Mais Bolon répond poliment. Oser peut valoir de la considération, se dit le lycéen qui ne l'oubliera pas.

Au-delà de l'ambiance de potaches, telle cette farce faite à un professeur si volumineux qu'on le surnommait le Transatlantique, et qui quitte un jour sa classe sans s'apercevoir que la chaise passée à la colle par ses élèves était restée fixée à son derrière, Bourguiba est profondément marqué par l'enseignement qu'il reçoit. M. Collières n'a pas eu seulement le mérite de lui inculquer « l'art de la rédaction française ». Cet homme qui disait sa fierté d'avoir eu l'occasion de serrer la main de Victor Hugo, fait découvrir tout un monde à

1. *Sadiki et les sadikiens*, ouvrage collectif, éditions Cérès, Tunis, 1975.

ses élèves à travers la grandeur des personnages littéraires, et donne sans le vouloir une dimension nouvelle à la gloire passée des Arabes évoquée par les maîtres tels cheikh Tahar Ben Achour ou Mohamed Lasram. « Ce dernier, président de la Khaldounia, ne faisait pas allusion à ses activités politiques mais, dit de lui Bourguiba, il nous a inculqué l'amour de la langue arabe, de ses écrivains et de ses poètes. » Les œuvres et les moments d'histoire étudiés en français, déposés sur le fond arabe et musulman transmis par les cheikhs de la Zitouna, ont trouvé chez Bourguiba un écho plus profond que ne le laisse supposer la fierté naïve avec laquelle il déclame jusqu'à aujourd'hui les poèmes de Vigny, *La mort du loup* ou *Le titan*. Le cheikh Abdelaziz Jaït transmet quant à lui au jeune Habib la fascination du mot, l'enivrement des *mouallaquat*, odes des poètes arabes anté-islamiques, au point que le président de la République ne pourra concevoir une fête à sa gloire sans joutes poétiques.

Mais, en même temps qu'il est une fenêtre sur le monde, l'enseignement de Sadiki fait éclore chez les jeunes Tunisiens qui fréquentent l'illustre collège les germes de la révolte. « Je suis en train de confectionner ici des bombes qui, un jour, exploseront et dont les éclats dépasseront les murs de cet établissement », dit un professeur français au résident général venu en visite. Habib Bourguiba est loin d'être considéré comme une bombe. Il se contente pour l'instant de suivre son aîné Habib Jaouahdou, talentueux élève de première, qui entraîne ses camarades en leur expliquant ce qui se passe au-delà des murs du collège. Ainsi le soulèvement de Khelifa Ben Askar ou de Daghbaji dans le Sud, la révolte quasi permanente des tribus de cette région durant les années 1915 et 1916, et la répression qui s'en suit sont chantés par ce « leader » des sadikiens. Mais, parmi les événements qui contribuent à susciter en lui « un vif sentiment patriotique », Bourguiba préfère citer les larmes de son père le jour de l'enterrement de Béchir

Sfar. Ce 15 avril 1917, Haj Ali Bourguiba qui est en visite à Tunis emmène son fils au cimetière du Jellaz où se déroulent « les funérailles solennelles de Béchir Sfar, dans un silence impressionnant, ponctué de temps en temps par les accents d'une marche funèbre ou les sanglots de ses innombrables disciples et admirateurs[1] ».

Figure de proue du mouvement des Jeunes Tunisiens, Béchir Sfar a toujours défendu le principe de la participation des Tunisiens à la gestion des affaires de leur pays. Président de l'association des *habous* (biens de mainmorte), il a essayé de faire échec à la convoitise des colons sur le patrimoine public et privé de la Régence. Les jeunes l'ont admiré autant que les aînés. Car, si l'enseignement de Sadiki leur apprend le respect des principes de liberté, d'égalité et de fraternité, leur vie quotidienne est ponctuée par le mépris de certains professeurs et surveillants, le spectacle de la rue grondant du murmure d'une population excédée par la morgue des colons, la lecture de journaux clandestinement passés de main en main. Aussi, lorsqu'ils apprennent le prochain retour d'Orient d'un des plus célèbres exilés du mouvement des Jeunes Tunisiens, le cheikh Abdelaziz Thaalbi, les internes du collège sont en ébullition. « Nous formerons un groupe pour aller le saluer », dit Jaouahdou, qui prépare un éloge de l'homme du jour pendant que d'autres apprennent à faire la révérence. Bourguiba se joint au groupe qui se rend au domicile de cheikh Thaalbi rue du Pacha, où Jaouahdou déclame un poème à la gloire de son héros. Pendant la Grande Guerre, le soutien à la Turquie est une façon de manifester son nationalisme. « Vive la France ! » crient les élèves pour pouvoir poursuivre sans danger : « Vive la Turquie ! » « Les Allemands nous paraissaient fabuleux... Bethmann-Hollweg, Hindenburg surtout, son nom roulait comme le canon ! Les rumeurs circulaient : les Français reculent, ils s'effondrent. C'est ainsi que l'armistice fut une amère déception pour

1. Sadok Zmerli : *Les successeurs, figures tunisiennes*, MTE, Tunis, 1967.

l'opinion tunisienne », se souvient Bourguiba en avouant cependant sa sympathie pour Clémenceau, « un héros qui ne flanchait pas ».

Ses préoccupations sont en réalité plus prosaïques : pour rester dans ce saint des saints qu'est Sakidi, il faut travailler. La sélection sévère ne lui laisse pas le choix : sur trente-deux élèves entrés en classe de sixième en même temps que lui, seuls quatorze parviendront à l'année du diplôme. Interne et boursier, ils doit être particulièrement attentif aux résultats de fin d'année, mais il est loin d'être parmi les plus brillants. Bien qu'il lui reconnaisse « de l'intelligence », un de ses professeurs estime en 1916 que « sa fragile constitution » handicape son labeur. L'année suivante, il échoue au brevet d'arabe. Sans ce diplôme, on ne peut accéder à aucune fonction administrative, même subalterne.

Mais, bien que le « sévère » Bolon qui n'admet pas d'ordinaire le redoublement, l'autorise à la rentrée scolaire 1919-1920 à refaire sa sixième et dernière année de collège, la mauvaise nourriture et les premiers froids de l'hiver ont raison de la santé de l'adolescent qu'on hospitalise à la suite d'une primo-infection.

C'est la première fois qu'il va à l'hôpital, et il se voit contraint d'abandonner le collège. Pendant les sept années qu'il y a passées, il n'y a pas seulement connu les penseurs français et les poètes arabes, mais y a commencé l'apprentissage de la vie.

Il y a découvert, entre autres, que tout le monde en société n'a pas la même importance et qu'il vaut parfois mieux, pour être considéré, avoir un nom que de l'intelligence. Selon qu'on s'appelle Khereddine ou Slim, qu'on tire son nom d'une charge à la Cour comme Caïd Essebsi ou Saheb Ettabaa (préposé à l'entretien des pipes du bey ou garde des Sceaux), ou d'une région du bassin oriental de la Méditerranée comme Zmerli (en fait Izmir), on fait partie de cette aristocratie mameluk qui ne s'allie naturellement

qu'aux gens de son origine ou à la vieille bourgeoisie *beldi*, citadine, à condition que ses racines remontent au noyau des premières familles implantées autour de la mosquée de la Zitouna. Celles-là ne peuvent être confondues avec les petits bourgeois de Bab Souika ou de Bab Jedid. Mais, pour être des faubourgs, on n'en est pas moins Tunisois et l'on méprise les « bledards » venus de l'intérieur du pays auxquels le collège Sadiki offre une possibilité inespérée d'ascension sociale. « Le régionalisme choquant y nourrissait une rivalité malsaine entre les élèves », dit un ancien directeur de Sadiki. Il suffit d'entendre, cinquante ans plus tard, Bourguiba humilier dans un discours public un de ses premiers et plus proches camarades de collège, Chedli Khalledi, lui reprocher « cet inexplicable orgueil et ce complexe de supériorité qui ont leurs racines dans le mépris des gens du bled » pour comprendre qu'une telle rancune remonte loin[1]. Sur les photos d'écolier, le jeune Khalledi porte avec désinvolture le fez et la jebba soutachée de soie à côté de son rustique camarade Bourguiba, affublé d'une chéchia plate comme une galette, enfoncée à mi-front, et d'une jebba sans fioritures. Le fort accent sahélien de ce dernier « nous faisait rigoler », raconte un de ses anciens condisciples, tandis qu'un autre se souvient d'« une infériorité certaine dans le comportement et le maintien de Bourguiba ». « Les manières, quelles manières ? Ce n'est pas dans les prisons et les cachots qu'on apprend les manières ! » explose un jour, ivre de colère, Bourguiba alors récemment parvenu à la magistrature suprême auquel une dame rapportait que, dans les salons de Tunis, on s'amusait du fait qu'il reçoive en pyjama.

1. En 1973, Bourguiba donne une série de conférences sur « l'histoire du mouvement national » où il raconte en fait sa vie et règle, si l'on peut dire, ses comptes avec ses jalousies d'adolescent. Au cours de l'une d'elles, il ne se contente pas d'accabler l'avocat Khalledi de sa hargne mais affirme, avec une évidente mauvaise foi, que celui-ci n'a jamais obtenu son diplôme d'avocat. Il demandera même plus tard au bâtonnier de le radier du barreau. L'ordre des avocats s'y opposera cependant.

Bourguiba aime et envie à la fois ses camarades tunisois chez qui il est souvent invité les jours de congé. Pourtant, il se sent bien dans l'accueillante et paisible maison de Chedli Khalledi à Radès, dans la banlieue de Tunis, où les repas sont préparés tout exprès pour les jeunes gens que les femmes entourent de mille attentions. Mais « Bourguiba ne nous invitait jamais chez lui », note l'ancien ami. Il ne le peut guère, ni chez Dhaouia la servante ni chez sa belle-sœur Memia Saheb Ettabaa, fille d'un ancien ministre du bey à qui Mhamed s'est remarié avec l'espoir de parfaire son intégration à la bonne société de la capitale. Mais, loin de donner une meilleure éducation à son jeune beau-frère, la nouvelle belle-sœur se venge sur lui d'un mariage qu'elle considère comme une mésalliance et le traite comme un parent pauvre. En le faisant échapper à la médiocrité quotidienne, sa maladie est paradoxalement pour Bourguiba la meilleure période de son adolescence. Au Kef où il a été expédié par la famille chez son frère aîné Mohamed pour profiter du bon air des montagnes de la région, il peut manger à sa faim, dormir tout son saoul, organiser son temps au gré de sa fantaisie, et vivre pour la première fois sans contraintes.

L'entrée dans l'âge d'homme

Auxiliaire médical à l'hôpital du Kef, Mohamed Bourguiba est à 39 ans un personnage taillé en force. Tout le monde en ville le respecte. À l'hôpital, le médecin-chef, absorbé dans d'interminables parties d'échecs, lui laisse l'entière responsabilité de l'établissement et des malades qui l'adorent non seulement parce qu'il soigne, mais parce qu'il anime une troupe de théâtre locale. Mohamed est un fou de théâtre et a déjà dirigé plusieurs troupes. Habib n'avait pas encore 10 ans qu'il suivait déjà assidûment à Tunis les spectacles de son

frère et rougissait à l'entrée sur scène des vedettes féminines Maherzia ou Nesria. Plus qu'une simple convalescence, les vingt et un mois que Bourguiba passe au Kef à partir de janvier 1920 sont une période de véritable mue, qui transforme l'adolescent chétif et pâle en un homme vigoureux et sûr de lui. Son frère Mohamed aura joué un rôle capital dans cette métamorphose. Il est, pour l'époque, un original qui a roulé sa bosse dans tout le pays. Ouvert, progressiste, ayant même sympathisé plus tard avec le parti communiste, détestant les bigots et proclamant ouvertement son laïcisme, il vit avec une infirmière italienne. Marie n'est pas une petite bourgeoise aux grands airs. Habib, qui a de grands vides affectifs à combler, saura, en prenant bien plus tard en charge ses enfants, lui être reconnaissant de la simplicité chaleureuse avec laquelle elle l'a accueilli. L'autorité de son frère sur le petit monde du Kef rejaillit sur lui. Il apprend à jouer aux cartes, discute stratégie avec les militaires démobilisés, vibre comme son frère à la grande aventure d'Atatürk, et rend souvent visite à son autre frère Ahmed qui est interprète au contrôle civil de Thala. Là, les spahis lui apprennent à monter à cheval et une de ses grandes joies est de pouvoir se mesurer aux élégants cavaliers qui l'ont pris en sympathie.

Mais c'est le théâtre surtout qui contribue à lui donner de l'assurance. Il répète deux fois par semaine, sous la direction de son frère, *La Patrie* de Victorien Sardou mise en scène en arabe sous le titre de *Martyrs de la liberté*. Outre la présence de la brune et pulpeuse Habiba Msika, grande actrice juive à laquelle il voue une admiration sans bornes, l'acteur amateur découvre la magie de la parole, le pouvoir d'un silence, l'importance d'un geste, d'une inflexion de voix ou de l'émotion sur le visage.

Il n'oubliera jamais cette période de grâce qui n'est troublée par l'effervescence politique agitant alors le pays qu'à travers l'interdiction qui leur est signifiée par les autorités de jouer leur pièce. Celle-ci, qui raconte la situation du peuple

hollandais sous la botte espagnole, a été jugée subversive. Il est vrai qu'à la fin de la guerre, les Tunisiens placent leurs espoirs dans le président américain Woodrow Wilson qui défend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Tripolitaine voisine vient de son côté d'être dotée par l'Italie d'un gouvernement autonome assisté de parlements régionaux. L'heure est au libéralisme. Un pamphlet traçant le portrait d'une *Tunisie martyre* sort à Paris. Fruit d'un travail collectif, il est attribué à Abdelaziz Thaalbi. Circulant sous le manteau car il est interdit, le libelle a immédiatement en Tunisie un succès retentissant. Bourguiba dit se souvenir qu'en le lisant, il « pleurait en cachette » tant il sentait « l'humiliation d'être colonisé ». Encouragés par un tel succès, les nationalistes créent le 7 mars 1920 le Parti libéral constitutionnel tunisien, plus connu sous le nom de Destour (Constitution), dont l'avocat tunisois Ahmed Essafi devient secrétaire général. Son programme consiste à revendiquer l'octroi d'une constitution « qui n'est pas incompatible avec le Protectorat ». L'échec des socialistes en qui ils plaçaient quelque espoir aux élections françaises ne décourage pas les destouriens. Leur secrétaire général se rend à Paris en juin et quarante personnalités tunisiennes soutiennent auprès du bey leurs revendications.

La Résidence, poussée par les colons, n'a pas l'intention de laisser se développer un tel mouvement : elle suspend les journaux nationalistes, prive certains notables de leurs fonctions administratives et arrête le 31 juillet Abdelaziz Thaalbi, inculpé de complot contre la sûreté de l'État. Traduit en conseil de guerre, il bénéficie d'un non-lieu le 20 mai 1921. Lucien Saint est nommé résident général le 24 novembre 1921. À Tahar Ben Ammar, gros agriculteur tunisien qu'il rencontre à Paris, comme aux quarante notables qu'il reçoit à Tunis et qui veulent le convaincre du bien-fondé des revendications tunisiennes, il paraît disposé à une certaine ouverture. Il décide en effet dès son arrivée la levée de l'état

de siège en vigueur depuis les événements du Jellaz et crée un ministère tunisien de la Justice. De leur côté, les destouriens décident de consulter trois éminents juristes parisiens qui établissent en juillet 1921 que la promulgation d'une constitution dans la Régence n'est pas incompatible avec le protectorat. Quant à la Cour, elle manifeste une évidente bienveillance à l'égard du parti nationaliste.

C'est dans cette atmosphère que Mohamed Bourguiba intervient auprès d'Ahmed Essafi pour faire lever l'interdiction de sa pièce. Entreprenant une démarche auprès de Lucien Saint, Essafi se voit répondre : « J'ai la Constitution dans mon tiroir et on va vous l'accorder. Qu'avez-vous à faire de la pièce ? » Mohamed Bourguiba, qui est diabétique, a un choc. Il ne montera plus jamais sur les planches. Est-ce à cause de cet incident que Habib prétend avoir alors déclaré à un de ses amis du Kef : « J'aime la littérature, je l'adore. Mais j'ai un autre projet : je me propose d'entrer à la faculté de droit pour lutter contre la France » ? Peut-être. Mais rien à l'époque ne laisse prévoir cette vocation : sa scolarité est loin d'avoir été brillante et il ne se distingue pas de la plupart des garçons de sa promotion de Sadiki, tous devenus, à trois exceptions près, fonctionnaires dans l'administration coloniale. Sauf pour sa taille qui ne dépasse pas un mètre soixante-quatre, Bourguiba a à 20 ans la silhouette épaisse, le menton fort et le visage empâté des Khefacha. Il n'est plus un adolescent, mais il laisse prendre en charge par ses aînés les détails de sa vie et attend qu'on décide pour lui. Il est guéri. Un conseil de famille se réunit pour envisager son avenir. Les belles-sœurs sont présentes. Aucune d'elles n'est prête à se priver pour qu'un grand jeune homme « qui porte moustaches » poursuive des études aux frais de son ménage. Les frères le considèrent comme un raté et décident de le placer comme commis chez un épicier ou un agriculteur. Mais Mahmoud qui, à 30 ans, est célibataire, propose de prendre en charge « cet œuf de la couvée qui

a mal tourné ». Le frère fouettard des jeunes années s'est transformé en bienfaiteur, ce qui lui donnera le privilège posthume d'avoir son portrait dans le bureau du président de la République. Avec sa silhouette raide, ses cheveux et ses moustaches soigneusement plaqués, « Si Mahmoud » respire l'ordre et la rigueur. La seule fantaisie de ce fonctionnaire à la Justice à 150 francs par mois est le bain maure dont il est un assidu, et il partage son temps libre entre son coiffeur et le café du passage Bessis, devenu depuis passage Mahmoud Bourguiba. La politique ne l'intéresse nullement. Grâce à lui, Habib entre au prestigieux lycée Carnot en classe de seconde, ayant été jugé trop faible pour suivre une première.

L'éveil à la politique

« Monsieur Bourguiba » : cinquante ans plus tard, Bourguiba savoure encore ce « monsieur » par lequel l'appelait son professeur de mathématiques au lycée Carnot. « Dès lors, dit-il, je vouais une véritable passion aux mathématiques. » Cette considération du professeur pour l'élève qui fait déjà partie d'une élite tranche avec le mépris dans lequel les colons tiennent les « indigènes » auxquels l'entrée de certains cafés demeure interdite au même titre qu'« aux chiens ». Bourguiba découvre que « les Tunisiens, quel que soit leur degré d'instruction, n'étaient pas tolérés dans certains lieux publics ». L'instruction n'ouvre donc pas toutes les portes : elle est nécessaire, mais pas suffisante. Si, à Sadiki, il a surtout pris conscience des inégalités de la société tunisienne, il apprend au lycée Carnot ce qu'est la ségrégation raciale. Elle le choque d'autant plus que, depuis son entrée au lycée, le garçon plutôt sympathique de Sadiki s'est transformé en un très bon élève. Il est vrai qu'il est en excellente condition physique et a de l'énergie à revendre. Il sait surtout que Mahmoud ne

l'entretiendra pas indéfiniment. À chaque fin de trimestre, il se précipite à la terrasse du café où se tient son frère et exhibe triomphalement son bulletin. Mahmoud, égal à lui-même, hoche la tête et, tout en continuant sa partie de cartes, laisse tomber : « c'est bien », autrement dit : « continue ». Bien qu'il passe pour un « matheux » aux yeux de ses professeurs, Bourguiba choisit la section philosophie après avoir réussi la première partie du baccalauréat. Il y voit « une discipline faite de nuances et qui n'a pas la rigueur sèche des mathématiques. La philosophie aborde en effet des problèmes complexes et qui doivent m'ouvrir des horizons nouveaux... » Il devient un habitué des bibliothèques où il dévore entre autres des ouvrages d'histoire. Mais il ne passe pas ses journées dans les livres : il flâne, pratique avec constance l'école buissonnière et va revoir tous les vendredis Habiba Msika dans *L'Aiglon*.

Et puis, il y a une promise. La petite Chedlia Zouiten est la fille de Aïchoucha. Le vieux Haj Ali Bourguiba veut en faire l'épouse de son fils Habib. Mariée au notaire Haj Youssef Zouiten, Aïchoucha vit bourgeoisement dans un appartement au 17 de la rue Bab Benat à Tunis. Son fils aîné Habib étudie la médecine à Paris. Elle porte une affection particulière à son cousin que sa condition de lycéen sans le sou rend à ses yeux encore plus cher, et qui vient la voir en plein hiver habillé parfois d'une simple jebba de toile blanche. Habib, lui, est fasciné par l'opulence de la maison et surtout par l'abondance et la richesse des repas qu'on y sert... « Il avait des attentions, une gentillesse du cœur, qui faisaient que nous étions très attachés à lui », se rappelle une de ses cousines. Le jour du certificat d'études de sa petite fiancée, les cerbères qui accompagnent les jeunes filles musulmanes à la très respectable institution de la rue du Pacha voient Habib debout devant le portail de l'école, un bouquet de fleurs à la main, n'ayant cure des regards réprobateurs que lui jettent les adultes choqués. « Il était généreux, mais il avait l'orgueil et la volonté de son père,

dit Chedlia Zouiten. Quand il ne trouvait pas la solution d'un problème qu'il m'expliquait, ou que je mettais trop longtemps à comprendre, il s'énervait parfois tellement qu'il menaçait de s'étrangler avec sa propre cravate. Mais, après de telles scènes, il revenait le lendemain avant 8 heures du matin, plein de gentillesse, pour s'assurer que je n'avais pas besoin d'aide pour mes devoirs. » Mais Haj Zouiten, qui adore sa petite Chedlia née après trois garçons, est bien ennuyé. « Ce garçon est une lumière », dit-il de Habib, mais son impulsivité, la violence parfois brutale de ses réactions l'inquiètent ; et il avoue à sa femme : « Je ne souhaite pas que notre petite l'épouse. »

Ce que son tempérament a d'impétueux et même de belliqueux, Bourguiba le compense par un charme et des talents de séduction dont il use déjà habilement et auxquels son entourage ne résiste pas. Au lycée Carnot, Habib Bourguiba, Tahar Sfar et Bahri Guiga pourtant originaire de Testour, sont appelés le « trio des Saheliens ». Tahar Sfar est déjà un personnage. Grand, le fez toujours penché sur le crâne, il a l'allure des pêcheurs de Mahdia d'où il vient. Le regard voilé par des lunettes rondes qui lui vaudront plus tard à Paris le surnom de Doriot[1], l'air débonnaire de chef de bureau cachent un homme de qualité habité par la passion de connaître tout ce qui touche à l'esprit : l'art, l'histoire, la politique surtout font ses délices. « Naturellement doué pour le discours comme pour l'écriture, dit de lui un ancien compagnon, il apportait à tout ce qu'il faisait un esprit clair et réfléchi, une lumineuse intelligence, un point de vue singulier, en même temps qu'une sincérité frisant la naïveté, une sensibilité excessive qui le rendront vulnérable et lui feront finalement un destin manqué. » Si les contraires s'attirent, Bahri Guiga ne peut qu'être son ami. Aussi grêle, grand et racé que Sfar est massif, Guiga aime la vie et ses jeux,

1. Dirigeant du Parti communiste français passé plus tard à la collaboration avec le nazisme.

et dévoile vite sa prédilection pour les spéculations intellectuelles et l'intrigue. Richelieu qui rêve de son Louis XIII, il trouvera en Bourguiba un Louis XI qui le reléguera aux oubliettes. Mais c'est anticiper sur l'avenir...

À Tunis, les manœuvres de Lucien Saint éclatent au grand jour à l'occasion d'un « coup » monté par la Résidence pour semer la discorde entre le bey Mohamed Ennaceur et les destouriens, dont le rapprochement inquiète l'autorité française. Dans une interview destinée uniquement, lui dit-on, au public français, le bey déclare « ne pas pouvoir s'associer aux espoirs du parti constitutionnaliste » et affirme qu'« il n'y a pas encore de place en Tunisie pour une constitution ». Il déplore par ailleurs la récente création du parti communiste. Mais la déclaration est rendue publique à Tunis. Le Destour est consterné par cette volte-face inattendue. Le bey quant à lui est furieux : démentant catégoriquement certains passages de son interview, il réagit à la manœuvre française en menaçant d'abdiquer. L'opinion se mobilise alors pour ce bey nationaliste, victime de la duplicité du résident. Les Tunisois descendent par milliers dans la rue et se dirigent à pied vers le palais de La Marsa pour exprimer leur soutien au souverain. Parmi eux, Bourguiba, un abcès au pied, traîne la patte. Mais la fièvre retombe vite : Lucien Saint se rend au palais accompagné d'un détachement militaire et le souverain, prenant peur, renonce à toute velléité d'abdication. Quant au journal *Essawab*, qui a dévoilé l'affaire, il est suspendu pour « publication de fausses nouvelles ». « Protestons énergiquement contre suspension du journal *Essawab* », télégraphient au résident général Bourguiba et Jaouahdou, son ancien condisciple de Sadiki, qui joignent ainsi leur protestation à celle de nombreux Tunisiens et échappent par miracle au renvoi du lycée.

Viennent les vacances. Bourguiba retrouve durant l'été plusieurs de ses camarades à Mahdia où sa sœur Nejia habite

avec son époux Ali Bouzgarou, expert agricole dans la région. Sur la plage, entre deux bains, on discute les écrits politiques et philosophiques des écrivains arabes, on déclame les poètes et les dramaturges tels El Moutanabi, Samaoul ou Georgy Zaïdane, mais on commente aussi Stendhal, Lamartine et surtout Hugo. On se revoit le soir au « cercle » de Mahdia. Un soir, Habib n'est pas là. Le jeune Sadok Boussofara passe le voir avant de rentrer chez lui. Des hurlements de douleur viennent d'une chambre fermée : dans l'obscurité totale, Habib se tord littéralement ; les paupières rouges et gonflées, il est incapable d'ouvrir ses yeux larmoyants. Boussofara se précipite chez le pharmacien et revient baigner avec de « l'eau de Mme Bonnet » les yeux du martyr. « Je crois que l'affection que Bourguiba a gardé depuis pour moi date de cette fameuse conjonctivite », note-t-il cinquante ans plus tard. Mahmoud, son frère, qui vient en visite à Mahdia, a en poche une traduction en arabe de *Lucrèce Borgia*. Habib décide avec le groupe de la monter à Monastir avec l'incomparable Habiba Msika à qui il donne la réplique dans le rôle de Gennaro. « Avant d'entrer en scène, raconte Bourguiba, j'ai exigé qu'elle m'embrassât non pas maternellement sur le front... mais amoureusement. »

En 1923-1924, les trois « Sahéliens » continuent d'être inséparables. Le chaleureux Tahar Sfar devient le confident de Bourguiba. Bientôt bacheliers, les jeunes gens sont conscients qu'ils sont partie prenante dans l'avenir de leur pays. Ils en parlent dans des discussions passionnées où s'affirment les tempéraments et se forgent les convictions. Un voyage de lycéens est organisé en France durant les vacances de 1923. Le trio qui vient de décrocher le premier bac en fait partie. Bourguiba garde le souvenir des « murs gris de Paris » et d'un « petit malentendu » entre Guiga et lui.

La sympathie de Bourguiba et de ses camarades va naturellement au Destour qui connaît sa première scission dès septembre 1921. Estimant que le mot « constitutionnaliste »

est trop avancé par rapport à la réalité tunisienne, plusieurs de ses membres décident de créer le Parti réformiste tunisien ayant pour programme « un self-gouvernement franco-tunisien » et proposant une représentation tunisienne au Parlement français. Ils se félicitent des « réformes » de Lucien Saint qui réduisent le 1er juillet 1922 le désir d'émancipation des Tunisiens à la mise en place d'un Grand Conseil. Celui-ci compte deux assemblées siégeant séparément, l'une de quarante-quatre Français représentant cent cinquante six mille Européens, l'autre de dix-huit Tunisiens pour deux millions d'indigènes. Dénoncé par les destouriens et les communistes, il sera combattu par les Tunisiens durant trente ans. En butte à l'hostilité de ses adversaires et aux tiraillements de ses amis, Thaalbi s'exile volontairement en juillet 1923. Le Destour dirigé par Ahmed Essafi et Salah Farhat ne désarme pas : il mobilise ses trente mille adhérents et plus de soixante-quinze sections éparpillées dans la Régence ainsi que ses journaux *En-Nadim*, *Lissan Echaab* et *Le Libéral* pour mener campagne contre le décret du 20 décembre 1923 facilitant l'accession des Tunisiens à la nationalité française. Lucien Saint continue quant à lui à essayer de diviser les nationalistes en proposant aux réformistes ce qu'il a promis aux destouriens, et va profiter de la formation de syndicats tunisiens pour les accuser de collusion avec les communistes et réprimer tout ce qui bouge.

En 1923, la sécheresse entraîne en effet une sérieuse dégradation de la situation économique du pays. Spéculation et flambée des prix poussent les ouvriers tunisiens dont le Destour ne se préoccupe guère à s'organiser. Ils adhèrent à l'Union des syndicats CGT d'inspiration socialiste ou à la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) d'obédience communiste, mais ils y constatent une fâcheuse ségrégation entre prolétariat européen et indigène. L'été 1924 met des milliers d'ouvriers au chômage et les dockers de Tunis entreprennent une grève illimitée. C'est à ce

moment-là que Mohamed Ali, autodidacte originaire d'El Hamma près de Gabès, qui a vécu en Turquie et en Allemagne, rentre en Tunisie. Il aide les grévistes à formuler leurs revendications et décide, au vu du succès du mouvement, de créer la Confédération générale tunisienne du travail (CGTT) qui voit le jour le 3 décembre 1924.

Bourguiba ne prend pas part à l'effervescence qui accompagne la création du premier syndicat purement tunisien. Plus tard, il rapprochera Mohamed Ali de son contemporain le Turc Mustapha Kemal, chacun ayant prouvé à sa manière que les mouvements nationalistes ne menacent réellement les puissants que s'ils parviennent à unir derrière eux toutes les catégories de la population. Bourguiba s'intéresse en fait davantage à la vie politique française. Pour lui, les socialistes sont des « dieux ». À la lecture des journaux comme *L'Œuvre* ou *Le Populaire*, il tape sur la table en tonnant : « Voilà comment il faut agir, exactement comme ces gens-là[1] ! » Tous les nationalistes tunisiens regardent d'ailleurs vers ce Cartel des gauches qui arrive au pouvoir en France le 11 mai 1924, mais une délégation destourienne envoyée aussitôt à Paris attendra vainement d'être reçue. L'événement est abondamment commenté au café El Alia de La Marsa, l'agréable station balnéaire de la banlieue nord de Tunis, où Bourguiba retrouve des destouriens comme Chedli Khairallah, directeur du *Libéral*, ou son ami Chedli Khalledi qui conseille un jour à Taïeb Radhouane, riche propriétaire terrien et surtout mécène venant en aide aux étudiants tunisiens en France, de choisir Mohamed Attia plutôt que Habib Bourguiba pour l'octroi d'une bourse d'études à Paris. Bourguiba poursuivra Attia et Khalledi de sa vindicte jusqu'à la fin de leurs jours.

Mais le providentiel Mahmoud est là. Il promet d'expédier 50 francs par mois à Habib. Il aurait préféré que celui-ci poursuive ses études à Alger avec son frère Mhamed qui vient lui aussi de réussir au baccalauréat. Habib lui enverra

1. Témoignage d'un de ses amis de l'époque.

d'ailleurs pendant toutes ses études les doubles de ses cours de droit de Paris. « Il était mon aîné. Il m'avait élevé... Et voici que des liens plus forts que ceux de la fraternité, ceux de condisciple à condisciple, s'étaient établis entre nous. » Bourguiba ira donc à Paris « faire son droit » après avoir passé son baccalauréat avec un brillant seize en philo qui le classe premier, devant Augustin Barbe ! Un brave garçon Augustin Barbe, dont le seul tort aux yeux de Bourguiba est d'être un bon élève capable de lui souffler la première place. L'acharnement qu'il met à le battre ferait sourire s'il ne révélait la volonté qui l'accompagnera toute sa vie d'être toujours le premier. La profession d'avocat est alors entourée d'un grand prestige. À Tunis, nombreux sont les hommes du barreau qui ne se contentent pas de défendre des individus, mais soutiennent aussi les espoirs d'une société brimée qui aspire à plus de liberté. Si Bourguiba est attiré par de telles perspectives, il est surtout poussé par l'ambition du provincial, colonisé de surcroît : en adoptant la culture et les usages des maîtres, il deviendra leur égal. Ne leur doit-il pas d'être appelé « Monsieur » ? Il a le plus grand respect pour cette France dont il a appris à connaître la langue, à aimer les auteurs et à admirer le système politique. À la veille de son départ en 1924 sur un vieux rafiot, *Le Oujda*, il n'a qu'une phrase aux lèvres : « Je veux connaître la France... »

Habib à la recherche de Bourguiba

Paris

Si l'on est tenté de voir en Bourguiba débarquant à Paris un Rastignac, ce n'est pas celui qui défie la capitale française en lui lançant le fameux « À nous deux maintenant », mais plutôt celui auquel la pension Vauquer réserve un accueil sordide. La pension Vauquer de Bourguiba est à l'enseigne de l'hôtel Saint-Séverin, situé non loin de la place Saint-Michel, où il occupe une chambre au sixième étage à 150 francs par mois, plus un supplément de 15 francs pour le chauffage... qui ne fonctionne pas. Il passe ses premiers mois parisiens à errer entre les hôtels du Quartier latin et les chambres d'étudiants tunisiens mieux lotis que lui, et écrit à Tunis lettre sur lettre pour demander qu'on lui envoie « un peu de munitions » parce qu'il a usé ses « dernières cartouches » et qu'il connaît « des moments bien difficiles » depuis qu'il est à Paris. Grâce à l'intervention de Hassen Chedli, comptable à Sadiki et monastirien comme lui, il obtient enfin du collège une bourse de 1800 francs, payable en deux fois.

Inscrit à la faculté de droit, il est encore si marqué par sa « passionnante » année de philo qu'il entre également à la Sorbonne pour y suivre des cours de psychologie et les leçons de littérature de William Marçais. Tout est bon à apprendre pour l'étudiant dévoré de curiosité qui, passant de la psychologie à la pathologie, suit régulièrement les exposés

du professeur Georges Dumas à l'hôpital Sainte-Anne et s'intéresse particulièrement à la mythomanie. « Quelle richesse ! se souvient-il ; je ressentais cette euphorie du savoir qui s'accroît à mesure que s'étend notre recherche. » En feutre à larges bords, pardessus gris clair et « longue, longue » écharpe jaune, selon le souvenir qu'en garde un de ses camarades, Bourguiba parcourt le Paris des étudiants, de la rue des Écoles à la rue Monge ou à la rue Saint-Jacques, quartier général des quelques Tunisiens qui ont le privilège d'y séjourner comme lui. Mais, tandis que ses camarades hantent ce haut lieu de la création qu'est Montparnasse, il dépasse rarement le carrefour de l'Odéon. Paris est alors cette nouvelle Babylone où se révèlent à eux-mêmes et au monde Tristan Tzara et André Breton, où s'éclate une jeunesse avide de retrouver au rythme du fox-trot une passion de vivre exacerbée par le souvenir encore proche de la guerre. Lui traverse cette métropole glorieuse et trépidante qui accueille les artistes et les penseurs du monde entier avec l'esprit du « bon » M. Collières, son professeur de français du lycée Carnot et, plutôt que de faire la queue devant un cinéma, il préfère obtenir des places pour la Comédie-Française. René Alexandre jouant Don Salluste dans *Ruy Blas* lui donne des frissons, et il voue à Corneille une admiration sans bornes.

« À poil, à poil ; nom de Dieu, si tu crois qu'on ne nous a pas assez rasé les couilles avec ça au lycée... » lui écrit à cette époque, dans un style fort peu littéraire, son cousin Habib Zouiten qui ajoute : « Bientôt, tu auras de mes nouvelles pour cette hugôlatrie excessive...[1] » L'étudiant Bourguiba fait figure d'indécrottable « ringard » et reste totalement insensible aux modes culturelles et politiques de l'époque. Seule la politique française l'intéresse. Nourri des romanti-

1. Bourguiba : *Ma vie, mon œuvre, mon combat*, éditions Dar el Amal, Tunis. Cet ouvrage est en fait la reprise de ses conférences de 1973 à l'Ipsi (Institut de Presse).

ques et de Renan, séduit par l'esprit rationaliste, il s'attache comme il le dit « à découvrir les rouages de cette civilisation, et le secret de la puissance de ce pays qui réduisait le mien à la condition coloniale[1] ». Il se rend fréquemment au Palais-Bourbon dont il suit avec passion les joutes oratoires, et se montre sensible à l'élégance intellectuelle et sentimentale d'un Léon Blum, adversaire de la violence, qu'il connaissait déjà à travers *Le Populaire.* Quel que soit leur auteur, il est attentif à la qualité et à l'inspiration des propos, et découvre avec intérêt le fonctionnement de la III[e] République, au moment où la victoire du cartel des gauches a amené au pouvoir les forces nouvelles animées d'idées généreuses. De Matignon, Édouard Herriot dirige cette coalition radical-socialiste qui est la véritable matrice de la formation politique de Bourguiba. « J'étais empoigné par la fébrilité politique et idéologique. » Il observe l'impuissance des uns, la démagogie des autres, tout ce qui dit les mœurs et les procédés des politiciens. Son goût de la politique naît à coup sûr durant ces mois d'intense curiosité pour « l'enseignement permanent de cette grande capitale, pour cette leçon quotidienne de la vie et du passé[1] ».

À peine arrivé de Tunis, l'étudiant assiste en effet au transfert en grande pompe des cendres de Jean Jaurès au temple laïque des grands hommes français, le Panthéon. Le jeune colonisé, debout sur le trottoir, regarde médusé le président Herriot conduire un imposant cortège aux accents d'une marche funèbre, et sa mémoire gardera à jamais le souvenir de cet hommage au prophète du socialisme français. En réglant à 72 ans le cérémonial de ses propres funérailles, Bourguiba demandera que sa dépouille soit conduite du palais de Carthage à Tunis pour un ultime salut national et international, puis jusqu'à Monastir, entourée de dizaines de milliers de personnes qui devront suivre son dernier voyage.

1. Bourguiba, *op. cit.*

Si Montparnasse est le royaume de la nuit, c'est au jardin du Luxembourg que les étudiants se retrouvent dans la journée pour parler entre deux cours des nouvelles du jour et des grands problèmes politiques qui agitent le Paris de l'après-guerre. Bourguiba, un journal sous le bras, assis sur une chaise louée à deux sous, participe aux discussions véhémentes de ceux qui refont quotidiennement le monde. Le débat qui fait suite à la mort de Lénine en cette année 1924 déchaîne des passions. Entre la stratégie de la révolution permanente et celle du socialisme dans un seul pays, entre Trotski et Staline, Bourguiba n'a pas les problèmes de choix de son aîné qu'il admire, l'étudiant en médecine Mahmoud Materi, inscrit au parti communiste depuis 1922 et qu'il quittera quand le trotskisme y sera frappé d'anathème. Bourguiba se sent étranger à la dialectique marxiste, et affirme que la devise qu'il découvre un jour en allant à la Sorbonne inscrite sous la statue d'Auguste Comte, « Vivre pour autrui », exprime ses aspirations d'alors, plus romantiques que réellement politiques. Sa tournure d'esprit le porterait pourtant davantage vers l'action pratique que vers les débats de doctrine. Il s'intéresse de loin à la démarche de Gandhi, cet avocat qui est en train de transformer l'inefficace Congrès national indien en une puissante organisation de masse. Il considère en revanche que la participation de Nguyên Ai Quôc, le futur Hô Chi Minh, au congrès de Tours[1] et son adhésion à la IIIe Internationale, dans le but d'obtenir l'indépendance de son pays « avec l'aide des ennemis de l'impérialisme et du capitalisme », le rendent trop dépendant de l'URSS.

Est-ce le rejet du bolchevisme ou encore l'apolitisme qui l'éloigne des milieux nord-africains de Paris, très proches à l'époque du parti communiste ? Tel est le cas de l'Étoile

1. Le congrès de Tours a entériné la scission entre les communistes, qui le quittent pour fonder le Parti communiste français, membre de la IIIe Internationale, et les socialistes de la SFIO qui demeurent à la IIe Internationale.

nord-africaine (ENA), créée en mars 1926 par l'ouvrier algérien Messali Hadj. Les Tunisiens y acquièrent vite de l'influence, qu'ils soient communistes comme Taïeb Dabbab qui y milite et incite ses compatriotes à y adhérer, ou plus généralement nationalistes comme Bahri Guiga ou Tahar Sfar qui sont arrivés à Paris pour y faire leurs études à la rentrée de 1925. Chedli Khairallah, directeur du journal tunisien *Le Libéral*, est même nommé président de l'ENA pour pouvoir assister à Bruxelles le 27 février 1927, au nom du Destour et aux côtés de Messali Hadj, au congrès pour la Lutte anti-impérialiste et pour l'indépendance des peuples opprimés. Mais on ne voit jamais Bourguiba au local de l'ENA rue de l'Épée-de-Bois. Il ne fréquente pas non plus la commission coloniale du parti communiste, rue des Patriarches, où se retrouvent des Asiatiques dont Hô Chi Minh, des Algériens, des Antillais, des Malgaches et quelques Tunisiens. Il n'a visiblement aucune affinité avec ces hommes rompus à l'action révolutionnaire, mais il ne fait pas non plus figure d'intellectuel éthéré. « En fait, il est déjà un empiriste », dit un de ses contemporains qui se remémore leurs discussions interminables au moment de l'insurrection rifaine en 1925.

Cet événement relance l'agitation en Tunisie. Tous les journaux prenant fait et cause pour Abdelkrim El Khattabi qui a appelé les Rifains à se soulever contre l'occupation espagnole sont saisis. La répression qui a commencé dès le 25 février 1925 avec le démantèlement de la CGTT – combattue par les syndicats traditionnels et désavouée par les formations nationalistes – et l'arrestation de Mohamed Ali et de ses compagnons inculpés du traditionnel « complot contre la sûreté de l'État », se poursuit de plus belle. Bourguiba semble ne pas rester indifférent à ce qui se passe dans son pays, puisqu'on retrouve dans sa correspondance avec Tahar Sfar en avril 1925 des échanges déjà révélateurs de son penchant vers un nationalisme plus activiste : « Que

reste-t-il ? s'interroge Tahar Sfar à propos des événements tunisiens, l'action directe comme tu dis... »

Les étudiants rentrent au pays pour les vacances. L'été 1925, qui se déroule entre Madhia et Monastir, les voit plus préoccupés de baignades, de promenades en barque, en un mot de vacances insouciantes, que de la situation du pays. « Ils étaient vraiment inséparables », dit Mohamed Ben Khelifa, adolescent éperdu d'admiration devant Tahar Sfar et Habib Bourguiba. Ce dernier lui offre un livre, *L'Homme invisible* de H.G. Wells. « Tu comprendras plus tard », lui dit-il.

L'année universitaire 1925-1926 s'annonce sous de meilleures auspices pour Bourguiba que la précédente. Tout d'abord, il déménage à la rentrée à la cité universitaire du boulevard Jourdan où il occupe la chambre n° 114 de la Fondation Deutch de la Meurthe. Le mécène Taïeb Radhouane lui fait parvenir à travers l'association « Les Amis de l'étudiant » les droits d'inscription à l'Institut des sciences politiques où il commence à suivre les cours de la section finances publiques. « On parlait du mur d'argent, expliquera plus tard Bourguiba. Qu'est-ce que cela signifiait pour la France et pour mon pays ? Je sentais qu'il y avait des mécanismes à comprendre... J'avais entrevu, et ces études me le démontreront, qu'un courant économique était organisé de telle façon... que toute la richesse était drainée vers les groupes d'exploitation, que le colonisé était victime d'une véritable hémorragie. » Il obtient également une assistance financière de son ami et protecteur Mounier-Pillet, un instituteur français de Monastir qui s'est converti à l'islam par amour pour la Tunisie. Ses « vrais amis » comme il les appelle, Bahri Guiga et Tahar Sfar, l'ont enfin rejoint. Il est aussi le « tuteur » d'un jeune Tunisien de Sfax, Mohamed Aloulou, que ses parents envoient passer le bac à Louis le Grand.

Ce dernier se souvient encore d'un jour où il était allé déjeuner au restaurant l'Acropole avec Guiga, Bourguiba

et Sfar. Le garçon, un Espagnol, prend les commandes. « Pour moi, ce sera du riz pilaf », dit Habib. Les jeunes gens poursuivent leur conversation et Habib, occupé à défendre son point de vue, ne prête pas attention au garçon venu l'interrompre et lui répond machinalement « oui, oui » pour se replonger aussitôt dans la discussion. Un moment plus tard, le garçon dispose devant lui un plat de pâtes. « J'ai demandé du riz pilaf » dit Habib, « y'en a plou M'sieu »... Le hurlement que pousse Bourguiba retentit dans la salle ; rien ne peut arrêter sa colère qui explose tel un ouragan dévastateur. Le garçon, secoué comme un prunier, répète : « y'en a plou, plou, plou. » Comme l'étudiant, l'homme mûr ne supportera jamais de voir ses plans contrariés, les plus futiles comme les plus sérieux.

Bien qu'il soit moins attiré que Bahri Guiga par les boîtes de nuit, Habib suit le mouvement lorsque ses amis décident d'apprendre à danser. Les voilà chaque semaine rue de Vaugirard en train de s'initier au pas brésilien et au charleston. Mais, très vite, Habib plante là ses copains et disparaît dans la salle à côté. « On le retrouvait, raconte Aloulou, en bras de chemise, sans cravate, en train de grimper à la corde comme un lézard, avec les adeptes de la gymnastique. »

Un mariage inattendu

Un jour de 1925, alors qu'il met de l'ordre dans sa chambre, « ce qui lui arrivait toutes les années bissextiles » dit un de ses camarades, Bourguiba tombe sur l'adresse d'une dame que Mounier-Pillet lui avait recommandé d'aller voir, Mathilde Lefras. C'est elle qui lui ouvre la porte au premier étage d'un immeuble du 20e arrondissement dans une ruelle qui donne sur le cimetière du Père-Lachaise. Mme Lefras est une femme de 35 ans au teint pâle. Les cheveux châtains,

séparés par une raie au milieu d'un front étroit, sont sagement tirés en chignon. Le regard droit donne du caractère à un visage plutôt rond qu'une grande bouche vient agrémenter. Son austère robe noire cache un corps assez banal mais lui donne la sévérité d'une veuve. L'homme qui pénètre dans la salle à manger où Mme Lefras l'invite à s'asseoir est à la fois « le berbère aux yeux clairs » chanté par Byron, le regard bleu jaillissant sous l'arcade sourcilière durement sculptée, et la réplique de Charlie Chaplin avec sa moustache hâtivement tracée, tel un coup de pinceau, et sa mèche en bataille balayant un front altier. Ils aiment tous deux parler. Ils parlent beaucoup. Mme Lefras est veuve de guerre, son mari a été tué le jour de l'armistice mais, grâce à son emploi au ministère des Finances, elle a une bonne petite situation. Sa mère, Mme Lorrain, est logeuse dans l'immeuble dont elle occupe le dernier étage avec son frère ; sa sœur, Mme Dussa, habite au deuxième. Avec ses éclats de voix, son talent d'acteur, ses mimiques et ses gestes de méditerranéen, tour à tour passionné, touchant, comique, Bourguiba lui fait le récit de sa vie. Comment dès lors ne pas l'inviter à revenir ? D'abord à déjeuner, puis à dîner, puis pour aller danser au bal. Au bout de quelques mois, la jeune veuve et l'étudiant se mettent en ménage. « Mon intention, avouera Bourguiba avec cette franchise déroutante qui le caractérise, était de rester libre de tous liens conjugaux... Nous devions vivre ensemble jusqu'au jour où, mes études terminées, je reprendrais le chemin de mon pays. » Et cet homme, qui révolutionnera plus tard le droit musulman, s'y réfère pour justifier *a posteriori* son attitude de l'époque : « C'était en quelque sorte un mariage à terme, tel que le prévoit le droit musulman, à l'usage des voyageurs ou des pèlerins. »

L'étudiant cède sa chambre de la cité universitaire à son ami Mahmoud Larabi et s'installe chez Mme Lefras dont l'univers est un concentré de vertus catholiques, provinciales et petites bourgeoises. Bourguiba, qui n'est pas sans admirer

les deux dernières, s'y sent parfaitement à l'aise, d'autant que Mathilde, qui a onze ans de plus que lui et qui est une excellente maîtresse de maison, l'entoure de cet amour et de cette affection dont il a toujours été sevré. Les relations avec les amis se distendent. Il pense à cette époque quand il raconte : « Je ne fréquentais pas les autres étudiants. Je menais une vie simple et ne m'étais pas fait beaucoup de relations. » Entre la blanquette de veau à la française, les cours et le pique-nique du dimanche dans les environs de la capitale, Bourguiba n'a guère de temps à consacrer aux Zouiten, censés être ses futurs beaux-parents, et à leur fille Chedlia, sa fiancée, venus faire du tourisme à Paris. Le premier à découvrir le pot aux roses est Habib, le frère de Chedlia qui lui écrit : « Je ne te cache pas que je trouve cette attitude un peu pleutre et lâche... Et dire qu'hier encore je te destinais la main de ma sœur... »

Côté Lorrain, on n'est pas non plus très content. On jase de plus en plus dans le quartier sur les relations qu'entretient la veuve Lefras avec un Nord-Africain. Pour y mettre fin, Habib imagine un stratagème : il emprunte une voiture, Mathilde et lui se mettent sur leur trente et un et, accompagnés de Sfar et Guiga, ils arrivent en grande pompe devant l'immeuble Lorrain comme s'ils venaient de célébrer leur mariage, espérant ainsi couper court aux ragots.

Ces changements intervenus dans la vie de l'étudiant semblent l'avoir éloigné de la Tunisie où il se passe pourtant des choses importantes. Le centenaire de la naissance du cardinal Lavigerie, le 15 novembre 1925, donne lieu à Tunis à des fêtes grandioses. Pour rendre hommage à « l'évangélisateur » du pays, la France fait ériger à l'entrée de la Médina une statue du cardinal brandissant une croix. Après le bannissement du syndicaliste Mohamed Ali, alors que les Tunisiens sont traumatisés par la répression sanglante des Marocains du Rif et des Druzes de Syrie, ils ressentent cette

initiative comme une véritable provocation. Le 28 novembre, des manifestants défilent dans les rues de Tunis pour exiger la disparition de la statue. Lucien Saint mate l'agitation en promulguant dès le 29 janvier 1926 des décrets réduisant à néant la liberté de presse, de réunion et d'association : ce sont les « décrets scélérats », selon la formule d'André Durand-Angliviel, l'animateur du journal *Tunis socialiste*.

Bien que rentré en vacances à Monastir pendant l'été 1926, Bourguiba ne s'intéresse guère aux péripéties politiques du pays. La mort de son père en septembre et surtout le télégramme que lui envoie Mathilde pour lui annoncer qu'elle est enceinte le préoccupent beaucoup plus. « J'étais atterré », avoue-t-il. Affolé par la perspective d'avoir à assumer la responsabilité d'un enfant, il en parle à ses amis dès son retour à Paris. « Nous étions de nouveau au restaurant l'Acropole, se souvient Mohamed Aloulou, Habib m'annonce que Mathilde attend un enfant. Je lui ai dit qu'il n'était pas le premier à qui cela arrivait et qu'il n'avait qu'à laisser la mère se débrouiller. » « Jamais, répond Bourguiba, je suis aussi responsable qu'elle ! » Si cette réaction confirme son sens aigu du devoir familial, elle exprime aussi sa reconnaissance pour la femme qui lui a donné l'occasion de se rendre compte qu'il n'était pas stérile. Depuis l'adolescence, il est en effet persuadé qu'il n'aura pas d'enfants, souffrant « d'un drame intime qu'il m'a longtemps été impossible de divulguer, avouera-t-il plus tard. J'avais des raisons de croire que j'étais stérile... Je n'ai en effet qu'un testicule. » De quels complexes cette affection a-t-elle été l'origine ? Il y consacrera une conférence des décennies plus tard, en 1973 : « Il arrive, expliquera-t-il, qu'un testicule ou les deux à la fois se rétractent et remontent dans le bas ventre... À l'époque, j'ignorais tout de ce sujet tabou. Il m'arrivait cependant d'être incommodé par ce genre de malaise... J'y remédiais moi-même : je m'allongeais sur le dos et, du bout des doigts, exerçais des pressions continues pour remettre en place

l'organe déplacé. Un jour, n'y tenant plus, je me rendis à l'hôpital Sadiki... [mais] je pris peur et me sauvai... J'acquis alors la conviction que j'étais stérile. »

Mais les relations du couple commencent dès lors à se dégrader. « Je me trouvais placé devant un problème... d'autant plus difficile que je n'avais même pas de ressources », expliquera plus tard Bourguiba. « On le voyait à la fin du mois ou quand il se disputait avec Mathilde, raconte un de ses copains de l'époque. Il venait alors coucher chez l'un de nous à la cité universitaire. » Quelquefois, il invite ses amis chez lui pour manger un couscous qu'il aime préparer, mais il est rare que le repas se termine sans encombre. Les esclandres entre Mathilde et Habib font partie du menu. « Elle était extrêmement gentille, dit pourtant un des vieux amis. Mais elle avait des opinions catégoriques sur tous les sujets et intervenait à tout propos dans les conversations. Elle était saoulante, ce qui avait le don d'exaspérer Habib. Cela finissait toujours par une scène de ménage. »

L'entourage de Mathilde voit-il d'un mauvais œil ces relations et sa grossesse ? Dès après la naissance, le 9 avril 1927, de Jean Habib Bourguiba, le couple déménage pour s'installer à Bagneux dans la banlieue parisienne, dans une pièce qui sert à la fois de chambre à coucher et de salle à manger, et où on chauffe le lait pour le biberon du bébé sur un petit réchaud. Bourguiba se souvient de cette période comme d'une épreuve redoutable : « Un enfant ! Au moment de préparer les examens ! J'étais malade, et entre deux soins, la venue du bébé, je préparais mes écrits. Enfin, je passais. Et nous quittâmes Paris ma femme, l'enfant et moi. Dernière infortune : au moment de notre départ, en août 1927, patatras, il y a une grève de taxis pour protester contre l'exécution le jour même de Sacco et Vanzetti.[1] »

1. Jean Lacouture : *Cinq hommes et la France*, Le Seuil, Paris, 1961.

Le retour au pays

Voilà Bourguiba de retour au pays après trois ans de vie parisienne. Il a 26 ans et, s'il se laisse parfois emporter par son ancienne fougue d'adolescent, la France l'a mûri. Il n'en ramène pas seulement une famille, mais une intime connaissance de la vie politique française qui, il ne le sait pas encore, lui sera précieuse plus tard. Cette république radical-socialiste qu'il a vu fonctionner le fascine : il en admire les maîtres à penser et son cynisme bon enfant le séduit. Elle a fait germer les idées libérales et progressistes que son frère Mohamed avait semées du temps de sa jeunesse. « Bourguiba n'a jamais été croyant. Et il a toujours été profondément laïque », dit Bahri Guiga. Dès son retour, il épouse en bonne et due forme Mathilde Lefras. Mahmoud Larabi lui sert de témoin.

Le jeune avocat qui s'installe à Tunis n'apparaît pas particulièrement attiré par la politique. Ses maîtres de Sciences Po, où il a été reçu dix-septième sur cent quatre-vingt-dix à la section finances publiques, signalent sa maturité et son agilité d'esprit, mais il y laisse le souvenir d'un jeune homme discret et effacé. Il n'est pas peu fier en tout cas de rentrer « couvert de diplômes » comme il le dit non sans gloriole, attachant une grande importance aux titres. Mais il déchante vite. Tout avocat débutant doit faire trois ans de stage chez un « maître » confirmé. Pendant un an, d'octobre 1927 à octobre 1928, Bourguiba nomadise de cabinet en étude : Me Cirier l'engage d'abord mais lui signifie son congé au bout de six semaines sans autre forme de procès. Me Pietra associé à Me Scemama le prend ensuite, plus pour rendre service à une relation d'affaires que pour le faire travailler ; il ne le paye qu'au bout de deux mois et le confine aux travaux d'écriture. Bourguiba le quitte pour Me Salah Farhat, secrétaire général du Destour, jusqu'au moment où Me Sebault le fait entrer chez lui pour 600 francs par mois. Il est enfin

casé et se trouve si bien chez son nouveau patron qu'il y reste un an de plus que les trois obligatoires.

Sa famille, comme nombre de ses amis et de ses relations, accepte mal le mariage du plus brillant de ses membres avec une Française, plus âgée que lui de surcroît. « Le mariage de mon oncle nous a déçus, raconte Chedlia Bouzgarou, nous voulions qu'il épouse notre cousine Zouiten. » Mahmoud s'est montré le plus outré par cette union mais, comme d'habitude, il est le seul à aider ce frère auquel il ne peut décidément rien refuser. Il habite alors une petite villa au Kram, dans la banlieue nord de Tunis et, se préparant au mariage, a acheté force meubles. Habib installe sa femme et son fils chez son frère qui abandonne du coup ses projets matrimoniaux. Cette même année, leur sœur Nejia Bouzgarou perd son mari et vient elle aussi, avec ses quatre enfants, s'installer pour un temps dans la villa du Kram. Mais, bien qu'il déteste vivre dans le tête à tête du couple et ne se sente à l'aise qu'entouré de sa tribu, Bourguiba finit par céder aux instances de sa femme qui, elle, préfère se retrouver chez elle. Les Bourguiba s'installent à La Marsa pour une brève période : les allers et retours en train ne sont pas du goût de l'époux qui finit par trouver un logement rue du Réservoir, à Tunis, où il habitera jusqu'en 1933. Travail, famille, logement, telles sont les préoccupations de Bourguiba depuis son arrivée. « Son ambition était de se caser », dit un des rares amis qui, bien que critique à l'égard de son mariage, accepte de déjeuner chez les Bourguiba. « Il me donnait pour la première fois l'impression d'être majeur. Il volait de ses propres ailes et ne dépendait plus de ses frères. »

L'ordre colonial règne alors en Tunisie et, même si le jeune avocat stagiaire semble vouloir se consacrer à sa profession pour en vivre bourgeoisement, il en ressent lui aussi les effets. Pendant un an, et malgré ses diplômes, il a frôlé le chômage. L'inégalité coloniale le choque. Il en discute avec des amis tunisiens mais aussi français, et tous tombent

d'accord sur la nécessité d'entreprendre en Tunisie une démarche réformiste qui doit conduire le pays vers un régime analogue à celui que Bourguiba a vu en France : libéral, moderne et laïque. Quelle n'est la surprise de ces libéraux comme Durand-Angliviel, sa sœur Ève Fichet qui est journaliste sous le pseudonyme d'Ève Nohelle, du syndicaliste Joachim Durel ou de l'avocat Mohamed Noomane, devant la réaction de Bourguiba à une conférence donnée à l'association culturelle L'Essor le 8 janvier 1929 par Habiba Menchari, jeune femme dévoilée qui plaide la cause de l'émancipation. Répondant à la conférencière, il y défend en effet le port du voile : « Du fait du régime qui lui est imposé, déclare-t-il, la Tunisie court à la déchéance de sa personnalité... Pour parer à ce danger, les Tunisiens doivent veiller à sauvegarder leurs coutumes qui demeurent les signes distinctifs et, par conséquent, les dernières défenses d'une identité nationale en péril. » À travers cette conférence et la dure polémique qui oppose pendant près d'un mois Joachim Durel dans *Tunis socialiste* à Habib Bourguiba dans *L'Étendard tunisien* qui lui ouvre ses colonnes, l'avocat se révèle non seulement un fervent nationaliste, mais un politique qui définit ainsi le rôle de l'élite, c'est-à-dire le sien : « Son rôle n'est donc pas de forcer son allure jusqu'à se détacher complètement de la masse qu'elle a la charge de guider. Si cette élite veut faire œuvre utile et durable... elle se trouve obligée de rebrousser chemin pour reprendre contact avec cette masse, non pour la flatter ou la laisser tremper dans la servitude, mais pour la guider plus sûrement et avec plus de chance de succès vers un avenir meilleur. » Durel s'étonnant qu'il ait épousé une Française, Bourguiba en profite pour mettre les choses au clair : « Oui, monsieur, écrit-il, ma femme est une Française. Mais, ajoute-t-il, pour le fond, je suis là et sa mère est là pour donner à mon fils l'éducation et la culture nécessaire pour en faire un Tunisien, un bon Tunisien, contre lequel viendront se briser toutes les étiquettes quelles qu'elles soient. »

L'année 1930 marque l'apogée de la colonisation en Afrique du Nord. La France fête le centenaire de son entrée en Algérie et organise un congrès eucharistique à Tunis. Des milliers de jeunes Européens envahissent la capitale de la Régence et campent à Carthage au pied de la cathédrale Saint-Louis déguisés en croisés. Humiliés et révoltés, les Tunisiens protestent contre ce qu'ils considèrent comme la violation d'une terre d'islam par la chrétienté. Les manifestants sont une fois de plus durement réprimés. Bien qu'il soit l'avocat de certains d'entre eux durant leur procès, Bourguiba semble être passé à côté de l'événement. Celui qui sera le premier chef d'État arabe à émanciper la femme musulmane ne fait rien non plus pour défendre Tahar Haddad, jeune professeur de l'université de la Zitouna, qui publie cette même année 1930 un plaidoyer en faveur de la libération de la femme. Traité d'hérétique, ce dernier est privé de sa chaire et relevé de ses fonctions de notaire. Alors que Mahmoud Materi écrit courageusement dans un article : « Personnellement, nous partageons la plupart des idées contenues dans le livre de Tahar Haddad... Ses amis demeurent toujours ses amis... », Bourguiba confie à un proche : « Toutes les questions, qu'elles soient économiques ou sociales, découlent du politique. Hormis la politique, tout est pour l'heure secondaire.[1]» De cette conviction, il fera toute sa vie une devise pour l'action.

Il est plus actif l'année suivante pour protester contre les festivités qui marquent le cinquantenaire du Protectorat français sur la Régence. Le président de la République française Paul Doumer effectue à cette occasion une visite en Tunisie. Les milieux nationalistes s'agitent. Bourguiba, dans *Le Croissant*, journal dirigé par son cousin Abdelaziz Laroui, dénonce les réjouissances comme « une offense humiliante

1. Selon un témoin de l'époque. Mais il faut surtout retenir que Bourguiba est alors resté indifférent à la critique sociale d'un des esprits les plus visionnaires de la Tunisie.

à la dignité du peuple tunisien à qui il rappelle la perte de sa liberté et de son indépendance[1] ». Dans la fièvre provoquée par cet anniversaire, l'état-major destourien se réunit à l'hôtel d'Orient. Sont également présents Mahmoud Materi et Bourguiba, mais aussi Tahar Sfar et Bahri Guiga récemment rentrés de Paris. L'Assemblée décide de constituer un comité de soutien au journal de Chedli Khairallah *La Voix du Tunisien* qui, passé en février d'hebdomadaire à quotidien, compte parmi ses rédacteurs Mahmoud Materi, Bahri Guiga, Mhamed et Habib Bourguiba.

Ce dernier y définit sans tarder sa conception du Protectorat : « Un État ne peut être à la fois sujet et souverain : tout traité de protectorat, en raison même de son objet, porte en lui son propre germe de mort... S'agit-il d'un pays sans vitalité, d'un peuple dégénéré qui décline ? Réduit à n'être plus qu'une poussière d'individus, c'est la déchéance qui l'attend... en un mot, la disparition totale et inéluctable. S'agit-il au contraire d'un peuple sain, vigoureux, que les compétitions internationales ou une crise momentanée ont forcé à accepter la tutelle d'un État fort, la situation nécessairement inférieure qui lui est faite, le contact d'une civilisation plus avancée détermine en lui une réaction salutaire... une véritable régénération se produit en lui et grâce à une judicieuse assimilation, il arrivera fatalement à réaliser par étapes son émancipation définitive. L'avenir dira si le peuple tunisien appartient à l'une ou l'autre catégorie... »

Désormais, c'est le Protectorat lui-même qui est mis en cause et non plus seulement ses effets. Le raisonnement est également nouveau : la fin du Protectorat n'est pas une rupture, telle que la concevait Abdelaziz Thaalbi dans *La Tunisie martyre*, mais l'aboutissement d'une évolution qui a pris ses racines dans les principes même de la civilisation française.

1. Juliette Bessis : *La Méditerranée fasciste, l'Italie mussolinienne et la Tunisie*, éditions Karthala, Paris, 1983.

La Voix du Tunisien devient un journal très populaire. La hardiesse du ton, l'originalité avec laquelle Bourguiba, Sfar, Guiga ou Materi abordent les problèmes, les démarquent assez vite de leurs aînés, non seulement aux yeux de l'opinion tunisienne, mais aussi à ceux des Prépondérants[1] qui sont les vrais patrons de la colonie française. Les « quatre » mousquetaires auxquels ils font parfois penser proclament l'intangibilité de la personnalité nationale et de la souveraineté politique du peuple tunisien, prônent un nationalisme qui lutte contre un régime et non contre une civilisation, et militent clairement pour une émancipation progressive de la Tunisie. « M[e] Bourguiba se propose de transformer la complainte destourienne en thèse de doctorat en droit », écrit *La Tunisie française*, qui poursuit : « Les prétentions ne sont pas modestes... Ils doivent être invités à baisser le ton de leur *Voix du Tunisien*... » Les Prépondérants sont écoutés : le 12 mai 1931, jour de la commémoration du cinquantenaire du Protectorat, *An-Nahda*, quotidien du parti réformiste, est saisi, l'hebdomadaire *Ez-Zohra* l'est également et, quelques jours plus tard, des poursuites sont engagées contre Habib et Mhamed Bourguiba, Bahri Guiga, Salah Farhat et le docteur Materi. C'est durant ces premiers jours de juin 1931 que va s'affirmer de façon spectaculaire l'impact de *La Voix du Tunisien*. Maîtres Marius Moutet et Gaston Bergery, respectivement leaders socialiste et radical, sont alertés par le destourien Chedli Khalledi à Paris. Bergery, qui a été chef de cabinet d'Edouard Herriot, intervient rapidement auprès du directeur d'Afrique-Levant au Quai d'Orsay. Avant même qu'il ne se rende à Tunis, le procès est renvoyé.

Qu'ils soient installés dans la capitale de la Régence ou étudiants à Paris, les Tunisiens recueillent ainsi les fruits de

1. C'est ainsi qu'on appelle, pendant tout le Protectorat, les grands propriétaires terriens et les brasseurs d'affaires. S'ils sont minoritaires par rapport à l'ensemble de la colonie française, ce sont eux qui imposent souvent leurs vues à l'administration coloniale.

ce qu'ils avaient semé un mois plus tôt au congrès de la Ligue des droits de l'Homme à Vichy : Sliman Ben Sliman, Ahmed Ben Milad, Mohamed Sakka, Bahri Guiga et Habib Bourguiba s'y sont en effet rendus. Ce dernier, avec l'appui du professeur Félicien Challaye, y a même présenté une étude complète sur « le problème tunisien ». « Le congrès fut pour nous d'un secours précieux en ce sens qu'il nous a permis de prendre contact avec un nombre considérable d'hommes éminents qui ignoraient tout de la Tunisie et qui nous ont apporté le concours de leurs plumes et de leurs paroles pour faire aboutir nos légitimes revendications », rapporte Bourguiba qui s'attache déjà à assurer à la lutte nationale la sympathie de certains secteurs de l'opinion française.

En attendant le procès, *La Voix du Tunisien* mène une campagne de protestation qui frise l'incitation à la révolte tant le ton en est violent : « Lorsque nous sommes entrés dans l'action politique, nous savions d'avance ce qui nous attendait... Que la main qui me frappe soit lourde, que les juges qui me condamnent soient sans pitié... écrit Mahmoud Materi. Une cause qui n'engendre pas ses martyrs est perdue d'avance. » Le 9 juin, jour du procès, les rues qui mènent vers le tribunal sont noires de monde. Dans la Médina, les boutiques sont fermées. Les forces de l'ordre ont du mal à contenir la foule qui, à l'annonce du report du procès, porte les inculpés en triomphe. Redoutant les désordres, le résident général François Manceron, qui a succédé à Lucien Saint, s'est résigné à composer avec les accusés, mais sans renoncer aux bonnes vieilles méthodes de ses prédécesseurs, consistant à diviser pour régner. Aussi convoque-t-il Chedli Khairallah, le directeur de *La Voix du Tunisien*, dans sa résidence de La Marsa, pour chercher un compromis. En recevant dans l'après-midi le comité de rédaction du journal, le résident laisse comprendre qu'il se serait déjà entendu le matin même avec Khairallah, semant ainsi la zizanie dans

le groupe. Bourguiba, qui n'a pas l'intention de servir de marchepied à qui que ce soit, demande des explications à Khairallah qui confirme l'entrevue avec le résident. Le ver est dans le fruit et les relations s'enveniment. « Khairallah-Bourguiba, c'était un artiste jaloux d'un autre artiste », dit un de leurs amis. Le comité de rédaction exige d'assurer la direction du quotidien et, devant le refus de Khairallah, quitte le journal.

Journaliste combattant

Le groupe de *La Voix du Tunisien* occupe une place à part dans le nationalisme tunisien. Il est le fer de lance d'une nouvelle élite francophone et, avec lui, Bourguiba est entré réellement en politique ; il n'en sortira jamais plus. L'équipe des jeunes avocats et médecins qui ont pris goût au journalisme s'attable souvent au café de la Kasbah où lui parviennent les échos de la Pâtisserie Royale ou du Café de Tunis, les établissements chic du quartier européen. Ils se retrouvent également au Baghdad, le seul restaurant tunisien de qualité de la capitale, avec leurs amis socialistes français et tunisiens, parmi lesquels le pharmacien Ali Bouhajeb, Chedli Rhaïem et bien d'autres. Bien qu'aucun lien organique ne le lie aux partis existants, l'ex-groupe de *La Voix du Tunisien* se sent des affinités avec les destouriens et les socialistes. Au cours de discussions avec ces derniers naît l'idée de créer un nouveau journal, car le fait de ne plus pouvoir s'exprimer leur manque cruellement. Un comité de rédaction est mis sur pied où se retrouvent Habib et Mhamed Bourguiba, Bahri Guiga, Tahar Sfar, Mahmoud Materi et Ali Bouhajeb qui fait également office de gérant de la petite société éditrice. On trouve même un secrétaire de rédaction en la personne de Béchir Mehedbi, alors lycéen de terminale. Quant aux

locaux, ils sont installés dans l'arrière-boutique de la pharmacie Bouhajeb. Le premier numéro de *L'Action tunisienne* paraît le 1er novembre 1932.

C'est un organe de combat. La Tunisie est touchée de plein fouet par la crise économique, et les masses populaires en font comme d'habitude les frais. Passablement déçus par la modération résignée de leurs aînés, les animateurs de *L'Action* prennent la défense des déshérités avec l'ardeur des néophytes. De la populaire rubrique de Bouhajeb, « La voix du guenillard », à l'éditorial écrit à tour de rôle par chacun des membres du comité, *L'Action*, alimentée en informations par des documents que lui fournissent des sympathisants fonctionnaires dans l'administration, acquiert vite une grande audience.

Bourguiba s'y déchaîne, mais affine également sa pensée. Son style nerveux, clair et précis révèle un polémiste de talent. Derrière le ton passionné et souvent ému, les solides arguments de juriste donnent du poids à ce qu'il écrit. Ses sujets naissent avec l'événement. Il y a les réalités économiques : la Tunisie est un marché pour la France dont les produits vendus à bas prix ruinent les Tunisiens forcés de fermer leurs entreprises, et réduisent au chômage des milliers d'ouvriers. La sécheresse qui sévit dans les régions céréalières aggrave les conséquences de la récession mondiale qui a provoqué une tragique mévente du vin et de l'huile. Tandis que la famine sévit dans les campagnes, les salariés sont écrasés par les impôts. « Tant qu'il y aura des repus et des affamés à la même table, la guerre ouverte ou sournoise est une nécessité, le recours à la force est un devoir et la paix entre les hommes une chimère », écrit Bourguiba qui s'attache à démontrer le mécanisme de l'exploitation coloniale, à remonter des effets aux causes, à discerner au-delà des injustices visibles les mobiles profonds et les objectifs lointains du colonialisme français en Tunisie. Il s'intéresse également aux réalités sociales : s'il pense que les étudiants

et les ouvriers devraient s'organiser pour mieux se défendre contre l'exploitation, il réfute déjà le concept de lutte des classes. Enfin, que ce soit à travers le théâtre, la boxe où des Tunisiens se distinguent, ou le port de la chéchia, il s'attache sans relâche à défendre la sauvegarde de la personnalité tunisienne.

Très vite, il révèle ses qualités d'habile manœuvrier et fait montre sans tarder d'un sens aigu de l'autorité. Tous reconnaissent l'empire qu'il sait déjà exercer sur les autres, soulignant sa constante volonté d'être en tout le premier. Toujours droit comme un I pour ne pas perdre un pouce de sa petite taille, M[e] Habib Bourguiba a belle allure en toque et robe d'avocat. Son cabinet, qu'il a installé au 158, rue Bab Souika après avoir terminé son stage, marche bien. Mathilde a même pu économiser 300 000 francs qu'elle est tentée d'investir sur les conseils d'Othman Essid, un ami de Testour, dans l'achat d'une belle terre dans la région. Que Mathilde ait réussi à mettre de l'argent de côté tient du miracle. Cédant à son penchant naturel, Habib s'entoure en effet de fidèles et laisse libre cours à son esprit de famille. Il entend bien faire profiter ses proches de son aisance relative : Dar Lamouchi, au 16, rue du Réservoir, se transforme vite en un véritable « centre de transit » pour Monastiriens.

Pour préserver son intimité, Mathilde le pousse à déménager du rez-de-chaussée au premier étage, plus petit. Elle est quand même envahie. Ammar, qui deviendra plus tard le chauffeur du président de la République, et Allala Laouiti, servent de factotums. Donner un coup de serpillière au bureau, promener Bibi, comme tout le monde appelle affectueusement le petit Habib junior, courir au tribunal, livrer un article au journal, apporter un « en-cas » à Si El Habib à l'imprimerie ou au cabinet, le fidèle Allala est partout. La propension de Bourguiba à régner sur une tribu se manifeste ainsi très tôt. Il aime aussi se faire accompagner de Bibi – vêtu pour la circonstance de son costume de circoncision

dont la cérémonie a eu lieu l'été 1933 à Monastir – dans les manifestations officielles auxquelles il lui arrive d'être convié. Si Mathilde résiste comme elle peut aux « envahisseurs » monastiriens, elle est fière en revanche de voir son fils unique valorisé. On distingue déjà chez Bourguiba une tentation « dynastique », affirme un de ceux qui l'ont connu à ses débuts. *Si* El Habib, qui commence à être connu par ses écrits, sort volontiers dans les cercles tunisois qu'il n'a pas eu l'occasion de connaître jusque-là, et s'enivre facilement de ses succès de salon à Tunis et à Hammam Lif où il fréquente assidûment la famille Boulakbeche dont l'une des filles, Soufia, ne le laisse pas insensible. S'il commence à s'affirmer, il n'est pas encore sorti de sa chrysalide. Les événements qui se succèdent pendant l'année 1933 vont lui en donner l'occasion.

L'entrée en politique

En février 1933, éclate la première crise au sein du groupe de *L'Action* à la faveur de l'affaire Mhamed Chenik. Grand bourgeois tunisois, président de la Coopérative tunisienne de crédit, le « petit père Chenik » est le banquier des commerçants et des artisans de la capitale, et tient entre ses mains la Médina. En tant que vice-président du collège tunisien du Grand Conseil, il se rend à l'automne 1932 à Paris pour alerter le gouvernement sur les problèmes de l'agriculture indigène. La France désigne alors une commission présidée par Louis Tardi, directeur de la Caisse nationale de crédit agricole, pour enquêter sur la situation dans la Régence. Mais, à la Résidence, on est furieux de la diligence « coupable » dont a fait preuve Chenik, qui voit la comptabilité de sa banque mise sous scellés. Les jeunes nationalistes ne s'en émeuvent guère : ils ont toujours considéré les membres

tunisiens du Grand Conseil comme des « collaborateurs » et se féliciteraient plutôt des déboires dont ils sont victimes. Au journal, Bourguiba réprouve la réaction qu'il juge trop primaire de ses camarades, et décide d'ouvrir les colonnes de *L'Action* à Mhamed Chenik. « J'avais là un témoin de première main qui allait me donner des armes contre le régime du Protectorat et le moyen de renforcer ma position à son égard. C'est moi qui étais gagnant dans une telle opération. Peu m'importait que ces personnalités redorent leur blason par la même occasion. »

Est-il vrai, comme l'affirment certains de ses compagnons, que Bourguiba a agi par intérêt, son frère Mhamed étant lié à la banque de Chenik et lui-même en ayant obtenu un prêt pour se construire une villa à La Marsa ? Même si c'est probable, il est indéniable que l'éditorialiste de *L'Action* voit alors plus clair et plus loin que les autres membres de l'équipe. Chenik constate en effet dans une interview que « toute collaboration est devenue impossible ». Pour Bourguiba, cette déclaration publique est une victoire qui lui permet de rallier la grande bourgeoisie tunisienne considérée comme « vendue » à la France, et d'unifier le pays autour de l'idéal nationaliste. « Nous devons concentrer notre attention sur l'événement qui a surgi, écrit-il dans *L'Action*, sur l'argument qui s'est offert, de façon à entraîner dans notre mouvement des couches importantes de la nation, naguère indifférentes ou hostiles à notre programme... » Il fait ainsi valoir dans cette affaire son sens de l'opportunisme, qui ne se démentira jamais, et montre qu'il sait orienter ses attitudes en fonction des nécessités tactiques.

Mais s'il a eu le courage de ramer à contre-courant pour imposer son idée, il emploie également pour y parvenir des méthodes peu orthodoxes. Ainsi, il passe un jour au marbre du journal retirer un passage critique à l'égard de son frère Mhamed dans un article d'Ali Bouhajeb, qu'il met devant le fait accompli. Ce dernier, soutenu par Guiga et Mehedbi,

trouve inacceptables l'attitude de Bourguiba et celle du journal dans l'affaire Chenik. Tous trois donnent leur démission, tout en demeurant membres de la société éditrice. « Curieusement, raconte aujourd'hui un des démissionnaires de l'époque, cette situation excitait Bourguiba. Il était effondré parce que Bouhajeb et Mehedbi s'occupaient de tous les détails matériels, mais c'est un homme de défi. » Par défi donc, il décide d'abandonner son cabinet et de tenir le journal seul. L'avocat a-t-il définitivement cédé la place au journaliste ? C'est en fait l'homme politique qui émerge en cette année 1933.

Dans la foulée de l'affaire Chenik et alors que se réunit le Grand Conseil qui doit se prononcer sur le budget agricole inspiré des recommandations de la commission Tardi, il lance « un suprême avertissement ». « Nous serons, écrit-il, particulièrement inexorables contre les reculades de dernière heure ou les lâchages intéressés. » Qui est-il donc pour parler ainsi ? « Un homme de bonne foi qui a vu clair dans le jeu du gouvernement et que rien ne saurait abattre », affirme-t-il encore. Un homme en tout cas d'autant plus décidé à faire preuve de détermination qu'il sait, quand il le faut, montrer sa modération. Le projet de budget favorable aux intérêts français contre lequel Mhamed Chenik prononce un réquisitoire est rejeté par le Grand Conseil. Bourguiba note : « Le peuple tunisien se souviendra que les délégués de la communauté israélite se sont intéressés au sort de nos fellahs bien plus que certains délégués agricoles musulmans du Centre et du Sud. » Cette observation se situe dans le droit fil de ce qui se précisera progressivement comme sa doctrine, à la fois moderniste et laïque. « La Tunisie que nous entendons libérer, écrit-il encore, ne sera pas une Tunisie pour musulmans, pour juifs ou pour chrétiens. Elle sera la Tunisie de tous ceux qui, sans distinction de religion ou de race, voudraient l'agréer pour leur patrie et l'habiter sous la protection de lois égalitaires. »

Dorénavant, Bourguiba va saisir toutes les occasions pour se mettre en valeur et apparaître comme un véritable dirigeant nationaliste. Une seconde affaire, celle des naturalisations, vient à point servir ses desseins. Le mouvement nationaliste s'était manifesté avec vigueur dix ans auparavant lors de la promulgation des lois favorisant l'accès des habitants non français de la Régence à la nationalité française qui devaient, dans l'esprit de la puissance protectrice, parer au danger que faisait peser l'accroissement trop rapide de la colonie italienne par rapport à l'insuffisance de l'immigration métropolitaine. L'hostilité à ces mesures s'était assoupie sans avoir vraiment disparu. L'affaire rebondit au début de 1933 à Bizerte où la population manifeste violemment contre l'inhumation d'un naturalisé au cimetière musulman. Ces derniers sont en effet considérés comme des renégats. Plus grave encore pour les autorités, le mufti de la ville délivre une *fatwa*, c'est-à-dire une consultation juridique, affirmant qu'en tant qu'apostats, les naturalisés ne peuvent être inhumés dans les cimetières musulmans. En fait, un nombre infime de Tunisiens se laisse tenter par la naturalisation. Bourguiba se saisit pourtant de cet anathème pour mener dans *L'Action* une campagne d'une rare virulence, partiellement reprise par l'ensemble des journaux nationalistes. Il est fort probable que l'Italie, qui a tout à craindre d'une naturalisation massive de ses ressortissants, a apporté un soutien discret mais actif à un Bourguiba également décidé pour se forger une réputation, à discréditer les initiatives françaises.

Pour tenter de calmer l'agitation qui se développe dans tout le pays à chaque décès d'un naturalisé, la Résidence demande en avril une *fatwa* au tribunal du *Charaa* de Tunis, la plus haute instance religieuse de la Régence. Les cheikhs malékites et hanéfites de Tunis délivrent une sentence mi-chair mi-poisson qui ne résout rien : oui, le naturalisé est un apostat mais s'il se repent, même verbalement, avant sa

mort, il peut être inhumé en terre musulmane. La complaisance des cheikhs provoque une levée de boucliers chez les nationalistes, tandis que les manifestations tournent à l'émeute à Kairouan et à Tunis. Bourguiba dénonce quant à lui la duplicité des autorités religieuses, jette l'opprobre sur les naturalisés, fustige les provocations du gouvernement, critique la presse destourienne dont « la prudence considérée comme le summum de la stratégie paraît dépassée par les événements ». Il lance en même temps un appel « au bon peuple de France » en qui « un homme fortement imbu de culture française a gardé malgré tout une confiance instinctive » et en appelle au bey afin qu'il intervienne.

Les autorités du Protectorat agissent pour leur part en deux temps. Elles cèdent d'abord du terrain en décidant que les naturalisés seront enterrés dans des lieux de sépulture particuliers, en fait des ghettos qui les excluent de la communauté, et désamorcent ainsi toute velléité de manifestations. Puis, le 6 mai, Manceron promulgue des décrets « super-scélérats », selon l'expression de Joachim Durel, qui lui donnent la faculté d'emprisonner par simple arrêté tout nationaliste, et de suspendre tout journal ou association « hostile au Protectorat ». « La répression arrive trop tard, commente Bourguiba. Le fatalisme atavique d'un peuple opprimé a été secoué. »

La campagne de presse qu'il a menée avec tant de véhémence l'a fait connaître dans tous les milieux et a conféré à l'équipe une autorité certaine dans les cercles nationalistes. Le congrès du Destour qui se tient le 12 mai rue de la Montagne à Tunis lui donne l'occasion de franchir une étape supplémentaire. Y prenant la parole, il ne ménage pas ses critiques à l'égard des « méthodes désuètes », de « l'inanité des illusions des dirigeants » et de leur programme qui ne répond plus « aux aspirations du peuple, lequel a pris conscience de lui-même » ; il exige des « solutions radicales, une action inlassable et énergique, sans équivoque inutile

ni exclusive néfaste », pour atteindre « l'indépendance dans un traité d'union avec la France, garantissant ses intérêts légitimes et les intérêts de toute la colonie étrangère... » Pour cela, il faut former un front afin d'« unifier toutes les tendances du grand parti libéral constitutionnel tunisien ».

Pour Bourguiba comme pour ses camarades, le Destour a beau manquer de fermeté, il n'en dispose pas moins d'une « formidable » organisation dotée de quatre-vingt-dix représentations locales couvrant tout le pays. Il n'a cessé de se développer depuis l'arrivée de Manceron à la Résidence, et recrute aussi bien dans les milieux populaires que parmi les couches aisées de la population. Répondant au vœu de Bourguiba, de nombreux congressistes demandent le regroupement de toutes les tendances du nationalisme – parmi lesquelles le groupe de *L'Action* a acquis une solide position – au sein du Destour. En 1933 cependant, ce n'est pas encore Bourguiba, mais Mahmoud Materi qui est la véritable figure de proue de l'équipe. Dans le milieu nationaliste, si le premier réussit sans plaire, progresse sans séduire et se fraie une place sans être vraiment accepté, provoquant déjà la méfiance et des allergies tenaces, Mahmoud Materi, lui, fait l'unanimité autour de lui. Cet homme de sciences, attiré un temps par l'internationalisme – il a milité dans les rangs du parti communiste et a même été délégué au congrès de Tours –, est avant tout un humaniste, et un nationaliste par nécessité. Son élégance naturelle qui fait l'admiration de tous est le reflet d'une personnalité pour qui l'engagement politique est avant tout une affaire de conscience et une exigence morale. Pour lui, la tolérance, le sens de l'honneur, l'esprit de solidarité, la justice doivent primer sur la tactique, le cynisme, la provocation et les coups bas : il n'a guère vocation à être politicien... Bien que ce soit dans son sillage que Habib Bourguiba, Bahri Guiga et Tahar Sfar entrent à la Commission exécutive du Destour, l'aventure commune

lui apprendra qu'il ne suffit pas d'être juste et populaire pour avoir l'étoffe d'un chef.

Pendant ce temps, l'agitation consécutive à l'affaire des naturalisations se poursuit à Tunis, tandis que des émeutes sporadiques éclatent dans les campagnes en proie à la famine. La presse nationaliste multiplie les critiques vis-à-vis de la Résidence. Dans un tel contexte, celle-ci ne tarde pas à sévir : des étudiants et des professeurs sont interdits de cours, des fonctionnaires déplacés et, pour finir, le résident général décide le 31 mai de suspendre les journaux nationalistes y compris *L'Action*, et d'interdire le Destour. Paris, estimant que Manceron a trop tardé à faire preuve de fermeté, le remplace par Marcel Peyrouton le 29 juillet 1933. Mais, en se jetant à point nommé dans la surenchère nationaliste, Bourguiba a réussi à surmonter la première crise de *L'Action* et à faire de son journal une glorieuse victime de la répression. Il a également montré qu'il n'hésite pas à utiliser la démagogie si l'arme de la tradition et du sentiment religieux est susceptible de soulever les masses derrière lui. Privé toutefois de moyens d'expression et prisonnier pour la première fois d'une structure, le Destour, qu'il ne contrôle pas, il aspire à retrouver son autonomie.

L'occasion ne tarde pas à se présenter : le 8 août, des incidents éclatent à Monastir à la suite de l'inhumation de force dans le cimetière musulman de l'enfant d'un naturalisé. L'affrontement entre la population et les forces de l'ordre fait un mort et de nombreux blessés. Bourguiba suggère aussitôt à certains notables monastiriens victimes d'exactions policières de le choisir comme avocat. Pour donner plus d'éclat à son action, il les conduit le 4 septembre, sans avoir le moins du monde informé le Destour de son initiative, en délégation de protestation auprès du bey qui les fait recevoir par son homme de confiance. L'état-major du parti y voit le prétexte attendu pour circonscrire un activisme qui lui déplaît, et inflige un blâme au responsable indiscipliné. Pour

Bourguiba, la participation aux instances dirigeantes du Destour était un moyen de réaliser ses ambitions ; puisqu'elle s'avère être un frein, il en démissionne dès le 9 septembre.

Le sacre de Ksar Hellal

Le voilà de nouveau seul, mais pas pour longtemps. Le reste de l'équipe de *L'Action* se retrouve en effet rapidement en conflit avec les caciques du parti. Tout sépare les deux groupes : l'âge bien sûr mais surtout la formation, les idées et le choix des méthodes d'action. Fidèle à la tradition, Peyrouton de son côté, pourtant réputé pour sa brutalité et ses méthodes expéditives, tente d'abord d'amadouer le mouvement nationaliste en lui promettant de mettre en route les réformes qu'exige la gravité de la situation économique et sociale. Recevant une délégation du Destour début novembre, il lui promet entre autres de proclamer rapidement un moratoire agricole qui permettrait de stopper le transfert aux organismes fonciers de la colonisation des terres hypothéquées par des fellahs réduits à la misère. Il demande en contrepartie que cette promesse soit pour l'instant gardée secrète et qu'il soit mis fin à l'agitation. Au sortir de l'entrevue, les membres de la délégation se réunissent à La Marsa chez l'un des leurs, Moncef Mestiri, pour convenir de la partie de l'entretien qui sera rendue publique. Bahri Guiga, qui était membre de la délégation, refuse d'entrer dans le jeu du résident : il rejoint ses amis à Tunis et les informe aussitôt de ce qui s'est dit. « C'était la première fois de sa vie qu'il jouait le bon cheval », commentera quarante ans plus tard le président de la République, seul « hommage » qu'il aura ainsi rendu à ce compagnon de la première heure à qui plus tard tout l'opposera. La nouvelle fait le tour de la ville. Peyrouton est furieux. Les dirigeants destouriens aussi, qui

décident d'exclure Bahri Guiga, dont Sfar et Materi prennent la défense. Mais, voyant que la Commission exécutive ne reviendra pas sur sa décision, ils démissionnent en signe de solidarité, imités par Mhamed Bourguiba.

Bourguiba se joint sans tarder au noyau destourien rebelle qui entreprend tout de suite une campagne d'explication auprès des militants. « Le discours des jeunes qui voulaient agir trouva un réel écho auprès de la population », raconte Belgacem Gnaoui, dirigeant du syndicat des charretiers, qui sera plus tard secrétaire général de la deuxième centrale ouvrière tunisienne. « Au moindre signe, on était prêt à faire fermer les boutiques et à descendre dans la rue... Les jeunes nous poussaient à faire des grèves de protestation. Un jour, Ahmed Essafi, secrétaire général du parti, convoque une réunion au quartier des Andalous. Il est violemment pris à partie par les présents qui l'accusent de jouir du confort pendant que nous, nous crevons de faim dans des masures. À la sortie de la réunion, Belhassine Jrad, originaire de Metouia comme moi, vient me dire que les "scissionnistes" voulaient me voir au bureau de l'avocat Habib Bourguiba où ils m'ont reçu et m'ont félicité pour ma position. Depuis, je les ai suivis partout à travers le pays où ils tenaient des réunions, le plus souvent les jours de marché. »

Mais le groupe des « scissionnistes » n'en est pas encore tout à fait un. Sfar et Bourguiba, accompagnés de Guiga, décident de mener campagne à Ksar Hellal et à Moknine. Ce n'est pas tant parce qu'il s'agit là du Sahel, leur région d'origine que parce que, dans ces localités, les artisans, tisserands surtout, sont durement frappés par la crise. Pour faire face à leurs dettes, tous ou presque ont fait appel à la Coopérative de crédit de Chenik, et critiquent le peu d'empressement manifesté par la direction du Destour à défendre leurs intérêts. Ils ont suivi avec attention la fronde de l'équipe de *L'Action* et ne sont pas mécontents de l'accueillir chez eux pour parler de leurs problèmes, malgré l'anathème qu'a jeté sur eux la

Commission exécutive en inondant les cellules de circulaires, et à travers *El Irada*, organe du Destour, dont Peyrouton a réautorisé la parution dans l'espoir de diviser un peu plus les nationalistes. Ahmed Ayed, destourien de Ksar Hellal, franc-tireur qui a toujours soutenu les marginaux comme Mohamed Ali ou Tahar Haddad, leur organise une réunion dans la soirée. Dans la nuit froide du 3 janvier 1934, plusieurs destouriens sceptiques ou hostiles aux méthodes de la Commission exécutive, sont réunis dans le pressoir à huile de Ahmed Ayed. Ils écoutent ces jeunes avocats défendre leur conception de la lutte nationaliste. Bourguiba, dont les plaidoiries se sont limitées jusqu'ici au barreau, se découvre : « Ce fut une révélation pour moi. Je ne savais pas avant cette soirée que j'avais des dons oratoires aussi efficaces, se souvient-il. Mes articles de journaux avaient des effets dérisoires comparés à celui de mon discours qui agissait directement sur l'auditoire... D'abord ce mur de prévention auquel je m'étais heurté avant d'avoir commencé à parler, ensuite cette adhésion ; j'avais enfin trouvé le point d'appui de toute ma politique, le levier qui allait me permettre de développer ma stratégie... »

Dès lors, effectivement, les cellules sont de plus en plus nombreuses à écrire pour demander la tenue d'un congrès d'explication à Mohieddine Klibi, le directeur du parti, journaliste et redoutable polémiste, qui répond par un raidissement, révélateur du danger que représentent les jeunes contestataires pour l'*establishment* destourien. L'idée poursuit toutefois son chemin et les sections de Tunis, Menzel Temine, Moknine, Gafsa, Bizerte, y adhèrent une à une. Quant aux dissidents, ils sont partout, sillonnent le pays, déclarent qu'ils sont décidés à une confrontation loyale avec leurs adversaires. S'auto-constituant en comité provisoire, Materi, les deux frères Bourguiba, Sfar et Guiga décident de fixer la date du congrès extraordinaire qu'ils réclament en vain au parti au 2 mars 1934, et choisissent de le tenir

à Ksar Hellal. C'est là en effet que la contestation sérieuse a commencé. En outre, certains gros commerçants, clients à la Coopérative de crédit, garantissent à la demande de Mhamed Chenik le bon déroulement de la réunion. Bourguiba rédige de sa main les convocations à ces assises qui doivent trancher le différend surgi au sein de la Commission exécutive, élaborer la propagande et les méthodes d'action de l'équipe dissidente et, on y songe déjà, mettre au point le règlement intérieur de ce qui pourrait devenir une nouvelle formation.

Le jour J, quarante-huit congressistes sont là. Le poids du Sahel est déterminant : dix-neuf délégués le représentent à Ksar Hellal contre neuf pour Tunis et vingt pour le reste du pays. Il est vrai que de nombreuses cellules restées fidèles à la Commission exécutive n'ont envoyé aucun représentant. Ceux qui s'appellent eux-mêmes les « destouriens libres » ont enfin leur congrès qui trouve une fois de plus asile chez Ahmed Ayed. La façon dont il s'est tenu, les incidents qui l'ont émaillé, les motions qu'il a adoptées, vont non seulement changer le cours de la Tunisie contemporaine, mais aussi servir de référence emblématique à l'histoire officielle du mouvement national à partir de 1956. Ksar Hellal marque la date de naissance de la lutte de libération, enseignera-t-on aux écoliers d'après l'indépendance. C'est aussi le point de départ de l'irrésistible ascension de Habib Bourguiba. Tahar Sfar donne le ton en flétrissant, documents à l'appui, les méthodes de la direction destourienne accusée d'être élitiste et de tenir le peuple dans l'ignorance, sinon dans le mépris. Les délégués du sud du pays, de Metouia et de Gafsa notamment, confirment avec conviction ces propos. La salle est en fait acquise aux « scissionnistes ». Bourguiba peut donc demander sans crainte aux congressistes de « prononcer leur jugement avec franchise... de choisir les hommes qui auront à défendre en votre nom... la libération du pays ». Traitant pour la première fois les dirigeants destouriens de « vieux »,

il déclare : « Nous n'avons ni la même conception ni la même optique pour ce qui est des moyens d'action. » Habib Bougatfa, délégué de Bizerte, et Belhassine Jrad, délégué de Metouia, demandent, l'un que soit prononcée la déchéance de la Commission exécutive, l'autre que ses membres soient exclus du parti. Une fois prises ces décisions, Tahar Sfar fait adopter un règlement intérieur, faisant du nouveau parti une organisation pyramidale fortement hiérarchisée, qui part de la cellule locale pour remonter au Bureau politique via les comités régionaux et le Conseil national.

Un second Destour est né, dont la présidence est confiée au prestigieux Mahmoud Materi, et le secrétariat général à Habib Bourguiba, flanqué de Tahar Sfar comme adjoint. Les trésorier et trésorier adjoint sont respectivement Mhamed Bourguiba et Bahri Guiga.

La scission est consommée. Mais la nouvelle équipe a besoin d'une structure ; elle maintient donc tous les délégués à la tête de leur région, adoptant pour tactique de se situer dans la continuité du mouvement nationaliste tout en marginalisant l'ancienne direction. Celle-ci n'a pas l'intention de se laisser faire et décide de réunir à son tour un congrès à Tunis, à l'impasse de la rue Gharnouta. Bourguiba et l'équipe du Bureau politique mettent à cette occasion leurs nouvelles méthodes en pratique en tentant d'envahir les locaux du Destour pour se faire entendre. La Commission exécutive refuse de les accueillir. Ce faisant, elle se discrédite davantage auprès des militants séduits par les nouveaux hérauts du mouvement national. Ainsi naît le Néo-Destour, par opposition à l'Archéo ou Vieux Destour qui mettra, lui, vingt ans à mourir.

Tel qu'il se présente, le nouveau parti répond aux aspirations d'une Tunisie profondément modifiée par un demi-siècle de protectorat : toute une jeunesse nationaliste qui a grandi sous la bannière de la France aspire à secouer plus rapidement que ne le voudraient les aînés le joug de

l'occupant, et à se doter pour y parvenir de dirigeants plus radicaux. Les masses, elles, sacrifiées à l'entreprise coloniale et négligées par les caciques citadins du nationalisme, souhaitent confusément pouvoir se faire entendre. La nouvelle génération des diplômés du collège Sadiki et des universités françaises a su faire la synthèse de ces désirs. Bourguiba surtout a montré sa capacité à créer des solidarités entre le peuple et l'élite qui jusqu'alors ne communiquaient guère. Il a surtout compris qu'il fallait profiter de cette conjoncture favorable pour créer son propre instrument d'ascension politique. Le Néo-Destour prend ainsi son envol grâce à la conjonction entre les nouvelles exigences d'un peuple dominé et l'ambition d'un homme. Le tandem, on le sait, ira loin.

Naissance d'un chef

Le parti de type nouveau

Bourguiba dispose désormais d'un atout maître pour affirmer son autonomie par rapport à une galaxie nationaliste avec laquelle il ne se sent guère d'affinités : il a son propre parti. Certes, le Néo-Destour naissant n'est pas tout à fait sien, et il doit compter avec le poids de Mahmoud Materi placé à la présidence pour donner à la nouvelle formation le prestige qui lui manque, avec l'influence de ses camarades Bahri Guiga et Tahar Sfar, aussi connus que lui et suscitant moins de préventions dans certains milieux. Se faire reconnaître comme un chef, se forger une aura, ne sont pas chose facile, mais le jeune avocat qui a désormais abandonné le barreau pour la politique grâce à une subvention que lui verse le nouveau parti n'aura de cesse qu'il y parvienne. Des années décisives s'annoncent, pas tant pour le progrès des revendications nationales qui connaissent à l'époque autant de pas en avant que de retours en arrière, mais pour lui, qui va déployer ses talents dans une conjoncture troublée. Il va se servir admirablement des événements, même de ceux qui paraissent à première vue néfastes à la cause qu'il défend, et s'imposera comme un animal politique devant lequel amis et adversaires vont être contraints de s'incliner.

Il ne s'agit pas, en mars 1934, de s'endormir sur les lauriers de Ksar Hellal : le Néo-Destour, s'il existe, n'est encore

qu'un groupuscule auquel il faut gagner des amitiés et des militants et dont il faut asseoir la crédibilité. Bourguiba, qui prend goût décidément aux bains de foule et aux interventions publiques, s'en charge, en essayant d'abord d'amadouer la Résidence. Car on sait bien à Tunis que Marcel Peyrouton n'est pas un tendre, et que son arrivée dans la Régence correspond au désir de Paris de mettre rapidement fin aux « menées séditieuses » des nationalistes et autres communistes à qui la crise économique et sociale offre l'occasion d'accroître leur audience. Le 31 mars, quelques jours à peine après être rentré de Ksar Hellal, le secrétaire général du jeune parti surprend son monde en apportant un soutien public au résident général : Peyrouton est en effet en train de mettre en place une série de mesures déflationnistes destinées à alléger le fardeau du budget tunisien et qui rognent une partie des privilèges des fonctionnaires français. C'est ce qu'ont toujours réclamé les nationalistes, à quelque bord qu'ils appartiennent. Il faut donc applaudir une initiative qui répond à leurs aspirations.

Ayant ainsi montré que son parti n'entend pas faire d'opposition systématique, Bourguiba prend son bâton de pèlerin et s'en va parcourir le pays : du Sahel à Bizerte, des tribus de l'intérieur au Cap Bon, à Tunis et partout ailleurs, il faut aller aux gens et leur dire que le Néo-Destour existe, non seulement pour rallier les sympathisants d'un Archéo toujours puissant, mais pour convaincre les masses que ce parti est le leur et qu'il convient d'y adhérer pour retrouver une dignité malmenée par un demi-siècle de Protectorat. Si les mots d'ordre ne sont guère nouveaux, la méthode l'est totalement : dans chaque village, dans chaque douar, quelques militants dévoués, en général peu nombreux, persuadent les habitants de venir écouter cet homme bien mis qui vient de Tunis leur parler d'eux. La surprise n'est pas mince : hormis les régions industrielles et minières où les communistes et la CGT entretiennent de solides bastions,

les « gens du bled » ont toujours été laissés à eux-mêmes et personne ne s'est jusqu'à présent préoccupé de leur sort. Le Vieux Destour, dont l'influence n'est pas négligeable, ne parvient pas réellement à mobiliser des masses analphabètes au poids politique encore inexistant. Étonnées qu'on daigne s'adresser directement à elles, celles-ci écoutent, sont séduites, adhèrent à ce nouveau parti et s'organisent : des cellules se créent jusque dans les coins les plus reculés du pays, une structure se met en place qui fait en quelques mois du Néo-Destour une machine autrement plus efficace que toutes les formations nationalistes l'ayant précédé.

Si aucun des dirigeants néo-destouriens n'a, en ce milieu des années trente, d'affinités particulières avec le marxisme, Lénine est tout de même passé par là : le « parti de type nouveau » qu'il a créé pour faire sa révolution, qu'a copié Mussolini pour s'emparer du pouvoir en Italie, ne leur est pas inconnu. Ils ont suivi durant leurs années parisiennes la consolidation du pouvoir soviétique et les premiers pas du régime mussolinien. Un tel instrument, à condition de savoir s'en servir, peut être une arme redoutable contre l'adversaire le plus puissant : Bourguiba le sait qui pour être d'un anti-communisme sans nuances n'en connaît pas moins Lénine qui le fascine, comme du reste tous les hommes qui savent prendre le pouvoir et le garder. Si les « archéo » s'adressent à la puissance coloniale pour faire aboutir leurs revendications, les « néo », eux, s'adresseront au peuple. Voilà la différence essentielle entre le vieux parti et l'enfant terrible qui s'est détaché de lui. Pour élargir son audience, Tahar Sfar crée le journal en langue arabe *El Amal*, réplique de *L'Action* toujours interdite. En même temps, l'équipe du Bureau politique essaye de se faire connaître hors des frontières de la Tunisie.

La gauche française n'est pas insensible aux revendications des peuples coloniaux : on lui fait savoir que le Néo-Destour, sans être antifrançais, aspire à voir la Régence retrouver une partie de sa souveraineté. Au printemps 1934,

Bourguiba, toujours soucieux de se ménager des amitiés en France, invite le philosophe et homme de gauche Félicien Challaye, avec qui il entretient de cordiales relations depuis son séjour à Vichy en 1931, à faire un séjour en Tunisie. « Un jour, raconte Belgacem Gnaoui, Si El Habib me convoque à son cabinet. "Je reçois, me dit-il, un ami français, M. Félicien Challaye, et son épouse. Je vais les emmener dans le Sud, je voudrais que tu m'organises tout ça." Je lui dis qu'il peut compter sur moi mais que je n'ai pas le sou. "Moi non plus" répond Si El Habib qui descend aussitôt chez le pharmacien Ben Hamouda et m'en ramène 200 francs. Avec Belhassine Jrad, nous avons préparé l'accueil à Sfax et à Gabès ; nous étions à la fois propagandistes, gardes du corps, serveurs. C'était parfait. Bourguiba était très content. » Félicien Challaye raconte de son côté sa tournée dans le pays aux côtés de Bourguiba : « Il n'y avait pas de village où il ne prononçât un discours, où il ne visitât les familles une à une. On se levait tôt, on se couchait tard. Mais au moment où l'on s'apprêtait de bon matin à partir, on apprenait que Bourguiba était déjà en tournée et qu'il faudrait le rejoindre ailleurs. » La Peugeot 6 cylindres baptisée *Zarga* (bleue) par les militants est sur les routes de jour comme de nuit. C'est de cette époque où il propage sans relâche la bonne parole que datent certaines fidélités à Bourguiba qui ne se démentiront jamais. Quant à l'hôte français, après avoir parcouru le pays, rencontré responsables et militants, s'être informé de tout, il se persuade qu'il faut soutenir à Paris les revendications d'un parti dont les dirigeants lui assurent avec force qu'il n'a rien d'extrémiste.

L'apprentissage de la répression

Mais à la Résidence, Peyrouton s'inquiète : s'il avait accueilli avec satisfaction la naissance du Néo-Destour, y voyant une

manifestation de luttes intestines susceptibles d'affaiblir le mouvement nationaliste, il suit ses progrès d'un mauvais œil et n'apprécie guère l'activisme de son secrétaire général. Il craint que ses diatribes ne mettent le feu à un pays qui n'attend semble-t-il que cela. Car la crise économique est à son comble. L'effondrement des prix agricoles aggrave la misère des campagnes et achève de ruiner les fellahs déjà appauvris par l'extension des terres coloniales. Des dizaines de milliers d'affamés quittent leurs douars pour aller s'entasser à la périphérie des villes bien incapables d'assurer leur subsistance. La colère gronde un peu partout. Toutes les formations politiques que compte la Tunisie protestent contre la passivité des autorités face à une situation que même les fonctionnaires coloniaux qualifient de dramatique. Le climat est de plus en plus tendu et la Résidence répond aux revendications par une série de mesures d'intimidation. Le 1er septembre 1934, les journaux d'opposition tunisiens et français dont *L'Humanité*, *Le Populaire*, *Tunis socialiste* sont interdits. C'est le dernier coup de gong. Le 3 septembre, un vaste coup de filet rafle la plupart des dirigeants des principaux partis politiques du pays : les deux Destour et le parti communiste.

Bourguiba est à Monastir et s'apprête à partir pour El Jem où un meeting est prévu pour le lendemain. Mais le caïd de la ville accompagné d'une poignée de gendarmes vient le cueillir à son domicile. Sa sœur Nejia éclate en sanglots, ses nièces sont en larmes. Cette fois-ci, l'affaire est sérieuse. Peyrouton, après avoir multiplié les mises en garde, est passé à l'acte et l'homme qu'il juge décidément gênant est expédié vers ces territoires du Sud sous administration militaire qui se sont toujours distingués par leur turbulence et où il n'a jamais mis les pieds. Le convoi s'arrête à Kebili. Bourguiba est conduit chez le lieutenant Tivet qui fait fonction de chef de poste. L'accueil est courtois : l'officier lui signifie qu'il n'est point interné mais assigné à résidence, qu'il a le droit

de se déplacer dans le territoire de Nefzaoua dont dépend Kebili et qu'il peut même, s'il le souhaite, exercer son métier auprès des tribunaux militaires et charaïques de la région. Il n'est d'ailleurs pas seul : plusieurs dirigeants néo-destouriens dont Mahmoud Materi, Youssef Rouissi et son frère Mhamed ont été conduits dans cette oasis du Sud, ainsi que des responsables archéo et communistes. Mais le changement le prend de court : « Suis transféré brutalement à Kebili. Climat plus excessif. Lieu plus isolé », écrit-il dans un télégramme envoyé à Tunis dès son arrivée. Logé dans une fort modeste maison du village, il a, écrit Mathilde accourue le voir, « une chambre avec fenêtre, un lit et un matelas », mais il ne supporte pas la chaleur, a des accès de fièvre et se plaint de la nourriture et du manque de produits frais. La vie pourtant s'organise cahin-caha, entre la préparation des repas qui le distrait, les discussions avec ses compagnons d'exil et les conversations avec les gens du village intrigués par la présence de ces « bourgeois » qui font de plus en plus parler d'eux.

Pendant ce temps, l'arrestation des leaders a mis le feu aux poudres. La stratégie de Peyrouton, qui consiste à enfermer les « meneurs » tout en proclamant quelques réformes destinées à améliorer le sort des populations, paraît pour l'instant inefficace. Le Sahel s'embrase : le 5 septembre, une manifestation dégénère en émeute à Moknine, on compte des tués parmi les manifestants et les forces de l'ordre. À Sousse, Mahdia, Tunis, dans le Cap Bon, des milliers de manifestants réclament la libération des dirigeants. En fait de clémence, Peyrouton durcit le ton et, pour bien montrer sa détermination, exile le 3 octobre l'ensemble des déportés au camp militaire de Borj Lebœuf à côté duquel Kebili fait figure de villégiature. En l'absence de ses deux principaux chefs, le Néo-Destour s'organise et met sur pied un Bureau politique de remplacement autour de Salah Ben Youssef, jeune avocat originaire de Jerba et rentré de France en été,

de Bahri Guiga et de Tahar Sfar. Bourguiba de son côté tente de ne pas rester à l'écart de la bataille : il écrit aux amis qui ont échappé à la répression, préconise la poursuite de l'agitation et s'octroie même le luxe d'adresser en novembre une longue missive au résident général dans laquelle il précise ses positions tout en ménageant l'adversaire. Au-delà des arguments qu'il y avance pour sa défense, sa lettre a pour but de montrer qu'il est le véritable chef du mouvement nationaliste et que c'est avec lui qu'il convient d'entamer un dialogue nécessaire.

À Tunis, après une brève accalmie, l'agitation reprend : à l'occasion de l'Aïd es-Seghir le 1er janvier 1935, la Grande Mosquée est le théâtre d'une manifestation au cours de laquelle le bey est légèrement malmené malgré les appels au calme lancés par les dirigeants destouriens. Toute la ville arabe est en effervescence, les femmes du haut des balcons encouragent les hommes qui ont envahi les rues. La réaction ne se fait pas attendre : dès le 12 janvier, Ben Youssef, Guiga, Sfar et d'autres militants néo, archéo et communistes, vont rejoindre Materi, Bourguiba et leurs compagnons à Borj Lebœuf. Pendant plus d'un an, Peyrouton répondra ainsi à chaque manifestation par de nouvelles arrestations si bien qu'au printemps 1935, les territoires du Sud sont devenus le véritable quartier général de l'élite politique tunisienne. À Tunis, un troisième Bureau politique prend la relève sous la direction de Chedli Khairallah qui, s'il est connu pour ses sympathies nationalistes tout en entretenant des liens suivis avec la Résidence, n'est pas un néo-destourien et réprouverait plutôt les méthodes du nouveau parti. Celui-ci l'a toutefois porté à sa tête pour profiter d'une notoriété dont il a bien besoin en ces temps difficiles. Il semble avoir été utilisé par Peyrouton pour ramener les responsables néo-destouriens « à la raison ». On va même jusqu'à transférer ces derniers dans différentes localités du Sud où le chef du nouveau Bureau politique va les rencontrer pour leur prêcher le calme.

Est-ce pour les rendre plus influençables qu'on les a séparés ? Les deux frères Bourguiba sont à Tataouine, Materi est à Ben Ghardane tandis que Guiga se retrouve à Medenine et Tahar Sfar à Zarzis. De retour à Tunis, Khairallah déclare que le Néo-Destour a décidé d'abandonner les méthodes inaugurées en mars 1934, ce qui lui vaut immédiatement un démenti catégorique de Bourguiba dont la lecture des journaux constitue l'occupation essentielle. Les manifestations reprennent, Khairallah ne sert décidément à rien : début avril 1935, il part pour Rome, le consulat d'Italie lui ayant accordé un visa à la demande des autorités françaises qui souhaitent se débarrasser d'un pion devenu inutile.

Pour les exilés des territoires du Sud, c'est le retour à la case départ : ils sont de nouveau transférés dans les tristes baraquements de Borj Lebœuf, au pied de la colline sur laquelle est construite la caserne française. L'ambiance n'est pas à l'euphorie. La situation paraît désespérée : le parti est décapité et toute tentative de réorganisation est éventée d'autant plus vite qu'il est truffé d'indicateurs. Cette vie de camp qui s'éternise pèse aux prisonniers. Finie la relative bonne humeur de 1934, où l'on espérait encore que la détention serait courte et où, entre deux discussions souvent animées mais toujours cordiales, Bourguiba s'affairait auprès du réchaud pour préparer à ses camarades un de ces ragoûts dont il a toujours eu le secret. Les jours se passent à attendre les lettres et les colis, à faire conversation avec les goumiers qui se laissent attendrir moyennant pourboires et à se quereller de plus en plus fréquemment. Bourguiba devient très nerveux, il suffit qu'on le contredise pour qu'il entre dans d'épouvantables crises de nerfs, et il ne craint pas de se donner en spectacle : il hurle, déchire ses vêtements, piétine les malheureux objets qui sont à sa portée. En ces moments-là, son expression hagarde, ses yeux qui se révulsent, font parfois craindre le pire à ses compagnons. Cette propension réelle à l'hystérie jointe à un admirable art de

feindre épouvante littéralement un Materi qui n'entrevoit pas la fin de l'épreuve. Les autres aussi sont excédés.

Les disputes presque quotidiennes cachent en fait des désaccords plus profonds sur la conduite à tenir. La visite du commandant supérieur des troupes de Tunisie, le général Azan, le 10 avril, accélère les divergences qui sont apparues entre les fondateurs du Néo-Destour. Il convoque les destouriens et ne mâche pas ses mots : pas de pitié pour les « gens de désordre » qui travaillent contre la France, leur déclare-t-il en substance ; en tant que chef de l'armée, il doit les empêcher « de faire le mal » ; qu'ils se le tiennent pour dit. L'assistance est atterrée. Que peuvent contre une autorité décidée à sévir les chefs exilés d'un parti affaibli ? Guiga rend les méthodes bourguibiennes responsables de la déroute, elles n'ont servi, dit-il, qu'à provoquer la répression sans mettre le parti à l'abri des orages. Il faut abandonner l'agitation systématique pour revenir à une forme de lutte plus légaliste. Materi approuve. Ben Youssef ne critique pas l'action menée depuis Ksar Hellal, mais pense qu'il faut sortir de prison à tout prix pour tenter de sauver ce qui peut encore l'être. Tous sont d'accord pour répondre par lettre aux propos du général et l'assurer de leur modération, sans pour autant faire acte d'allégeance. Bourguiba, lui, est contre, et estime qu'écrire aux autorités démoraliserait ce qui leur reste de troupes. Le groupe se réunit le 15 avril pour une ultime discussion : la majorité a opté pour la lettre. Bourguiba, dont on connaît la position, n'a pas été convoqué. Mais il sent le danger. Tout lui paraît préférable à une marginalisation qui risque de lui être fatale. Il s'impose à la réunion, se déchaîne contre les arguments de ses compagnons et tempête pour qu'on dresse un procès-verbal du débat où sera consignée la position de chacun. « Faites ce qu'il veut, s'écrie Materi, mais faites-le taire ! »

Enfin la lettre est rédigée ; modérée dans les termes, elle réfute les accusations portées par la Résidence contre les néo-

destouriens : non, ils ne sont pas antifrançais, non, ils n'ont pas de contacts avec une puissance étrangère – la France voit en effet d'un mauvais œil les relations que certains d'entre eux entretiennent avec l'Italie –, oui, ils pensent à modérer la forme de leur activité. Si la missive est un appel implicite à la clémence, rien dans ses termes ne peut la faire passer, comme le soutient Bourguiba, pour un déshonorant *mea culpa*. Le général Azan d'ailleurs n'y répond pas. Pire, le 10 juillet, le capitaine Mathieu, commandant du camp, les informe qu'un décret beylical proroge leur détention « jusqu'à cessation des motifs qui l'ont provoquée ». Aussitôt, les prisonniers adressent une lettre au résident général. Bien qu'elle affirme : « Nous n'avons aucunement l'intention après notre retour dans nos foyers de faire ou de provoquer la moindre agitation », Bourguiba accepte sans problème de faire partie des signataires. Les dirigeants nationalistes ont-ils décidé cette fois-ci d'aller à Canossa ? Pas tout à fait : quatre d'entre eux « qui se considèrent parmi les chefs responsables » se résigneraient, écrivent-ils, à être exilés loin de la Tunisie, comme la rumeur en avait couru, si leur sacrifice pouvait décider la France à libérer les autres.

Bourguiba, curieusement, ne figure pas parmi les quatre candidats à l'exil. A-t-il accepté de signer cette lettre dans l'espoir qu'un éventuel départ de Materi, Sfar, Guiga et Ben Youssef lui permettrait de se retrouver seul patron du parti ? Car l'homme dont on ne reconnaît pas encore la primauté met tout en œuvre pour l'acquérir, quitte à faire systématiquement cavalier seul. Il envoie clandestinement le compte rendu de la réunion du 15 avril à ses partisans à Tunis en se posant comme l'unique véritable résistant à l'arbitraire colonial. Il ne parle presque plus à ses camarades et refuse même de se solidariser avec certaines de leurs mésaventures : un jour où Bahri Guiga et le communiste Léon Zana sont astreints à la « corvée de brouette » – qui consiste à transporter des pierres pendant des heures sous le soleil – après

une altercation avec des goumiers, Sfar, Materi, Ben Youssef et Bougatfa décident d'envoyer une lettre de protestation au capitaine Mathieu. « Signer pour un communiste ! s'exclame Bourguiba sollicité, vous êtes fous. » Les signataires sont envoyés au « petit camp » où les conditions de détention sont plus dures.

La lassitude et l'absence d'espoir ne provoquent pas toutefois les soumissions en chaîne attendues par la Résidence. Le seul à « craquer » est Mhamed Bourguiba qui, sitôt sa supplique écrite aux autorités et publiée par la presse tunisienne, est relâché en septembre. Sa défection peu glorieuse resserre en fait les rangs des prisonniers tandis qu'à Tunis les manifestations reprennent au début de 1936.

La brève éclaircie du Front populaire

Le cercle vicieux agitation-répression va-t-il durer longtemps ? La logique peyroutonienne n'a pas porté les fruits qu'on attendait d'elle, et Paris s'inquiète de voir la Régence en proie à l'agitation depuis si longtemps. Peyrouton, qui resservira aux heures difficiles, est remplacé en mars 1936 par le débonnaire Armand Guillon. Il n'a nulle intention d'en découdre, ses sentiments de gauche le poussant plutôt à entamer le dialogue avec tous les opposants à la « dictature peyroutonienne ». Dès lors, tout va très vite : dès le 23 avril 1936, tous les prisonniers quittent les confins sahariens pour être assignés dans les principales villes du Sud. Bourguiba se retrouve avec Ben Youssef à Jerba où le nouveau résident général vient leur rendre visite. Les malentendus semblent dissipés entre la France et ces nationalistes qu'on qualifiait naguère d'irréductibles. Le 22 mai, tous retrouvent leurs foyers et replongent d'autant plus rapidement dans l'action qu'un événement a eu lieu en France qui peut tout changer :

le 3 mai, la gauche a gagné les élections et Léon Blum est nommé président du Conseil le 4 juin.

Mais si la direction du Néo-Destour se retrouve à Tunis au grand complet, elle n'est plus tout à fait la même qu'avant Borj Lebœuf. De profondes fissures sont apparues au sein du groupe, qui ne se déclareront au grand jour qu'à la faveur d'une nouvelle crise avec la France. Dès son retour à Tunis, Bourguiba exploite largement et sans pudeur excessive son « martyre », comme s'il avait été seul à connaître les rigueurs de Borj Lebœuf. On voit alors souvent sa silhouette amaigrie par la vie du camp, son visage envahi par une barbe noire qui le fait ressembler aux romantiques du XIXe siècle, mais qu'il ne tardera pas à raser, déambuler dans les ruelles populaires de la Médina. Il soigne sa popularité et accepte, comme si c'était tout naturel, les cadeaux que font les commerçants des souks à ce chef qui porte avec une évidente satisfaction son auréole toute neuve. Son comportement volontiers débonnaire ne fait pas oublier à ses compagnons qu'il peut être un homme redoutable, et ils répugnent plus que jamais à le suivre aveuglément. Ils ne sont pas après tout ses disciples et s'estiment aussi fondés que lui à orienter et à diriger le parti. Bien sûr, la vieille camaraderie n'a pas disparu, l'éternel vagabond qu'ils ont toujours connu désargenté n'hésite pas à venir en fin de mois « taper » ses vieux amis. Quand les scènes de ménage deviennent trop violentes chez lui, car le couple Mathilde-Habib est toujours du genre orageux, c'est chez eux qu'il vient élire domicile. Si quelque chose est définitivement rompu, ils ne veulent pas et n'ont pas le temps pour le moment de s'en apercevoir.

Il faut immédiatement adopter une attitude vis-à-vis du nouveau gouvernement français. Le Conseil national du Néo-Destour convoqué le 10 juin n'hésite pas à accorder à cette France au nouveau visage un « préjugé favorable », tout en élaborant une série de revendications jugées minimales

dont on attend qu'elles soient rapidement satisfaites. Chez les dirigeants, c'est l'euphorie : leurs amitiés ont toujours penché vers la gauche depuis les années parisiennes, seule il est vrai à prêter l'oreille à leurs aspirations, et leurs vieilles relations font désormais partie des cercles du pouvoir. Il faut saisir la balle au bond. Dès la fin du Conseil national, Bourguiba est envoyé dans la capitale française où il a pour mission d'exposer la plate-forme de son parti. À Paris, les Tunisiens forment le groupe le plus important parmi les étudiants venus de tous les coins de l'Empire français. Ils sont plus de deux cents au sein desquels s'est constituée une cellule destourienne fort active. D'abord animée par Sliman Ben Sliman, elle est, après son retour à Tunis, dirigée par Habib Thameur et Hedi Nouira tandis que Mohamed Ben Khelifa, homme d'affaires et destourien convaincu, en est le grand argentier. Tous sont heureux de l'arrivée de Bourguiba dont le prestige est déjà grand auprès des jeunes. Ils aiment sa fougue communicative, même s'ils le trouvent parfois trop modéré et veulent aller plus vite dans la voie de l'émancipation. Avec Ben Sliman surtout, les discussions prennent parfois un tour véhément, car celui qu'on commence à appeler Si El Habib le trouve trop progressiste. À plusieurs reprises d'ailleurs, il interdit aux militants d'avoir des contacts avec les communistes. Ses interlocuteurs, ce sont les « socialistes de gauche » regroupés autour du journal *La Flèche* qui sont à la pointe de l'anticolonialisme – ce qui ne les empêchera pas quelques années plus tard de passer à Vichy. Il se lie aussi d'amitié avec Charles-André Julien, très au fait des questions maghrébines, qui dirige alors le Haut-Comité méditerranéen et grâce auquel il rencontre le 6 juillet 1936 Pierre Viénot, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Pour Bourguiba, c'est une première consécration qu'il n'oubliera jamais car, s'il est prêt à toutes les alliances, la France tient chez lui une place à part : il chérit ce pays qui l'a formé et c'est par lui qu'il veut être avant tout

reconnu. Le voilà donc enfin considéré comme un interlocuteur valable.

Le jour du rendez-vous, il ne peut cacher son excitation. Charles-André Julien l'accompagne. Dans le petit salon où on les fait attendre, il semble paralysé par l'émotion. Entendant l'huissier en habit appeler « M. Bourguiba » pour le faire entrer dans le bureau du ministre, il se lève, « si raide, se souvient celui qui l'accompagnait, qu'il avait au moins gagné dix centimètres ». Il en marcherait presque avec difficultés. L'entretien se passe en définitive fort bien. Bourguiba a retrouvé toute sa verve pour convaincre un Viénot qui l'écoute avec attention et à qui il vouera, pour cette entrevue, une reconnaissance éternelle.

Mais sa joie est de courte durée. Les Français de Tunisie, qui vouent une haine irréductible au gouvernement du Front populaire soupçonné d'être prêt à tous les abandons, ont hurlé en apprenant que le ministre avait reçu le chef d'un mouvement « séditieux ». À son retour d'une cure à Vittel, c'est donc en secret que Bourguiba est reçu une nouvelle fois par Viénot qui ne tient pas à s'attirer les foudres des Prépondérants. Il remet à cette occasion au ministre un mémorandum résumant la question tunisienne et les revendications nationalistes. Car si Bourguiba aime passer des heures à discuter politique, aussi bien qu'à plaisanter avec des amis et à leur faire la cuisine, il est un travailleur acharné qui prépare ses exposés longtemps à l'avance, cherche les arguments qui frappent et construit ses interventions comme des plaidoiries. À Paris, il se fait souvent aider par Hedi Nouira dont il apprécie vite les qualités et qui a également une solide réputation de bosseur. Qu'il s'agisse de travailler ou de se distraire, toute la mouvance destourienne de Paris doit être à sa disposition quand il est là. Mais s'il se distingue déjà des autres dirigeants, sa réputation est trop fraîche encore pour en faire un homme inaccessible. Il aime au contraire à séduire par une chaleur qui n'est pas feinte

et des attentions spontanées pourvu qu'on reconnaisse son pouvoir sans le lui mesurer. Volontiers boute-en-train quand il n'est pas trop absorbé par ses contacts politiques, il apprécie la bonne chère et les sorties tardives avec des camarades qui ne sont pas encore des disciples. Pour être réel auprès des jeunes, son ascendant n'a rien de pesant.

C'est en tout cas à la faveur du dialogue avec la France que s'affinent les positions du Néo-Destour. Outre le mémorandum à Viénot, Bourguiba rédige au début de l'année 1937 un document destiné à être présenté aux responsables du Rassemblement populaire qui regroupe tous les partis et les formations soutenant le gouvernement. Ces deux textes constituent une véritable charte du parti nationaliste en ce temps où l'indépendance est vue comme une échéance fort lointaine et où le terme n'est employé que très rarement et avec d'infinies précautions. On lui préfère celui d'émancipation, plus flou et moins choquant pour des interlocuteurs français dont l'ancrage à gauche ne signifie pas l'abandon du préjugé colonial. Les revendications sont en fait de deux ordres : à court terme, Bourguiba demande à la France d'introduire un peu de justice dans une Tunisie écrasée sous l'impôt, dans laquelle près d'un tiers du budget sert à financer les privilèges de tous ordres dont bénéficient les Français, d'arrêter la colonisation foncière qui prive les trois quarts de la population de sa seule ressource, de réformer la fonction publique et la fiscalité, bref de cesser de faire de la Régence la vache à lait de quelques dizaines de milliers de colons et de fonctionnaires métropolitains. Mais il faut aussi préparer l'avenir, et la France doit comprendre que le peuple tunisien est assez mûr pour gérer lui-même son destin. Certes, il n'est pas question d'abolir le Protectorat, même si Bourguiba lui ôte toute légitimité en rappelant qu'il fut imposé par la violence, mais il faut revenir à l'esprit des traités qui l'ont institué et qui prévoient explicitement un partage du pouvoir : à la puissance protectrice la conduite

des affaires extérieures de la Régence, aux Tunisiens le gouvernement de leurs propres affaires. Il s'agit donc d'instaurer progressivement une « cosouveraineté » entre la France et la Tunisie. Voilà ce que Bourguiba qualifie d'« émancipation dans l'orbite de la France », soucieux qu'il est de ne pas froisser un partenaire qu'il sait plus fort que lui et convaincu au demeurant que la Tunisie, dans la position stratégique où elle est placée, est trop modeste pour n'avoir pas besoin de protecteur. Mais s'il s'attache à présenter les revendications tunisiennes comme raisonnables, il n'en manie pas moins habilement la menace et connaît les faiblesses de l'adversaire : en cette période qui évolue déjà vers l'avant-guerre, les convoitises italiennes sur la Tunisie se précisent, la Méditerranée devient une zone plus sensible que jamais et la France aurait tort, prévient-il, de s'aliéner par trop d'immobilisme un peuple tunisien tenté d'aller chercher ailleurs les voies de sa libération. La mise en place d'un exécutif tunisien par étapes est le seul moyen de lui assurer une présence durable dans le Protectorat.

Clairement exposées, les revendications nationalistes ne varient pas pendant toute cette période. Mais la gauche au pouvoir temporise. Incontestablement libérale et désireuse de faire évoluer les relations de la France avec ses colonies, elle n'en est pas moins timide et n'ose pas heurter de front les représentants des intérêts que sa politique pourrait malmener. À Tunis où Bourguiba est rentré début septembre 1936 et où il a exposé dans un grand meeting au parc de l'avenue Gambetta les résultats de son long séjour parisien, on commence à s'impatienter. Bien sûr, le climat a changé du tout au tout : la restauration des libertés publiques donne une large marge de manœuvre aux partis et l'application à la Régence des lois sociales votées à Paris a détendu l'atmosphère. Bourguiba, quant à lui, estime avoir mérité un repos, d'autant qu'il souffre peu après son retour de l'affection qu'il supporte le plus mal : une extinction de voix.

Homme de parole bien plus que d'écrit, il considère en effet sa voix comme son meilleur instrument de travail depuis ce soir de janvier 1934 où il a découvert ses talents d'orateur. Toujours attentif à sa santé, il va comme bien des Tunisiens respirer l'air montagnard d'Aïn Draham avant de rentrer dans l'arène. Mais il prépare déjà activement la reparution de *L'Action* sous forme d'hebdomadaire. Il exulte à l'idée de se replonger dans ce métier qu'il a toujours aimé, de retrouver l'odeur de l'encre à l'imprimerie aux petites heures du matin, d'exercer à nouveau sa plume dans cette ambiance de relative liberté qui règne alors dans la capitale.

Pourtant, après l'euphorie provoquée par les premières initiatives du Front populaire, l'horizon commence à s'obscurcir. Reçus en novembre par Armand Guillon, les dirigeants néo-destouriens désapprouvent le programme qu'il leur soumet : tandis que le résident général leur parle d'élargissement des libertés politiques et sociales dans le cadre d'une assimilation réaffirmée, Bourguiba et Ben Youssef répondent notamment que la Tunisie est assez mûre pour avoir droit, comme la Syrie ou l'Égypte, à une constitution et à un parlement élu. Le fossé entre deux conceptions opposées de l'évolution des relations franco-tunisiennes ne peut être masqué par une idylle qui tend d'ailleurs à s'effriter. Les Prépondérants font tout de leur côté pour amener le gouvernement français à proclamer le caractère « indissoluble » des liens avec la Tunisie. Début 1937, des troubles ont lieu un peu partout dans la Régence : une série de grèves éclate dans les mines entre janvier et mars, et Tunis est secoué le 3 février par une émeute du pain partie du quartier populaire de Melassine que Materi, appelé à la rescousse, parvient difficilement à calmer. Personne ne veut croire pourtant que tout est perdu. Lors d'un voyage qu'il effectue en mars à Tunis, Viénot prononce à la radio un discours mémorable dans lequel il annonce une série de réformes, critique la politique d'assimilation et déclare surtout que

« certains intérêts privés des Français de la Tunisie ne se confondent pas nécessairement avec l'intérêt de la France ». Si cette phrase ravit les Tunisiens, elle décuple la haine des Prépondérants à l'égard du Front populaire. Bourguiba qui est à Paris depuis près d'un mois, applaudit à l'initiative de Viénot et multiplie de son côté les contacts pour convaincre la France d'être plus hardie dans les réformes : il rencontre les représentants du Rassemblement populaire, est reçu par le bureau de la Ligue des droits de l'Homme, voit des parlementaires et s'agite en tous sens pour prouver que la Tunisie existe.

Mais – est-ce un signe qu'il ne croit plus trop au succès du dialogue ? – il noue également des liens avec d'autres dirigeants nationalistes du monde arabe. Thameur, très lié aux milieux arabes, lui fait connaître l'émir druze Chekib Arslan dont l'influence sur les militants de l'Association des étudiants musulmans nord-africains en France (AEMNA)[1] n'est alors pas négligeable. Il rencontre aussi Messali Hadj dont les liens avec les Tunisiens sont forts étroits : Ben Sliman et Nouira n'écrivent-ils pas régulièrement dans le journal de L'Étoile nord-africaine ? Il décide à la fin du mois d'avril d'aller à Montreux assister à la conférence sur l'abolition des capitulations en Égypte. Le jeune avocat tunisien n'y connaît personne et le Machrek se préoccupe fort peu de ce qui peut se passer chez ses frères de l'Ouest. Il en faut davantage pour arrêter Bourguiba qui prend le train, traverse les Alpes qu'il ne peut s'empêcher de comparer au Bou Kornine, ayant comme la plupart des Tunisiens la manie de tout ramener au pays, s'installe au Montreux Palace où a lieu la conférence, et parvient à faire la connaissance de Nahas Pacha qui dirige la délégation égyptienne avant de rentrer à Paris puis à Tunis.

1. Cette association est, depuis sa création en 1927, un des foyers de la revendication nationaliste et un lieu de rencontre entre dirigeants et militants maghrébins.

La « méthode » Bourguiba

Jusqu'à présent, le Néo-Destour n'a guère cultivé de liens avec d'autres mouvements nationalistes et le monde arabe ne fait pas partie des centres d'intérêt de ses dirigeants, mis à part Thameur dont la dimension arabe est déjà manifeste en 1937. C'est encore une chose qui le différencie de l'Archéo-Destour dont le plus célèbre des dirigeants, le cheikh Abdelaziz Thaalbi, a passé une bonne partie de sa vie dans les pays d'Orient où il dispose de quelques solides amitiés. On apprend justement au début de l'été que le cheikh, véritable figure emblématique du nationalisme tunisien, a manifesté l'intention de rentrer au pays et qu'il aurait pris contact avec les autorités françaises pour s'assurer qu'elles ne lui créeraient pas d'ennuis à son arrivée. L'Archéo, qui dispose toujours d'un vaste réseau de cellules et qui jouit d'une large influence, même s'il est incontestablement en perte de vitesse, voit dans ce retour le moyen de redorer son blason face à un jeune rival bien remuant. Les néo-destouriens entendent quant à eux mettre Thaalbi de leur côté pour asseoir une légitimité qui leur fait encore défaut : ils organisent une grandiose manifestation où plus de dix mille personnes se pressent le 8 juillet 1937 pour l'accueillir à sa descente de bateau, montrant par la même occasion leur force et leur capacité de mobilisation. Le vieux leader manifeste quant à lui assez vite l'intention de réunifier les deux Destour sous sa houlette, et ne paraît guère séduit par l'activisme moderniste des jeunes qui ne cachent pas leurs sentiments laïques et leur attachement aux démocraties de type occidental.

Ceux-ci n'entendent pas se laisser mener. Pour Bourguiba les choses sont claires : ou Thaalbi se rallie à lui et condamne les archéo, ou il disparaît de la scène. Bourguiba est par ailleurs inquiet du prestige du cheikh, susceptible de ternir sa propre étoile qui commence à monter ; dès qu'il découvre que Thaalbi, dont les sympathies vont sans aucun doute

à ses vieux amis de l'Archéo, est moins malléable qu'il ne l'espérait, sa décision est prise de l'éliminer de la vie politique tunisienne. Mais il faut compter avec les sentiments unitaires des nationalistes et jouer le jeu de la tentative de réunification. Plusieurs réunions ont lieu chez le cheikh à La Goulette où les représentants néo-destouriens, en particulier Ben Sliman, font à chaque fois monter les enchères jusqu'à ce que la rupture soit consommée. Bourguiba lui propose alors d'aller faire une tournée conjointe dans le Sahel pour voir à qui les foules se rallieront. Mais il s'y rend avant, et du 27 août au 5 septembre prend partout la parole pour prévenir les militants contre son rival qui finit par faire le voyage seul. Le succès de cette tactique est total : à chaque fois qu'il arrive dans un village, Thaalbi est conspué aux cris de « dictateur », « traître », « vendu à l'Angleterre, vendu au résident ». Il ne se tient pas pour battu et décide d'aller mobiliser les militants dans cette région de Mateur qui est restée un fief de l'Archéo. Bourguiba pour sa part est décidé à tout pour neutraliser celui qu'il considère comme un gêneur, quitte à employer pour y parvenir des moyens pour le moins contestables. Le 25 septembre, jour choisi par Thaalbi pour haranguer la ville, Mateur est envahi par une foule de contre-manifestants dont beaucoup sont armés, venus pour la plupart de Bizerte et de Ferryville[1]. Des coups de feu sont tirés sur la voiture du cheikh qui n'en réchappe que par miracle, tandis que son chauffeur est tué. Bourguiba dément qu'il y ait eu tentative d'assassinat mais continue à envoyer ses hommes de main, recrutés dans certaines fédérations par ses fidèles, contre un adversaire qui prend peur désormais et renonce aux manifestations publiques. Le Vieux Destour a perdu la partie et les néo restent les maîtres du terrain.

Mais, parmi ses dirigeants, les plus modérés s'effrayent des méthodes employées par le secrétaire général et réprouvent le recours à l'intimidation. Pour Bourguiba en revanche,

1. Actuel Menzel Bourguiba.

soutenu par l'équipe des jeunes responsables dont l'ascendant sur le parti s'accroît, seule l'efficacité compte et le coup de force a été payant ; il est bien résolu à y recourir chaque fois qu'il en sentira la nécessité. L'occasion ne se fait d'ailleurs pas attendre : dès le mois de janvier 1938, décidé à faire passer sous sa coupe toute organisation nationale ayant quelque importance, il envoie Nouira à la tête d'une équipe de militants destituer en toute illégalité la direction de la Confédération générale tunisienne du travail (CGTT) dont le leader Belgacem Gnaoui, pourtant néo-destourien, veut préserver l'autonomie. « La veille du congrès de la centrale, Bourguiba me convoque, raconte ce dernier. — Vous avez un congrès demain, il faudrait que Hedi Nouira soit élu. — Mais il ne va pas y avoir d'élections, répond Gnaoui, c'est simplement pour examiner la situation financière. — Et puis après ? » coupe Bourguiba. Le 29 janvier, c'est un véritable « commando » qui vient renvoyer les leaders syndicalistes en place et « élire » un nouveau bureau de la Confédération à la tête duquel est placé Nouira. Qui n'est pas avec le Néo-Destour est contre lui : Bourguiba a bien l'intention de faire comprendre à tous la vérité de cette maxime, même s'il faut pour cela malmener des principes démocratiques auxquels il ne cesse pourtant de proclamer son attachement. S'il est incontestablement populaire, le Néo-Destour commence aussi à être craint. Il a mis sur pied une véritable organisation, a créé une « jeunesse destourienne » dont l'encadrement et les mots d'ordre révèlent la profonde influence du fascisme mussolinien sur un certain nombre de ses leaders. Il possède des militants disciplinés et prêts à tout et l'amateurisme n'y a pas de place. Non seulement Bourguiba est en train d'en faire son parti, mais il paraît de plus en plus décidé à ce que le nationalisme tunisien ne parle désormais que d'une seule voix : la sienne.

Sur le plan des relations avec la France toutefois, il fait encore figure de modéré. La situation est pourtant difficile.

La chute du cabinet Blum le 22 juin 1937 a fait sombrer bien des espoirs et Albert Sarraut qui a remplacé Pierre Viénot aux Affaires étrangères n'est pas là pour faire des concessions. On s'aperçoit vite à Tunis que les choses ont changé : dès le 4 juillet, la Résidence interdit toutes les réunions publiques, prenant prétexte d'une altercation entre militants français de gauche et de droite. Au Néo-Destour, l'équipe des jeunes rentrés de Paris ou sortis des écoles tunisiennes, Ben Sliman, Mongi Slim, Hedi Nouira, Bahi Ladgham, Ali Belhaouane et quelques autres, s'impatientent et réclament qu'on passe à l'action. La vieille garde souhaite en revanche exploiter toutes les possibilités de dialogue. Bourguiba hésite entre les deux tendances : il a besoin des jeunes qui l'admirent et dont il sait galvaniser l'ardeur pour parachever sa mainmise sur un parti dans lequel les caciques n'ont pas perdu toute influence. S'il sait se taire dans les réunions du Bureau politique où il n'est pas majoritaire, il continue par ailleurs de s'entretenir avec les nouveaux venus dans leur langage et d'entretenir leur flamme. Mais Bourguiba n'est pas un va-t-en guerre : il sait qu'il n'y a rien à gagner à affronter la France et qu'il faut encore essayer de parler. C'est l'esprit préoccupé par toutes ces questions qu'il s'envole pour Paris, début octobre, où il rencontre Armand Guillon ; quoique les deux hommes soient liés par une réelle sympathie, ce dernier n'a rien de bien solide à promettre à son interlocuteur qui rentre les mains vides à Tunis. Il n'y a plus grand-chose à attendre de la France, et Bourguiba le sait qui prononce dans un de ses articles une lucide et nostalgique oraison funèbre du Front populaire : « En Tunisie comme en France, le Front populaire a surtout effrayé les puissances d'argent, sans les mettre hors d'état de nuire. En Tunisie comme en France il a voulu détruire les privilèges avec le consentement, je dirais même avec la permission des privilégiés. Résultat : le Front populaire n'a pas désarmé ses adversaires, mais il a déçu ses amis. »

Quelle stratégie va donc adopter le congrès qui s'ouvre le 29 octobre 1937 au local de la rue du Tribunal ? Ce sont les premières assises du parti depuis la réunion constitutive de Ksar Hellal et l'enjeu est d'importance. Les jeunes, qui sont là en nombre et aspirent à radicaliser la lutte tout en liant la cause tunisienne aux autres mouvements de libération maghrébins, vont-ils l'emporter face à des hommes comme Mahmoud Materi dont le prestige est intact ? Les plus âgés veulent faire adopter des textes assez modérés pour échapper à une possible répression. Les nouveaux veulent inscrire l'indépendance dans le programme du parti.

Dans son discours, Bourguiba sait ménager les uns et les autres : après avoir réglé leur compte aux « marabouts » du Vieux Destour dont il stigmatise la démagogie maximaliste, il défend avec vigueur la politique de l'émancipation par étapes qu'il a toujours préconisée, et explique que le principe de la cosouveraineté laisserait à un pouvoir tunisien un large espace d'autonomie. Mais il ménage aussi les susceptibilités de la nouvelle équipe de responsables sans laquelle il ne peut asseoir son contrôle sur le parti. Car la vieille garde le gêne : il sait que ses compagnons de la première heure se méfient de ses ambitions et qu'ils le connaissent depuis trop longtemps pour accepter de voir en lui un chef charismatique, même s'ils ont plus d'une fois capitulé devant ses exigences. Un jour qu'un militant fait valoir à Materi qu'un président devrait avoir plus d'autorité qu'un secrétaire général, il l'entend répondre : « Bourguiba accepter d'être numéro deux, tu rêves ! » Après des débats souvent houleux, le congrès finit par retirer à la France le « préjugé favorable » dont le parti l'avait créditée depuis près de deux ans. Le terme arabe est plus net : la France se voit retirer la confiance. Mais il n'est pas encore question de faire passer la nouvelle attitude dans les faits. La ligne médiane a donc gagné. C'est celle de Bourguiba qui, en faisant entrer un certain nombre de jeunes dans les instances dirigeantes, affermit son autorité

sur un parti qui dispose désormais de quelque soixante-dix mille adhérents et dont les quatre cents cellules quadrillent le pays.

Mais, une fois le congrès terminé, les deux tendances continuent de s'affronter alors que la tension commence à monter au Maghreb. Au Maroc et en Algérie, la France répond par la répression aux revendications nationalistes. Bourguiba, soutenu par Ben Sliman et Ben Youssef, y voit une occasion de démontrer la force du parti et appelle à une manifestation de solidarité pour le 20 novembre 1937. Materi prend cette initiative comme une volonté de provocation vis-à-vis des autorités et met tout son poids dans la balance pour faire annuler la décision. Bourguiba sent que le rapport de forces n'est pas en sa faveur et que nombre de militants craignent de se lancer dans l'aventure. Il accepte un compromis : aucune manifestation n'aura lieu le 20 novembre mais tous les magasins arabes de la capitale seront fermés. Pour Materi, le pire est évité, mais il n'a pas de goût pour la polémique et se reconnaît de moins en moins dans ce Néo-Destour dont il est pourtant l'un des fondateurs. Au Conseil national qui a lieu les 17 et 18 décembre et qui prend un ton plus radical que celui du congrès devant le raidissement français, il offre sa démission. Elle est refusée : il ne faut pas que le parti fasse publiquement état de ses divisions. Le 1er janvier, il accepte de démissionner « pour raisons de santé », évitant ainsi au parti un débat qui aurait pu nuire à son image.

Le temps des radicaux

La stratégie de la tension semble avoir gagné au sein du Néo-Destour. Il est vrai que la situation s'y prête. La satisfaction des revendications tunisiennes cesse en effet d'être à

l'ordre du jour pour un gouvernement français qui a bien d'autres sujets de préoccupation : Hitler en Europe se fait plus menaçant et annexe l'Autriche le 13 mars 1938 ; chacun est désormais convaincu que la guerre est imminente. En Tunisie même, Paris voit avec inquiétude s'affirmer les prétentions territoriales d'un Mussolini enhardi par l'alliance qu'il vient de conclure avec Berlin. Or l'Italie cultive les meilleures relations avec un certain nombre de leaders néo-destouriens qui voient là un moyen de disposer d'une carte supplémentaire contre la France.

Le principal souci du gouvernement français est dès lors de tenir bien en mains ses colonies dans l'éventualité d'un conflit qui ne saurait tarder à éclater. Il doit donc montrer sa détermination à un mouvement nationaliste qui devient depuis quelques mois turbulent : le 8 janvier 1938, le service d'ordre tire sur une manifestation néo-destourienne à Bizerte ; six manifestants ne se relèvent pas, un septième meurt quelques jours plus tard à l'hôpital. Bourguiba se déchaîne : pendant deux mois, il fait une tournée à travers le pays pour stigmatiser la France. Le ton du leader monte et enflamme les foules venues l'écouter : « Si le sang ne coule pas sur la terre tunisienne, jamais nous ne pourrons reprendre nos libertés », assène-t-il à ses auditeurs de Bekalta. À ceux de Sousse il déclare : « Bientôt le grand jour arrivera où nous briserons les liens qui nous attachent à l'État oppresseur. » « Ceux qui tomberaient au champ d'honneur n'auraient fait que leur devoir de vrais musulmans », lance-t-il à Kalaa Kebira. Il est infatigable, toute la Régence résonne de ses appels à la révolte. À la Résidence, Guillon, dont la fibre libérale s'accommode mal de la conjoncture, est excédé et ouvre une information contre le chef du Néo-Destour pour « propos subversifs ». Celui juge-t-il désormais l'affrontement inévitable ? Quel profit compte-t-il en tirer à condition qu'il parvienne à le maîtriser ? Il n'est plus question en tout cas de jouer les conciliateurs entre modérés et maximalistes ; en

ce début de 1938, la balance penche définitivement du côté des seconds. Pourtant, le 10 mars Bahri Guiga est dépêché à Paris sur une ligne négociatrice : c'est en fait Guillon, tentant de sauver ce qui peut l'être, qui a suggéré aux néo-destouriens d'envoyer un des leurs à Paris pour y suivre les discussions qu'il doit lui-même avoir avec Albert Sarraut au sujet des réformes. Le gouvernement se décide à octroyer aux Tunisiens quelques « réformettes » qui ne touchent à rien d'essentiel et déclare même qu'il ne voit pas d'objection à ce que Bourguiba en personne vienne à Paris à condition qu'il ne fasse aucune « déclaration intempestive ». Guiga envoie son rapport.

Mais entre-temps à Tunis tout a changé : le Conseil national du parti convoqué à la hâte le 13 mars sous la pression de ses « jeunes Turcs » encouragés par Bourguiba décide de passer à « l'action directe » contre la France : réclamant la convocation d'un parlement tunisien, il menace d'organiser une série de manifestations de masse sur tout le territoire et d'appeler à la grève de l'impôt et du service militaire si ses revendications ne sont pas satisfaites. Materi ayant démissionné et adjurant de loin ses anciens camarades d'éviter que le sang coule inutilement, Guiga en voyage, la majorité est facilement acquise pour voter ces décisions qui entérinent la rupture avec la France. Tahar Sfar qui a longtemps fait figure d'idéologue du parti démissionne alors du Bureau politique pour marquer sa désapprobation. À Paris, Guiga, stupéfait, reçoit de Ben Sliman et de Bourguiba des instructions selon lesquelles il doit réclamer aux autorités françaises la création d'un parlement tunisien. Il court télégraphier à Tunis qu'il n'en est pas question. Là-bas, les manifestations de plus en plus violentes se multiplient. Bourguiba, quant à lui, est malade et ne quitte pas son appartement de la place aux Moutons où se succèdent les visiteurs venant l'informer de l'évolution de la situation. Maladie réelle ou diplomatique ? Les deux sans doute tant est grande chez lui la capacité

d'auto-suggestion. S'il est loin d'être un poltron, il n'aime pas prendre de risques inutiles et personne ne l'a jamais vu à la tête d'une manifestation. Et puis, la fièvre est un excellent alibi pour brouiller les cartes... Sa femme, ses nièces et ses neveux se succèdent à son chevet.

Au-dehors on craint le pire. Le 4 avril, Ben Youssef est arrêté. Le surlendemain, c'est au tour de Ben Sliman d'être emmené par les policiers. Le 7, une délégation est envoyée à Hammam Lif pour demander au bey leur libération, tandis qu'on prépare une grande manifestation pour le 8. L'atmosphère est si tendue qu'elle peut être propice à tous les débordements. Pour éviter l'irréparable, Materi décide alors d'en prendre la tête. L'imposant cortège se déploie dans Tunis, arrive sans incident jusqu'à la Résidence et se disperse après qu'Armand Guillon a accepté de recevoir l'ancien président du Néo-Destour dont il connaît la modération. Le résident, qui n'est guère enthousiaste à l'idée d'avoir du sang sur les mains, se déclare prêt à recevoir une délégation néo-destourienne pour négocier les termes d'un retour au calme. Materi court avertir Bourguiba qui, toujours au fond de son lit, cache mal sa fureur. La manifestation qui vient de se terminer n'a pas eu l'issue qu'il espérait. Hirsute, l'œil enfiévré, le pyjama débraillé, mais somme toute confortablement installé dans sa chambre à l'abri du tumulte, il n'éprouve visiblement aucune honte à lancer à la tête d'une de ses nièces venue lui raconter ce qui se passait en ville : « Puisqu'il n'y a pas eu de sang, nous n'avons rien fait. Il faut recommencer. Il faut que le sang coule pour qu'on parle de nous[1]. »

Un plan est mis au point avec quelques responsables également pressés d'en découdre : une nouvelle manifestation aura lieu le 10 et l'on installera des barrages dans les rues, gardés par des hommes armés. Reçu fraîchement, Materi

1. Témoignage d'une proche parente de Bourguiba qui a joué un rôle dans le mouvement nationaliste.

écoute avec stupéfaction la réponse de Bourguiba à la proposition du résident général : d'accord pour la délégation, à condition qu'elle soit composée des dirigeants actuellement sous les verrous. Guillon ne peut évidemment pas accepter un tel ultimatum qui ressemble fort à une fin de non-recevoir. Tout est prêt pour le 10 avril. Mais le 9, Ali Belhaouane qui vient d'être arrêté comparaît devant les juges. Or cet excellent orateur est un des leaders les plus populaires de Néo-Destour. Un attroupement se forme aussitôt devant le palais de justice. La foule en colère est encadrée par les militants. On aperçoit même quelques Italiens armés parmi les manifestants. L'Italie juge-t-elle l'occasion rêvée pour précipiter une rupture entre le Néo-Destour et la France dont elle pourrait tirer bénéfice ? D'où part le premier coup de feu ? Les forces de l'ordre tirent en tout cas sans sommation. C'est la boucherie. La foule se rue dans les immeubles avoisinants pour échapper à la fusillade. Les corps jonchent le sol. La tuerie se solde par une quarantaine de morts et des dizaines de blessés. Bourguiba aurait-il pu s'il l'avait voulu arrêter la manifestation ? Il prétend qu'il ne savait rien de la comparution ce jour-là de Belhaouane et que, les événements s'étant succédés très vite, il a appris qu'une manifestation avait lieu alors que l'irréparable était déjà commis. Materi jure en revanche qu'il est allé l'avertir avant qu'elle ne tourne à l'émeute. Quoi qu'il en soit, pendant que Tunis compte ses morts, l'état de siège est proclamé le soir du 9 avril. Dans la nuit, la police pénètre dans l'appartement de la place aux Moutons : comme la plupart des dirigeants néo-destouriens encore en liberté, Bourguiba est conduit en prison. Trois jours plus tard, la dissolution du Néo-Destour est décrétée et le tribunal correctionnel se dessaisit de l'instruction du dossier au profit du tribunal militaire. Le 24 avril, Bahri Guiga est arrêté à Paris et ramené à Tunis sous bonne escorte.

Le sang a coulé. Est-ce pour autant la victoire ? L'affaire est bien plus grave que la déportation à Borj Lebœuf de

l'époque peyroutonienne. Les accusations portées contre le Néo-Destour sont lourdes et pourraient valoir la corde à ses principaux dirigeants. En ces temps d'avant-guerre, on ne plaisante pas quand il s'agit de collusion avec une puissance étrangère. Mais le parti qui est maintenant celui de Bourguiba a-t-il vraiment bénéficié du soutien actif d'une Italie dont les Tunisiens connaissent et craignent les prétentions sur leur pays ? Qui dans cette affaire veut jouer au plus fin et quels dividendes va tirer Bourguiba de cet épilogue sanglant qu'il a tout fait pour provoquer ? Tous les responsables sont sous les verrous et la répression s'abat sur un parti décapité qui avait pourtant réussi en peu d'années à acquérir une place prépondérante sur l'échiquier politique tunisien. L'épreuve va-t-elle accroître sa puissance ? Est-ce le but poursuivi par son chef ? De toute façon, est arrivé ce qu'il avait voulu. En quelque sorte, il a donc gagné, et va tenter d'affermir encore son autorité sur le parti dont il est parvenu, en quatre années, à faire son instrument. Il est difficile en tout cas d'imaginer ce que serait devenu celui qui émerge comme un leader si un nouvel événement n'était pas venu tout changer dans les rapports franco-tunisiens : la guerre.

Les années de silence

La cassure

Mathilde regarde partir un mari qu'elle ne voit déjà pas beaucoup. La prison, elle sait ce que cela veut dire. De nouveau, il va falloir préparer les couffins, attendre les jours de visite, servir de boîte aux lettres pour maintenir les liens entre le prisonnier et l'extérieur. Le parti, heureusement, lui donne de l'argent pour lui permettre de tenir. Et puis, tout le monde est si gentil avec la femme de Si El Habib. Au marché, les commerçants refusent de se faire payer et certains lui donnent même subrepticement de gros billets en faisant mine de lui rendre la monnaie. C'est qu'en ces temps difficiles, il vaut mieux ne pas se faire remarquer. Depuis le 9 avril, la police est partout à l'affût des actes de sabotage qui se multiplient. Très vite, en effet, les dirigeants néo-destouriens ayant échappé au coup de filet plongent dans la clandestinité. Que faire ? Un Bureau politique est mis sur pied sous la direction de Bahi Ladgham et donne des instructions aux militants : attendre d'abord pour ne pas compromettre une possible libération des détenus dont la rumeur court un moment à Tunis, puis passer à l'action directe individuelle. Chacun doit se débrouiller avec les moyens dont il dispose pour maintenir coûte que coûte l'agitation. Les uns volent des bâtons de dynamite dans les carrières, d'autres vont scier la nuit des poteaux télégraphiques. Plus le temps passe, plus

les actions se font hardies malgré les arrestations successives qui démantèlent périodiquement les nouvelles structures hâtivement mises en place. Bahi Ladgham est arrêté en mai et relâché trois mois après, faute de preuves tangibles. Il convoque un congrès clandestin du parti en octobre 1938 pour arrêter la marche à suivre : une quarantaine de personnes parviennent à se rassembler au domicile d'un militant sûr, on essaye d'unifier les actions tout en laissant à chacun le soin de prendre des initiatives.

De sa cellule de la prison militaire de Tunis, Bourguiba approuve ce qui se fait au dehors. Sa situation lui interdit de contrôler réellement l'action du Néo-Destour mais il a des contacts suivis avec les responsables : Mathilde, et surtout ses avocats tunisiens Mohamed Noomane et Hedi Khefacha, sont d'excellents messagers, et chacune de leurs visites apporte au leader de précieuses informations. Il reçoit un jour un hôte inattendu. Alors qu'il médite comme souvent sur la précarité de sa situation, il voit s'ouvrir la lourde porte de sa cellule et apparaître Gaston Bergery, de passage à Tunis, qui racontera plus tard l'entrevue en ces termes : « ... Barbu, hirsute, couvert de vermine, c'était M. Bourguiba. Sitôt qu'on m'eût nommé, il me prit dans ses bras en criant : "Je reconnais en vous la France éternelle qui ne m'a jamais déçu et qui vient vers moi !" Je me trouvais fort embarrassé du romantisme de la situation... » Deux avocats français, qui sont des amis politiques, sont également choisis par le parti pour assurer sa défense : le frontiste André Berthon et M[e] Dominique, vice-président du parti radical-socialiste.

Car c'est à la prison que se jouent pour l'instant les choses les plus importantes. L'instruction du procès suit son cours, menée à la hussarde par le colonel Maurice de Guérin du Cayla. Cet officier aux brillants états de services n'est pas un tendre, mais c'est un homme intelligent ; il recourt avec autant d'efficacité à la ruse qu'à l'intimidation pour accu-

muler des preuves, et connaît fort bien le Néo-Destour et ses rouages. Bien des années plus tard, ceux qui ont comparu devant lui parlent de « de Guérin » avec une crainte où l'on distingue aussi du respect. Ils avaient affaire à forte partie. Même Bourguiba le reconnaît. Toute l'activité du parti depuis sa création est passée au peigne fin ; ce qui a pu être retrouvé de la correspondance entre les responsables – dans l'après-midi du 9 avril son fidèle factotum Allala Laouiti a pris soin d'aller vider le coffre-fort de Bourguiba au cabinet de la rue Bab Souika – est présenté comme pièces à conviction ; mais surtout, les interrogatoires révèlent la profondeur de la scission qui a eu lieu entre modérés et radicaux du Néo-Destour.

La longue instruction de ce procès qui n'aura jamais lieu est un véritable psychodrame. Dans l'enceinte de la prison, des camps se forment. Bourguiba n'entend pas que ses premiers compagnons qui sont devenus ses adversaires révèlent publiquement certaines de ses méthodes pour le moins douteuses : les Conseils nationaux « bourrés » pour fabriquer des majorités, les initiatives prises en dehors de toute décision du Bureau politique, le double langage constant selon qu'il s'adresse à la France ou aux masses, le recours aux hommes de main pour gagner des parties difficiles. Dans leurs dépositions, s'ils ne renient pas leurs convictions destouriennes, Materi, Guiga et Sfar apportent des pièces au dossier d'un autre procès, celui de la « dictature » bourguibienne qui commence. Bourguiba est furieux. Ses fidèles couvrent les dissidents d'insultes et les qualifient de traîtres. Tahar Sfar, qui a écrit un mémoire à l'adresse du juge d'instruction où il expose par le menu tout ce qui l'oppose à Bourguiba, est malmené à plusieurs reprises par quelques « gros bras » du parti arrêtés eux aussi à la suite du 9 avril. Cet homme à la santé fragile et à la lumineuse intelligence que Bourguiba admirait tant dans sa jeunesse et qui fut, à coup sûr, l'un de ses meilleurs amis, ne résiste pas à l'épreuve et sombre dans

une dépression qui le conduit inexorablement à la mort quelques années plus tard, en 1942. Dans cette ambiance de règlements de comptes, des haines se cristallisent, qui ne s'éteindront jamais, des personnalités se révèlent, des hommes émergent qui, autour de Bourguiba, assureront la direction du parti pendant plus de deux décennies.

La cassure révèle aussi deux visions antinomiques de l'action politique : les aînés ne sont pas prêts à tout pour atteindre le but, ils ne croient pas que la fin justifie les moyens, l'indépendance est davantage pour eux un idéal qu'un objectif précis, et ils n'ont nulle envie de faire, pour y parvenir, table rase du passé. Bourguiba, lui, n'a pas de ces scrupules et la fougue de ses jeunes compagnons sur lesquels il aime à exercer son ascendant lui est un précieux appoint. Tout doit plier à sa volonté : le Bureau politique n'est pas d'accord ? Il se fiche de sa majorité comme d'une guigne. Il faut quelques coups de poings pour briser un adversaire ? Il ne s'arrête pas à ces détails. Il doit avancer vers l'objectif, peu importent les dégâts causés sur le chemin. Son interrogatoire est interminable : de Guérin a beaucoup de choses à lui demander. Tour à tour cynique, émouvant, convaincant, souvent courageux, toujours habile, il défend les principes et les formes de son action depuis 1934, précise la doctrine et les aspirations du Néo-Destour, ne se laisse pas piéger par un juge d'instruction pourtant orfèvre en la matière.

L'occasion lui est même miraculeusement donnée en janvier 1939 d'exposer une nouvelle fois publiquement ses thèses, à la faveur d'un drôle de procès. Le 22 novembre 1938 en effet, le nouveau résident général Eirik Labonne vient prendre la place d'Armand Guillon qui n'est pas fait pour les épreuves de force. Le port de Tunis regorge de monde, tous les notables français et tunisiens sont là pour accueillir le nouveau « vice-roi ». Un groupe de jeunes filles voilées se met soudain à crier : « Vive la Tunisie, vive la France ! À bas les privilèges ! Vive Bourguiba, vive le Destour ! » La police

a vite fait de les ceinturer et de les emmener au commissariat. Ce sont les deux nièces chéries de Si El Habib accompagnées de quelques-unes de leurs amies de bonne famille. Le jour de leur procès, Bourguiba est convoqué à la barre comme témoin. Il arrive, menottes aux poignets, en costume, un burnous jeté sur les épaules. Il a l'air au mieux de sa forme. L'auditoire se lève et lui fait une ovation. « Faites évacuer la salle ! » crie le président. En fait de témoignage, le prisonnier se livre à une défense et illustration de son parti, réfute les accusations de collaboration avec l'Italie, et déclare qu'il ne désespère point d'une France qu'il continue d'aimer malgré les violences auxquelles elle se livre. Quant aux téméraires jeunes filles, elles sont acquittées. Les Français ne savent à vrai dire comment prendre ce diable d'homme. La notice individuelle qui accompagne l'acte de transmission de l'instruction précise qu'il « nie de façon générale les paroles qui lui sont reprochées », ajoutant qu'il « n'est jamais dépourvu d'argument ». Elle le dépeint, en se fondant sur des témoignages, comme « un caractère entier, rebelle aux conseils, prétentieux, susceptible, méfiant, jongleur de mots, poltron, ayant un art de feindre admirable ».

C'est cet homme-là qui, avec dix-huit de ses compagnons, est inculpé le 10 juin 1939, après un an d'instruction, d'incitation à la guerre civile et de complot contre la sûreté intérieure de l'État. L'accusation d'intelligence avec une puissance étrangère n'a pas été retenue : une lettre adressée par un haut fonctionnaire du ministère italien des Affaires étrangères à Bourguiba et évoquant avec précision ses relations avec le régime mussolinien avait d'abord été versée au dossier. Après l'avoir faite étudier, Armand Guillon décide qu'elle est apocryphe et la fait disparaître. La seule pièce à conviction à l'appui de cette accusation est ainsi frappée de nullité. Mais les autres chefs d'inculpation peuvent largement conduire les dirigeants néo-destouriens devant un peloton d'exécution. Pour l'instant, c'est au pé-

nitencier de Teboursouk qu'ils sont transférés en novembre 1939, les autorités ayant fini par être excédées de constater que la prison militaire de Tunis est une véritable passoire qui n'empêche aucun contact avec l'extérieur. Elles espèrent que l'éloignement de la capitale mettra bon ordre à cela. Il n'en est rien : de Teboursouk, Bourguiba et ses camarades continuent d'envoyer des messages et de recevoir des informations sur ce qui se passe dans le pays.

Au Fort Saint-Nicolas

L'heure est grave : la France est en guerre depuis le 3 septembre. En Tunisie, l'agitation s'accroît, de nombreux réservistes tunisiens refusent de se laisser enrôler. Les sabotages reprennent de plus belle : le 12 octobre, le réseau téléphonique aboutissant au quartier général de l'armée à la Rabta est détruit par une explosion. Une charge de dynamite endommage le mur extérieur de la caserne de la Kasbah. Habib Thameur, qui est rentré de Paris, prend en mains la direction clandestine du parti surtout après l'arrestation des membres du V[e] Bureau politique en novembre. Ainsi le Néo-Destour essaye de résister à chaque vague de répression en mettant sur pied une nouvelle équipe dirigeante recrutée parmi les responsables encore en liberté. Parallèlement au parti, un comité de résistance animé par Béchir Zarg El Ayoun multiplie les attentats et fait parler de lui à l'extérieur : les émissions de Radio Berlin en arabe font régulièrement état de l'agitation antifrançaise dans la Régence. Il est vrai que de nombreux nationalistes éprouvent de vives sympathies pour l'Allemagne, les uns parce qu'ils sont séduits par le fascisme et par la démagogie pro-arabe des Germano-Italiens, les autres parce qu'ils pensent que les ennemis de leurs ennemis ne peuvent être que des amis. Les membres du comité de

résistance sont arrêtés en janvier 1940, ceux du Ve BP sont sévèrement jugés en février : Bahi Ladgham et ses compagnons passeront les longues années de la guerre au terrible bagne de Lambèze dans le Sud algérien où ils seront rejoints par plusieurs communistes de Tunisie hostiles à Vichy.

Devant la montée des périls, on décide d'éloigner les inculpés du 9 avril qui attendent toujours leur procès. Ils sont sortis le 26 mai de leurs cellules et embarqués à bord de *L'Alcyon*, contre-torpilleur de la marine française. Le lendemain, Marseille est en vue, dominée par la sombre silhouette du haut Fort Saint-Nicolas, le pénitencier militaire de la ville. C'est là qu'on emmène les prisonniers, quelques jours à peine avant le déferlement des troupes allemandes sur la France et la capitulation de Pétain promu, avec la bénédiction de l'envahisseur, chef de l'État français et champion de la collaboration. La cellule est infecte, si humide qu'on y pataugerait presque, et infestée de rats. Jetés là en pleine guerre, sans amis pour les aider, les détenus ne donnent pas cher de leur peau en ce début d'été 1940. Mais Marseille est la porte de la Régence, de nombreux Tunisiens y sont installés, les étudiants apprennent vite que les chefs nationalistes sont internés à quelques centaines de mètres d'eux. Il y a même ici Mohamed Ben Khelifa, l'argentier parisien du Destour, qui a fui la zone occupée. Très vite, les prisonniers échappent à l'isolement. Ben Khelifa, qui a retrouvé à Marseille Azoulay, un ami juif tunisien travaillant dans un restaurant, s'occupe avec lui des couffins. Malgré la pénurie et le marché noir, on arrive à leur monter deux fois par semaine d'abondantes quantités de victuailles. La plupart du temps, Bourguiba est sombre et silencieux dans un coin de la pièce. À la vue des couffins, il se prend parfois à les bourrer de coups de pied en renversant leur précieux contenu et en hurlant : « Je ne veux pas qu'on m'apporte à manger mais qu'on me sorte d'ici ! » Ses amis essayent de le calmer mais n'arrivent souvent qu'à l'exaspérer davantage,

Mongi Slim surtout, qu'il ne supporte pas. Il voue d'ailleurs aux Slim une antipathie collective et fait d'eux le symbole de cet esprit « mameluk » et tunisois qu'il déteste avec sa violence coutumière ; s'ils épluchent souvent les légumes ensemble, Bourguiba étant toujours prêt à faire la cuisine, ils saisissent le moindre prétexte pour ne pas s'adresser la parole pendant plusieurs jours. L'atmosphère de la chambrée n'est pas toujours des plus amènes.

On pense à Tunis aux moyens de les faire libérer. Après tout, le Néo-Destour a des amis à Vichy, la capitale du nouvel État français, surtout parmi les frontistes qui, comme Berthon ou Bergery, ont rallié Pétain. Celui qu'on surnommait naguère le Satrape, Marcel Peyrouton, est par ailleurs ministre de l'Intérieur du Maréchal. Me Hassen Guellaty, notable réformiste et avocat des nationalistes, est envoyé à Vichy voir ce qu'il y a lieu de faire. Mais Peyrouton est intraitable : alors que les autorités françaises, de quelque bord qu'elles soient, ont toujours ménagé Bourguiba, faisant de lui un interlocuteur privilégié, et tâchant, même en période de crise, d'éviter l'irréparable, l'ex-Résident général – qui a d'ailleurs retrouvé son poste à Tunis pour quelques mois au début de la guerre avant d'être remplacé en juillet 1940 par l'amiral Jean-Pierre Esteva – le considère comme un homme dangereux ; il est le seul Français à avoir affirmé publiquement que Bourguiba aurait dû être fusillé. Il n'est donc pas question pour lui de le sortir du pénitencier marseillais. Il consent toutefois à élargir une partie des inculpés qui ne figurent pas parmi les dirigeants. En septembre, onze d'entre eux, dont Youssef Rouissi, Hedi Chaker, Allala Laouiti, sont assignés à résidence dans le petit village provençal de Trets. Ils y resteront près de trois ans. Ne demeurent donc au Fort Saint-Nicolas que les « têtes » : Ali Belhaouane, Salah Ben Youssef, Sliman Ben Sliman, Hedi Nouira, Mongi Slim, Habib Bourguiba et son frère Mahmoud.

Bourguiba prend très mal l'annonce de son incarcération prolongée. Mais il faut bien s'y faire. Leurs conditions de détention se sont heureusement améliorées et ils obtiennent quelques mois plus tard le régime politique. Les visites se succèdent au pénitencier qui devient la halte obligée de nombreux Tunisiens de passage à Marseille. Les prisonniers suivent à la radio le déroulement de la guerre et parviennent à avoir régulièrement des nouvelles du pays. Elles sont préoccupantes. L'agitation ne s'y est pas calmée. Le 13 janvier 1941, la direction clandestine du parti connue sous le nom de VIe BP est arrêtée. Habib Thameur et Taïeb Slim, qui ont réussi à échapper au coup de filet et tentent d'atteindre la Libye, sont rattrapés à Ben Ghardane. Leur fuite est d'ailleurs critiquée par de nombreux Tunisiens : n'ont-ils pas, en essayant de se réfugier à Tripoli, donné corps aux vieilles accusations de collusion entre le Néo-Destour et l'Italie ? En juillet, c'est au tour du VIIe BP dirigé par Rachid Driss d'être mis sous les verrous. Les procès n'en finissent pas, de lourdes peines sont prononcées.

À l'extérieur, la guerre fait rage et la majorité des dirigeants du Néo-Destour s'est résolument rangée du côté des forces de l'Axe qui ont de nombreux alliés dans le monde arabe où se développe un vaste mouvement pro-nazi. Vichy n'est pas pour autant prêt à la clémence envers eux car, pour la « droite nationale » qui tente de gouverner la France, la sauvegarde de l'empire est la seule grande bataille qui vaille. D'autant que l'amiral Esteva rencontre bientôt dans son entreprise de remise en ordre de la Régence un nouvel adversaire en la personne du bey. Le 19 juin 1942, le bey du camp Moncef succède au vieil Ahmed Bey dont la France n'avait eu qu'à se féliciter. Fils de Naceur Bey à qui ses sympathies destouriennes avaient valu en 1920 quelques démêlés avec la Résidence, ayant dans la population la réputation d'un prince intègre et équitable, il a déjà 62 ans quand il monte sur le trône, mais n'entend pas jouer les marionnettes comme

son prédécesseur, et il est animé de vifs sentiments nationalistes. Très vite, il rompt avec la tradition beylicale de soumission à la France en envoyant à Pétain dès le mois d'août une lettre qui est un programme de réformes en seize points reprenant les principales revendications nationalistes. Les relations entre la Résidence et le palais deviennent détestables. Quelques mois après son intronisation, Moncef s'entoure d'hommes aux sentiments antivichystes notoires : renvoyant le ministère Lakhoua, il forme un nouveau gouvernement dirigé par Mhamed Chenik dans lequel on trouve de vieux libéraux comme Mohamed Badra, le général Sadok Zmerli ou l'ancien président du Néo-Destour Mahmoud Materi.

La Tunisie en guerre

C'est dans cette atmosphère lourde de crise que la Tunisie devient, à la fin de 1942, l'un des principaux champs de bataille de la guerre : refoulée de Libye par les troupes britanniques du maréchal Montgomery, l'armée allemande d'Afrique se replie en Tunisie. Début novembre, toute la Régence est sous le contrôle des troupes de l'Axe. Mais, le 8 novembre, les Anglo-Américains débarquent en Afrique du Nord pour prendre l'adversaire à revers et avancent à marches forcées vers la frontière tunisienne. La bataille fait rage à l'ouest du pays et le front se stabilise autour de Medjez el Bab. Le 1er décembre, tous les dirigeants destouriens internés sont libérés par les Allemands et retrouvent leur liberté d'action. Un Habib Thameur, mais surtout un Rachid Driss ou un Taïeb Slim ne cachent plus leurs sympathies pro-nazies et appellent la population à collaborer avec l'Axe. Mis à part les communistes qui organisent rapidement une résistance clandestine, l'hostilité à l'occupation allemande vient essentiellement d'une partie de l'entourage beylical.

Instamment prié de condamner publiquement les bombardements alliés sur la Régence, Moncef Bey essaye de sauvegarder la neutralité de son royaume dans un conflit qui le dépasse, et certains de ses plus proches conseillers tentent d'établir un contact avec les lignes alliées.

Pendant ce temps, Bourguiba ronge son frein dans sa cellule marseillaise. Il est inquiet. Au pénitencier aussi, les discussions ont été souvent vives durant les deux longues années qui viennent de s'écouler. La plupart des prisonniers ne cachent pas leur souhait de voir l'Allemagne sortir victorieuse de la guerre, pensant entre autres que la défaite de la France hâterait l'heure de l'indépendance. Bourguiba n'est pas de cet avis, il ne croit pas qu'Hitler puisse l'emporter. Un soir de décembre 1940, ils suivent à la radio la bataille d'Angleterre. « Les Allemands l'ont perdue, déclare Bourguiba, alors ils ne gagneront pas la guerre, ce n'est qu'une question de temps[1]. » Ses camarades, sauf Ben Youssef qui semble partager ses vues, essayent en vain de le convaincre du contraire. En 1942, alors que l'armée allemande piétine devant Stalingrad, il est convaincu que la défaite de l'Axe ne peut plus être très lointaine. Le comportement des néo-destouriens l'ennuie : ce serait folie selon lui que de se retrouver à l'issue de la guerre du côté des vaincus. La morale n'a pas de place dans son raisonnement et l'enjeu idéologique du conflit ne le préoccupe guère. Bien sûr, il n'est pas un sanguinaire et la barbarie nazie le choque ; sa fibre « radical-socialiste » lui a toujours fait admirer les démocraties libérales, et l'esprit républicain de la France des droits de l'Homme éveille en lui de réelles sympathies. Mais Mussolini le fascine aussi depuis longtemps, et il n'est pas sans apprécier la redoutable efficacité de « l'ordre nouveau ». Là n'est pourtant pas l'essentiel, Bourguiba est avant tout tunisien et « bourguibiste » et, dans le jeu difficile qui s'annonce, il faut être du bon côté. À partir de 1942, il multiplie les

1. Juliette Bessis, *op. cit.* Témoignage de S. Ben Sliman.

mises en garde aux néo-destouriens contre leur tentation de collaborer ouvertement avec le régime nazi : il en parle à ses visiteurs tunisiens et les adjure de faire part de ses opinions à ses compatriotes. En février 1942, il refuse même de profiter d'une possibilité de mise en liberté grâce à la clause dite « de l'armistice » qui prévoit la libération sur l'ordre des autorités occupantes de personnes qui ont aidé celles-ci avant la guerre. C'est Berthon, son ancien avocat, bien en cour à Vichy, qui a eu cette idée, et l'Italie qui veut les mettre dans son jeu, pousse Berlin à faire relâcher les nationalistes tunisiens internés en France. Dans une lettre adressée à M[e] Hassen Guellaty, il déclare haut et fort qu'il ne saurait être libéré que par l'autorité française. La lettre est rapidement connue à Tunis puisque M[e] Tixier-Vignancourt, dignitaire de l'État pétainiste et défenseur des membres du VI[e] BP, la produit au procès de ces derniers pour démontrer le loyalisme de leur chef à l'égard de la France. Elle provoque chez les destouriens des sentiments contradictoires : tandis qu'une minorité de partisans de Bourguiba approuvent sa conduite, les germanophiles du parti la critiquent vertement, estimant qu'il aurait dû profiter de l'occasion pour rentrer à Tunis se replonger dans l'action.

Mais Bourguiba sait, lui, qu'une telle libération lui vaudrait immanquablement, le jour de la victoire française, l'accusation dangereuse de collaboration. Il continue donc à essayer d'influencer la ligne du parti dans un sens moins défavorable aux Alliés. Ce n'est pas facile car la correspondance entre les prisonniers des deux rives de la Méditerranée est étroitement surveillée. En août 1942, une occasion se présente. Depuis plusieurs mois, Mathilde attend l'autorisation d'aller voir son mari, car il n'est pas facile de voyager en temps de guerre, et multiplie les démarches à tel point que Bourguiba, toujours soucieux de sa réputation, lui enjoint de ne pas s'abaisser à des « attitudes humiliantes » : « N'oublie pas que tu portes mon nom et que de ce fait, tu as la charge

de mon honneur », lui écrit-il. Mais elle parvient enfin à quitter Tunis et s'installe avec Habib junior qui a déjà 15 ans dans un petit hôtel de Marseille, non loin du pénitencier. Sa femme et son fils qu'il n'a pas vus depuis deux ans rendent plusieurs fois visite à Bourguiba cet été-là et doivent rentrer début août à Tunis.

Profitant, dit-il, de cette opportunité, il aurait chargé le jeune Habib, le jour de sa dernière visite, d'une longue lettre à Habib Thameur qui continue de diriger le parti depuis la prison civile de Tunis où il est interné jusqu'à l'arrivée des Allemands. Il y aurait entre autres écrit sur un ton délibérément dramatique : « L'Allemagne est en train de perdre la guerre et nous n'y pouvons rien ; or l'essentiel pour nous, c'est qu'à la fin de la guerre... nous nous trouvions dans le camp des vainqueurs, ayant contribué si peu que ce soit à la victoire commune... Nous aurons par notre seule attitude acquis des titres à l'estime et au respect de la France et des Alliés, ce qui serait... une magnifique base de départ et un atout formidable pour nos luttes futures. » L'ordre aurait donc été formel et solennel : « Notre soutien aux Alliés doit être inconditionnel. » Tunis toutefois ne semble tenir aucun compte des injonctions qui ne ressemblent guère, en outre, au ton habituel de la correspondance entre Bourguiba et les autres dirigeants. On n'apprendra que plus tard l'existence de cette lettre, à tel point que certains se sont demandé si elle avait vraiment été écrite avant l'arrivée des Alliés[1]. Il n'est pas impossible toutefois qu'il ait écrit une missive au ton pro-allié, espérant qu'elle tomberait entre les mains des Français et ferait ainsi la preuve de sa loyauté. Il est en tout cas fort probable que le chef du Néo-Destour ait conseillé à ses compagnons restés au pays de nouer des contacts avec les réseaux

1. Des historiens spécialistes de la question nous ont fait part de leur scepticisme quant à l'authenticité de cette lettre. Des responsables destouriens que nous avons interrogés, après cette mise en garde, nous ont confirmé qu'à l'époque, aucun d'entre eux n'avait entendu parler de cette missive dont il n'existe d'ailleurs que des copies plus tardives.

de résistants existant à Tunis. En octobre, il serait également parvenu à envoyer une lettre à Materi dont il connaît les sentiments pro-alliés, pour lui demander d'exercer toute son influence sur ses anciens camarades et les ramener à la raison.

Mais lui-même va bientôt se trouver pris entre deux feux. Après le débarquement allié en Afrique du Nord, la zone sud de la France est occupée à son tour par les troupes allemandes. N'ayant nulle intention de céder les prisonniers du Fort Saint-Nicolas à une Italie qui ne cesse de les réclamer, Vichy tente de les cacher à ses alliés et les évacue le 18 novembre sur la région lyonnaise, au Fort Montluc, avant de les transférer le 1er décembre au Fort Vancia, dans l'Ain. Des officiers allemands sont chargés de les retrouver. On vient un jour leur signaler qu'on a vu à travers une fenêtre du fort plusieurs hommes coiffés d'une chéchia. C'est ainsi qu'au matin du 16 décembre Klaus Barbie, le chef de la Gestapo lyonnaise que les résistants ont surnommé le boucher de Lyon, vient ouvrir la porte de leur cellule. Il a pour mission de libérer les nationalistes tunisiens considérés à Berlin comme des amis du Reich. C'est à Lyon, où on les installe confortablement à l'hôtel Terminus, qu'ils reviennent doucement à la vie civile après près de cinq années où ils n'ont voyagé que pour aller de prison en prison. Quelques jours plus tard, on les conduit à Chalon-sur-Saône. L'Allemagne, finissant par céder aux instances de son allié, les dirige enfin sur Nice où ils sont attendus par un émissaire de Mussolini qui les loge somptueusement à l'hôtel Negresco. Ils y demeurent deux jours.

Hôte de marque à Rome

Le 9 janvier 1943, les internés du Fort Saint-Nicolas débarquent à Rome. Le changement de décor est total : les

autorités italiennes leur font un accueil grandiose. Bourguiba, traité comme un véritable chef d'État, est logé avec Ben Youssef et Ben Sliman au somptueux palais Respighi tandis que les autres ont pour résidence un des meilleurs hôtels de la ville. Ils sont officiellement les hôtes du ministre italien des Affaires étrangères, mais la partie qui s'annonce est difficile malgré les déclarations d'amitié réciproque qui se multiplient de part et d'autre. Berlin et Rome, dont les intérêts en Tunisie sont loin d'être identiques, désirent que Bourguiba se range au plus vite officiellement auprès des puissances de l'Axe. Ce dernier, sans fermer la porte à toute négociation, veut des garanties : les Germano-Italiens doivent reconnaître que la défaite de la France rend caducs les traités du Bardo et de La Marsa, et faciliter l'accession de la Tunisie à l'indépendance ou tout au moins à une très large autonomie. Mais ni Berlin ni Rome ne l'entendent de cette oreille : l'Allemagne n'a pas l'intention, en démantelant son empire, de s'aliéner une France fasciste dont elle aura besoin dans « l'Europe nouvelle ». Quant à Mussolini, il continue à vouloir faire de la Tunisie une possession italienne.

De nombreux émissaires du monde arabe, dont des représentants du grand mufti de Jérusalem Amine El Husseïni qui est un allié de longue date des nazis, pressent les Tunisiens de s'engager aux côtés de l'Axe. Bourguiba est d'autant plus embarrassé qu'il sait être minoritaire parmi ses propres compagnons. Les exilés de Trets, dont on attend l'arrivée imminente à Rome, feraient également pencher la balance du côté allemand, Habib Bougatfa et Youssef Rouissi ne cachant pas en particulier qu'ils sont partisans d'une collaboration ouverte avec le Reich. Pour gagner du temps, Bourguiba réclame comme préalable à tout engagement qu'on le renvoie à Tunis où il sera mieux à même d'avoir une vue plus précise de la situation. Ses six compagnons de prison l'y précèdent le 26 février. Quant à lui, il navigue

encore plus d'un mois dans l'imbroglio romain avant que les Italiens, n'ayant rien obtenu de concret, se décident à le rapatrier, lui demandant tout de même de faire avant son retour une déclaration à Radio Bari qui émet en langue arabe. Les ultimes menées italiennes se heurtent une fois de plus à son habileté : s'il remercie vivement, dans son allocution, les puissances de l'Axe d'avoir libéré les néo-destouriens, Bourguiba ne promet rien, met en garde les Tunisiens contre « les convoitises de l'étranger » quelles qu'elles soient et se réfugie prudemment derrière l'autorité souveraine du bey. En quelques mots, il n'a rien dit, se réservant la marge de manœuvre la moins étroite possible au moment où il retrouve une Tunisie plongée dans la guerre et écartelée entre les rivalités des différentes puissances qui l'occupent. Le 7 avril 1943 enfin, en compagnie des douze de Trets rentrés avec lui, il foule le sol tunisien après trois ans d'absence. Le voyage est mouvementé : l'avion qui a été mis à leur disposition a des difficultés d'atterrissage et parvient à se poser à Menzel Temime dans le Cap Bon.

Dès que la nouvelle se répand, de nombreux Tunisiens viennent accueillir celui qui fait désormais figure de héros. Il est au mieux de sa forme : après plusieurs années de repos forcé et trois mois d'un traitement royal, il est prêt, la quarantaine à peine entamée, à reprendre la direction effective d'un parti demeuré trop longtemps loin de son emprise et qui s'est octroyé quelques libertés coupables. Il lui faut à nouveau démontrer qu'il est le chef, y compris à ses camarades auxquels leur long compagnonnage avec lui dans les geôles tunisiennes et françaises octroie, estiment-ils, quelques droits. Mais l'échiquier tunisien dans lequel il atterrit ne se prête guère à une reprise en main. Les divergences au sein du Néo-Destour se sont amplifiées et, sous l'influence des partisans de Bourguiba, la fraction la plus ouvertement pro-nazie du parti regroupée autour de Rachid Driss, Hassine Triki et du journal *Ech-Chabab* a été exclue à la fin du

mois de février. Les forces de l'Axe sont aux abois. Devant la progression des Alliés et sans avoir obtenu le consentement de Moncef Bey, mais avec le soutien du Néo-Destour, le résident général Esteva promulgue le 10 avril 1943 un décret mobilisant les Tunisiens. Le mécontentement de la population est tel qu'il est rapidement obligé de faire machine arrière. Dès son arrivée, Bourguiba tente de tirer le meilleur parti de la situation. S'il essaye, par l'intermédiaire d'hommes sûrs comme Hedi Chaker, de prendre contact avec les lignes alliées, il est loin de mettre lui-même en pratique les ordres qu'il avait donnés à Thameur en 1942. Il rencontre longuement à plusieurs reprises l'ambassadeur allemand Rudolph Rahn qui lui ménage une entrevue avec le résident général. L'entretien avec Esteva est long, Bourguiba tente de le convaincre que le temps des concessions est venu pour la France. Mais rien n'en sort. Il faut pourtant qu'il soit en position de négocier lors de l'arrivée, que chacun sait imminente, des Alliés. L'idée agite un moment la capitale de la formation d'un cabinet d'union nationale dans lequel le chef du Néo-Destour se verrait octroyer un portefeuille, ce qui le mettrait à l'abri d'éventuelles poursuites. Mais elle échoue devant les réticences de l'entourage beylical qui craint de s'attirer par une telle initiative l'hostilité des Français libres regroupés à Alger autour du général de Gaulle et des Anglo-Américains, bientôt vainqueurs.

Coup de foudre

Tout en multipliant les contacts avec tous les camps en présence et assurant chacun de sa sympathie, Bourguiba, adoptant l'expectative devant une situation plus confuse que jamais, s'installe à Hammam Lif chez son ami de toujours, le docteur Sadok Boussofara. C'est là que viennent le voir

ses amis, sa famille et les relations du voisinage désireuses d'approcher ce leader dont elles ont tant entendu parler. Il aime quant à lui ces longs bavardages autour du thé, et adore se mêler aux conversations des femmes, écouter les histoires de famille, savoir ce qu'on pense de lui derrière les murs blancs des vieilles demeures. Il aime depuis l'enfance la compagnie des femmes et n'est jamais aussi heureux que quand elles l'acceptent dans leur intimité. Seule son épouse fait exception. Il respecte certes cette femme, mère de son fils qu'il connaît d'ailleurs peu et à qui il reproche souvent de trop ressembler à Mathilde, il admire son dévouement même s'il a tendance à penser que tout lui est dû et qu'il est naturel de se sacrifier pour lui, mais il n'a pas d'amour pour elle. Au contraire, tout dans Mathilde l'exaspère et, quand il n'est pas en prison, tous les prétextes sont bons pour s'éloigner du domicile conjugal. Des aventures, on lui en connaît peu hormis quelques amourettes de jeunesse, même s'il est loin d'être insensible à la beauté féminine. Il n'a pourtant pas l'air de souffrir de cette situation : la politique remplit entièrement sa vie, c'est là qu'il déploie toute son énergie et ceux qui le connaissent imaginent mal qu'il puisse s'occuper d'autre chose. Lui-même, à plus de 40 ans, juge que le moment est passé pour lui et qu'il a mieux à faire. Cet incorrigible sceptique ne croit pas en tout cas aux clichés et n'a plus le loisir depuis bien longtemps de lire des romans.

Mais il doit bien se l'avouer : ce qui lui arrive en cet avril incertain de 1943 s'appelle un coup de foudre. Wassila Ben Ammar a 30 ans, l'âge dit-on qui donne aux femmes leur plus bel éclat : ses formes épanouies, sans être épaisses encore, affirment une assurance que rien dans le visage ne vient démentir. Comme pour tempérer le large sourire qui semble s'offrir sans mystère, de lourdes paupières voilent un regard dont l'interlocuteur ne saurait dire s'il exprime la malice ou la complicité. Elle en joue pour séduire car elle aime voir dans les yeux des hommes qui l'abordent cet intérêt

mêlé de curiosité, prélude aux plus décisives conquêtes. Ce charme inexprimable, elle a appris très vite à en faire un pouvoir, le seul capable, juge-t-elle, de lui ouvrir un monde auquel sa condition lui interdit d'accéder. Citadine bien sûr par sa mère, ce qu'elle a toujours eu à cœur de souligner, elle plonge par son père ses racines dans la Tunisie intérieure du Kef, ce qu'elle omettra en revanche avec constance de rappeler. Mhamed Ben Ammar, modeste *oukil*[1] à Tunis, s'il a donné des rudiments d'instruction à ses filles Wassila et Neïla, s'est surtout attaché à assurer l'avenir de son fils Mondher dont il veut faire un avocat. Mariée plutôt tardivement pour l'époque au petit propriétaire terrien Ali Ben Chedli, elle n'en a qu'une fille, Nabila, et n'a trouvé dans cette union aucune des satisfactions que son ardent tempérament la poussait à souhaiter. Quelques amourettes ont égayé les mornes années de sa vie conjugale sans répondre vraiment à ses ambitions. Alors adolescente, elle a jadis entrevu ce Bourguiba qui venait parfois rendre visite à son père. Elle s'en souvient à peine mais ne cesse depuis quelque temps d'entendre parler de lui. Fascinée qu'elle est par la puissance, elle brûle de rencontrer cet homme maintenant paré de l'auréole du chef.

La visite s'organise chez la belle-sœur de Si El Habib. La calvitie naissante et les tempes déjà grisonnantes n'enlèvent rien à la beauté de cet homme de petite taille, à l'élégance plutôt voyante, qui s'emporte à la moindre discussion et brandit l'index sous le nez de son malheureux interlocuteur puis retrouve, comme si de rien n'était, une bonne humeur qu'il aime à partager. Dès qu'il pénètre dans la pièce, il aperçoit deux femmes s'apprêtant à le saluer. Wassila lui serre longuement la main. Quand elle rejoint sa place, l'amie qui l'accompagne lui glisse à l'oreille : « Ça a pris ? » Oui cer-

1. Avocat arabophone ayant reçu une formation juridique à l'université théologique de la Zitouna et plaidant auprès des tribunaux coutumiers. Il peut également remplir des fonctions de notaire.

tainement, car Bourguiba désormais ne se reconnaît plus : tandis que pour lui l'histoire hésite encore et que la guerre d'Afrique n'en finit pas de se terminer, alors que son avenir immédiat paraît gravement compromis, le voilà métamorphosé en jeune homme amoureux qui se rend sans réserve à une Wassila séduite et flattée qu'un tel personnage puisse s'éprendre d'elle.

L'après-guerre

Mais la réalité n'attend pas. Ne sachant pas encore qu'il vient de rencontrer la femme qui, à travers tous les orages, l'accompagnera dans la vie plus de quarante ans, Bourguiba doit agir vite. Les Alliés entrent enfin dans Tunis le 7 mai. Tous les jours précédents, les derniers officiers italiens et allemands ont quitté en hâte le pays, pressant Bourguiba de les accompagner. Il refuse, mais partent avec eux ou sur des embarcations de fortune Habib Thameur, Habib Bougatfa, Rachid Driss, Taïeb Slim, Youssef Rouissi et quelques autres auxquels leur collaboration trop ouverte avec les nazis aurait sans doute valu le peloton d'exécution. Ils ont averti Bourguiba de leur intention de fuir. Le leur a-t-il interdit comme il ne cessera de l'affirmer par la suite ? Plusieurs d'entre eux soutiendront plus tard qu'ils n'auraient pas bougé malgré le danger qu'ils encouraient si l'ordre du leader avait été formel, mais que celui-ci estimait qu'en cas de répression sérieuse, il n'était pas mauvais que quelques responsables puissent entreprendre ailleurs une action.

Bourguiba et ses anciens compagnons de détention ne sont pas pour l'instant en meilleure posture. Au moment où les premiers chars anglo-américains entrent dans Tunis, ils plongent dans la clandestinité et vont se réfugier chez Belhassine Jrad qui habite dans le quartier populaire aux

ruelles tortueuses de Tronja. Il était temps : aussitôt arrivé d'Alger dans le sillage des Alliés, le général Juin, nommé par le gouvernement provisoire gaulliste résident général par intérim, lance contre eux un mandat d'arrêt. C'est alors, et alors seulement comme il leur sera fait reproche notamment par les communistes, que les dirigeants néo-destouriens se rangent officiellement aux côtés des Alliés dans un tract daté du 9 mai, les remerciant d'avoir débarrassé la Tunisie « du spectre du colonialisme fasciste », mais se référant à la Charte de l'Atlantique pour réclamer que le monde de l'après-guerre garantisse « aux petits leur droit à la vie ». Étrangement, Bourguiba, toujours caché, va beaucoup plus loin quelques jours plus tard : dans un tract daté du 13 mai, signé de lui seul et intitulé « Pour un bloc franco-tunisien », il déclare qu'« hors la France il n'est pas de salut ». Ce n'est pas ici à l'ensemble des Alliés qu'il s'adresse mais à elle seule, lui rappelant les événements des derniers mois et son refus de s'engager aux côtés de l'Axe. « Mon premier soin, écrit-il, a été de freiner le mouvement purement sentimental qui portait certains Tunisiens vers les puissances de l'Axe parce qu'elles avaient eu l'habileté de libérer tous les détenus destouriens. » Et il ajoute, phrase surprenante sous sa plume quand il s'agit de la France et de la Tunisie : « Des fautes ont été commises de part et d'autre. Elles sont reconnues de part et d'autre aussi. Nous n'avons pas à y revenir », pour finir par un vibrant appel à soutenir l'effort de guerre allié. Cet acte d'allégeance sans restrictions est déconcertant de la part d'un homme qui n'a guère l'habitude de ce genre de soumission. Bourguiba craint-il cette fois-ci réellement pour sa vie ? A-t-il peur d'avoir montré trop de duplicité depuis sa libération six mois auparavant ? Il semble en tout cas vouloir donner des gages à une France qui s'occupe sans perdre de temps à reprendre énergiquement en mains son Protectorat et à qui il faut davantage qu'un tract, si coopératif soit-il, pour classer cette affaire.

Mais, si elle est du côté des vainqueurs grâce à l'engagement des Français libres, la France n'a pas vraiment gagné cette guerre qui s'éternise jusqu'en 1945. Les vieilles puissances coloniales ne sont plus les maîtres absolus du nouveau monde qui prend forme. Pour la première fois, les États-Unis ont fait une entrée remarquée en Méditerranée et entendent bien y jouer un rôle. Reprenant la doctrine wilsonienne de 1919, ils viennent d'affirmer, dans la Charte de l'Atlantique qui jette les bases de la future Organisation des Nations unies, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Obligé de quitter la Tunisie pendant l'occupation allemande, le consul américain Hooker Doolittle y revient avec les Alliés. Il cherche à rencontrer le chef des néo-destouriens dont il connaît la situation précaire, et ne manque pas de contacts dans certains milieux proches du parti nationaliste. Bourguiba de son côté aspire à prendre langue avec les Américains dont il mesure la nouvelle puissance. Une entrevue est organisée le 17 mai au domicile de Naceur Makhlouf, connaissance commune du diplomate et du politique.

Bourguiba, qui sort en général sous un voile de femme pour éviter d'être reconnu, traverse clandestinement le soir la capitale privée de lumière à cause du couvre-feu et arrive au lieu du rendez-vous. Un dîner est préparé. La conversation s'engage. Doolittle écoute son interlocuteur lui parler avec toute la passion dont il est capable de ses sentiments pro-alliés, de son attachement à l'Occident, et de sa conviction que la victoire de la démocratie porte en elle l'indépendance des peuples opprimés. Il parle à son tour : oui, les États-Unis sont favorables à l'indépendance de l'Afrique du Nord, mais ils ne peuvent intervenir ouvertement dans des problèmes que la France considère comme relevant de sa souveraineté. Le « dossier Bourguiba » est une affaire intérieure française, mais les États-Unis ne manquent pas totalement d'influence auprès de leur allié. Le courant passe entre les

deux hommes ; tous deux ouverts, impulsifs mais fins politiques, ils se comprennent vite et s'apprécient. Le consul américain mesure tout l'intérêt qu'il y a à jouer la carte d'un nationalisme modéré, résolument pro-occidental, pouvant servir de rempart à la montée du communisme qui sort grandi de la guerre et qui commence à devenir le principal ennemi. Il lui arrivera même d'aller, dans la défense de Bourguiba, plus loin que ne le souhaitent ses supérieurs, désireux de ne pas altérer les relations de Washington avec la France. C'est en tout cas lui qui, selon toute vraisemblance, ménage les premiers entretiens de Bourguiba avec les autorités françaises, en particulier avec le général Moreau chargé de son dossier.

Juin se décide à ouvrir une enquête sur les relations du leader avec les puissances de l'Axe. Menée tambour battant par le commissaire Simonpoli, directeur de la sûreté de Tunisie, elle l'innocente totalement. En fait, l'ordre de clore le dossier vient directement des autorités de la France Libre installée à Alger qui, grâce au débarquement allié, a supplanté Vichy en Afrique du Nord. Les pressions américaines ont-elles été décisives ? D'autres éléments sont-ils entrés en ligne de compte ? La France, il est vrai, n'a pas intérêt pour l'instant à se mettre une nouvelle affaire sur les bras alors qu'elle a déjà réussi, à peine revenue, à se mettre à dos l'ensemble de la population tunisienne. Avec des arguments d'une évidente mauvaise foi, le général Juin a déposé le 14 mai Moncef Bey, le plus populaire des souverains husseïnites, sous l'accusation de collaboration avec les puissances de l'Axe. Or chacun sait à Tunis qu'avec son conseiller Hassine Bey et le gouvernement Chenik, la Cour, malgré quelques maladresses, a mené une véritable résistance passive contre les Germano-Italiens, et a essayé par divers moyens de nouer des contacts avec les puissances anglo-saxonnes. Il apparaît plutôt que la France, craignant de voir menacé son monopole sur la partie méditerranéenne de son empire,

veut rapidement mettre à l'écart un souverain et une équipe prêts à faire appel aux Anglo-Américains pour soutenir les aspirations nationalistes. La reprise en mains du pays par les envoyés d'Alger se fait en outre avec une brutalité inouïe : sous prétexte de pourchasser les suspects de collaboration avec l'Axe, le Comité français de libération nationale, à qui sa propre lutte contre l'envahisseur allemand n'a décidément rien appris, se livre à une véritable reconquête de la Régence. Des camps de concentration ouverts un peu partout accueillent quelque cinq mille prisonniers ; une répression féroce s'abat sur tout ce qui est suspect de nationalisme et n'épargne pas ce qui reste du Néo-Destour. Jamais, depuis le début du Protectorat, les Tunisiens n'ont eu à subir de telles violences. On comprend dès lors qu'Alger préfère laisser en liberté un Bourguiba affaibli, privé de troupes et qui est rarement apparu aussi peu dangereux. Le 7 juin, le résident prend la décision de cesser les poursuites contre lui. Après une dernière entrevue le 23 juin avec Casemajor, chef des Renseignements généraux, Bourguiba est un homme libre, l'affaire du 9 avril et ses suites sont closes. Il peut même retrouver une certaine activité politique et tenir des réunions : c'est le directeur des Affaires politiques à la Résidence, Boniface, qu'il a rencontré le 10 juin en compagnie de Salah Ben Youssef, qui l'a assuré aux deux dirigeants.

Voilà Bourguiba rassuré sur son sort. La Tunisie est traumatisée par la guerre qui s'est déroulée sur son sol et la répression française qui l'a suivie. Sa classe politique n'est pas remise des profondes cassures provoquées par les alignements respectifs des uns et des autres sur les deux camps en présence. Le Néo-Destour est démantelé par les répressions successives qui l'ont frappé depuis 1938. La plupart de ses responsables sont soit en exil, soit en prison. Seul subsiste un petit groupe de dirigeants autour de Bourguiba. Mais il a surtout perdu le quasi-monopole de la revendication nationaliste qu'il avait réussi à acquérir ; celle-ci se cristallise

désormais autour du bey Moncef exilé dans le Sud algérien, dont tous les Tunisiens réclament le retour. Bourguiba demeure, quant à lui, étroitement surveillé et ne recouvre pas son entière liberté de mouvements. Est-ce qu'il est tout à sa nouvelle passion – il rencontre en effet de plus en plus souvent Wassila chez sa nièce Mongia – ou qu'il estime pour l'heure la situation désespérée ? Il décide en tout cas d'adopter un profil bas. Pour la première fois depuis dix ans, la politique passe dans sa vie au second plan : il soigne sa mise, se montre en ville et rouvre même au début de 1944 son cabinet d'avocat qui devient vite prospère. Le voilà métamorphosé en notable aisé, cultivant ses relations et entretenant une durable liaison. Mathilde le sait et s'en plaint amèrement aux vieux amis du couple. L'époux volage que le remords ne travaille guère leur laisse le soin de la consoler. S'il lui donne de temps à autre des conseils sur son avenir, il ne s'occupe pas davantage de Bibi laissé aux seuls soins de sa mère. Les déplacements de Bourguiba restent toutefois contrôlés et, s'il peut souvent se rendre à Hammam Lif chez son ami Boussofara, la police met rapidement fin à ses rares escapades au Kef où il a des amis, ou dans le Sahel qui lui manque cruellement. Il n'est pas malheureux, mais l'inaction lui pèse. La sensation d'être enfermé accroît sa nervosité naturelle. Il ne tient pas en place, ne parvient pas à voir un film jusqu'à la fin au grand dam des amis qui l'accompagnent, et ronge souvent son frein dans les longues soirées politico-mondaines qu'il fréquente assidûment. Il n'abandonne pas pour autant toute activité politique, a de fréquents contacts avec la Résidence et rencontre à plusieurs reprises le général Mast, nouveau résident général, ainsi que son chef de cabinet, le capitaine Gianesini, pour lequel il rédige en mars 1944 un mémoire sur la situation politique de la Régence et les revendications nationalistes. Mais il n'associe pas le Néo-Destour aux importantes manifestations moncefistes qui ouvrent l'année 1944, comme il s'abstient

de le faire participer aux importantes funérailles du cheikh Thaalbi le 1er octobre de la même année.

L'heure est toutefois à l'union des différents courants nationalistes, parmi lesquels l'Archéo-Destour et les moncéfistes sont les plus actifs. Bourguiba ne peut courir le risque de se marginaliser davantage en s'en dissociant complètement. Il est donc, à partir d'octobre et novembre 1944, une des chevilles ouvrières des réunions qui regroupent l'ensemble des courants politiques tunisiens pour réclamer l'instauration de l'autonomie interne et d'une monarchie constitutionnelle. Les temps ont en effet changé et les revendications nationalistes vont désormais beaucoup plus loin qu'avant la guerre. Des notables modérés aux partisans de l'indépendance totale à court terme, tous les participants parviennent à se mettre d'accord sur la nature des réformes à réclamer dans l'immédiat. Les modérés tiennent toutefois à ce que le document, considéré comme un texte préparatoire, ne soit pas rendu public avant qu'un accord ait été réalisé et que l'on mette au point une rédaction acceptable pour la France. Mais, dès après les premières réunions, il circule dans tout Tunis : les néo-destouriens se sont chargés de le divulguer largement. La Résidence exprime sans tarder sa fureur. En mettant l'ensemble des notables devant le fait accompli, Bourguiba et ses camarades tentent ainsi de persuader l'opinion que l'unanimité des courants nationalistes a été réalisée autour de leurs propositions.

La fuite en Égypte

En dépit de ces initiatives et malgré le renfort que constitue le retour en mai 1944 des vingt-six responsables détenus depuis 1940 à Lambèze, le Néo-Destour n'apparaît plus comme le maître du jeu et, s'il garde une réelle influence,

Bourguiba n'est plus assuré de cette prééminence qui seule lui convient pour agir. Dès la fin de 1944, il songe à quitter le pays. Nombreux sont alors les nationalistes tunisiens qui regardent vers l'Orient arabe où la décolonisation est à l'œuvre, et où la Grande-Bretagne donne son aval à la constitution de la Ligue arabe qui voit le jour au Caire le 22 mars 1945. Bourguiba pourrait, à partir de là, donner une nouvelle dimension au combat néo-destourien et le faire sortir du huis-clos dans lequel il est enfermé depuis trop longtemps. Lui-même est pratiquement condamné depuis deux ans à l'inaction. Cela fait en réalité sept ans qu'il se tient, hormis de rares intermèdes, bien involontairement à l'écart de la politique. C'est beaucoup, et il voit aussi dans ce départ l'occasion rêvée de se replonger dans l'action. Hooker Doolittle, avec lequel il a gardé d'étroites relations, est consul à Alexandrie. Malgré le refus des autorités françaises de le laisser se rendre à La Mecque et au Caire comme il en a exprimé le souhait, sa décision est prise.

La « fuite en Égypte » de Bourguiba le 26 mars 1945 au nez et à la barbe de la police, sa périlleuse et harassante traversée du désert libyen où il échappe aux pires guets-apens, font partie depuis longtemps de la légende qu'il a forgée autour de sa vie. Si son périple n'a pas été de tout repos, les choses paraissent toutefois avoir été beaucoup plus simples. Le voyage est minutieusement préparé à la fois de Tunis et d'Alexandrie[1]. Contacté, le consulat de Grande-Bretagne à Tunis consent à lui faciliter le passage des lignes britanniques en Libye. Quant aux Français, qui ne lâchent pas Bourguiba d'une semelle, il n'apparaît pas vraisemblable qu'ils aient été semés avec une telle facilité d'autant que le leader, travesti mais parfaitement reconnaissable, met près d'une semaine pour franchir la distance qui sépare Tunis de la frontière libyenne. Le soir du 26 mars, après avoir dîné avec Salah

1. Selon les archives du Quai d'Orsay, l'aspect logistique du voyage aurait été préparé par M[me] Doolittle.

Ben Youssef qui lui remet de faux papiers, il prend en effet le train pour Sfax où l'attend Habib Achour qui a préparé avec d'autres militants la suite du voyage. En compagnie de Khelifa Haouas, fidèle factotum du parti qui doit l'accompagner durant tout son périple, il passe vingt-quatre heures à Sfax avant de s'embarquer, affublé d'une tenue kerkennienne, sur une felouque devant le conduire dans le sud du pays, où il pourra franchir la frontière tuniso-libyenne. Mais la traversée est ralentie par des vents contraires : il faut trois jours à l'embarcation pour atteindre son but. Une escale aux îles Kerkennah, pendant laquelle personne ne s'aperçoit de l'étrange itinéraire du petit voilier, est nécessaire pour attendre qu'une tempête veuille bien se calmer.

Voilà enfin Bourguiba et son compagnon à la frontière libyenne qu'ils traversent sans encombre. Des relais ont été préparés en Tripolitaine et en Cyrénaïque qui leur permettent, toujours déguisés, cette fois en caravaniers tripolitains et sous de fausses identités, d'atteindre l'Égypte au bout d'un mois sans avoir été inquiétés par les nombreuses polices lancées à leurs trousses. Tout porte plutôt à croire que, au courant du projet dont la rumeur n'a d'ailleurs cessé de circuler dans Tunis, les Français n'aient vu que des avantages à laisser s'exiler le chef du Néo-Destour qu'ils jugent moins gênant à l'étranger qu'à l'intérieur du pays. L'exil n'a-t-il pas toujours rogné les ailes des lutteurs les plus acharnés ? La Résidence aurait donc fermé les yeux devant cette mise en scène, d'autant qu'au Caire la France n'est pas à court de moyens pour suivre les activités de son gibier. Quoi qu'il en soit, Bourguiba arrive le 27 avril 1945 dans la capitale égyptienne, laissant au pays sa famille, Wassila et son parti, et commençant à découvrir un univers qu'il ignore à peu près totalement. Deux semaines plus tard, le 8 mai, la Seconde Guerre mondiale est terminée. Le monde a changé. Il va tenter, d'une nouvelle manière, de faire changer la Tunisie avec lui.

L'exil

L'installation

Le Caire, en ce printemps qui a déjà l'allure torride de l'été, est plongé dans une torpeur voluptueuse. Mustapha Bayram, Tunisien installé depuis des lustres dans la capitale égyptienne où il fait partie du monde des lettres, est brutalement tiré de sa sieste par la sonnerie du téléphone, et ne comprend pas très bien ce que lui dit son interlocuteur au bout du fil : connaît-il un certain Abou Rbiba ? Abou Rekiba ? Un Tunisien qui demande le droit d'asile ? L'esprit encore brumeux, il pose la question à un hôte tunisien de passage chez lui[1] qui comprend qu'il s'agit de Habib Bourguiba. Le secrétaire général de la Ligue arabe, Abderrahmane Azzam Pacha Bey, est aussitôt contacté. Des ordres sont donnés au poste frontière de la Dhibâ pour que le leader tunisien et son compagnon Khelifa Haouas soient dirigés vers Le Caire. Arrivés dans la capitale, ils passent la soirée au service des frontières avant d'être définitivement libérés. Ils se rendent alors chez la seule personne que Bourguiba connaît dans cette ville : Mounier-Pillet, l'instituteur de Monastir, installé maintenant au Caire et très probablement agent de la France. « L'ami Pierrot » met sa salle de bains et sa garde-robe à la disposition des deux « pouilleux » qui reprennent allure humaine. En costume bleu, flottant quelque peu sur

1. Que les auteurs ont longuement interviewé en lui garantissant l'anonymat.

son corps amaigri, le visage glabre, coiffé d'un fez dont il a fait l'indispensable achat bien qu'il n'ait que 8 guinées en poche, Bourguiba s'installe à la pension *Misr*, place Attaba el Khadra où, par souci d'économie, il loge dans une salle commune.

C'est là que le rejoint l'hôte tunisien de Mustapha Bayram. « À la minute même où je rencontrai Si El Habib, raconte-t-il, j'étais à ses yeux un homme à son service ! » Installé à l'hôtel Continental par son compatriote qui lui remet 80 livres égyptiennes, il charge ce dernier, qui a ses entrées au Caire, de contacter des journalistes, de prendre rendez-vous pour lui avec Azzam Pacha, Lakhdar Ben Hassine, président tunisien de l'Association de défense des pays nord-africains, et Taha Hussein, alors ministre de l'Éducation. Piloté par son mentor, le leader tunisien est ainsi introduit dans les salons cairotes où il ne passe pas inaperçu. Sa « traversée du désert » lui a creusé les traits : la mâchoire en avant, le regard encore plus bleu dans le visage hâlé, le sourire lumineux, tout dans sa physionomie durcie par l'action attire l'attention. Il a constamment l'air d'un coureur s'élançant vers le but, rageusement tendu vers l'impossible, et se fiche éperdument de l'onctuosité polie si appréciée de la bonne société cairote. Il glace ainsi un soir les convives, en partie français, d'une brillante réception, en exposant sur un ton péremptoire son combat contre la France. Mais il dissipe aussi vite le malaise qu'il a lui-même créé en parlant, avec toute la conviction de l'ancien étudiant parisien, de tout ce que la France lui « a apporté ». À l'occasion du Norouz, le nouvel an perse, une élégante du Caire offre une somptueuse réception sur sa *dahabia* (péniche) amarrée aux berges du Nil. On se presse autour du grand acteur égyptien Choukoukou, le whisky coule à flots, l'orchestre se surpasse. Bourguiba quant à lui s'accroche littéralement à deux personnalités syriennes qu'il vient de rencontrer : la France a rendu son indépendance à la Syrie, c'est ce qui fait à ses yeux toute leur importance.

À leur tour, et avec les moyens dont ils disposent, les pays arabes, dit-il à ses interlocuteurs, devraient se montrer plus solidaires des luttes de libération nationales du Maghreb.

Mais, pour l'instant, au Caire, les problèmes de Bourguiba se résument à assurer l'intendance : où trouver de l'argent pour vivre ? Les magasins Chemla-Cohen – propriété de juifs originaires de Jerba –, sur l'avenue Fouad, sont le point de rencontre des élégantes du Caire, mais aussi des Tunisiens en route vers La Mecque. Il suffit de télégraphier à Tunis à Armand Cohen « Suis acheteur de peaux pour la somme de... » pour que l'expéditeur du message soit assuré d'y trouver l'équivalent en livres de ce que son correspondant a versé à Tunis. C'est par cette voie que Salah Ben Youssef envoie à trois reprises 150 livres à Bourguiba pour l'aider à s'installer dans la capitale égyptienne. Devant rentrer à Tunis, le providentiel guide tunisien du Caire vient prendre congé de Si El Habib qui, n'ayant jamais été d'une pudeur excessive, fait entrer son visiteur alors qu'il est seulement vêtu d'une ceinture à hernie. Tout en continuant de s'habiller, il le charge de voir à Tunis trois personnes : Wassila Ben Ammar (« Dis-lui que je l'aime toujours »), Bibi (« Explique-lui mon état d'esprit ») et Salah Ben Youssef. Si El Habib arrête son va-et-vient à travers la chambre, s'assoit, regarde son interlocuteur bien en face : « Dis-lui qu'il faut tuer ; pas le résident général, mais son second par exemple... Que je puisse avoir quelque chose ici, un prétexte pour agir ! » Puis, prenant une enveloppe et une douzaine de photos le montrant en compagnie de personnalités arabes : « Voilà, dit-il, tu les donneras à Si Salah. » Le messager accepte de prendre les photos, mais refuse de se charger de la lettre. « La contrariété de Bourguiba, se souvient-il, était très marquée. » Dix ans plus tard, quand il ira féliciter le « Combattant suprême » lors de son retour triomphal en Tunisie le 1er juin 1955, le leader, auquel il faudra rappeler le nom du visiteur, laissera tomber : « Ah oui, la fameuse lettre ! »

L'ordre donné par Bourguiba à Ben Youssef de créer l'événement pour qu'il puisse agir, donne la mesure de l'isolement dans lequel il se trouve, sans moyens et sans structure. Pendant un an, il essaye de se faire connaître et de populariser la lutte tunisienne, surtout à travers la presse arabe ou occidentale. Il sait que, quelle que soit la légitimité de la cause qu'il défend, personne n'interviendra en l'absence d'une tension franco-tunisienne, d'autant qu'Azzam Pacha considère que le problème palestinien est alors la préoccupation prioritaire de l'organisation panarabe. La question tunisienne peut attendre pour être portée à l'ordre du jour des travaux de la Ligue.

À l'affût de nouvelles du pays, il se précipite un jour d'août 1945 à l'aéroport dès qu'il apprend qu'une délégation de pèlerins tunisiens passe par Le Caire pour se rendre à La Mecque... mais arrive après le départ de l'avion. Il entre dans une de ses colères devenues légendaires, qui a l'avantage d'attirer l'attention d'un voyageur de marque : Sami Shawa, conseiller du roi Ibn Saoud, sait qui est Bourguiba et lui propose une place dans son propre avion. Voilà Bourguiba, quatre mois à peine après son arrivée au Caire, invité avec les honneurs en tant qu'hôte personnel du souverain wahabite, logé au Grand Hôtel de Jeddah et reçu par le roi. S'il n'a pas été très fructueux sur le plan politique, ce voyage impressionne les pèlerins tunisiens qui en parlent à leur retour à Tunis. Aux yeux du leader, c'est un résultat tout aussi satisfaisant.

Ses contacts au Caire sont décevants. Il saisit donc l'occasion de la réunion de la commission anglo-américaine sur la Palestine le 6 mars 1946 à l'hôtel Mina House pour se manifester. Invité à y prendre la parole, il définit sa position sur la question et en profite pour sensibiliser ses auditeurs aux problèmes du Maghreb : comme les Européens en Afrique du Nord, les juifs en Palestine sont une colonie de peuplement. « La solution de la question juive, ajoute-t-il, n'est pas

en Palestine... Elle est en Europe. On a parlé de "dénazifier" les Allemands... Il convient aussi de "désioniser" les juifs... » Mais, très vite, il refuse catégoriquement de fondre la lutte tunisienne dans la galaxie incertaine du panarabisme qui, sous prétexte de soutenir une cause, la subordonne souvent à d'autres intérêts que ceux qu'exige sa défense. Bourguiba s'affirme en toute occasion comme un Tunisien et un néo-destourien. C'est en préservant jalousement cette spécificité qu'il plaide auprès des gouvernements du Moyen-Orient en faveur des aspirations de son peuple à l'indépendance. Mais, pour donner plus d'efficacité à sa stratégie, il s'attache aussi à mettre en avant l'émergence dans cet après-guerre de la personnalité politique du Maghreb tout entier. Irrité par le verbalisme des cercles arabes exilés du Caire qui promettent des lendemains radieux à l'échéance sans cesse repoussée, il prend l'initiative de créer dans la capitale égyptienne un bureau du Néo-Destour.

Mais il n'aurait pu assumer seul une telle charge et des renforts lui arrivent à point nommé. Le 9 juin 1946, il est en effet rejoint par le dirigeant néo-destourien Habib Thameur accompagné de militants de premier plan : Rachid Driss, Taïeb Slim, Hedi Saïdi et Hassine Triki. Condamnés par les Français et libérés par les Allemands, ils avaient quitté la Tunisie à l'arrivée des Alliés et, après diverses tribulations à travers l'Europe, s'étaient installés à Madrid. C'est là qu'ils apprennent, dans un article du journal *ABC*, l'installation de Bourguiba au Caire, et prennent immédiatement contact avec lui. Ce dernier entreprend des démarches auprès de ses relations et son ami Tahsine Askri, ambassadeur d'Irak en Égypte, obtient pour les fugitifs des passeports irakiens. Un mois après leur arrivée, la représentation du Néo-Destour est inaugurée au 10, Shara Darih Saad. Le local sert aussi de logement à la plupart des membres du groupe. Ainsi Bourguiba, qui n'a pourtant d'admiration réelle que pour ce qui vient d'Occident, contribue à faire du Caire

le centre de rayonnement des mouvements de libération arabes.

Le bureau du Néo-Destour devient vite le point de ralliement de la communauté maghrébine du Caire et entreprend une action systématique d'information sur ce qui se passe en Afrique du Nord. Chedli Meki, représentant du Parti populaire algérien, y est arrivé peu après Bourguiba, ainsi que Mohamed Ben Aboud et Mhamed Fassi, représentant le Maroc « espagnol ». Quand il prend la parole le 30 juin 1946 devant la Ligue arabe pour s'élever contre la répression qui a frappé les villages de Zeramdine et Béni Hassen dans le Sahel tunisien, Bourguiba évoque également la situation en Algérie. Son discours est repris par la presse et la radio anglo-saxonnes. Ainsi se crée progressivement une dynamique maghrébine chez les militants du Caire. Bourguiba développe cette idée dans un appel à Farhat Abbas, leader de l'Union démocratique du manifeste algérien, chez qui il décèle ce « sens du compromis » qu'il possède lui-même au plus haut degré. Pour sauvegarder son empire colonial ébranlé par les bouleversements nés de la guerre, la France est en train de mettre sur pied « l'Union française », qualifiée par Bourguiba de « vague autonomie administrative » qui ne résout rien. Or Farhat Abbas est prêt à apporter son soutien à cette entreprise. Le Tunisien l'adjure dans une longue lettre de ne pas gâcher les atouts du mouvement nationaliste par une prise de position « qui se croit machiavélique et qui n'est que stupide »[1], écrit-il sans ménagements. Pour convaincre son interlocuteur, il brosse un tableau du Maghreb de l'après-guerre : sans avoir « la naïveté de croire que les États arabes entreront en lutte avec la France pour nous porter secours », il constate « que la France n'a plus les mains libres » en Afrique du Nord, car cette région

1. Lettre de Bourguiba à Farhat Abbas, dans *Histoire du mouvement national*, tome X, éditions CDN, Tunis, 1972.

« constitue dans la lutte à peine voilée du monde anglo-saxon contre l'Est communiste... l'un des meilleurs atouts aux yeux du monde anglo-saxon. L'Afrique du Nord est la clef de la Méditerranée centrale et la base d'opérations idéale contre une Europe vulnérable et toujours sujette à une bolchevisation éventuelle ». Pour ne pas décourager l'élan maghrébin du Caire ni le mouvement de solidarité arabe, il faut donc savoir profiter « des compétitions internationales particulièrement sévères qui nous ont ouvert des perspectives insoupçonnées », et permettent de ne plus « être seuls en tête-à-tête avec la France ». C'est en Amérique, affirme-t-il encore, qu'est la clef de l'action. Aussi est-il décidé à miser sur les États-Unis dont les intérêts du moment coïncident avec ceux des mouvements nationalistes.

Il cherche à s'y rendre et dispose pour y parvenir de l'appui de son vieil allié Hooker Doolittle, toujours consul à Alexandrie. L'attitude de ce dernier envers Bourguiba n'a pas changé. Aussi use-t-il de son privilège pour lui accorder un visa d'entrée aux États-Unis, le seul qu'il soit permis à un diplomate d'établir au cours de sa carrière sans en référer au Département d'État. Ses supérieurs considèrent cette initiative comme un geste inamical à l'égard d'une puissance alliée, ce qui lui vaut d'être tancé, à telle enseigne qu'il demande à Bourguiba d'attendre à Genève que son visa soit dûment confirmé. Entre-temps, celui-ci a en effet réussi, à la faveur de quelques complicités, à obtenir un passeport de protégé français[1]. La vue de ses papiers en règle calme la nervosité américaine et son visa est rapidement validé. Il n'est cependant pas au bout de ses peines : une grève du personnel naviguant des compagnies américaines le contraint à prolonger son séjour à Genève où, faute de pouvoir payer la note de l'hôtel, il laisse son neveu Kamel qui l'avait rejoint de Paris se débrouiller, et passe clandestinement en Belgique.

1. C'est un terme officiel employé pour désigner les sujets indigènes de la Régence, protectorat français.

Le 18 novembre, il s'embarque à Anvers sur un cargo chargé de sable, le *Liberty Ship*, dont il est le seul passager.

À New York

Le bateau accoste à New York le 2 décembre 1946. Le massif Slaheddine Ben Othman, restaurateur tunisien installé dans cette ville, averti de son arrivée, l'attend sur le quai, un petit drapeau tunisien à la main. Tout autre que Bourguiba aurait relevé l'aspect comique de ce comité d'accueil. Lui trouve presque normal de disposer encore une fois d'un homme providentiel. En marge des travaux de l'Assemblée générale des Nations unies, chaque pays membre offre une réception. Ben Othman est invité au cocktail de Mohamed Hassan Pacha, ambassadeur d'Égypte auprès de l'ONU, et propose à Bourguiba de l'accompagner. Celui-ci court s'acheter un pardessus, une paire de gants et un chapeau, et s'emploie surtout à trouver un photographe, chargé d'immortaliser ses rencontres avec les personnalités new-yorkaises. Cette dernière dépense n'est pas négligeable, mais il la juge absolument indispensable. De réception en banquet, il se trouve un soir de janvier 1947 nez à nez avec Dean Acheson, le sous-secrétaire d'État américain. « Bourguiba, une assiette à la main, raconte un témoin, le harponne littéralement par le bras et s'adresse à lui en français. » S'il est surpris, Dean Acheson n'en laisse rien paraître, d'autant que l'ambassadeur d'Arabie Saoudite Lassaad El Fkih, hôte de la réception, vient à la rescousse de Bourguiba pour lui servir d'interprète. Quelques mots à peine sont échangés, mais le photographe a pris un cliché de la brève entrevue dont l'AFP rend compte. Les milieux américains ont beau démentir pour calmer la fureur de la France, Bourguiba expédie à tous les médias la providentielle photo.

En fait, malgré la « misérable question d'argent » qui « brisera » ses activités et « handicapera » ses efforts, Bourguiba est content de son voyage. « Un soir, se souvient un témoin, Si El Habib était réellement euphorique. On déambulait sur Broadway. Le spectacle de la rue ne l'intéressait pas du tout. Les personnalités qu'il venait de rencontrer au Waldorf Astoria étaient pour lui un sujet de conversation beaucoup plus excitant que tous les spectacles de New York réunis. Il égrenait des noms, se répétait des dialogues et se frottait les mains de satisfaction. » De ses contacts avec l'opinion américaine et les milieux officiels de Washington, facilités par le Libanais Cecil Hourani alors directeur du bureau arabe d'information à New York, il conclut que les États-Unis soutiendraient la Tunisie au cas où son problème serait soumis à l'ONU et où l'on demanderait à l'organisation internationale de faire appliquer la Charte de San Francisco[1] que la France, comme les autres puissances coloniales, a d'ailleurs signée. Pour Bourguiba, « dorénavant, tout doit tendre à obtenir que le Conseil de la Ligue décide de porter notre question devant l'ONU et charge de cette mission les cinq États arabes membres de l'ONU ». Il est optimiste. Sa tentative de sortir du tête à tête avec la France en étant le premier Africain à s'adresser à la jeune organisation internationale commence à porter ses fruits.

Le premier trimestre de 1947 marque l'apogée de l'action des exilés destouriens au Caire. Le 23 novembre 1946, la Ligue arabe a enfin accepté d'inscrire à l'ordre du jour de ses travaux la question de l'Afrique du Nord. Les destouriens ont été la cheville ouvrière du congrès de l'Afrique du Nord qui s'est déroulé au Caire du 15 au 22 février 1947 pendant que Bourguiba était aux États-Unis, et s'est achevé par la création d'un « Bureau du Maghreb arabe » qui remplace la

1. La Charte de San Francisco a été élaborée lors de la conférence constitutive des Nations unies, qui s'est tenue dans la ville californienne au printemps 1945. Elle mentionne explicitement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

représentation du Néo-Destour. Il a pour mission de « renforcer l'action des mouvements de résistance à l'intérieur et à l'extérieur des pays, en vue de soulever le problème à l'ONU ». Son directeur est Habib Thameur.

Bourguiba rentre au Caire en mars 1947 non sans avoir encore éprouvé quelques émotions. Obligé d'atterrir en catastrophe, l'avion qui le conduit de New York à Genève se pose en effet dans la partie française de l'aéroport de Bâle-Mulhouse ! Il passe quand même sans encombre du côté suisse et s'embarque enfin pour l'Égypte. Pendant plus d'un an, il va tenter sans relâche de convaincre les leaders arabes de poser la question tunisienne à l'ONU. Sachant que Le Caire n'est pas le seul centre d'un monde arabe qu'il apprend progressivement à connaître, il dote dès 1947 le Néo-Destour d'un bureau de représentation à Damas. Youssef Rouissi, qui connaît bien les Syriens, est chargé de s'en occuper. Mais les progrès sont lents. Bourguiba décide de faire une dernière tentative en avril 1948, et entreprend un voyage qui doit le conduire dans les pays arabes membres des Nations unies. Il se rend d'abord en Arabie Saoudite ; comme il l'a déjà fait et comme il le fera encore, le roi Ibn Saoud lui accorde une substantielle aide matérielle. Mais ni la Syrie, bien que Bourguiba ait demandé à Rafik Asha, conseiller syrien à New York, de lui préparer le terrain, ni l'Irak où le leader tunisien comptait sur l'appui de l'ambassadeur d'Irak au Caire, Tahsine Askri, et d'Abdallah Bakr, consul irakien à New York, ne s'emploient à faire bouger les choses. Dans la société politique libanaise qui compte pourtant de vieux routiers des affaires internationales, il ne trouve pas non plus d'oreille complaisante. C'est en Jordanie qu'il obtient le seul résultat positif de son périple : le roi Abdallah se laisse convaincre d'annuler la visite officielle qu'il devait faire à Madrid et qui risquait de démoraliser la population marocaine sous domination espagnole. La tournée arabe de Bourguiba a été un échec. Il est vrai que le Moyen-Orient

souffre alors d'une plaie qui vient de s'ouvrir et qui n'est pas près de se cicatriser : la création de l'État d'Israël.

Le Caire, capitale maghrébine

Mais les médiocres résultats qu'il a obtenus sont surtout dus au fait que la réputation de Bourguiba ne cesse de se dégrader dans les milieux arabes. Ses mésaventures ont commencé après son retour des États-Unis. Le 21 mai 1947, les Maghrébins d'Égypte accueillent en grande pompe à Port Saïd l'émir marocain Abdelkrim El Khattabi dont la guerre contre la puissance coloniale dans les années vingt a fait vibrer des générations de Nord-Africains. Avec Allal El Fassi, leader de l'*Istiqlal* marocain également en exil au Caire et le Rifain Mohamed Ben Aboud, Bourguiba participe au « rapt » du Lion du Rif qui devait poursuivre son voyage jusqu'en France mais qui, cédant aux arguments des jeunes nationalistes, choisit de demeurer en Égypte. Le prestige du vieux leader est tel qu'on lui attribue aussitôt la présidence du Bureau du Maghreb arabe dont Bourguiba est le secrétaire général. Il est d'ailleurs transformé en « Comité de libération du Maghreb arabe » dès janvier 1948 et regroupe tous les partis nationalistes nord-africains. Mais Bourguiba est vite déçu par le Lion devenu vieux et ne partage en rien sa conception de la stratégie de libération. L'émir se considère comme un soldat et estime qu'une lutte armée menée conjointement dans les trois pays du Maghreb est le seul moyen de les conduire à l'indépendance. La majorité des membres du comité sont d'accord avec lui. Des préparatifs sont engagés, des émissaires circulent entre Le Caire et les capitales maghrébines pour préparer l'action armée et coordonner les initiatives afin d'aboutir à une plus grande intégration de la lutte des trois pays.

Encouragé par le discours que le sultan Mohamed V a prononcé à Tanger en avril 1947 et dans lequel il a proclamé que « le Maroc est décidé à récupérer tous ses droits » et à adhérer à la Ligue arabe, Allal El Fassi, dont les relations avec Bourguiba ne sont pas des meilleures, approuve cette stratégie, et bénéficie du ferme soutien de Habib Thameur. Celui-ci, dès avant la guerre, a été un des premiers à mettre le Néo-Destour en contact avec les nationalistes arabes et n'a jamais cessé de favoriser un tel rapprochement. Bourguiba, au contraire, n'a jamais été partisan d'établir des liens organiques avec les mouvements panarabes et estime que le nationalisme tunisien doit garder son autonomie. Au Caire, en 1947, ses manifestations de solidarité vis-à-vis du panarabisme relèvent davantage de la tactique que de la conviction. Toute son énergie reste centrée sur la Tunisie.

Ses adversaires au sein du comité du Maghreb arabe sont de plus en plus nombreux et ne lui ménagent pas leurs critiques. Ils laissent entendre à travers une série d'articles dans la presse cairote qu'il reçoit en sous-main de l'argent de plusieurs dirigeants arabes. Ils lui reprochent également ses bons rapports avec l'ambassade de France au Caire dont il recevrait, disent-ils, des subsides qui lui permettent d'avoir un train de vie dispendieux. Il est vrai que Bourguiba ménage, comme il l'a toujours fait, ses relations avec la puissance protectrice. Dès son arrivée au Caire, il a répondu à la proposition de l'ambassadeur de France M. Lescuyer de rédiger une note sur le problème tunisien. Tout en y montrant sa profonde amertume à la suite de ses « grands espoirs » déçus, il se refuse, écrit-il, à « désespérer complètement du bon sens français », et réitère clairement les revendications destouriennes : un État souverain lié à la France par un traité librement négocié, « car nous savons bien que la Tunisie n'est pas en mesure de se passer d'une aide de la France, aussi bien pour sa sécurité que pour son développement », une assemblée constituante élue, un gouvernement dirigé

par un souverain légitime, référence évidente à la déposition de Moncef Bey. Après le départ de Lescuyer à Mexico, c'est l'attaché militaire, le capitaine Soulié, plus manœuvrier, qui poursuit le dialogue avec le leader tunisien et lui propose de l'aider à subvenir à ses besoins. Bourguiba pour sa part estime qu'il faut encourager « l'établissement de négociations officielles, même si elles devaient échouer... Aux yeux des puissances étrangères et des États arabes, cela nous donnerait une autorité formidable... ».

Il ne convainc pas et, pendant qu'il est au Liban au printemps 1948, le comité le relève de ses fonctions de secrétaire général. Il est d'autant plus ulcéré que ses disputes avec les autres Maghrébins rejaillissent sur ses relations avec les Tunisiens du Caire, idéologiquement plus proches des premiers. Il a par ailleurs bien du mal à « travailler avec des gens qui n'ont pas accepté sa tutelle », comme le souligne un de ses collaborateurs. Or Habib Thameur estime qu'il est toujours, depuis 1939, président de fait du Néo-Destour, bien qu'au Caire Bourguiba se soit attribué le titre. Thameur a dirigé le Néo-Destour de 1939 à 1943, au plus fort de la répression, et a appris depuis longtemps à n'exécuter que les instructions nécessaires à l'action telle qu'il la conçoit. Sa raideur de gentleman britannique, ses manières courtoises et parfaitement contrôlées, sa voix qui ne s'élève jamais, son ton désabusé, exaspèrent d'autant plus Bourguiba qu'il connaît ce caractère pour avoir eu à l'affronter chez Mongi Slim, qui est d'ailleurs le cousin de Thameur. Entre les deux dirigeants destouriens du Caire, les rapports sont grinçants et la coopération souvent tumultueuse. Toujours en mouvement, toujours discourant, volubile et preste, la faconde et le charme envoûtants, Bourguiba n'entend pas qu'on discute son autorité et, tandis que Thameur respecte strictement la hiérarchie du parti, il s'arrange pour la doubler et avoir ses propres réseaux : Khelifa Haouas le factotum, Allala Laouiti le fidèle secrétaire qui fait le va-et-vient entre

Tunis et Le Caire, ses nièces à Tunis, son fils à Paris, la nouvelle génération d'étudiants parisiens qu'il a vus à Genève à l'aller comme au retour des États-Unis, jouent alors, selon l'expression d'un des responsables de la fédération de Tunis, Azouz Rebaï, le rôle de « cinquième colonne » à l'intérieur du Néo-Destour.

En bon apparatchik, Thameur qui tient les cordons de la bourse néo-destourienne du Caire verse à Bourguiba des appointements réguliers. C'est en effet au premier que Mongi Slim, directeur du parti, envoie en sous-main de l'argent, soucieux qu'il est d'éviter les esclandres de Bourguiba. Celui-ci, qui reçoit également un salaire mensuel de 30 livres de la Ligue arabe grâce à l'intervention du Tunisien Khaled El Guergueni, gendre d'Azzam Pacha, auprès de son beau-père, se voit un jour répondre sèchement par Thameur à qui il réclame de l'argent : « Vous avez déjà reçu la somme qui correspond à toutes vos mensualités jusqu'à la fin de l'année. » Outre le fait qu'ils ont une approche radicalement différente de la lutte maghrébine et arabe, Thameur estime que le parti n'a pas à être un lobby bourguibien, au service d'un homme qui, de surcroît, ne mène pas au Caire une vie particulièrement exemplaire. Car le leader tunisien qui n'a jamais eu le sens de l'argent en dépense beaucoup... pour des femmes. Déjà à cette époque Bourguiba se croit assez profondément accordé à l'intérêt national pour trouver à chacun de ses gestes une justification et ne juger indigne aucun de ses comportements. Il roule en voiture Citroën, présent d'un immigré tunisien en Arabie Saoudite, habite Maadi, le quartier chic du Caire, va en vacances en Alexandrie où il passe son temps entre des parties de pêche et de bateau avec la famille d'Abdelhamid Smaïl, employé à la maison royale, et des sorties en compagnie de la fille de l'artiste égyptien Saïed Chatta. La relation qu'il entretient avec « la Chatta », femme bien en chair et un peu vulgaire, ne plaît pas aux Tunisiens.

Elle n'est pas non plus du goût de Wassila Ben Ammar qui, par l'intermédiaire de son cousin Hichem, correspond avec l'amant infidèle. En cet été 1948, Wassila qui s'occupe de la propriété de son mari à Besbessia, est satisfaite : la récolte a été bonne. Sur la plage de La Marsa, elle réfléchit à haute voix : « Si j'écoute mon mauvais génie, je pars à La Mecque, et si j'étais sage, je m'achèterais un tracteur[1]. » « Depuis quand le pèlerinage est-il un produit de Satan ? », demande un de ses vieux amis. La route de La Mecque passant par Le Caire, Wassila y débarque un jour accompagnée de son époux et de sa mère. Alibi d'épouse ou réaction jalouse d'une femme supplantée ? La présence du mari affecte en tout cas Bourguiba qui écrit à sa nièce sa déception et son chagrin. D'autant que Wassila veut rompre. Larmes, cadeaux, menaces, supplications la laissent de marbre. Décidément, rien ne va plus pour Bourguiba.

Le chef contesté

« Un soir, j'étais malade et étendu sur mon lit, raconte-t-il, lorsque le portier du comité du Maghreb arabe se présente avec un pli. C'était une lettre dactylographiée dans laquelle le Dr Habib Thameur m'informait que le Bureau politique m'avait relevé de toutes les responsabilités financières du parti... pour des motifs qu'il serait trop long d'exposer. Je n'en revenais pas ![2] » Cette fois, c'est grave pour le leader tunisien, car le coup vient de Tunis où son parti, à l'image du pays, a évolué durant son absence. Depuis sa déposition, Moncef Bey, exilé à Pau, est devenu le symbole de la lutte, et le Néo-Destour quoique fortement structuré et largement implanté dans le pays n'est plus qu'un élément

1. Témoignage recueilli auprès d'une amie de l'époque de Wassila Ben Ammar.
2. Bourguiba, *op. cit.*

parmi d'autres d'une mouvance nationaliste dominée par le moncéfisme. Ses dirigeants, craignant d'être marginalisés, collent aux manifestations unitaires qui se multiplient, tout en entreprenant la réorganisation d'un parti pratiquement démantelé par sept ans de répression. C'est ainsi qu'ils participent activement le 23 août 1946, au congrès de la Nuit du Destin qui réunit presque toutes les tendances du pays, des cheikhs de la Grande Mosquée aux syndicalistes, en passant par les deux Destour. Il s'agit de réclamer à la France des réformes destinées à préparer l'émancipation définitive du pays. Mais le résident, le général Mast, répond par la répression. Il est toutefois remplacé en février 1947 par Jean Mons, ancien directeur de cabinet de Léon Blum, plus ouvert aux réformes et prêt à entamer une timide libéralisation du régime de protectorat.

Le Néo-Destour ne reste pas sourd aux appels du résident général dont il attend pour une fois quelques résultats, estimant que les temps ont changé et que la France n'a plus les moyens de sa traditionnelle intransigeance impériale. Salah Ben Youssef, qui est maintenant le véritable patron du parti, est par ailleurs encouragé à s'engager dans cette voie par Chedli Bey, fils et conseiller du bey Lamine qui ne néglige aucun moyen d'ôter à son père son image de « bey des Français » : une alliance tactique entre le palais et le principal mouvement nationaliste l'y aiderait grandement. Ben Youssef poursuit parallèlement son rapprochement avec les autres formations politiques mais l'idée de fusion, un moment envisagée, avec le Vieux Destour fait long feu : trop de différences et d'inimitiés séparent depuis longtemps les deux partis. Il y a mieux à faire en cette fin des années quarante, et il faut tenter de s'allier aux forces qui montent dans le pays : le 20 janvier 1946, d'anciens militants de la CGT ont créé l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) ; après deux échecs, la tentative d'unifier les travailleurs tunisiens sous la bannière d'un syndicalisme pure-

ment national s'avère cette fois-ci fructueuse. L'UGTT, qui multiplie les actions spectaculaires de revendication comme la grève, noyée dans le sang, du 5 août 1947 à Sfax, fait vite parler d'elle et son prestige grandit rapidement auprès de la masse des Tunisiens. Farhat Hached, son secrétaire général est, dès 1947, un des hommes les plus populaires du pays. Originaire des îles Kerkennah, militant syndicaliste chevronné, il cache sous un air débonnaire et souriant un tacticien de haute volée. L'indépendance du pays est pour lui aussi importante que la défense des travailleurs mais, s'il met l'UGTT au service de la lutte de libération et principalement du Néo-Destour, il s'attachera toujours à sauvegarder l'autonomie de la centrale ouvrière. Le soutien sans faille que lui apporte l'UGTT constitue, en ces temps difficiles, le plus solide atout du Néo-Destour.

Mais Ben Youssef, secondé par l'indispensable Mongi Slim, directeur du parti, va plus loin. Les deux hommes se complètent parfaitement. Si Ben Youssef est un bon vivant, arrogant et sensible à l'argent, dévoré d'ambition et peu porté aux tâches quotidiennes d'organisation, tout en se révélant un redoutable animal politique et un talentueux stratège ayant réussi à reconstituer un parti démantelé, Mongi Slim, lui, est un parfait apparatchik. Intelligent, travailleur, trop habile parfois, il est le chef de file de ceux qui plongent comme lui leurs racines dans la bourgeoisie mameluk gréco-turque. C'est une des rares époques où, dégagé de l'écrasante emprise de Bourguiba, il peut donner la pleine mesure de ses capacités. Le tandem encourage le regroupement des principales forces socio-économiques tunisiennes dans des organisations étroitement liées au Néo-Destour. Ainsi sont créées l'Union tunisienne de l'artisanat et du commerce (Utac), et l'Union nationale des agriculteurs tunisiens (Unat) qui constituent d'importants réseaux de notabilités destouriennes à travers le pays et alimentent les finances du parti. Ils transforment parallèlement le parti en un puissant appareil

fortement structuré. Progressivement, le Néo-Destour cesse d'être « une ligue où le prestige de Bourguiba tient lieu de doctrine », selon la formule d'un commentateur de l'époque, pour devenir une organisation strictement hiérarchisée, de la cellule au Bureau politique, en passant par les sections, les fédérations régionales et le Conseil national. Tout le pays est ainsi quadrillé. Le résident général Louis Périllier racontera plus tard : « Un résident général ne pouvait pas se déplacer dans l'intérieur sans que les cellules destouriennes n'organisent des rassemblements sur son passage. Malgré les précautions des contrôleurs civils et des caïds, les pancartes, les inscriptions murales, les pétitions révélaient l'existence d'un courant qui méritait d'être pris au sérieux[1]. »

Si une bonne partie des troupes se recrute toujours dans le Sahel, la Fédération de Tunis acquiert à son tour une importance déterminante : c'est elle qui élargit le cercle des conquêtes du Néo-Destour dans les milieux bourgeois et intellectuels, grignotant la base de recrutement traditionnelle du Vieux Destour, tout en multipliant les adhésions dans les couches populaires des faubourgs. Le relatif libéralisme de Jean Mons permet par ailleurs la multiplication des journaux. Dès le premier trimestre de 1948, le Néo-Destour dispose d'un organe en arabe, *El Horria*, et d'un autre en français, *Mission*, dans lequel Hedi Nouira fixe les règles de la doctrine et de l'action du parti. Du Caire, Bourguiba suit avec appréhension cette évolution qui se fait en dehors de lui et, de plus en plus, contre lui. Il critique violemment la ligne modérée adoptée par le parti, non pas tant parce qu'il est contre son principe, mais parce que le choix ne vient pas de lui. Il craint aussi, il est vrai, que militants et responsables ne s'assoupissent dans les rouages bien huilés d'une formation devenue incapable de faire parler d'elle par quelque action d'éclat. La mort de Moncef Bey dans son

1. Louis Périllier : *La Conquête de l'indépendance tunisienne*, éditions Robert Laffont, Paris, 1979.

exil de Pau le 1[er] septembre 1948, si elle le réjouit en levant l'hypothèque légitimiste qui pesait jusque-là sur le Néo-Destour, le confirme également dans ses inquiétudes : le retour de sa dépouille à Tunis et ses grandioses funérailles au cimetière du Jellaz où il a voulu être enterré, ne provoquent dans le pays aucune agitation ; le Néo-Destour a décidément choisi d'adopter un profil bas. À Tunis aussi, de nombreux militants, rejoignant les appréhensions de Bourguiba, commencent à contester la ligne du parti et réclament le tenue d'un congrès pour tenter de la modifier. Ben Youssef toutefois, qui s'est rendu au Caire à la fin du mois d'août avec pour mission officielle d'essayer de réconcilier Abdelkrim et Bourguiba, semble avoir trouvé un compromis avec ce dernier après avoir tenté de régler les différends avec Thameur : à Bourguiba la présidence du parti, à Ben Youssef le secrétariat général, tandis que Thameur serait chargé des questions extérieures. Il en revient avec, dit-il, les directives du leader exilé : la poursuite de la politique de collaboration avec le palais et de la ligne modérée vis-à-vis de la France.

Le congrès de Dar Slim s'ouvre le 16 octobre dans une atmosphère houleuse. « Qui nous prouve que ce sont les ordres de Bourguiba ? » demande Ahmed Khabthani. « La prochaine fois, monsieur, je me ferai accompagner de deux notaires pour confirmer mes dires », rétorque Ben Youssef. « Le sceau du bey doit être de notre côté ! » hurle Azouz Rebaï qui ne ménage pas ses critiques à l'égard de ceux qui reçoivent directement leurs ordres de Bourguiba sans respecter la hiérarchie du parti. Au terme de deux journées, Ben Youssef tient bien en main le congrès. Si Bourguiba a été vertement critiqué par de nombreux délégués, on n'ose tout de même pas remettre en cause son autorité. La direction tunisienne s'attache donc à le marginaliser par le haut ; il est confirmé à la présidence du Néo-Destour, mais on l'« assiste » de trois vice-présidents : Hedi Chaker à Tunis, Youssef Rouissi à Damas et Habib Thameur au Caire. Sa présidence

ressemble fort à une charge honorifique tandis que la réalité du pouvoir lui échappe à peu près totalement.

Au Caire, le leader de plus en plus seul est ulcéré, sa situation lui est intolérable et il n'a cure des quelques explications que des émissaires arrivés de Tunis viennent lui fournir. Ses compagnons appréhendent une de ses colères dont la violence risque de dépasser tout ce qu'ils ont pu voir jusqu'ici. Mais il ne réagit pas. « Il reste, dit un des membres du comité, étrangement calme, et réfléchit beaucoup. » A-t-il confondu l'accessoire et l'essentiel, qu'il a su toute sa vie différencier ? Parti au Caire pour appuyer de l'étranger la lutte de libération de son pays, il se retrouve quatre ans plus tard affaibli comme il ne l'a jamais été. Son succès partiel à l'étranger s'est révélé pour lui terriblement coûteux : il se retrouve marginalisé au sein du groupe maghrébin du Caire et politiquement isolé dans son propre pays. Le Conseil national qui se tient à Tunis le 2 août 1949 confirme ses craintes. La mise en cause de son *leadership* constitue le point essentiel des travaux. Ferjani Bel Haj Ammar, Hedi Chaker et Ali Miaoui demandent qu'une commission d'enquête se penche sur les agissements de « ceux qui se permettent d'envoyer des ordres aux militants sans passer par le Bureau politique, et que soient exclus les militants dont "la vie facile ne fait pas honneur au parti". » Seuls Hedi Nouira et Sliman Ben Sliman prennent la défense de Bourguiba. Allala Laouiti se rend au Caire aussitôt après le Conseil national et brosse à son chef un bien sombre tableau de la situation : les menaces qui pèsent sur lui se précisent tandis que le parti s'épuise en querelles de personnes.

C'est alors que Bourguiba décide d'agir : il annonce à son fils qu'il arrivera à Tunis le 8 septembre. Rien ne le fait revenir sur sa décision, ni le câble de Ben Youssef qui lui demande de reporter son arrivée, ni l'intervention du chargé d'affaires français au Caire qui tâche de le dissuader. Il s'envole donc pour Tunis. Jean Mons laisse faire. Espère-

t-il, après l'échec de ses timides réformes qui ont provoqué les foudres des Prépondérants, recueillir les fruits d'un éclatement du Néo-Destour que beaucoup donnent pour inéluctable avec le retour de Bourguiba et son affrontement attendu avec l'*establishment* du parti ?

La bataille

Le retour

Quand Bourguiba rentre à Tunis ce 8 septembre, l'accueil que lui réserve la capitale est une démonstration de force de ce Néo-Destour qu'il ne connaît plus. En voiture découverte, précédée d'un side-car sur lequel flotte le drapeau tunisien, le leader salue la population de la capitale venue en nombre le saluer. « Plus que le pouvoir, a dit un jour un de ses collaborateurs, Bourguiba aime être adoré et porté en triomphe. » Dès son arrivée, il rend visite à Sidi Lamine, voulant montrer par là que ce dernier est enfin devenu légitime aux yeux des Tunisiens depuis la mort de Moncef Bey. Le souverain, pourtant fort pointilleux en matière d'étiquette, lui retourne son geste en se levant pour l'accueillir et en se montrant à ses côtés devant la foule. Bourguiba va également se recueillir au mausolée de Moncef Bey qui, en disparaissant, a laissé le champ libre à ses ambitions.

« Certains militants avaient sollicité mon intervention pour nettoyer les écuries d'Augias... je leur ai fait comprendre que ce n'était pas le moment... laissant à plus tard le soin de demander des comptes à Ben Youssef et à ses acolytes... » racontera-t-il ultérieurement. Il n'a pas intérêt en effet à se heurter tout de suite de front au puissant appareil du parti, et faute de pouvoir en prendre le contrôle, il entreprend comme à son habitude de le contourner et de reconquérir

l'opinion. À Bizerte, Medjez el Bab, Sfax, il tient réunion sur réunion, remet ses fidèles en selle, gardant de solides rancunes envers ceux qui font obstacle à son autorité. Ses propos enivrent les foules, son enthousiasme est contagieux. Son sens du public et ses gestes spectaculaires font merveille auprès des masses tunisiennes. Durant toute cette période qui va de novembre 1949 à mars 1950, il profite de l'attitude attentiste adoptée par les autorités en frôlant toutefois à quelques reprises le risque de se faire arrêter comme à Gafsa, territoire sous administration militaire, où on l'embarque sous bonne escorte après lui avoir interdit de présider un rassemblement. De jeunes avocats, tels Taïeb Mehiri ou Ahmed Mestiri, sont subjugués par ce chef qu'ils découvrent.

Ayant repris le pays en mains, Bourguiba redevient l'homme avec lequel la France doit compter. Il décide alors de partir pour Paris afin de mobiliser à nouveau l'opinion, la presse et ses amis français sur la question tunisienne.

Mais, avant de quitter Tunis le 12 avril 1950, il procède à la première exclusion d'un responsable qui, dans les annales du Néo-Destour, ait lieu pour des motifs idéologiques. Sliman Ben Sliman est depuis quinze ans l'un des dirigeants les plus respectés du parti. Bourguibiste inconditionnel, il a partagé avec le leader les geôles du Fort Saint-Nicolas, et a pris plus d'une fois sa défense au Bureau politique quand celui-ci critiquait sans ménagements la vie cairote de son président. Plus sensible que ses pairs aux problèmes sociaux, attiré depuis longtemps par les idéaux de la gauche, Ben Sliman est de moins en moins d'accord, en ces temps de guerre froide, avec l'alignement de Bourguiba sur les États-Unis, et ne cache pas que l'Union soviétique est à ses yeux un meilleur défenseur de la cause des peuples opprimés. Quand se crée à Tunis le comité tunisien pour la liberté et la paix sous l'égide du parti communiste qui a alors le vent en poupe, il y adhère avec enthousiasme sans y voir aucune

contradiction avec son engagement néo-destourien. Dans un premier temps, le Bureau politique laisse faire. Mais nombreux sont les jeunes militants qui partagent ses vues, à tel point que Bourguiba s'en inquiète et interdit formellement la « double appartenance ». Ben Sliman proteste et réitère ses critiques contre le proaméricanisme du chef du Néo-Destour. Au cours d'une ultime tentative de conciliation, celui-ci lance au contestataire : « Devons-nous nous soucier de notre cause nationale ou bien nous employer à injurier M. Truman ? — J'attache un prix à ce que nous injurions M. Truman ! » répond Ben Sliman qui se voit, pour son non-conformisme, exclu le 24 mars d'un parti auquel il a consacré sa vie. Le coup est rude pour ce dirigeant, l'un des rares à avoir toujours conservé l'auréole d'un « pur », et crée un malaise dans certains cercles de jeunes destouriens. À l'un d'eux qui lui écrit pour lui exprimer sa solidarité à la suite de son exclusion, il répond : « Si El Habib demeure pour moi le révolutionnaire... Entre le communisme et moi, il n'y a que Bourguiba. » Ainsi s'éloigne à jamais du Néo-Destour un de ses plus ardents militants.

Arracher des concessions à la France

Mais Bourguiba a d'autres soucis en tête et arrive à Paris bien décidé à arracher quelques concessions à la France. Dès le 15 avril 1950, il expose dans une conférence de presse à l'hôtel Lutétia les principales revendications nationalistes que le journaliste de l'AFP Max Zetlaoui résume en sept points qui deviennent vite fameux : résurrection d'un exécutif tunisien, constitution d'un gouvernement tunisien homogène, suppression du secrétariat général, des contrôles civils et de la gendarmerie, institution de municipalités avec représentation des intérêts français, et création d'une

Assemblée constituante élue. « Ces réformes, précise Bourguiba, destinées à consacrer notre indépendance, doivent resserrer et fortifier l'esprit de coopération... Nous estimons que nous sommes un pays trop faible militairement et trop fort stratégiquement pour nous passer du concours d'une grande puissance, que nous voudrions être la France. » Ces propositions ne manquent pas de susciter les réactions des colons français, mais aussi des milieux arabes, y compris maghrébins, et même tunisiens, hostiles à la stratégie « par étapes » du leader néo-destourien.

En Tunisie, les Prépondérants ne sont plus seulement les grands colons des premiers temps du Protectorat mais également des « petits Blancs », population de fonctionnaires surtout, regroupés dans le Rassemblement de Tunisie à qui la loi française du 23 septembre 1948 a donné le droit d'élire leurs représentants au Parlement français. C'est un lobby qui a ses entrées partout. Antoine Colonna, leur bruyant porte-parole au Sénat, a précédé Bourguiba à Paris pour demander au nom des cent cinquante mille Français de la Régence « le maintien hors la loi du Néo-Destour, la dissolution de l'UGTT, la censure sur la presse, la révocation des fonctionnaires destouriens... » et la tête de Jean Mons qui est effectivement rappelé peu après. Bourguiba a besoin d'appuis.

Aux responsables du parti et à plusieurs membres de sa famille, il écrit qu'un geste du souverain est « vital » pour lui. Salah Ben Youssef et Mohamed Badra, vieux routier de la politique tunisienne et tête pensante de Mhamed Chenik, interviennent auprès du bey, qui hésite. Il finit toutefois par adresser au président français Vincent Auriol une lettre dans laquelle il demande des réformes sensiblement analogues à celles réclamées par le Néo-Destour. Au même moment, Farhat Hached, le secrétaire général de l'UGTT, et Tahar Ben Ammar, président de la chambre d'Agriculture et membre du Grand Conseil, s'envolent pour Paris. Ce dernier

remet au gouvernement français un mémorandum allant dans le même sens que les propositions de Bourguiba. Car, rappelle Alain Savary qui fait à cette époque la connaissance du leader tunisien chez Charles-André Julien, « si Bourguiba était alors l'homme le plus en vue du nationalisme tunisien, il n'était pas le seul. Tahar Ben Ammar ou Aziz Djellouli entretenaient des relations solides avec le Mouvement républicain populaire (MRP). De leur côté, les socialistes étaient en contact avec leurs homologues tunisiens ».

Malgré les obstacles, la conjoncture est favorable aux nationalistes. Outre le congrès de la SFIO qui a voté une motion de soutien à l'indépendance de la Tunisie le 29 mai 1950, l'ONU a reconnu l'indépendance de la Libye. C'est alors que le ministre français des Affaires étrangères Robert Schuman déclare le 9 juin 1950, dans son fameux discours de Thionville en présentant le nouveau résident général de France à Tunis : « M. Périllier aura pour mission de conduire la Tunisie vers le plein épanouissement de ses richesses et de l'amener vers l'indépendance. » Le mot est lâché. Bourguiba se précipite sur son téléphone : « Avons-nous bien lu ! demande-t-il à ses amis de gauche. Alors, il n'y a plus de problème ! » Mais il n'est pas le seul à avoir « bien lu » et les réactions ne se font pas attendre. Georges Bidault, le chef du gouvernement, rectifie tout de suite : « L'indépendance est l'objectif final pour tous les territoires, au sein de l'Union française. » La reculade n'a échappé à personne. Bourguiba est cependant décidé à accorder le « préjugé favorable » aux réformes que le nouveau résident Louis Périllier est chargé de mettre en œuvre. Échaudé par l'échec de l'expérience de 1936-1937, il recommande toutefois à Ben Youssef d'opposer aux réformes « un refus catégorique » sauf si « M. Périllier fixe avec le bey et les représentants réels du peuple tunisien le contenu et la durée des étapes à franchir ». En attendant que les engagements français se concrétisent, il n'est pas mécontent de son travail à Paris. La

Tunisie devient en effet un problème de politique intérieure française, objet de débats au Parlement et de conflits au sein du gouvernement.

Les journaux en font leur une et beaucoup d'entre eux jugent nécessaire une évolution du statut du Protectorat. « Si les portes viennent à s'ouvrir pour des négociations, écrit Bourguiba à Ben Youssef, la délégation aura à engager ces négociations. Sinon, nous aurons mis la France au pied du mur et nous nous serons assurés en cas de coup dur de la sympathie agissante et de l'opinion tunisienne, et d'une grande partie de l'opinion française, et surtout des grandes puissances qui suivent mon activité. Et ça, c'est tout de même quelque chose ! »

« Il était gai, spirituel. Lui qui adorait le théâtre, il y allait le plus souvent possible », raconte Mohamed Masmoudi, alors chef de la fédération destourienne de Paris et qui devient à partir de cette époque un des plus proches confidents de Bourguiba. C'est également à cette époque qu'il se fait opérer des amygdales à l'hôpital de Bobigny. Il fait à Paris la connaissance de Farhat Abbas, le leader de l'Union démocratique du manifeste algérien (Udma) dont il apprécie « l'honnêteté, la sincérité et le réalisme ». À l'hôtel Ambassadeur, boulevard Haussmann, où il loge avec sa femme Mathilde et son fils Habib junior, il rencontre grâce à son ami Jean Rous, grande figure de la Résistance française puis de l'anticolonialisme, Irwing Brown, numéro deux du puissant syndicat américain *American Federation of Labor* (*AFL*). Les deux hommes parlent politique, c'est-à-dire, précise Irwing Brown, du soutien américain au mouvement nationaliste. Bourguiba souhaite alors l'affiliation de l'UGTT à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) pour influencer favorablement les milieux politiques américains. Le 23 juillet 1950, lors d'un congrès houleux, la centrale ouvrière tunisienne décide de quitter la Fédération

syndicale mondiale (FSM) pour adhérer peu après à la CISL[1].

Entre-temps, Périllier veut conférer un caractère spectaculaire au tournant libéral pris par la France en favorisant la constitution d'un gouvernement tunisien à participation néo-destourienne. Bourguiba donne sans hésiter son aval à cette expérience inédite, non sans avoir beaucoup de mal à convaincre son parti du bien-fondé de son accord : il ne faut pas moins de dix heures de débats pour que le Conseil national réuni le 4 août se décide à approuver l'initiative de son chef. Mhamed Chenik, choisi pour être Premier ministre, présente le 17 août un gouvernement à forte coloration nationaliste : y participent en effet des hommes comme Mahmoud Materi, Mohamed Badra et surtout Salah Ben Youssef, secrétaire général du Néo-Destour, qui devient ministre de la Justice. Bourguiba a-t-il voulu par ce choix entamer le prestige de son second en le compromettant dans une expérience risquée ? Ce n'est pas sûr. « C'est parce qu'il tenait à tenter sérieusement cette expérience qu'il a désigné Ben Youssef, dit un témoin de l'époque. Il pensait qu'avec sa roublardise, Ben Youssef se débrouillerait mieux que n'importe qui d'autre. »

Mais les « négo-conversations », comme les appelle ironiquement le secrétaire général du Néo-Destour, s'enlisent. Avant même qu'elles n'aient abouti, le résident général estime le 7 octobre que le processus de réformes a besoin d'une « pause ». La déception est grande dans les milieux nationalistes. L'UGTT, toujours à la pointe de la revendication, annonce pour le 19 novembre une « protestation générale de la classe ouvrière ». Le 21, une grève au domaine agricole d'Enfidaville tourne au bain de sang : cinq ouvriers sont

1. La Fédération syndicale mondiale a été créée au lendemain de la guerre sous l'égide de l'URSS et des syndicats de gauche occidentaux. Mais très vite, la guerre froide a eu pour conséquence une scission du mouvement syndical mondial et la création de la Confédération internationale des syndicats libres à l'initiative des syndicats américains.

tués, on compte cinquante blessés et des dizaines d'arrestations. Mohamed Badra, ministre des Affaires sociales, fait un discours passablement antifrançais lors des obsèques des victimes de la répression. Périllier proteste. Bourguiba, qui sent monter la tension et voit venir la crise, déploie autant d'énergie pour susciter l'événement que pour en maîtriser le cours et ne pas se laisser entraîner où il ne veut pas aller. Une semaine après la grève d'Enfidaville et alors qu'il se trouve à Paris, il rejette la responsabilité du malaise sur « une minorité de colons », et ajoute que « le Néo-Destour qui a été le premier à tendre la main sera le dernier à la retirer... à contrecœur et à son corps défendant... » Mais, violemment contestée par la plupart des forces politiques tunisiennes, sa stratégie de collaboration avec la France est de plus en plus difficile à défendre.

Du Conseil national du Néo-Destour réuni les 31 janvier et 1er février 1951 qui envisage « le retrait du ministère du représentant du parti » à l'Archéo-Destour, en passant pas les étudiants qui entament des grèves illimitées le 23 janvier 1951, la critique est partout virulente. Elle monte d'un cran quand les décrets de réformes sont rendus publics le 8 février. De nombreux intellectuels réunis dans un Front national tunisien pour l'indépendance et contre la collaboration, ainsi que le mouvement *Saout Ettaleb* (La voix de l'étudiant) lié aux milieux arabisants, contestent de plus belle la politique du Néo-Destour.

Un tour du monde de la cause tunisienne

À Paris, les négociations sont au point mort. Bourguiba sait que pour l'heure, il n'y a rien à faire. Trouvant là le meilleur moyen de temporiser, il part le 2 février 1951 pour un véritable tour du monde. « Certains trouvent dans ce voyage,

écrit Masmoudi à Bourguiba, un désaveu de la politique actuelle du parti. D'autres y voient une tentative de votre part de vous dégager de l'ornière où s'enlise le parti et ce, en fuyant le plus loin possible de la zone dangereuse qu'est la Tunisie. » La réponse ne se fait pas attendre. « L'alternative est nette : une fois la répression déclenchée, ou bien le mécanisme international se déclenchera et alors ce sera la victoire comme ce fut le cas en Indonésie... ou bien la répression nous trouvera seuls... et dans ce cas notre peuple risque d'être maté et notre parti écrasé comme ce fut le cas à Madagascar... Nous devons céder et reculer jusqu'au jour où tout pas en arrière équivaudrait à un suicide[1]. » Ainsi donc la stratégie est claire et, à partir de 1950, Bourguiba a deux fers au feu : alors même qu'il continue à négocier avec la France, il envisage le recours à la lutte armée. Prenant connaissance alors qu'il vient d'arriver à Karachi des réformes du 8 février, il estime en effet qu'elles ne constituent « même pas un pas ». Leurs trois grandes innovations, l'octroi au Premier ministre tunisien de la présidence du Conseil, la suppression du visa du secrétaire général et le remplacement du visa résidentiel – nécessaire pour donner force de loi à tous les décrets beylicaux – par « l'assentiment » du résident général, sont assorties de telles réserves qu'elles aboutissent en fait au maintien du contrôle français sur l'essentiel de la vie politique et économique.

Quant à Bourguiba, il séjourne un mois dans la métropole pakistanaise où il a été invité à participer au congrès islamique mondial, et n'exclut pas dans l'intervention qu'il y fait le recours à la violence pour obtenir l'indépendance de son pays. C'est le début d'un long périple en Asie qu'il poursuit en compagnie d'un de ses anciens compagnons du

1. Lettre de Bourguiba à Masmoudi envoyée de New Delhi le 23 mai 1951, dans *La Tunisie et la France*, éditions Julliard, Paris, 1954. Il s'agit d'un ouvrage écrit par les dirigeants destouriens de Paris et Bourguiba pour présenter le dossier tunisien à la veille de l'ouverture des négociations sur l'autonomie.

Caire, Taïeb Slim, frère de Mongi Slim. Mais, tandis qu'au cours du premier voyage qu'il avait effectué quatre ans plus tôt dans la région, il n'était qu'un exilé sans le sou, il se présente désormais comme le chef d'un parti de gouvernement, et a des entretiens avec les responsables de tous les pays qu'il visite. Est-ce ce nouveau statut qui le rend si détendu ? Il fait en tout cas du tourisme, et se sent à « l'autre bout du monde ». Il visite tous les monuments dont il a entendu parler, et la somptueuse beauté du Taj Mahal l'impressionne vivement. S'en est-il souvenu en commandant des années plus tard le mausolée qu'il s'est fait édifier dans la ville natale de Monastir ?

À New Delhi, il discute longuement avec Nehru et « demeure persuadé que seule une formule analogue à celle qui a permis à l'Angleterre de résoudre le problème anglo-indien... permettra de résoudre le problème tunisien... » De Djakarta, il écrit le 13 avril : « Je crois que l'épreuve de force que j'ai tout fait pour éviter est inévitable et qu'à mon retour en Tunisie elle risque de nous bousculer. Cette fois, comme je l'ai dit, ce sera terrible... » Dans cette perspective, il insiste auprès de ses interlocuteurs pour qu'ils posent le problème tunisien devant l'ONU. Il a parlé avec Soekarno de l'exemple de l'Indonésie qui a obtenu son indépendance trois ans plus tôt à la suite de l'intervention américaine contre les Pays-Bas au Conseil de sécurité. Il tente d'ailleurs de faire inscrire la question tunisienne à l'ordre du jour de l'ONU à la session de septembre 1951, sans y parvenir.

Au Caire où il arrive fin avril, le leader est rejoint par plusieurs de ses collaborateurs, dont une partie des membres du groupe des Onze Noirs qu'il a créé un an auparavant. À mi-chemin entre la société secrète et l'embryon d'organisation combattante, les Onze Noirs, agissant « en dehors et à l'insu du parti », ne reconnaissent pour chef que Bourguiba. Ils ont pour mission de réunir des fonds, de trouver des armes et d'entraîner des hommes sûrs aux techniques de la

guérilla pour passer à l'action le moment venu. Mais il est fort probable que Bourguiba a également créé ce mouvement pour s'en servir le cas échéant à des fins plus personnelles. Il a en tout cas exigé que le parti remette chaque mois un chèque de 50 000 francs à Allala Laouiti, qui en est la cheville ouvrière, sans que celui-ci ait à rendre compte de ses dépenses. Il est vrai aussi qu'il pense de plus en plus à la lutte armée. En janvier 1950, il a rencontré Ahmed Ben Bella à Tunis chez Mahmoud Charchour. « Nous étions six, raconte ce dernier, trois Tunisiens et trois Algériens. La discussion a tourné autour de deux points : comment déclencher la lutte armée simultanément dans les deux pays et comment se procurer les moyens de cette lutte. » Lors de ses entretiens avec les leaders asiatiques, Bourguiba a demandé plus d'une fois de l'argent et des armes. Au Caire en avril 1951, en compagnie de Mohamed Masmoudi, il en réclame avec de plus en plus d'insistance. « Lorsqu'on annonçait à nos interlocuteurs égyptiens, raconte Masmoudi, qu'on voulait se battre contre la France, ces derniers, encore sous le choc de la guerre israélo-arabe, nous riaient au nez. » Bourguiba évalue ses besoins « à 300 millions de francs pour une première cargaison d'armes » et pour l'achat de postes de transmission qui ont à ses yeux une importance vitale. L'aide est loin d'être à la hauteur de ses prétentions. Mohamed Slaheddine, ministre égyptien des Affaires étrangères, qui lui avait promis des armes en 1949 lui fait don de 5 000 livres. Le roi Ibn Saoud, qui le reçoit à Jeddah peu après, lui octroie des fonds plus substantiels devant servir à l'achat d'une propriété en Libye destinée à devenir un camp d'entraînement pour les combattants tunisiens. De retour d'Arabie, Bourguiba tient une réunion au Caire au cours de laquelle il fait le point avec plusieurs dirigeants destouriens, avant de s'embarquer pour Milan où se déroule en juillet 1951 le congrès de la CISL auquel Farhat Hached l'a fait inviter. Là, les syndicats américains AFL le convient à leurs assises qui doivent

se dérouler en septembre 1951 à San Francisco. Avant de s'y rendre, il va à Londres et à Stockholm pour continuer auprès des Occidentaux sa campagne de sensibilisation à la question tunisienne.

Mais à Washington, le Département d'État n'est pas disposé à lui accorder de visa. Irwing Brown intervient auprès du président de l'AFL qui fait à Truman un rapport très favorable au leader tunisien. « Si Bourguiba est bon pour l'AFL, il est bon pour les États-Unis ! » conclut le président américain. Le chef du Néo-Destour arrive enfin aux États-Unis et passe une quinzaine de jours à Washington avant de se rendre le 24 septembre à San Francisco où il a été précédé par Hached qui est la véritable vedette tunisienne du congrès. Les syndicalistes américains accueillent avec intérêt les revendications du leader de l'UGTT. Mais un incident vient compromettre gravement les efforts déployés par les deux Tunisiens pour populariser leur lutte. Bourguiba, qui ne parle pas un mot d'anglais, fait appel à son compatriote, le bouillant Abed Bouhafa, représentant du comité du Maghreb arabe à New York, pour traduire le discours qu'il doit prononcer devant les congressistes et approuve, sans guère l'avoir compris, le texte que celui-ci lui soumet. Immédiatement diffusé par l'AFP et repris par la presse française, le document se révèle être un violent pamphlet antifrançais et antiaméricain qui provoque un tollé à Paris et déclenche la mauvaise humeur de Washington. Bourguiba est atterré, tous ses efforts pour ménager les susceptibilités occidentales sont réduits à néant. Fort heureusement, l'horaire très strict du congrès ne lui a pas permis de prononcer son discours, et seul Farhat Hached a parlé au nom de la délégation tunisienne. Ce contretemps lui donne l'occasion de démentir avec la dernière vigueur les propos qui lui sont attribués et d'assurer à nouveau aux Américains et aux Français que sa volonté de dialogue est intacte. Mais l'incident a failli coûter cher à l'image de diplomate qu'il veut donner de lui. Le

séjour américain se poursuit toutefois sans encombre et, une fois le congrès de l'AFL terminé, les deux leaders tunisiens entreprennent une tournée à travers le pays qui leur permet, entre autres, de visiter Hollywood et de prendre contact avec le puissant et célèbre syndicat des acteurs. Bourguiba, on s'en doute, est aux anges.

À la mi-octobre, il s'envole enfin pour l'Europe et décide de passer par l'Espagne pour se rendre au Maroc qu'il ne connaît pas mais, écrit-il à son fils, « je me méfie de la sympathie de Franco et je tâcherai de me défiler sans le froisser, comme je l'ai fait en 1943 avec l'Axe et Mussolini ». Début novembre, le voilà à Tanger où il rencontre Abdelhalek Torres avec qui il a travaillé au comité du Maghreb arabe. Ils parlent essentiellement de la lutte armée et des projets du chef du Néo-Destour. Plus tard Torres citera cette conversation pour défendre Bourguiba auprès de Nasser qui l'accusera d'avoir « lâché » l'Algérie. Le 3 novembre, leur entretien se poursuit encore quand la police vient fermement « prier » Bourguiba de quitter immédiatement Tanger et de renoncer à son séjour marocain. Mais il n'a pas fini son tour du monde. Après une escale romaine, il se rend en Turquie pour découvrir la réalité de l'expérience kémaliste qui le fascine depuis longtemps. « J'ai beaucoup réfléchi, écrit-il encore à son fils. On peut arriver au même résultat, voire à des résultats meilleurs par des moyens moins draconiens, qui tiennent compte plus largement de l'âme du peuple. »

Tandis que Bourguiba s'est transformé en globe-trotter, le malaise s'accroît en Tunisie où le processus de réformes est dans l'impasse. Pour débloquer la situation, Périllier propose que les discussions reprennent à Paris. Malgré l'opposition conjuguée des « Rassemblés » français et des ultras du Néo-Destour comme Bahi Ladgham, Mhamed Chenik s'envole pour la capitale française en compagnie de Salah Ben Youssef, de Mohamed Badra et du général Saadallah. Le 31 octobre 1951, la délégation tunisienne remet un mémorandum

au Quai d'Orsay reprenant une fois de plus les principales revendications devant aboutir à l'autonomie. Commence dès lors pour Chenik et ses compagnons une longue et humiliante attente à Paris, leurs interlocuteurs français ne montrant guère d'empressement à leur répondre.

Du Caire où il se retrouve début décembre, Bourguiba s'inquiète cependant de ce redémarrage qu'il n'a pas initié. Il s'en mêle de loin, recommande à Ben Youssef de prendre contact avec l'émir Fayçal au palais de Chaillot où se déroule la session de l'ONU, et de se faire remettre les fonds promis par Ibn Saoud aux Néo-Destouriens. Plus les discussions franco-tunisiennes traînent en longueur, plus le leader s'impatiente. Il inonde les négociateurs tunisiens de télégrammes annonçant son arrivée imminente à Paris pour voir ce qu'il en est. Ben Youssef et Chenik essayent de l'en dissuader. Masmoudi en revanche l'encourage à venir. Ces divergences entre les ministres et son homme de confiance emportent sa décision. Un ultime télégramme confirme son arrivée pour le 15 décembre. Au Bourget, les Tunisiens sont venus nombreux accueillir Si El Habib. La Fédération destourienne de Paris a même loué une voiture américaine pour lui faire honneur. Les étudiants, parmi lesquels se trouvent de futurs responsables comme Mohamed Mzali ou Mansour Moalla, sont venus en car. Dédaignant la limousine, Bourguiba monte sans hésiter dans le bus avec eux pour se rendre à Paris. Démagogie sans doute, mais qui lui vaut l'admiration enthousiaste des jeunes militants. « Ce savoir-faire politique nous touchait beaucoup, raconte l'un d'eux. Ni Ben Youssef ni Mongi Slim n'avaient ce genre de geste qui, s'il relevait du calcul, révélait aussi un sens aigu de l'opinion publique. »

Au Grand Hôtel où il les rejoint, Bourguiba trouve Ben Youssef et Chenik la mine défaite : ils ont reçu il y a un instant à peine la réponse de Robert Schuman au mémorandum tunisien. Il veut en prendre connaissance. « Ne pensez-vous pas qu'il faille en réserver la primeur au bey ? »

demande Chenik. « Tu plaisantes ! riposte Bourguiba. Cette note peut entraîner la guerre. Et la guerre, ce n'est pas l'affaire du bey, c'est la mienne ! » La lettre qui restera dans l'Histoire comme la fameuse « note du 15 décembre » met fin à tous les espoirs en affirmant « le caractère définitif du lien qui unit la France et la Tunisie ». Il n'y est même plus question d'autonomie, mais de « participation des Français » aux institutions politiques tunisiennes, c'est François Puaux, simple sous-directeur des Protectorats au Quai d'Orsay, mais placé là par le puissant groupe des partisans de l'immobilisme, qui l'a rédigée. Bourguiba achève lentement de lire. Puis il se tourne vers Masmoudi : « Appelle Zetlaoui, qu'il vienne immédiatement. » Quelques instants plus tard, le journaliste de l'AFP s'entend dicter : « Une page de l'histoire tunisienne est tournée. La réponse de Schuman ouvre une ère de répression et de résistance, avec son cortège inévitable de deuils, de larmes et de rancune... » Calmement, Bourguiba, qui a retrouvé le ton des grands jours, poursuit : « Exaspéré, déçu, à bout de patience, [le peuple tunisien] saura administrer la preuve aux yeux du monde qu'il est mûr pour la liberté. » Puis, s'adressant surtout aux États-Unis, il déclare *in fine* : « Sa liberté est une condition nécessaire à la défense du monde libre en Méditerranée, et partout à la paix. » La rupture avec la France est consommée : il n'est plus question pour le leader du Néo-Destour de renouer les fils d'un dialogue désormais sans objet. N'ayant plus rien à faire à Paris, la délégation s'en retourne aussitôt à Tunis.

L'affrontement

Bourguiba décide quant à lui de demeurer encore quelques jours dans la capitale française pour renouer des contacts qu'il juge indispensables dans la nouvelle phase de la lutte

qui s'annonce. Hantant les couloirs du palais de Chaillot, il presse les diplomates saoudiens, égyptiens et irakiens de lui fournir l'argent et les armes dont il a plus que jamais besoin. Il adjure également les pays qu'il considère comme amis de poser enfin la question tunisienne devant l'ONU, mais la plupart d'entre eux refusent poliment de s'engager à ce point. « C'est une époque où, tout en paraissant détendu, il restait souvent seul et réfléchissait beaucoup, se souvient Masmoudi. Il marchait de long en large dans ma chambre en chantonnant de vieux airs populaires comme *Liliri ya Mena'.* » Un jour, il s'arrête brusquement et lui lance : « Je vais monter un coup terrible ! Je vais dire au bey, à Ben Youssef et à tout le monde que le délégué américain au Conseil de sécurité nous a promis son soutien si nous déposons une plainte auprès de l'ONU. Toi Masmoudi, tu assureras avoir été le témoin de la conversation. »

Décidé à forcer le cours des événements qui traînent trop à son goût, il rentre donc à Tunis le 2 janvier 1952. Son premier geste est d'aller chez le bey à Hammam Lif pour lui demander, ainsi qu'à Chenik qui assiste à l'entretien, de présenter sans tarder une requête auprès du Conseil de sécurité. Lamine Bey sait qu'il risque son trône s'il appose son sceau sur un tel document. Quant à Mhamed Chenik, s'il hésite longuement, il préfère tout bien pesé affronter les foudres françaises que celles de Bourguiba. Il est vrai que la résistance du souverain a mis celui-ci en fureur. Dès le 8 janvier, au cours d'un meeting à Monastir, il alerte le peuple en le faisant juge dans cette affaire. Le ton de ses discours devient au fil des jours de plus en plus violent. Le 13 janvier à Bizerte, il se déclare prêt à dénoncer le gouvernement si une délégation tunisienne ne part pas immédiatement pour l'ONU. C'est donc pratiquement sous la menace que Chenik remet le même jour la requête tunisienne signée par lui à Ben Youssef et à Badra qui s'embarquent aussitôt pour Paris.

Quelques heures plus tôt, l'arrivée au port de Bizerte, à bord d'un croiseur, du nouveau résident général Jean de Hauteclocque, accueilli par un apparat militaire exceptionnel, annonce de façon spectaculaire que la France a décidé d'employer la manière forte. Ce choix ne fait d'ailleurs plus de doute depuis la nomination du général Garbay, « pacificateur » de Madagascar, au commandement supérieur des troupes françaises en Tunisie. Le Néo-Destour recherche lui aussi l'épreuve de force et donne l'ordre à tous ses militants de maintenir une agitation permanente. À Beja le 15 janvier, puis à Bizerte, à l'arsenal de Ferryville, à Zarzouna, d'importantes manifestations ont lieu un peu partout où l'on compte pratiquement à chaque fois des morts et des blessés. Le 16 janvier, le nouveau résident général annonce l'interdiction du congrès du Néo-Destour qui devait se dérouler le 18 à Tunis. Ce matin-là, à l'aube, Bourguiba et Mongi Slim sont cueillis par la police à leur domicile. Malgré cette précaution, le congrès se tient comme prévu. Hedi Chaker en assure la présidence. Les congressistes affirment leur volonté de poursuivre la lutte jusqu'à l'indépendance et s'élèvent contre l'arrestation de leurs chefs. Quelques heures plus tard, la police procède à un large coup de filet dans tous les milieux nationalistes : des dizaines de néo-destouriens et de communistes sont arrêtés et expédiés dans l'extrême Sud tandis que Hedi Chaker et Chedlia Bouzgarou, la nièce « passionaria » de Si El Habib, rejoignent Bourguiba et Mongi Slim envoyés le matin même à Tabarka.

Une agitation sans précédent répond à la répression. Devant l'ampleur de ce qui prend l'allure d'un véritable soulèvement, Hauteclocque jette par centaines les « suspects » dans des camps d'internement à Mohamedia, Teboursouk, Zaarour, pendant que des commandos de la marine débarquent tout le long de la côte du Sahel où se multiplient les actes de sabotage. Des renforts de troupes arrivent le 26 janvier en Tunisie pour endiguer la révolte.

À Tabarka, Bourguiba est en revanche traité avec tous les égards. Il s'offre même le luxe d'exiger qu'on le change d'hôtel, se déclarant mécontent du service de celui où on l'a d'abord logé. Le voilà à l'hôtel de France où il va occuper la chambre n° 1 durant soixante-sept jours. « Mon oncle était en pleine forme, se souvient Chedlia. Il faisait de grandes promenades et recevait beaucoup de monde. » Il va régulièrement prendre le thé à l'hôtel Les Mimosas, déjeune chez sa nièce qu'on a installée dans une villa où elle a fait venir sa famille, et donne même une interview au journal *Tunis Soir*. Il téléphone souvent à Wassila Ben Ammar qui séjourne alors à Paris et donne des ordres à Masmoudi pour que les Tunisiens lui réservent là-bas un accueil presqu'officiel. Est-ce pour retrouver un peu de la femme aimée qu'il se montre sensible au charme de sa sœur Neïla venue le voir dans son exil ? Hedi Nouira et Farhat Hached lui rendent également visite. Ce dernier l'assure un jour : « Nous tiendrons deux ans, vingt ans s'il le faut. Nous tiendrons le dernier quart d'heure. » Ce sont les dernières paroles, se souviendra Bourguiba, que lui aura adressées le leader syndicaliste. Le chef du Néo-Destour jouit à Tabarka d'une liberté de mouvement pour le moins surprenante en ces temps de répression. Hauteclocque espère-t-il, comme l'en soupçonne Auriol, qu'il en profitera pour s'enfuir par l'Algérie toute proche et se couper ainsi du pays ? Évidemment, il n'en fait rien, n'ayant depuis son exode égyptien aucun goût pour l'exil.

Pendant ce temps, les troupes françaises mettent une partie de la Tunisie à feu et à sang. Pendant dix jours, du 20 janvier au 1er février, le Cap Bon est ratissé par la Légion étrangère du général Garbay avec une rare sauvagerie : pillages, destructions, exécutions sommaires, viols de femmes et de jeunes filles, massacres de nourrissons, les légionnaires se livrent aux plus féroces exactions. L'émotion est considérable, non seulement en Tunisie mais dans le monde, à tel point que les pays afro-asiatiques siégeant à l'ONU répon-

dent enfin à la requête présentée par Ben Youssef et Badra, et portent le 4 février 1952 le différend franco-tunisien devant le Conseil de sécurité. Bourguiba reprend espoir : « Il dépend de la France, dit-il, de rendre ce recours sans objet en acceptant loyalement le principe de l'autonomie interne de la Tunisie. » Mais, tandis que Paris s'embourbe dans l'étude du dossier tunisien, Hauteclocque, répondant au vœu des ultras de Tunis et du Quai d'Orsay, décide de destituer le gouvernement Chenik jugé trop proche des nationalistes. Le 26 mars, il procède à un véritable coup de force : tous les ministres tunisiens sont arrêtés et expédiés en avion dans les territoires du Sud, de Remada à Foum Tataouine. Prévenus à temps à Paris, Badra et Ben Youssef filent vers la Belgique. Nouira est également envoyé à Remada pour avoir refusé de participer au gouvernement Slaheddine Baccouche que le résident général a imposé au bey.

L'heure n'est plus aux atermoiements : « À Tabarka, raconte Chedlia Bouzgarou, on nous demande un soir sans crier gare de plier bagages et on nous fait monter dans une jeep pour une destination inconnue. De Bône où nous arrivons peu après, on nous embarque dans un avion, mon oncle, Jellouli Farès, Hedi Chaker, Mongi Slim et moi-même, à destination de Remada. » Les arrestations dans les milieux nationalistes et communistes qui appellent eux aussi désormais à l'indépendance, reprennent de plus belle. Les dirigeants des organisations nationales, excepté Farhat Hached, sont également déportés.

À Remada, la vie du camp s'organise. Elle est loin l'époque de Borj Lebœuf où Bourguiba était rabroué par ses camarades de déportation ; il est bien aujourd'hui le chef incontesté et on le traite comme tel. Les trente-cinq prisonniers se partagent les sept *ghorfas* du camp dont une est occupée par les communistes et une réservée au leader. Laouiti est affecté à son service. Une fois passée une violente crise d'entérite,

il a le moral et se dit convaincu qu'il tient « le bon bout ». Les détenus s'occupent comme ils peuvent. Mongi Slim est préposé au café. Hedi Chaker, affublé d'un peignoir rose à carreaux affectueusement expédié par son épouse, circule d'une chambre à l'autre. André Barouch, corpulent mais méticuleux, balaye lui-même sa chambre tous les matins en soufflant comme un phoque. Vêtu d'un pantalon de goumier et portant des lunettes de motocycliste afin de se protéger du vent de sable, Bourguiba parcourt quotidiennement des kilomètres pour se maintenir en forme, suivi par Jellouli Farès armé d'un éventail en branches de palmes et par Ferjani Bel Haj Ammar, secrétaire général de l'Union tunisienne de l'artisanat du commerce (Utac), résigné à perdre quelques kilos. Chedlia Bouzgarou et les deux autres femmes déportées, Assia Ghallab et Khedija Tabal, horrifiées par l'infâme tambouille du cuisinier du camp, décident un jour de préparer un délicieux couscous pour le commandant, non sans encourir les critiques de leurs compagnons qui jugent le geste déplacé. Mais il s'avère payant : conquis par leur cuisine, l'officier leur fait livrer chaque jour deux agneaux et accède à toutes leurs réclamations culinaires. Elles ne savent plus dès lors où donner de la tête : entre le bouillon aux nouilles de Bourguiba, le plat casher de Barouch et le couscous sans tomate de Hedi Mrabet et Mohamed Karma, la liste des exigences s'allonge sans cesse... Assis en tailleur, empêtré dans son pantalon de goumier trop grand pour lui, Mongi Slim leur sert de gâte-sauce, écoutant d'une oreille Bourguiba qui ne peut s'empêcher de tester ses idées sur lui ou de commenter les nouvelles de la radio qu'il écoute tout le temps. Dans la journée, les parties de cartes alternent avec la lecture des journaux, les discussions, et surtout les conférences que Bourguiba donne régulièrement sur l'histoire de la Tunisie ou les mouvements nationalistes dans le monde. La journée du 9 avril 1938 est même commémorée. Le leader est optimiste : « La présence de juifs et de musul-

mans dans ce camp... luttant et souffrant côte à côte pour un même idéal national de justice et de liberté, écrit-il à son fils, est particulièrement significative de notre mouvement. Il en sera toujours ainsi, aussi longtemps que le Néo-Destour restera debout. »

Le solitaire de La Galite

Mais cette relative tranquillité est de courte durée. Espérant démoraliser le mouvement nationaliste qu'il n'a pas réussi à briser, Hauteclocque sépare Bourguiba de ses compagnons en l'exilant seul à l'île de La Galite, au large de Bizerte, le 21 mai 1952, après avoir pensé l'expédier en Corse. L'îlot, quasi désertique, est habité par quelques familles de pêcheurs italiens. Le chef du Néo-Destour est logé dans un ancien fort abandonné. Le climat humide de ce rocher malmène ses bronches fragiles ; il est souvent secoué d'une toux sèche accompagnée de vomissements. Pour prendre ses repas chez les pêcheurs, toujours accompagné de l'inspecteur de police chargé de le surveiller, il doit grimper et redescendre une pente abrupte et rocailleuse. À 51 ans, il s'aide d'une canne pour marcher. Le professeur Gutman venu l'examiner diagnostique une fatigue du cœur et une hypertension, ainsi qu'une nette inflammation du poumon droit. Pour la première fois Bourguiba a réellement peur que, comme il le dit, sa « carcasse ne soit démolie ».

À Paris, les adversaires d'un compromis en Tunisie se déchaînent contre lui et *Le Figaro* du 5 juin 1952 révèle sa « duplicité » en publiant deux lettres qu'il avait adressées en 1950 à Abed Bouhafa et dans lesquelles il évoquait, en pleine période de négociations avec la France, un recours possible à la lutte armée. De son île pourtant, il se déclare confiant dans l'avenir. « Cette fois, écrit-il, la frange des militants

est appuyée par une masse homogène qui croit à l'efficacité de nos méthodes et permet au parti d'y puiser ses équipes de rechange successives... quand la répression a décimé ses rangs... Nous avons rallié la grande bourgeoisie, nous avons gagné l'adhésion du bey... que, sans le frein puissant de l'opinion internationale, le résident général aurait déposé après son initiative audacieuse et habile du 1er août. »

Malgré l'étroitesse de sa marge de manœuvre, le souverain a en effet pris le risque de réunir un « Conseil des quarante » représentant toutes les familles spirituelles tunisiennes pour lui demander son avis sur les réformes proposées par la Résidence. Ces États généraux du nationalisme tunisien rejettent à l'unanimité le plan Hauteclocque. En novembre, Bourguiba est conforté dans son optimisme : malgré les pressions françaises, les États-Unis ont voté l'inscription de l'affaire tunisienne à l'ONU. Entre-temps, le 8 octobre, un médecin militaire venu officiellement l'examiner lui propose un marché : il sera transféré en France en prévision de l'hiver, rigoureux dans l'île, s'il s'engage à « se tenir tranquille ». « Je ne solliciterai rien de M. de Hauteclocque. Je ne tiens pas à lui devoir ma liberté, ni même une amélioration de mon régime de détention », réplique Bourguiba qui se voit pour un temps privé même de courrier et vit pratiquement coupé du monde.

Pourtant, chaque mercredi, une femme quitte Tunis pour Bizerte où elle passe la nuit chez des amis afin de pouvoir être à l'aube sur le quai d'où part la navette hebdomadaire pour La Galite. Une fois sur quatre, elle obtient l'autorisation d'envoyer un colis à son époux. Comme toujours, Mathilde est là au plus rude de l'épreuve. Durant les deux ans que dure l'exil de Bourguiba à La Galite, elle ne peut s'y rendre, en compagnie de son fils, qu'une seule fois. Bourguiba nourrit sa solitude des rares visites qu'on lui permet de recevoir. Robert Verdier, homme de lettres et député socialiste français, est autorisé à aller le voir à la suite d'une

enquête qu'il mène à Tunis pour le compte du gouvernement de Paris. Il offre au prisonnier deux tomes des œuvres de Victor Hugo, l'étude de Raymond Aron *Le Grand Schisme* et surtout *L'Histoire du Viêt Nam* de Philippe Devillers qui confirme Bourguiba dans la conviction qu'en matière coloniale, la politique de la canonnière mène tôt ou tard à la défaite de l'occupant. Quelques mois plus tard, Alain Savary qui a arraché une autorisation à Hauteclocque lui rend visite à son tour. À la suite de son entretien avec le leader nationaliste, il publie dans *Le Monde* un article où il conclut à l'urgence d'une solution en Tunisie.

Dans le pays, les événements suivent leur cours sanglant. Aux attentats terroristes répondent dorénavant les actions de l'organisation contre-terroriste la Main rouge qui préfigure la tristement célèbre Organisation de l'armée secrète (OAS) d'Algérie. Bénéficiant de l'indulgence de l'administration et de la protection de la police, ses hommes s'acharnent à créer un climat de terreur destiné à empêcher par tous les moyens le développement de la lutte nationaliste qui reprend sous l'égide de l'UGTT, seule organisation encore debout. Farhat Hached, considéré à partir de 1952 comme le principal animateur de la résistance, est menacé à plusieurs reprises. Les chefs de la Main rouge, mais pas seulement eux, estiment qu'il faut frapper un grand coup. Le matin du 5 décembre 1952, Hached est froidement assassiné sur la route de Radès alors qu'il est seul au volant de sa voiture. On saura plus tard que Hauteclocque, au courant du projet, l'avait dûment approuvé[1]. Effondrés, les Tunisiens restent sans réaction devant le meurtre d'un des hommes les plus populaires du pays. Profitant du traumatisme qu'a provoqué dans l'opinion cette mort demeurée impunie et assuré d'être couvert par les ultras de Paris, le résident général fait pression sur le bey qui,

1. Juliette Bessis : « Farhat Hached », in *Les Africains*, tome V, éditions Jeune Afrique, Paris, 1977.

effrayé de la tournure prise par les événements, finit par promulguer le 20 décembre des réformes municipales qui donnent aux Français les mêmes prérogatives qu'aux Tunisiens.

Bourguiba les dénonce immédiatement et enjoint aux destouriens de s'opposer par tous les moyens à la tenue des élections caïdales et municipales fixées au 10 avril et au 3 mai 1953. « La France vient de s'engager... dans une impasse parce que nous avons bloqué toutes les issues, écrit-il. Nous sommes décidés à les maintenir bloquées coûte que coûte, ne lui laissant d'autre moyen d'en sortir que de rebrousser chemin. » La période électorale est ainsi ponctuée par une série de meurtres spectaculaires, notamment de candidats tunisiens en vue, les destouriens voulant montrer par là leur détermination à liquider les « collabos ». Du 1er mars au 31 mai on compte trente attentats. Chedli Kastalli, vice-président de la municipalité de Tunis, est assassiné le jour même des élections. Mais, malgré l'atmosphère de terreur qui règne dans le pays, l'abstention massive des Tunisiens constitue un sérieux camouflet pour les autorités, et la tension continue de monter. Le 1er juillet, Ezzeddine Bey, l'héritier du trône considéré comme un homme des Français, est abattu par les nationalistes. Le 13 septembre, un membre d'une famille sfaxienne connue pour ses liens avec les milieux colonialistes extrémistes assassine le leader néo-destourien Hedi Chaker.

Privé de courrier, de journaux et de visites, Bourguiba ne cesse de son île d'appeler à l'intensification de la résistance. C'est durant ces mois les plus sombres de sa détention qu'il apprend coup sur coup la mort à peu de temps d'intervalle de ses frères Mahmoud et Mhamed qui ont toujours été, chacun à sa façon, si proches de lui.

En vingt mois de gouvernement à poigne, Hauteclocque n'a obtenu aucun résultat. Pire, la situation s'est tellement dégradée dans la Régence que Paris décide enfin d'abandon-

ner la politique de la canonnière et le remplace par Pierre Voizard le 23 septembre 1953. Le nouveau résident se démarque, dès son arrivée, des méthodes mises en vogue par son prédécesseur : il lève le couvre-feu et la censure sur la presse, adoucit le régime de détention de Bourguiba et libère au début de janvier 1954 la plupart des dirigeants néo-destouriens. Mais Voizard veut surtout désamorcer la bombe tunisienne en préparant quelques réformes qui vont dans le sens souhaité par l'aile modérée du nationalisme. Congédiant un Baccouche trop compromis avec Hauteclocque, il fait nommer le 2 mars 1954 au poste de Premier ministre Mohamed Salah Mzali qui n'a pas trop mauvaise presse dans l'opinion. Dès le 4 mars, les réformes sont promulguées : le gouvernement sera composé en majorité de ministres tunisiens et sera responsable devant le Premier ministre. Deux assemblées seront créées, l'une tunisienne élue au suffrage indirect, l'autre française élue directement. Enfin, les Conseils municipaux pourront élire leurs maires.

Réformes bien timides on le voit, mais qui sont d'autant plus pernicieuses aux yeux de Bourguiba qu'elles légalisent selon lui le principe de la cosouveraineté jugée depuis longtemps dépassée par les nationalistes. Aussi les condamne-t-il vigoureusement. Mais l'exilé de La Galite est inquiet : l'habileté d'un Voizard lui semble bien plus dangereuse que l'épaisse brutalité d'un Hauteclocque. L'apparent libéralisme du premier séduit de nombreux Tunisiens las d'un climat de violence qui paraît ne plus devoir finir, et divise même les rangs des néo-destouriens dont certains sont tentés de jouer la carte du nouveau résident. Hedi Nouira, secrétaire général adjoint du parti, prêche résolument l'abandon de la violence. À sa suite, une partie des dirigeants recommande le calme aux fellaghas (le terme signifie à l'origine : coupeurs de route) qui ont pris, souvent de leur propre initiative, le maquis à partir de 1952 et nombre d'entre eux, obtempérant aux ordres des chefs politiques, quittent les djebels tunisiens

pour les camps d'entraînement de Libye. Les responsables néo-destouriens ne s'opposent pas non plus formellement à la tenue d'élections législatives.

Vers l'issue ?

Le tandem Voizard-Mzali va-t-il réussir à rétablir le calme sans avoir recours à Bourguiba ? Cette perspective terrifie le leader qui craint d'être oublié dans son île. Il lui faut agir pour ne pas être mis hors-circuit. Et, comme toujours quand il est en conflit avec son parti, il fait appel à sa famille pour l'aider. À sa sœur Nejia venue lui rendre visite le 18 janvier 1954, il confie avec amertume : « Comment les miens peuvent-ils supporter de voir certaines personnes se réinstaller dans leurs meubles au parti et se ranger sur mon dos ? » Et il recommande à Nejia de transmettre aux dirigeants du Néo-Destour son ordre formel d'assassiner Mohamed Salah Mzali[1]. Voizard, cependant, n'a pas renoncé à l'amadouer : envoyé à La Galite en janvier 1954 pour l'examiner mais surtout pour le sonder, le Dr Duluc lui demande tout de go s'il est prêt à souscrire à tout ce que fera le bey contre une visite de Wassila Ben Ammar. « Je ne désire pas voir cette femme dans ces conditions, répond Bourguiba. Elle-même cesserait de m'aimer comme elle m'aime si elle apprenait le prix que j'aurais payé pour la voir... » Il continue en effet d'être fou d'amour pour Wassila qui reçoit régulièrement des lettres passionnées de l'exilé. Le 10 mars, à travers son fils qu'on autorise à lui rendre visite avec sa fiancée Neïla Zouiten, Bourguiba appelle le peuple à reprendre la lutte armée. Sentant également le besoin de se rappeler de façon spectaculaire à l'opinion, il charge le parti de renvoyer au bey sa

1. Ce témoignage a été fourni par une proche parente de Bourguiba et corroboré par plusieurs responsables de l'époque.

décoration du *Nichane Iftikhar*, haute distinction beylicale, proclamant par ce geste théâtral qu'il condamne la politique de collaboration du palais avec la Résidence. Au fils du président du Conseil, Rachid Mzali, venu le 28 mars connaître ses dispositions à l'égard de l'expérience en cours, il déclare sans ambages que son père a commis « une véritable trahison ».

Le Néo-Destour est de plus en plus divisé à l'égard du plan Voizard, mais ceux qui continuent de l'approuver finissent bientôt – sous l'influence conjuguée de Bourguiba et de Ben Youssef qui, de Genève, lui est également hostile – par être considérés comme des traîtres. C'est le cas de Hedi Nouira qui, menacé d'un côté par la Main rouge en tant que dirigeant officiel du parti nationaliste, est placé par l'aile dure du Néo-Destour sur une liste de « collaborateurs » à assassiner. N'y tenant plus, il démissionne le 25 mars 1954 et ne regagnera son poste de secrétaire général adjoint qu'une fois la tempête calmée. « Le fellaghisme » qui s'était passablement assoupi, faisant croire à Voizard qu'il avait gagné la partie, reprend dès la mi-mars au rythme d'un attentat toutes les quarante-huit heures en divers points du pays, après la promulgation des réformes. Tandis que la direction du Néo-Destour se réfugie clans l'attentisme, l'UGTT préconise l'abstention aux élections législatives, et un « Front national » constitué le 15 avril par diverses tendances nationalistes s'y déclare formellement opposé.

Bourguiba, depuis son rocher, est-il en train de renverser la situation ? Apparemment oui. Son obstination à refuser tout compromis s'avère en tout cas payante puisque le 20 mai 1954, après deux ans d'un dur exil, on le fait enfin quitter La Galite. L'homme qui embarque sur la vedette venue le chercher a vieilli : le dos voûté, il s'appuie sur une canne, ses cheveux se font rares et ses traits sont durement marqués. Dans l'après-midi du lendemain, il aborde l'île bretonne de Groix que les Français lui ont choisie comme nouveau lieu

de résidence. S'il est encore loin de la liberté, ses conditions de détention n'ont rien à voir avec celles de La Galite. Il est installé dans la villa du pharmacien du village dont le téléphone n'a pas été coupé. Aussitôt arrivé, il appelle Wassila et, le parti n'ayant pas suivi ses instructions, il lui ordonne de faire renvoyer ses décorations au bey par son secrétaire Allala Laouiti. Car, si sa situation s'est améliorée, sa position ne change pas. Il ne cesse de le répéter à ses amis français, à sa famille et aux responsables destouriens accourus le voir, ainsi qu'aux journalistes qui se pressent pour l'interviewer : « La solution du problème tunisien était simple... Le premier palier consistait à rendre à la Tunisie son autonomie interne, les droits de la France dans les domaines économique, stratégique, culturel, étant respectés. Maintenant il s'agit d'une véritable épreuve de force. »

Mai et juin sont effectivement marqués en Tunisie par de graves incidents. Face aux actions spectaculaires des fellaghas qui intensifient la guérilla dans les campagnes et les attentats dans les villes contre les Français mais aussi contre leurs compatriotes « traîtres » – le 31 mai Mohamed Salah Mzali échappe de peu à une tentative d'assassinat – la Main rouge riposte avec une violence décuplée. Alors que le délégué à Paris du Rassemblement français demande que Bourguiba soit mis hors d'état de « reprendre une campagne d'agitation », des renforts militaires débarquent en Tunisie. Malgré les mesures de répression qu'il se résigne à prendre, Voizard perd le contrôle de la situation et se retrouve en butte à la colère des Tunisiens et à l'hostilité croissante des colons. Le 17 juin, au bout de cent jours de gouvernement, Mohamed Salah Mzali démissionne de son poste de Premier ministre sans que personne n'accepte de le remplacer.

Le 18 juin, l'Assemblée nationale française vote la confiance au nouveau président du Conseil Pierre Mendès France, lui donnant pour mission essentielle de faire la paix en Indochine, ce bourbier d'où la France ne sait comment

se dépêtrer depuis la cuisante défaite que lui ont infligée les troupes du général Giap à Diên Biên Phu le 7 mai 1954. Si Mendès tient avant tout à régler le conflit indochinois, il n'en aspire pas moins à trouver une solution à la question tunisienne qu'il connaît bien pour avoir été par le passé l'avocat de plusieurs néo-destouriens. Il charge une équipe dirigée par Alain Savary de lui rédiger un aide-mémoire sur la situation. Celui-ci se rend à Groix dès le 4 juillet, et discute longuement avec Bourguiba qui a installé un véritable quartier général à l'hôtel de la Marine. « Si l'autonomie interne qu'il réclamait ne constituait à ses yeux qu'une étape, Bourguiba ne pensait pas encore à l'époque que la Tunisie pourrait s'acheminer rapidement vers une indépendance totale », rappelle Savary. Le nouveau gouvernement multiplie les gestes pour détendre l'atmosphère : le 17 juillet, Bourguiba est transféré dans le Loiret, au village d'Amilly près de Montargis, où on lui octroie un manoir pompeusement appelé château de La Ferté. Sa nièce Saïda Sassi est autorisée à le rejoindre pour s'occuper de lui. Il jouit en fait d'une liberté de mouvement presque totale et accueille un défilé continu de personnalités tunisiennes et françaises qui viennent le consulter. Masmoudi fait la navette entre Amilly et Genève où Mendès France est retenu par les difficiles négociations avec Giap et Chou En-lai.

« Depuis quinze ans, écrit Mendès[1], on avait promis l'autonomie interne ; j'entendais la réaliser... Pour cela, il fallait un gouvernement tunisien indiscutable c'est-à-dire comprenant des néo-destouriens... L'avis et le soutien de Bourguiba étaient indispensables et nous étions d'accord pour que Masmoudi le voie d'urgence. Bourguiba a manifesté, une fois de plus, autant d'intuition que de sens politique et de réalisme ; il a été remarquable. » Alain Savary revient voir Bourguiba à Amilly dès le lendemain de son installation pour mettre la dernière main à son rapport qui

1. Pierre Mendès France : *Œuvres complètes*, tome III, Gallimard, Paris, 1986.

doit servir de base aux négociations. Il est entendu que la Tunisie devenue autonome respectera les intérêts des différentes communautés de la Régence et confiera à la France le soin de s'occuper de sa défense et de sa diplomatie. Bourguiba est convaincu que, cette fois-ci, la France est obligée de « lâcher » partiellement la Tunisie, et répète aux nombreux journalistes accourus l'interviewer qu'il a confiance dans la volonté de paix du président du Conseil, que son parti ne tient pas à diriger un futur cabinet de négociations et, qu'une fois un gouvernement authentiquement tunisien installé aux commandes, les attentats cesseront d'eux-mêmes.

En Tunisie en effet, la violence redouble d'intensité et Mendès France est pressé d'en finir. Le 30 juillet, soucieux à la fois de restaurer l'ordre et d'impliquer l'armée dans le processus qu'il a déclenché, il remplace Pierre Voizard par le général Boyer de la Tour, commandant supérieur des troupes françaises de Tunisie. Le même jour, il annonce au Conseil des ministres sa décision de se rendre le lendemain à Tunis en compagnie du ministre des Affaires tunisiennes et marocaines Christian Fouchet et du maréchal Juin dont la présence à ses côtés rassurera, il l'espère, les partisans du maintien de la présence française. Le 31 juillet 1954 à 10 h 45, l'avion de Pierre Mendès France atterrit à l'aéroport d'El Aouina, entouré d'un impressionnant dispositif de sécurité. Quelques instants plus tard, le président du Conseil français est reçu par Lamine Bey au palais de Carthage. Devant le souverain, il prononce un discours qui sera considéré comme l'événement le plus important dans l'histoire des rapports franco-tunisiens depuis le traité du Bardo : « L'autonomie interne de l'État tunisien est reconnue et proclamée sans arrière-pensée par le gouvernement français… Nous sommes prêts à transférer à des personnes et à des institutions tunisiennes l'exercice interne de la souveraineté… Dès maintenant, et si tel est votre désir, un nouveau gouvernement peut être constitué… qui sera chargé de négocier en votre nom, avec

le gouvernement français, les conventions destinées à fixer clairement les droits des uns et des autres. »

Quelques heures plus tard, Mendès France s'envole pour Paris. Tout a été dit. La France est médusée. Les Tunisiens ont le sentiment qu'une porte s'est enfin ouverte. Elle ne se refermera plus.

La victoire

« Ces propositions constituent une étape substantielle et décisive dans la voie qui mène à la restauration de la souveraineté complète de la Tunisie. » Bourguiba exulte ; bien que mis au courant du projet de Mendès France, il craignait jusqu'au dernier moment qu'un contretemps ne le fasse échouer. Cette fois-ci, c'est 1936, c'est Blum et Viénot mais avec, en plus, l'indépendance au bout du chemin et lui pour la concevoir et la diriger. Attendre, il savait bien qu'il fallait attendre, servir durant des années tour à tour le chaud et le froid. Il sait que la politique, la vraie, c'est d'abord être armé d'une infinie patience. La France finirait bien par venir à lui, sans véritable guerre, sans qu'il doive la victoire à des hommes en kaki qui en auraient voulu leur part. Il a gagné : l'indépendance de la Tunisie sera politique, elle sera son chef-d'œuvre. Mais on n'en est pas là, il le sait aussi. La France n'a pas capitulé : elle lâche l'important pour garder une part de l'essentiel. On verra plus tard. Pour l'instant, il faut marcher à fond, sans restrictions, dans la direction enfin ouverte par Mendès France. Celui-là, quel aplomb quand même ! Et avoir emmené avec lui le maréchal Juin, c'est fort ! Les pensées se heurtent dans sa tête, les plans s'organisent pendant qu'il attend de percevoir le bruit de la 203 de Béchir Ben Yahmed alors étudiant qui, comme presque chaque jour, doit le conduire à Paris. Depuis qu'il est à La Ferté en effet, sa résidence surveillée n'est plus qu'une fic-

tion et il est entièrement libre de ses mouvements. Il se sent bien, solide même : ses deux ans de repos forcé à La Galite, puis l'air de la Bretagne lui ont en définitive fait du bien. Il a de l'énergie en réserve, c'est ce qu'il faut.

Vers l'autonomie interne

Le Néo-Destour réagit rapidement : le 3 août 1954, son Bureau politique réuni à Genève sous la direction de Salah Ben Youssef approuve la constitution d'un gouvernement d'union nationale pour négocier l'autonomie. Entre Tunis et Paris, les consultations vont bon train. Le Néo-Destour est le point de passage obligé de toute discussion avec la France, mais il soulève encore trop d'hostilité dans certains milieux politiques métropolitains et surtout chez les Français de Tunisie. Il n'est pas question qu'un de ses dirigeants soit à la tête du gouvernement. Mendès France avait même songé un moment à autoriser le retour de Bourguiba à Tunis avant son propre voyage mais en avait été dissuadé : la situation y est encore trop tendue. Aziz Djellouli est pressenti pour être président du Conseil, mais il se récuse et préfère un simple portefeuille. C'est en définitive Tahar Ben Ammar qui est choisi le 7 août : ce grand bourgeois qui a donné plus d'une fois les preuves de son nationalisme est réputé pour sa modération ; il satisfait tout le monde sans braquer personne. Sur les neuf ministres de son gouvernement, quatre sont néo-destouriens : Sadok Mokaddem est à la Justice et Hedi Nouira au Commerce, tandis que Mongi Slim et Mohamed Masmoudi sont ministres d'État chargés avec Aziz Djellouli des négociations.

Le 18 août, les négociations franco-tunisiennes sur l'autonomie s'ouvrent officiellement dans la capitale française. Bourguiba n'y est pas associé. Bien sûr, il vient de

plus en plus souvent à Paris et on le voit davantage à l'hôtel Continental où loge la délégation tunisienne que dans sa demeure d'Amilly. Mongi Slim, et Masmoudi surtout auquel le lie une étroite complicité, lui rapportent régulièrement ce qui se passe ; ils discutent ensemble de la ligne de conduite à adopter sur telle ou telle question, de ce qu'il faut accepter ou refuser des Français. Mais enfin, ce n'est pas lui qui est à la table des négociations et « ses » ministres qui ne sont pas des novices en politique savent prendre des initiatives. Il n'a pas de contacts directs avec la partie française et se sent parfois mis à l'écart. Entre-temps, les discussions piétinent. En Tunisie, la lutte armée n'a pas cessé et l'on enregistre même à la fin de l'été une recrudescence des affrontements entre l'armée française qui a reçu des renforts et les fellaghas. Les Français font du règlement de ce problème un préalable à la poursuite des négociations. Ils ne veulent pas, disent-ils, négocier sous la menace. Parmi les Tunisiens, beaucoup taxent les négociateurs de timidité excessive vis-à-vis de la France et approuvent le refus des chefs de la résistance de déposer les armes avant d'avoir obtenu de solides garanties. Pour Mendès France, il faut faire vite : la permanence des troubles dans la Régence renforce les rangs des opposants à sa politique coloniale. Bourguiba, estime-t-il, est le seul à avoir l'autorité nécessaire pour régler la question avec lui. Début octobre, celui-ci a été rapproché de Paris : c'est la ville de Chantilly qu'on lui a assignée comme nouveau lieu de résidence. Il faut le rencontrer.

Mais si l'on apprenait que le président du Conseil français s'est entretenu avec un chef « rebelle », ce serait à droite un fameux tollé. La rencontre doit être tenue secrète. Charles Gombault, éditorialiste du quotidien *France Soir* et vieil ami de Mendès, propose que l'entrevue ait lieu à son domicile. Et l'on en arrive à ce délicieux paradoxe : fixant le jour et le lieu du rendez-vous, le chef du gouvernement français fait demander à Bourguiba d'y aller en échappant à la

surveillance de sa propre police. Une voiture attend le chef du Néo-Destour non loin de l'entrée de service du Continental, il sort discrètement de l'hôtel par les cuisines et s'y engouffre. Chez Gombault, Mendès l'attend dans un petit salon, il est onze heures et demie, une bouteille d'eau minérale est posée sur un guéridon. Les deux hommes s'enferment. Il est 14 heures quand Bourguiba rouvre la porte et fait signe à son compagnon qui l'a attendu qu'ils peuvent partir. Il a l'air sombre ; il doit être furieux d'avoir raté son déjeuner. En descendant l'escalier, il marmonne : « Il m'a tué. » C'est son seul commentaire sur l'entretien. Mais l'essentiel paraît avoir été réglé. Bourguiba s'est engagé à faire cesser les combats. S'il est déconcerté par cet homme sévère et peu sensible au cabotinage, il a confiance en Mendès et va mettre toute son autorité dans la balance pour parvenir à un accord concret.

La situation se complique alors d'autant plus que les maquisards algériens déclenchent la lutte à leur tour la nuit du 1er novembre. À Paris, on crie à la collusion entre les fellaghas des deux pays. Pressé par le président du parti, le Conseil national du Néo-Destour, réuni à Tunis le 14 novembre, donne toute latitude au gouvernement pour arriver à une solution avec les Français. Le 20 novembre, l'accord est conclu : les fellaghas déposeront les armes en présence d'émissaires français et tunisiens contre l'attribution d'un sauf-conduit signé du général Boyer de la Tour. Bourguiba devra encore convaincre lui-même les chefs les plus méfiants de la résistance qu'ils peuvent avoir confiance et qu'il se porte garant de leur sécurité. L'hypothèque est levée, les discussions peuvent reprendre. En deux ans, la lutte armée a fait quelque quatre cents morts tunisiens. Son épilogue a montré que le Combattant suprême – il ne déteste pas se faire appeler ainsi depuis son retour du Caire – est celui des dirigeants qui a le plus d'ascendant sur les masses de la Tunisie profonde. Lui en tout cas en est convaincu.

Aucun obstacle ne paraît désormais bloquer la voie vers l'autonomie. Mais Ben Youssef n'a approuvé que du bout des lèvres la constitution du gouvernement, et s'est cantonné depuis dans un attentisme plus hostile que bienveillant. Toujours à Genève, il n'a pas pris part aux discussions et n'a pas dit un mot depuis leur ouverture. La première fois qu'il prend publiquement la parole, le 31 décembre, c'est pour dénoncer l'autonomie interne et réclamer que les prérogatives consenties à la France soient réduites à un minimum quasi théorique. Les ministres néo-destouriens sont atterrés. Bourguiba ne dit mot : ce n'est jamais dans les moments graves qu'il entre dans une de ses colères réputées pour être dévastatrices. Trois jours après la déclaration du secrétaire général, il défend sur un ton extrêmement mesuré la lente marche vers l'autonomie dans une interview accordée au journaliste français Roger Stéphane. Il est vrai que les négociations n'avancent pas vite, la France refusant de céder aux Tunisiens la moindre parcelle de contrôle sur les départements qu'elle juge stratégiques de la police et de la justice.

Ben Youssef sait que de nombreux militants commencent à s'impatienter et que sa prise de position a suscité des échos certains. L'autorité du secrétaire général sur le parti n'est pas mince. Ses années d'exil n'ont pas diminué sa puissance. Sa déclaration est un mauvais coup pour Bourguiba et l'aile négociatrice du Néo-Destour, ébranlés de surcroît par la chute du gouvernement Mendès France le 5 février 1955. Mais ils sont rapidement rassurés de ce côté : dès son investiture, Edgar Faure affirme sa volonté de conclure au plus vite les conventions d'autonomie. Mongi Slim et Masmoudi vont à plusieurs reprises à Genève essayer de convaincre « Si Salah » de tempérer ses critiques. À la table des négociations, Mongi Slim temporise pour tenter de concilier les positions des deux leaders et de présenter un front tunisien uni à ses interlocuteurs. La plupart des destouriens sont en effet per-

suadés qu'il faut à tout prix rapprocher les deux hommes et que rien d'irréparable ne s'est produit. Bourguiba est pressé de voir aboutir la négociation pour consolider sa position. Ben Youssef, lui, commence à faire campagne : en avril, il est à Bandoung où il est un des membres les plus actifs de la délégation nord-africaine invitée à titre d'observateur à la première conférence des peuples afro-asiatiques qui sonne le glas du monde colonial. Appuyé par les Algériens, il y prend des positions en flèche en faveur de l'indépendance immédiate des peuples maghrébins et, dans une conférence de presse retentissante, il condamne préventivement tout accord franco-tunisien qui ne tiendrait pas compte de cette exigence. Mais Nehru en particulier n'ayant nulle envie de s'aliéner un pays comme la France, la conférence ne formule aucune critique contre la stratégie par étapes qui est celle de Bourguiba.

Celui-ci apparaît d'ailleurs enfin à Paris comme le véritable chef de la délégation tunisienne : alors que les négociations s'enlisent une fois de plus sur le problème de la représentation de la population française dans les futures municipalités, Edgar Faure se décide à reconnaître publiquement son véritable rôle. Le 21 avril, c'est très officiellement que le chef du Néo-Destour est reçu à l'Hôtel Matignon. S'il n'en veut rien laisser paraître, il n'en est pas moins ému. La modestie n'a jamais été son fort mais ce jour-là, ce n'est pas seulement l'autosatisfaction qui l'envahit, mais une incontrôlable fierté vis-à-vis de lui-même : c'est lui, Bourguiba, à qui deux motards ouvrent la route, à qui les gardes présentent les armes au 57, rue de Varenne. C'est lui, et personne d'autre, que la France se décide enfin à couronner. La joie de cet homme mûr est presque enfantine. Ce sont vingt ans de subtile patience, de portes claquées puis entrouvertes, de menaces calculées de part et d'autre, qui sont enfin récompensés. Cette entrevue, somme toute prévisible, est avant

tout une victoire personnelle pour cet élève des politiciens français. La France, il l'aime, il l'a assez dit et assez démontré au cours de ces années de rapports ambigus, antagoniques et presque complices à la fois. Qu'elle le reconnaisse enfin, c'est justice rendue à une ancienne et constante passion. En arrivant à Matignon, Bourguiba a dans sa poche un texte qui permet de débloquer la situation. Il est vrai que l'opinion tunisienne réclame des résultats concrets et qu'il est pressé d'en finir. Il sait aussi que les Français ne céderont pas si leurs citoyens ne sont pas assurés de bénéficier dans la Régence de solides garanties.

Il faut lâcher du lest sans perdre la face. Quelques jours auparavant, Charles Saumagne, un des rares Français de Tunisie qui est depuis toujours un des plus proches amis de tous les courants du nationalisme tunisien, est arrivé à Paris pour jouer les *go between* entre les deux parties. La veille de l'entrevue avec Edgar Faure, Bourguiba et lui ont passé toute la nuit à trouver une formule de compromis. Ce sera le fameux article 6 des conventions : « La France et la Tunisie reconnaissent aux ressortissants de l'autre pays des droits particuliers différents de ceux reconnus aux autres étrangers. » Paris est d'accord. Malgré les réticences de Mongi Slim qui ne cache pas son hostilité à l'article 6, ce qui accroît l'antipathie de Bourguiba pour celui qui fut longtemps le numéro deux de Ben Youssef et qu'il qualifie volontiers de « simulateur », le protocole d'accord sur les conventions est signé le 22 avril 1955. Il ne reste plus qu'à mettre le traité en forme. Il faut encore plus d'un mois pour y parvenir, des controverses imprévues surgissant à la rédaction de chaque détail. À deux reprises encore, le président du Néo-Destour rencontre le président du Conseil français pour essayer de dépasser les problèmes rencontrés par les négociateurs officiels. À la dernière entrevue, Bourguiba sort de ses gonds : « Vos conventions, c'est de la foutaise, lance-t-il à un Edgar Faure stupéfait mais ironique qui veut encore garder quel-

ques citadelles à la France, vous savez très bien que sans moi, elles n'existeraient pas ! »

Le lendemain, 29 mai, les conventions franco-tunisiennes sur l'autonomie interne sont solennellement signées par les deux chefs de délégation Edgar Faure et Tahar Ben Ammar... et en l'absence de Bourguiba qui n'a toujours d'autre titre que celui de président du Néo-Destour. Il peut quant à lui rentrer à Tunis qu'il n'a pas revu depuis plus de trois ans. Mais le 16 mai, du Caire où il s'est rendu en rentrant de Bandoung, Ben Youssef est monté d'un cran dans l'escalade en appelant solennellement le peuple tunisien à s'opposer aux conventions et à réclamer l'indépendance immédiate et sans restrictions. Bourguiba, qui a décidément choisi pour l'instant de ne rien dire, tente à nouveau par émissaires interposés de persuader son second de rentrer avec lui en Tunisie. Rien n'y fait : à une délégation composée de responsables du parti et des organisations nationales venue lui transmettre le message de Bourguiba, le secrétaire général répond : « J'en ai assez d'être l'éternel second », et décide de demeurer jusqu'à nouvel ordre dans la capitale égyptienne.

Le triomphe

Après plusieurs reports, le retour à Tunis du « Combattant suprême » est fixé au 1er juin. Il doit s'embarquer à Marseille le 31 mai sur le *Ville d'Alger*. Le 30, une foule nombreuse vient saluer le héros du jour à la gare de Lyon. De nombreux Tunisiens et plusieurs Français l'accompagnent dans son voyage jusqu'au port de Marseille. Avant de monter sur la passerelle du navire, il montre à la foule des admirateurs qui se presse sur le port la sombre silhouette du Fort Saint-Nicolas et verse une larme au souvenir de ses années passées

au pénitencier. Il sait maintenant que son temps d'épreuves est terminé et il éprouve un infini plaisir à s'apitoyer sur son passé. Mais il prend soin de déclarer : « Tous ces sacrifices ne laissent en moi aucun sentiment d'amertume... À l'égard du peuple français, j'éprouve un sentiment de respect et de reconnaissance parce que c'est grâce à lui, à sa pression, que les gouvernements français ont pu sortir la France de l'ornière colonialiste en Tunisie... »

À Tunis, il y a des jours que des dizaines de milliers de gens accourent de tous les coins du pays pour assister au retour du leader. Les jeunesses destouriennes ont été réquisitionnées pour assurer le service d'ordre d'une foule en liesse de quelque trois cent mille personnes. Aucun incident ne doit ternir cette journée et donner des arguments aux nombreux Français prêts à parier que les Tunisiens sont incapables de se gouverner eux-mêmes. Le bateau entre dans le port de la Goulette en début d'après-midi. Toute une flotille d'embarcations les plus hétéroclites, drapeau tunisien flottant au vent, a envahi le golfe de Tunis pour venir accueillir le *Ville d'Alger*. L'hymne beylical éclate quand Bourguiba paraît en haut de la passerelle. En bas l'attendent Tahar Ben Ammar et le gouvernement au grand complet, Chedli Bey représentant son père, les responsables des organisations socio-professionnelles, les dignitaires religieux musulmans et israélites, tout ce que la capitale compte de notables. Au premier plan, on distingue les épouses de Farhat Hached et de Hedi Chaker, les leaders syndicaliste et destourien assassinés par la Main rouge. Le 1er juin est non seulement une explosion de joie populaire mais une manifestation sans accroc d'unanimité nationale. C'est avant tout le triomphe d'un homme : jusqu'à Carthage, où il va saluer le bey, retentissent les « Yayia Bourguiba ». Puis c'est la tournée des quartiers populaires de Tunis. En voiture, à cheval, porté en triomphe sur les épaules des manifestants, Bourguiba pendant des heures n'en finit pas de savourer l'amour que

lui voue son peuple. « C'est le plus beau jour de ma vie », bégaie-t-il.

Oui, sans nul doute. Il n'y a ce jour-là ni menace ni crainte d'un avenir incertain. Il n'est officiellement rien mais il est tout, et montre à ceux qui sont tout qu'ils ne seraient rien sans lui. Sa légitimité, il a eu raison d'aller toujours la chercher auprès du peuple. C'est lui qui le reconnaît aujourd'hui et lui crie son amour dans cette folle ovation. Il parvient exténué place aux Moutons où il a toujours théoriquement son domicile. Mathilde n'y habite plus ; en arrivant en ville, il est allé tout à l'heure la saluer dans la maison qu'elle occupe maintenant rue de Toulon. Officiellement malade, elle n'était pas au port. Craignait-elle de subir l'humiliation de quelque présence imprévue ? Le leader, lui, n'a pas de soucis, mais l'émotion et la fatigue ne lui font pas oublier les nécessités politiques. S'adressant à la foule rassemblée sur la place, il défend vigoureusement les conventions et assure les Tunisiens qui l'écoutent que la seule voie vers l'émancipation, c'est le respect des accords signés. Ils le croient. « J'ai vu que vous avez suivi tout ce que je vous avais dit, et je suis persuadé que vous continuerez à me suivre », ajoute-t-il. Rien ne vient décidément ternir cette communion entre un homme et un peuple.

L'état de grâce ne s'arrête pas là. Durant les semaines qui suivent, Bourguiba, logé dans une villa officielle du quartier chic du Belvédère, reçoit des délégations venues de tout le pays. Tout ce que la Tunisie compte de personnalités vient faire en quelque sorte allégeance. Wassila, qui est presque constamment auprès de lui, organise avec délices le cérémonial des entrevues et commence aussi à filtrer les visiteurs du leader. Elle ne veut pas, dit-elle, qu'il soit constamment envahi et il faut désormais prévenir avant d'arriver. Les vieilles connaissances surprennent souvent ces amoureux d'âge mûr la main dans la main. Il est invité partout ; pas une fête n'a

lieu dans Tunis sans qu'on réclame sa présence. Si les journaux l'appellent « le président Bourguiba », il n'est toujours que le chef du Néo-Destour. Après la ratification des conventions par le Parlement français le 3 juin, les consultations s'ouvrent à Tunis pour former le premier gouvernement de l'autonomie interne. Bourguiba n'est pas pressenti : outre qu'il est encore trop tôt pour voir les Français accepter un cabinet dirigé par lui, il manifeste une coquetterie certaine à déclarer que le pouvoir ne l'attire pas, mais en réalité, il ne juge pas son heure venue. Trop de contraintes limitent encore un pouvoir qu'il veut sans partage. Il attendra. Tahar Ben Ammar est à nouveau désigné pour être président du Conseil et former un gouvernement d'union nationale dans lequel le Néo-Destour est largement majoritaire. Pour la première fois depuis 1881, le gouvernement tunisien ne compte pas un seul ministre français. Dans les nombreux discours qu'il fait à travers le pays, Bourguiba insiste sur ce fait, démontre que les conventions laissent aux Tunisiens un large pouvoir sur leurs affaires, défend inlassablement sa stratégie. Il ne doit pas laisser le champ libre au maximalisme de Ben Youssef relayé à Tunis par une bonne partie de la classe politique dont la majorité de l'Archéo-Destour et le parti communiste. Il est également le premier à savoir que dans un certain nombre de secteurs stratégiques comme la police, la justice, de larges pans de l'économie, sans parler de la diplomatie et de l'armée qui lui échappent totalement, l'autonomie tunisienne reste limitée, voire inexistante. Sa tactique consiste comme toujours à rogner pas à pas, avec entêtement, les larges prérogatives que s'est réservée la France. La convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel qui devrait transformer le régime en une monarchie constitutionnelle sera sans doute un premier pas vers l'élargissement de l'autonomie.

Il part donc le 10 juillet pour Paris afin de sonder les intentions françaises et s'octroie ensuite des vacances qu'il

juge avoir largement méritées. Une fois de plus, les discours qu'il a prononcés pendant plus d'un mois presque quotidiennement ont mis comme il dit ses cordes vocales « à rude épreuve ». Or il tient toujours autant à son « instrument de travail ». Un an auparavant, de peur de l'abîmer, il a même arrêté brusquement de fumer, lui qu'on ne voyait jamais sans une cigarette aux lèvres. Le voilà donc en août dans les Pyrénées où il se plie avec délices aux contraintes d'une cure. Il a toujours adoré les villes d'eau et les moindres atteintes à sa santé, qu'il est prompt à déceler, lui sont un excellent prétexte pour y effectuer des séjours prolongés. Il ne semble guère avoir envie de rentrer à Tunis où l'attend, il le sait, plus d'un problème, et décide après cela d'aller passer quelques jours en Bretagne. Mais, pendant qu'il soigne sa gorge, une nouvelle délégation de responsables néo-destouriens conduite par Jellouli Farès se rend au Caire pour tenter une fois de plus de convaincre Ben Youssef de renoncer à ses diatribes et de rentrer à Tunis participer à la mise en place du nouveau régime. Le secrétaire général, qui est en relations constantes avec la Tunisie, sait qu'il y compte de nombreux partisans impatients eux aussi de le voir venir prendre la tête de ses troupes. Sa décision est prise : il fixe son retour au 13 septembre. Dès qu'il l'apprend, Bourguiba avance le sien au 11 pour pouvoir accueillir son second qui veut justement cesser de l'être, et multiplie les gestes conciliants à son égard : « Dans deux jours, annonce-t-il, c'est mon camarade Ben Youssef qui va débarquer du Caire. Je serai là avec tous nos amis pour accueillir le camarade de lutte et l'ami de vingt-cinq ans. » Après plusieurs années d'épreuve, les Tunisiens aspirent à la concorde et Bourguiba n'a nulle intention d'apparaître comme celui qui a déclenché les hostilités. Il connaît Ben Youssef et sait que celui-ci ne se laissera pas facilement convaincre, mais il ne désespère pas de trouver un moyen efficace de neutraliser celui qu'il se refuse à désigner publiquement comme un adversaire.

Combat de chefs

Le 13 septembre, le Bureau politique du Néo-Destour, le gouvernement, de très nombreuses personnalités sont à l'aérodrome d'El Aouina pour accueillir l'avion qui ramène le secrétaire général. Rien n'a été négligé pour lui réserver un accueil digne de lui. Sur la route qui conduit à Tunis, la foule attend depuis des heures de pouvoir acclamer celui qu'elle appelle depuis longtemps « le grand leader ». Ben Youssef descend de la passerelle. Bourguiba s'avance pour lui donner l'accolade. Il le repousse ostensiblement et le salue froidement. Tout le monde a remarqué la scène. Bourguiba, note-t-on, ne dit mot, recule légèrement ; son visage n'exprime rien ; seuls les yeux bleus ont peut-être brillé un instant plus intensément. Les deux chefs du Néo-Destour entament ensuite une longue tournée triomphale dans Tunis qui les conduit jusqu'à la demeure de Ben Youssef à Montfleury. Ensemble, souvent la main dans la main, ils saluent la ville qui les fête. Les Tunisois sont rassurés : la guerre des chefs semble évitée. Leur illusion est de courte durée. Arrivé chez lui, Ben Youssef s'adresse à la foule du haut de son balcon. Il a le verbe haut et ses années silencieuses n'ont rien enlevé à son talent oratoire. La voix est celle d'un tribun : les conventions « constituent un danger pour notre existence et notre indépendance... Je suis certain qu'aucune force ne pourra résister au courant populaire et entraver sa progression, même les conventions tuniso-françaises... Nous irons la main dans la main vers l'objectif suprême : la libération définitive du pays du régime colonial, laquelle ne peut se réaliser que par l'accession à l'indépendance totale. » Les quelques paroles élogieuses prononcées à l'égard du « Combattant suprême » ne laissent personne dupe ; il s'agit là d'une opposition déclarée à laquelle Bourguiba répond fermement quant au fond, mais sans engager le fer : « Les conventions marquent un progrès désicif... J'espère que mon frère Ben

Youssef sera bientôt converti... Il faut que son but demeure l'intérêt général. » La dernière phrase est un avertissement. Dans les jours suivants, deux longues et rudes discussions ont lieu entre les deux hommes mais pour une fois, toute la force de conviction de Bourguiba ne parvient pas à persuader son interlocuteur : Ben Youssef refuse catégoriquement d'approuver publiquement les conventions.

En vérité le problème n'est pas là, et chacun sait à Tunis que la controverse sur l'autonomie n'est qu'un prétexte à une lutte d'une tout autre envergure. Le secrétaire général du Néo-Destour qui a eu pendant des années la haute main sur le parti est un homme intelligent, ambitieux, sûr de lui. C'est aussi un fin politicien qui a été longtemps un chaud partisan du dialogue avec la France, plus porté aux concessions parfois que Bourguiba lui-même. Mais il sait parfaitement qu'un pouvoir collégial est inconcevable. Ni lui ni Bourguiba n'en veulent. C'est le pouvoir, tout le pouvoir qu'il entend conquérir, et il doit pour ce faire éliminer son adversaire de la scène politique. Les vingt-cinq ans de compagnonnage, les années de prison passées côte à côte n'entrent guère en ligne de compte pour des bêtes politiques comme les deux chefs rivaux du Néo-Destour. Puisque Bourguiba a opté pour la voie de la modération et du dialogue avec la France, Ben Youssef n'a pas le choix : il lui reste celle de la surenchère appuyée sur des forces et des alliances opposées au modernisme laïque et pro-occidental du « Combattant suprême ». Nasser entre autres, qui trouve Bourguiba trop lié à la France et imperméable à l'arabisme, a entrepris d'en faire son homme pour ramener la Tunisie dans le giron arabe. La période des escarmouches est de courte durée : le 7 octobre, dans l'enceinte hautement symbolique de la grande mosquée de la Zitouna, Ben Youssef prononce un discours d'une rare violence contre la voie suivie par Bourguiba, et prêche l'avènement sans tarder d'une Tunisie totalement indépendante, partie intégrante de

« la nation arabe » et profondément ancrée dans l'islam. Il veut, déclare-t-il, « travailler pour le bien de la patrie et de la religion de Dieu ». Il multiplie dans les jours suivants les déclarations sur ces thèmes : il faut créer un front unique maghrébin pour chasser l'envahisseur, et considérer la libération du Maghreb comme un élément de la libération arabe. L'amour de Dieu doit guider les Tunisiens dans la dernière phase de leur combat salvateur.

L'arabisme, l'islam, la guerre : les trois piliers de Ben Youssef sont l'exact envers de ceux de Bourguiba. Le discours de l'un est comme le négatif de celui de l'autre. Le secrétaire général attire des foules nombreuses qui applaudissent ses propos sans restrictions. Le meeting de la Zitouna a déclenché la guerre : dès le lendemain, le Bureau politique du Néo-Destour se réunit dans l'appartement de la place aux Moutons et vote l'exclusion de Ben Youssef. Bourguiba juge-t-il maintenant qu'il faut agir et priver l'adversaire de sa base naturelle ? Il emporte en tout cas la décision à l'arraché sur des dirigeants qui hésitent à franchir un tel pas. L'absence de Bahi Ladgham, considéré comme un proche du secrétaire général et qui juge sévèrement un accord avec la France qu'il considère comme une caricature d'indépendance, lui facilite les choses. La décision est si grave qu'elle est tenue secrète pendant quelques jours. Les responsables hésitent à mettre le feu aux poudres en la rendant publique. Même *El Amal*, le journal du parti dirigé, il est vrai, par Azouz Rebaï qui penche plutôt du côté de Ben Youssef, ne publie pas la nouvelle immédiatement. Ben Youssef lui-même ne l'apprend que le 13 octobre. La plupart des militants sont atterrés, beaucoup réprouvent une exclusion qu'ils considèrent comme trop lourde de conséquences pour avoir été décidée par une simple réunion du Bureau politique. Tout en reconnaissant que Ben Youssef a fait preuve d'indiscipline vis-à-vis de la ligne adoptée par le parti, ils pensent qu'on ne peut traiter si brusquement une telle affaire. Le désarroi est d'autant plus

grand qu'un bon tiers des cellules sont résolument « youssé-fistes » et reconnaissent pour chef le leader exclu.

Ce dernier réagit sans tarder : le 15 octobre, dans un meeting qui réunit à Tunis plus de dix mille personnes, il déclare le Bureau politique du parti illégal et prend la tête d'un « Secrétariat général » qu'il proclame être la seule direction légitime du Néo-Destour. Ben Youssef connaît bien l'histoire du mouvement nationaliste : de façon plus hâtive et moins bien organisée, il vient de rééditer le congrès de Ksar Hellal où, vingt et un ans auparavant, un groupe de dissidents prenait le titre de « Bureau politique » et mettait hors-la-loi la Commission exécutive du Destour. L'on sait le succès qui fut réservé à cette dissidence. Ben Youssef peut gagner. Son discours éveille de profonds échos chez de nombreux Tunisiens qui se sentent plus ou moins obscurément les laissés-pour-compte du régime qui est en train de naître. Les intellectuels arabophones de la Zitouna savent qu'ils n'auront aucune place dans une administration résolument francophone, et se sentent marginalisés par rapport à l'élite formée en Occident. Une grande partie de la vieille bourgeoisie terrienne et commerçante craint de faire les frais des bouleversements socio-économiques qui s'annoncent, et se méfie d'un parti dont le puissant syndicat ouvrier est l'un des plus solides soutiens. Le peuple des campagnes, lui, a vu revenir depuis deux ans la période des vaches maigres, et la misère est encore en 1955 sa plus fidèle compagne. Consécutive à deux années de sécheresse, la disette sévit partout. « Les hommes réclament du travail et volent du pain » écrit en septembre 1955 un journal qui signale des émeutes de la faim à Sfax, à Béja, à Teboursouk et même au Kram dans la banlieue tunisoise. Frappée de plein fouet par les bouleversements économiques de l'ère coloniale, loin d'un gouvernement dont elle ne constitue pas la préoccupation, la population rurale s'accroche à une tradition dans laquelle elle voit l'ultime rempart contre les dangers qui la

menacent. Les fellaghas qui en sont tous issus n'allaient-ils pas combattre la France au nom de l'islam et ne portaient-ils pas souvent la *Chahada* gravée sur leur calot ? La démagogie ultra-nationaliste et islamisante de Ben Youssef soulève dans toutes ces catégories, aux intérêts souvent divergents, d'immenses espoirs. Elles s'y reconnaissent davantage que dans le discours rationaliste et modernisant de Bourguiba. Beaucoup de Tunisiens redoutent en outre la propension du président et de l'équipe du Bureau politique à vouloir occuper la totalité de l'espace politique national.

Quelques mois à peine après le 1er juin, la Tunisie paraît une nation profondément divisée entre deux camps aux aspirations inconciliables. Au Néo-Destour lui-même, on le sait, il s'en faut de beaucoup que les responsables soient tous acquis à Bourguiba, sans compter ceux qui se cantonnent dans une prudente expectative, attendant de savoir qui des deux chefs aura le dernier mot. Le pays commence à s'agiter. Des cellules affiliées au Secrétariat général se créent un peu partout. Ben Youssef va de ville en ville lancer l'anathème contre le Bureau politique. Ses meetings sont de plus en plus souvent perturbés par les troupes de choc bourguibistes auxquelles les autorités régionales prêtent plus d'une fois main forte. Ainsi il est empêché de parler à Gabès qui est pourtant l'un de ses plus solides bastions. Des batailles rangées éclatent fréquemment entre les partisans des deux camps.

Depuis l'exclusion de son rival, Bourguiba réagit peu. Comme toujours au moment des crises les plus graves, il est même tombé malade. Il regarde, médusé, toute une partie de la Tunisie se détourner de lui. Où est l'unanimité du 1er juin et la fidélité sans faille que lui manifestait ce jour-là tout un peuple ? Les Tunisiens peuvent-ils être aussi versatiles, renier aujourd'hui ce qu'ils faisaient mine d'adorer hier ? Pour la première fois de sa vie, se passe sous ses yeux quelque chose qu'il ne comprend pas : le peuple l'a « trahi ». Lui qui est rompu à toutes les subtilités de la politique, qui s'est plus

d'une fois joué d'adversaires plus puissants que lui, ne sait que faire devant ce pays inconnu et hostile qu'il découvre soudain. Un désespoir sans nom l'envahit. La victoire, naguère si proche, lui paraît maintenant si incertaine qu'il se demande si elle vaut d'être poursuivie. Jamais son entourage ne l'a vu à ce point abattu. Cet éternel feu follet paraît tout à coup n'avoir plus de ressort. Il faut des jours, des nuits entières de discussions pour que ses vieux compagnons le persuadent de se battre. Ils lui font valoir sa réelle popularité, les puissants soutiens dont il dispose, les maladresses d'un adversaire que la haine conduit à être trop sûr de lui et trop pressé. Ils parlent longtemps. Bourguiba questionne : sont-ils sûrs qu'il peut vaincre ?

Oui ? Alors c'est décidé, il se battra et gagnera, même s'il faut pour cela employer toutes les armes. Il reprend ses tournées dans l'intérieur pour contre-attaquer. Ben Youssef a été particulièrement violent et emporté dans le discours qu'il a prononcé le 29 octobre à Kairouan. Tout est prévu pour que Bourguiba se rende le lendemain dans la ville sainte pour parler à son tour. Des éléments de la fédération de Sfax seront là pour renforcer les rangs des bourguibistes. Le chef du Néo-Destour arrive en jeep, il est assis sur les genoux du responsable qui l'accompagne pour paraître plus grand aux yeux de la foule. Tout le monde est tendu : un incident peut survenir à tout moment dans cette cité loin de lui être totalement acquise. Il prend la parole, longuement. Pour la première fois, il expose au public en détail tous les éléments du conflit avec Ben Youssef. Tel un maître d'école, il explique avec fougue sa version des faits. Tour à tour ironique, sérieux, grave, ménageant les effets de surprise, il séduit progressivement son auditoire. Quand il s'arrête, épuisé, une immense ovation monte de l'assistance. Il a été « sublime », affirment tous ceux qui l'ont écouté. La bruyante admiration que lui ont manifestée les Kairouanais paraît en tout cas l'avoir électrisé.

Quoique l'idée ait été lancée quelques semaines auparavant, c'est peut-être ce jour-là qu'il se rallie vraiment à l'idée de convoquer un congrès extraordinaire du parti qui, il y compte bien, mettra définitivement Ben Youssef hors-la-loi. Il faut avant tout le tenir dans une ville sûre. Les bourguibistes comptent à Sfax de solides appuis et surtout Habib Achour, secrétaire de la puissante fédération de l'UGTT, se déclare prêt à mettre ses hommes au service de Bourguiba. Le congrès est convoqué à Sfax pour le 15 novembre 1955. Les cellules élisent partout leurs délégués, mais celles affiliées au Secrétariat général sont considérées comme illégales. Les treize cents délégués réunis à Sfax le 15 novembre sous la protection des dockers d'Achour, des jeunesses destouriennes et des « comités de vigilance », véritables milices anti-youssséfistes récemment créées, sont ainsi en majorité bourguibistes.

Tout est-il donc joué à l'ouverture ? Vue la composition du congrès, Ben Youssef en est persuadé. Désireux de ménager la partie de l'*establishment* destourien sensible aux arguments de son adversaire, Bourguiba l'a en effet publiquement invité à rejoindre les assises du parti. Le secrétaire général n'est pas un naïf pour y répondre sans conditions, et exige comme prix de son acceptation le report de huit jours du congrès et la modification de la procédure de choix des délégués. Bourguiba, évidemment, refuse. Pourtant, les débats sont véhéments : si les yousséfistes sont minoritaires, nombreux sont les partisans d'une indépendance plus rapide que celle prévue par les conventions qui critiquent les concessions à leurs yeux trop importantes faites à la France par la « ligne Bourguiba ». Certains dirigeants craignent par ailleurs que la victoire presque certaine du président ne renforce sa tendance à l'absolutisme et souhaitent le flanquer d'un homme ayant assez de prestige pour faire contrepoids. Ils choisissent pour jouer ce rôle Bahi Ladgham, dirigeant chevronné connu pour ses opinions proches de celles de

Ben Youssef, et le proposent au poste de secrétaire général adjoint. Bourguiba, qui n'a avec lui aucune affinité, refusera-t-il de se faire tenir en laisse ? Pas du tout. Il n'est pas en mesure, il le sait, de s'opposer à une telle nomination qui pourrait de surcroît entraîner plusieurs ralliements. Surmontant ses réticences, il s'emploie à retourner son nouveau second qui se range derrière lui sans tarder. Il ne participe d'ailleurs pas à toutes les discussions mais les suit attentivement en coulisses pour préparer son intervention. Elle a lieu le 17 novembre en séance plénière : son long discours est un morceau de bravoure comme il sait les réussir quand il se jette totalement dans l'arène. Tout est passé en revue : la stratégie du Néo-Destour qui a toujours tenu compte des rapports de force entre la Tunisie et la France et a préféré les étapes aux affrontements suicidaires, les conventions qui sont un incontestable succès mais qui doivent rapidement ouvrir la voie à l'indépendance complète, l'arabisme et l'islam qui sont les racines identitaires du peuple tunisien mais ne doivent pas compromettre sa nécessaire ouverture sur l'Occident, Ben Youssef enfin « qui cherche à vous faire prendre une voie... qui aboutit à un abîme et à la perte irrémédiable de la nation ». Bourguiba a gagné : l'exclusion de Ben Youssef est entérinée par le congrès. Il reste seul maître à bord du Néo-Destour.

La guerre civile

Au-dehors, le youssefisme commence. Pour montrer sa puissance, le « hors-la-loi » tient le 18 novembre à Tunis qui lui est largement acquise un meeting rassemblant plus de vingt mille personnes. Dans l'intérieur, les fellaghas reprennent le chemin de la montagne et multiplient les coups de main contre les cellules bourguibistes et les colons français dont

les fermes sont souvent isolées ; plusieurs chefs de la résistance ont décidé de répondre à l'appel et de reprendre les armes pour obtenir l'indépendance... et chasser Bourguiba du pouvoir. Les maquisards, qui assurent rapidement leur contrôle sur de vastes régions de l'intérieur, renforcent leurs contacts avec les combattants d'Algérie dont la lutte dure depuis déjà un an. Le Front de libération nationale (FLN) ne voit pas d'un mauvais œil la Tunisie s'embraser à nouveau, estimant qu'il faut multiplier dans tout le Maghreb les foyers de guerre contre la France. Des armes arrivent d'Égypte par la Libye. La Tunisie du 1er juin est en proie à la guerre civile.

Pour l'emporter, Bourguiba lance la bataille dans deux directions. La répression d'abord : elle doit être impitoyable. Le leader a changé : puisqu'il a affaire de son point de vue à un peuple velléitaire et versatile, il ne s'agit plus de le séduire ou de l'amadouer mais de le mater et de briser les ressorts qui l'animent. Les Tunisiens doivent désormais savoir où est la force et que ceux qui la détiennent sont prêts à s'en servir. Si Bourguiba n'a pas renoncé à être aimé, si la relation presque charnelle qui l'unissait au peuple tunisien n'a pas totalement disparu, il veut maintenant être craint. Il dispose pour cela de plusieurs atouts : sur le plan militaire, l'armée française encore omniprésente et qui contrôle toujours les territoires du Sud intervient massivement, aviation à l'appui, pour réduire la rébellion. La France en effet, pour des raisons évidentes, a choisi Bourguiba, malgré les tentatives secrètes mais répétées de Ben Youssef pour l'assurer qu'il ne lui est pas hostile ; outre qu'elle connaît son attachement à l'Occident, la Tunisie est dans une position trop stratégique pour être livrée à un homme soutenu par ses deux bêtes noires : Ben Bella l'Algérien et Nasser l'Égyptien. Elle s'est d'ailleurs résignée, malgré l'hostilité des Français de Tunisie et les appréhensions de la famille beylicale, à restituer le 8 décembre 1955 l'entière responsabilité de l'ordre public

au gouvernement autochtone. Sur le plan politique, ce dernier, qui représente la légalité, est de tendance modérée et francophile et n'a nulle intention de favoriser la victoire de Ben Youssef. Mongi Slim au ministère de l'Intérieur sévit en essayant d'éviter le pire. Le gouvernement interdit en tout cas la tenue d'un congrès que le secrétaire général se proposait de convoquer pour faire pièce à celui de Sfax. De jour en jour, les charges d'incitation à la rébellion qui pèsent sur Ben Youssef se font plus lourdes.

Pour échapper à une arrestation presque certaine, il s'enfuit le 28 janvier 1956 vers la Libye. Il était pourtant étroitement surveillé. Les autorités régionales de Gabès avaient même été averties dans la nuit qu'il était en train de traverser la ville. Elles alertent à Tunis le ministère de l'Intérieur. « Avez-vous un ordre d'arrestation ? » leur rétorque-t-on. Elles n'en ont pas. « Obéissez aux ordres. » Il est probable qu'on a jugé en haut lieu Ben Youssef moins nocif à l'étranger qu'à l'intérieur du pays. Bourguiba n'a pas oublié que ce fut une tactique souvent employée avec succès par la France et qu'il faillit lui-même en être victime s'il n'avait pas mis fin volontairement à son exil égyptien en 1949. Ben Youssef, lui, ne reverra jamais la Tunisie.

Le chef absent, il s'agit désormais d'écraser ses partisans qui n'ont pas désarmé et qui se livrent de plus en plus à de sanglants attentats dans les grandes villes. Le lendemain de son départ, trois journaux youssefistes sont saisis et cent quinze arrestations ont lieu dans tout le pays. Peu après, le gouvernement décide la création d'une cour criminelle spéciale qui prendra quelques mois plus tard le nom de Haute Cour pour juger les rebelles. Mais il faut également couper l'herbe sous le pied de Ben Youssef qui, de Tripoli, appelle ses partisans à continuer la lutte : l'indépendance doit être hâtée. Le contexte régional l'exige : paradoxalement, le Maroc, entré dans la phase finale de la lutte de libération plus tard que la Tunisie, se bat sur des revendications qui vont

bien au-delà des conventions franco-tunisiennes et, comme les nationalistes algériens, juge que le Néo-Destour s'est engagé trop légèrement dans la voie de la négociation. En Tunisie, le volumineux document de l'accord signé le 29 mai 1955 commence à être connu dans ses détails, et toutes les tendances du nationalisme clament leur déception en découvrant à quel point les prérogatives de la Régence demeurent limitées. Bourguiba lui-même qui a enfin lu le texte dans son intégralité, ne peut réprimer sa colère : « C'est ça que vous m'avez fait cautionner ? » lance-t-il furieux à ses collaborateurs. Tout se passe donc comme s'il n'avait d'autre possibilité que d'appliquer la politique préconisée par son adversaire pour rallier les masses tunisiennes qui se sont dangereusement éloignées de lui. À chaque fois que Ben Youssef ajoute une nouvelle exigence à son programme d'indépendance, le président du Néo-Destour la fait sienne et s'empresse de la présenter aux Français. L'exilé de Tripoli le fait-il exprès ? Trois jours avant sa fuite, dans un entretien avec Charles Saumagne qu'il était venu sonder sur les intentions françaises à son égard, il l'avait chargé de cet inquiétant message : « Tu diras à Bourguiba que désormais je l'obligerai à enfourcher, chaque jour de sa vie, un dada nouveau jusqu'à ce que le dernier lui casse les reins ![1] » Ce qu'il a tenté de faire. Mais, aveuglé par la haine, il calculait mal l'endurance de son ennemi.

Le 2 février 1956, Bourguiba s'envole en tout cas pour Paris où il persuade les autorités françaises plus que réticentes d'entamer de nouvelles négociations devant aboutir à la souveraineté complète de la Tunisie. Après quoi, voulant montrer qu'il tient bien en main la situation intérieure, il part aux sports d'hiver à l'Alpe-d'Huez, laissant à Bahi Ladgham devenu vice-président du Conseil le soin de diriger la délégation tunisienne aux discussions qui s'ouvrent effectivement

1. Charles Saumagne : *Journal et Écrits*, Cahiers de la Méditerranée, CMMC, Nice, 1979.

le 29 février. Mais, même si le socialiste Alain Savary, vieil ami des destouriens, est chargé des questions tunisiennes et marocaines au cabinet de Guy Mollet, elles sont difficiles. En butte à l'hostilité agissante des Français de Tunisie et d'Algérie, le gouvernement français hésite à remettre en question des accords d'autonomie prévus pour durer des années ; une telle concession risque de rendre peu crédibles ses efforts pour rechercher une solution qui sauvegarde sa présence dans sa colonie algérienne. Bourguiba revient à Paris le 5 mars pour diriger des négociations qui risquent à tout moment de capoter. La rupture est évitée de justesse le 17 mars grâce à un long entretien qu'il a avec le ministre des Affaires étrangères Christian Pineau. Paris a eu en définitive intérêt à consolider le pouvoir de son interlocuteur et à lui donner les moyens d'éteindre un foyer de tension lié aux maquis algériens. Bourguiba est sans nul doute le meilleur dirigeant possible pour la France. De toute façon, les dés sont jetés : le Maroc est indépendant depuis le 2 mars. Le 20 mars, le protocole d'indépendance de la Tunisie est signé. Deux jours plus tard, le « Combattant suprême » rentre à Tunis vainqueur sur toute la ligne : l'objectif final de ces longues années de lutte est atteint, il en a été jusqu'au bout l'artisan. Le pouvoir est désormais à portée de sa main.

L'indépendance

Le 25 mars 1956, pour la première fois de toute leur histoire, les Tunisiens sont conviés à élire leurs députés à l'Assemblée constituante dont la convocation a été décidée au congrès de Sfax. Les Tunisiennes ne prennent pas part au vote : dans tous les domaines, elles sont des mineures au regard de la loi. Le 26 janvier, une loi électorale a été promulguée, instituant le scrutin majoritaire à un tour malgré

la protestation des minorités politiques, youssefiste et communiste en particulier, qui réclament l'instauration de la proportionnelle. La victoire du Front national constitué autour du Néo-Destour est assurée : la totalité des quatre-vingt-dix-sept Constituants en fait partie même s'ils ne sont pas tous destouriens, les indépendants et les communistes n'ayant pas recueilli suffisamment de voix pour avoir un seul représentant. Bourguiba, quant à lui, a été élu dans son fief de Monastir avec 100 % des suffrages. La Tunisie nouvelle émerge en plein paradoxe : les armes parlent encore dans les djebels abandonnés de l'intérieur, des lois d'exception qui auront la vie dure constituent une structure répressive d'une redoutable efficacité, des citoyens observent non sans crainte le Néo-Destour s'installer à tous les postes de commande, mais le 8 avril n'en est pas moins un grand jour. Les avenues menant au Bardo sont largement pavoisées aux couleurs tunisiennes : l'auguste palais beylical accueille la première séance de l'Assemblée constituante. La famille du bey au grand complet, les corps constitués, les autorités religieuses sont là pour assister à l'arrivée des représentants de la nation.

Après le bref discours inaugural du souverain, on procède à l'élection du président de l'Assemblée. Bourguiba, seul candidat, est élu par acclamations aux accents de l'hymne néo-destourien *Houmata el Hima*. Le nouveau président, les yeux humides, monte à la tribune : « Pour la première fois durant toute ma vie, je me sens incapable d'exprimer mes sentiments, ma joie et mon émotion. En cette minute mémorable je vois, Dieu merci, se réaliser un rêve de jeunesse. » Deux rêves de jeunesse a-t-il dû penser en cet instant solennel : l'émancipation de son pays certes, mais aussi son accession au pouvoir suprême. Ne se définit-il pas souvent lui-même depuis son retour le 1er juin 1955 comme le « guide de la nation » ? Respectueuse jusqu'à la minutie des

formes de la démocratie, l'Assemblée élit ensuite ses différents bureaux et commissions. Mahmoud Materi demande que l'on procède au vote secret. Bourguiba répond que cette procédure est inutile puisque le nombre des candidats est égal aux postes à pourvoir. Tous les votes ont lieu à main levée. Ainsi commencent, dans l'inconscience quasi générale, les premiers dérapages.

La tâche du vieux Tahar Ben Ammar et, avec lui, celle de l'ancienne bourgeoisie tunisienne qui, quelles qu'aient été ses hésitations, a aidé le Néo-Destour à conduire la Tunisie à l'indépendance, est terminée. Il remet sans tarder la démission de son cabinet au bey qui, dès le 10 avril, fait appel à Bourguiba pour former le nouveau gouvernement. Le ministère est constitué le 15 avril et présenté aux députés le 17, quelques jours après qu'ils aient voté l'article premier de la Constitution : « La Tunisie est un État libre, indépendant et souverain, ayant l'islam pour religion et l'arabe pour langue. » Ceux qui craignaient la francophilie trop prononcée et le laïcisme affirmé au grand jour du nouveau chef de l'exécutif sont rassurés. Bourguiba connaît trop bien les Tunisiens, il a lui-même par le passé trop souvent utilisé la profonde sensibilité arabo-musulmane dont ils sont imprégnés pour ne pas en tenir compte. Si ses proches connaissent son profond agnosticisme, il a toujours abondamment usé du Coran chaque fois qu'il a voulu persuader les masses de le suivre. Il connaît le livre saint par cœur et sait admirablement en utiliser les ambiguïtés pour étayer ses thèses les plus iconoclastes. En ce début d'avril 1956, rien ne laisse cependant prévoir l'électrochoc qu'il va infliger à la société tunisienne à peine deux mois plus tard. Dans une interview accordée en février à l'hebdomadaire *L'Action*, il précise à propos de la laïcité : « On a cru que cela voulait dire l'abandon de toute religion... J'ai expliqué à mes compatriotes qui s'étaient inquiétés ce que nous entendons par laïque... : la loi tunisienne sera une loi élaborée par des hommes... et non

pas une loi d'origine divine. » Et, toujours pragmatique, il ajoute : « Laïque a été mal compris..., l'essentiel pour moi c'est la chose. » Quant aux femmes, s'il se dit favorable à leur émancipation, il n'en déclare pas moins : « C'est à partir d'un travail de défrichement qui ne peut être fait que par les femmes et que nous serons prêts à aider, que l'on pourrait penser à leur accorder un droit dans la vie publique. » S'il pense déjà à ce qu'il veut faire, comme d'habitude, il n'en souffle mot à ses collaborateurs, même les plus proches. Wassila, qui apparaît de plus en plus comme sa compagne et qui exerce sur lui une influence non négligeable, l'a-t-elle pressé d'accorder quelques droits aux femmes ?

De toute façon, ces problèmes n'apparaissent pas comme des priorités au moment où il forme son cabinet. Il doit d'abord en finir avec le youssefisme, arracher à une France qui s'accroche au concept d'interdépendance les dernières parcelles de la souveraineté tunisienne, en matière de diplomatie essentiellement, et parachever sa mainmise sur l'espace politique tunisien. Durant quelques mois, cet homme à qui la victoire semble avoir donné des ailes se transforme en véritable ouragan. Méthodiquement, avec un calme dont il n'est pas coutumier, il mène de front toutes ces entreprises. Deux voyages à Paris en mai et en juin lui permettent d'amener la France à renoncer à ses privilèges en matière diplomatique et à diminuer légèrement sa lourde présence militaire dans le pays. Paradoxalement d'ailleurs, ni le détournement par les autorités militaires d'Alger le 22 octobre 1956 de l'avion qui devait conduire de Rabat à Tunis les cinq principaux dirigeants du FLN algérien ni l'agression franco-anglo-israélienne contre l'Égypte début novembre n'ont de réelles conséquences sur l'évolution des relations entre Paris et Tunis. Tandis que le nouvel ambassadeur de France Bruno de Leusse démissionne de son poste pour protester contre le détournement, Bourguiba adopte à chaque fois une position plus que mesurée. Il ne verrait pas en réalité

sans déplaisir l'élimination de Ben Bella et l'affaiblissement de Nasser, ses deux principaux adversaires dans le monde arabe qui continuent de soutenir Ben Youssef installé au Caire depuis décembre 1956.

La rébellion youssséfiste est de toute façon en voie d'être matée : le 11 mai 1956, Tahar Boukhris dit Fartas l'Égorgeur a été pendu publiquement à Souk el Arba. En juin, trois chefs youssséfistes sont exécutés à Tunis ; trois autres sont pendus au Bardo le 1er novembre. En janvier 1957, le premier grand procès des youssséfistes prononce sept condamnations à mort dont celle de Ben Youssef lui-même ; trois des condamnés sont passés par les armes dès le 2 février. À chaque fois, Bourguiba a pressé la justice de se montrer impitoyable et de ne faire preuve d'aucune indulgence envers ceux qui se dressent contre l'autorité du nouvel État. La guerre civile qui s'éteint lentement durant l'année 1957 aura fait un millier de morts, plus du double que pendant les deux ans de lutte armée contre la France. Les procès, eux, continueront longtemps et d'autres exécutions auront lieu en 1958 sous l'inculpation de youssséfisme, sans compter les enlèvements et les assassinats perpétrés par des milices qui agissent pratiquement au grand jour.

Mais au sein de la mouvance destourienne elle-même, des velléités d'autonomie se sont exprimées : Ahmed Ben Salah, le bouillant secrétaire général de l'UGTT qui n'est pas dépourvu d'ambition, n'entend pas faire du puissant syndicat une simple courroie de transmission du pouvoir qui s'installe. À la faveur du VIe congrès de l'UGTT en septembre 1956, le Néo-Destour tente de reprendre en main la centrale. Bourguiba interrompt même le séjour qu'il effectue à Châtelguyon pour prendre, le 19 septembre, la parole devant les congressistes. La tendance bourguibiste, dirigée par Habib Achour et Ahmed Tlili, s'emploie à déstabiliser Ben Salah. Tandis qu'Achour crée un syndicat concurrent, l'Union tunisienne du travail (UTT), avec la bénédiction

du Néo-Destour, Tlili parvient à faire exclure le secrétaire général de l'UGTT le 16 décembre pour être nommé lui-même à ce poste. L'UTT, dont on n'a plus besoin, se saborde peu après, et l'UGTT devient pour un temps un rouage discipliné du pouvoir.

Bourguiba, lui, est beaucoup plus qu'un président du Conseil. Tandis que l'Assemblée constituante discute de l'établissement en Tunisie d'un régime de monarchie constitutionnelle, il apparaît de plus en plus comme la source exclusive du pouvoir et de la légitimité. Depuis le 1er mai, il s'adresse directement une fois par semaine aux Tunisiens à la radio et leur prodigue conseils, avertissements, réprimandes et encouragements, tout en leur expliquant avec soin les principaux ressorts de sa politique. Le 1er juin, l'avenue Jules Ferry, la grande artère de Tunis, prend le nom d'avenue Habib Bourguiba. Lui-même, s'il continue d'affecter la plus grande simplicité, ne déteste pas l'apparat qui accompagne l'exercice du pouvoir. En juillet 1956, il s'installe dans la luxueuse résidence, naguère dévolue au secrétaire général français du gouvernement à Sainte-Monique près de Carthage, qu'il débaptise d'ailleurs pour lui donner le nom de Saïda, sa nièce préférée : la Tunisie n'est-elle pas un peu sa propriété ? Ses tournées dans l'intérieur du pays s'entourent d'un cérémonial qui devient vite immuable : on pavoise les villes et les villages qu'il traverse, des petites filles endimanchées l'accueillent avec d'immenses bouquets de fleurs. Il commence à être un « père ».

Les premiers pas de la Tunisie indépendante se heurtent à plus d'un obstacle : la France, mécontente de la tournure qu'a prise l'indépendance, et du soutien de plus en plus appuyé du nouveau régime aux maquisards algériens, finit, après une série d'escarmouches, par suspendre son aide financière le 20 mai 1957. Les relations avec le monde arabe n'en sont pas meilleures pour autant : quand Bourguiba se rend en novembre 1956 à l'assemblée générale de l'ONU

à New York, les diplomates arabes lui réservent un accueil mitigé. La visite officielle qu'effectue le roi Ibn Saoud à Tunis du 21 au 23 février 1957 n'est guère plus chaleureuse : non seulement le souverain wahabite peut constater le peu d'empressement du nouveau chef de la Tunisie à « s'orientaliser », mais il est choqué par la place réservée au bey, de plus en plus tenu pour quantité négligeable. S'il est affecté par tous ces problèmes, Bourguiba ne le montre guère. À la fois « massif, roublard, amusant, agaçant, séduisant, alternant la pétulance de l'enfant capricieux et têtu et les gravités de l'homme expérimenté[1] », il s'attaque à chacun d'eux et à tous à la fois, en même temps qu'il suit de très près les travaux de la Constituante qu'il pousse à bouleverser de fond en comble le vieil ordre social de la Régence : en trois mois, elle entérine la promulgation d'un Code du statut personnel qui fait accéder les femmes au rang de majeures, la suppression des tribunaux religieux, la modernisation des structures de l'État, et commence à songer à la nature du régime qui doit régir le pays. Le président du Conseil se prononce sans ambiguïté pour un exécutif fort. Mais qui en sera investi ? L'Assemblée planche sans relâche sur un projet de monarchie constitutionnelle... pendant que Bourguiba voyage comme un chef d'État. Début mars, il est au Ghana pour assister aux cérémonies de l'indépendance ; à la fin du mois, il se rend en Espagne puis au Maroc où Mohamed V l'a invité, bien qu'il n'éprouve aucune sympathie pour celui qu'il considère comme un politicien retors aux allures de parvenu. En avril, le voilà en Italie où il fait une cure dans la ville thermale de Salsomaggiore.

Les échéances sont si pressantes que la petite cité péninsulaire voit pendant près de deux semaines un véritable défilé de ministres et de personnalités tunisiens venus consulter un leader qui veut montrer, en s'occupant d'abord de

1. C'est le portrait qu'en fait à cette époque Charles Saumagne dans son journal, *op. cit.*

lui, qu'il tient bien en main un pays encore fragile et où sa politique est loin d'être unanimement acceptée, y compris à l'intérieur de son propre parti. Mais il a acquis depuis longtemps l'habitude de naviguer entre les écueils pour arriver toujours à bon port : le Néo-Destour, où toute influence youssefiste n'a pas disparu, est partisan d'une politique de plus grande fermeté vis-à-vis de Paris et exige même le renvoi de l'ambassadeur de France Georges Gorse qui, fin diplomate, essaye pourtant d'arrondir les angles. Bourguiba refuse d'obtempérer mais en profite pour durcir le ton vis-à-vis de la France et réclamer le transfert rapide de la souveraineté militaire aux autorités tunisiennes. De cinquante-six mille hommes au moment de l'indépendance, les troupes françaises stationnées en Tunisie passent en juillet 1957 à quinze mille soldats. Il est vrai que la rébellion youssefiste est écrasée et qu'on a d'autant moins besoin d'elles que Ben Youssef continue du Caire à dénoncer le caractère « factice » d'une indépendance sous occupation.

La République

Si Bourguiba semble se mouvoir avec la plus grande aisance dans cette Tunisie de l'an II où tout est difficile mais où tout paraît possible, si la réalité du pouvoir lui appartient, il n'en détient pas tous les attributs. Confiné dans son palais de Carthage, un vieillard dépourvu d'autorité et qui regarde de loin le pays se construire sans lui incarne encore l'État. Il est inquiet : le tremblement de terre qui secoue la Tunisie épargnera-t-il une dynastie qui, exceptés quelques souverains, n'a jamais été réellement populaire ? Le nouveau chef du pays dont il n'est plus que le symbole ne cache pas son hostilité à la monarchie. Elle incarne pour lui tout ce qu'il déteste : la suprématie de Tunis sur le « bled », l'arrogance

raffinée d'une aristocratie qui l'a toujours méprisé, et surtout le dernier verrou qui l'empêche d'inaugurer son propre règne.

Tunis, toujours frémissante de rumeurs, commence à parler de république depuis que, le 30 mai 1956, la Constituante a voté l'abolition des privilèges de la famille husseïnite. C'est une première estocade. Pendant les mois qui suivent, la marginalisation du bey et de sa famille accélère l'inexorable délabrement de la fonction monarchique. L'Assemblée cultive quant à elle l'ambiguïté : en définissant les prérogatives du futur chef de l'exécutif, elle taille un costume à la mesure du seul Bourguiba tout en continuant à parler de monarchie constitutionnelle. Ce dernier, quant à lui, ne dit mot, même s'il ne se prive pas de rappeler avec délices dans plusieurs de ses discours les exactions et les lâchetés des monarques passés et la coupable francophilie de Sidi Lamine. Ses proches connaissent tous sa préférence pour la forme républicaine de l'État, non seulement par affinité politique, mais également parce qu'elle permet de faire table rase du passé. Personne cependant ne se doute, au début de l'été 1957, de la proximité du dénouement, même si beaucoup de Tunisiens affichent leur préférence pour la République et que presque tous les responsables du Néo-Destour ne font pas mystère de leur désir de l'instaurer rapidement. Début juillet, les attaques contre la famille beylicale se font plus précises. On pressent alors l'hallali. Le 18, Bourguiba sonne la curée. Dénonçant la corruption qui règne à la Cour et les malversations des princes, il annonce : « Bientôt sonnera l'heure des comptes », en précisant que « ce pays ne peut souffrir que le mal subsiste au sommet ». Le bey est menacé de devoir rendre compte devant une juridiction spéciale des forfaitures dont il est accusé. À l'issue d'une réunion le 22 juillet, le Bureau politique du Néo-Destour annonce la convocation de l'Assemblée constituante pour le 25. Tunis sait désormais à quoi s'en tenir. Le peuple, quant à lui, ne

se sent guère concerné : pour lui, le véritable chef est déjà Bourguiba, le bey faisant plutôt figure de bibelot de famille un peu désuet.

Le matin du 25 juillet, tous les députés sont présents au Bardo. Les orateurs se succèdent à la tribune pour réclamer l'abolition de la monarchie. À 15 h 30, Bourguiba prend la parole ; il la garde pendant plus de deux heures pour faire un procès sans appel de la dynastie husséïnite, de ses « bassesses et de ses trahisons ». L'auditoire se rend bien compte qu'il s'agit là d'une oraison funèbre. Celui qui n'est simple président du Conseil que pour quelques instants encore termine par ces mots : « Le peuple tunisien a atteint un degré de maturité suffisant pour assumer la gestion de ses propres affaires. Je sais toute l'affection qu'il me porte. Certains ont pensé que je pourrais prendre en charge ses destinées. Mais j'ai un tel respect pour le peuple tunisien que je ne lui souhaite pas de maître et que le seul choix que je puisse lui indiquer est le choix de la République. » A-t-il déjà failli succomber à une tentation dynastique dont, plus tard, il caressera mainte fois l'idée ? Il sait pourtant qu'à son époque les vrais monarques n'ont plus besoin de couronne. La suite n'est que formalité : après le vote unanime des députés, la République est proclamée à 17 h 55. Quelques minutes plus tard, Bourguiba « accepte » d'en devenir le président.

Il ne reste plus qu'à aller informer le bey déjà presque oublié dans son palais vieillot face à la mer qu'il n'est désormais qu'un simple citoyen du nom de Mohamed Lamine Ben Hussein. Une délégation est envoyée à Carthage lui signifier sa destitution et le conduire dans la modeste villa que le gouvernement lui a octroyée à la Manouba et où il est placé avec sa famille en résidence surveillée. Le dernier des Husseïnites, personnage plus malin qu'intelligent mais dépourvu de véritable envergure, quitte ainsi un soir d'été le trône sans grandeur, comme il l'a occupé. La population ne manifeste quant à elle ni douleur ni joie excessive. Le chan-

gement de régime semble à tous naturel. Tout s'est passé comme si le pays s'était débarrassé d'un vêtement trop usé. Personne ne songe d'ailleurs à exercer une quelconque vengeance sur Sidi Lamine et les siens. Bourguiba, lui, savoure une victoire qui le guérit de vieilles humiliations. Mais il lui faut aller plus loin pour montrer qu'une page est définitivement tournée : dès le mois d'août, le nouveau régime décrète la confiscation totale des biens de la famille beylicale. Quelques mois plus tard, le 19 novembre, la promulgation d'une loi dite d'« indignité nationale » permet de traduire devant la Haute Cour toute personne ayant « collaboré » avec le Protectorat, formule assez vague pour permettre toutes les accusations. La vieille aristocratie modérée de Tunis en fera principalement les frais. Wassila, qui a toujours souffert de n'en pas faire partie, ne manque pas d'attiser les tenaces rancunes de son futur époux.

Faisant déjà figure de « deuxième dame », elle voit dans ces ultimes règlements de comptes une excellente occasion d'humilier une caste dont son clan prendra progressivement la place. Bourguiba, pour sa part, se débarrasse enfin de notables qui ne lui doivent rien et qui se méfient de lui. Leur élimination est à ses yeux le dernier acte qui doit arracher la Tunisie à son passé. Non contente d'avoir milité auprès du nouveau président en faveur de l'abolition de la monarchie et de l'élimination de l'ancienne élite, Wassila déploie, quant à elle, toute la persuasion dont elle est capable pour qu'il consente à lui faire attribuer une partie des biens privés des Husseïnites. Ceux-ci doivent officiellement être placés sous la tutelle du Trésor public. Mais, sur les instances de sa future épouse, Bourguiba donne l'ordre par écrit qu'on lui soumette les bijoux pour examen. C'est ainsi qu'ils disparaissent et ne reparaîtront que quand Wassila, devenue présidente de la République, les arborera fièrement en public. Une partie du mobilier et de la vaisselle du palais beylical subiront le même sort. Ils devaient aussi être

inventoriés quand Allala Laouiti avise un dirigeant de la nouvelle République : « J'ai ordre du président de m'en occuper. » Le dignitaire interloqué demande des explications à un Bourguiba qui lui répond non sans une certaine gêne : « Il vaut mieux qu'Allala s'en occupe, c'est un homme de confiance.[1] » Tandis qu'on se demande à Tunis ce que sont devenues ces richesses censées être propriété de l'État, aucun responsable n'ose protester contre leur subtilisation. Silence annonciateur de bien d'autres démissions...

Après avoir failli être emporté par une des plus graves crises de sa vie politique déjà longue, dont les séquelles pèseront lourd sur sa façon de gouverner la Tunisie indépendante, Bourguiba, à 56 ans, a enfin atteint son but. La longue marche du jeune chef de parti de Ksar Hellal est terminée. C'est un homme solitaire qui est parvenu au faîte du pouvoir. En cette année 1957, aucune des grandes figures de la lutte pour l'émancipation de la Tunisie ne se dresse à ses côtés pour en recueillir les fruits. Ses amis comme ses adversaires ont disparu de la scène politique. Certains sont morts il est vrai, tels les plus anciens dirigeants du Vieux Destour, ou des hommes plus jeunes tombés avant l'âge comme Farhat Hached. Tous les autres ont été d'une façon ou d'une autre écartés : les dirigeants historiques du Néo-Destour qui menèrent avec lui le combat de 1934, et les chefs de toutes les obédiences du nationalisme qui ont contribué à la victoire mais n'en auront pas leur part, les Tunisiens ne mesurent pas encore ce que veut dire cette solitude. Elle est pourtant la marque de l'ère qui s'annonce. Premier magistrat, chef à la fois craint et respecté d'une nation modeste mais souveraine, Bourguiba a déjà, en un an à peine, détruit, croit-il, les fondations du vieux pays qui l'a vu naître, et veut maintenant le remodeler à son image. Il en a le temps, les moyens,

1. Selon des témoignages directs recueillis par les auteurs. Les interviewés, on s'en doute, ont requis l'anonymat.

la volonté. L'animal politique est devenu un homme d'État. L'homme d'État se veut un démiurge : c'est dans l'Histoire qu'il lui faut désormais entrer.

UN SI LONG RÈGNE
1957-1989

À marche forcée vers l'État moderne

« Fini le temps des humiliations et de la misère ; le sort du pays est aujourd'hui entre les mains de l'homme qui a accepté l'exil pour vous libérer et vous rendre votre dignité... » Il n'en doute pas, celui qui parle devant la foule vibrante, chaleureuse, l'ovationnant debout dans la poussière de Kebili. Elle porte, elle investit ce chef qui se sent, qui est le peuple tunisien, auréolé de son récent passé et annonciateur d'un avenir encore informe mais plein de promesses. La République est vieille de quelques jours à peine, et Bourguiba parcourt le pays, debout dans une voiture découverte précédée de motards qui lui ouvrent la route et suivie de limousines vieillottes, mais « nécessaires », selon le mot du nouveau président, « au prestige de l'État ». Rien à ses yeux ne doit être négligé pour que le citoyen sente et respecte l'autorité de celui-ci. Aucun événement extérieur, aucune revendication interne de caractère idéologique ou professionnel n'autorisent quiconque à compromettre des objectifs censés représenter les intérêts de tous. Prenant la Tunisie à bras-le-corps, Bourguiba veut maintenant mener à une allure soutenue « l'ultime combat », encore plus important à ses yeux que celui qui l'a précédé. Le *Jihad el Akbar*, la lutte suprême comme il l'appelle, doit conduire, grâce à la croissance économique et au progrès social, le peuple vers l'émancipation totale. Dans le même temps il faut, dit-il, « se débarrasser des séquelles du colonialisme qui, telles des

racines de chiendent, s'étendent partout, tantôt apparentes, tantôt camouflées ». Car si la France a reconnu l'indépendance de la Tunisie, elle tente d'imposer au nouvel État des liens qui entravent encore l'exercice de sa souveraineté. Les Tunisiens doivent donc se mobiliser pour atteindre ces deux objectifs.

La révolution par le droit

Bourguiba a senti le vent du boulet youssséfiste qui a failli l'emporter, et s'est persuadé que la nation repose sur des assises fragiles : les structures « archaïques », les mentalités « rétrogrades », les catégories sociales « hostiles au changement » ont permis à son adversaire d'« exacerber certaines ambitions, de raviver certaines rancunes et de réveiller le vieux fond d'anarchie et de désordre[1]... » Il va s'attacher à extirper les racines sur lesquelles le youssséfisme a prospéré. Ayant neutralisé les fellaghas, écrasé les partisans de Ben Youssef, détrôné le bey, l'élite néo-destourienne conduite par Bourguiba est arrivée à imposer son *leadership*. Produit de l'impact du Protectorat sur la société tunisienne, elle est imprégnée des normes et des valeurs occidentales, des idées de progrès, de rationalité et de modernité. C'est sur elle que le nouveau président va s'appuyer pour bouleverser l'organisation sociale qu'a léguée l'histoire à la Tunisie indépendante. L'entreprise suscite l'adhésion enthousiaste de larges catégories de l'opinion prêtes à jeter aux orties les vieux carcans dans lesquels leur société est enfermée.

Il faut d'abord substituer l'État, cet « arbitre suprême » seul détenteur de légitimité, à toutes les instances, quelle que soit leur nature, qui régissaient la vie des citoyens. Affermir

1. Ces phrases reviennent comme un leitmotiv dans tous les discours de l'époque.

son emprise signifie tout d'abord dissoudre les solidarités locales et leurs multiples manifestations. Le remplacement le 21 juin 1956 des caïdats et des contrôles civils[1] par des gouvernorats tente ainsi de reformuler l'unité nationale autour d'une nouvelle organisation de l'espace. Dès 1956 aussi, les sept cent trente-quatre cheikhats disparaissent tandis que sont créées une centaine de municipalités. Fidèles à d'autres allégeances qu'à celle qui le liait au Néo-Destour, le cheikh et le caïd se posaient en concurrents des nouvelles instances politiques et devaient donc disparaître. « Je m'inscris en faux, déclare solennellement Bourguiba, contre les tenants du vieux principe traditionnel selon lequel certaines libertés sont antérieures à l'État », et, faisant fi des conséquences possibles d'une telle affirmation, il poursuit : « Ces libertés sont à proscrire si elles doivent porter préjudice à la collectivité et provoquer l'effilochement de l'État.[2] » Voilà donc reconnu à celui-ci le droit absolu de restreindre l'exercice des libertés, y compris dans le domaine combien sensible de la religion.

Marqué par la tradition positiviste et humaniste que lui ont léguée ses maîtres français, fasciné depuis longtemps par l'expérience kémaliste, porté par son tempérament à préférer les sociétés modernes et laïques, c'est dans ce sens que Bourguiba va entreprendre de révolutionner la législation tunisienne. Conscient aussi des réticences qui ne vont pas manquer de se manifester, il nomme pour l'aider dans cette tâche Ahmed Mestiri au ministère de la Justice. Il sait en effet que ce néo-destourien acquis au modernisme mais issu d'une famille bourgeoise de la capitale qui a été un des piliers de l'Archéo-Destour est mieux placé qu'un autre pour convaincre son milieu de la nécessité du changement. S'attelant avec conviction à la mission qui lui a été confiée, Mestiri sera le principal rédacteur des nouvelles lois.

1. Sous le Protectorat, le contrôleur civil, toujours français, était le représentant de l'administration centrale au niveau régional, ayant autorité sur les caïds.

2. Discours de Bourguiba, 1957.

Hanté par les manifestations du sous-développement qui font de la Tunisie un pays « arriéré », par la misère, l'ignorance, le sous-emploi, les gourbis, la démographie galopante, les terres en friche, la législation archaïque bref, par toutes ces caractéristiques d'une époque dont il veut effacer les survivances estimées inutiles ou nuisibles, Bourguiba est pressé de faire table rase de ces « tares » blessant « la dignité nationale ». À travers le changement de la condition féminine, la liquidation des biens de mainmorte, l'unification de la justice, la réforme de l'enseignement, il vise à affaiblir le fondement même de toute autorité traditionnelle et à investir l'État d'une grande partie de ce sacré qu'il ôte avec acharnement à toutes les vieilles institutions.

Il choisit ainsi la date symbole de son anniversaire, le 3 août 1956, pour toucher au cœur de ce qui est devenu depuis la « sédition » youssséfiste un des foyers de l'opposition traditionnelle, le corps de la magistrature, dont il annonce l'intégration à des tribunaux séculiers. Ces derniers auront dorénavant à trancher toutes les questions de statut personnel relevant jusque-là des tribunaux charaïques. Une fois supprimées les juridictions musulmanes, il fait également disparaître les tribunaux rabbiniques et, non sans difficultés vu l'opposition de Paris, les tribunaux français le 27 septembre 1957. La loi est dorénavant appliquée de façon territoriale comme dans un État laïque par des tribunaux tunisifiés et unifiés. Le choc n'a pas encore achevé de produire ses effets chez les cadhis et les muftis dont certains préfèrent démissionner quand ils ne sont pas démis de leurs fonctions, que dix jours plus tard, le 13 août 1956, est promulgué le Code du statut personnel qui entre en vigueur le 1er janvier 1957.

L'audace de Bourguiba dans ce domaine est moins à porter au crédit d'un féminisme dont on l'a par la suite paré qu'à son désir de couper la société tunisienne d'un droit musulman archaïque dont « les procédures inextricables » relèvent selon lui du « vaudeville », pour l'organiser sur le

modèle d'une société moderne de type « universel ». Dans ses discours, dans ses écrits ou dans sa stratégie, il n'a jamais considéré les femmes comme une catégorie à part ; aussi ne s'est-il jamais montré ségrégationniste à leur égard. S'adressant jadis à Mme Challaye, l'épouse de son ami Félicien Challaye, ou à Ève Nohelle, journaliste à *Tunis socialiste*, à Mathilde, à sa sœur, à ses nièces, plus tard à Wassila Ben Ammar, il a toujours eu envers elles le même comportement qu'envers ses collaborateurs, leur exposant ses idées, les consultant, leur confiant les missions les plus diverses et les plus hardies. L'émancipation de la femme, qu'il aborde avec ce naturel dénué d'*a priori*, doit à ses yeux s'inscrire dans le mouvement général d'émancipation de la société tunisienne. C'est pourquoi aucun de ses collaborateurs de l'époque ne se souvient qu'il ait été spécifiquement préoccupé par la question féminine avant la promulgation du Code du statut personnel.

Si cette nouvelle législation, sujet de fierté des Tunisiens, est citée aujourd'hui dans le monde musulman comme l'exemple de la possibilité de moderniser le droit coranique, c'est que Bourguiba s'est appliqué avec constance à présenter les grandes innovations contenues dans le Code comme la conséquence d'une nouvelle conception de l'islam, fruit d'une relecture des textes sacrés et non de leur rejet. D'autre part, si la Constitution tunisienne fait de l'islam la religion d'État, il n'est dit nulle part que le droit tunisien doit être conforme au droit musulman. Bourguiba interdit donc la polygamie. C'est la mesure la plus révolutionnaire du Code du statut personnel. « Nous nous sommes, explique-t-il, conformés à l'esprit du livre saint... qui s'oriente vers la monogamie. Notre décision en cette matière ne contredit aucun texte religieux et se trouve en harmonie avec notre souci de justice et d'égalité entre les sexes. » En ajoutant que cette conviction est partagée par « l'élite des citoyens », il se montre conscient que la masse est loin d'être convaincue et,

avec une logique non dénuée de provocation, il enchaîne : « Les défenseurs de la polygamie devraient admettre dans un esprit d'équité que la femme soit polyandre en cas de stérilité de l'époux. » Outre l'institution de la monogamie, l'obligation de consentement des parents au mariage de la jeune fille majeure est annulée, et la répudiation est abolie au profit du divorce relevant de la compétence des tribunaux et donnant droit à réparation. Mais Bourguiba connaît la profondeur du sentiment religieux de ses concitoyens et la pression sociale qu'exerce un islam intimement lié à tous les aspects de la vie. Si le personnage le séduit, il n'est pas un inconditionnel d'Atatürk et n'a pas l'intention de mener une bataille frontale contre le droit traditionnel. « Par sa mesure et sa souplesse même, ce code pourrait devenir contagieux dans tout le monde arabe », écrit un journal américain de l'époque.

La nouvelle loi est en réalité le fruit d'un habile compromis, reflétant à la fois la personnalité de son initiateur et le contexte sinon hostile, du moins réservé dans lequel elle a été adoptée. Car Bourguiba, resté juriste, sait que le droit doit aussi correspondre à un point d'équilibre entre les forces sociales et politiques en présence. Il cède donc sur certains points afin d'imposer les réformes qui lui semblent essentielles. Rédigé par une quinzaine de juristes en majorité arabophones, le Code du statut personnel s'est partiellement inspiré du Code de procédure élaboré dix ans plus tôt par le cheikh el islam malékite[1]. Ce dernier pourtant, devant la levée de boucliers provoquée par la promulgation de la loi, rend le 26 septembre 1956 une fatwa signée par la plupart des membres des tribunaux religieux, qui la condamne comme contraire au Coran. Il est aussitôt mis à la retraite ainsi que plusieurs de ses collègues. « Comme vous, je suis musulman, leur répond publiquement Bourguiba.

1. La plus haute autorité religieuse du pays, les Tunisiens étant, dans leur écrasante majorité, des sunnites de rite malékite.

Je respecte cette religion pour laquelle j'ai tout fait, ne serait-ce qu'en sauvant cette terre d'islam de l'humiliation coloniale... Mais de par mes fonctions et mes responsabilités, je suis qualifié pour interpréter la loi religieuse. » S'il refuse de transiger sur la polygamie, il renonce en revanche pour éviter de heurter davantage un courant traditionnaliste encore puissant, à instituer l'égalité en matière d'héritage, le Coran étant explicite à se sujet : « Il revient à l'homme la part de deux femmes. » Il laisse par ailleurs sur maint autres chapitres le code cultiver l'art du silence ou de l'ambiguïté dans l'espoir qu'ayant fait l'essentiel, les juges suivront la voie qu'il a tracée. Ces derniers au contraire prendront plus d'une fois leur revanche en interprétant la loi au plus près possible de la règle musulmane conservatrice. Force est donc de constater que Bourguiba est resté seul novateur en la matière. Encensé par un Occident séduit par son modernisme, il ne mesure d'ailleurs qu'après coup l'importance de son œuvre, mais assumera durant trente ans sans défaillir cette « révolution », la seule peut-être que l'histoire retiendra.

Dès le 14 mars 1957, les femmes deviennent électrices et éligibles. Car s'il est visionnaire, Bourguiba ne cesse pour autant d'être politicien, et la reconnaissance d'un droit se double d'une excellente opération électorale les femmes étant devenues, on s'en doute, les plus ardentes des bourguibistes. Il s'empresse d'ailleurs de réanimer, avant même la promulgation du code, en janvier 1956, l'Union nationale des femmes de Tunisie, structure de mobilisation et d'encadrement étroitement dépendante du Néo-Destour.

Et le pays poursuit sa marche forcée vers le statut d'État moderne. Un Code d'état civil est promulgué le 18 juillet 1957, rendant obligatoire l'inscription de tous les actes sur les registres d'état civil. Pour que cette réforme puisse entrer dans les faits, on décide qu'au 1er décembre 1959, tout Tunisien devra être pourvu d'un nom patronymique. Le jour même où est promulgué le Code d'état civil, Bourguiba

annonce la suppression des habous[1] privés. Il parachève ainsi ce qu'il a commencé le 31 mai 1956, date à laquelle il avait aboli les habous publics, remettant dans le circuit économique des milliers d'hectares de terres, le quart du sol tunisien, souvent laissés à l'abandon du fait de leur caractère inaliénable. C'est non seulement la première fois que les habous sont abolis dans un pays arabo-musulman, mais l'on va plus loin encore en autorisant le partage des biens de mainmorte privés entre descendants dévolutaires y compris les femmes. La loi étant rétroactive, elle annule également les droits des zaouias, ces confréries religieuses dont les administrateurs naguère nommés par le bey apparaissent d'autant plus dangereux à Bourguiba que, comme tous les bastions de la tradition, ils ne sont pas insensibles aux discours enflammés de Salah Ben Youssef. Du Caire, celui-ci appelle en effet la population à se soulever contre « celui qui a défendu ce que Dieu a autorisé et autorisé ce que Dieu a défendu ».

Loin de le rendre timoré, les attaques de son vieil adversaire semblent pousser Bourguiba à aller plus vite et plus loin dans les réformes et à donner des coups de boutoir à ce qu'il considère comme les citadelles du conservatisme. Il poursuit deux objectifs en menant tambour battant la sécularisation de l'enseignement : créer une école nationale unique, à la fois moderne et tunisienne, mixte et généralisée à toute la population en âge d'être scolarisée, et détruire par la même occasion les vieilles structures de l'enseignement coranique. L'antique et prestigieuse université de la Zitouna, gardienne de la culture tunisienne, lien spirituel et politique avec les pays arabes, mais aussi refuge des youssefistes, va ainsi être démantelée par étapes. Les écoles primaires coraniques deviennent d'abord gratuites et leurs enseignants

1. Les habous, appelés *waqf* au Moyen-Orient, sont des biens immobiliers qui ne peuvent faire l'objet d'aucune vente et ne se transmettent pas par voie successorale. Les habous publics sont des biens ayant fait l'objet d'une donation au profit d'une institution publique. Ils sont inaliénables et le fruit de leur exploitation revient à l'institution.

sont désormais payés par l'État, les sections secondaires de la Zitouna sont ensuite disséminées dans le pays pour être progressivement intégrées à l'enseignement national unique, tandis que le cycle supérieur de la vieille *Alma mater* deviendra quelques années plus tard une faculté de théologie dans le cadre de l'université d'État.

La résistance à ce bouleversement se manifeste jusqu'à l'intérieur du gouvernement. Mais, dès 1958, Bourguiba confie la réforme de l'enseignement au brillant écrivain Mahmoud Messaadi, qui en fait un des plus grands succès de la Tunisie indépendante. Le gouvernement consacre à l'éducation jusqu'au tiers de son budget, multipliant les écoles et les lycées sur tout le territoire pour atteindre l'objectif considéré par Bourguiba comme un préalable à tout développement : l'école obligatoire. Trente ans plus tard, et malgré des résultats spectaculaires, il n'est pas tout à fait réalisé. « Il ne s'agit pas de dépasser certains pays d'Afrique noire mais, dit Bourguiba qui n'a de réelle admiration que pour ce qui vient d'Occident, d'atteindre le niveau européen. Aussi, ajoute-t-il, est-il urgent de nous mettre à l'école des pays évolués et en particulier à celle de la France pour connaître à fond l'organisation de leurs structures économiques et sociales et découvrir les rouages complexes de la société moderne. » C'est pourquoi l'instauration du bilinguisme est justifiée comme un moyen d'ouverture sur le monde moderne à travers la langue française, la langue arabe demeurant la garantie de l'identité nationale. Elle n'a plus besoin d'être une valeur refuge comme à l'époque de la lutte nationale, et doit pouvoir diffuser elle aussi les valeurs universelles sur un mode d'égalité avec le français, qui demeure cependant formel. Enfin, la formation islamique intégrée dans les programmes officiels vise à persuader l'élève que l'islam est capable d'intégrer la civilisation contemporaine. D'ailleurs, les préceptes sur lesquels on insiste ressemblent étrangement aux recommandations de Bourguiba, et l'analogie est trop éclatante pour être fortuite.

Une Constitution sur mesure

Si Bourguiba a pu mener à un tel rythme ce train de réformes qui font ensemble une révolution, c'est qu'il s'est attaché parallèlement à canaliser toutes les énergies vers la construction de cet État selon son cœur. L'enthousiasme des militants destouriens ne lui suffit pas et son parti n'échappe pas à sa volonté de contrôle. Dès mars 1959 au congrès de Sousse, il décide de le réorganiser en remplaçant les fédérations élues dont les responsables avaient tendance à faire preuve d'indépendance par rapport au sommet, par des comités de coordination dirigés par des délégués du Bureau politique. « À l'échelle de l'État, justifie-t-il, nous avons abouti à la centralisation du pouvoir entre les mains du gouvernement... Le parti doit obéir à la même conception, s'inscrire dans le même contexte que l'appareil de l'État, et harmoniser son action avec celle du gouvernement. » Quelle action cette mainmise est-elle destinée à servir ? Avec assurance et au nom de l'efficacité, il ajoute : « Les circonstances exigent l'existence d'un pouvoir fort, solidement centralisé, ne souffrant aucune dispersion, soumis à une discipline rigoureuse. » Le congrès entérine plus qu'il n'accepte ces injonctions qui donnent une nette priorité au centralisme sur la démocratie. Le voilà enfin arrivé à contrôler totalement l'appareil du parti, ce qu'il n'était pratiquement jamais parvenu à faire avant l'indépendance. S'il a toujours dominé le Néo-Destour de son charisme, ses interminables conflits avec les principaux dirigeants, sa propension à agir en dehors de lui, révèlent qu'il n'en était pas totalement maître. Il en a maintenant fait sa chose.

Deux mois après la tenue du congrès de Sousse, s'inspirant de ses résolutions finales et « guidée » par Bourguiba, l'Assemblée constituante adopte le texte de la Constitution. Au projet de monarchie constitutionnelle sur lequel elle a travaillé pendant les quinze premiers mois de son existence,

a succédé une longue période de gestation convenant parfaitement à Bourguiba. À ceux qui l'interrogent alors, il répond : « Nous ne sommes pas pressés de préciser les détails de notre Constitution... Le système ? Quel système ? Mais c'est moi le système[1] ! » avouant par là combien lui plaît le vide constitutionnel dans lequel il exerce et teste le pouvoir. Il n'aura pas fallu moins de trois ans pour élaborer le texte définitif de la Constitution, et le chef de l'État a participé régulièrement aux travaux « en tant que député », un député assez spécial et dont la voix est incontestablement prépondérante. Il mène en fait les Constituants où il veut. Dès la proclamation de la République, il a changé sans en référer à personne ses ministres en secrétaires d'État. Il rappelle à l'envi que la Tunisie n'est plus une monarchie et que les projets destinés à accroître les pouvoirs de l'Assemblée face au souverain n'ont plus de raison d'être puisqu'il a remplacé le bey. D'ailleurs c'est à lui seul, insiste-t-il, que la Tunisie doit de ne pas être tombée sous le joug de la dynastie bourguibienne : « J'aurais pu, une fois que j'ai dégagé la Tunisie de la domination étrangère, constituer une dynastie plus solide que celle des Husseïnites. Mais j'ai voulu que l'État fût celui du peuple et non de la famille Bourguiba... » Il se déclare par ailleurs « impressionné par l'instabilité qui caractérise la vie politique française » et lui préfère un régime à l'américaine... mais dans lequel le Congrès serait mis en sommeil.

La Constitution adoptée tient largement compte de ses souhaits : le chef de l'État est élu en même temps que l'Assemblée au suffrage universel et pour la même durée de cinq ans. Il est rééligible trois fois. Les secrétaires d'État sont responsables devant lui. La Chambre n'a sur le chef de l'exécutif aucun pouvoir de censure, il doit se contenter de l'informer. Il a non seulement l'initiative des lois « concurremment » avec l'Assemblée, mais ses projets ont priorité et il a la

1. *in* Jean Lacouture : *Quatre hommes et leur peuple, sur-pouvoir et sous-développement*, Le Seuil, Paris, 1969.

possibilité de légiférer par décrets-lois. L'étendue de ces prérogatives correspond parfaitement à l'idée que Bourguiba se fait de l'équilibre des pouvoirs. Il estime en effet « qu'il est plus normal que l'homme investi de la confiance de la nation agisse et rende compte de son action à l'Assemblée nationale ». Un pouvoir judiciaire indépendant aurait pu tempérer cette prépondérance de l'exécutif. Mais les magistrats ont découvert à la faveur des réformes et des procès des dignitaires de l'ancien régime qu'ils sont révocables comme n'importe quel fonctionnaire. Cette condition de commis du pouvoir politique limite leur liberté d'action quand elle ne l'annule pas.

Une fois la Constitution promulguée, les premières élections législatives et présidentielles de la Tunisie indépendante peuvent avoir lieu. Elles sont fixées au 8 novembre 1959. Bourguiba, qui mène activement sa campagne, incite ses compatriotes à y participer. « En votant, leur dit-il, vous doterez le président de la République et votre gouvernement d'assises légales. » Il ajoute non sans cynisme : « C'est une question de forme peut-être, mais... elle est indispensable car il en découle la légitimité pour l'État, l'obéissance qui lui est due », et il réclame un quitus pour sa personne : « Votre geste, dit-il encore aux électeurs, approuve également tout ce qui a été accompli, non pas uniquement durant ces trois ou quatre années, mais au cours des vingt-cinq années écoulées. » Il est élu avec 92 % des voix.

La réforme permanente

La détermination, la rapidité, l'aisance même avec lesquelles il a mené ses réformes ne font cependant pas perdre de vue à Bourguiba les pesanteurs sociologiques qui nourrissent encore une opposition politique larvée. Juge-t-il toutefois

celle-ci négligeable et estime-t-il son pouvoir assez solide pour être en mesure de s'attaquer à l'un des piliers de l'islam, le jeûne du ramadan ? À trois semaines du mois sacré, le 5 février 1960, dans un discours devant les cadres du Néo-Destour, il met en avant le droit d'interprétation du Coran qu'il s'est arrogé pour déclarer, rappelant que le Prophète a mangé au ramadan pour affronter l'ennemi : « Moi aussi, je vous dis de ne pas observer le jeûne pour pouvoir affronter votre ennemi qui est la misère, le dénuement, l'humiliation, la décadence et le sous-développement... Au moment où nous faisons l'impossible pour augmenter la production, comment se résigner à la voir s'effondrer pendant tout un mois pour tomber à une valeur voisine de zéro ? Que vous soyez militaires, fonctionnaires ou étudiants, prévient-il, j'exige de vous de ne pas manquer à votre devoir. Les horaires administratifs et scolaires ne seront donc plus aménagés en fonction du ramadan... Je ne fais qu'interpréter la lettre du Coran ; je déclare que telle est mon opinion personnelle. Si vous n'êtes pas convaincus, vous êtes libres de ne pas me suivre. » Indispensable précaution, car il sait qu'il a touché là un des points les plus sensibles de l'observance religieuse. Cela ne l'empêche pas de poursuivre son but avec ténacité et de tester ses collaborateurs sur ce chapitre délicat. « Il s'arrangeait, rapporte l'un deux, pour faire traîner un entretien avec un ou plusieurs d'entre nous jusqu'à l'heure de vérité, celle du déjeuner. Il n'omettait alors jamais de nous inviter à sa table, mesurant ainsi sans en avoir l'air le degré de notre foi ou de notre courtisanerie. » « Ce que je veux, dit-il au journal *Le Monde*, c'est que l'on puisse tout naturellement soit jeûner, soit manger, et que cela ne fasse ni question ni scandale. »

L'affaire du ramadan ne « passe » pas cependant aussi facilement qu'il l'avait pensé. Pour une partie non négligeable de l'opinion, c'est la goutte d'eau après la petite révolution culturelle qu'il a imposée depuis l'indépendance. Une opposition

se manifeste ouvertement et la ville de Kairouan, bastion de l'islam tunisien, est même le 17 janvier 1961 le théâtre de sanglants affrontements qui font cinq morts et plusieurs blessés. Malgré ces résistances, il ne fait aucun doute que la croisade laïque menée par Bourguiba a beaucoup contribué à faire évoluer la société tunisienne. Si la majorité de la population demeure attachée à la pratique du jeûne et si le ramadan a continué à rythmer puissamment la vie sociale, la contrainte collective est beaucoup moins forte en Tunisie que dans bien d'autres pays arabo-musulmans.

Ce ne sont pas quelques problèmes, vite rangés au passif de l'archaïsme, qui vont faire reculer Bourguiba, et il ne renonce pas à modeler la personnalité des Tunisiens pour en faire ses enfants spirituels, ses véritables produits. N'est-il pas leur chef, leur maître et leur père ? Tel un père donc, il s'applique avec une énergie inépuisable, à travers meetings, inaugurations, conférences, et surtout causeries hebdomadaires à la radio, à informer le peuple et à lui faire prendre conscience de ses responsabilités dans la construction nationale. Il fait part aux Tunisiens de ses satisfactions et s'irrite de leurs « faiblesses ». Il récompense et punit. Constatant à Sousse que les *arrabas*, ces charrettes constitutives du paysage économique et social qu'il qualifie de « véhicules archaïques », continuent à circuler dans les rues de la ville, il ordonne : « Dans cinq mois... je veux que tout rentre dans l'ordre... Les gouvernorats où je compte me rendre à l'automne ne pourraient mieux faire que de se débarrasser de leurs charrettes. » Car le réformisme bourguibien ne s'encombre pas de nuances. Fasciné par l'ordre et par la « supériorité » des modèles venus d'Occident, Bourguiba confond souvent dans le même opprobre les manifestations du sous-développement et d'authentiques faits de culture qu'il assimile à de vulgaires rémanences d'un passé à ses yeux peu glorieux. S'acharnant à les détruire pour bâtir à leur place une culture « destourienne », il ouvrira parfois

des plaies malaisées à fermer. Visitant un jour les ghorfas, cet habitat troglodyte traditionnel du Sud, il se dit révulsé d'être entré « l'échine courbée » dans ces « taupinières », et ordonne leur disparition en lançant la campagne de « dégourbification ». Au tracé « anarchique » des rues des médinas, il préfère les voies rectilignes des villes modernes et, comme il n'y a pas à ses yeux de besogne indigne de lui, il indique avec précision à ses collaborateurs ce qu'il veut voir réalisé. Ainsi, il désigne le théâtre dont il a toujours été un passionné comme une « école du peuple » et rejette « le café-concert où l'on se divertit à bon compte », se prononçant pour la fermeture des « cafés chantants » qui faisaient la joie du petit peuple de Tunis et où avaient débuté les plus célèbres chanteurs du pays. « Il est indispensable, enseigne-t-il toujours pédagogue, que les acteurs ne soient pas confinés à la culture arabe... et que le public ait le respect de sa tenue vestimentaire, ôte son fez... ne clame pas sans pudeur ses appréciations, que les femmes ne soient pas accompagnées d'enfants en bas âge », ajoutant sur le ton de l'autorité : « Le président de la municipalité et le directeur de la Sûreté nationale y mettront bon ordre. »

Il parle sans cesse et la foule massée à ses pieds écoute, subjuguée, le tribun debout, animateur d'un spectacle dont il est l'unique acteur. La relation de Bourguiba avec son auditoire est charnelle, vivante, complice. Il sait trouver les mots et même la langue que la masse attend. Il parle comme elle et pour elle. Il improvise, s'emporte, s'oublie parfois. La voix change sous l'effet de la colère ou de l'émotion, le regard se voile ou prend l'éclat de l'acier. La main balaie d'un geste l'espace, la mâchoire s'avance agressive, le corps tout entier se tend pour mieux convaincre. Avec un mélange de ruse, de bonhomie, d'humour, de patience et d'appel à la force, Si Lahbib, comme on l'appelle encore affectueusement, informe, explique, met en garde, séduit, ordonne, emporte l'adhésion. Cet homme au profil de César, dont les

micros amplifient les discours, prolonge dans l'enivrement des acclamations les heures glorieuses de la lutte, et invoque son propre exemple à l'appui de ses conseils. Aucun domaine de la vie publique mais aussi privée n'échappe à sa volonté réformatrice. Il régente l'habillement : « Il est nécessaire, dit-il, de faire comprendre à tous que le chef de l'État exige que tous les citoyens, ses enfants, aient une présentation soignée et irréprochable. » Il ne se passe guère de semaine sans qu'il ne s'adresse à ses « chers fils » et ses « chères filles » à travers la radio mais aussi dans les mosquées, les usines, les écoles. Événement, commémoration, fête religieuse, tout est bon pour rappeler la signification de l'épisode que l'on célèbre et en tirer des enseignements pour le présent et pour l'avenir. Magistrat suprême, Bourguiba exerce ainsi une autorité sans limite dans tous les domaines. Il apprend un jour qu'une jeune fille a été victime d'un viol et que les jurés n'ont condamné le coupable qu'à cinq ans de prison[1]. Il les convoque et leur demande d'expliquer leur verdict. L'un deux le justifie par le fait que la victime était supposée consentante. « Consentante avec ses vêtements en lambeaux ! » explose Bourguiba qui ordonne aussitôt la suppression des jurés dont il juge la mentalité rétrograde. Seuls les juges, « élément de progrès et de prospérité », pourront dorénavant décider. Il gouverne ainsi, faisant fi publiquement et avec bonne conscience des institutions.

Achever l'indépendance

Dans ce dialogue qu'il veut permanent avec « son » peuple, Bourguiba n'hésite pas à aborder les affaires internationales. Le territoire national reste à libérer. L'armée française conserve des bases en Tunisie. Le pays n'a pas encore de vraie

1. Camille Bégué : *Le Message de Bourguiba*, Hachette, Paris, 1972.

diplomatie et son économie demeure un appendice de celle de la France. Sa souveraineté risque à tout moment d'être remise en cause soit par l'ancien colonisateur, soit par le conflit qui se déchaîne à ses frontières. Dès le 20 mai 1957, la France sanctionne l'appui donné par la Tunisie au combat des Algériens en suspendant la subvention financière de 15 milliards d'anciens francs prévue par les conventions de 1955. Cette brutale décision qui plonge le pays dans le désarroi donne toutefois l'occasion à Bourguiba de réclamer la révision des conventions. Le 9 août, Paris dévalue le franc sans éprouver le besoin d'en informer Tunis. Bourguiba réagit à cette désinvolture en décidant de hâter la création d'un institut d'émission tunisien : le dinar est mis en circulation le 3 novembre 1957 et la Tunisie refuse de l'aligner sur la nouvelle parité du franc. Paris ne voulant pas entériner ce décrochage, le chef de l'État tunisien décide alors d'entreprendre « une demi-sortie de la zone franc », selon son expression, en soumettant à autorisation les transferts de fonds vers l'ancienne métropole. Mais l'indépendance monétaire ne devient effective que le 19 juillet 1958, jour où la Banque de Tunisie s'affranchit de la tutelle de la Banque d'Algérie pour prendre le nom de Banque centrale le 1er octobre de la même année. Le 20 août 1959, l'union douanière franco-tunisienne est abolie et remplacée le 5 septembre par une convention commerciale et tarifaire.

Mais Paris a également suspendu en août 1959 ses livraisons d'armes à l'embryon d'armée tunisienne. S'élevant avec véhémence contre l'embargo auquel la France le soumet pour le punir de « donner des armes à l'ALN » qui fait « des cartons sur ses soldats », Bourguiba fait appel aux autres nations du « monde libre » pour lui venir en aide faute de quoi, menace-t-il, il se verra obligé de s'adresser à celles du bloc de l'Est. Son anticommunisme ne l'empêche pas d'être stratège, et il met en garde ses puissants alliés malgré la folle admiration qu'il leur voue sans fausse honte : si, « dans la

guerre froide, le camp qui se réclame de la dignité et de la liberté des peuples agit à l'encontre de ces valeurs... la Tunisie serait fatalement contrainte de reconsidérer ses positions... » Cédant aux pressions françaises, l'Italie, la Belgique et même la Yougoslavie refusent de lui livrer des armes. Seules l'Égypte et la Tchécoslovaquie proposent de lui en fournir. Pour montrer sa bonne volonté, il accepte l'offre égyptienne, manifestation de la solidarité arabe, et décline celle de la Tchécoslovaquie, membre du pacte de Varsovie. Les États-Unis hésitent encore malgré ses suppliques, la France leur faisant valoir que son combat en Afrique du Nord est avant tout dirigé contre « le péril communiste ». Mais le président tunisien a donné suffisamment de gages de sa fidélité. Passant outre aux fortes pressions de son partenaire de l'OTAN, Washington accepte le 17 novembre de fournir la Tunisie en armes, entraînant à sa suite la Grande-Bretagne. Pour Bourguiba, c'est une éclatante victoire et son alliance privilégiée avec l'oncle Sam ne se démentira plus. Dans la foulée, Washington octroie une importante aide financière et alimentaire à son protégé maghrébin.

S'attacher dans un tel contexte à alléger la présence militaire française n'est pas, on s'en doute, chose facile. La France a déjà réduit son contingent en Tunisie, mais Bourguiba, tantôt pondéré, tantôt tumultueux mais toujours ferme, va s'évertuer à grignoter ce qu'il en reste, laissant en suspens le problème de l'évacuation de la base militaire de Bizerte. Il entame ainsi une petite guerre d'usure, prenant bien garde de ne jamais atteindre le point de non-retour. « Quand il en voulait à la France, raconte Georges Gorse alors ambassadeur à Tunis, Bourguiba avait de grands coups de colère et l'entretien pouvait frôler la rupture, puis brusquement il s'arrêtait et disait comme s'il y pensait tout à coup "j'ai mal aux dents, il faudrait que j'aille à Paris me soigner..." » À la faveur des crises provoquées par des incidents quasi quotidiens le long de la frontière tuniso-algérienne,

Bourguiba obtient de nouveaux retraits des troupes françaises. Le 11 janvier 1958, un accrochage plus dur que les autres met aux prises près du village frontalier de Sakiet Sidi Youssef un détachement de l'armée française et des éléments du FLN. Trois soldats français sont faits prisonniers. L'opinion française s'agite et Paris dépêche deux émissaires à Tunis. Bourguiba refuse de les recevoir. « Si les envoyés du gouvernement ne sont pas reçus par le président, dit-on à Gorse, ils rentrent à Paris et vous avec. » De retour à Tunis quelques mois plus tard, l'ambassadeur frôle à nouveau le rappel lorsque le gouvernement tunisien découvre que les services militaires de l'ambassade de France ont mis tous ses membres sur écoute téléphonique.

L'hypothèque algérienne

En fait, cet écheveau fort complexe de malentendus et d'arrière-pensées a pour fil conducteur la guerre d'Algérie qui hypothèque durant toute cette période les rapports franco-tunisiens. La Tunisie constitue pour la France une base arrière stratégique dont elle ne doit à aucun prix laisser la jouissance aux maquisards algériens. Toute négociation, sur quelque problème que ce soit, est subordonnée à cette exigence. Bourguiba, quant à lui, tente de ne pas se laisser enfermer dans un conflit dont les protagonistes se jouent à tout moment de la fragile souveraineté tunisienne, et ne désespère pas de réunir autour d'une table de négociations Français et Algériens, s'étonnant même parfois que ces derniers ne s'inspirent pas de son opportunisme qui a si bien réussi à la Tunisie. « Moi, je serais immédiatement parti pour Orly », dit-il après l'un des appels lancés par de Gaulle aux chefs de l'organisation extérieure algérienne. Le 20 novembre 1957, après s'être concerté avec Mohamed V

à Rabat, il propose à la France les bons offices maghrébins pour rechercher une solution en Algérie.

Malgré l'apparente neutralité que suppose cette démarche, la Tunisie est totalement impliquée aux côtés de l'Algérie. Au FLN, pourtant, on n'aime guère Bourguiba. Les accords franco-tunisiens d'autonomie de 1955 ont été considérés par la plupart de ses dirigeants comme une « trahison », entraînant une pause dans la lutte commune qui devait se poursuivre jusqu'à l'indépendance totale du Maghreb. Cette thèse, révèle l'un deux, « loin d'être simplement théorique, avait été concrétisée par un accord précis : une convention secrète par laquelle les frères de la Délégation extérieure pour le FLN, Salah Ben Youssef pour le Néo-Destour, Allal El Fassi pour l'Istiqlal, s'étaient engagés à continuer la lutte jusqu'à l'indépendance effective de nos trois pays[1]. Cette convention avait reçu l'aval de Nasser. »

Dans la lutte sans merci qui oppose, à partir de 1955, Bourguiba à Salah Ben Youssef, le FLN prend fait et cause pour ce dernier. Au-delà de la solidarité des peuples colonisés, de la fraternité arabo-musulmane et du devoir d'assistance aux « frères » algériens dont il ressent sincèrement la nécessité de s'acquitter, Bourguiba ne peut faire autrement que de s'engager clairement à leurs côtés pour couper l'herbe sous le pied de Ben Youssef, dont la propagande diffusée par la « Voix des Arabes » émettant du Caire trouve un écho certain auprès des Tunisiens, d'autant plus prompts à taxer leur président de complaisance excessive envers la France qu'ils n'apprécient pas tous le modernisme de ses réformes. Mi-impuissant, mi-consentant, le chef de l'État tunisien voit ainsi son pays se transformer en base arrière de la guerre d'Algérie. Outre les réfugiés qui déferlent par milliers, le FLN installe son état-major à Tunis et ses hommes en armes dans les gouvernorats frontaliers. Une émission de « l'Algérie

1. Mohamed Lebjaoui : *Vérités sur la révolution algérienne*, Gallimard, Paris, 1970.

libre » diffuse quotidiennement ses bulletins à partir de Radio Tunis. « Il accepta tout sans exception, avec une grande spontanéité et une sincérité émouvante », raconte Lebjaoui, émissaire algérien de l'époque auprès de Bourguiba.

Contre cet état de fait, la France a réagi en construisant d'abord la « ligne Morice », barrière électrifiée longeant la frontière, puis en invoquant à partir d'août 1957 un « droit de suite » en vertu duquel « nos troupes, dit son ministre de la Défense de l'époque, poursuivront les maquisards algériens sur les territoires voisins ». L'application de cette « règle » donne lieu à une série d'accrochages frontaliers. Le 8 février 1958, le commandement aérien de Constantine lance dans la matinée un bombardement sur Sakiet Sidi Youssef où se tient le marché hebdomadaire. Bilan : quatre-vingts morts dont de nombreux enfants. Bourguiba, ulcéré, exige l'évacuation totale et immédiate de toutes les bases y compris Bizerte, consigne les troupes françaises dans leurs casernes et dépose une plainte au Conseil de sécurité. Washington, entraînant Londres, s'empresse de proposer ses bons offices. Paris en fait a suggéré cette procédure au président Eisenhower pour éviter que l'agression contre Sakiet, donc la guerre d'Algérie, ne fasse l'objet d'un débat à l'ONU. Le conseiller d'Eisenhower pour l'Afrique du Nord Robert Murphy, vieux routier de la politique américaine au Maghreb, et le diplomate britannique Harold Beeley s'envolent aussitôt pour Tunis et sont reçus le 25 février par Bourguiba. Le chef de l'État tunisien adjure ses interlocuteurs de lui venir en aide en faisant pression sur la France pour mettre fin à la guerre d'Algérie qui constitue, dit-il, une menace de tous les instants pour son pays. « Parce que je ne suis pas pour Boulganine, mon pays doit-il être sacrifié ? » demande-t-il à Murphy. « Nous ne sommes pas neutres », affirme-t-il à propos du conflit algérien, ajoutant que son soutien peut contribuer à maintenir l'Algérie dans le giron occidental, et faisant mesurer à l'Amérique le risque

qu'elle prend à appuyer la France « de manière contestable ». Quant au départ des soldats français de Tunisie, il doit être « inconditionnel, préalable ». « Je suis, s'écrie-t-il pathétique, pris à la gorge. Ils sont autour de moi à El Aouina, à Salambô, à Amilcar. Je refuse de négocier dans ces conditions. » Et il ajoute cet avertissement : « Je vous avertis loyalement, je m'accrocherai au Maghreb et là où il basculera, je serai avec lui. »

Volontiers théâtral, l'homme d'État n'exagère pas cette fois-ci la tension qui règne entre les deux pays. Le moindre incident peut provoquer une explosion, d'ailleurs évitée de justesse. Le 24 mai 1958, révèle Gorse alors rappelé à Paris[1], « Xavier de la Chevalerie (chargé d'affaires français à Tunis) nous informe d'une opération d'envergure projetée par l'armée d'Algérie à laquelle nos forces de Tunisie seraient associées. Cette opération risque évidemment d'étendre le conflit à la Tunisie tout entière, si ce n'est d'entraîner à une véritable reconquête ». L'opération « serpe et pioche », tel est son nom de code, doit être déclenchée à l'aube du 25 mai à partir de la garnison de Remada commandée par le colonel Mollot, un dur. Elle est stoppée *in extremis* par Paris, mais un affrontement à Remada fait tout de même vingt morts tunisiens. Entre-temps, les bons offices anglo-américains ont échoué, et la Tunisie redépose devant l'ONU une plainte qui doit être examinée le 2 juin. Elle est désormais sans objet. De Gaulle, investi du pouvoir la veille à la suite du coup de force des ultras d'Alger le 13 mai, décide de retirer dès le 17 juin toutes les troupes françaises de Tunisie à l'exception de celles de Bizerte. Le renvoyant à Tunis, il recommande aussi à Georges Gorse d'« éliminer aussi rapidement qu'aimablement les bons offices anglo-saxons[2] ». On sait l'animosité que nourrit le général à l'égard de ses

1. Georges Gorse : « Nuit de mai », in *Revue des deux mondes*, Paris, novembre 1984.

2. idem.

puissants alliés. Au Maghreb, il les a toujours trouvés en travers de sa route et n'a certainement pas oublié l'intervention américaine auprès du général Juin pour arrêter en 1943 les poursuites contre Bourguiba qu'il considérait alors comme un vulgaire allié des Italiens. Et voilà que quinze ans plus tard il retrouve l'Amérique en Tunisie, prête à soutenir un Bourguiba qui ne demande qu'à échapper au tête-à-tête avec la France. Washington a en effet trouvé dans cet adversaire acharné du communisme qui affirme sa foi inébranlable dans le monde libre, le meilleur défenseur maghrébin de la présence américaine en Afrique du Nord. Cette alliance stratégique sera solennellement scellée par la visite officielle d'Eisenhower à Tunis en décembre 1959.

Le drame algérien, la caution de l'Amérique, jettent Bourguiba sur le devant de la scène internationale. Les problèmes qu'il affronte sont à la mesure de son envergure et de son ambition à jouer dans le monde le rôle grandiose pour lequel il se sent taillé. Les plus grands journaux du monde, les chroniqueurs les plus connus sont devenus avides de ses déclarations et attentifs à ses initiatives. Il déploie autant d'énergie et de talent à défendre la cause algérienne sur le plan international que de détermination et d'intransigeance pour qu'au plan intérieur, cette guerre n'empiète pas sur la souveraineté tunisienne. Rien n'est plus éloigné en effet de la stratégie de Bourguiba que celle du FLN. « Ils se méfient, confie-t-il, des négociations, des manœuvres, des étapes et des promesses. Ils considèrent comme des traîtres les chefs qui optent pour une politique de souplesse. » Il n'a d'ailleurs que mépris pour ces militaires qu'il assimile dans ses conversations privées à des fellaghas, « des Sassi Lassoued ou des Lazhar Chraïti[1] ». « Dans le comportement des Algériens, dit-il un jour dans un discours public, il y a un complexe de

1. Deux des principaux chefs de maquis durant la période de lutte armée contre la France en 1952-1954. Ils animèrent l'un et l'autre par la suite la résistance armée youssefiste.

culpabilité : l'homme politique et même au-delà l'intellectuel tout court est suspect par définition... » C'est la raison pour laquelle il veille à ne pas se mêler des querelles internes au FLN, laissant à Ahmed Tlili le rôle d'interlocuteur des chefs algériens. À ce dernier qui suggère un jour d'utiliser des éléments de l'ALN pour mater une partie du FLN qui lui pose des problèmes, Bourguiba réplique : « Où serait la souveraineté de la Tunisie si les Algériens se battaient entre eux ici ? » Aussi se montre-t-il intraitable lorsque se déroulent à la même époque à Tunis des règlements de compte armés entre factions algériennes. « Quotidiennement, se souvient un de ses collaborateurs, le président réunissait une cellule où se retrouvaient Ladgham, Tlili, Mehiri et Farhat[1] pour régler les problèmes que posaient les Algériens. » Les gouverneurs des régions frontalières ont pour instruction d'aider ces derniers mais d'empêcher qu'ils s'implantent où que ce soit de façon prolongée : dans l'esprit de Bourguiba, ils ne doivent pas disposer de points de fixation pouvant devenir plus tard le point de départ d'une revendication territoriale.

Le chef de l'État est sur une corde raide. Les Algériens qui se comptent par milliers en Tunisie y formeraient, si on les laissait faire, un véritable État dans l'État. Outre le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), ils y disposent de camps d'entraînement, de tribunaux secrets, et surtout de plus d'hommes armés et de plus d'armes que n'en compte la naissante armée tunisienne. C'est au prix d'une constante acrobatie que Bourguiba parvient, malgré deux armées étrangères sur son territoire et une guerre à sa frontière, à consolider l'État, essayant selon son expression d'acquérir « aux forceps » les instruments de sa souveraineté. Il y a jusqu'ici réussi sans trop de dommages. À partir de

1. À l'époque respectivement secrétaire d'État à la Défense, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), secrétaire d'État à l'Intérieur et directeur du cabinet présidentiel.

1961, l'entreprise se révèle beaucoup plus malaisée, comme si l'onde de choc de sa mainmise sur le pouvoir et des réformes qu'il a imposées au pays faisait tout à coup sentir ses effets.

Rambouillet, la journée des dupes

Du Caire, prenant prétexte du regain de tension avec la France, Ben Youssef appelle ses partisans à reprendre les armes. « L'heure a sonné, écrit-il, de nous débarrasser de la tyrannie de Bourguiba qui dirige le peuple par le fer et le feu et le jette dans l'abîme de l'hérésie et du libertinage... Il est l'ami des infidèles et leur instrument. Aussi est-il du devoir du peuple d'élever la voix en ayant même recours à la violence si le gouvernement despotique, débauché et athée le prive de moyens d'expression... » Plusieurs projets d'attentat sont préparés par ses fidèles contre Bourguiba. Le 12 janvier 1958, le dernier d'entre eux manque d'aboutir alors que le président assiste à une représentation au théâtre municipal de Tunis donnée par le célèbre acteur égyptien Youssef Wahbi. Le 23 novembre 1958, cinquante-cinq inculpés youssefistes sont condamnés, dont huit à la peine capitale. Neuf mois après, à la suite d'un nouveau coup de filet, cent trente partisans de Ben Youssef comparaissent devant les tribunaux et quinze d'entre eux sont condamnés à mort. Tous sont exécutés. Durant toute sa carrière Bourguiba refusera d'ailleurs d'user de son droit de grâce, qu'il s'agisse de délits politiques ou de crimes de droit commun. Il se montre cette fois d'autant plus inflexible qu'il n'est pas sans craindre pour son régime naissant le danger de l'hégémonisme nassérien. À travers Ben Youssef et une bonne partie des dirigeants algériens, aidé par l'Union soviétique et la Chine, l'Égyptien pourrait parvenir, pense-t-il, à l'enserrer dans un mortel étau.

Il est de plus en plus convaincu que la solution du conflit algérien est une condition essentielle à la consolidation du jeune État tunisien. Après l'échec de la rencontre franco-algérienne de Melun en juin 1960 qui a fait naître en lui un grand espoir, Bouguiba est déterminé à utiliser « tous les moyens » pour faire évoluer la position française. Il lance dès le 3 septembre 1960 l'idée d'une fédération tuniso-algérienne qui aboutirait à une conclusion rapide de la paix, et envoie des messages dans ce sens à Eisenhower et à de Gaulle. Mais ce dernier prend prétexte de la ridicule « affaire du mur » pour laquelle l'ambassadeur de France n'a toujours pas rejoint son poste à Tunis, pour refuser par trois fois de recevoir Bourguiba junior, alors ambassadeur à Paris. Cette nouvelle péripétie de la guéguerre franco-tunisienne relève cette fois-ci du vaudeville. Le jardin de l'ambassade de France à La Marsa a été amputé pour permettre la construction d'une route, et son mur d'enceinte démoli. Paris clame qu'on ne l'a pas averti, Tunis proteste que le projet a été dûment approuvé par la partie française. Qu'un tel incident puisse provoquer une crise majeure montre à quel point les relations franco-tunisiennes ont pu s'envenimer. Se méprenant en outre sur les intentions réelles de Bourguiba, le général pense que son projet de fédération est destiné à faire entrer la Tunisie en guerre aux côtés de son voisin.

Mais son Premier ministre Michel Debré estimant que l'Algérie étant perdue, il faut sauver au moins le Sahara, le convainc de sonder sur ce sujet les États limitrophes. De Gaulle s'y résigne. Lors de la réception de Nouvel An qu'il offre en janvier 1961 à l'Élysée au corps diplomatique, il se ménage un bref aparté avec Tahar Belkhodja, alors chargé d'affaires tunisien à Paris. Évoquant devant le diplomate tunisien ses préoccupations au sujet de l'Afrique du Nord, il lui dit son souhait de connaître l'avis de Bourguiba, et conclut l'entretien par un inattendu : « Je serais heureux de le recevoir à Paris, à sa convenance. » Belkhodja télégraphie

aussitôt la nouvelle. L'excitation de Bourguiba est à son comble à la lecture du télégramme et, bien que les Français aient demandé d'observer la plus grande discrétion sur une éventuelle rencontre, il ne résiste pas au plaisir de le brandir sous le nez des deux journalistes qu'il reçoit ce jour-là, avant de le rendre public devant une réunion du comité de coordination du Néo-Destour à Tunis. « De Gaulle m'invite à Paris », voilà ce qu'il retient d'abord malgré le mécontentement de Paris devant la publicité donnée à l'invitation. De Gaulle le reconnaît, de Gaulle le consulte. Avant de s'envoler le 27 février 1961 de Zurich, où il a pris quelques jours de repos, vers Paris, il fait, comme pour se convaincre lui-même, cette recommandation à son fils qui l'accompagne : « Avec cet éléphant, ainsi désigne-t-il le général, il faut que nous nous obligions à rester calmes. »

À Orly, la voiture personnelle de de Gaulle l'attend pour le conduire au château de Rambouillet où on a préparé pour lui la chambre de la tour François Ier qui a déjà logé Eisenhower, Khrouchtchev et Macmillan. Il en est transporté d'aise. Sa joie presque naïve l'empêche-t-elle de mesurer les vrais enjeux de la rencontre ? D'ordinaire si attentif aux moindres détails, il ne l'a pas suffisamment préparée. Tandis qu'il veut d'abord résoudre la question de Bizerte, les Français cherchent surtout à obtenir une caution maghrébine pour régler avec le moins de pertes possibles le conflit algérien. Les dirigeants du FLN n'ont pas caché de leur côté leur hostilité à la rencontre. Transférés au début de l'année de l'île d'Aix à Turquant, les cinq prisonniers des Français[1] s'inquiètent des réticences montrées par Bourguiba à faire transiter par son pays les quantités massives d'armes destinées aux maquis algériens. Un dîner réunit au château de Rambouillet les deux délégations, après un tête-à-tête dont rien ne transpire entre le militaire hautain qui croit incarner

1. Ahmed Ben Bella, Rabah Bitat, Mohamed Khider, Hocine Aït-Ahmed, Mohamed Boudiaf.

la France et le civil bouillonnant qui veut symboliser la Tunisie. Il ne peut y avoir de caractères plus étrangers l'un à l'autre. Le Tunisien croit toujours avoir en face de lui une IVe République que de Gaulle exècre, et joue tout au long du dîner de sa faconde. Il faut en finir, assure-t-il, avec la guerre d'Algérie pour inaugurer une grande politique entre la France et le Maghreb, mais il rejette l'idée d'un Sahara français ; la Tunisie doit d'ailleurs récupérer sa part de Sahara et redevenir maîtresse de Bizerte. De Gaulle admet mais n'a guère le loisir de parler beaucoup. Le dîner s'achève sans que rien de clair ne soit sorti des entretiens. Le général prend froidement congé d'un invité qui l'exaspère. Bourguiba s'est-il mépris sur la bonne volonté française ? Pense-t-il qu'il peut désormais obtenir sans délais l'évacuation de Bizerte ? Qu'attendaient au juste les Français ? Voulaient-ils seulement faire pression sur le FLN par Bourguiba interposé ?

Bourguiba junior a justement qualifié Rambouillet de journée des dupes. Il faudra quelques mois aux Tunisiens pour le comprendre. Les cinq de Turquant sont pour leur part persuadés qu'un accord a été conclu à Rambouillet sur leur dos et parlent carrément « d'étranglement de la révolution algérienne ». Par l'intermédiaire de Tahar Belkhodja qui leur rend régulièrement visite, ils font parvenir au président tunisien un message d'une rare violence et non dénué de menaces, réclamant entre autres que le passage des armes ne fasse plus l'objet d'aucune contrainte. De retour de Rabat où il a assisté aux funérailles de Mohamed V, Bourguiba ne réagit pas. Il est par ailleurs probable que Taïeb Mehiri et Ahmed Tlili ont facilité le transit des armes à l'insu du chef de l'État pour désamorcer une affaire qui risquait de s'envenimer. En mai 1961, Bourguiba est à Washington. S'il est séduit par les fastes officiels et la rituelle pluie de confettis à laquelle il a droit sur la célèbre avenue des Amériques, il est surtout venu demander jusqu'où les États-Unis le soutiendraient en cas de confrontation avec la France qui,

il s'en est enfin rendu compte, ne lâchera pas si facilement Bizerte. Bien que de Gaulle ait menacé la Tunisie du même traitement auquel il a soumis la Guinée, il ne croit pas encore au pire.

Bizerte

Mais les événements se précipitent. À Bizerte, la France entreprend de prolonger la piste d'envol de la base aéronavale de Sidi Ahmed pour pouvoir y accueillir de nouveaux types d'avions. Bourguiba ordonne aux autorités régionales d'arrêter les travaux. Celles-ci s'entendent répliquer par l'amiral Amman, commandant de la base, que si la Garde nationale ne laisse pas le génie français poursuivre sa tâche dans « un délai de quarante-huit heures », il aura recours à la force armée. Bourguiba prend cette réponse comme une provocation. Convoquant son ancien ministre de l'Information Béchir Ben Yahmed à qui il fait encore souvent appel, il lui demande de rédiger une lettre à de Gaulle pour réclamer l'évacuation de Bizerte. « Que voulez-vous qu'il vous réponde, demande Ben Yahmed, oui ou non ? » Bourguiba hésite un instant et laisse tomber : « Non. » Toujours fidèle à sa vieille tactique, il estime en effet qu'il a besoin d'un affrontement. Les négociations franco-algériennes qui ont débuté en mai à Évian apportent la preuve que l'intransigeance peut s'avérer payante, et donnent raison à ses puissants adversaires : Nasser l'a mis au banc du monde arabe, l'accusant de modération coupable à l'égard de l'Occident ; Ben Youssef redouble de violence, lui reprochant de laisser les Français se servir de Bizerte comme d'une base avancée pour anéantir les « frères algériens ». L'issue désormais proche du conflit algérien lui fait plus que jamais craindre un étouffement : Ben Bella jouant un rôle dans une Algérie indépendante pourrait aider

Nasser à hâter l'avènement de Ben Youssef. Il lui faut donc hausser le ton. Est-ce fine stratégie ou fuite en avant mal calculée ? Il confiera plus tard que seule Wassila a tenté alors de le dissuader de se lancer dans ce qui pouvait être une aventure. Abdallah Farhat, directeur du cabinet présidentiel, et Tahar Belkhodja apportent le message à de Gaulle. Celui-ci le parcourt sans même les faire asseoir et les congédie d'un « au revoir messieurs » sans autre commentaire. Le lendemain, la Tunisie rompt ses relations diplomatiques avec la France.

Bourguiba tient sa bataille. Le pays entier est mobilisé contre l'occupation française. Par convois entiers, des milliers de gens sont acheminés vers Bizerte pour y manifester contre la présence étrangère. Le 19 juillet, dix mille personnes sont massées dans ses rues. Les femmes et les adolescents sont en tête des manifestants. En face d'eux, l'armée française, renforcée par des unités fraîchement débarquées et composées en majeure partie de harkis, est décidée à les empêcher d'avancer. Ils veulent forcer le barrage. Des tirs nourris fauchent les premiers rangs de la foule. Le carnage va durer deux jours. La jeune armée tunisienne, encore inexpérimentée, intervient aussitôt, mais ses mouvements sont entravés par la masse des manifestants affolés. Au terme de ce qu'il faut bien appeler une boucherie, des milliers de morts, deux mille à cinq mille selon les différentes estimations, restent sur le pavé. Pour les Tunisiens, le choc est terrible. Ils ne comprennent pas qu'on les ait envoyés sans autre précaution affronter les canons. Les effets s'en répercuteront longtemps et porteront des atteintes profondes et durables au régime. Bourguiba mesure tout de suite l'ampleur de la catastrophe. Il a voulu cet affrontement mais n'a imaginé à aucun moment que la réplique française put être aussi violente. Si le sang lui paraît parfois nécessaire, il y en a beaucoup trop cette fois-ci. Bien qu'il se soit mis, et son pays avec lui, dans une situation intenable, il conserve

assez de lucidité pour décliner l'offre que lui aurait faite le colonel Boumediene basé à Ghardimaou, village frontalier du Nord-Ouest, de voler au secours de l'armée tunisienne. Non seulement il refuse, mais il s'arrange pour bloquer les Algériens à la frontière.

Bizerte est une ville occupée. Bourguiba veut maintenant « profiter », tel est son terme, de la situation et transformer cette terrible défaite militaire et humaine en victoire politique. Le voici de nouveau en terrain familier. Il réfléchit, s'active, convoque la presse, dépêche partout des ambassadeurs, multiplie les discours dans lesquels le violent lyrisme à usage interne est déjà tempéré par d'implicites appels au compromis. Dès le 21 juillet, la Tunisie dépose une plainte auprès du Conseil de sécurité qui se réunit le lendemain et ordonne un cessez-le-feu. Dag Hammarskjöld, secrétaire général des Nations unies, accepte l'invitation tunisienne de se rendre à Bizerte le 24 juillet. Le mépris dans lequel de Gaulle tient l'organisation internationale se traduit par la manière cavalière avec laquelle les « paras » français fouillent le coffre de sa voiture à l'entrée de la ville en état de siège. La mésaventure de son hôte met au contraire Bourguiba en joie : les « bavures » de la France ne peuvent qu'attirer sur lui la sympathie internationale. De même a-t-il manifesté bruyamment sa satisfaction à l'annonce, qui se révélera être une fausse nouvelle, de la mort du correspondant de *L'Express* Jean Daniel et du directeur d'*Afrique Action* Béchir Ben Yahmed en pleine bataille de Bizerte. Il veut arriver à réunir l'Assemblée générale de l'ONU en session extraordinaire afin qu'elle vote le retour de la France à sa position de départ.

Il faut toutefois compter avec les États-Unis qui ont manifesté un vif mécontentement devant la précipitation avec laquelle Bourguiba a déclenché la bataille. La crise de Berlin vient de porter à son comble la tension Est-Ouest. De Gaulle est par ailleurs engagé dans de difficiles négociations avec le FLN. C'est donc un Kennedy furieux qui reçoit Bahi

Ladgham dépêché de toute urgence à Washington, et lui fait peu diplomatiquement remarquer que le moment était « mal venu pour un ami de l'Occident de créer de toutes pièces un problème de cette nature ». Mais Tunis a la chance de disposer alors en Amérique de diplomates fort actifs. À Washington, Bourguiba junior parvient à calmer Kennedy auquel le lie une chaude amitié, et le convainc de laisser participer à la session les pays vassaux des États-Unis dans le Tiers-Monde. Le ton modéré avec lequel le chef de l'État tunisien appelle de Gaulle à fixer un calendrier d'évacuation a, il est vrai, atténué l'irritation du président américain. À New York, Mongi Slim, alors président de l'Assemblée générale de l'ONU et très lié à Dag Hammarskjöld, donne la pleine mesure de ses capacités et de son talent en obtenant le 25 août 1961 un scrutin remarquable : soixante voix pour la Tunisie, trente abstentions et pas une voix contre. « Bourguiba, commente *Le Monde*, vient de prendre sur le double terrain de la diplomatie et de l'opinion publique, une impressionnante revanche. » La tragédie de Bizerte s'est transformée en victoire diplomatique.

Nasser en revanche, apporte avec éclat son soutien à la Tunisie. Jusqu'en 1958, les relations tuniso-égyptiennes ont été plus souvent proches de la rupture que de la fraternisation. En 1958, le président irakien Abdelkrim Kacem a convaincu Bourguiba d'entrer à la Ligue arabe pour y renforcer un « front des modérés » qui contrebalancerait la prépondérance égyptienne, et s'est fait fort d'obtenir de Nasser l'éloignement de Ben Youssef du Caire. Mais le Raïs égyptien a refusé de renvoyer son protégé. Le 11 octobre 1958, date à laquelle la Tunisie doit rejoindre l'organisation panarabe, Bourguiba furieux ordonne à son ambassadeur Habib Chatti d'y faire un discours violemment critique à l'égard de « l'impérialisme pharaonique de Nasser » : la Tunisie claque la porte de la Ligue le jour même où elle aurait dû y faire son entrée, et rompt en même temps avec

Le Caire. Les choses en sont restées là. Bizerte ayant, selon le mot de Nasser à Masmoudi, « dissipé beaucoup de brumes[1] », l'Égypte rétablit ses relations diplomatiques avec la Tunisie qui réintègre par la même occasion le giron arabe, auréolée de la couronne du martyre.

Sur le plan intérieur le traumatisme ne semble pas, du moins en surface, avoir altéré l'adhésion des Tunisiens à la personne de leur président. En conclut-il que ses compatriotes sont désormais capables de tout admettre de lui ? Il juge en tout cas Ben Youssef décidément trop gênant, et la tragédie que vient de connaître son pays balaie ses derniers scrupules. Il a rencontré son vieux rival peu de temps auparavant, sur sa demande, avec la complicité de la police suisse qui a ménagé une entrevue entre les deux hommes le 2 mars 1961 à Zurich. L'entretien s'est fort mal passé et aucun compromis n'a pu être trouvé pour faire cesser les hostilités. Le 12 août 1961, Salah Ben Youssef est assassiné par des Tunisiens à Francfort. Taïeb Mehiri, le puissant ministre de l'Intérieur qui a déjà déjoué plusieurs tentatives d'assassinat du chef de l'État, aurait retourné un des proches de Ben Youssef, Mohamed Rezgui. Ce dernier lui aurait alors fait croire que deux officiers de l'armée étaient prêts à tuer Bourguiba et à réaliser un coup d'État militaire. Introduits auprès de l'exilé, ceux-ci l'auraient assassiné. Selon la version donnée par Bourguiba lui-même, deux tueurs originaires du Sahel engagés par l'homme de toutes les tâches, Béchir Zarg El Ayoun, pourtant parent de Ben Youssef, se faisant passer pour des officiers ralliés à lui, ont attiré l'ex-secrétaire général du Néo-Destour dans un guet-apens à l'hôtel Royal de Francfort où ils l'ont « exécuté » d'une balle dans l'oreille. Bourguiba, véritable commanditaire de l'assassinat, a mainte fois souligné en public qu'il approuvait « l'initiative » de son

1. Mohamed Sayah : *La République délivrée*. Tome II : *De l'occupation militaire*, éditions Dar-el-Amal, Tunis, 1986.

homme à tout faire. En Tunisie, on ne réagit guère. Mais on sait désormais qu'il peut tout oser et n'hésite devant aucun moyen quand l'enjeu véritable est la sauvegarde de son propre pouvoir. Lui est en tout cas satisfait de s'être débarrassé de l'homme qui peuplait ses cauchemars, et se sent les mains libres pour régler d'autres problèmes.

« Grâce » à la tragédie de Bizerte, il surmonte ses réserves et se rend le 3 septembre à la conférence de Belgrade qui fonde le mouvement des non-alignés. Il y a un long entretien avec Nasser qui n'a pas réagi à l'élimination de son protégé. Ces procédés font aussi partie à ses yeux du jeu politique... Bourguiba décidément n'aime pas cet homme dont le charisme lui porte ombrage. Sa force tranquille, sa voix qui ne s'élève jamais et jusqu'à la façon qu'il a d'atténuer la moiteur de ses mains en les frottant contre un mouchoir le rendent nerveux. Le Tunisien parle en étalant des passeports égyptiens sur le guéridon, preuve flagrante, dit-il, de l'appui des autorités égyptiennes aux hommes de main de Ben Youssef. Nasser est d'un calme olympien. Il ne veut pas relancer la querelle mais ne nie rien, et son esprit est tout aux problèmes du monde arabe. Il se montre cependant très intéressé par la réforme du Code du statut personnel en Tunisie. « Vous avez bien fait, dit-il à Bourguiba. C'est une excellente chose. Dommage que je ne puisse pas faire de même en Égypte. Mais les conditions sont si différentes... »

Le 5 septembre, Bourguiba se repose dans sa résidence d'hôte de marque à Belgrade lorsqu'on lui apporte le télex de la conférence de presse que de Gaulle vient de tenir à Paris. Dans l'antichambre, ses collaborateurs sont consternés. Le général a évoqué la question de Bizerte, mais n'a guère ménagé d'ouverture. S'il a déclaré que la souveraineté tunisienne sur Bizerte « n'a jamais été contestée » et « qu'il faudrait qu'un jour soit négocié le retrait des troupes françaises », il a aussitôt ajouté que « la situation générale ne comporte pas actuellement cette issue », laissant tomber au

passage quelques appréciations peu amènes sur Bourguiba. Debout, en maillot de corps et caleçon long, celui-ci agite la dépêche sous le nez de ses ministres : « Vous avez lu ? Mais c'est très bien ! » Dans l'entourage, c'est la stupeur : que veut donc dire le président ? « J'ai l'impression, déclare-t-il au correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) venu l'interroger, que le général de Gaulle envisage pour la première fois le départ des troupes françaises de Tunisie. » Prenant connaissance de la réaction de Bourguiba, de Gaulle lui-même s'étonne et demande, dit-on, qu'on lui apporte le texte de sa conférence pour vérifier ce qu'il a bien pu dire... Assailli de coups de téléphone de Taïeb Mehiri qui, convaincu que les hostilités vont reprendre, lui demande de Tunis ce qu'il convient de faire, Bourguiba tance violemment Masmoudi, alors ministre de l'Information, qui se déclare partisan d'une réponse « musclée » à la France. Il lui faut en réalité sortir du guêpier et effacer les conséquences de son désastreux faux-pas : les milliers de morts n'ont pas fait avancer d'un iota la solution du problème de Bizerte. Son seul impératif est désormais d'amener de Gaulle à négocier et sa démarche, qui tient à la fois de l'audace et d'un sens de l'opportunité cultivé comme un des beaux arts, se révélera payante puisque la France consentira à discuter. Mais il s'agit bien là d'un retour à la case départ. De Gaulle, comme il l'avait voulu, ne rend Bizerte qu'après le règlement du problème algérien, et les Tunisiens se demanderont longtemps à quoi auront servi tant de morts.

Le sacre de Wassila

Au lieu de tempérer son activisme, toutes ces difficultés semblent donner des ailes à Bourguiba. Ses rapports avec ses collaborateurs commencent à changer. S'il fait encore appel

à leur intelligence et utilise pour les convaincre ses brillantes capacités de raisonnement, il compte de plus en plus sur son tempérament impérieux et sur son talent d'acteur pour obtenir d'eux ce qu'il veut. Son humeur devient dangereusement imprévisible, et il lui arrive souvent de stupéfier ses proches en les couvrant soudain d'insultes.

Mais surtout, il maîtrise plus qu'avant l'art de se servir de ceux qui l'entourent, et sait mettre l'homme qu'il faut au poste qu'il faut pour neutraliser les forces qui pourraient s'avérer réfractaires à son pouvoir. Ainsi Mestiri sert de cheval de Troie au sein d'une bourgeoisie dont il fait partie, Mehiri est chargé de marginaliser la vieille garde toujours active du Néo-Destour, Achour veille au grain dans le secteur syndical, aidé par Tlili également occupé à neutraliser le FLN, tandis qu'Ahmed Ben Salah rentré en grâce est là pour contrebalancer le poids des deux caciques de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) au sein de l'équipe dirigeante. Sans en être toujours conscient, chaque responsable devient un rouage du « système Bourguiba » qui se met en place.

Il entreprend aussi de régler ses problèmes personnels à la hussarde, comme il le fait en politique. Le 21 juillet, pendant que Bizerte est encore sous les bombes et que la cellule de crise du gouvernement siège sans discontinuer au palais de la Kasbah, Bahi Ladgham, alors titulaire de la Défense nationale, doit abandonner un moment sa lourde charge. Une tâche désagréable l'attend. En compagnie de Jellouli Farès, président de l'Assemblée nationale, il doit assister au divorce de Bourguiba. Poussée par son fils et par son mari, Mathilde est pourtant devenue tunisienne et s'appelle Moufida depuis sa conversion à l'islam le 25 octobre 1958. Mais rien n'y fait et Bourguiba tient au divorce. Celle qui fut la compagne des mauvais jours et que tous les Tunisiens respectent pose cependant des conditions à la séparation : elle veut garder le nom de Bourguiba et être enterrée plus tard

aux côtés de son fils. « Je suis musulmane, dit-elle à ceux qui assistent à la pénible cérémonie, et en tant que telle je ne souhaite pas de mal au président. Le peuple tunisien en pâtirait... Mais je demande à Dieu d'être témoin. » Bourguiba ira jusqu'à sa mort régulièrement la voir, aimant évoquer avec elle un passé qu'elle connaît si bien. Le 12 avril 1962, il épouse au palais Essaada de La Marsa Wassila Ben Ammar.

Une assistance triée sur le volet a été invitée à la cérémonie. Dans le vaste salon de l'ex-demeure beylicale, se pressent la plupart des dignitaires de l'État, les familiers du président mais surtout de la nouvelle première dame. Il y a là tous ses intimes, ses amies de toujours dont chacune s'est vue offrir quelques semaines auparavant une pièce de riche étoffe pour se réaliser une toilette digne de l'événement. Au premier rang, le « clan » des Ben Ammar rayonne : cette réception à la fois solennelle et mondaine, c'est autant leur triomphe que celui de la femme dont Bourguiba, visiblement ému, prend la main pour lui passer gravement au doigt une alliance.

Il a 61 ans. Elle en a 50. Ils réalisent leurs rêves. Lui, celui d'un amour enfin vécu au grand jour, elle celui d'une ambition avide de s'exprimer. Taïeb Mehiri qui est aussi maire de La Marsa, s'adresse à la mariée : « Le président vous prend pour épouse et vous élève au rang le plus élevé auquel une Tunisienne peut aspirer... Sa tranquillité, son bonheur et sa quiétude sont désormais entre vos mains. » Ce ne sont pas formules dictées par les circonstances. Le ministre de l'Intérieur connaît fort bien Wassila. Voisin de la famille Ben Ammar, ce Beria tunisien au teint olivâtre, au front haut et au regard pénétrant, est retors, impitoyable quand il s'agit des affaires publiques, mais il sait se montrer plus souple dès lors qu'on aborde le domaine privé. Cette ambivalence, jointe à l'art de savoir « gérer » Bourguiba, le rapprochent de Wassila. Chef de file des durs du Néo-Destour depuis la dernière phase de la lutte pour l'indépendance dans laquelle

il a joué un rôle actif, il est le premier ministre de l'Intérieur, mais non le dernier, à la faire profiter de sa connaissance approfondie du pays, du parti et de ses hommes, ainsi que de son autorité sur des secteurs qui vont des affaires algériennes aux services de renseignements en passant par l'administration locale. Cette alliance est nécessaire à l'un comme à l'autre. À travers Wassila, Mehiri et bien d'autres barons du régime peuvent peser sur les décisions du président. Ayant à la fois du bon sens et le sens de ses intérêts, cette dernière en effet n'a cessé d'accroître son influence sur celui qui va devenir son époux. Il l'aime, la consulte, l'écoute, et leurs familiers ont pu constater, à leurs dépens parfois, que ces deux personnalités se complètent parfaitement.

Mettant à profit les ambitions et les rivalités personnelles des proches du président, Wassila a pu évaluer les points forts et les faiblesses de chacun. Son intuition, son art de l'intrigue, l'attirance qu'exerce son opulente féminité, son charme et sa séduction lui permettent d'acquérir une connaissance intime du caractère et des capacités de l'un ou de l'autre. Elle en fait part à Bourguiba, accroissant ainsi l'autorité de ce dernier, dont elle sait à merveille tirer profit. Elle prend plaisir à prendre des amis confiants au piège de leurs propres paroles. Les plus avertis d'entre eux restent parfois interloqués lorsqu'en présence de Bourguiba, elle lance une appréciation pouvant provoquer leur fortune ou leur disgrâce. Souvent péremptoire, elle est aussi directe et franche dans ses manières que manœuvrière et dissimulatrice dans ses idées. Elle voulait ce mariage et s'est arrangée pour que les proches compagnons de Bourguiba n'y fassent pas obstacle. Après quoi, sachant d'expérience qu'il faut lui donner l'impression d'être le seul à décider, elle a publiquement déclaré qu'elle répugnait à divorcer, et s'est laissé « forcer la main » de haute lutte par l'homme qui l'aime depuis dix-neuf ans. En devenant le 12 avril 1962 la première dame de Tunisie, elle réalise son plus cher espoir. Pour la première fois dans

un pays arabo-musulman, les portraits de l'épouse du chef de l'État, plus proches de ceux de la Pompadour au décolleté généreux que de la rigueur musulmane, trônent à côté de ceux de Bourguiba, aussi bien dans les lieux publics que chez les marchands de légumes.

Complot et parti unique

Bourguiba, lui, est au faîte de sa puissance. Mais, bien qu'il ait nourri l'exaltation de ses disciples en les lançant dans l'aventure créatrice de l'édification d'une Tunisie nouvelle, la mise au pas des syndicats, les offensives répétées contre les citadelles de l'arabisme, le « coup de poker » de Bizerte, le pari de la main tendue à de Gaulle, l'assassinat de Ben Youssef sont autant de traumatismes infligés aux Tunisiens, et l'on commence à murmurer contre son autoritarisme. L'équipe de l'hebdomadaire *Afrique Action* en fait état publiquement dans un article le 7 octobre 1961. « Le pouvoir personnel, y lit-on, [est] détenu par des hommes qui sont des présidents de la République, mais qui sont en fait des monarques sans le titre. Bourguiba détient aujourd'hui, en droit et en fait, plus de pouvoirs que n'en avaient le bey et le résident général réunis... »

Le journal à peine paru, Béchir Ben Yahmed est convoqué à la Kasbah. « J'ai lu l'article, il est bien fait, lui dit Bourguiba très calme. Mais vous auriez pu dire au moins : Bourguiba fait exception. » Benjamin du premier gouvernement de l'indépendance, Ben Yahmed a déjà eu maille à partir avec le président et a démissionné de son poste de ministre de l'Information dès le 9 août 1957. Un an plus tard, en septembre 1958, il a eu quelques problèmes à la suite d'un article dénonçant le sort injuste réservé à Tahar Ben Ammar, et n'a pu éviter la disparition de son hebdomadaire

qui ne reparaît qu'en octobre 1960 toujours sous le nom d'*Afrique Action*. Cette fois-ci, il est prié de retirer le mot « Action », « propriété » de l'organe de Bourguiba, du titre de son journal. Celui-ci reparaît aussitôt sous le titre de *Jeune Afrique* avant que Ben Yahmed ne se résigne à quitter la Tunisie pour Rome en mai 1962. Quant à Mohamed Masmoudi qui collabore à l'hebdomadaire et s'est solidarisé avec lui, il perd son poste de ministre de l'Information et est exclu du Bureau politique du Néo-Destour, où il est remplacé par Ahmed Ben Salah, le nouvel enfant chéri du régime. Les violentes polémiques soulevées par l'attaque d'*Afrique Action* contre « le pouvoir personnel », titre de l'article incriminé, et dont le quotidien du Néo-Destour *El Amal* se fait l'écho, traduisent les tensions qui traversent alors la classe politique tunisienne. « En répondant, on a ouvert un débat très dangereux ; heureusement qu'ils n'ont pas saisi la perche ! », se félicite Bourguiba qui a craint un moment que ne soit publiquement posée la question de la démocratie.

Ce débat aurait-il permis d'éviter la menace autrement plus grave qu'a fait peser la tentative de complot du 20 décembre 1962 sur Bourguiba et son régime ? « Un sous-officier de l'armée tunisienne, écrit dans sa déposition le procureur de la République Slaheddine Baly, nous a appris... qu'un coup d'État militaire [était projeté] par une organisation secrète... sa date étant fixée au jeudi 20 décembre 1962. Le plan retenu consistait à encercler le palais Essaada et, dans le cas où le président de la République refuserait de se rendre, à faire sauter le palais. Le plan prévoyait aussi d'arrêter les membres du gouvernement et de les exécuter. Les bâtiments publics devaient également être investis. » Tel qu'il est présenté par le procureur, le complot paraît plus organisé et plus imminent qu'il ne l'a été en réalité.

En fait, il a été surtout le fruit d'un ensemble désordonné et confus d'ambitions, de ressentiments et de frustrations

accumulés par les exclus, les vaincus et les déçus du régime, appuyé de l'extérieur par ceux qui souhaitaient sa chute. Ce n'est pas un hasard si l'idée en est suggérée en août 1962 par des youssséfistes venus de Libye à l'ancien étudiant de la Zitouna Abdelaziz Akremi, originaire du Sud déshérité et traditionnellement frondeur, qui n'a guère bénéficié jusqu'ici des bienfaits de l'indépendance. Il rallie rapidement à ses arguments Salah Hachani, un enfant du pays, ancien officier de la garde du bey et capitaine de la garnison de Gafsa, ainsi que l'ancien chef de maquis Lazhar Chraïti, insatisfait de la place réservée par le régime à des hommes comme lui. En septembre, plusieurs jeunes et brillants officiers se joignent aux conjurés : ils ne pardonnent pas à Bourguiba, dira l'un d'eux, « de les avoir sacrifiés dans la bataille de Bizerte ». Venus d'horizons différents, ces hommes ne sont unis ni sur un programme ni autour d'un chef, mais ont tous une revanche à prendre sur le régime. La situation économique préoccupante, aggravée par une année d'exceptionnelle sécheresse qui amplifie la misère des campagnes, rend moins supportable à leurs yeux le comportement d'un pouvoir qui s'est lancé dans la construction de somptueux palais présidentiels, et dont les choix de société et de politique étrangère paraissent dictés par l'Occident. Mais les jeunes capitaines Bembli, Barkia, Guiza ou Materi, trouvent « peu sérieux » les civils et les anciens officiers beylicaux et, plus modernistes, n'ont pas l'intention de s'opposer à tout ce qu'a fait Bourguiba. Ils veulent prendre la tête des opérations, et des dissensions apparaissent dans le groupe. Une réunion prévue pour le 18 décembre est annulée, et rendez-vous est pris pour la semaine suivante. Le 19 décembre, l'homme de confiance de Bembli, le sous-officier Toukabri, dénonce les conjurés.

Le coup d'État devait-il avoir lieu le 20 décembre, veille du départ de Bourguiba au Kef ? Le capitaine Kebaïer El Maherzi, aide de camp du chef de l'État, devait-il introduire les militaires dans sa chambre à coucher ce jour-là ? Rien

n'est moins sûr. La confusion dans laquelle se déroule la réunion du 18 décembre réduite aux seuls civils qui, apprenant la défection des militaires, proposent des combinaisons aussi diverses que fantaisistes, révèle l'état d'impréparation du complot. De plus, ils ne disposent pas d'armes en quantités suffisantes, l'aide qui leur a selon toute vraisemblance été proposée par les Algériens ayant semble-t-il été repoussée par les militaires qui voulaient réaliser seuls le coup d'État. « Bourguiba, raconte un ministre, a appris les choses au fur et à mesure qu'on interrogeait les conjurés. Tous les corps d'armée étaient touchés sauf l'aviation. Il aurait fallu en fait arrêter une quarantaine d'officiers sortis de Saint-Cyr. "Ce n'est pas possible, disait-il, on me déteste donc ?[1]" » Il veut sévir impitoyablement, mais il est également conscient qu'il ne peut sans risques provoquer une telle hémorragie parmi les cadres de l'armée. « On réduit le nombre des condamnés et on prononce des peines capitales pour l'exemple », décide-t-il. La rapidité du procès et la brutalité du verdict surprennent toutefois l'opinion. Le 16 janvier 1963, treize conjurés dont sept militaires sont condamnés à mort. Deux officiers dont Materi, neveu de l'ancien président du Néo-Destour, échappent au peloton d'exécution ; leur peine est commuée en travaux forcés à perpétuité[2]. Le 18 janvier, à son retour du Kef, Bourguiba met clairement en cause l'Algérie dans l'affaire. Nouvel épisode d'une longue ingérence...

Il est en tout cas plus que jamais convaincu que seule la répression peut mater ce qu'il appelle « le démon berbère » des Tunisiens. « Ce pays a besoin d'un homme à poigne, déclare-t-il au journal *Le Monde*. La Tunisie n'est pas Montparnasse. À ceux qui me disent qu'il faut laisser la critique s'exprimer, que c'est grandir Bourguiba et la Tunisie, je réponds que le fiel ne construit rien, que les Tunisiens ont besoin de croire en un homme et en un régime... » Tout

1. Selon un témoin interviewé par les auteurs et qui a réclamé l'anonymat.
2. Ils seront graciés au bout de dix ans de détention.

est dit, et il n'a plus l'intention de laisser se manifester la moindre discordance. Le 1er janvier 1963, *Et-Talia*, organe en langue arabe du parti communiste, et *Tribune du Progrès*, dirigé par l'ancien compagnon Sliman Ben Sliman et proche des communistes, sont suspendus. Le 8 janvier, le PC tunisien qui n'avait rien à voir avec le complot est interdit. Le Néo-Destour est dorénavant un parti unique de fait.

Étrange ambivalence que celle de cette époque. Défiant les Tunisiens, les projetant dans la modernité et leur ouvrant des horizons nouveaux, leur chef sexagénaire donne à son pays et à lui-même un élan, une force et un éclat qui étouffent les sourds craquements des premières crises du régime. Sa légitimité est à son zénith, même si la violence fait partie de son arsenal politique. Dernier paradoxe, cet homme impérieux qui veut plier les gens et les choses à sa volonté, se forge dans le même temps l'image d'un modéré. En promulguant des réformes hardies, en accrochant la Tunisie au char de l'Occident, il attire l'attention et souvent la sympathie de l'étranger sur son petit pays dont la société est en train de subir une véritable métamorphose. À l'intérieur comme au-dehors, ses outrances sont le plus souvent considérées comme un mal inévitable qui ne remet en cause rien d'essentiel. Tenant ses lois d'une main et le glaive de l'autre, il foule, souverain, l'avenue d'un pouvoir qu'il croit fait pour lui seul.

La puissance et la gloire

Bourguiba va-t-il enfin laisser les Tunisiens respirer ? Peu d'années après l'indépendance, il peut juger que l'essentiel est fait. Rien ne vient plus limiter une souveraineté durement acquise, et les Français ont dû se résigner à abandonner leurs dernières prérogatives dans leur ancien Protectorat. Mieux, avec une étonnante rapidité, les nationaux ont remplacé les milliers de fonctionnaires français rentrés en métropole sans que le pays s'arrête le moins du monde de tourner. Les citoyens semblent s'être accoutumés à des réformes dont même les esprits les plus novateurs n'auraient pu dix ans auparavant imaginer l'ampleur, et commencent à oublier leur univers ancien que le Raïs s'est appliqué minutieusement à disloquer. Quant à la lutte pour le pouvoir, elle a cessé faute de combattants, et plus personne ne s'aviserait de contester au président la plus infime parcelle d'autorité. Mais, s'il a de quoi être satisfait, il n'est pas homme à imaginer que sa mission puisse être terminée, ayant plutôt tendance à penser que seule sa présence peut empêcher les Tunisiens de retourner au néant dont il les a tirés. La soixantaine allègre qu'il porte comme si c'était le plus bel âge de la vie lui laisse le temps de ciseler une œuvre qu'il estime avoir à peine entamée. L'indépendance parachevée, il lui faut toutefois une grande cause pour mobiliser à nouveau un peuple essoufflé.

La conversion au socialisme

En 1960, si la campagne de scolarisation donne déjà de fulgurants résultats, la misère est encore trop souvent le lot d'une population aux trois quarts rurale, tandis que l'économie reste largement dépendante de l'ex-métropole. Du phosphate, un peu de fer, quelques produits agricoles constituent l'essentiel des exportations. Sans être négligeables, les infrastructures laissées par la France sont loin de permettre un réel décollage. Tout cela cadre mal avec la course à la modernisation menée rondement par le nouveau régime. Mais paradoxalement, les responsables de la Tunisie indépendante ne se sont guère jusqu'ici souciés d'économie. Quelques réalisations ont bien vu le jour, et l'aide occidentale commence à affluer dans ce pays qui offre toutes les garanties de libéralisme et de stabilité. Certaines ressources stratégiques comme le phosphate ont par ailleurs été nationalisées, et Tunis possède sa propre monnaie détachée du franc français. Bourguiba, pour sa part, a souligné plus d'une fois dans ses innombrables discours la nécessité de faire porter l'essentiel de l'effort national sur le développement qui, seul, peut ouvrir la voie à un mieux-être général des Tunisiens. Comme à l'accoutumée aussi, il veut mettre de l'ordre dans un domaine qui lui paraît scandaleusement anarchique, et il s'attache vite à réglementer des secteurs qui lui semblent le plus dangereusement marqués par l'individualisme. Aussi plusieurs offices de commercialisation sont-ils créés dès le début des années soixante pour l'huile, les dattes ou la pêche qui représentent alors les principales ressources de la Tunisie. Dans les transports, chemin de fer et navigation, des sociétés d'État sont mises sur pied pour remplacer la tutelle des offices publics métropolitains.

Les efforts entrepris çà et là ne s'inscrivent cependant dans aucune stratégie concertée. Il est vrai que Bourguiba n'a de plaisir que dans la politique et que l'économie l'ennuie.

S'il a sur ce chapitre quelques grandes idées, il est prêt à en déléguer la conception et les responsabilités à qui aura l'envie et l'étoffe nécessaire pour s'en charger mais, étrangement, aucun des hommes politiques qui l'entourent ne lui a proposé de cadre cohérent dans lequel puisse s'inscrire une modernisation qu'il appelle de ses vœux. Un homme toutefois a déjà formulé un plan ; c'est Ahmed Ben Salah du temps qu'il était secrétaire général de l'UGTT. En remettant à l'honneur le projet coopératif cher à la tradition syndicale tunisienne et en insistant sur l'impératif de la planification, son discours-programme prononcé au congrès de la Centrale en septembre 1956 avait séduit une grande partie des jeunes cadres impatients de remodeler la Tunisie. Mais, l'heure étant alors à la lutte contre le youssefisme, Bourguiba l'avait jugé inopportun, et écarté d'autant plus facilement qu'il était opposé à toute forme de collectivisme et prompt à dénoncer une tentation « communiste » partout où il pensait l'avoir décelée. L'ambition politique clairement manifestée par le secrétaire général de l'UGTT avait par ailleurs provoqué les foudres de la direction du Néo-Destour et, à la fin de 1956, personne n'aurait donné bien cher de l'avenir d'Ahmed Ben Salah.

Mais les hommes jeunes, décidés, compétents travailleurs... et sahéliens ne sont pas légion en cette fin des années cinquante, et Bourguiba a montré plus d'une fois qu'il sait surmonter ses réticences pour rallier des gens qui peuvent lui être utiles. Tout en entretenant des relations cordiales avec le fils de ce dernier, Ben Salah est en outre un proche des Ben Ammar dont l'étoile ne cesse de monter. Neïla, pour qui il a toujours éprouvé une réelle affection, et Wassila pressent le président de confier un poste de responsabilité à leur protégé. Cette dernière ne verrait pas d'un mauvais œil l'entrée d'un « homme lige » dans un gouvernement sur lequel elle n'a guère de prise. Bourguiba se laisse d'autant plus facilement convaincre qu'il sait que l'octroi

d'un portefeuille apaise en général les plus farouches hostilités et qu'il y voit une occasion de contrebalancer l'influence du puissant « clan » des Tunisois dirigé par Taïeb Mehiri. En juillet 1957, l'ancien professeur d'arabe passé au syndicalisme est nommé, à moins de 35 ans, secrétaire d'État à la Santé, portefeuille qu'il cumule à partir de 1959 avec celui des Affaires sociales. Belle promotion pour un homme que l'on croyait fini. Elle est le point de départ d'une aventure qui va durer dix ans.

Car Ben Salah n'a pas renoncé aux idées qu'il défendait du haut de la tribune de l'UGTT en 1956. Sans être économiste, il est profondément influencé par un certain nombre de théoriciens du développement, notamment le juriste français Gérard Destanne de Bernis qui voit dans la socialisation de l'économie et dans l'édification volontariste de « pôles de développement » le seul moyen pour les pays nouvellement indépendants de sortir de ce qu'on nomme déjà le sous-développement. Une planification rigoureuse englobant tous les secteurs de la vie économique et sociale est l'indispensable outil permettant d'atteindre les objectifs fixés. Bourguiba, de son côté, est convaincu que la lutte contre le sous-développement dont il veut faire une priorité ne peut s'effectuer dans le désordre, et ce qu'il appelle l'intérêt national doit primer les intérêts corporatistes ou individuels. Il se laisse convaincre que le laisser-faire des libéraux, s'il peut se justifier chez les puissances industrielles, est impossible à mettre en œuvre dans les jeunes nations dépourvues de l'essentiel. Le pouvoir politique doit donc effectuer les grands choix en matière d'économie et déterminer les principaux axes par lesquels ils doivent se concrétiser. Cet homme, dont une des premières préoccupations a été d'asseoir dans tous les domaines la suprématie de l'État, est naturellement enclin au dirigisme.

Plusieurs membres du gouvernement, les jeunes surtout, partagent ce point de vue. Ahmed Mestiri, qui a dirigé un

temps les Finances, était alors acquis à l'idée d'un plan directif contre les défenseurs d'une planification indicative, et estimait même que les deux départements du Plan et des Finances devaient fusionner pour donner au premier les moyens d'agir. Après les tâtonnements des premières années de l'indépendance, l'idée d'un Plan ne peut que séduire Bourguiba, d'autant que Ben Salah qu'il voit de plus en plus souvent lui en présente avec application les nombreux avantages : non seulement il doit ordonner et rationaliser un développement nécessaire, mais il peut offrir aux Tunisiens un nouvel objectif susceptible de remplacer celui d'une libération nationale définitivement acquise. La perspective de construire des lendemains meilleurs ne vaut-elle pas quelques sacrifices ? Son nouveau ministre lui assurant que la planification constitue la voie royale pour bâtir l'indépendance économique, la lutte pour atteindre celle-ci n'est-elle pas aussi noble que celle menée pour conquérir la souveraineté politique ? Enfin, le strict encadrement de la population que nécessite la mise en œuvre d'une telle politique n'est pas pour déplaire à un leader toujours inquiet que les Tunisiens puissent avoir envie de s'affranchir de sa tutelle.

Surprenante rencontre que celle de ces deux hommes dont l'un pourrait être le père de l'autre. Le jeune ne manque pas de caractère, ce que Bourguiba ne déteste pas à condition qu'on ne s'en serve pas contre lui ; il sait être enthousiaste et convaincant alors que l'entourage du leader ne lui a rien proposé qui puisse le séduire. Malgré les années qui les séparent, ils se ressemblent à plus d'un titre : tous deux autoritaires, ils n'ont pas d'états d'âme quand il s'agit de briser les obstacles encombrant la voie vers le but qu'ils se sont fixé. Politiciens tous deux, ils savent utiliser les hommes et les circonstances pour parvenir à leurs fins. Formés au même moule intellectuel, ils ont des références semblables qui leur permettent de se comprendre vite, sans discours inutiles. Le 3 janvier 1961, deux mois après avoir reçu la responsabilité

du Plan, Ahmed Ben Salah est nommé secrétaire d'État au Plan et aux Finances. En lui confiant cet énorme département, Bourguiba a choisi. Ayant accepté les grandes options qui doivent commander la politique de développement, il laisse à son ministre le soin de mettre celle-ci en œuvre et de créer les instruments qui doivent assurer son succès.

Dès 1961, un « pré-plan » triennal est adopté et, prenant son bâton de pèlerin, Bourguiba s'en fait à travers le pays l'ardent défenseur. « Je voudrais, déclare-t-il à Tunis le 6 février 1961, que tout le monde soit convaincu que la planification est l'arme indispensable de notre grande bataille : la bataille de l'édification nationale que nous livrons contre le sous-développement et qui n'est autre que la lutte pour la dignité de l'homme et la gloire de la patrie. » Adopter un régime d'économie planifiée, c'est, pour lui, donner « la primauté à la raison » qu'il place au-dessus de toutes les vertus. « Seul compte l'intérêt supérieur de la nation, poursuit-il. La restriction des libertés et des privilèges de la propriété s'impose non seulement quand il en est fait mauvais usage, mais lorsqu'il convient d'en faire un usage plus productif et plus rentable pour la collectivité. C'est l'intérêt vital et primordial de la nation. » Le terme de collectivisation cesse d'être un tabou dans la bouche de ce vieux contempteur du marxisme, et le mouvement coopératif que Ben Salah est en train de faire sortir du cadre expérimental dans lequel il a existé jusque-là lui paraît être un excellent compromis entre le légitime principe de la propriété privée et les exigences supérieures de la collectivité. Il ne tarit d'ailleurs pas d'éloges sur son ministre du Plan : « M. Ben Salah joint... au dévouement à la chose publique le tact et l'esprit d'équipe. Il force le respect et suscite l'enthousiasme autour de lui. L'équipe qui l'entoure... travaille dans le respect mutuel, jour et nuit, à telle enseigne que j'en suis arrivé à craindre pour leur santé et à leur conseiller de se ménager », affirme-t-il en juin dans la métropole économique

de Sfax où il prend la parole pour lever les réticences qui se manifestent contre la nouvelle politique. Cette paternelle sollicitude envers son nouveau protégé s'accompagne en effet d'une vigoureuse défense de sa stratégie : « Tout ce que nous vous demandons aujourd'hui, c'est de travailler pour votre bien et le bien de tous. Quant à ceux qui s'érigent en défenseurs de la liberté individuelle, du secteur privé, de la libre entreprise, nous leur disons que le Plan sert l'intérêt de tous sans exception... Certes l'entreprise impose quelque limitation aux libertés individuelles. Nous n'avons envisagé ce moyen que parce que seule, dans notre situation, l'action collective est efficace. L'enjeu, menace-t-il, est tellement important que je ne peux me permettre aucun sentiment de pitié, aucune faiblesse, quand il s'agira de frapper les saboteurs. »

La planification devient ainsi en peu de mois le fer de lance qui doit conduire dans l'ordre des Tunisiens vers le mieux-être. Ben Salah s'attache d'ailleurs à affiner les objectifs qu'on leur propose et rend publiques en mars 1962 les « perspectives décennales de développement » fixant pour chaque secteur économique et social des buts précis et les moyens d'y parvenir. Les potentialités du pays en matière d'agriculture, d'extraction minière, d'industries, de services sont passées en revue, et il apparaît dans le document qu'au terme de dix ans de politique volontariste, la Tunisie devra avoir créé les principaux instruments qui lui permettront de parfaire par la suite son indépendance économique. Les plans successifs, tenant compte des avancées effectuées dans chaque domaine et des obstacles rencontrés, sont chargés d'assurer la concrétisation de ces perspectives.

Pour donner plus de solennité encore à cette démarche qu'il a faite sienne, Bourguiba promulgue le 1er juin, jour de fête nationale, le plan triennal mis au point l'année précédente. Quelques jours auparavant, le 25 mai, au cours d'un grand meeting à la bourse du travail de Tunis, il a lancé le

mouvement coopératif et a sommé les paysans d'y adhérer massivement et sans restrictions. D'une région à l'autre, de ville en ville, il va pendant deux ans tenter de convaincre les Tunisiens que la voie qu'il a choisie pour eux est la seule issue possible aux maux du sous-développement. Quand il ne convainc pas, il ordonne : la bataille économique est désormais la seule qui vaille d'être menée. En avril 1963, il fait une longue tournée dans le Sahel puis dans le Sud, accompagné comme toujours de son épouse, mettant l'accent partout sur l'urgence de l'extension des coopératives pour « gagner la bataille économique », devant une population rurale sceptique sur les bénéfices qu'elle peut tirer d'une telle entreprise. Il en profite aussi, c'est un de ses leitmotive de l'époque, pour tenter de persuader les Tunisiens qu'une croissance démographique incontrôlée est une des plus graves entraves au développement, et stigmatise les familles nombreuses, vouant à l'opprobre public les couples trop prolifiques. Chacune de ses interventions renforce l'autorité de Ben Salah. Le Conseil supérieur du Plan, créé le 4 octobre 1963, achève de placer la nouvelle politique au rang de dogme de l'État dont Bourguiba est l'infatigable apôtre.

Du Néo-Destour au Parti socialiste destourien

Le congrès du Néo-Destour, convoqué à Bizerte du 19 au 22 octobre 1964, va non seulement consacrer ce choix, mais aller plus loin encore. S'il est l'un des plus importants qu'ait connu la longue histoire du Néo-Destour, il le doit en partie à sa signification symbolique. Depuis l'indépendance, les nouveaux cadres du pays ont adhéré en masse au grand parti et participent avec enthousiasme à l'expérience économique en cours. Le mot de socialisme évoque chez eux de profonds échos. Un peu partout dans le Tiers-Monde, des

leaders aussi prestigieux que Nasser, Soekarno, Nkrumah, ont choisi cette voie pour mener, disent-ils, leur pays vers la prospérité dans la justice. Même un Senghor, que la modération et les affinités rapprochent davantage de son collègue tunisien, se proclame socialiste. Dans ces années soixante où l'amertume des déceptions n'a pas encore ruiné l'espoir, c'est un concept qui mobilise les énergies. Bourguiba le sait. Comme toujours, il a besoin des jeunes pour contrebalancer l'influence d'une vieille garde qui n'a pas abandonné les commandes. Le ralliement autour de la construction d'une Tunisie socialiste peut être un puissant facteur d'intégration de la jeunesse au Destour et réduire l'audience des oppositions situées sur sa gauche. Le socialisme garde par ailleurs pour lui ce vieux parfum de SFIO dont sa pensée politique est imprégnée. Ce que lui en dit Ben Salah balaie en outre ses réticences : s'il rejette un capitalisme inadapté au Tiers-Monde, le socialisme qu'il lui présente est également aux antipodes du marxisme ; l'unanimité nationale y remplace la lutte des classes, et la collectivisation d'une partie des outils de production n'a rien à voir avec le collectivisme. Il s'agirait en fait d'une expérience originale, typiquement tunisienne, et qui puiserait l'essentiel de ses méthodes dans ce que le leader appelle avec délices le bourguibisme. Ainsi Bourguiba accepte d'en faire avec le Plan l'axe de la nouvelle idéologie officielle.

Le parti doit donc en tenir compte dans son nom même. La décision est d'importance : le Néo-Destour n'est-il pas le parti de Bourguiba auquel il a tenté d'identifier la totalité de la lutte de libération nationale ? Mais en modifiant ce nom prestigieux qui fait partie de son épopée personnelle, il montre aussi avec éclat qu'une page de l'histoire tunisienne a été tournée et que son objectif a changé : si le Néo-Destour a été le principal artisan de l'indépendance, le Parti socialiste destourien (PSD) sera le bâtisseur de la Tunisie nouvelle. Le congrès s'attache à définir les contours de ce socialisme

« national » qui doit préserver une coexistence équilibrée entre trois grandes catégories d'opérateurs : l'État, qui devra prendre en charge la réalisation des infrastructures et d'une série de pôles industriels, qui assurera son monopole sur le commerce extérieur et le commerce de gros pour réduire le poids des intermédiaires et contrôler la circulation des richesses, et veillera dans tous les domaines à la bonne marche des structures mises en place ; le secteur coopératif, qui devra progressivement englober l'ensemble de l'agriculture pour lui fournir les moyens de rationaliser sa production et d'échapper à l'archaïsme de la petite exploitation traditionnelle ; le secteur privé enfin, qui pourra s'épanouir à sa guise à condition de se conformer strictement aux objectifs définis par le Plan.

Pour Ben Salah, ce changement de nom que le chef du parti s'est attaché longuement à justifier à la tribune est une apothéose : voilà confirmée avec éclat et dotée d'une solide légitimité sa politique. Jusqu'à présent, il a fait preuve d'une grande prudence, et la mise en place des nouvelles structures s'est effectuée assez lentement pour éviter les accrocs. Il peut maintenant aller de l'avant, d'autant que le congrès de Bizerte ne s'est pas seulement chargé de changer les symboles, mais a transformé le parti en un véritable rouage de l'État. La confusion est désormais totale entre les hauts fonctionnaires et les responsables du PSD et, pour confirmer cette osmose, on décide que les gouverneurs présideront au niveau régional les comités de coordination du parti qui sont devenus un des instruments les plus efficaces d'encadrement de la population. Rien ne doit plus échapper à la mainmise du puissant couple État-parti. Ainsi, pour faire pièce à une UGTT qui manifeste à nouveau des velléités d'autonomie, le congrès décide de contrôler plus strictement le monde du travail en créant dans chaque entreprise des cellules professionnelles clairement destinées à contrebalancer l'influence de l'organisation syndicale. Cet outil rénové et renforcé qui

sort du congrès est donc mis au service de la politique de planification.

Mais il n'est pas question pour Bourguiba de laisser son tout puissant ministre seul maître du terrain. Ce serait mal le connaître. Pour demeurer la source unique du pouvoir, il entreprend d'instaurer un subtil jeu d'équilibre entre les différentes tendances qui se disputent la suprématie au sein du parti. Comme à l'ordinaire, il lance les jeunes loups du Destour à l'assaut des caciques qui voient d'un mauvais œil se réduire leurs prérogatives. Le congrès entérine ainsi la création d'une nouvelle instance, le Comité central succédant au « Bureau politique élargi », composé d'une cinquantaine de membres, au sein duquel les nouveaux cadres destouriens font une entrée en force ; en sont aussi membres de droit les ministres, les gouverneurs et une série de hauts fonctionnaires. Il y a plus inédit encore : « Je choisirai parmi eux dix ou quinze éléments susceptibles de former une équipe » pour constituer le Bureau politique, assène Bourguiba dans son discours d'ouverture le 19 octobre. La direction cesse donc d'être élue et le président s'arroge le privilège d'en nommer les membres. C'est ce qu'il fait effectivement le 11 novembre, trois semaines après la clôture du congrès et après avoir été réélu le 8 novembre à la présidence de la République avec 96,4 % des suffrages. Bahi Ladgham, secrétaire général, est flanqué de trois secrétaires généraux adjoints : Taïeb Mehiri, Ahmed Ben Salah et Bourguiba junior, Mongi Slim étant choisi pour être trésorier. Quant à la direction effective du parti, elle est confiée à l'issue du congrès à un homme d'à peine 30 ans qui faisait déjà ses preuves depuis deux ans comme directeur adjoint : Mohamed Sayah, parfaitement représentatif de cette nouvelle génération sans liens réels avec les destouriens historiques.

Subtile alchimie que celle qui se dégage de ce congrès : Ben Salah, confirmé, dirige désormais le secrétariat d'État géant à l'économie nationale ; sa politique est parée d'une

auréole nouvelle et les rouages régionaux du parti sont mis à sa disposition ; la nomination de gouverneurs et de cadres locaux du PSD qui lui sont acquis lui donnent les moyens de parfaire l'encadrement systématique auquel il soumet le pays. Mais le parti ne lui appartient pas pour autant et, s'il y a de l'influence, il n'en contrôle pas les instances dirigeantes confiées à des jeunes qui, malgré leur réel attachement aux nouveaux dogmes, ont leurs propres ambitions et apparaissent davantage comme des hommes de Bourguiba. Quant aux caciques, ils sont toujours là, mais une grande partie de l'autorité leur échappe désormais et tout se passe comme s'ils étaient victimes d'une certaine marginalisation par le haut.

En fait, à partir du congrès, Bourguiba s'appuie pour gouverner sur un véritable triumvirat en adjoignant à Ben Salah et à Sayah son fils qu'il place à la tête des Affaires étrangères. À 37 ans, celui-ci est resté « Bibi », le fils de son père et à ce titre l'éternel enfant gâté du régime, mais certainement pas de Bourguiba. Déçu par cet héritier unique qui n'a ni son ambition ni son envergure, ce dernier s'est vite rendu compte que, s'il sait apprécier les privilèges que donne la puissance, Bibi aime trop la vie et ses plaisirs pour faire du pouvoir son seul *credo*. Ce n'est pourtant pas faute de l'avoir préparé à prétendre aux plus hautes charges de l'État. Il a été ambassadeur dans les plus grandes capitales occidentales, Rome, Paris et Washington. Son nom, son brio, sa façon d'aborder les questions sérieuses sans se prendre au sérieux en ont fait un diplomate de charme au contact facile mais à la sensibilité à fleur de peau, que certains qualifient d'emporté et de velléitaire. Bien qu'il connaisse ses limites, Bourguiba lui donne plus d'importance car il a besoin de ce fils, irritant certes, mais sur lequel il peut compter pour l'informer du déroulement de l'expérience en cours. L'occasion est d'autant plus propice qu'une étroite amitié lie Bibi au ministre de l'Économie. Il n'est plus une décision qui puisse

se prendre dans le pays sans l'aval des trois hommes qui n'ont de comptes à rendre qu'au président. Enfin, sous les coups de boutoir de Bourguiba, la démocratie à l'intérieur du parti fait, à partir d'octobre 1964, de plus en plus figure de fiction.

De toute façon, le socialisme destourien n'est guère habité par l'exigence démocratique. Ni le chef de l'État ni Ahmed Ben Salah n'en sont des partisans. Au contraire, la nouvelle expérience que vit la Tunisie se développe dans un contexte d'autoritarisme accru. Les deux hommes sont parfaitement d'accord pour que tout soit soumis à l'objectif qu'ils ont défini ensemble, et qu'aucune critique ne vienne obscurcir l'unanimité affichée. Déjà, en août 1963, les étudiants ont été mis au pas : au XIe congrès de l'Union générale des étudiants tunisiens (Uget), de nombreux contestataires, dont la plupart des membres du groupe d'extrême gauche Perspectives, sont suspendus de l'organisation qui passe totalement sous le contrôle du Néo-Destour. Le message est clair : les organisations dites nationales ont pour fonction d'être les courroies de transmission du pouvoir destourien dans leur aire d'influence. Ben Salah est même un fervent partisan d'une fusion organique de l'UGTT au sein du PSD. Depuis son IXe congrès, qui s'est tenu en mars 1963, la centrale ouvrière est dirigée par Habib Achour qui s'est allié aux « bensalhistes » pour évincer Ahmed Tlili. Mais le nouveau secrétaire général s'aperçoit vite que la mainmise grandissante du ministre de l'Économie sur la vie du pays est un obstacle à ses propres ambitions. S'il a contribué à inféoder l'UGTT au parti au pouvoir, il n'entend pas qu'elle en devienne un simple rouage. Ahmed Tlili et une bonne partie des cadres de l'organisation ouvrière, héritiers d'une solide tradition syndicale, sont également opposés à cette dérive.

Fronde syndicale

Le 30 septembre 1964, quelques jours avant l'ouverture du congrès de Bizerte, les difficultés financières auxquelles est confronté le pays ont contraint le gouvernement à dévaluer le dinar de 25 % et à décréter le blocage des salaires. C'est l'occasion qu'attendait Habib Achour pour manifester publiquement son indépendance vis-à-vis du pouvoir : l'UGTT réagit aussitôt aux décisions gouvernementales en exigeant des augmentations immédiates de salaires pour compenser la dépréciation de la monnaie. Dans le contexte d'unanimisme qui règne alors dans le pays, c'est une déclaration de guerre à laquelle le PSD répond par la création des cellules professionnelles dans les entreprises. Mais Bourguiba, qui n'aime guère la critique, et Ben Salah furieux qu'on puisse contrer sa politique, entendent bien aller plus loin et doter l'UGTT d'une direction plus compréhensive vis-à-vis du régime. Le chef de l'État hésite cependant à ordonner le limogeage d'Achour auquel le lient de vieilles complicités et dont il a toujours favorisé l'ascension. Pendant plusieurs mois, les hostilités se poursuivent à fleurets mouchetés, chacun attendant l'occasion propice pour avancer ses pions. Le 1er mai 1965, Achour réaffirme dans un discours véhément la vocation revendicatrice de la centrale, accuse le PSD de vouloir intervenir dans son fonctionnement intérieur, et annonce la tenue d'un congrès extraordinaire « au cours duquel, proclame-t-il, la classe ouvrière aura le dernier mot ». C'en est trop.

Le 21 juin, au cours d'une réunion restreinte du Bureau politique, Bourguiba décrète qu'il est temps de passer à l'offensive, d'autant que l'occasion est trouvée d'impliquer le secrétaire général de l'UGTT dans une mauvaise affaire. Le 7 juin en effet, le bateau *El Habib* reliant les îles Kerkennah au continent et dans lequel il a des intérêts prend feu en mer. Six touristes trouvent la mort dans l'incendie.

Achour, accusé de faux et usage de faux pour avoir produit une police d'assurance antidatée, est placé le 2 juillet sous mandat de dépôt après que son immunité parlementaire eut été levée. À l'Assemblée nationale, seuls deux députés syndicalistes, Ahmed Tlili et Nouri Boudali, ont osé prendre sa défense. Le 29 juillet, Achour et Tlili, les deux principaux opposants, sont exclus du Bureau politique du PSD. La mainmise du parti sur la centrale ouvrière n'est plus dès lors qu'une formalité : le 31 juillet, un congrès extraordinaire de l'UGTT nomme l'ancien gouverneur Béchir Bellagha, par ailleurs protégé de Wassila, au poste de secrétaire général et Bourguiba, dans le discours qu'il vient de prononcer devant les délégués, ne laisse planer aucune équivoque : « Il est vital pour le peuple d'accepter une discipline aussi ferme que la discipline militaire », déclare-t-il aux congressistes.

Cette mise au pas énergiquement menée, l'affaire aurait pu s'arrêter là. Mais l'UGTT entretient depuis longtemps d'étroites relations avec la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) dont Achour est un des vice-présidents et Tlili le président de la section Afrique. Au grand dam du chef de l'État qui s'enorgueillit de l'image de stabilité dont jouit la Tunisie à l'extérieur de ses frontières, la polémique prend vite une dimension internationale et le fidèle Ahmed Tlili, qui fut plus d'une fois dans l'ombre un des collaborateurs les plus efficaces du chef du Néo-Destour, formule de l'étranger de violentes critiques contre le régime tunisien. Ce vieux syndicaliste, ex-contact entre les fellaghas de la région de Gafsa et la direction destourienne dans les années cinquante, interlocuteur privilégié du FLN pendant la guerre d'Algérie, a en effet quitté la Tunisie dès le mois de juin 1965, immédiatement après la mort de Taïeb Mehiri auquel le liait une vieille amitié et en qui il voyait le meilleur garant d'une sécurité personnelle qu'il estime menacée. Prenant la parole le 15 juillet au nom de l'UGTT au congrès de la CISL qui se tient à Amsterdam, il prononce une sévère

diatribe contre les méthodes en vigueur en Tunisie, en dénonce la dérive autoritaire, mettant nommément en cause le chef de l'État.

Le coup est rude pour celui-ci, d'autant que Tlili ne s'arrête pas là depuis l'exil auquel il est désormais contraint. Malgré la profonde admiration qu'il a pour Bourguiba, ou à cause d'elle peut-être, il lui écrit en janvier 1966 une longue lettre qui est un véritable réquisitoire. Ce destourien idéaliste et déçu, qui s'était pourtant permis au nom de l'intérêt supérieur de l'État de cautionner quelques entorses à la démocratie, y passe en revue tous les aspects d'un régime déjà à ses yeux profondément perverti, rappelant à Bourguiba les paroles que celui-ci avait prononcées le jour où il avait été investi du pouvoir : « S'il m'arrive de me tromper, votre devoir est de me reprendre », avait-il demandé à ses proches. L'absence de démocratie, masquée par un apparent unanimisme qui ne reflète en rien la réalité, entraîne selon Tlili les pires excès à tous les niveaux ; les méthodes policières se généralisent pour faire taire toute voix discordante : « Aucun citoyen n'est aujourd'hui à l'abri d'une mesure arbitraire... Des arrestations sont fréquemment opérées sans ordre de la justice, écrit-il. Malgré l'esprit et la lettre de la Constitution, nous avons en fait abouti au parti unique de gouvernement, sans même y inclure le maigre correctif du centralisme démocratique tel qu'il a été prévu par les inventeurs du système. » Le Néo-Destour lui-même est devenu un parti fonctionnant en dehors de toute règle démocratique : « Il n'a aucune liberté de mouvement et par conséquent aucun moteur qui s'appelle la foi. Il ne bouge que lorsqu'il est secoué d'en haut. » Les jeunes sont démobilisés et ne sont mus que par « l'arrivisme, l'indifférence ou l'hostilité à l'égard du régime ». L'Assemblée nationale est, quant à elle, « une caricature de ce qui a été prévu par la Constitution... après avoir soulevé des espoirs au lendemain de l'indépendance... Le dirigisme à outrance avec improvisation, la bureaucratie

irresponsable parce que non contrôlée par l'opinion » ont conduit pour leur part l'économie dans une impasse. « Pendant ce temps, une nouvelle classe se forme en s'enrichissant au détriment d'un peuple... La corruption... réapparaît... » « Le président de la République, constate Tlili, est l'un des rares à croire que tout va pour le mieux dans le pays... Ceux qui le voient parmi les gens sincères ne peuvent pas lui signaler les défauts du régime car il se fâche en apprenant de telles choses. Donc l'irresponsabilité et l'impunité sont totales. » Et il presse Bourguiba de se ressaisir : « Vous pouvez... commencer à aérer le régime en permettant aux courants d'idées de s'exprimer et aux compétences de se manifester dans la liberté. » Car pour Tlili, seule une réelle démocratisation peut mettre fin à une telle dérive.

Il y a longtemps qu'on n'avait tenu à Bourguiba un tel langage, et la critique est d'autant plus percutante qu'elle vient d'un homme qui a compté parmi ses plus fervents soutiens. Le bilan qu'il dresse d'une décennie d'indépendance est sombre, et le vieux militant a déjà perçu toutes les failles qui apparaîtront plus tard au grand jour. Mais Bourguiba, lui, ne veut pas les voir. Au faîte de son pouvoir, tenant en main le pays mieux qu'il ne l'a jamais fait, il considère toute critique envers son régime comme une insulte à sa personne et une atteinte à son autorité. La lettre de Tlili ne provoque pourtant chez lui aucun accès de colère, tout au plus une remarque désabusée à ses proches : « M'a-t-il proposé quelque chose avant de me critiquer ? Qui, à part Ben Salah, m'a proposé quoi que ce soit ? » Mais, ne supportant pas qu'on s'en prenne à lui et craignant qu'une opposition puisse prendre corps autour de Tlili, il le poursuit de sa vindicte. A-t-il réellement songé à le faire assassiner comme ce dernier lui en a prêté plus d'une fois l'intention ? C'est loin d'être certain car, si gênant qu'il puisse être, Tlili n'a ni la puissance, ni les soutiens, ni l'ambition d'un Ben Youssef dont le souvenir traumatise encore profondément le leader.

Il n'empêche. Cette manifestation publique d'opposition crée un malaise parmi les vieux dirigeants destouriens dont les rangs commencent à se clairsemer : Taïeb Mehiri, l'un des rares hommes à savoir parfois tenir tête à Bourguiba, a succombé à un long diabète. L'habile et secret Mongi Slim a été éloigné du pays depuis qu'il a été nommé ambassadeur aux Nations unies. Bourguiba, peu à peu, s'entoure d'hommes à qui il ne doit rien et qui lui doivent tout ; sa puissance en est singulièrement renforcée. Et puis, dans une Tunisie encore portée par l'enthousiasme de l'indépendance et qui s'engage audacieusement dans une voie nouvelle, où tout paraît encore possible, la fronde de quelques ténors ou la résistance d'une partie de la population devant l'extension des coopératives – ainsi le 15 décembre 1964 les habitants du village sahélien de Msaken ont bruyamment manifesté leur refus d'abandonner leurs lopins de terre individuels – apparaissent davantage comme des coups d'épingle sans gravité que comme les signes annonciateurs de crises plus profondes.

Dernière crise avec la France

Il est vrai aussi que jamais la Tunisie de Bourguiba n'a eu un tel rayonnement dans le monde. La stature internationale de son chef dépasse de loin l'importance somme toute modeste du pays. En cette première moitié des années soixante, il devient sans conteste une figure de la diplomatie mondiale, après être apparu comme un libérateur intransigeant de sa patrie. Celui que les Arabes n'hésitaient pas naguère à qualifier d'homme des Français s'attache d'abord à savourer une totale revanche. Le 15 octobre 1963, sept ans après l'indépendance, le dernier soldat français quitte la base de Bizerte : plus un seul militaire étranger ne foule le sol

tunisien. Bourguiba tient à fêter avec éclat cet événement qui le lave de toutes les accusations portées contre lui. Déjà, le bain de sang de Bizerte lui avait taillé une réelle popularité dans le monde arabe. L'évacuation totale du territoire doit permettre de sceller définitivement la réconciliation. C'est décidé, il invite ses deux adversaires Nasser et Ben Bella à la cérémonie grandiose qui doit avoir lieu le 13 décembre. Il peut désormais se le permettre : comme l'Égyptien, il n'a fait aucune concession à l'ancien occupant ; comme l'Algérien, il a eu ses morts et a libéré lui aussi la patrie au prix du sang. Plus important encore, leur homme a été éliminé : depuis qu'il a fait supprimer Ben Youssef, Bourguiba reste le seul interlocuteur possible pour les leaders qui n'ont pas intérêt à continuer de l'ignorer. Le 13 décembre, face à la rade de Bizerte, dans une ville envahie par plus de trois cent mille personnes venues les acclamer, Bourguiba, Nasser et Ben Bella se tiennent côte à côte sur la tribune qui fait face à la foule et la saluent ensemble, la main dans la main. Les spectateurs sont en délire et ovationnent frénétiquement les deux invités, heureux de pouvoir applaudir sans contrainte les leaders les plus populaires du monde arabe. Bourguiba savoure, lui, ce qui apparaît comme un triomphe à la fois politique et personnel : le voilà, après tant d'années, enfin reconnu par des hommes qui ont plus d'une fois tenté de l'éliminer et auxquels il s'estime de surcroît infiniment supérieur.

Avec la France, tout est rentré dans l'ordre. Les relations diplomatiques ont été rétablies, Paris a repris son aide, et on semble vouloir oublier des deux côtés les crises qui ont ponctué les dernières années. Demeure toutefois en suspens le problème des terres des colons français que les Tunisiens souhaitent vivement récupérer : couvrant plusieurs dizaines de milliers d'hectares dans les plus riches régions agricoles du pays, elles ne sauraient rester longtemps la propriété d'exploitants étrangers. Mais les deux capitales se sont promis

de régler la question à l'amiable : un accord domanial a été conclu en 1963, prévoyant la restitution aux Tunisiens de 20 % de l'ensemble des terres chaque année, et mettant au point des modalités d'indemnisation acceptables par toutes les parties. Dans plusieurs régions du pays, notamment dans les zones frontalières, les terres déjà récupérées ont aussitôt été mises en coopératives. Et voilà que dans ce ciel serein éclate un orage que nul n'attendait : le 12 mai 1964, le chef de l'État tunisien promulgue un décret nationalisant unilatéralement toutes les terres agricoles appartenant à des étrangers. À la surprise succèdent vite les questions : pourquoi Bourguiba a-t-il pris une telle décision au risque, qui se vérifie vite, de provoquer une crise majeure avec la France ? Un coup de force, auquel il n'a recours que quand il le juge indispensable, était-il cette fois-ci nécessaire ?

Plusieurs mobiles semblent avoir animé le président qui a décidé seul de procéder de la sorte. Même Ben Salah n'est pas en effet partisan d'une récupération massive des terres, et préfère à l'époque pouvoir les intégrer progressivement au système coopératif. Est-il aiguillonné par le discours ultranationaliste dont Ben Bella abreuve les Algériens et appréhende-t-il d'être accusé, comme ce fut plus d'une fois le cas, de complaisance envers l'ancien colonisateur ? Si Bourguiba ne tient pas à être en reste avec son encombrant voisin en matière de nationalisme, il semble surtout qu'il ne puisse se résoudre à ce que de Gaulle impose sa marque aux relations franco-tunisiennes. Il n'a jamais admis que le général fasse si peu cas de ses exigences et pense pouvoir cette fois-ci sans grand dommage engager le fer avec lui : Paris devrait en toute logique se résigner à abandonner plus tôt que prévu quelques centaines de milliers d'hectares destinés à retourner de toute façon au domaine tunisien. En cette première décennie de l'indépendance, les coups politiques font également partie de sa méthode de gouvernement : sans compter ses discours publics, il prend chaque semaine longuement la

parole à la radio pour annoncer souvent d'importantes décisions. Tout se passe comme s'il lui fallait sans cesse mobiliser les Tunisiens autour de quelque tâche exaltante, comme s'il fallait les maintenir constamment en alerte pour garder intact le sens d'un « devoir national » susceptible de transcender les divergences toujours possibles. Enfin, bien qu'il en ait approuvé les modalités, l'indemnisation coûte cher et ralentit le rythme de la récupération. Une nationalisation unilatérale présente à ses yeux l'avantage d'échapper à cette contrainte, et l'argument financier n'est pas sans peser sur sa décision. Fin avril, il annonce lors d'une tournée à Sfax qu'il est urgent de faire passer la totalité des terres coloniales dans le système coopératif. Son entourage est surpris. Déconcerté, l'ambassadeur de France demande aussitôt des explications à un Bahi Ladgham qui ne sait trop que lui répondre : le président, dit-il, voudrait accélérer la récupération des terres et souhaiterait une réouverture rapide des négociations avec Paris sur ce sujet.

Mais de Gaulle est furieux : excédé par les méthodes de Bourguiba qu'il n'a jamais porté dans son cœur et connaissant son affection particulière pour le chantage en politique, il ne veut rien entendre et refuse tout net de revenir sur les accords signés en 1963. Dès lors, le leader tunisien n'a plus le choix : ne pouvant reculer sans se déconsidérer, il décide d'imposer le fait accompli en promulguant le décret du 12 mai. Il n'a pas choisi cette date par hasard : c'est un 12 mai que fût signé en 1881 le traité du Bardo instituant le Protectorat français sur la Tunisie. La nouvelle loi clôt à ses yeux définitivement la période de l'occupation. En prévoyait-il toutes les conséquences ? Elles sont graves pour la fragile économie tunisienne. La France, cette fois-ci, ne s'encombre pas de précautions diplomatiques : elle suspend son aide financière, supprime du jour au lendemain le régime douanier préférentiel qu'elle accordait depuis l'indépendance aux produits tunisiens et réduit drastiquement

dans tous les domaines l'assistance qu'elle portait jusque-là à son ancienne colonie. Les difficultés sont telles qu'elles rendent nécessaire, moins de six mois plus tard, une forte dévaluation du dinar. Le coup de force de Bourguiba, qui a surestimé une fois de plus la bonne volonté française, coûte cher, et les rapports avec Paris mettront plus longtemps à reprendre un cours normal qu'après les autres crises qui ont affecté les relations entre les deux pays. Deux ans plus tard il reconnaît d'ailleurs implicitement sa bévue en s'entretenant avec des journalistes : « ... Je n'ai pas à regretter ce que j'ai fait, leur dit-il. En toute sincérité, j'y étais acculé. Mais je peux mettre cet accroc sur le compte de mon inexpérience... »

Visionnaire contesté au Moyen-Orient

La tension durable avec la France ne l'empêche pas en tout cas d'atteindre une dimension internationale telle que lui-même probablement ne l'avait pas espérée. Hasard ou préméditation ? Son entrée fracassante en 1965 sur la scène tourmentée du Moyen-Orient le hausse au niveau des plus grands de l'époque. Depuis sa réconciliation avec Nasser, il souhaite se rendre en chef d'État dans une région qui n'a gardé de lui que l'image du proscrit. Ce sera la consécration d'une reconnaissance difficilement acquise, et il envisage sans déplaisir d'aller montrer qu'il a toujours eu raison à ces « Arabes de l'Est » qu'il ne tient pas en grande estime. De son exil égyptien, il a surtout de mauvais souvenirs et lui, le rationaliste formé à l'école de l'Occident, exècre la propension des Orientaux au rêve qui leur font prendre leurs désirs pour des réalités. Il partage avec Lénine la conviction que « les faits sont têtus » et qu'aucune parole n'est assez puissante pour gommer leur incontournable existence.

D'ailleurs, il n'a pas de tabous et l'a plus d'une fois démontré. S'il reste convaincu que la création d'Israël part d'un principe illégitime, il en parle avec le plus grand naturel, déclarant tout de go dès 1957 qu'il ne reconnaîtra pas cet État « tant qu'il n'aura pas régularisé sa situation avec les Arabes du Moyen-Orient... » ce qui équivaut à une reconnaissance de fait. Il admire d'ailleurs en privé une construction nationale qu'il apparente volontiers à son propre effort d'édification de la Tunisie. Le volontarisme agressif et têtu d'un Ben Gourion le fascine : n'appartiennent-ils pas tous deux à la même race d'hommes ? Une curiosité mêlée d'estime l'emporte chez lui sur la franche hostilité. En 1959, il a même un moment caressé le projet d'envoyer quelques-uns de ses hauts fonctionnaires étudier sur place comment l'État hébreu avait résolu ses problèmes de commercialisation des agrumes.

Quant à son attitude vis-à-vis des Juifs en général, elle n'est en rien guidée par ces passions extrêmes qui habitent l'âme des Moyen-Orientaux. Il a eu depuis le milieu des années cinquante des contacts avec certains ténors de l'aile libérale du mouvement sioniste comme Nahum Goldmann auquel il voue une réelle sympathie. En janvier 1964, si au sommet de la Ligue arabe qui s'est tenu au Caire, il s'est rangé à l'avis de la majorité qui a décidé la mise sur pied d'un « commandement arabe unifié » contre Israël, il n'en a pas moins affirmé : « L'intervention directe des pays arabes en Palestine en 1948 a été une erreur », et préconise plutôt une stratégie de guérilla menée par les Palestiniens eux-mêmes pour amener Tel-Aviv à composition. Sa pensée et son langage sont aux antipodes de ceux des dirigeants arabes qu'il s'apprête à rencontrer au cours d'un long périple autour du bassin oriental de la Méditerranée.

Politiquement toutefois, les relations sont bonnes en ce début de 1965. Nasser a même demandé en janvier à la Tunisie de servir de médiateur dans l'interminable conflit

yéménite qui est en train de ruiner l'Égypte. C'est donc assuré d'obtenir un franc succès que Bourguiba s'envole le 16 février pour Le Caire. Il est heureux : la Tunisie se porte assez bien pour qu'il puisse la quitter près de deux mois sans problèmes. Wassila l'accompagne et les activités politiques laisseront à chaque étape une large place au tourisme et à l'agrément : c'est presque un voyage de noces qu'entreprend ce couple marié depuis tout juste trois ans. Leur suite est nombreuse : outre les responsables politiques, les membres du nouvel *establishment* se sont bousculés pour faire partie de la tournée.

Le 16 février, la Caravelle du chef de l'État quitte Tunis. Dès qu'elle pénètre dans le ciel égyptien, deux Mig 21 l'encadrent pour l'escorter jusqu'au Caire. « Voilà les Mig de Nasser », s'écrient les passagers tunisiens qui n'ont guère l'habitude de ce genre de spectacle. Le cérémonial des grands jours attend Bourguiba à l'aérodrome du Caire. Hussein de Jordanie est venu « en voisin » l'accueillir aux côtés de Nasser. Les chefs d'État se donnent l'accolade avant que le Tunisien ne retrouve, en hôte de marque cette fois-ci, la poussière, les odeurs et les bruits familiers des bords du Nil. Du 17 au 22 février, cérémonies et visites des hauts lieux du pays se succèdent : Bourguiba s'adresse à l'Assemblée nationale aux députés de la « République arabe unie » et prononce à l'université, dont il est fait docteur *honoris causa*, un discours sur le socialisme destourien. Tout se passe le mieux du monde. Les entretiens politiques avec le Raïs égyptien ne mettent pas en relief de divergences majeures et, sur la question palestinienne, Nasser qui a déjà fait des déclarations dans ce sens apprécie le réalisme de son interlocuteur.

Mais, si la diplomatie a ses exigences, le « courant » ne passe toujours pas entre ces deux hommes que tout sépare ; l'immense et massif fils du Nil connaît pourtant l'art de séduire : ses grands yeux noirs bordés d'interminables cils s'accordent à son ton calme, et ce magnétiseur de foules sait

user de son charme. La permanente agitation d'un Bourguiba qu'il méprise du haut de sa grande taille l'irrite au plus haut point ; il le trouve fanfaron et bien trop imbu de sa personne. Ce dernier, quant à lui, ne supporte pas la démagogie de l'Égyptien et estime qu'il trompe en permanence son monde en promettant ce qu'il ne peut tenir. « Quand dites-vous la vérité à votre peuple ? » lui demande-t-il au cours d'une conversation. « Si je lui dis la vérité, il sera contre moi », répond Nasser. « Ce n'est donc pas vous le chef, c'est la rue », s'exclame Bourguiba ravi de damer le pion à son vieil adversaire. La fin de l'entretien est glacée. Mais enfin, une série d'accords de coopération clôturent une visite que l'on insiste de chaque côté pour qualifier de positive.

L'étape saoudienne ensuite dure jusqu'au 26 février, et Fayçal réserve un accueil royal à un Bourguiba qu'il connaît depuis longtemps et qui lui manifeste, sentiment rare chez lui, une réelle estime. Le 27, les Tunisiens arrivent à Amman. Ils ont prévu de demeurer une semaine en Jordanie où Bourguiba doit visiter la Cisjordanie. Le 3 mars, il est à Jéricho. Autour de cette si vieille ville, des centaines de tentes plantées dans la plaine aride abritent quelques milliers de réfugiés ayant fui Israël après la défaite arabe de 1948. C'est un des nombreux camps où les Palestiniens attendent, dans une désespérante précarité, un hypothétique retour dans leurs foyers à la faveur d'une victoire arabe toujours promise et toujours repoussée. Bourguiba est choqué. Cet affligeant spectacle le convainc, s'il en était encore besoin, que les dirigeants arabes n'ont pas pour réel souci d'œuvrer à la création d'un État palestinien, et que leurs appels enflammés à la guerre totale sont le meilleur moyen de ne jamais y parvenir. Il le dit, devant le roi Hussein qui l'a accompagné, aux milliers de déracinés massés au bas de la tribune. L'auditoire, à mesure qu'il parle, n'en croit pas ses oreilles : « Il est extrêmement facile de se livrer à des proclamations enflammées et grandiloquentes. Mais il est autrement difficile

d'agir avec méthode et sérieux. S'il apparaît que nos forces ne sont pas suffisantes pour anéantir l'ennemi ou le bouter hors de nos terres, nous n'avons aucun intérêt à ignorer ce fait ou à le cacher... Il ne faut pas qu'on accuse de défaitisme ou de compromission tel ou tel leader arabe parce qu'il a proposé des solutions partielles ou provisoires... La politique du "tout ou rien" nous a menés en Palestine à la défaite... » Jamais, depuis dix-sept ans, les peuples du Moyen-Orient n'ont entendu de telles paroles. Leurs dirigeants sont atterrés. Pourtant, ils n'ont encore rien vu.

S'il n'est pas sûr que Bourguiba ait totalement prémédité son discours, il en mesure très vite toute la portée. Il a d'autant moins l'intention de reculer qu'il est convaincu d'avoir raison. Il ne lui déplaît pas non plus de dénoncer dans leurs propres pays, devant leurs propres citoyens, l'incapacité des chefs d'État arabes à résoudre le problème palestinien, de montrer que lui, Bourguiba, a non seulement réussi à libérer son pays, mais qu'il se fait fort de trouver une solution au conflit qui déchire le Moyen-Orient, en lieu et place d'un Nasser dont il ne comprend toujours pas qu'on puisse l'aduler. Son voyage prend dès lors une tout autre tournure : prévu pour être sans histoires, il se transforme en *happening* politique, chacune de ses étapes réservant une nouvelle surprise à un monde arabe médusé et à un Occident de plus en plus intéressé par cet Arabe pas comme les autres qui s'acharne à briser les idoles patiemment mises en place par ses pairs.

Le discours de Jéricho n'a été qu'un préambule. Trois jours plus tard, le 6 mars, il précise devant des journalistes réunis à Jérusalem ce qu'il a voulu dire. Les quelques phrases prononcées devant les tentes commencent à prendre la forme d'une pensée et d'un programme : oui, Israël est un fait colonial, il l'a toujours dit et n'a pas changé d'avis, mais « les droits dont les Palestiniens ont été privés peuvent être rétablis progressivement, par paliers... Il est impossible de

parvenir à quoi que ce soit si les Arabes ne mettent pas sur pied une direction nouvelle et plus qualifiée, dotée du sens des réalités... » En somme, le monde arabe n'a pas d'autre choix que d'être bourguibiste : « La meilleure des paix, assène-t-il à son auditoire, est celle qui ne fait ni vainqueurs ni vaincus... Il me semble que l'on peut peut-être parvenir à une coexistence avec les Juifs... et un jour viendra où il apparaîtra clairement à tous que ces tragédies n'ont aucun sens. » Paix ? Coexistence ? Le monde entier commence à dresser l'oreille. Mais, au Machrek, les événements se précipitent : au moment même où Bourguiba s'emploie avec délices à briser les tabous, Nasser exhorte l'ensemble des pays arabes à rompre les relations diplomatiques avec la République fédérale d'Allemagne qui a décidé de reconnaître l'État d'Israël. Non seulement le Tunisien refuse, mais il se gausse de ce qu'il qualifie d'hypocrite fanfaronnade : en quoi une telle décision peut-elle nuire à l'Allemagne ? Seuls les Arabes auront à perdre à rompre avec un des pays les plus influents d'Europe occidentale, tout disposé de surcroît à leur octroyer une importante aide financière. Au nom de quelle logique continuent-ils d'entretenir des relations avec la France, les États-Unis, l'URSS et les nombreux pays dûment accrédités à Tel-Aviv ?

C'est sur ces entrefaites qu'il arrive au Liban. L'opinion arabe est en effervescence. Tandis que la plus grande partie de la presse dénonce avec vigueur les propos du leader tunisien, de rares journaux affirment qu'il a raison et qu'il est temps de dire la vérité aux peuples. Mais les haines se déchaînent contre l'iconoclaste. Il n'en a cure : qu'a-t-il dit, sinon la vérité ? Quel langage a-t-il tenu, sinon celui de la raison ? Aux yeux de ses hôtes, c'est là justement qu'est la faute essentielle : c'est la passion qu'il faut entretenir, et voilà qu'un intrus dont on a eu raison de se méfier naguère s'acharne à l'éteindre. Une conférence de presse est prévue pour le 11 mars à Beyrouth. L'atmosphère est houleuse, et

une bonne partie de l'assistance ne cache pas son hostilité. Dans la délégation tunisienne, on commence à craindre que quelque chose n'arrive à un Bourguiba qui ne semble pas mesurer le dramatique écho de ses paroles. Installée sur un siège dans la salle, Wassila n'essaye même pas de masquer sa peur : dans cet Orient propice aux tragédies, un attentat n'aurait rien d'invraisemblable. À mesure que l'orateur parle, la tension monte dans l'assistance. Tour à tour sérieux, ironique, moqueur, provoquant, diplomate, cabotin, Bourguiba développe ses thèses. Rompre avec la RFA ? C'est aussi ridicule qu'inutile. Prêcher une guerre qu'on n'a pas les moyens de mener ? « Dans dix-sept ans, nous risquons de nous trouver au même point et dans la même situation. » Faire fi du contexte international ? Aussi dangereux qu'irresponsable. « Quitte à en mourir nous-mêmes, nous devons rompre avec tous les États qui soutiennent Israël », s'exclame un journaliste. Bourguiba éclate de rire : « Vous me rappelez la fable de cet homme qui, pour punir son épouse, ne trouva pas mieux que de se castrer ! » Aux Arabes, il prêche la raison, aux Israéliens il dit que seule la paix avec leurs voisins pourra garantir leur sécurité.

Le lendemain, les propos du Tunisien font la une de la presse internationale. Le 14 mars, les ministres arabes des Affaires étrangères se réunissent pour entériner la rupture avec Bonn. Bourguiba est voué aux gémonies... mais Rabat et Tripoli maintiennent leurs relations diplomatiques avec la RFA. L'Irak et la Syrie refusent en revanche de recevoir le président tunisien, arguant qu'ils ne sont plus en mesure de garantir sa sécurité. Le 15 mars, après avoir changé plusieurs fois d'itinéraire pour éviter un attentat plus que jamais possible, celui-ci se rend directement à Téhéran. Sa tournée arabe est terminée.

« L'affaire Bourguiba » commence. L'a-t-il cherché ? Le voilà en tout cas devenu un symbole : pour une bonne partie de l'Orient arabe, il est le traître. Pour l'Occident, il

ouvre la première possibilité de règlement d'un conflit qui n'a que trop duré. Pour des milliers de juifs en Israël et à travers le monde, il incarne l'espoir : ainsi, il se trouve un dirigeant adverse qui dit ne point les haïr, dont les propos, sans être complaisants, sont dénués de cet antisémitisme qu'ils décèlent trop souvent dans les discours arabes, et qui leur propose de réfléchir ensemble à une entente possible et souhaitable. Pour les ténors de l'*establishment* israélien, il est une menace : « C'est le plus intelligent et le plus dangereux de nos adversaires », confient-ils, inquiets de l'entendre réclamer la stricte application du plan de partage de l'ONU de 1947 auquel ils n'ont nulle intention de revenir. Quant à lui, à Téhéran, Athènes, Istanbul et Belgrade où il se rend successivement, il répète ce qu'il a déjà dit, proclame que sa seule préoccupation est de mettre fin au drame palestinien, et évite avec soin de prononcer la moindre phrase insultante à l'égard des dirigeants moyen-orientaux. S'il y a rupture, il le sait d'expérience, elle ne doit pas venir de lui, il en laissera la responsabilité à ceux qui en prendront l'initiative.

Le 9 avril, après près de deux mois d'absence, il reprend enfin le chemin de Tunis. Que pensent ses compatriotes du tonitruant voyage de leur président ? C'est une foule en délire qui l'accueille à son arrivée : les ovations n'en finissent plus le long des artères de la capitale qu'il parcourt comme à chaque retour en saluant son peuple. En 1965 il est vrai, la Palestine est loin du Maghreb. Si les Tunisiens ne sont pas insensibles à la tragédie de leurs frères lointains, la vague de l'arabisme n'a pas encore vraiment déferlé sur eux. Leur histoire et leur environnement sont assez différents du Machrek pour qu'ils ne comprennent pas toujours la violence de ses réactions. Même leur rapport aux juifs n'est pas identique, et la pédagogie de Bourguiba les a suffisamment modelés pour qu'ils n'englobent pas tous dans un commun opprobre le juif et l'Israélien. En outre, nombre d'entre eux, formés à la même école rationaliste que leur chef, n'éprouvent guère

d'attirance pour un Orient qu'ils connaissent mal, et ne sont pas peu fiers que la petite Tunisie soit seule à se lever pour contester l'hégémonie de Nasser. En 1965, Bourguiba parle encore dans ce domaine le même langage que la majorité de son peuple.

Dès son retour, il entreprend d'ailleurs d'expliquer le sens de sa démarche à ses concitoyens et, au-delà d'eux, de s'adresser une fois de plus aux Arabes et aux Israéliens. Le 21 avril, devant une assemblée d'étudiants destouriens réunis au palais de Carthage, il franchit une nouvelle étape de la longue marche qu'il semble avoir entreprise le 3 mars. Après leur avoir dit que le tort essentiel des Arabes est de ne pas être bourguibistes et d'être « comme jadis le Vieux Destour en Tunisie » maximalistes en paroles et timorés dans l'action, il propose officiellement aux pays concernés de jouer les médiateurs : « Nous réclamer du respect des résolutions de l'ONU ne peut que servir notre cause, même si Israël refuse de s'y prêter, parce que nous aurions alors la légalité pour nous... Si nous avons la preuve qu'Israël prend la chose au sérieux, nous sommes disposés à prendre contact avec les pays arabes et à solliciter leur avis sur la position qu'il convient d'adopter... Si Israël est d'accord avec nos suggestions, il lui appartient de prendre contact avec nos frères arabes... Nous pourrons faciliter cette prise de contact et, en accord avec le président Nasser, essayer d'aboutir à un résultat qui changera la physionomie du Proche-Orient. » Et, ajoute-t-il, « Si j'étais un leader palestinien, je n'hésiterais pas et j'accepterais de rencontrer les représentants de Tel-Aviv. » Deux jours plus tard, le Département d'État américain accueille « chaleureusement l'initiative prise par le président Bourguiba ».

Le 26 avril, de violentes manifestations antitunisiennes ont lieu à Damas, à Jérusalem et à Beyrouth. Au Caire, la résidence de l'ambassadeur de Tunisie Mohamed Badra est incendiée par des manifestants, et Nasser refuse de recevoir

le diplomate tunisien venu lui apporter un message de Bourguiba. À Tunis, la réaction ne se fait pas attendre : encouragée par les autorités mais dépassant de loin leurs espérances, une foule imposante prend carrément d'assaut les ambassades d'Égypte et d'Irak. Le 28 avril, lors d'une réunion extraordinaire, la Ligue arabe n'a pas de mots assez durs pour condamner le leader tunisien mais, grâce aux pays maghrébins, la Tunisie n'est pas exclue de l'organisation comme le réclame le chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Ahmed Choukheiri. De Tunis, Bourguiba multiplie les interviews à la presse occidentale dont il est la vedette incontestée : « Répéter que l'existence d'Israël est une injustice, même si c'est vrai, ça ne sert a rien », déclare-t-il au *Monde*. Pendant quelques jours après le discours du 21 avril, les chancelleries et les opinions suivent le suspense avec passion : réussira-t-il là où ceux qui l'ont précédé ont tous tragiquement échoué ? Mais l'attente est de courte durée. Dès le 28 avril, le ministre des Affaires étrangères de la République arabe unie Mahmoud Riad déclare que « la cause arabe ne souffre ni médiation ni négociation ». D'autres responsables sont moins diplomates : Bourguiba n'est qu'un triste valet de l'impérialisme et du sionisme, proclament-ils *urbi et orbi*. Non, le Moyen-Orient n'est pas encore prêt à entendre un autre discours que celui de la guerre et Nasser, qui sait pourtant que tôt ou tard il négociera, ne peut surtout admettre qu'une autre voix veuille couvrir la sienne dans cette partie du monde dont il tient à demeurer le leader incontesté.

En apprenant le refus arabe, plusieurs dirigeants israéliens poussent un soupir de soulagement. Certains d'entre eux se sont en revanche félicités de l'attitude du président tunisien : « Force nous est de constater l'existence d'une nouvelle forme de pensée au sein du monde arabe » a déclaré le vice-président du Conseil Abba Eban, tandis que Golda Meir, alors ministre des Affaires étrangères, renchérit quelques

jours plus tard : « Les déclarations du président tunisien en faveur d'une solution pacifique du conflit israélo-arabe sont très importantes. » Mais si ces responsables rendent hommage à la volonté de paix de Bourguiba, ils n'ont aucune intention d'accepter un retour massif des réfugiés palestiniens dans leurs foyers ni, *a fortiori*, de cantonner l'État d'Israël dans ses frontières de 1947. D'aucuns se disent en outre persuadés que seules les méthodes préconisées par le leader tunisien sont différentes, mais que son but est identique à celui des autres Arabes. L'intransigeance d'un Nasser paraît incontestablement servir davantage leur stratégie que les appels au dialogue d'un Bourguiba. Ainsi, moins de trois mois après qu'il a lancé ce qu'un commentateur a appelé à l'époque « la bombe de la paix », tout rentre si l'on peut dire dans l'ordre au Moyen-Orient : Israël d'un côté, l'Égypte et ses alliés de l'autre, restent confinés dans leur maximalisme, chacun estimant qu'il n'y a pas pour eux de plus grand danger que de s'engager dans la voie des concessions.

De ce voyage mouvementé, il ne restera rien de concret mais Bourguiba en sort, lui, paré d'une nouvelle auréole : celle d'un homme de bonne volonté vaincu par l'obstination belliqueuse des va-t-en-guerre de tous bords. Pour les Juifs, il demeurera le premier à avoir parlé de paix et même de fraternité, et sa popularité auprès d'eux ne se démentira plus. Pour les Arabes, il devient vite une référence incontournable : aucune tentative de dialogue ne pourra plus se faire sans qu'on rappelle avec nostalgie les propositions pour lesquelles il fut alors insulté. L'Occident le porte aux nues. Tous en vérité le respectent. Sans être protagoniste du conflit, il est entré dans la légende d'un drame qui compte bien peu de héros. Lui évidemment est aux anges, même s'il est déçu d'avoir échoué. Outre qu'il flatte la haute idée qu'il a de sa personne, l'événement confirme ses convictions les plus intimes : il a décidément raison de se méfier des Arabes qui lui ont toujours été hostiles et qui demeurent

imperméables à la voix du bon sens. L'Occident en revanche le comprend et l'admire ; c'est là que sont ses véritables amis. Il effectue d'ailleurs en juillet 1966 une importante tournée européenne qui le mène en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg... et en République fédérale d'Allemagne où il est chaleureusement reçu, montrant par là-même à Nasser que son excommunication ne le tourmente guère.

L'Afrique, cette inconnue

Seules ses relations avec la France n'ont pas retrouvé leur chaleur d'antan. Paris baisse toutefois sa garde après le long voyage qu'il effectue en Afrique noire à la fin de l'année 1965, et qu'il met à profit pour entreprendre vis-à-vis de de Gaulle une offensive de charme. Après son sulfureux périple moyen-oriental et une fois matée la dissidence de l'UGTT, a-t-il besoin de repos ? Car s'il y consacre tout un mois, du 15 novembre au 22 décembre, son voyage africain n'offre à ses yeux aucun réel intérêt politique. Drôle de rapport d'ailleurs que celui qu'entretient Bourguiba avec le sous-continent noir. À vrai dire, le sud du Sahara ne l'intéresse pas. Il en ignore à peu près tout et c'est à peine si les indépendances ont ôté à ses yeux leur caractère de « peuplades » aux peuples noirs. Comme beaucoup de ses compatriotes, il n'est pas loin de penser que la civilisation s'arrête aux rives du Sahara : plus loin commence une « Nigritie » aux contours inconnus. Tandis que le Maroc et l'Algérie ont mis chacun sur pied une active politique africaine, la Tunisie demeure sur ce chapitre d'une remarquable discrétion. La solidarité continentale et anticoloniale a toutefois ses exigences et, depuis le début des années soixante, elle a pris plus d'une fois des positions en flèche au comité de décolonisation de l'ONU. En mai 1963, Bourguiba a fait le voyage d'Addis-

Abeba pour participer solennellement à la fondation de l'OUA, soulignant dans un brillant discours l'africanité de son pays. Mais c'est en politique qu'il agit, sans que résonne en lui de sensibilité particulière pour l'univers sud-saharien. Il a eu cependant l'occasion d'en approcher de près quelques leaders : un Senghor l'impressionne, et il reconnaît en Houphouët-Boigny une intelligence politique dont il s'estime lui-même largement pourvu. Nourri comme eux de « francité », il a avec ses pairs de l'ancienne Afrique française plus d'une affinité, même s'il leur reproche de ne pas s'être suffisamment battus contre la France.

Mais enfin, il n'a pas de but précis en se rendant « là-bas » et laisse à Tahar Belkhodja, ambassadeur à Dakar depuis 1961, toute latitude pour organiser une tournée qui le mène successivement en Mauritanie, au Mali, au Sénégal, au Niger, au Libéria, en Centrafrique et au Cameroun. D'un pays à l'autre, il suit d'ailleurs à la lettre le programme qu'on a préparé pour lui, fait du tourisme, réclame au Cameroun qu'on lui montre des Pygmées, et demande à tous ses interlocuteurs de lui offrir des bêtes sauvages qu'il tient absolument à ramener pour le zoo de Tunis. Curieux de tout, il prend plaisir à ce qui n'est pour lui qu'un voyage d'agrément. Seule l'étape dakaroise se révèle importante. On sait que Senghor veut profiter du discours que son hôte doit prononcer devant l'Assemblée nationale pour lancer l'idée de francophonie. Par tempérament, Bourguiba est loin d'y être hostile, et il y voit un excellent moyen de renouer avec la France qui continue de le bouder. Belkhodja en a déjà discuté avec son collègue français Jean-François Deniau auquel il ménage un entretien avec le président tunisien. Sautant sur l'occasion, celui-ci assure le diplomate français que non seulement il n'a rien contre la France, mais qu'il serait ravi de pouvoir mettre fin à une brouille qui a trop duré. Et Deniau de partir aussitôt pour Paris afin d'informer de Gaulle de son entrevue et des excellentes dispositions du

chef de l'État tunisien. Vingt-quatre heures plus tard, il s'en revient à Dakar : de Gaulle, dit-il, n'attend qu'un geste pour passer définitivement l'éponge et reprendre des rapports cordiaux avec l'ancien Protectorat.

Dans la délégation tunisienne, c'est l'effervescence : Bourguiba a décidé de remanier totalement le texte de son discours devant les députés sénégalais. Et, de fait, il se lance dans une brillante défense et illustration de l'idée naissante de francophonie, rappelant avec toute la fougue dont il est capable combien des hommes comme lui sont redevables à la France, et proposant qu'on étudie la possibilité de créer un « *Commonwealth* à la française », idée chère à Senghor qui l'écoute mais aussi au Général qui fait du rayonnement de son pays une des priorités de sa politique, et conclut qu'un homme si francophile ne peut être tenu plus longtemps éloigné de la France. Bourguiba, quant à lui, est comblé : non seulement ses relations avec Paris peuvent enfin se normaliser, mais il acquiert à la faveur de ce voyage une nouvelle dimension internationale, celle d'un des pères fondateurs d'une communauté linguistique qui, dans le monde, n'est pas sans influence. Si c'est pour lui moins important, sa popularité déjà grande en Afrique noire francophone augmente en tout cas après ce périple qui achève d'en faire un des chefs d'État les plus respectés par les peuples de l'ancien Empire français, sans d'ailleurs qu'il paye jamais cette admiration de retour.

Le séisme

Ne la considère-t-il pas comme naturelle ? L'émerveillement devant le génie de Bourguiba n'est-il pas à ses yeux un sentiment normal ? À mesure que les années passent, il en est de plus en plus persuadé. Dans son pays, tout ce qui touche

à sa personne est l'objet d'une révérence grandissante. Il est un fondateur, un guide et un père ; hors lui, point de salut. Il transforme peu à peu Monastir en un hymne à sa gloire, et rien n'est assez beau pour une ville qui a le privilège de l'avoir vu naître. Le 31 juillet 1963 à l'occasion du Mouled, l'anniversaire de la naissance du Prophète, il y inaugure en grande pompe la somptueuse mosquée Bourguiba dont il a réclamé quelques années auparavant la construction, et il commence à songer à l'édification d'un mausolée digne d'abriter sa dépouille. La même année, il fête son anniversaire le 3 août dans son village natal avec un exceptionnel éclat. Partout dans le pays, le peuple entier est convié à célébrer cet événement aussi « capital » pour l'histoire tunisienne. Sa nouvelle épouse qui voue pourtant une solide antipathie à Monastir et ne s'y rend qu'à contrecœur n'est pas étrangère à ces fastes inédits et s'attache, pour accroître sa propre influence, à flatter sa mégalomanie.

D'année en année, le 3 août devient une véritable « fête nationale » où les Tunisiens sont tenus de manifester leur joie. En 1966, le directeur du PSD Mohamed Sayah est élevé au rang combien plus important d'historiographe du chef de l'État : « l'Histoire du mouvement national » dont il commence alors la rédaction doit être une apologie sans nuances du « fondateur de la Tunisie moderne » dont l'épopée remplace progressivement la véritable histoire. En 1967, rien ne menace vraiment cet homme de 66 ans à qui son peuple est constamment appelé à rendre un unanime hommage. Si quelques voix, vite réduites au silence, se lèvent de temps à autre pour contester sa politique, sa popularité intérieure et son rayonnement international semblent être à leur zénith. Quoique depuis toujours soucieux de sa santé, cet activiste se sent solide et, loin de le lasser, onze ans d'exercice sans partage du pouvoir lui ont donné le goût de s'y éterniser.

Le 14 mars 1967, la nouvelle fait l'effet d'un séisme : Bourguiba vient d'être terrassé par une crise cardiaque.

Ses principaux collaborateurs sont immédiatement appelés à Carthage, mais les médecins rassurent déjà une Wassila affolée : l'alerte est passée. Il faut tout faire désormais pour éviter qu'elle ne se reproduise. Le président n'est d'ailleurs pas homme à se laisser envahir par la maladie. En le forçant à prendre conscience qu'il a vieilli, la crise a provoqué chez lui un choc profond, mais sa vitalité est telle qu'il met un mois à peine à se rétablir. Bien qu'il apparaisse fatigué à un auditoire inquiet, il fait sa rentrée politique dés le 9 avril en prononçant, comme à l'accoutumée, un discours à l'occasion de l'anniversaire de la fameuse manifestation de 1938 qui est devenue officiellement « la fête des martyrs ». Mais s'il veut paraître identique à lui-même, quelque chose a changé dans la Tunisie d'après le 14 mars. Habitués depuis si longtemps à le voir sortir à chaque fois plus puissant de tous les mauvais pas, habités qu'ils sont tous par son omniprésence, les Tunisiens découvrent soudain que leur président n'est pas invulnérable et que, comme eux, il est mortel. Jamais jusqu'à ce jour ils n'ont pensé concrètement qu'il puisse disparaître ; désormais, ils vivent accompagnés par l'idée de son inéluctable disparition. Tout se passe comme si cet infarctus avait rompu une digue en lui rendant une dimension humaine : par un glissement aussi rapide qu'inexprimé, la soudaine fragilité de l'homme rejaillit sur son œuvre et la rend tout à coup publiquement contestable. Tandis que la classe politique ne craint plus d'envisager au grand jour l'éventualité d'une succession, le choc de la maladie présidentielle libère partout des énergies contestataires qui vont bien au-delà des critiques du régime émises jusqu'ici. Dès le mois de mars, de violentes manifestations secouent la jeune université de Tunis où les étudiants sont sensibles aux slogans anti-impérialistes de la gauche, et des voix de plus en plus nombreuses commencent à se faire entendre contre la politique économique du tandem Bourguiba-Ben Salah. Des interdits que l'on pouvait croire solidement ancrés

s'effondrent avec une étonnante facilité. Les Tunisiens toutefois ne s'en aperçoivent pas encore.

L'onde de choc du 14 mars n'atteint le pays de plein fouet que le 5 juin. Ce matin-là, la guerre qu'on attendait vient d'éclater au Moyen-Orient. Depuis plusieurs semaines, Nasser appelle le monde arabe à reconquérir la Palestine. Israël a averti que le blocus égyptien du détroit de Tiran et le départ des Casques bleus des lignes d'armistice de 1956 sont des *casus belli*. À l'aube du 5 juin, l'État hébreu prend les devants et lance ses armées dans le Sinaï, vers la Jordanie également entrée en guerre, et sur le plateau syrien du Golan. La troisième guerre israélo-arabe a commencé. De Bagdad à Rabat, on descend dans la rue crier que l'heure de la revanche a sonné. À Tunis, un cortège se forme dans la matinée. Des étudiants descendus de l'université crient des slogans hostiles aux États-Unis. Les manifestants se dirigent aussitôt vers le centre culturel américain en plein centre-ville, et les quelques policiers dépêchés sur les lieux ne peuvent empêcher qu'il soit promptement saccagé. La foule grossit. De nouveaux meneurs semblent l'encadrer, brandissant des portraits de Bourguiba et l'exhortant à changer de chemin. Elle se dirige alors vers la grande synagogue de la capitale, brisant au passage les vitrines des magasins appartenant à des commerçants juifs. Des étoupes enflammées sont jetées contre le temple qui connaît un début d'incendie. Tout alentour, les juifs qui sont encore nombreux à peupler le quartier se barricadent en hâte ou vont chercher refuge chez des amis musulmans pour échapper à la fureur de la rue. La confusion est totale. La police et les autorités semblent complètement dépassées jusqu'à ce que Bourguiba, averti entre-temps de la tournure prise par les événements, envoie Mongi Slim et Ben Salah tenter de rétablir le calme. Les deux dirigeants parviennent enfin à canaliser les manifestants et à les amener à l'écart du centre-ville avant de les exhorter à se disperser.

Étrange journée que ce 5 juin. Pour la première fois depuis l'indépendance, Tunis a frôlé l'émeute. Comment ce déchaînement a-t-il été possible dans un pays où la population est si minutieusement quadrillée et où les manifestations ne sont organisées que pour soutenir le régime ? Si l'on découvre que des ambassades arabes, celle d'Irak notamment, sont loin d'avoir été étrangères à l'excitation de la foule, des Tunisie souterraines, étouffées jusqu'ici par le discours officiel, se sont spectaculairement révélées au grand jour. Celle des luttes de clans d'abord, qui commencent à miner l'édifice du pouvoir. Ceux qui brandissaient des portraits de Bourguiba en excitant la foule ont été nommément reconnus comme des responsables locaux des cellules destouriennes de la capitale. Pourquoi n'ont-ils pas plutôt tenté de modérer ses ardeurs destructrices ? En fait, l'affaiblissement du président a donné une nouvelle vigueur aux rivalités internes de l'équipe dirigeante. Les Tunisois y gardent une influence prépondérante : en plus d'un Mongi Slim, Bahi Ladgham est le second personnage de l'État, Ahmed Mestiri est ministre de la Défense, Beji Caïd Essebsi a pris la succession de Taïeb Mehiri au ministère de l'Intérieur où Fouad Mbazaa est directeur de la Sûreté. La plupart ne sont pas seulement des destouriens chevronnés ; c'est de leurs rangs que commencent à monter les critiques contre la toute-puissance d'un Ben Salah qui cumule depuis 1966 cinq portefeuilles ministériels. En outre, Tunisois et Sahéliens n'ont jamais fait bon ménage, et si le régionalisme s'est apaisé durant la première décennie de l'indépendance, il est loin d'avoir disparu. Ahmed Ben Salah et Mohamed Sayah voient vite tout le parti qu'ils peuvent tirer des troubles : ils s'empresseront de persuader le président que les principaux responsables de l'ordre sont incapables de maîtriser une situation délicate, tentant ainsi de provoquer la disgrâce de leurs principaux rivaux.

Mais là pour Bourguiba n'est pas l'essentiel. Si les manifestants ont pu être manipulés, personne ne les a contraints

à envahir la ville ni à s'en prendre à l'Amérique et aux juifs, donc indirectement à lui. Car il s'agit pour la première fois dans la courte histoire de la Tunisie indépendante d'une remise en cause ouverte et radicale de deux axes essentiels de ce que leur président se plaît à appeler le bourguibisme. Pour lui, l'ancrage à l'Occident a toujours pris la forme d'une alliance privilégiée avec Washington. Dès avant l'indépendance, il a choisi son camp sans ambiguïté : l'amarrage de la Tunisie au « monde libre » a depuis toujours à ses yeux rang de priorité. N'a-t-il pas déjà plus d'une fois pris fait et cause sans nuances pour l'intervention américaine au Viêt Nam, au risque de dresser contre lui la majeure partie d'une intelligentsia tunisienne hostile aux interventions musclées de l'oncle Sam dans le Tiers-Monde ? Il n'en a cure. L'anticommunisme fait partie de ses plus solides convictions, et Washington lui rend bien sa fidélité en aidant massivement dans tous les domaines une Tunisie qui, bien que modeste, figure parmi ses plus sûrs alliés. L'attaque du centre culturel américain lui va droit au cœur : c'est lui aussi qu'on a visé, en brûlant en plein cœur de Tunis la bannière étoilée. Dès le 6 juin, il envoie son fils à Washington assurer les dirigeants américains que les événements qui ont agité sa capitale n'ont rien à voir avec son régime.

L'émeute antijuive l'a tout autant choqué. Ainsi les Tunisiens sont animés des mêmes haines dévastatrices qu'il méprise tant chez les Orientaux ? Pourtant, si Bourguiba lui-même est trop intelligent pour être antisémite, si plus d'un juif a déjà fait dans sa vie partie de ses intimes, les contradictions de son régime ne sont pas totalement étrangères au tragique épisode qui marque bien, pour les relations judéo-arabes en Tunisie, la fin d'une époque et le début d'un inexorable délabrement. Si le chef du Néo-Destour a toujours insisté sur sa « tunisianité », à vrai dire difficilement contestable, si, à chaque étape du combat pour l'acquisition de la souveraineté, il a tenu à l'associer symboliquement à

la lutte d'abord, puis brièvement à l'exercice du pouvoir, il n'en reste pas moins que le caractère constitutionnellement musulman de l'État tunisien a maintenu la communauté juive dans son immémorial statut minoritaire, et que seule la « révolution culturelle » impossible qu'eût constitué la mise en place d'une république laïque eût pu la faire accéder à une réelle égalité. Fidèle à sa tactique, Bourguiba a tenté de trouver un moyen terme entre des exigences contraires en essayant d'intégrer par la persuasion et la pédagogie les juifs à la nouvelle nation tunisienne, tout en exaltant depuis le début de sa vie politique la dimension arabo-musulmane des Tunisiens. S'il y a toujours personnellement tenu et l'a rappelé en toute occasion, la permanence d'une importante communauté juive ne constitue pas de toute façon pour lui une question prioritaire dans la Tunisie qu'il veut construire. Tout en déplorant avec sincérité le début de migration consécutif à l'indépendance d'abord, à la politique de Ben Salah ensuite qui frappe de plein fouet une communauté en partie vouée au commerce, il n'est pas loin de considérer une telle évolution comme inéluctable.

Outre leurs vieux préjugés antijuifs, les Tunisiens ne sont pas d'autre part insensibles au discours nassérien ni aux sirènes de l'arabisme et, en 1965, ils ont peut-être applaudi davantage la prouesse de leur président que le fond de sa politique. Comme toutes les dérives nationalistes, l'arabisme porte en lui l'exclusion des groupes minoritaires et, pour la majorité des opinions arabes, le conflit avec Israël n'a pas seulement renvoyé les juifs à leur antique marginalité, il les a transformés en « cinquième colonne » d'un ennemi devenu héréditaire. Le pragmatisme tolérant d'un Bourguiba, s'il a évité que la marginalisation des juifs ne s'opère avec la violence qu'elle a pu prendre au Moyen-Orient, ne pouvait couper la Tunisie de son environnement arabe et, en juin 1967, elle est submergée à son tour par la puissante lame de fond venue de l'Est.

Il n'empêche : s'en prendre aux juifs en Tunisie, c'est détruire d'un coup l'image de concorde et de tolérance que Bourguiba a toujours voulu donner de son régime. Il y voit, quant à lui, le triomphe d'un irrationnel qu'il déteste pardessus tout, et l'échec de sa patiente pédagogie. Dès le 5 juin, il répète avec force les positions qu'il a toujours défendues : la Tunisie, dit-il, se range sans hésiter « aux côtés des États arabes frères qu'elle assure de son soutien dans leur combat pour la Palestine... Elle est prête à prendre sa place au combat avec les moyens dont elle dispose ». Oui, rappelle-t-il aux Occidentaux, Israël est un fait colonial, et les souffrances passées des juifs ne leur donnent pas le droit d'opprimer à leur tour. Mais, « notre hostilité à Israël n'est nullement dictée par un quelconque fanatisme d'ordre religieux ou racial... Nous nous sommes toujours refusés à confondre le problème d'Israël avec la situation des juifs résidant en Tunisie... Du reste, faire de la question palestinienne une affaire raciale ou religieuse serait non seulement une injustice, mais encore une erreur tactique... » Tout Bourguiba est dans cette dernière phrase. Dès le lendemain, il envoie Bahi Ladgham à la synagogue pour présenter ses regrets au grand rabbin de Tunis.

Mais si, montant en première ligne, il a sauvé l'image de son régime auprès de l'Occident et de « ses » juifs, le 5 juin 1967 est une profonde atteinte à son autorité, et les multiples facettes de cette folle journée ont ouvert une fissure dans un régime que l'on croyait à l'abri de ce genre de dangers. Le chef de l'État soudain plus fragile, s'il tient toujours la barre, n'est plus ce roc auquel son peuple l'assimilait.

Les occasions manquées

Ben Salah, une puissance fragile

On a redécouvert à Tunis la notion du temps. Si les souvenirs de « l'avant-Bourguiba » s'effacent progressivement de la mémoire collective, l'éventualité d'un après-Bourguiba a cessé d'être une lointaine chimère : le chef est affaibli, c'est donc qu'il peut mourir, se dit-on désormais, sans pour autant s'essayer à prévoir une échéance. Un homme craint en tout cas qu'elle n'arrive trop vite. Ahmed Ben Salah est en 1967 au faîte de sa puissance : outre l'Économie qui englobe l'industrie et le commerce, le Plan et les Finances, il dirige aussi le ministère de l'Agriculture et ne va pas tarder à prendre la tête de l'Éducation nationale. Rien ne paraît lui résister. Il ne tolère aucune critique et, s'il a vent de quelque réticence à sa politique, il y répond avec l'arrogante causticité dont il est coutumier dans ses émissions régulières à la radio que le président, de son palais, ne manque pour rien au monde. Il ne rend d'ailleurs compte qu'à Bourguiba de ce qu'il entreprend, et celui-ci ne lui mesure pas son soutien. Mais celui qui apparaît de plus en plus à l'opinion comme le numéro deux du pays sait que les structures qu'il met en place depuis cinq ans sont encore fragiles, et que l'entrée de la Tunisie dans l'ère du socialisme coopératif n'a rien d'un phénomène irréversible. Il sait surtout que sa position n'est pas suffisamment solide pour n'avoir rien à craindre d'une

subite disparition du leader. S'il a mobilisé une bonne partie des cadres du pays autour de son programme, l'essentiel de sa légitimité lui vient de la confiance présidentielle. Qu'elle vienne à être supprimée et tout peut être remis en cause. Il lui faut donc accélérer le processus de « coopérativisation » du pays pour être sûr d'en tenir efficacement les rênes au cas où un malheur surviendrait.

À partir du 14 mars 1967, Ben Salah devient un homme pressé. Le mouvement coopératif s'étend progressivement à tous les secteurs de l'économie ; l'exploitation agricole privée se réduit comme une peau de chagrin, et les coopératives de services mises en place depuis 1961 sont transformées au pas de charge en unités de production centralisées. Le commerce de détail est touché à son tour, et la figure emblématique de l'épicier jerbien commence à disparaître du paysage tunisien. La fonctionnarisation autoritaire de l'ensemble de l'économie se répercute tragiquement sur la production : les agriculteurs, promis au statut de salariés, ne sèment plus, n'ayant nulle intention d'offrir leur travail à l'État ; les commerçants et les industriels n'investissent plus. Les travailleurs en quête d'emploi commencent à émigrer vers l'étranger. Les premières pénuries graves de produits de consommation apparaissent, accroissant un mécontentement qui se généralise. Le super-ministre n'en a cure et va de l'avant. À partir de 1967, « l'expérience Ben Salah » se transforme aux yeux des Tunisiens en « bensalhisme ». Le mouvement coopératif s'organise en une structure pyramidale partant d'unions locales pour aboutir à une « Union nationale de la coopération » dont le congrès constitutif a lieu à Tunis les 24 et 25 janvier 1969. Ben Salah a beau être tout-puissant, le parti n'est pas sa chose, même si quelques-uns de ses hommes y occupent des positions clefs. Le quadrillage du pays qu'il met en place à la faveur de l'extension des coopératives pourrait lui servir, le moment venu, à doubler un appareil au sein duquel il ne compte pas que des amis.

C'est que le PSD lui-même commence à être gagné par la contestation. Le développement, menaçant pour lui, des unions coopératives, la désaffection progressive de la petite bourgeoisie rurale et commerçante qui a toujours constitué le gros de ses troupes, s'ajoutent aux inimitiés personnelles contre un Ben Salah qui réagit en menaçant : à travers lui, c'est Bourguiba que l'on toucherait, qui a fait sienne depuis longtemps l'option élaborée par son protégé. On sait en effet l'intimité politique dans laquelle vivent les deux hommes depuis plusieurs années. Le président, quant à lui, dans ses tournées qui se font plus rares depuis son infarctus, ne visite que des fermes modèles aux rendements qu'on lui présente comme mirobolants et aux coopérateurs qui viennent lui raconter l'étendue de leur bonheur. On lui assure que le pays se développe dans l'ordre et que les mécontents ne sont qu'une poignée de capitalistes frustrés. Cela suffit à le satisfaire. Il faut bien pourtant que quelqu'un se dévoue pour faire éclater la crise.

C'est Ahmed Mestiri qui s'en charge le 29 janvier 1968. Il paraît désigné pour être l'homme d'une telle initiative : aussi jeune et ambitieux que Ben Salah, comme lui destourien depuis l'adolescence, bourguibiste convaincu, ce Tunisois de vieille souche qui a épousé la fille de Mhamed Chenik allie la dureté du politicien à une rigueur non dépourvue d'obstination. S'il s'estime mieux qu'un autre taillé pour le pouvoir, il a aussi des convictions. L'offensive qu'il déclenche est autant due au sentiment qu'il est temps pour lui d'avancer des pions qu'à la certitude que la fuite en avant de son adversaire hypothèque l'avenir du pays. Bourguiba, il est vrai, vient d'ôter au parti son dernier semblant d'autorité en nommant plusieurs membres du Bureau politique et du Comité central en dehors de tout congrès. Plus grave encore aux yeux de Mestiri : après sa maladie, il a pratiquement désigné Bahi Ladgham comme son successeur alors que la création en 1966 du Conseil de la République, réunissant les

membres du gouvernement et du Bureau politique du PSD, impliquait le respect d'une procédure moins monarchique puisqu'il lui incombait de choisir dans ses rangs le nouveau président. Par deux fois d'autre part, les 19 et 23 janvier, le Bureau politique s'est réuni. Le 26, c'est le Conseil supérieur du Plan qui a tenu séance. Mestiri s'y est fait le porte-parole des critiques montantes contre une collectivisation prenant des allures de raz de marée et, sans mettre Bourguiba en cause, n'a pas ménagé le père des coopératives. Mais celui-ci est assez fort pour passer outre à toutes les réticences.

C'en est trop pour Mestiri ; arguant de ses désaccords, il présente le 29 janvier au chef de l'État sa démission de ministre de la Défense et de membre du Bureau politique du PSD. Il en précise les raisons dans une déclaration remise à la presse : « Les rouages de l'État ne fonctionnent pas normalement », déclare-t-il, attribuant la responsabilité de cet état de choses à la personnalisation excessive du pouvoir et à l'arbitraire d'une bureaucratie qui se croit au-dessus des lois, ajoutant : « Je suis opposé à l'orientation actuelle concernant les réformes des structures commerciales et surtout à la façon dont elles sont entreprises. » Enfin : « J'estime que l'on peut faire la révolution par la loi… L'essentiel pour un citoyen dans un État civilisé c'est de connaître au préalable les intentions de l'État. Sans cela, c'est l'arbitraire », précise-t-il, faisant clairement allusion à une collectivisation qui s'effectue en dehors de tout texte législatif. Après Mohamed Masmoudi et Béchir Ben Yahmed en 1961, après Ahmed Tlili en 1966, voilà qu'à nouveau un des plus proches collaborateurs du chef de l'État s'insurge contre l'absence de démocratie dans le pays.

Fidèle à lui-même, Bourguiba réagit sans tarder : le 30 janvier, il fait purement et simplement exclure du PSD un Mestiri coupable de ce scandaleux sacrilège. Que la critique émane d'un de ses fidèles ne le rend pas plus sensible à son contenu. Il semble d'ailleurs qu'il ait décidé de ne rien

entendre : il a trop engagé son prestige dans l'expérience en cours pour qu'un recul n'apparaisse pas comme un signe de faiblesse. S'il en perçoit quelques lointaines rumeurs, il ne sait rien non plus de l'ampleur d'un malaise dont les manifestations sont trop étouffées pour qu'il puisse en recevoir l'écho. Il sait bien, pour avoir lui-même stigmatisé les récalcitrants, que les coopératives sont nécessaires à la modernisation et qu'il vaut mieux de toute façon mater les Tunisiens que de tenter de les convaincre : n'a-t-il pas décidé une fois pour toutes qu'ils lui doivent tout et que lui seul est qualifié pour choisir ce qui est bon pour eux ? En excommuniant Mestiri, qui a en outre à ses yeux commis la faute d'avoir brisé l'apparente homogénéité de l'équipe dirigeante, il reconfirme avec éclat sa confiance à Ben Salah.

Il est d'autant plus facile pour ce dernier de s'en servir comme d'un blanc-seing que Bourguiba, pour s'éloigner peut-être d'une atmosphère qui s'alourdit, a renoué une fois guéri avec sa passion des voyages. Il retourne en mai en Amérique du Nord, au Canada d'abord puis aux États-Unis pour prendre la parole à l'Assemblée générale de l'ONU. Si, en Tunisie, on commence à trouver trop pesante son autorité, son prestige international est demeuré intact. À New York, devant un parterre de nations, il est toujours la voix de la raison, se sortant habilement des quelques impasses où pourrait le conduire sa trop étroite alliance avec Washington : il déplore ainsi l'absence de la Chine populaire au sein des Nations unies... tout en soutenant que Taïwan y a aussi sa place. Mais c'est sur le Moyen-Orient qu'on l'attend. La guerre des Six jours en a bouleversé la physionomie. Lui n'a pas changé : le dernier conflit a au moins à ses yeux le mérite d'avoir posé le problème palestinien « en termes clairs », celui « du droit du peuple de Palestine à disposer de lui-même » ; mais il persiste à penser que « le problème fondamental, celui de la cohabitation de deux nationalismes sur un même territoire... pourra trouver sa solution... dans

un compromis réalisé avec les intéressés eux-mêmes ». Sur le chemin du retour, il s'arrête en Espagne. C'est à peine s'il séjourne un mois en Tunisie avant de se rendre dans les Balkans pour effectuer une visite officielle en Roumanie et en Bulgarie, et de retourner en Turquie pour laquelle il a toujours éprouvé une attirance particulière. Visitant une fois de plus le musée consacré à Mustapha Kemal, il hoche la tête devant ces photos jaunies de Turcs en complet et chapeau melon, où aucun signe n'indique une quelconque appartenance à l'Orient. « C'est trop, dit-il, on ne peut pas faire table rase de toute une culture. »

Il en profite aussi pour rendre hommage à l'une des rares figures historiques qu'il considère comme un de ses dignes prédécesseurs. S'agit-il d'un de ces hommes politiques de la Tunisie coloniale qui cherchèrent jadis refuge dans la métropole de l'empire ottoman ? Non pas. À la surprise des autorités d'Ankara, il demande à ce qu'on le conduise... sur la tombe d'Hannibal qui finit au second siècle avant notre ère ses jours en exil et fut enterré quelque part en Asie mineure. Les responsables turcs cachent mal leur surprise et leur embarras : personne ne sait au juste où se trouve exactement la tombe du célèbre général carthaginois. Mais l'hôte tunisien n'en démord pas : il veut aller s'y recueillir. On finit donc par le conduire de l'autre côté du Bosphore jusqu'à un antique tumulus qui peut passer pour la fameuse sépulture. Bourguiba s'en approche, contemple le lieu en silence, et fond en larmes à la stupéfaction de l'assistance, plaignant le sort d'un homme mort depuis plus de deux millénaires : « Voici, dit-il en se retournant vers son auditoire interloqué, comment les peuples traitent leurs grands hommes, voici une preuve encore de leur ingratitude : n'ont-ils pas chassé de Carthage l'illustre Hannibal contraint d'aller mourir loin de sa patrie ? » On ne sait trop autour de lui comment prendre cette étonnante tirade qui se termine par un cours d'histoire mélodramatique et éblouissant sur le destin des

États. Tout Bourguiba est là pourtant, dans cette volonté de ne se donner pour ancêtres que ceux dont la renommée a résisté aux siècles, dans cette faculté de s'identifier aux grands héros que les peuples en leur temps ne surent apprécier à leur juste valeur, donc et comme toujours de s'émouvoir sur lui-même.

L'Italie lui servirait-elle de muse ? C'est au cours d'un bref séjour à Rome qu'il prononce, devant le Conseil municipal réuni au Capitole, un des discours qui expriment le plus complètement sa pensée. Débordant d'intelligence, étonnant de clarté, il parle de lui-même et se décrit comme plus d'un Tunisien voudrait qu'il soit. Arabe, certes il l'est, mais l'histoire tunisienne ne commence pas avec Okba Ibn Nafi : « Vos ancêtres et les miens, dit-il aux Romains qui l'écoutent, se sont battus dans les mers... Massinissa et son petit-fils Jugurtha... sont deux autres de mes ancêtres... J'ai installé la présidence de la République au cœur de Carthage. C'est dire... que nous avons choisi d'assumer notre héritage historique. » Sa philosophie : « La vérité, pour moi, c'est le concret : c'est ce que l'homme saisit de ses mains... ce que les gens simples nomment le bonheur ou le malheur. Si, au nom d'une générosité abstraite, on risque de créer de nouvelles misères... je tourne alors le dos à la théorie pour rechercher l'action utile. » Citant Lénine, il rappelle du révolutionnaire « ce mot insuffisamment médité par ses disciples : "Il faut accepter beaucoup de choses pour pouvoir en changer quelques-unes"... et je demande : que devons-nous accepter et que faut-il modifier ? Par quels moyens et à quel prix ? » L'expérience tunisienne devient à travers ses mots un modèle d'harmonie : « Mon expérience m'a appris que la raison d'État doit rester avant tout la raison... J'estime nécessaire de rejeter un libéralisme sans frein... mais j'ajoute aussitôt qu'il convient d'éviter le travers opposé qui consiste à fonctionnariser la nation entière... » Et il se tire de l'épineux problème de la démocratie par une pirouette : « La

démocratie est notre idéal à tous, mais nous savons bien qu'elle n'est qu'un idéal, c'est-à-dire quelque chose vers quoi il faut tendre sans jamais y parvenir. Nous savons bien que trop de sociétés pour avoir voulu trop de démocratie sont tombées en quelques années dans l'anarchie... Réciproquement, trop de pouvoirs absolus... ont cherché à se perpétuer... jusqu'à l'explosion qui ramène à l'anarchie. » Émouvante humilité ou hommage du vice à la vertu ?

En cette année 1968, ses concitoyens, s'ils connaissaient ces phrases, pencheraient sans hésiter pour la seconde hypothèse. Car cette intelligence parfois lumineuse, toujours aiguë, est tragiquement limitée par son mariage d'amour avec le pouvoir. Puisque les Tunisiens sont ses créatures, ils n'ont d'autre devoir que de se conformer à ses directives. Toute discordance est assimilée au coupable désir d'entamer l'autorité d'un père, mais la répression qui la frappe n'a rien en revanche d'une paternelle réprimande. Toute une jeunesse qui manifeste une autonomie grandissante par rapport à la chape de plomb de l'idéologie destourienne est réduite au silence sans ménagements. Si Bourguiba s'est rallié à la version bensalhiste du socialisme c'est que, connaissant le pouvoir mobilisateur de ses idéaux, il a tenté de n'être pas dépassé sur sa gauche. Or la gauche se réveille en Tunisie : outre le parti communiste qui n'a pas disparu et rallie toujours une frange d'intellectuels, une galaxie d'extrême-gauche est apparue depuis l'indépendance, dominée par le groupe Perspectives bien implanté chez les étudiants. Leur opposition au régime est totale : antidémocratique, pro-occidental, encourageant un capitalisme d'État qui n'est qu'une caricature de socialisme, il ne trouve nulle grâce à leurs yeux. Comme dans le monde entier, l'université bouge, des tracts circulent, des groupes s'organisent et réclament l'évolution d'un pouvoir... pour lequel ils ne présentent aucun réel danger. Il n'empêche : toute expression différente est en soi criminelle aux yeux d'une équipe formée à l'école bourguibienne. Les

arrestations pleuvent sur nombre d'étudiants, d'éminents professeurs sont enlevés en pleine rue par des polices parallèles dépendant du parti destourien qui prennent toujours autant de libertés avec la loi. Des procès politiques dénonçant d'imaginaires complots se succèdent en 1968 et les tribunaux prononcent de lourdes peines contre des intellectuels coupables d'avoir trop « utilisé leurs stylos bille », comme le souligne ironiquement *Le Monde* de l'époque. Le délit d'opinion acquiert en Tunisie droit de cité. Bourguiba est un fervent partisan de la fermeté à l'égard de ces « fauteurs de troubles » dont il dénonce « l'ingratitude » : ces blancs-becs osent critiquer un régime qui leur a permis d'étudier et les a sortis de la fange à laquelle ils étaient voués. La plus extrême rigueur peut seule punir un tel comportement.

Quant à la contestation qui continue de s'exprimer à l'intérieur de son parti, si elle est traitée avec infiniment plus d'égards, il a bien l'intention de la mater aussi vite qu'il a fait taire Mestiri. Tout cela, pense-t-il, n'est que cabale d'ambitieux contre un Ben Salah qui parvient toujours à le convaincre de la cohérence de sa politique. En décembre 1968, il se déchaîne contre des antibensalhistes dont certains pourtant ont toute sa confiance et qu'il promettait à un brillant avenir : le 6 décembre, Tahar Belkhodja, nommé directeur de la Sûreté au lendemain du 5 juin 1967, est limogé de son poste et exclu avec Hassen Kacem du Comité central du PSD. De telles sanctions ne sont pas inédites ; ce qui l'est davantage, c'est que les deux anciens responsables se retrouvent quelques jours plus tard sous les verrous. Que s'est-il donc passé ? Au cours d'un déjeuner réunissant plusieurs sommités du gouvernement et du parti, la conversation a tourné autour de la situation dans le pays. Certains convives se sont inquiétés de la montée de la violence, du rejet de plus en plus manifeste du système coopératif et de l'ampleur de la répression qui commence à terroriser la population. Kacem se serait même écrié : « Celui qui pourrait débarrasser

Bourguiba de Ben Salah rendrait un grand service au pays et Bourguiba finirait par le décorer. » « Faites-moi un rapport sur tout cela », a demandé Belkhodja à Ahmed Bennour, directeur des Affaires politiques au ministère de l'Intérieur.

Mohamed Sayah, présent au déjeuner, est resté de marbre. Mais, en sortant, le commandant de la Garde nationale Salem Sabbagh va rapporter les propos qu'il vient d'entendre à son ministre de tutelle Beji Caïd Essebsi qui lui conseille d'en parler à Ben Salah. Celui-ci sent le danger : il lui faut immédiatement neutraliser cette fronde qui pourrait à la longue se révéler dangereuse, et il court avertir le président que de hauts responsables complotent contre lui. Bourguiba entre dans une fureur comme il n'en a pas connue depuis longtemps : quoi, on ose s'en prendre à son plus proche collaborateur ? Il convoque immédiatement le Bureau politique. Devant l'aréopage atterré, il hurle, traîne littéralement Belkhodja dans la boue, le couvre des plus cinglantes insultes. Personne ne peut l'arrêter tant que sa colère n'est pas calmée.

Une fois de plus, Ben Salah a gagné, mais nul ne peut désormais masquer qu'une profonde scission s'est faite jour au sein du parti entre partisans et adversaires de sa politique et Mohamed Sayah, également bien en cour auprès du président, est à son tour soupçonné de « lâcher » le patron de l'économie. Celui-ci n'a plus beaucoup d'amis. Il y a beau temps que Wassila ne le soutient plus et cherche à se faire au gouvernement des alliés plus malléables. Si elle avait un moment espéré pouvoir se servir de Ben Salah, elle a déchanté devant l'ambition de son éphémère protégé. Il a même osé, suprême injure, s'en prendre à son clan et a failli provoquer une rupture du couple présidentiel. Taoufik Torjman auquel son statut de « monsieur gendre » a valu une ambassade à Rome puis la direction de la Société nationale des hydrocarbures a fait, de notoriété publique, de fructueuses affaires avec l'Ente Nazionale de Idrocarburi italien (ENI) et s'est permis de traiter le ministre de l'Économie avec désinvolture,

lui jetant à la figure qu'il conduisait le pays à la dérive. Celui-ci, excédé, s'est arrangé pour dévoiler au président certains agissements de ses parents par alliance, provoquant un beau remue-ménage au palais. Bourguiba est furieux de ce qu'il a appris : personne, pas même les parents de son épouse, n'est qualifié pour juger les choix qu'il cautionne. Wassila a osé défendre les siens. Sa colère ne connaît plus de bornes. Il la fait appeler : « La politique de Ben Salah, c'est la raison d'État ; entre elle et toi je choisis la raison d'État », hurle-t-il hors de lui et, ne se maîtrisant plus, il lui intime l'ordre de quitter le palais. Elle sort, le laissant comme fou, la chemise trempée de sueur. À peine calmé, il regrette déjà ce qu'il a dit. « Qu'elle vienne au moins me demander pardon », quémande-t-il devant ses intimes. Cédant aux instances de son frère Mondher, Wassila accepte de faire un geste, et se rend auprès de son mari avec au coin des lèvres un sourire mi-contrit et mi-conquérant. Bourguiba, radieux, est prêt à tout lui pardonner. Elle a gagné. La raison d'État s'accommodera de sa présence. Si « l'affaire » s'est vite épuisée, l'animosité de Wassila contre Ben Salah mettra, elle, beaucoup plus longtemps à s'éteindre.

La mise à mort du bensalhisme

L'Occident qui a longtemps suivi avec sympathie cette version inédite du socialisme ne remettant à aucun moment en cause l'appartenance de la Tunisie à sa sphère d'influence, commence à s'inquiéter de la baisse de production qu'on constate dans tous les domaines, et paraît de moins en moins décidé à accorder des prêts indispensables à la poursuite de l'expérience. Depuis son passage à l'UGTT, son ancien secrétaire général entretient pourtant, surtout à travers la CISL, d'étroites relations avec les puissants syndicats américains et

la social-démocratie européenne. Mais, en 1969, deux rapports émanant l'un de l'université de Harvard et l'autre de la Banque mondiale font un sombre bilan de sa politique, et la seconde avertit qu'elle ne saurait continuer longtemps à la financer. Il est vrai que, dès ses débuts au ministère du Plan, Ben Salah a largement bénéficié de prêts de l'institution internationale. Dans les sphères du pouvoir, seul Bourguiba demeure à ses côtés. C'est beaucoup mais ce n'est pas assez. Il suffirait que le chef bascule pour qu'il se retrouve seul face à des adversaires qui commencent à relever la tête.

Une fois de plus, devant cette situation, il choisit la fuite en avant. Croit-il vraiment pouvoir remporter une victoire définitive en enfermant la totalité du pays dans le système coopératif ? En sept ans, de 1962 à 1969, à peine un million d'hectares, composés pour une bonne part des anciennes terres françaises, ont été mis en coopératives. En janvier 1969, Ben Salah décide d'inclure avant la fin de l'année dans le système les quelque cinq millions d'hectares que compte la Tunisie agricole. Aucune terre ne pourra plus être cultivée de façon autonome. Après les petits paysans et toute la gamme des commerçants, voilà les grands propriétaires touchés à leur tour. Renforcée par l'arrivée d'un groupe qui a l'oreille du pouvoir, la résistance est désormais générale. « L'unanimité nationale », ce brumeux concept dont l'idéologie destourienne a fait sa pierre angulaire, est effectivement en train de se réaliser, mais contre les options en cours.

Le 25 janvier, à la tribune du congrès constitutif de l'Union nationale de la coopération, celui qui commence à être l'homme le plus détesté du pays a annoncé la transformation des coopératives de service du Sahel et du Cap Bon en unités de production. Puisqu'il a décidé de faire vite, il faut frapper l'opinion. Le 26 janvier, les habitants du bourg sahélien de Ouardanine doivent se conformer aux décisions et céder à la coopérative non seulement leurs terres, mais leurs vergers potagers. Abdallah Farhat, membre du Bureau

politique et enfant du village, doit présider la cérémonie. La population est massée à l'entrée du bourg, houleuse. Un tracteur s'avance pour démolir les *tabias*, ces haies de cactus typiques du paysage rural tunisien qui délimitent les propriétés. Femmes et hommes tentent de l'en empêcher. Les forces de l'ordre tirent : on compte un mort et plusieurs blessés. Les haies sont détruites.

Cette fois-ci, Ben Salah est allé trop loin. Car si Bourguiba ne réagit pas aussitôt et part pour un séjour de repos de quatre semaines dans la station suisse de Gstaad, l'émeute sahélienne représente pour lui un moment capital : son propre nom commence à être hué dans son fief de toujours, dans ce Sahel dont il est l'enfant et qui ne lui a jamais mesuré son soutien. Avant même son retour, il fait déclarer par Bahi Ladgham que « les réformes doivent se poursuivre » mais « avec l'adhésion volontaire de la population ». S'il n'a pas fait grand cas de la fronde politique, les soulèvements populaires qui se multiplient l'alertent bien davantage : il est peu démocrate certes, mais il sait qu'on ne gouverne pas impunément sans un minimum de soutien ou, au moins, de passivité populaire. Bien involontairement toutefois, il accorde un sursis à son ministre de l'Économie dont l'entêtement suicidaire commence à lui porter ombrage. Au début du mois de mai, une hépatite virale le cloue au lit. La maladie est longue et épuisante. Le président en sort gravement affaibli et le repos que lui prescrivent les médecins ne lui permet pas de contrôler au jour le jour la marche de l'État. Le pays, quant à lui, est en ébullition. Au sein de l'appareil, partisans et adversaires de la collectivisation s'affrontent ouvertement. Si les hauts responsables lui sont à présent pratiquement tous opposés, de nombreux cadres estiment en effet qu'un tel bouleversement des structures ne peut faire l'économie de quelques soubresauts, mais que ceux-ci ne sauraient mettre en cause la justesse de l'expérience entreprise. Le limogeage de Ben Salah cesse cependant d'être

un sujet tabou depuis que le 4 août le président a déclaré : « On en arrive à poser le problème des limites du système coopératif qui... est valable jusqu'à un certain degré au-delà duquel l'équilibre est rompu et, les inconvénients n'étant plus corrigés, apparaissent de plus en plus graves. » C'est sa première critique publique d'un système que pendant tant d'années il a si ardemment défendu. Du centre culturel de Hammamet où il passe sa convalescence, il suit la situation et, sans vouloir mettre un terme à une expérience qui l'a si longtemps séduit, il paraît décidé à en ralentir le rythme pour tenir compte du mécontentement.

Le 22 août, un motard de la Garde nationale se présente devant les sentinelles de la superbe villa qui abrite le centre, porteur d'une missive de Ben Salah à Bourguiba : c'est le texte d'un projet de loi sur la généralisation des coopératives dans l'agriculture et qui n'attend plus que l'accord du chef de l'État pour être déposé sur le bureau de l'Assemblée. Le ministre tente-t-il ainsi de forcer la main du président, espérant que la maladie l'a affaibli ? Tout malade qu'il soit, ce dernier cette fois-ci veut des explications et convoque son collaborateur pour le 25. Un long entretien a lieu entre ces deux hommes qui se connaissent si bien. Bourguiba veut tempérer les ardeurs de son ministre, qui tente au contraire de le convaincre de faire sauter les derniers obstacles pour que le pays puisse enfin recueillir les fruits du socialisme destourien réalisé. Mais il ne convainc pas, et son obstination finit par irriter. Le chef de l'État hésite toutefois à prendre une décision. Puisque la querelle a atteint le cœur du pouvoir, c'est au Conseil de la République où siègent tous les dignitaires du régime de trancher. Il est convoqué pour le 2 septembre.

L'atmosphère est pesante. Des heures durant, Ben Salah se défend pied à pied devant des pairs qui lui sont presque tous hostiles. Personne n'approuve les arguments par lesquels il justifie sa politique. Au terme d'un long débat, le Conseil

ne prononce pas une véritable condamnation sans appel du système coopératif mais rejette la loi du 22 août et rappelle que le socialisme destourien est fondé sur la coexistence des trois secteurs étatique, coopératif et privé. L'épreuve de force qui dure depuis près de deux ans se solde ce jour-là par la défaite de Ben Salah, et Bourguiba le somme de suivre l'avis de la majorité. Pour ne pas donner à l'opinion, qui le sait de toute façon fort bien, l'impression que les dirigeants du pays sont divisés, il enjoint par ailleurs à Bahi Ladgham de faire, accompagné du ministre de l'Économie, une déclaration à la télévision expliquant que le gouvernement est tombé d'accord pour décider une pause du mouvement coopératif. Mais Ben Salah ne s'avoue pas vaincu. Quelle est la cause de son entêtement ? Il est peut-être aveugle mais ne manque pas d'audace : au cours de l'émission télévisée du 6 septembre, il interrompt Bahi Ladgham pour prendre l'opinion à témoin du bien-fondé de sa politique, et déclare sur un ton péremptoire que tout sera fait pour maintenir en place les unités de production existantes, même celles qui ont été créées après le 24 janvier 1969 et qui donnent lieu aux plus vives contestations. Quant à ses contempteurs, c'est le bourguibisme qu'ils combattent en s'opposant à lui. Pour Bourguiba qui écoute l'émission depuis sa chambre à coucher de Carthage, c'en est trop. Son ministre se moque de lui puisqu'il sait que le président ne cache plus sa préférence pour un ralentissement du mouvement. Son obstination devient dès lors de la désobéissance, c'est-à-dire la faute la plus grave qu'on puisse commettre quand on est un serviteur du « Combattant suprême ». Depuis des semaines en outre, son entourage le presse d'agir. Wassila milite activement pour la chute d'un homme qui n'a pas reconnu son pouvoir et l'a traitée plusieurs fois avec arrogance.

Le 8 septembre, un bref communiqué annonce l'éclatement du secrétariat d'État à l'Économie nationale en trois ministères distincts dont aucun n'est attribué à Ben Salah.

Le pays est en liesse : dans d'innombrables villages, les familles sacrifient un mouton, plaçant l'événement au rang de l'Aïd el Kebir, une des plus grandes fêtes religieuses. Partout, les paysans se remettent à semer pour rattraper le temps perdu. Bourguiba est atterré : jamais il n'avait soupçonné que son ministre put être si impopulaire. Cette explosion de joie révèle la profondeur de la haine paysanne contre un homme qu'il a si longtemps défendu, contre une politique dont il s'est fait si totalement l'apôtre. Il comprend alors, et alors seulement, quel danger il a couru : s'il avait persisté à soutenir l'expérience bensalhiste, celle-ci aurait fini par l'emporter. Il a échappé de justesse à une remise en cause radicale de son propre pouvoir et, qui sait, de sa personne. Il n'en revient pas : ainsi son peuple a failli le haïr ! Pour la première fois de sa longue carrière, la politique qu'il a lui-même mise en œuvre, la stratégie qu'il a choisie se sont soldées par un cuisant échec. À 68 ans, la vie avait fini par le persuader qu'il ne pouvait connaître que le succès : il a gagné l'indépendance, s'est débarrassé de tous ses rivaux, a aboli la monarchie pour édifier un régime taillé à sa mesure, est devenu le grand homme qu'il a toujours rêvé d'être. La faillite du « socialisme destourien » dont il a revendiqué la paternité n'en est à ses yeux que plus épouvantable.

Le choc est si rude pour lui que sa santé s'aggrave brusquement. Cette dramatique révélation a brisé sa vitalité et il sombre dans une désespérante léthargie dont rien, semble-t-il, ne peut le faire sortir. Il se lève de plus en plus rarement et, quand il apparaît debout, les Tunisiens découvrent jour après jour sa rapide métamorphose en vieillard. Les événements qui secouent le pays ne l'aident pas à prendre le dessus. À l'automne 1969, des trombes d'eau tombent sur la Tunisie. Ce véritable déluge comme il n'en survient que quelques fois par siècle fait partout des dégâts considérables. La crise est à son paroxysme. La chute de Ben Salah, qui reste toutefois jusqu'en octobre titulaire du portefeuille de

l'Éducation nationale, a libéré les Tunisiens. La peur ayant presque disparu, on commence à critiquer l'autoritarisme, les abus de pouvoir et, dans l'intelligentsia, certains n'hésitent pas à dire qu'une telle dérive n'aurait pu avoir lieu dans un régime démocratique. L'abandon de l'expérience coopérative, officialisé par une loi promulguée le 22 septembre, crée par ailleurs un profond malaise à l'intérieur du PSD, mobilisé depuis cinq ans pour en assurer le succès. Militants et responsables nagent dans l'expectative : Bourguiba est malade ; nul ne sait qui va diriger le congrès du parti prévu pour le 9 octobre ; les élections présidentielles et législatives vont bientôt avoir lieu sans qu'on sache très bien dans quelles conditions et autour de quels thèmes elles vont se dérouler. L'explosion de joie passée, les problèmes resurgissent et la population s'inquiète de l'avenir.

C'est le moment qu'Ahmed Mestiri juge propice pour recueillir les fruits de son coup d'éclat de janvier 1968. Il a fait preuve depuis cette date d'une remarquable discrétion, tout en faisant circuler un long document précisant sa pensée et son analyse de la situation tunisienne. S'il se déclare partisan du parti unique dans les nations jeunes pour parfaire « l'intégration nationale », il fait figure de défenseur sourcilleux de l'État de droit et déplore que dans son pays « toute l'autorité, tout le pouvoir procèdent de la volonté d'un seul homme » ; les libertés fondamentales garanties par la Constitution doivent devenir une réalité pour préparer le terrain à la démocratie. Bref, l'État autoritaire ne doit pas empiéter sur l'espace de la société civile. La chute de Ben Salah a bien évidemment comblé ses espérances et il a tenté à cette occasion de rentrer dans les grâces du président en lui envoyant une lettre de félicitations. Il apparaît comme le leader d'une tendance libérale qui tient toujours à se situer au sein de la mouvance destourienne. Il lui faut donc prendre date pour s'affirmer comme un chef de file. Le 6 octobre, une semaine après que Bourguiba a été désigné comme

candidat unique aux présidentielles, il réclame publiquement que celles-ci soient repoussées ainsi que le congrès du PSD jusqu'à la guérison du chef de l'État qui, « en raison de sa maladie n'est pas en mesure d'assurer pleinement et pour un temps indéterminé les devoirs de sa haute charge ». Sinon, « je serai amené à poser ma candidature aux élections au besoin à titre individuel dans les conditions prévues par la Constitution... »

Les premières décidément se succèdent dans un pays habitué depuis treize ans à la férule autoritaire d'un chef d'État omniprésent. Celui-ci serait-il fini pour qu'on ose se mesurer à lui ? Il se doit de répondre. Mettant à profit la célébration de l'évacuation de Bizerte, il déclare le 15 octobre, après avoir tout de même repoussé *sine die* le congrès du PSD, qu'il n'est pas le moins du monde malade et qu'il se sent parfaitement capable d'assumer un nouveau quinquennat présidentiel. Pour couper court aux ambitions qui commencent à se manifester, il confirme par ailleurs Bahi Ladgham comme son successeur éventuel. Les élections ont lieu comme prévu le 2 novembre 1969 ; sans craindre la caricature, Bourguiba est crédité de 99,7 % des suffrages. Les abstentions sont toutefois nombreuses et atteignent à Tunis le taux de 20 %. L'unanimité officielle ne correspond pas à l'état d'esprit réel du pays.

L'idole brisée

Le 17 novembre, après avoir confié à Ladgham « la direction des affaires de l'État », le président épuisé s'envole vers l'Europe pour se faire soigner. Il est dans un état si lamentable que ses proches craignent maintenant pour sa vie. La dégradation de son image due à l'échec de Ben Salah, la contestation dont il fait lui-même indirectement l'objet,

l'ont traumatisé beaucoup plus profondément que ne pouvait le laisser croire sa force de caractère. C'est au chevet d'un homme littéralement brisé que se penchent les plus grands médecins qu'on l'emmène consulter à Genève et à Paris. Il souffre d'une dépression nerveuse si grave que les hommes de l'art doutent de pouvoir le guérir. À Genève, le professeur Ajuriaguerra, qui le soigne à l'aide de doses massives de neuroleptiques et d'antidépresseurs, confie à son entourage qu'il ne se rétablira probablement jamais tout à fait et qu'il n'est pas exclu qu'il sombre dans la folie. À Paris, les médecins arrivent à la conclusion que seule une électronarcose pourrait peut-être améliorer son état. Mais c'est une thérapie d'une violence extrême qui peut aussi achever de ruiner sa santé. On demande à son épouse, à son fils et à Bahi Ladgham d'autoriser par écrit qu'on le soumette à ce traitement. Ont-ils le droit, ce dernier surtout, de prendre une telle responsabilité ?

Dans ses moments de lucidité, Bourguiba mesure la gravité de son état. Avant de quitter Tunis, il a même laissé ses papiers personnels à son historiographe Mohamed Sayah avec cette injonction : « Tu t'en serviras pour l'histoire. » « Bahi, confie-t-il à l'hôpital à son vieux compagnon, je ne peux pas continuer à vivre comme ça. Il faut que je le fasse. Sinon ça va être terrible, je vais avoir un ramollissement du cerveau inéluctable. » La décision est prise. Le traitement commence. Wassila ne quitte pas son mari une seconde. Aux rares moments où elle sort de sa chambre, elle s'effondre, en larmes, auprès des proches qui se succèdent au chevet du malade et qui n'ont guère le cœur à la consoler. Il va mourir, c'est sûr. Il a fallu ôter de sa chambre tous les objets qui pourraient être dangereux ; plusieurs fois, au cours de crises nocturnes, il a tenté de se tuer ; Wassila même a failli être victime de sa démence. Il ne reconnaît personne, pas même son fidèle Allala Laouiti qui ne cesse, comme Ladgham, de faire le va-et-vient entre Tunis et Paris. Les médecins ne sont

pas optimistes. Même s'il survit, il y a fort à craindre qu'il ne retrouve pas toute sa raison.

Peu à peu pourtant le cauchemar s'éloigne. Les professeurs n'en croient pas leurs yeux : cet homme défie la médecine ! Non qu'il soit guéri mais, dès le mois de janvier, il apparaît sauvé. Sa faiblesse est extrême, il peut à peine tenir debout mais parvient quelques instants par jour à s'informer auprès de son entourage de ce qui se passe en Tunisie. Il est sans force mais veut à nouveau décider. Il essaye de comprendre ce qui est arrivé ; progressivement, il rend Ben Salah responsable de sa maladie. Ce dernier n'est-il pas la cause du seul échec qu'il ait jamais connu et dont le traumatisme a failli l'emporter ? Sa punition doit être exemplaire. Depuis novembre, l'ancien ministre est assigné à résidence dans sa demeure de Radès et, le 29 décembre, l'Assemblée nationale a désigné une « commission d'investigation » pour enquêter sur les irrégularités commises dans la gestion des coopératives et déterminer les responsabilités qui ont conduit à l'échec de l'expérience.

Tandis que son président lutte contre la mort, le pays, quant à lui, paraît se réveiller. Après la chute de Ben Salah, la longue absence de Bourguiba libère les énergies trop longtemps refoulées. Partout, on débat de ce qu'il faudrait faire, on proteste contre les abus, on propose des solutions, on ose dessiner l'avenir. Tout en s'appliquant à gérer au mieux le quotidien, le gouvernement laisse faire et ne tente pas de réprimer ce foisonnement. Le PSD lui-même est pris par le virus démocratique et s'interroge sur sa mission : comment expliquer que Ben Salah ait pu poursuivre si loin son expérience sans rencontrer de garde-fou ? Début janvier, une vague de grèves affecte les vieux bastions syndicaux que sont les mines et les chemins de fer. À la faveur des événements, Habib Achour retrouve son poste de secrétaire général de l'UGTT. Le 18 janvier 1970, à l'occasion d'une des fêtes nationales célébrant l'épopée bourguibienne, trente et un

étudiants condamnés à de lourdes peines de prison en 1967 et 1968 sont libérés ; d'autres le sont le 20 mars. À l'université, la contestation s'exprime à nouveau. Le 9 février, plusieurs centaines d'étudiants descendent dans la rue manifester contre la visite officielle à Tunis du secrétaire d'État américain William Rogers. Car le hiatus est profond entre la diplomatie tunisienne et les sentiments antiaméricains d'une grande partie de la jeunesse qui n'accepte pas l'alignement presque inconditionnel du pays sur la politique menée à Washington, y compris dans ses aspects les plus contestables comme la guerre du Viêt Nam.

Pour une fois, ce n'est pas la police qu'on leur envoie mais le libéral et populaire Hassib Ben Ammar qui a succédé à Mohamed Sayah comme directeur du PSD. Et l'on assiste à une scène inédite dans les annales du régime bourguibien : voilà qu'un dirigeant essaye longuement de justifier la politique gouvernementale face à une assemblée houleuse qui ne lui ménage pas ses critiques. On se souvient aussi de la Constitution : le 10 mars, le Conseil d'État prévu par la loi fondamentale est enfin créé. Tout le monde s'accorde à dire que quelque chose a changé dans une Tunisie qui paraissait se résigner à la contrainte, malgré les graves répercussions de la crise économique et un chômage qui frappe officiellement 17 % de la population active masculine. Mais le pays ne s'est pas arrêté : le gouvernement gouverne et l'opinion s'intéresse davantage à la maladie du président qu'au fait qu'il soit absent de la scène politique. On ne se prive d'ailleurs pas de juger son attitude : « Quand on a engagé sa responsabilité et qu'on a perdu, on part », entend-on dire dans tous les milieux, et d'aucuns évoquent l'exemple de Nasser après la guerre des Six jours : « Personne ne l'aurait laissé partir, mais il se devait de faire un tel geste. » Si Bahi Ladgham ne fascine pas, sa présence à la tête du pays semble aller de soi. La « succession », même si le mot n'est pas prononcé, s'effectue sans douleur excessive. Bourguiba demeure certes la

référence suprême mais on découvre au fil des jours que son absence n'a engendré aucun chaos. Le « père de la nation » n'est pas indispensable. Cent fleurs seraient-elles en train d'éclore dans ce pays si vieux et si jeune à la fois ?

De sa convalescence française, Bourguiba ne saisit pas encore très bien ce qui s'y passe. Il va beaucoup mieux et sent confusément que quelque chose lui échappe ; mais son esprit est pour l'instant surtout occupé de vengeance. Sa haine contre Ben Salah s'accroît à mesure qu'il se sent plus vaillant, et lui permet de réapprendre à vivre : le peuple doit comprendre qu'il a été trompé, que son ancien ministre est l'unique coupable des tragiques erreurs qui ont été commises. Le seul moyen de restaurer son prestige est de décliner toute responsabilité dans la politique économique poursuivie pendant huit ans. Ben Salah désigné comme bouc émissaire au ressentiment populaire, il pourra retrouver une aura qu'il sent compromise. Car, pour grave qu'elle ait été, la maladie n'a tué en lui ni le goût du pouvoir ni l'instinct politique qui lui fait percevoir l'imminence des dangers. L'Ivoirien Houphouët-Boigny a mis à sa disposition la somptueuse résidence qu'il possède à Marnes-la-Coquette dans la région parisienne. Le petit village d'Île-de-France accueille pendant plusieurs semaines un véritable défilé d'hommes politiques tunisiens venant rendre visite à leur président. Il se plaint auprès d'eux de la mollesse de Bahi Ladgham. Qu'attend son second pour sévir contre Ben Salah ? Il s'impatiente devant ce qu'il considère comme les coupables hésitations de Tunis. On doit comprendre là-bas qu'il est pratiquement guéri et prêt à reprendre la barre.

Le 20 mars, la Tunisie fête le quatorzième anniversaire de son indépendance. De l'ambassade parisienne rue Barbet de Jouy dont le titulaire est depuis 1965 Mohamed Masmoudi, Bourguiba s'adresse pour la première fois depuis le mois d'octobre 1969 à ses concitoyens, auxquels il rappelle qu'il n'a nulle intention de passer la main, mais surtout à

son gouvernement : « Mon absence me fournit l'occasion de m'assurer de l'envergure de chacun des responsables auxquels j'ai confié les destinées de la Tunisie... On peut porter un grand préjudice à la nation en laissant les problèmes s'accumuler. Je ne voudrais pas, en rentrant, retrouver les problèmes qui étaient pendants lorsque je suis parti pour me soigner toujours en suspens... C'est alors qu'on aurait manqué... de courage, de résolution, d'audace... J'espère... que les responsables du pays, M. Bahi Ladgham et les autres membres du gouvernement et du Bureau politique... comprendront que ces propos adressés au peuple s'adressent également à eux. Tout le monde gagnera à suivre mes directives et mes conseils... » La rentrée politique du « Combattant suprême » ne se caractérise pas par la discrétion. Il est vrai que ce n'est pas son genre. Pour Ladgham, l'avertissement est clair et c'est ainsi qu'il le comprend. Le 24 mars, Ben Salah est arrêté et l'Assemblée nationale adopte une semaine plus tard une loi définissant la compétence de la Haute Cour de justice. Fait désormais partie de la haute trahison « le fait d'induire sciemment en erreur le chef de l'État, portant ainsi atteinte aux intérêts supérieurs de la nation ». L'ex-numéro deux du régime est donc passible de la Haute Cour et c'est par elle qu'il sera jugé.

Bourguiba aimerait bien aller plus loin encore. Puisque, avec Ben Youssef, l'opération a si bien réussi, pourquoi ne ferait-il pas assassiner son ancien ministre dont il s'est désormais convaincu qu'il ne mérite pas mieux ? Conquis par cette idée, il s'en serait ouvert à Wassila et à Masmoudi qui se tiennent tous deux constamment à ses côtés. Sans être ni l'un ni l'autre des amis de Ben Salah, ils n'en sont pas moins affolés par la tranquillité têtue avec laquelle Bourguiba leur parle de son projet. Tous deux le connaissent assez pour savoir qu'il ne s'agit pas d'un délire de malade et qu'il est parfaitement capable de le mettre à exécution. Depuis plus de vingt ans sa compagne, Wassila a eu le temps de connaître

ses méthodes et, comme Masmoudi, elle le sait peu regardant sur les moyens quand il veut réellement arriver à ses fins. Au cours de leurs discussions, ils font tout pour le dissuader : Ben Salah peut être puni sans qu'on recourt à des moyens extrêmes qui provoqueraient un choc trop grave dans le pays. Après avoir exécuté les ordres du président et inquiet des bruits persistants qui courent sur un prochain changement de Premier ministre, Ladgham arrive sur ces entrefaites à Paris. Le convalescent lui aurait fait part de son projet de tuer Ben Salah après en avoir parlé à son vieux factotum Khelifa Haouas qui aurait refusé le plus diplomatiquement possible de se charger de l'opération. Selon certains témoignages, Ladgham n'aurait pas dissuadé Bourguiba de faire procéder à une telle élimination. Lui a-t-il réellement promis de se charger de faire aboutir le projet, comme l'affirment certains ? C'est loin d'être prouvé. Quelque temps plus tard, il semble en tout cas avoir éconduit Béchir Zarg El Ayoun venu de sa part lui rappeler qu'il était temps de passer aux actes.

Dans sa cellule, sans être au courant des souhaits présidentiels, Ben Salah sait de toute façon ce qu'il risque car les charges retenues contre lui sont assez lourdes pour lui valoir une condamnation à mort. Le rapport de la commission d'enquête est accablant et l'on s'achemine de plus en plus vers l'accusation de « trahison » du chef d'État. Ses principaux collaborateurs ont été incarcérés et, si aucune enquête n'est parvenue à mettre en cause son intégrité personnelle, nombre d'entre eux sont accusés de malversations et de corruption, comme l'ex-tout-puissant gouverneur du Sahel et du Cap Bon Amor Chéchia qui est assurément l'un des hommes les plus détestés du pays. Il a été longtemps un protégé de Wassila à qui il a rendu plus d'un service, mais cela ne suffit pas à lui assurer l'impunité, et il pourrait s'aviser de révéler quelques dessous peu reluisants du régime.

Le procès qui s'ouvre le 19 mai dans l'enceinte de la caserne du Bardo ne prendra pourtant pas les allures d'un « déballage » que certains espèrent et que beaucoup appréhendent, car les dirigeants du pays ont les moyens de dissuader les inculpés de mettre en cause un pouvoir dont ils sont à présent les victimes expiatoires. Ceux-ci risquent leur tête et le savent. Ce procès doit être celui du bensalhisme afin de disculper définitivement Bourguiba qui n'attend que cela pour rentrer au pays. Mais Ben Salah n'est pas unanimement haï. Beaucoup pensent que sa politique, après avoir touché le fond, aurait permis à la Tunisie de repartir sur de nouvelles bases et de rénover un régime qui commence à donner des signes d'essoufflement. L'idée de socialisme n'a pas perdu tout son prestige et, si tout le monde reconnaît qu'il y a eu des abus, de nombreux cadres et intellectuels estiment que le limogeage du ministre ne doit pas signifier l'abandon pur et simple de l'expérience. Deux ans plus tard, le chef de l'État « révélera » dans un discours public que, pour éviter un débat qui eût promis d'être passionnant, Ladgham a ordonné qu'on ne cite à la barre que les témoins de l'accusation, et que ceux-ci n'ont déposé qu'après avoir été entendus par le Premier ministre et désignés par lui. Ce tardif aveu suscite des interrogations : roué comme il sait l'être, Bourguiba a pu par là laisser entendre, comme il l'a fait pour le meurtre de Ben Youssef, qu'il place sa volonté et la sauvegarde de son régime au-dessus des lois. Mais il a pu aussi, par cette perversité dont il est coutumier, prendre plaisir à discréditer un compagnon qu'il n'a jamais aimé. N'a-t-il pas tour à tour publiquement humilié ceux des hommes qui lui furent le plus proches, comme s'il croyait pouvoir par là accroître son propre prestige ?

Procès truqué ? Sans doute, mais les juges d'exception laissent à Ben Salah une liberté de parole totale. Il n'est pas un poltron, et les quelques mois qu'il vient de passer en prison n'ont pas entamé sa superbe : il se défend pied à pied,

ironique envers certains de ses accusateurs qu'il a connus plus obséquieux, arrogant quand il juge la mise en cause trop injuste, humble aussi quand il entend les petits paysans venus parler des souffrances endurées, et ne fuit pas ses responsabilités. Triés sur le volet, nombre de citoyens se succèdent à la barre pour remercier Bourguiba de les avoir sauvés du bensalhisme. Le père des coopératives, lui, ne met pas une seule fois le président en cause : « Si j'ai trompé le chef de l'État, c'est qu'on m'a moi-même trompé... J'ai toujours été de bonne foi », répond-il à l'accusation d'« induction en erreur », déclarant par la suite : « Ma seule arme politique a été la confiance et l'estime du président Bourguiba... Mes responsabilités étaient brûlantes et en effet j'ai été brûlé... En tant qu'auxiliaire du président de la République, j'appliquais les directives générales qu'il me traçait en m'attachant par la réflexion à les traduire au mieux dans les faits. Peut-être ne me suis-je pas assez bien imprégné du sens exact de ses directives... J'assume toutes mes responsabilités... mais ces erreurs ne justifient pas ma comparution devant la Haute Cour... Je lance un appel au président Bourguiba pour que son mécontentement à mon égard s'apaise... » Sans sacrifier sa dignité, Ben Salah a joué le jeu.

Si personne n'y croit vraiment dans le pays, le chef de l'État est officiellement lavé de toute responsabilité dans l'échec de l'expérience coopérative. Son ex-bras droit est condamné à dix ans de prison. De l'avis général, il s'agit là d'un verdict clément qui ne répond pas au souhait initial du président. Mais nombre de ses collaborateurs ont avancé qu'une condamnation à mort altérerait gravement l'image de la Tunisie à l'étranger. D'ailleurs, de hauts responsables américains, suédois et autrichiens avec lesquels l'ancien ministre a toujours entretenu d'excellentes relations, multiplient les interventions auprès des autorités tunisiennes. Pierre Mendès France, un des rares hommes qui ont sur Bourguiba de l'influence, l'a en outre mis en garde on ne

peut plus clairement : si Ben Salah venait à être exécuté, lui a-t-il écrit en substance, ses amis français ne pourraient plus en aucun cas le soutenir. Plus que la réserve des Tunisiens, ces discrètes mais énergiques pressions parviennent à le convaincre.

Fronde libérale

Bourguiba peut désormais rentrer : la page la plus sombre de sa carrière est tournée et il aspire à montrer au pays qu'il est plus que jamais disposé à présider à ses destinées. Croit-il naïvement qu'il est aussi maître du temps ? C'est en effet le 1er juin qu'il choisit pour date de son retour, comme s'il voulait ressusciter l'unanimité qu'avaient manifesté quinze ans auparavant les Tunisiens autour de sa personne. Mais si les autorités lui ont préparé un somptueux accueil, si la foule se presse sur son passage en chantant ses louanges, ce n'est plus le même homme ni le même pays qui se retrouvent en cet été naissant de 1970. À sa descente d'avion, le leader est visiblement fatigué ; ses traits se sont creusés, les muscles du visage ont une rigidité qui met comme un masque sur une physionomie naguère sans cesse changeante au gré des sentiments. Après avoir prononcé quelques brèves paroles, il monte dans sa Mercedes aux côtés de Wassila et se contente de saluer de loin avec son éternel grand geste de la main les citadins accourus le voir. Même ce modeste effort est trop fatigant, et l'escorte présidentielle s'évertue à presser le mouvement pour qu'une heure et demie après son arrivée, il puisse enfin se reposer dans son palais de Carthage. Sept mois d'absence du « père » ont changé bien des choses : ses « enfants » se sont habitués à vivre sans lui, ils ont pris goût à une liberté qu'il avait eu tendance à leur faire oublier, et paraissent décidés à ne pas se laisser déposséder du droit

qu'ils croient avoir acquis de choisir leur avenir. La réelle affection qu'ils portent au vieux leader n'a pas disparu, mais ils voudraient que l'âge l'aide à comprendre qu'il peut, sans craindre pour lui-même, partager son pouvoir. Son parti n'a pas échappé à cette métamorphose : il a dû accepter que des libéraux comme Hassib Ben Ammar en prennent la direction et, signe des temps, Mestiri a réintégré ses rangs le 23 avril sans faire amende honorable sur le fond des critiques qu'il avait émises sur son fonctionnement.

Que va faire Bourguiba devant cette situation nouvelle ? Peut-il accepter que le pays veuille, même partiellement, s'affranchir de sa tutelle ? Son tempérament l'inciterait plutôt à procéder sans tarder à une énergique reprise en main, mais le climat ne s'y prête pas et, après le traumatisme de l'expérience coopérative, il n'est pas sûr que les Tunisiens s'inclineraient sans protester devant un retour aux méthodes des dernières années. L'animal politique qu'il n'a pas cessé d'être comprend que le rapport des forces n'est pas favorable aux partisans de la fermeté, et se convainc avec réticence qu'il gagnerait davantage à chevaucher la vague de la libéralisation plutôt qu'à risquer sa fragile popularité en essayant de s'y opposer. Il doit donc apparaître comme l'artisan du changement, et a déjà donné des assurances aux libéraux ; à Mestiri entre autres, venu lui rendre visite à Paris avant sa réintégration dans le parti. Même les hommes doivent changer : Bahi Ladgham apparaît trop lié à la période antérieure pour incarner la volonté de renouvellement ; s'il l'a maintenu si longtemps, c'est qu'il a préféré le voir prendre en charge le difficile épisode de l'incarcération et du procès de Ben Salah avant de le congédier, son successeur n'ayant pas ainsi à s'occuper dès son arrivée d'une peu glorieuse besogne. Bourguiba a coutume d'agir de la sorte ; il s'est lui-même défini un jour en riant comme « un mangeur d'hommes », et sait user ses collaborateurs jusqu'à ce qu'ils cessent de lui être utiles. Est-ce ainsi qu'il survit allègrement, malgré

les maladies qui le frappent de plus en plus souvent, à la plupart de ses contemporains ? Ladgham est d'autre part coupable, ce n'est pas là sa moindre faute, d'avoir été accepté sans réticences par l'opinion comme un successeur possible.

Le dauphin sait lui-même que ses jours sont comptés et que Hedi Nouira, pour l'instant gouverneur de la Banque centrale et l'un des plus farouches adversaires de l'expérience coopérative, devrait à brève échéance venir occuper son fauteuil. La nouvelle, aussitôt démentie après que le Premier ministre eut vivement protesté auprès du président, a été donnée avant même que celui-ci ne rentre à Tunis. Dès avant le 1er juin, la capitale se fait avec délices l'écho de toutes les rumeurs. Quatre hommes sont pressentis pour jouer un rôle clef dans le futur gouvernement : Bahi Ladgham, Hedi Nouira, Ahmed Mestiri et Mohamed Masmoudi, qui figurent tous quatre parmi les principaux dirigeants du parti depuis l'indépendance. Ils sont loin d'avoir une vision identique de l'avenir mais sont parvenus, au terme de longues discussions, à se mettre d'accord sur un programme à court terme : il convient avant tout de procéder à une réforme des institutions assurant à l'État une stabilité qui ne soit pas seulement garantie par la pérennité d'un homme ; la révision de la Constitution doit assouplir le régime présidentiel et répondre à la volonté de démocratisation clairement exprimée par la population. Le remplacement du Bureau politique du parti par une nouvelle équipe mieux à même de préparer le congrès toujours à l'ordre du jour leur paraît plus urgent qu'un changement de gouvernement.

Mais Bourguiba y tient, voulant montrer par là qu'une page est réellement tournée. Le 6 juin, il les convoque tous les quatre à Carthage. On s'entretient longtemps dans le bureau présidentiel. Au terme de la réunion, il décide de confirmer Bahi Ladgham dans ses fonctions et d'attribuer le ministère de l'Intérieur à Mestiri, celui de l'Économie à Nouira et celui des Affaires étrangères à Masmoudi. Voilà la

Tunisie bientôt dotée d'un « gouvernement de coalition » dont le chef est entouré d'hommes aussi puissants que lui et dans lequel toutes les décisions importantes ne devront être prises qu'après accord entre les quatre hommes. Une conférence de presse du chef de l'État est annoncée pour le 8 juin. Ce jour-là, à 10 h 30, les personnalités convoquées et la presse sont au rendez-vous. Le président n'apparaît pas : il est enfermé dans son bureau avec « les quatre ». On n'a aucune idée de ce qui s'y dit. Quelques minutes avant la fin de la réunion, Bourguiba junior est appelé à se joindre au conclave.

À 11 h 35, quand le chef de l'État fait son entrée dans la salle de conférence, nul ne sait ce qu'il va annoncer. Il parle : de la nécessité de l'unité nationale, des frictions apparues avec le jeune colonel Kaddafi qui a pris le pouvoir à Tripoli quelques mois auparavant. L'auditoire attend. Il aborde enfin l'échec de l'expérience de Ben Salah : « Constitutionnellement, le premier et l'unique responsable c'est moi », déclare-t-il. Une ovation répond à ces propos. On attend toujours. N'a-t-il rien à ajouter ? L'assistance finit par se lever. S'approchant du bureau, Mestiri lui tend un petit mot. Après l'avoir parcouru, il fait signe qu'il a encore quelque chose à dire et annonce à la hâte qu'une commission composée de MM. Ladgham, Mokaddem, Nouira, Masmoudi, Bourguiba junior, Abdallah Farhat, Habib Achour, Hassib Ben Ammar et Mestiri, est chargée de préparer un projet de réforme de la Constitution. Cette « Commission supérieure du parti » remplacera jusqu'à nouvel ordre le Bureau politique. Il l'a dit : surmontant à grand peine ses réticences, il a enfin donné le signal officiel de la démocratisation ; elle se fera avec son aval et non contre lui ou sans lui. La nouvelle équipe dirigeante l'a convaincu, non sans mal, que c'était là le seul moyen de surmonter la grave crise qu'a connue le pays. L'opinion, quant à elle, est rassurée : si Bourguiba prend lui-même parti pour la démocratisation, le processus

est donc irréversible et l'on n'a pas à craindre de nouveaux orages. Le vieux leader a admis que l'on ne peut gouverner seul et que le peuple a le droit d'être traité en majeur. Le 12 juin, un communiqué officiel annonce la constitution du nouveau gouvernement.

Dès lors, le vent de liberté souffle plus fort que jamais. De l'avis général, une époque se termine : après quinze ans d'indépendance marqués du sceau de l'autoritarisme mais qui ont bouleversé de fond en comble sa physionomie, une Tunisie nouvelle émerge, préparée pour l'avenir mais qui aspire à secouer le joug pesant du pouvoir personnel. Le PSD est loin d'être à la traîne. Les partisans de l'immobilisme semblent s'être volatilisés – Bourguiba a dû se résigner à éloigner Mohamed Sayah nommé ambassadeur auprès des Nations unies à Genève – et la Commission supérieure dont Mestiri a été nommé rapporteur multiplie les initiatives. Pour préparer la réforme des institutions, elle lance à travers le pays une vaste « consultation populaire » sous la forme d'un questionnaire largement diffusé auquel elle demande de répondre avec une totale liberté. Les questions sont d'une audace qui aurait senti le soufre un an à peine auparavant : quelles devraient être les attributions du président de la République, du gouvernement, de l'Assemblée nationale ? Dans quelles conditions le gouvernement pourrait-il être responsable devant le président et devant l'Assemblée ? Dans quels cas le président aurait-il le droit de dissoudre celle-ci ? En cas de vacance du pouvoir, quel devrait être le successeur du président de la République ? Faut-il instituer un contrôle de la constitutionnalité des lois ? Si le principe du parti unique n'est pas remis en cause, on demande toutefois à la population comment elle conçoit les aménagements à lui apporter pour assurer le jeu démocratique des institutions, et à qui l'on doit accorder la prééminence de l'État ou du parti. C'est bien la première fois qu'on sollicite l'avis des Tunisiens, et la consultation a un très large écho.

Bien que beaucoup d'entre eux se disent surtout préoccupés par le chômage et souhaitent que le gouvernement s'occupe un peu d'économie, on organise partout des assemblées, des tables rondes, de simples discussions, pour répondre aux questions. Même dans les réunions publiques, la peur n'est plus de mise : la langue de bois néo-destourienne a disparu pour faire place à des interrogations ou des prises de position jugées naguère iconoclastes.

Au bout d'un mois de ce *happening*, l'opinion des Tunisiens est assez claire pour que Bourguiba commence à s'inquiéter : la tendance générale, y compris chez les destouriens, est à la remise en cause du régime présidentiel et du système de parti unique. Au lieu d'être plébiscité comme il le croyait, le Raïs est contesté : les deux piliers sur lesquels il a établi son pouvoir sont très nettement impopulaires. Il ne peut l'accepter. Son ralliement à la démocratie s'est fait sous la contrainte et il avait sous-estimé l'ampleur de l'adhésion des Tunisiens au principe d'une libéralisation du régime. Sans la condamner publiquement, il s'en montre indisposé et s'essaye à la cantonner dans des limites qui lui paraissent tolérables, c'est-à-dire qui ne touchent pas à sa propre autorité. Tout en donnant des instructions afin que la consultation de plus en plus gênante pour lui soit virtuellement arrêtée, il truffe progressivement la Commission supérieure du parti d'hommes susceptibles d'y contrebalancer l'influence prépondérante des libéraux. En sont ainsi nommés membres Tahar Belkhodja, Mohamed Ben Amara, Chedli Ayari, qui ne sont guère crédités à l'époque d'excessives sympathies pour la démocratie. En septembre, une excellente occasion se présente de démanteler l'équipe des quatre et de nommer enfin Nouira, considéré comme un fidèle, au poste de Premier ministre. Au Moyen-Orient, Hussein de Jordanie est en train de liquider la résistance palestinienne qui s'est conduite dans son royaume comme un véritable État dans l'État. Un sommet arabe est hâtivement

convoqué au Caire pour tenter d'arrêter le bain de sang. Bahi Ladgham, qui entretient de bonnes relations avec chacun des protagonistes, y représente la Tunisie. Avant son départ, il est allé consulter Bourguiba sur la position qu'il doit y prendre. « Dis à Hussein de donner aux Palestiniens la rive occidentale et de les laisser se débrouiller avec Israël », lui recommande le président. Ladgham sait que ses jours au gouvernement sont comptés, mais c'est par un entrefilet dans un journal cairote qu'il apprend la nomination le 22 septembre de Nouira comme Premier ministre par intérim.

Bourguiba a donc repris l'initiative et se sent assez fort pour tempérer publiquement les ardeurs réformatrices de la Commission supérieure du parti. Le 15 octobre, celle-ci lui remet son rapport sur la réforme constitutionnelle dont Mestiri trace à grands traits les objectifs. Le rapport propose certes le maintien du régime présidentiel, mais tempéré par un renforcement des prérogatives du gouvernement et de l'Assemblée. La succession en cas de vacance du pouvoir pourrait, quant à elle, se faire soit par la nomination du président de l'Assemblée nationale au poste de chef de l'État par intérim le temps de préparer des élections, soit par la création d'un poste de vice-président élu en même temps que le chef de l'État et qui présiderait de droit l'Assemblée nationale. Sans refuser catégoriquement les propositions de la commission, Bourguiba dans sa réponse ne cache pas ses préférences en se déclarant partisan du choix du successeur par le Bureau politique du parti. S'il accorde qu'« il n'existe pas de constitution idéale » et qu'une constitution « ne vaut que ce que valent les hommes qui la mettent en œuvre », il n'en prêche pas moins le maintien d'un « État fort », capable en toute occasion de faire obstacle à une « anarchie » qui représente pour lui le pire des maux, et n'est pas loin de penser que trop de liberté risque d'y mener tout droit. Quatre mois après son retour, il se veut à nouveau le « guide de la

nation ». Il ne peut toutefois revenir sur la décision de procéder aux réformes, mais s'emploie à faire traîner les choses et à repousser constamment la date à laquelle elles doivent être soumises à l'Assemblée.

Le 6 novembre, un pas de plus est fait vers la reprise en main avec la nomination définitive de Nouira au poste de Premier ministre. Bourguiba a-t-il pris ombrage du succès remporté par Ladgham dans sa mission de bons offices au Moyen-Orient et du réel prestige dont il y est désormais entouré ? Toujours est-il qu'il confine dès son retour l'ex-dauphin dans une semi-disgrâce dont ce vieux compagnon ne sortira plus. Nouira jouit cependant d'une maigre liberté de manœuvre : il a hérité du gouvernement de coalition formé en juin dans lequel Ahmed Mestiri joue un rôle clef. Mais il n'est pas possible de trop précipiter les choses. Si Bourguiba semble en voie d'achever son patient grignotage, il ne contrôle pas totalement la situation. La fièvre démocratique n'est pas tombée dans le pays et les cent fleurs qu'il y a découvertes écloses ne se sont pas tout à fait fanées. Son retour fracassant aux affaires lui a fait oublier qu'il est un homme malade. Il se ménage certes et suit sans regimber les ordres de sa femme qui veille à modérer ses activités. Mais la maladie, elle, ne l'a pas oublié.

Dès le mois de novembre, sa santé se remet rapidement à décliner. À la fin du mois de décembre, son état est aussi lamentable qu'un an auparavant. Plus personne cette fois-ci ne croit en une résurrection. Si le peuple suit avec une relative indifférence un film qu'il a l'impression d'avoir déjà vu, les barons du régime sont pris de fièvre : la succession semble imminente et on en parle désormais ouvertement. Ils sont tous sur les rangs. L'état de santé de Bourguiba paraît désespéré. Début janvier 1971, le président américain Lyndon Johnson propose d'envoyer à Tunis un avion-hôpital qui conduira d'urgence le mourant aux États-Unis pour tenter de le sauver. Sachant qu'il pourrait ne pas revoir

vivant son pays, celui-ci confirme Nouira à son poste et promulgue le 4 janvier un décret faisant du Premier ministre le successeur constitutionnel du chef de l'État en cas de vacance du pouvoir : en quelques heures, près de deux ans d'espoirs réformateurs sont enterrés. Les autres prétendants s'alarment. Mestiri exige même d'être nommé vice-Premier ministre pour être en mesure de revendiquer un rôle le moment venu. Bourguiba est prostré. Les yeux mi-clos, le teint gris, il donne d'une voix faible aux uns et aux autres les assurances qu'ils veulent entendre. Seul fonctionne encore chez cet homme à demi-inconscient l'instinct de vie et une confuse volonté de sauvegarder sa place. Peut-être est-il le seul à ne pas être convaincu de sa mort prochaine. Il n'est probablement pas mécontent de laisser les chefs de file du gouvernement à couteaux tirés car il y a fort à parier que, durant son absence, ils continueront à se déchirer.

Malade, mais vivant

À l'aube du 6 janvier, quelques passants matinaux peuvent voir un étrange cortège de voitures sombres se diriger vers l'aérodrome militaire d'El Aouina. En bout de piste, l'avion américain attend l'illustre passager. Mohamed Masmoudi, Hassib Ben Ammar, Abdallah Farhat et l'inévitable Allala Laouiti sont du voyage. Surprise : l'appareil est vétuste et l'intérieur est sommairement aménagé. Ses compagnons installent Bourguiba du mieux qu'ils peuvent et tentent de le calmer. Il ne peut en effet cacher sa déception : est-ce ainsi que les Américains le traitent ? Après une brève escale en Espagne, l'avion arrive le soir à Washington. Un hélicoptère conduit sans délai les passagers à l'hôpital militaire Walter-Reed où se font soigner tous les grands de ce monde. En pleine nuit, le président tunisien peut enfin s'assoupir dans

une chambre. Il n'y parvient pas : le bruit du climatiseur l'empêche de dormir alors que ses insomnies le font terriblement souffrir. Ses trois compagnons accourus à son appel le trouvent en train de tempêter contre l'accueil « humiliant » qui lui a été réservé.

Au lieu du mourant qu'ils sont accoutumés à voir, c'est un vieillard furieux qu'ils découvrent stupéfaits, pestant contre l'inconfort de sa chambre et la laideur de l'infirmière, et exigeant qu'on le sorte au plus vite de ce lieu. Ils s'évertuent en vain à le calmer. C'est ainsi qu'à une heure du matin, un étrange petit groupe d'hommes aux allures de conspirateurs fatigués dirigé par un malade gigotant sur sa civière, quitte le célèbre hôpital pour l'ambassade de Tunisie. La décision de Bourguiba est prise : il veut quitter les États-Unis et retourner se faire soigner à Genève dont il garde le meilleur souvenir. Il ne peut admettre que les Américains l'aient traité comme un « sous-développé ». C'est à peine s'il consent à subir quelques examens. Quelques jours plus tard, le président et ses gardiens se retrouvent à la satisfaction du premier dans l'atmosphère douillette et feutrée de la clinique Bel Air de Genève. Quant aux seconds, ils n'ont jamais été aussi perplexes : cet admirable comédien qu'est Bourguiba feint-il avec un art consommé la maladie pour des raisons seulement connues de lui ? Comment la véritable loque qu'ils ont embarquée à Tunis a-t-elle pu se transformer en un homme malade certes, mais paraissant jouir de toutes ses facultés ? Depuis toujours, Bourguiba est à leurs yeux capable de tout, ils sont prêts à tout croire y compris l'incroyable.

Mais, à nouveau, la maladie prend le dessus et, plus encore qu'en 1969, son entourage est convaincu qu'elle est près de le terrasser. Faut-il rendre officiel à Tunis son véritable état ? Certains pensent qu'il est temps. Wassila, elle, n'est pas d'accord : il faut, dit-elle, cacher la véritable nature de son mal pour ne pas altérer son image de grand homme ; il doit rester aux yeux des Tunisiens le « Combattant suprême » qu'il

a toujours été. C'est à la fois le sentiment et le calcul qui lui dictent cette attitude. Si « la présidente » comme on l'appelle à Tunis avec un curieux mélange de déférence et d'hostilité, soigne avec un dévouement de tous les instants l'homme dont elle est depuis tant d'années la compagne, c'est qu'elle éprouve pour lui un réel attachement ; ils se connaissent si bien que chacun d'eux peut deviner de l'autre les sentiments les plus intimes, et l'amour dont elle continue d'être le constant objet la flatte plus qu'elle ne veut bien le dire. Mais elle sait aussi que le pouvoir qu'elle a progressivement acquis dans l'ombre, que ce rôle d'éminence grise qui la comble sans toutefois satisfaire complètement ses ambitions, dépendent de lui et de lui seul. Elle n'a d'autre légitimité que celle d'une épouse. Viendrait à disparaître celui dont elle porte le nom, elle ne serait plus rien, et a suffisamment d'ennemis pour craindre un sort peu enviable. Non seulement il doit vivre, mais aussi conserver un prestige qui rejaillit sur elle et dont elle sait également profiter pour accroître une fortune qu'elle s'évertue depuis des années à construire. Il est pourtant bien difficile de garder le secret : à deux reprises, au cours de crises particulièrement violentes, le président fait carrément des fugues... qui heureusement ne le mènent pas bien loin. Les médecins consultés à la hâte à Washington en janvier envoient leur diagnostic : Bourguiba est atteint de sénilité précoce et il semble difficile qu'il puisse assumer la charge du pouvoir.

Et pourtant il va mieux. Il n'est certes pas bien vaillant et la sénilité se lit sur son visage. Un rien le brise et il fond en larmes à la moindre contrariété. Mais enfin, il peut quitter Bel Air et va continuer de se soigner à Paris où, comme à l'ordinaire, il loge à l'ambassade, et dès qu'il se sent mieux, se remet à donner des ordres à ceux qui gouvernent à Tunis. On ne peut guère les suivre sans briser le fragile équilibre qui permet tant bien que mal à l'équipe gouvernementale de fonctionner. Masmoudi, comme bien d'autres, estime que

la situation ne peut plus durer. Informant Nouira du rapport médical américain, il le presse de prendre la situation en main et de dire au malade qu'il lui faut abandonner la vie politique pour se consacrer à sa santé. Le Premier ministre refuse : « Seuls Wassila ou Laouiti peuvent lui dire une chose pareille », répond-il. Mais ni l'épouse ni le confident n'ont l'intention de mettre fin à un pouvoir dont seule la pérennité garantit le leur. Personne n'ose prendre une décision de cette importance, craignant que la colère de Bourguiba ne soit terrible. Il suffit que, du fond de son fauteuil, le vieillard qu'il est devenu pointe sur eux son doigt vengeur pour qu'ils se taisent, apeurés, ou ne lui disent que ce qu'il veut entendre : qu'il va guérir et que lui seul peut conduire son pays vers l'avenir radieux qu'il n'a cessé de lui promettre. Étrange comportement que celui de ces politiciens chevronnés qui connaissent du pouvoir toutes les arcanes, qu'il serait trop facile de qualifier de vulgaires courtisans, que le pays respecte encore, et qui n'osent affronter un homme qu'ils croient pourtant fini. Les a-t-il à ce point marqués de son empreinte ? Peut-être, au cours de leur si long compagnonnage, a-t-il pu les convaincre que leur légitimité ne procède que de lui. On prépare en tout cas fébrilement l'après-Bourguiba sans oser en accélérer la venue. L'idée même paraît à la plupart de ses disciples inconcevable.

Tandis qu'à Genève, Sayah s'est patiemment employé à convaincre le président qu'il n'aurait aucune peine à neutraliser les libéraux, à Tunis, les rivalités se sont exacerbées depuis le 6 janvier. Pendant que Nouira inaugure une politique économique qui tourne radicalement le dos à celle des années soixante, chacun avance ses pions pour être aux avant-postes le jour venu. Si le premier départ de Bourguiba avait en quelque sorte rendu le pays à lui-même, lui faisant pressentir que tout était possible, sa seconde absence inaugure la première guerre de succession. On se battait naguère dans son entourage pour être son second ou son

dauphin ; on guerroie maintenant pour occuper une place qu'il ne saurait tarder à laisser vide. La classe politique en suit avec passion les épisodes. Elle ne sait pas encore qu'elle va compter pendant près de vingt ans les points de ces duels au but éternellement le même et dont seuls les protagonistes changeront périodiquement de visage.

Nouira est entouré de collaborateurs qu'il n'a pas choisis et dont plusieurs s'estiment aussi qualifiés que lui pour occuper son poste. Ses relations avec ses ministres parmi lesquels on compte de nombreux libéraux deviennent peu à peu intenables. Les guerres de factions, appuyées sur un régionalisme qui resurgit avec une vigueur singulière, paraissent prendre d'autant plus d'ampleur qu'elles se déroulent désormais sur la place publique. Les « durs » invoquent l'agitation syndicale et universitaire pour remettre en cause le processus de démocratisation. Leurs adversaires crient à la trahison du discours du 8 juin 1970 qui fait figure de charte de l'ouverture. Le 13 juin 1971, un match de football entre les équipes de Tunis et de Sfax dégénère dans la capitale en émeute aux fort relents régionalistes. Les deux camps qui se disputent le pouvoir s'accusent réciproquement de vouloir fomenter un complot. L'effervescence est à son comble. Son prolongement politique devient dès lors inévitable. Le 17 juin, le ministre de l'Information et des Affaires culturelles Habib Boularès, un des chefs de file des libéraux, remet sa démission à Hedi Nouira en précisant que le gouvernement n'a pas tenu sa promesse « de réformer la façon de mener les affaires publiques ».

La Restauration

Deux jours plus tard, après cinq mois d'absence, Bourguiba retrouve la Tunisie. À la stupéfaction générale, l'homme

qu'on croyait fini est au mieux de sa forme. Dès sa descente d'avion, il se pose en recours : « À mon bonheur de retrouver la Tunisie, s'ajoute celui de constater la joie du peuple et que je suis à l'origine de cette joie, car ma présence donne le signal à la liesse de tout un peuple. » Le ton est donné. À tous ses interlocuteurs, il paraît très au fait des affaires de l'État et reçoit dès le 20 juin les principaux membres du gouvernement. Le 21, c'est au tour de Mestiri d'être appelé au palais de Carthage. L'entretien dure longtemps. Au bout d'une heure et demie, le ministre de l'Intérieur et rapporteur de la Commission supérieure du parti remet sa démission de ses deux postes au président. Bourguiba la refuse. Mais il tient bon, réclamant pour revenir sur sa décision la fixation rapide de la date du congrès du PSD constamment repoussée depuis 1969, le vote sans délais des amendements prévus à la Constitution qui traînent depuis des mois sur le bureau de l'Assemblée, et la réaffirmation solennelle par le chef de l'État des « options du 8 juin ». Alors que la presse officielle fait le silence total sur les développements de la crise, se contentant de chanter les louanges du chef de l'État dans une langue de bois de plus en plus surréaliste, Mestiri porte le 26 juin le débat devant l'opinion en résumant les enjeux de l'affrontement qui se déroule au sein même du gouvernement. Si les durs resserrent les rangs, les prises de position en faveur des libéraux se multiplient. Wassila ne cache pas qu'elle les soutient et s'est nettement rangée aux côtés du ministre de l'Intérieur. La naissance et le renforcement de réels contre-pouvoirs servent en effet davantage ses intérêts que l'existence d'un gouvernement fort et homogène sur lequel elle ne pourrait avoir aucune prise.

Le président, lui, voit pour l'instant tout le monde et ne dit rien, réfléchissant à la meilleure façon de dénouer la crise en préparant à terme la restauration d'un pouvoir que deux ans de maladie entrecoupés de longues absences ont entamé plus qu'il ne le supporte. Les libéraux ont sans conteste le

vent en poupe. Il ne peut les affronter directement sans aggraver le conflit. Il lui faut dont procéder par étapes et faire mine de baisser la garde pour désarmer leur vigilance. Voilà une stratégie qu'il connaît bien. N'en fait-il pas un des principes du bourguibisme dont il s'applique depuis tant d'années à vanter l'excellence ? Il est là de plain-pied dans son élément et agit sans précipitation. Le 5 juillet, à l'occasion de la clôture de l'année universitaire, il réaffirme dans un discours son attachement au processus de démocratisation et annonce la tenue du congrès pour le mois d'octobre. Mestiri reprend aussitôt sa démission. Son groupe est victorieux : non seulement deux de ses membres ont donné leur démission à Bourguiba sans encourir les sanctions que provoquaient d'ordinaire de telles initiatives, mais ils ont porté le débat sur la place publique, prenant l'opinion à témoin de leur détermination et amenant le chef de l'État à satisfaire leurs exigences. Mais celui-ci, s'il s'est incliné en apparence, n'a pas choisi entre les clans et s'est contenté de canaliser la crise sans rien bouleverser des rapports de force en présence. Son pas de clerc lui a permis de ne rien céder d'essentiel et d'attendre le moment propice pour passer à la contre-offensive.

Il lève un coin du voile dès le 25 juillet. Alors que le protocole a prévu, pour ménager sa santé, qu'il fasse une courte allocution à l'occasion du quatorzième anniversaire de la proclamation de la République, il improvise devant un auditoire ébahi un discours d'une heure où ceux qui le connaissent retrouvent « le Bourguiba de toujours ». « Ces deux années de maladie ont entamé ma santé physique, mais en aucune façon mes facultés mentales qui sont demeurées intactes et ont conservé leur vigueur habituelle », commence-t-il par préciser, pour souligner ensuite que les « calculs ont pris un tour exacerbé au sujet de ma succession. Le moins qu'on en puisse dire est qu'ils sont prématurés. J'ai encore quelque force et j'en ai encore pour quelque temps

candidat unique aux présidentielles, il réclame publiquement que celles-ci soient repoussées ainsi que le congrès du PSD jusqu'à la guérison du chef de l'État qui, « en raison de sa maladie n'est pas en mesure d'assurer pleinement et pour un temps indéterminé les devoirs de sa haute charge ». Sinon, « je serai amené à poser ma candidature aux élections au besoin à titre individuel dans les conditions prévues par la Constitution... »

Les premières décidément se succèdent dans un pays habitué depuis treize ans à la férule autoritaire d'un chef d'État omniprésent. Celui-ci serait-il fini pour qu'on ose se mesurer à lui ? Il se doit de répondre. Mettant à profit la célébration de l'évacuation de Bizerte, il déclare le 15 octobre, après avoir tout de même repoussé *sine die* le congrès du PSD, qu'il n'est pas le moins du monde malade et qu'il se sent parfaitement capable d'assumer un nouveau quinquennat présidentiel. Pour couper court aux ambitions qui commencent à se manifester, il confirme par ailleurs Bahi Ladgham comme son successeur éventuel. Les élections ont lieu comme prévu le 2 novembre 1969 ; sans craindre la caricature, Bourguiba est crédité de 99,7 % des suffrages. Les abstentions sont toutefois nombreuses et atteignent à Tunis le taux de 20 %. L'unanimité officielle ne correspond pas à l'état d'esprit réel du pays.

L'idole brisée

Le 17 novembre, après avoir confié à Ladgham « la direction des affaires de l'État », le président épuisé s'envole vers l'Europe pour se faire soigner. Il est dans un état si lamentable que ses proches craignent maintenant pour sa vie. La dégradation de son image due à l'échec de Ben Salah, la contestation dont il fait lui-même indirectement l'objet,

l'ont traumatisé beaucoup plus profondément que ne pouvait le laisser croire sa force de caractère. C'est au chevet d'un homme littéralement brisé que se penchent les plus grands médecins qu'on l'emmène consulter à Genève et à Paris. Il souffre d'une dépression nerveuse si grave que les hommes de l'art doutent de pouvoir le guérir. À Genève, le professeur Ajuriaguerra, qui le soigne à l'aide de doses massives de neuroleptiques et d'antidépresseurs, confie à son entourage qu'il ne se rétablira probablement jamais tout à fait et qu'il n'est pas exclu qu'il sombre dans la folie. À Paris, les médecins arrivent à la conclusion que seule une électronarcose pourrait peut-être améliorer son état. Mais c'est une thérapie d'une violence extrême qui peut aussi achever de ruiner sa santé. On demande à son épouse, à son fils et à Bahi Ladgham d'autoriser par écrit qu'on le soumette à ce traitement. Ont-ils le droit, ce dernier surtout, de prendre une telle responsabilité ?

Dans ses moments de lucidité, Bourguiba mesure la gravité de son état. Avant de quitter Tunis, il a même laissé ses papiers personnels à son historiographe Mohamed Sayah avec cette injonction : « Tu t'en serviras pour l'histoire. » « Bahi, confie-t-il à l'hôpital à son vieux compagnon, je ne peux pas continuer à vivre comme ça. Il faut que je le fasse. Sinon ça va être terrible, je vais avoir un ramollissement du cerveau inéluctable. » La décision est prise. Le traitement commence. Wassila ne quitte pas son mari une seconde. Aux rares moments où elle sort de sa chambre, elle s'effondre, en larmes, auprès des proches qui se succèdent au chevet du malade et qui n'ont guère le cœur à la consoler. Il va mourir, c'est sûr. Il a fallu ôter de sa chambre tous les objets qui pourraient être dangereux ; plusieurs fois, au cours de crises nocturnes, il a tenté de se tuer ; Wassila même a failli être victime de sa démence. Il ne reconnaît personne, pas même son fidèle Allala Laouiti qui ne cesse, comme Ladgham, de faire le va-et-vient entre Tunis et Paris. Les médecins ne sont

pas optimistes. Même s'il survit, il y a fort à craindre qu'il ne retrouve pas toute sa raison.

Peu à peu pourtant le cauchemar s'éloigne. Les professeurs n'en croient pas leurs yeux : cet homme défie la médecine ! Non qu'il soit guéri mais, dès le mois de janvier, il apparaît sauvé. Sa faiblesse est extrême, il peut à peine tenir debout mais parvient quelques instants par jour à s'informer auprès de son entourage de ce qui se passe en Tunisie. Il est sans force mais veut à nouveau décider. Il essaye de comprendre ce qui est arrivé ; progressivement, il rend Ben Salah responsable de sa maladie. Ce dernier n'est-il pas la cause du seul échec qu'il ait jamais connu et dont le traumatisme a failli l'emporter ? Sa punition doit être exemplaire. Depuis novembre, l'ancien ministre est assigné à résidence dans sa demeure de Radès et, le 29 décembre, l'Assemblée nationale a désigné une « commission d'investigation » pour enquêter sur les irrégularités commises dans la gestion des coopératives et déterminer les responsabilités qui ont conduit à l'échec de l'expérience.

Tandis que son président lutte contre la mort, le pays, quant à lui, paraît se réveiller. Après la chute de Ben Salah, la longue absence de Bourguiba libère les énergies trop longtemps refoulées. Partout, on débat de ce qu'il faudrait faire, on proteste contre les abus, on propose des solutions, on ose dessiner l'avenir. Tout en s'appliquant à gérer au mieux le quotidien, le gouvernement laisse faire et ne tente pas de réprimer ce foisonnement. Le PSD lui-même est pris par le virus démocratique et s'interroge sur sa mission : comment expliquer que Ben Salah ait pu poursuivre si loin son expérience sans rencontrer de garde-fou ? Début janvier, une vague de grèves affecte les vieux bastions syndicaux que sont les mines et les chemins de fer. À la faveur des événements, Habib Achour retrouve son poste de secrétaire général de l'UGTT. Le 18 janvier 1970, à l'occasion d'une des fêtes nationales célébrant l'épopée bourguibienne, trente et un

étudiants condamnés à de lourdes peines de prison en 1967 et 1968 sont libérés ; d'autres le sont le 20 mars. À l'université, la contestation s'exprime à nouveau. Le 9 février, plusieurs centaines d'étudiants descendent dans la rue manifester contre la visite officielle à Tunis du secrétaire d'État américain William Rogers. Car le hiatus est profond entre la diplomatie tunisienne et les sentiments antiaméricains d'une grande partie de la jeunesse qui n'accepte pas l'alignement presque inconditionnel du pays sur la politique menée à Washington, y compris dans ses aspects les plus contestables comme la guerre du Viêt Nam.

Pour une fois, ce n'est pas la police qu'on leur envoie mais le libéral et populaire Hassib Ben Ammar qui a succédé à Mohamed Sayah comme directeur du PSD. Et l'on assiste à une scène inédite dans les annales du régime bourguibien : voilà qu'un dirigeant essaye longuement de justifier la politique gouvernementale face à une assemblée houleuse qui ne lui ménage pas ses critiques. On se souvient aussi de la Constitution : le 10 mars, le Conseil d'État prévu par la loi fondamentale est enfin créé. Tout le monde s'accorde à dire que quelque chose a changé dans une Tunisie qui paraissait se résigner à la contrainte, malgré les graves répercussions de la crise économique et un chômage qui frappe officiellement 17 % de la population active masculine. Mais le pays ne s'est pas arrêté : le gouvernement gouverne et l'opinion s'intéresse davantage à la maladie du président qu'au fait qu'il soit absent de la scène politique. On ne se prive d'ailleurs pas de juger son attitude : « Quand on a engagé sa responsabilité et qu'on a perdu, on part », entend-on dire dans tous les milieux, et d'aucuns évoquent l'exemple de Nasser après la guerre des Six jours : « Personne ne l'aurait laissé partir, mais il se devait de faire un tel geste. » Si Bahi Ladgham ne fascine pas, sa présence à la tête du pays semble aller de soi. La « succession », même si le mot n'est pas prononcé, s'effectue sans douleur excessive. Bourguiba demeure certes la

référence suprême mais on découvre au fil des jours que son absence n'a engendré aucun chaos. Le « père de la nation » n'est pas indispensable. Cent fleurs seraient-elles en train d'éclore dans ce pays si vieux et si jeune à la fois ?

De sa convalescence française, Bourguiba ne saisit pas encore très bien ce qui s'y passe. Il va beaucoup mieux et sent confusément que quelque chose lui échappe ; mais son esprit est pour l'instant surtout occupé de vengeance. Sa haine contre Ben Salah s'accroît à mesure qu'il se sent plus vaillant, et lui permet de réapprendre à vivre : le peuple doit comprendre qu'il a été trompé, que son ancien ministre est l'unique coupable des tragiques erreurs qui ont été commises. Le seul moyen de restaurer son prestige est de décliner toute responsabilité dans la politique économique poursuivie pendant huit ans. Ben Salah désigné comme bouc émissaire au ressentiment populaire, il pourra retrouver une aura qu'il sent compromise. Car, pour grave qu'elle ait été, la maladie n'a tué en lui ni le goût du pouvoir ni l'instinct politique qui lui fait percevoir l'imminence des dangers. L'Ivoirien Houphouët-Boigny a mis à sa disposition la somptueuse résidence qu'il possède à Marnes-la-Coquette dans la région parisienne. Le petit village d'Île-de-France accueille pendant plusieurs semaines un véritable défilé d'hommes politiques tunisiens venant rendre visite à leur président. Il se plaint auprès d'eux de la mollesse de Bahi Ladgham. Qu'attend son second pour sévir contre Ben Salah ? Il s'impatiente devant ce qu'il considère comme les coupables hésitations de Tunis. On doit comprendre là-bas qu'il est pratiquement guéri et prêt à reprendre la barre.

Le 20 mars, la Tunisie fête le quatorzième anniversaire de son indépendance. De l'ambassade parisienne rue Barbet de Jouy dont le titulaire est depuis 1965 Mohamed Masmoudi, Bourguiba s'adresse pour la première fois depuis le mois d'octobre 1969 à ses concitoyens, auxquels il rappelle qu'il n'a nulle intention de passer la main, mais surtout à

son gouvernement : « Mon absence me fournit l'occasion de m'assurer de l'envergure de chacun des responsables auxquels j'ai confié les destinées de la Tunisie... On peut porter un grand préjudice à la nation en laissant les problèmes s'accumuler. Je ne voudrais pas, en rentrant, retrouver les problèmes qui étaient pendants lorsque je suis parti pour me soigner toujours en suspens... C'est alors qu'on aurait manqué... de courage, de résolution, d'audace... J'espère... que les responsables du pays, M. Bahi Ladgham et les autres membres du gouvernement et du Bureau politique... comprendront que ces propos adressés au peuple s'adressent également à eux. Tout le monde gagnera à suivre mes directives et mes conseils... » La rentrée politique du « Combattant suprême » ne se caractérise pas par la discrétion. Il est vrai que ce n'est pas son genre. Pour Ladgham, l'avertissement est clair et c'est ainsi qu'il le comprend. Le 24 mars, Ben Salah est arrêté et l'Assemblée nationale adopte une semaine plus tard une loi définissant la compétence de la Haute Cour de justice. Fait désormais partie de la haute trahison « le fait d'induire sciemment en erreur le chef de l'État, portant ainsi atteinte aux intérêts supérieurs de la nation ». L'ex-numéro deux du régime est donc passible de la Haute Cour et c'est par elle qu'il sera jugé.

Bourguiba aimerait bien aller plus loin encore. Puisque, avec Ben Youssef, l'opération a si bien réussi, pourquoi ne ferait-il pas assassiner son ancien ministre dont il s'est désormais convaincu qu'il ne mérite pas mieux ? Conquis par cette idée, il s'en serait ouvert à Wassila et à Masmoudi qui se tiennent tous deux constamment à ses côtés. Sans être ni l'un ni l'autre des amis de Ben Salah, ils n'en sont pas moins affolés par la tranquillité têtue avec laquelle Bourguiba leur parle de son projet. Tous deux le connaissent assez pour savoir qu'il ne s'agit pas d'un délire de malade et qu'il est parfaitement capable de le mettre à exécution. Depuis plus de vingt ans sa compagne, Wassila a eu le temps de connaître

ses méthodes et, comme Masmoudi, elle le sait peu regardant sur les moyens quand il veut réellement arriver à ses fins. Au cours de leurs discussions, ils font tout pour le dissuader : Ben Salah peut être puni sans qu'on recourt à des moyens extrêmes qui provoqueraient un choc trop grave dans le pays. Après avoir exécuté les ordres du président et inquiet des bruits persistants qui courent sur un prochain changement de Premier ministre, Ladgham arrive sur ces entrefaites à Paris. Le convalescent lui aurait fait part de son projet de tuer Ben Salah après en avoir parlé à son vieux factotum Khelifa Haouas qui aurait refusé le plus diplomatiquement possible de se charger de l'opération. Selon certains témoignages, Ladgham n'aurait pas dissuadé Bourguiba de faire procéder à une telle élimination. Lui a-t-il réellement promis de se charger de faire aboutir le projet, comme l'affirment certains ? C'est loin d'être prouvé. Quelque temps plus tard, il semble en tout cas avoir éconduit Béchir Zarg El Ayoun venu de sa part lui rappeler qu'il était temps de passer aux actes.

Dans sa cellule, sans être au courant des souhaits présidentiels, Ben Salah sait de toute façon ce qu'il risque car les charges retenues contre lui sont assez lourdes pour lui valoir une condamnation à mort. Le rapport de la commission d'enquête est accablant et l'on s'achemine de plus en plus vers l'accusation de « trahison » du chef d'État. Ses principaux collaborateurs ont été incarcérés et, si aucune enquête n'est parvenue à mettre en cause son intégrité personnelle, nombre d'entre eux sont accusés de malversations et de corruption, comme l'ex-tout-puissant gouverneur du Sahel et du Cap Bon Amor Chéchia qui est assurément l'un des hommes les plus détestés du pays. Il a été longtemps un protégé de Wassila à qui il a rendu plus d'un service, mais cela ne suffit pas à lui assurer l'impunité, et il pourrait s'aviser de révéler quelques dessous peu reluisants du régime.

Le procès qui s'ouvre le 19 mai dans l'enceinte de la caserne du Bardo ne prendra pourtant pas les allures d'un « déballage » que certains espèrent et que beaucoup appréhendent, car les dirigeants du pays ont les moyens de dissuader les inculpés de mettre en cause un pouvoir dont ils sont à présent les victimes expiatoires. Ceux-ci risquent leur tête et le savent. Ce procès doit être celui du bensalhisme afin de disculper définitivement Bourguiba qui n'attend que cela pour rentrer au pays. Mais Ben Salah n'est pas unanimement haï. Beaucoup pensent que sa politique, après avoir touché le fond, aurait permis à la Tunisie de repartir sur de nouvelles bases et de rénover un régime qui commence à donner des signes d'essoufflement. L'idée de socialisme n'a pas perdu tout son prestige et, si tout le monde reconnaît qu'il y a eu des abus, de nombreux cadres et intellectuels estiment que le limogeage du ministre ne doit pas signifier l'abandon pur et simple de l'expérience. Deux ans plus tard, le chef de l'État « révélera » dans un discours public que, pour éviter un débat qui eût promis d'être passionnant, Ladgham a ordonné qu'on ne cite à la barre que les témoins de l'accusation, et que ceux-ci n'ont déposé qu'après avoir été entendus par le Premier ministre et désignés par lui. Ce tardif aveu suscite des interrogations : roué comme il sait l'être, Bourguiba a pu par là laisser entendre, comme il l'a fait pour le meurtre de Ben Youssef, qu'il place sa volonté et la sauvegarde de son régime au-dessus des lois. Mais il a pu aussi, par cette perversité dont il est coutumier, prendre plaisir à discréditer un compagnon qu'il n'a jamais aimé. N'a-t-il pas tour à tour publiquement humilié ceux des hommes qui lui furent le plus proches, comme s'il croyait pouvoir par là accroître son propre prestige ?

Procès truqué ? Sans doute, mais les juges d'exception laissent à Ben Salah une liberté de parole totale. Il n'est pas un poltron, et les quelques mois qu'il vient de passer en prison n'ont pas entamé sa superbe : il se défend pied à pied,

ironique envers certains de ses accusateurs qu'il a connus plus obséquieux, arrogant quand il juge la mise en cause trop injuste, humble aussi quand il entend les petits paysans venus parler des souffrances endurées, et ne fuit pas ses responsabilités. Triés sur le volet, nombre de citoyens se succèdent à la barre pour remercier Bourguiba de les avoir sauvés du bensalhisme. Le père des coopératives, lui, ne met pas une seule fois le président en cause : « Si j'ai trompé le chef de l'État, c'est qu'on m'a moi-même trompé… J'ai toujours été de bonne foi », répond-il à l'accusation d'« induction en erreur », déclarant par la suite : « Ma seule arme politique a été la confiance et l'estime du président Bourguiba… Mes responsabilités étaient brûlantes et en effet j'ai été brûlé… En tant qu'auxiliaire du président de la République, j'appliquais les directives générales qu'il me traçait en m'attachant par la réflexion à les traduire au mieux dans les faits. Peut-être ne me suis-je pas assez bien imprégné du sens exact de ses directives… J'assume toutes mes responsabilités… mais ces erreurs ne justifient pas ma comparution devant la Haute Cour… Je lance un appel au président Bourguiba pour que son mécontentement à mon égard s'apaise… » Sans sacrifier sa dignité, Ben Salah a joué le jeu.

Si personne n'y croit vraiment dans le pays, le chef de l'État est officiellement lavé de toute responsabilité dans l'échec de l'expérience coopérative. Son ex-bras droit est condamné à dix ans de prison. De l'avis général, il s'agit là d'un verdict clément qui ne répond pas au souhait initial du président. Mais nombre de ses collaborateurs ont avancé qu'une condamnation à mort altérerait gravement l'image de la Tunisie à l'étranger. D'ailleurs, de hauts responsables américains, suédois et autrichiens avec lesquels l'ancien ministre a toujours entretenu d'excellentes relations, multiplient les interventions auprès des autorités tunisiennes. Pierre Mendès France, un des rares hommes qui ont sur Bourguiba de l'influence, l'a en outre mis en garde on ne

peut plus clairement : si Ben Salah venait à être exécuté, lui a-t-il écrit en substance, ses amis français ne pourraient plus en aucun cas le soutenir. Plus que la réserve des Tunisiens, ces discrètes mais énergiques pressions parviennent à le convaincre.

Fronde libérale

Bourguiba peut désormais rentrer : la page la plus sombre de sa carrière est tournée et il aspire à montrer au pays qu'il est plus que jamais disposé à présider à ses destinées. Croit-il naïvement qu'il est aussi maître du temps ? C'est en effet le 1er juin qu'il choisit pour date de son retour, comme s'il voulait ressusciter l'unanimité qu'avaient manifesté quinze ans auparavant les Tunisiens autour de sa personne. Mais si les autorités lui ont préparé un somptueux accueil, si la foule se presse sur son passage en chantant ses louanges, ce n'est plus le même homme ni le même pays qui se retrouvent en cet été naissant de 1970. À sa descente d'avion, le leader est visiblement fatigué ; ses traits se sont creusés, les muscles du visage ont une rigidité qui met comme un masque sur une physionomie naguère sans cesse changeante au gré des sentiments. Après avoir prononcé quelques brèves paroles, il monte dans sa Mercedes aux côtés de Wassila et se contente de saluer de loin avec son éternel grand geste de la main les citadins accourus le voir. Même ce modeste effort est trop fatigant, et l'escorte présidentielle s'évertue à presser le mouvement pour qu'une heure et demie après son arrivée, il puisse enfin se reposer dans son palais de Carthage. Sept mois d'absence du « père » ont changé bien des choses : ses « enfants » se sont habitués à vivre sans lui, ils ont pris goût à une liberté qu'il avait eu tendance à leur faire oublier, et paraissent décidés à ne pas se laisser déposséder du droit

qu'ils croient avoir acquis de choisir leur avenir. La réelle affection qu'ils portent au vieux leader n'a pas disparu, mais ils voudraient que l'âge l'aide à comprendre qu'il peut, sans craindre pour lui-même, partager son pouvoir. Son parti n'a pas échappé à cette métamorphose : il a dû accepter que des libéraux comme Hassib Ben Ammar en prennent la direction et, signe des temps, Mestiri a réintégré ses rangs le 23 avril sans faire amende honorable sur le fond des critiques qu'il avait émises sur son fonctionnement.

Que va faire Bourguiba devant cette situation nouvelle ? Peut-il accepter que le pays veuille, même partiellement, s'affranchir de sa tutelle ? Son tempérament l'inciterait plutôt à procéder sans tarder à une énergique reprise en main, mais le climat ne s'y prête pas et, après le traumatisme de l'expérience coopérative, il n'est pas sûr que les Tunisiens s'inclineraient sans protester devant un retour aux méthodes des dernières années. L'animal politique qu'il n'a pas cessé d'être comprend que le rapport des forces n'est pas favorable aux partisans de la fermeté, et se convainc avec réticence qu'il gagnerait davantage à chevaucher la vague de la libéralisation plutôt qu'à risquer sa fragile popularité en essayant de s'y opposer. Il doit donc apparaître comme l'artisan du changement, et a déjà donné des assurances aux libéraux ; à Mestiri entre autres, venu lui rendre visite à Paris avant sa réintégration dans le parti. Même les hommes doivent changer : Bahi Ladgham apparaît trop lié à la période antérieure pour incarner la volonté de renouvellement ; s'il l'a maintenu si longtemps, c'est qu'il a préféré le voir prendre en charge le difficile épisode de l'incarcération et du procès de Ben Salah avant de le congédier, son successeur n'ayant pas ainsi à s'occuper dès son arrivée d'une peu glorieuse besogne. Bourguiba a coutume d'agir de la sorte ; il s'est lui-même défini un jour en riant comme « un mangeur d'hommes », et sait user ses collaborateurs jusqu'à ce qu'ils cessent de lui être utiles. Est-ce ainsi qu'il survit allègrement, malgré

les maladies qui le frappent de plus en plus souvent, à la plupart de ses contemporains ? Ladgham est d'autre part coupable, ce n'est pas là sa moindre faute, d'avoir été accepté sans réticences par l'opinion comme un successeur possible.

Le dauphin sait lui-même que ses jours sont comptés et que Hedi Nouira, pour l'instant gouverneur de la Banque centrale et l'un des plus farouches adversaires de l'expérience coopérative, devrait à brève échéance venir occuper son fauteuil. La nouvelle, aussitôt démentie après que le Premier ministre eut vivement protesté auprès du président, a été donnée avant même que celui-ci ne rentre à Tunis. Dès avant le 1er juin, la capitale se fait avec délices l'écho de toutes les rumeurs. Quatre hommes sont pressentis pour jouer un rôle clef dans le futur gouvernement : Bahi Ladgham, Hedi Nouira, Ahmed Mestiri et Mohamed Masmoudi, qui figurent tous quatre parmi les principaux dirigeants du parti depuis l'indépendance. Ils sont loin d'avoir une vision identique de l'avenir mais sont parvenus, au terme de longues discussions, à se mettre d'accord sur un programme à court terme : il convient avant tout de procéder à une réforme des institutions assurant à l'État une stabilité qui ne soit pas seulement garantie par la pérennité d'un homme ; la révision de la Constitution doit assouplir le régime présidentiel et répondre à la volonté de démocratisation clairement exprimée par la population. Le remplacement du Bureau politique du parti par une nouvelle équipe mieux à même de préparer le congrès toujours à l'ordre du jour leur paraît plus urgent qu'un changement de gouvernement.

Mais Bourguiba y tient, voulant montrer par là qu'une page est réellement tournée. Le 6 juin, il les convoque tous les quatre à Carthage. On s'entretient longtemps dans le bureau présidentiel. Au terme de la réunion, il décide de confirmer Bahi Ladgham dans ses fonctions et d'attribuer le ministère de l'Intérieur à Mestiri, celui de l'Économie à Nouira et celui des Affaires étrangères à Masmoudi. Voilà la

Tunisie bientôt dotée d'un « gouvernement de coalition » dont le chef est entouré d'hommes aussi puissants que lui et dans lequel toutes les décisions importantes ne devront être prises qu'après accord entre les quatre hommes. Une conférence de presse du chef de l'État est annoncée pour le 8 juin. Ce jour-là, à 10 h 30, les personnalités convoquées et la presse sont au rendez-vous. Le président n'apparaît pas : il est enfermé dans son bureau avec « les quatre ». On n'a aucune idée de ce qui s'y dit. Quelques minutes avant la fin de la réunion, Bourguiba junior est appelé à se joindre au conclave.

À 11 h 35, quand le chef de l'État fait son entrée dans la salle de conférence, nul ne sait ce qu'il va annoncer. Il parle : de la nécessité de l'unité nationale, des frictions apparues avec le jeune colonel Kaddafi qui a pris le pouvoir à Tripoli quelques mois auparavant. L'auditoire attend. Il aborde enfin l'échec de l'expérience de Ben Salah : « Constitutionnellement, le premier et l'unique responsable c'est moi », déclare-t-il. Une ovation répond à ces propos. On attend toujours. N'a-t-il rien à ajouter ? L'assistance finit par se lever. S'approchant du bureau, Mestiri lui tend un petit mot. Après l'avoir parcouru, il fait signe qu'il a encore quelque chose à dire et annonce à la hâte qu'une commission composée de MM. Ladgham, Mokaddem, Nouira, Masmoudi, Bourguiba junior, Abdallah Farhat, Habib Achour, Hassib Ben Ammar et Mestiri, est chargée de préparer un projet de réforme de la Constitution. Cette « Commission supérieure du parti » remplacera jusqu'à nouvel ordre le Bureau politique. Il l'a dit : surmontant à grand peine ses réticences, il a enfin donné le signal officiel de la démocratisation ; elle se fera avec son aval et non contre lui ou sans lui. La nouvelle équipe dirigeante l'a convaincu, non sans mal, que c'était là le seul moyen de surmonter la grave crise qu'a connue le pays. L'opinion, quant à elle, est rassurée : si Bourguiba prend lui-même parti pour la démocratisation, le processus

est donc irréversible et l'on n'a pas à craindre de nouveaux orages. Le vieux leader a admis que l'on ne peut gouverner seul et que le peuple a le droit d'être traité en majeur. Le 12 juin, un communiqué officiel annonce la constitution du nouveau gouvernement.

Dès lors, le vent de liberté souffle plus fort que jamais. De l'avis général, une époque se termine : après quinze ans d'indépendance marqués du sceau de l'autoritarisme mais qui ont bouleversé de fond en comble sa physionomie, une Tunisie nouvelle émerge, préparée pour l'avenir mais qui aspire à secouer le joug pesant du pouvoir personnel. Le PSD est loin d'être à la traîne. Les partisans de l'immobilisme semblent s'être volatilisés – Bourguiba a dû se résigner à éloigner Mohamed Sayah nommé ambassadeur auprès des Nations unies à Genève – et la Commission supérieure dont Mestiri a été nommé rapporteur multiplie les initiatives. Pour préparer la réforme des institutions, elle lance à travers le pays une vaste « consultation populaire » sous la forme d'un questionnaire largement diffusé auquel elle demande de répondre avec une totale liberté. Les questions sont d'une audace qui aurait senti le soufre un an à peine auparavant : quelles devraient être les attributions du président de la République, du gouvernement, de l'Assemblée nationale ? Dans quelles conditions le gouvernement pourrait-il être responsable devant le président et devant l'Assemblée ? Dans quels cas le président aurait-il le droit de dissoudre celle-ci ? En cas de vacance du pouvoir, quel devrait être le successeur du président de la République ? Faut-il instituer un contrôle de la constitutionnalité des lois ? Si le principe du parti unique n'est pas remis en cause, on demande toutefois à la population comment elle conçoit les aménagements à lui apporter pour assurer le jeu démocratique des institutions, et à qui l'on doit accorder la prééminence de l'État ou du parti. C'est bien la première fois qu'on sollicite l'avis des Tunisiens, et la consultation a un très large écho.

Bien que beaucoup d'entre eux se disent surtout préoccupés par le chômage et souhaitent que le gouvernement s'occupe un peu d'économie, on organise partout des assemblées, des tables rondes, de simples discussions, pour répondre aux questions. Même dans les réunions publiques, la peur n'est plus de mise : la langue de bois néo-destourienne a disparu pour faire place à des interrogations ou des prises de position jugées naguère iconoclastes.

Au bout d'un mois de ce *happening*, l'opinion des Tunisiens est assez claire pour que Bourguiba commence à s'inquiéter : la tendance générale, y compris chez les destouriens, est à la remise en cause du régime présidentiel et du système de parti unique. Au lieu d'être plébiscité comme il le croyait, le Raïs est contesté : les deux piliers sur lesquels il a établi son pouvoir sont très nettement impopulaires. Il ne peut l'accepter. Son ralliement à la démocratie s'est fait sous la contrainte et il avait sous-estimé l'ampleur de l'adhésion des Tunisiens au principe d'une libéralisation du régime. Sans la condamner publiquement, il s'en montre indisposé et s'essaye à la cantonner dans des limites qui lui paraissent tolérables, c'est-à-dire qui ne touchent pas à sa propre autorité. Tout en donnant des instructions afin que la consultation de plus en plus gênante pour lui soit virtuellement arrêtée, il truffe progressivement la Commission supérieure du parti d'hommes susceptibles d'y contrebalancer l'influence prépondérante des libéraux. En sont ainsi nommés membres Tahar Belkhodja, Mohamed Ben Amara, Chedli Ayari, qui ne sont guère crédités à l'époque d'excessives sympathies pour la démocratie. En septembre, une excellente occasion se présente de démanteler l'équipe des quatre et de nommer enfin Nouira, considéré comme un fidèle, au poste de Premier ministre. Au Moyen-Orient, Hussein de Jordanie est en train de liquider la résistance palestinienne qui s'est conduite dans son royaume comme un véritable État dans l'État. Un sommet arabe est hâtivement

convoqué au Caire pour tenter d'arrêter le bain de sang. Bahi Ladgham, qui entretient de bonnes relations avec chacun des protagonistes, y représente la Tunisie. Avant son départ, il est allé consulter Bourguiba sur la position qu'il doit y prendre. « Dis à Hussein de donner aux Palestiniens la rive occidentale et de les laisser se débrouiller avec Israël », lui recommande le président. Ladgham sait que ses jours au gouvernement sont comptés, mais c'est par un entrefilet dans un journal cairote qu'il apprend la nomination le 22 septembre de Nouira comme Premier ministre par intérim.

Bourguiba a donc repris l'initiative et se sent assez fort pour tempérer publiquement les ardeurs réformatrices de la Commission supérieure du parti. Le 15 octobre, celle-ci lui remet son rapport sur la réforme constitutionnelle dont Mestiri trace à grands traits les objectifs. Le rapport propose certes le maintien du régime présidentiel, mais tempéré par un renforcement des prérogatives du gouvernement et de l'Assemblée. La succession en cas de vacance du pouvoir pourrait, quant à elle, se faire soit par la nomination du président de l'Assemblée nationale au poste de chef de l'État par intérim le temps de préparer des élections, soit par la création d'un poste de vice-président élu en même temps que le chef de l'État et qui présiderait de droit l'Assemblée nationale. Sans refuser catégoriquement les propositions de la commission, Bourguiba dans sa réponse ne cache pas ses préférences en se déclarant partisan du choix du successeur par le Bureau politique du parti. S'il accorde qu'« il n'existe pas de constitution idéale » et qu'une constitution « ne vaut que ce que valent les hommes qui la mettent en œuvre », il n'en prêche pas moins le maintien d'un « État fort », capable en toute occasion de faire obstacle à une « anarchie » qui représente pour lui le pire des maux, et n'est pas loin de penser que trop de liberté risque d'y mener tout droit. Quatre mois après son retour, il se veut à nouveau le « guide de la

nation ». Il ne peut toutefois revenir sur la décision de procéder aux réformes, mais s'emploie à faire traîner les choses et à repousser constamment la date à laquelle elles doivent être soumises à l'Assemblée.

Le 6 novembre, un pas de plus est fait vers la reprise en main avec la nomination définitive de Nouira au poste de Premier ministre. Bourguiba a-t-il pris ombrage du succès remporté par Ladgham dans sa mission de bons offices au Moyen-Orient et du réel prestige dont il y est désormais entouré ? Toujours est-il qu'il confine dès son retour l'ex-dauphin dans une semi-disgrâce dont ce vieux compagnon ne sortira plus. Nouira jouit cependant d'une maigre liberté de manœuvre : il a hérité du gouvernement de coalition formé en juin dans lequel Ahmed Mestiri joue un rôle clef. Mais il n'est pas possible de trop précipiter les choses. Si Bourguiba semble en voie d'achever son patient grignotage, il ne contrôle pas totalement la situation. La fièvre démocratique n'est pas tombée dans le pays et les cent fleurs qu'il y a découvertes écloses ne se sont pas tout à fait fanées. Son retour fracassant aux affaires lui a fait oublier qu'il est un homme malade. Il se ménage certes et suit sans regimber les ordres de sa femme qui veille à modérer ses activités. Mais la maladie, elle, ne l'a pas oublié.

Dès le mois de novembre, sa santé se remet rapidement à décliner. À la fin du mois de décembre, son état est aussi lamentable qu'un an auparavant. Plus personne cette fois-ci ne croit en une résurrection. Si le peuple suit avec une relative indifférence un film qu'il a l'impression d'avoir déjà vu, les barons du régime sont pris de fièvre : la succession semble imminente et on en parle désormais ouvertement. Ils sont tous sur les rangs. L'état de santé de Bourguiba paraît désespéré. Début janvier 1971, le président américain Lyndon Johnson propose d'envoyer à Tunis un avion-hôpital qui conduira d'urgence le mourant aux États-Unis pour tenter de le sauver. Sachant qu'il pourrait ne pas revoir

vivant son pays, celui-ci confirme Nouira à son poste et promulgue le 4 janvier un décret faisant du Premier ministre le successeur constitutionnel du chef de l'État en cas de vacance du pouvoir : en quelques heures, près de deux ans d'espoirs réformateurs sont enterrés. Les autres prétendants s'alarment. Mestiri exige même d'être nommé vice-Premier ministre pour être en mesure de revendiquer un rôle le moment venu. Bourguiba est prostré. Les yeux mi-clos, le teint gris, il donne d'une voix faible aux uns et aux autres les assurances qu'ils veulent entendre. Seul fonctionne encore chez cet homme à demi-inconscient l'instinct de vie et une confuse volonté de sauvegarder sa place. Peut-être est-il le seul à ne pas être convaincu de sa mort prochaine. Il n'est probablement pas mécontent de laisser les chefs de file du gouvernement à couteaux tirés car il y a fort à parier que, durant son absence, ils continueront à se déchirer.

Malade, mais vivant

À l'aube du 6 janvier, quelques passants matinaux peuvent voir un étrange cortège de voitures sombres se diriger vers l'aérodrome militaire d'El Aouina. En bout de piste, l'avion américain attend l'illustre passager. Mohamed Masmoudi, Hassib Ben Ammar, Abdallah Farhat et l'inévitable Allala Laouiti sont du voyage. Surprise : l'appareil est vétuste et l'intérieur est sommairement aménagé. Ses compagnons installent Bourguiba du mieux qu'ils peuvent et tentent de le calmer. Il ne peut en effet cacher sa déception : est-ce ainsi que les Américains le traitent ? Après une brève escale en Espagne, l'avion arrive le soir à Washington. Un hélicoptère conduit sans délai les passagers à l'hôpital militaire Walter-Reed où se font soigner tous les grands de ce monde. En pleine nuit, le président tunisien peut enfin s'assoupir dans

une chambre. Il n'y parvient pas : le bruit du climatiseur l'empêche de dormir alors que ses insomnies le font terriblement souffrir. Ses trois compagnons accourus à son appel le trouvent en train de tempêter contre l'accueil « humiliant » qui lui a été réservé.

Au lieu du mourant qu'ils sont accoutumés à voir, c'est un vieillard furieux qu'ils découvrent stupéfaits, pestant contre l'inconfort de sa chambre et la laideur de l'infirmière, et exigeant qu'on le sorte au plus vite de ce lieu. Ils s'évertuent en vain à le calmer. C'est ainsi qu'à une heure du matin, un étrange petit groupe d'hommes aux allures de conspirateurs fatigués dirigé par un malade gigotant sur sa civière, quitte le célèbre hôpital pour l'ambassade de Tunisie. La décision de Bourguiba est prise : il veut quitter les États-Unis et retourner se faire soigner à Genève dont il garde le meilleur souvenir. Il ne peut admettre que les Américains l'aient traité comme un « sous-développé ». C'est à peine s'il consent à subir quelques examens. Quelques jours plus tard, le président et ses gardiens se retrouvent à la satisfaction du premier dans l'atmosphère douillette et feutrée de la clinique Bel Air de Genève. Quant aux seconds, ils n'ont jamais été aussi perplexes : cet admirable comédien qu'est Bourguiba feint-il avec un art consommé la maladie pour des raisons seulement connues de lui ? Comment la véritable loque qu'ils ont embarquée à Tunis a-t-elle pu se transformer en un homme malade certes, mais paraissant jouir de toutes ses facultés ? Depuis toujours, Bourguiba est à leurs yeux capable de tout, ils sont prêts à tout croire y compris l'incroyable.

Mais, à nouveau, la maladie prend le dessus et, plus encore qu'en 1969, son entourage est convaincu qu'elle est près de le terrasser. Faut-il rendre officiel à Tunis son véritable état ? Certains pensent qu'il est temps. Wassila, elle, n'est pas d'accord : il faut, dit-elle, cacher la véritable nature de son mal pour ne pas altérer son image de grand homme ; il doit rester aux yeux des Tunisiens le « Combattant suprême » qu'il

a toujours été. C'est à la fois le sentiment et le calcul qui lui dictent cette attitude. Si « la présidente » comme on l'appelle à Tunis avec un curieux mélange de déférence et d'hostilité, soigne avec un dévouement de tous les instants l'homme dont elle est depuis tant d'années la compagne, c'est qu'elle éprouve pour lui un réel attachement ; ils se connaissent si bien que chacun d'eux peut deviner de l'autre les sentiments les plus intimes, et l'amour dont elle continue d'être le constant objet la flatte plus qu'elle ne veut bien le dire. Mais elle sait aussi que le pouvoir qu'elle a progressivement acquis dans l'ombre, que ce rôle d'éminence grise qui la comble sans toutefois satisfaire complètement ses ambitions, dépendent de lui et de lui seul. Elle n'a d'autre légitimité que celle d'une épouse. Viendrait à disparaître celui dont elle porte le nom, elle ne serait plus rien, et a suffisamment d'ennemis pour craindre un sort peu enviable. Non seulement il doit vivre, mais aussi conserver un prestige qui rejaillit sur elle et dont elle sait également profiter pour accroître une fortune qu'elle s'évertue depuis des années à construire. Il est pourtant bien difficile de garder le secret : à deux reprises, au cours de crises particulièrement violentes, le président fait carrément des fugues... qui heureusement ne le mènent pas bien loin. Les médecins consultés à la hâte à Washington en janvier envoient leur diagnostic : Bourguiba est atteint de sénilité précoce et il semble difficile qu'il puisse assumer la charge du pouvoir.

Et pourtant il va mieux. Il n'est certes pas bien vaillant et la sénilité se lit sur son visage. Un rien le brise et il fond en larmes à la moindre contrariété. Mais enfin, il peut quitter Bel Air et va continuer de se soigner à Paris où, comme à l'ordinaire, il loge à l'ambassade, et dès qu'il se sent mieux, se remet à donner des ordres à ceux qui gouvernent à Tunis. On ne peut guère les suivre sans briser le fragile équilibre qui permet tant bien que mal à l'équipe gouvernementale de fonctionner. Masmoudi, comme bien d'autres, estime que

la situation ne peut plus durer. Informant Nouira du rapport médical américain, il le presse de prendre la situation en main et de dire au malade qu'il lui faut abandonner la vie politique pour se consacrer à sa santé. Le Premier ministre refuse : « Seuls Wassila ou Laouiti peuvent lui dire une chose pareille », répond-il. Mais ni l'épouse ni le confident n'ont l'intention de mettre fin à un pouvoir dont seule la pérennité garantit le leur. Personne n'ose prendre une décision de cette importance, craignant que la colère de Bourguiba ne soit terrible. Il suffit que, du fond de son fauteuil, le vieillard qu'il est devenu pointe sur eux son doigt vengeur pour qu'ils se taisent, apeurés, ou ne lui disent que ce qu'il veut entendre : qu'il va guérir et que lui seul peut conduire son pays vers l'avenir radieux qu'il n'a cessé de lui promettre. Étrange comportement que celui de ces politiciens chevronnés qui connaissent du pouvoir toutes les arcanes, qu'il serait trop facile de qualifier de vulgaires courtisans, que le pays respecte encore, et qui n'osent affronter un homme qu'ils croient pourtant fini. Les a-t-il à ce point marqués de son empreinte ? Peut-être, au cours de leur si long compagnonnage, a-t-il pu les convaincre que leur légitimité ne procède que de lui. On prépare en tout cas fébrilement l'après-Bourguiba sans oser en accélérer la venue. L'idée même paraît à la plupart de ses disciples inconcevable.

Tandis qu'à Genève, Sayah s'est patiemment employé à convaincre le président qu'il n'aurait aucune peine à neutraliser les libéraux, à Tunis, les rivalités se sont exacerbées depuis le 6 janvier. Pendant que Nouira inaugure une politique économique qui tourne radicalement le dos à celle des années soixante, chacun avance ses pions pour être aux avant-postes le jour venu. Si le premier départ de Bourguiba avait en quelque sorte rendu le pays à lui-même, lui faisant pressentir que tout était possible, sa seconde absence inaugure la première guerre de succession. On se battait naguère dans son entourage pour être son second ou son

dauphin ; on guerroie maintenant pour occuper une place qu'il ne saurait tarder à laisser vide. La classe politique en suit avec passion les épisodes. Elle ne sait pas encore qu'elle va compter pendant près de vingt ans les points de ces duels au but éternellement le même et dont seuls les protagonistes changeront périodiquement de visage.

Nouira est entouré de collaborateurs qu'il n'a pas choisis et dont plusieurs s'estiment aussi qualifiés que lui pour occuper son poste. Ses relations avec ses ministres parmi lesquels on compte de nombreux libéraux deviennent peu à peu intenables. Les guerres de factions, appuyées sur un régionalisme qui resurgit avec une vigueur singulière, paraissent prendre d'autant plus d'ampleur qu'elles se déroulent désormais sur la place publique. Les « durs » invoquent l'agitation syndicale et universitaire pour remettre en cause le processus de démocratisation. Leurs adversaires crient à la trahison du discours du 8 juin 1970 qui fait figure de charte de l'ouverture. Le 13 juin 1971, un match de football entre les équipes de Tunis et de Sfax dégénère dans la capitale en émeute aux fort relents régionalistes. Les deux camps qui se disputent le pouvoir s'accusent réciproquement de vouloir fomenter un complot. L'effervescence est à son comble. Son prolongement politique devient dès lors inévitable. Le 17 juin, le ministre de l'Information et des Affaires culturelles Habib Boularès, un des chefs de file des libéraux, remet sa démission à Hedi Nouira en précisant que le gouvernement n'a pas tenu sa promesse « de réformer la façon de mener les affaires publiques ».

La Restauration

Deux jours plus tard, après cinq mois d'absence, Bourguiba retrouve la Tunisie. À la stupéfaction générale, l'homme

qu'on croyait fini est au mieux de sa forme. Dès sa descente d'avion, il se pose en recours : « À mon bonheur de retrouver la Tunisie, s'ajoute celui de constater la joie du peuple et que je suis à l'origine de cette joie, car ma présence donne le signal à la liesse de tout un peuple. » Le ton est donné. À tous ses interlocuteurs, il paraît très au fait des affaires de l'État et reçoit dès le 20 juin les principaux membres du gouvernement. Le 21, c'est au tour de Mestiri d'être appelé au palais de Carthage. L'entretien dure longtemps. Au bout d'une heure et demie, le ministre de l'Intérieur et rapporteur de la Commission supérieure du parti remet sa démission de ses deux postes au président. Bourguiba la refuse. Mais il tient bon, réclamant pour revenir sur sa décision la fixation rapide de la date du congrès du PSD constamment repoussée depuis 1969, le vote sans délais des amendements prévus à la Constitution qui traînent depuis des mois sur le bureau de l'Assemblée, et la réaffirmation solennelle par le chef de l'État des « options du 8 juin ». Alors que la presse officielle fait le silence total sur les développements de la crise, se contentant de chanter les louanges du chef de l'État dans une langue de bois de plus en plus surréaliste, Mestiri porte le 26 juin le débat devant l'opinion en résumant les enjeux de l'affrontement qui se déroule au sein même du gouvernement. Si les durs resserrent les rangs, les prises de position en faveur des libéraux se multiplient. Wassila ne cache pas qu'elle les soutient et s'est nettement rangée aux côtés du ministre de l'Intérieur. La naissance et le renforcement de réels contre-pouvoirs servent en effet davantage ses intérêts que l'existence d'un gouvernement fort et homogène sur lequel elle ne pourrait avoir aucune prise.

Le président, lui, voit pour l'instant tout le monde et ne dit rien, réfléchissant à la meilleure façon de dénouer la crise en préparant à terme la restauration d'un pouvoir que deux ans de maladie entrecoupés de longues absences ont entamé plus qu'il ne le supporte. Les libéraux ont sans conteste le

vent en poupe. Il ne peut les affronter directement sans aggraver le conflit. Il lui faut dont procéder par étapes et faire mine de baisser la garde pour désarmer leur vigilance. Voilà une stratégie qu'il connaît bien. N'en fait-il pas un des principes du bourguibisme dont il s'applique depuis tant d'années à vanter l'excellence ? Il est là de plain-pied dans son élément et agit sans précipitation. Le 5 juillet, à l'occasion de la clôture de l'année universitaire, il réaffirme dans un discours son attachement au processus de démocratisation et annonce la tenue du congrès pour le mois d'octobre. Mestiri reprend aussitôt sa démission. Son groupe est victorieux : non seulement deux de ses membres ont donné leur démission à Bourguiba sans encourir les sanctions que provoquaient d'ordinaire de telles initiatives, mais ils ont porté le débat sur la place publique, prenant l'opinion à témoin de leur détermination et amenant le chef de l'État à satisfaire leurs exigences. Mais celui-ci, s'il s'est incliné en apparence, n'a pas choisi entre les clans et s'est contenté de canaliser la crise sans rien bouleverser des rapports de force en présence. Son pas de clerc lui a permis de ne rien céder d'essentiel et d'attendre le moment propice pour passer à la contre-offensive.

Il lève un coin du voile dès le 25 juillet. Alors que le protocole a prévu, pour ménager sa santé, qu'il fasse une courte allocution à l'occasion du quatorzième anniversaire de la proclamation de la République, il improvise devant un auditoire ébahi un discours d'une heure où ceux qui le connaissent retrouvent « le Bourguiba de toujours ». « Ces deux années de maladie ont entamé ma santé physique, mais en aucune façon mes facultés mentales qui sont demeurées intactes et ont conservé leur vigueur habituelle », commence-t-il par préciser, pour souligner ensuite que les « calculs ont pris un tour exacerbé au sujet de ma succession. Le moins qu'on en puisse dire est qu'ils sont prématurés. J'ai encore quelque force et j'en ai encore pour quelque temps

avec vous. Ma santé est rétablie. Je suis décidé à poursuivre la lutte engagée il y a quarante ans ». La démocratie, quant à elle, ne paraît plus à l'ordre du jour : « Quelle confiance peut-on avoir dans le discernement de la multitude ? » interroge le chef de nouveau sûr de lui. D'ailleurs « le pays se porte bien » grâce à la politique mise en œuvre par Nouira, et la réforme des institutions ne présente aucun caractère d'urgence. Voilà qui est clair, et si d'aucuns se faisaient quelques illusions sur la volonté réformatrice d'un chef de l'État plus que jamais décidé à gouverner, ils savent maintenant que la partie est loin d'être gagnée.

On attend désormais le congrès que Bourguiba prépare activement pour mettre tous les atouts dans son jeu : début août, sans consulter personne, il nomme Mohamed Sayah membre de la Commission supérieure du parti. Le 7 septembre, un incident lui donne l'occasion de limoger Ahmed Mestiri du gouvernement, celui-ci ayant refusé qu'on lui adjoigne un directeur de la Sûreté sur la nomination duquel on ne l'avait pas consulté. Le 11 octobre, le VIII[e] congrès du PSD s'ouvre à Monastir. Les libéraux, majoritaires, sont décidés à imposer leurs vues malgré les mesures d'intimidation prévues à leur encontre : une fois de plus, les durs ont fait appel aux services de Habib Achour, de nouveau au mieux avec le pouvoir, qui a envoyé les « gros bras » du syndicat pour assurer le service d'ordre. Bourguiba préside la séance d'ouverture. Il est patelin, se fait même humble, rappelle qu'il est malade, verse une larme sur lui-même, parvient à émouvoir et déclare *in fine* : « Je tiens à prendre du champ afin de voir comment les militants et les cadres du parti se comportent en mon absence. Ce sera en quelque sorte un test. »

S'inclinerait-il devant l'évidence ? La période, ouverte en novembre 1955 avec le congrès de Sfax, pendant laquelle il a exercé sur le Néo-Destour un pouvoir absolu, serait-elle en voie de se clore seize ans plus tard à Monastir ? Les

congressistes voient en tout cas dans son discours une invite à la liberté. Jamais, depuis l'indépendance, un congrès n'a connu une telle atmosphère. On réclame à tous les niveaux l'élection des responsables. On revient sur la question de la succession et du partage du pouvoir entre l'exécutif et le législatif. Le pouvoir personnel est ouvertement contesté. Les libéraux sont maîtres du terrain et les élections au Comité central entérinent publiquement leur victoire : tous raflent les premières places tandis qu'un Mohamed Sayah ne réunit même pas suffisamment de voix pour être élu. Mais Bourguiba, mécontent de la tournure que prennent les événements, réclame que la séance de clôture se tienne au palais de Carthage. Les congressistes commencent par refuser avant que n'intervienne un compromis : le Comité central se réunira à Carthage après la fin du congrès à condition d'y élire le Bureau politique. Bourguiba cependant ne l'entend pas de cette oreille et, plutôt que de s'incliner, se rend le 15 octobre à Bizerte. À l'étonnement succède vite la colère : ainsi, il refuse d'entériner des décisions qui lui sont défavorables. Est-ce un coup de force ? Les congressistes se séparent dans l'attente d'un dénouement qui n'a pu avoir lieu. Il ne tardera plus. Devant l'ampleur de la contestation, il n'est plus question pour Bourguiba de tergiverser : le 20 octobre, Ahmed Mestiri est suspendu du PSD. Le 22, le président présente une liste de vingt personnes parmi lesquelles le Comité central est sommé de choisir les membres du Bureau politique. Les durs évincés par le congrès y font une entrée remarquée. Le 29 octobre, Hedi Nouira forme un nouveau gouvernement dans lequel ne figure aucun des libéraux. Ceux qui n'ont pas démissionné ont été purement et simplement limogés. Finis les États Généraux, la liberté, la République. La Restauration a eu lieu.

La Tunisie « bourguibienne » connaîtra des secousses plus violentes que celle de 1969, peut-être pas de plus profondes.

Si l'on s'acharne méthodiquement après ce traumatisme à restaurer les apparences, la crise de confiance ouverte avec la chute de Ben Salah envers le chef et les institutions qui la gouvernent depuis l'indépendance ne se refermera jamais totalement. Le mal pour Bourguiba se révèle vite irréparable : sa santé et son âge ne lui permettent plus d'employer son charisme à combler la faille désormais perceptible entre lui et son peuple. Il aurait pu le faire pourtant au terme de ces deux années. Car la période 1970-1971 est une tragique succession d'occasions manquées. L'échec du bensalhisme n'a pas suscité de débat de fond sur les choix économiques et sociaux d'un pays pauvre certes, mais mieux doté que beaucoup d'autres pour préparer l'avenir avec intelligence. On préférera se lancer dans une politique aux antipodes de la précédente sans jamais expliquer comment le même leader a brûlé ce qu'il avait adoré et laissé prospérer un système qu'il avait vigoureusement rejeté. Sa crédibilité en sortira durablement affectée. Remontant de l'abîme, il a délibérément laissé passer l'occasion d'unir à nouveau les Tunisiens autour de sa personne en conduisant la transition vers un État de droit. Trop imbu de lui-même pour être démocrate, il ne peut concevoir de s'effacer. Pire : au terme de plusieurs mois d'absence, il s'est aperçu avec terreur que les Tunisiens pouvaient se passer de lui, qu'il a bien involontairement préparé la relève. Au lieu d'y voir le plus précieux hommage à son régime, il ne pardonnera pas à ses concitoyens d'avoir envisagé l'avenir sans lui, et en tire la leçon qu'il ne doit rien céder de ses exorbitantes prérogatives. Transgressant désormais des règles qu'il a pourtant édictées, il embrasse tout l'espace d'un pouvoir pour lequel il se sent plus que jamais « élu ». Mais cette affirmation du culte est porteuse de graves contradictions : tandis qu'il dit sa préférence pour un absolutisme saturé de symboles, il se révèle de moins en moins capable, rongé qu'il est par la vieillesse et la maladie, d'exercer le pouvoir dans toute sa plénitude. Plus son autorité

pèsera sur les Tunisiens, moins elle sera revêtue à leurs yeux de cette légitimité que nul naguère ne lui mesurait.

Progressivement, rien ne peut plus se faire en Tunisie sans que son nom soit invoqué, et toute critique à son encontre relève du crime de lèse-majesté. Rétrospectivement, alors que la contestation du régime se manifestera dans les décennies suivantes avec une tout autre violence, le discours politique de 1970-1971 paraît empreint d'une liberté de ton inconcevable quinze ans plus tard. Mais, ultime paradoxe, le règne qui succède en 1971 à la République autoritaire fondée en 1957 s'accompagne de l'effritement d'un régime que le chef vieillissant n'est plus à même de contrôler. Pendant quinze ans, le « guide » auquel par essence personne ne peut succéder va assister à une interminable guerre de succession entre ses prétendants. Il en tirera plus d'une fois les ficelles. Dans un seul but : rester le maître durant ce qui lui restera d'une vie dont il refuse d'envisager le terme.

Le temps de l'aventure

Bourguiba a changé. Le célèbre profil d'*imperator* s'est empâté et le visage naguère si mobile s'est bouffi. Sous le plissement perpétuel des paupières qui ravine de rides profondes le front largement dégarni, l'œil bleu à l'éclat scintillant n'est plus qu'un souvenir, et le regard se cache désormais derrière de grosses lunettes aux verres fumés. La taille s'est épaissie. La démarche est devenue lente et lourde, et il ne se déplace plus qu'à l'aide d'une canne. Imposant progressivement aux Tunisiens cette image d'un homme affaibli, il leur fait peu à peu oublier qu'il n'a pas toujours été le vieillard qu'ils s'habituent à voir. Il est pourtant rentré dans l'arène avec la volonté de vaincre, et la maladie est loin d'avoir raboté toutes les aspérités de son caractère. Tout se passe comme si le fait d'avoir frôlé la mort avait décuplé l'amour qu'il se porte à lui-même depuis son plus jeune âge. Il a mené une longue et dure bataille contre la maladie. Il l'a traitée comme il l'a fait de tous ses adversaires, la France, Ben Youssef ou de Gaulle, la combattant méthodiquement jour après jour, avec patience et sans céder. Il l'a contenue certes, mais ne l'a pas vraiment vaincue et elle a tragiquement diminué ses forces. Pire encore peut-être, elle accentue jusqu'à la démesure les outrances naturelles de son tempérament et grossit ses défauts jusqu'à la caricature. Sans disparaître totalement, le stratège politique cède de plus en plus souvent la place au Machiavel de sérail. Car l'entourage, comme c'est la loi dans

les régimes autoritaires, accroît son influence à mesure que le chef s'affaiblit.

Un Guizot tunisien pour Premier ministre

Au palais de Carthage, la seule autorité que Bourguiba accepte sans rechigner est celle de ses médecins qui lui imposent plus que jamais une vie aussi minutieusement réglée qu'une mécanique. Les bruits du dehors arrivent amortis dans le sombre bureau aux murs recouverts d'ouvrages reliés et de photos retraçant son épopée, où il trône le matin derrière l'imposante table Empire d'acajou et de bronze. Le maître de cérémonies de cet univers capitonné est Allala Laouiti, le fidèle secrétaire particulier, qui sait, tout en restant dans l'ombre, fabriquer pour son maître une Tunisie conforme à ses vœux, à ses phantasmes parfois, où ses désirs tiennent lieu d'opinion et ses heures de gloire de mémoire collective. Il est à la fois l'allié et l'adversaire de Wassila, l'autre grande figure du sérail. Leur rivalité nourrie d'intrigues sait s'arrêter quand leur propre pouvoir pourrait souffrir d'une trop importante remise en cause de l'autorité présidentielle. Leur influence sur l'hôte de Carthage leur donne une puissance que nul ne se risquerait à leur contester. « Il y a deux personnes sans lesquelles Bourguiba ne peut vivre, se plaît à répéter Wassila, Laouiti et moi. » Mais, alors que l'intelligence limitée du premier le cantonne dans les seconds rôles, l'envergure de l'épouse, sa fonction stratégique de garde-malade permanente, son influence déterminante sur son mari, lui font une place à part dans la vie politique tunisienne. Deux hommes, le ministre des Affaires étrangères Mohamed Masmoudi et le Premier ministre Hedi Nouira vont, chacun à sa manière et surtout en fonction du rang qu'ils occupent dans le gouvernement, l'un contribuer à accroître cette

puissance, l'autre tenter de la contrer. Car si Bourguiba demeure le principal détenteur de l'autorité, la décennie qui commence voit se développer dans son sillage d'autres pôles de pouvoir : celui du sérail et celui de Hedi Nouira auquel il a délégué la gestion du pays.

Si Bahi Ladgham a laissé l'image d'un Premier ministre imbu de sa dignité et pourvu d'un solide bon sens à défaut d'être un grand politique, nul n'est doté de moins de charisme que le nouveau dauphin. Le visage anguleux sous les cheveux argentés, le regard froid qui filtre à travers les sévères lunettes à monture d'acier, le geste et la parole saccadés, il est plus doué pour l'étude des dossiers que pour faire vibrer les foules. Compagnon de Bourguiba depuis trente-cinq ans, il en a toujours été l'un des plus fidèles lieutenants et, maintenant sexagénaire, il a le désintéressement des hommes que la fortune a comblés. Sans se départir d'un air constamment réprobateur, il ne dédaigne pas de manier l'humour, et se cantonne avec une évidente satisfaction dans le rôle de courroie de transmission entre le président et la Tunisie qu'il va gouverner pendant dix ans comme on dirige une société anonyme.

Sa grande idée, car il en a une, c'est de faire que les Tunisiens puissent s'enrichir, et c'est avec justesse qu'on a plus d'une fois comparé à Guizot ce francophile déclaré qui ne pousse pas toutefois le mimétisme jusqu'à croire dans les vertus de la démocratie. Tout au long de son proconsulat, il ne ménage aucun effort pour faire accoucher la Tunisie d'une « nouvelle société » de gestionnaires et d'hommes d'affaires, les pouvoirs publics ayant à ses yeux essentiellement pour rôle de favoriser l'entente entre les partenaires sociaux. Paradoxalement, ce Premier ministre à l'autoritarisme soupçonneux aura favorisé par sa politique d'industrialisation et de négociations contractuelles entre salariés et entrepreneurs la résurrection d'un syndicalisme que le pouvoir avait réussi non sans problèmes à maintenir sous sa coupe. Pour l'heure,

Bourguiba l'a solidement assis en selle après avoir mis fin à toute velléité contestataire en annulant les décisions du houleux congrès d'octobre 1971.

Malgré quelques ultimes tentatives des libéraux, comme l'appel lancé par Beji Caïd Essebsi avant qu'il ne démissionne de son poste d'ambassadeur à Paris pour « que la stabilité réalisée par la fidélité à un homme soit relayée par une stabilité fondée sur les institutions démocratiques », la démocratisation a fait long feu. Le vieux chef est maintenant trop habitué à trouver des hommes dociles et intéressés dont il détermine la carrière et apaise les scrupules en les faisant rapidement grimper dans la hiérarchie des honneurs, pour ne pas penser qu'il suffit d'un peu de tactique et de beaucoup d'autorité pour tout régler. « La clique d'Ahmed Mestiri entendait m'imposer son choix, ironise-t-il. C'est inconcevable : alors que je suis investi de la responsabilité de l'État et de la nation, on veut m'imposer des collaborateurs... » Prenant le mot pour la chose, le gouvernement formé par Hedi Nouira le 29 octobre 1971 se veut un cabinet « d'unanimité nationale ». Composée de technocrates parmi les plus compétents que compte le pays en matière économique, et pour la plupart proches du Premier ministre, la nouvelle formation n'est cependant pas totalement à l'abri des conflits. Masmoudi, qui continue de jouer un rôle clef, y a placé certains de ses amis, montrant ainsi qu'il faudra compter avec lui. Habib Achour veut, quant à lui, « rentabiliser » les services qu'il a rendus à l'aile devenue victorieuse après le congrès, et fait nommer un de ses protégés issu du syndicat au portefeuille des Affaires sociales.

Mais la Tunisie entre dans une période économique faste qui n'est pas propice pour l'heure à l'éclatement des rivalités. Le ciel sourit d'abord à Hedi Nouira. Après plusieurs années de sécheresse, la pluie, selon son expression « vote pour lui » et la récolte de 1972-1973 bat tous les records.

Si elle tourne le dos à celle d'Ahmed Ben Salah, la nouvelle politique économique n'est pas sans profiter des infrastructures réalisées au cours de la période précédente. Elle vise à encourager l'esprit d'entreprise des Tunisiens et à attirer en Tunisie des capitaux étrangers qui ne demandent qu'à s'investir dans le Tiers-Monde. Le nouveau Code des investissements promulgué en avril 1972 offre d'innombrables avantages, et l'ancienne république des coopératives se transforme pour eux en véritable paradis fiscal. Le Premier ministre estime en effet que seule l'installation d'une industrie de sous-traitance nécessitant une importante main-d'œuvre peut, sinon résoudre, du moins maintenir dans des limites tolérables l'épineux problème de l'emploi. La dépendance croissante de l'appareil de production tunisien vis-à-vis des marchés occidentaux est à ses yeux secondaire par rapport aux deux objectifs qu'il s'est fixés : la réduction du sous-emploi et le maintien des grands équilibres financiers du pays. La conjoncture internationale, marquée par les derniers feux d'une croissance dont l'Europe ne voit pas encore venir la fin et par la hausse sensible des prix des matières premières, vient à point assurer le succès de sa politique. L'huile d'olive, les phosphates et le pétrole tunisiens s'exportent au prix fort, et le tourisme, après avoir battu de l'aile, connaît une nouvelle envolée. En 1974, le Trésor dispose d'un confortable matelas de devises et le produit intérieur brut affiche une hausse de 10 %. La situation économique est aussi bonne que possible et l'enrichissement perceptible du pays fait oublier que le système a ses laissés-pour-compte. Entre autres conséquences, cette expansion rapide se traduit par l'émergence d'une classe moyenne de plus en plus nombreuse qui doit sa relative prospérité au régime et paraît plus préoccupée de confort que de libéralisation politique. Le pays est calme et Bourguiba délègue d'autant plus facilement la gestion du quotidien à son Premier ministre qu'il est satisfait des résultats obtenus. Il ne perd d'ailleurs pas

une occasion de se féliciter de son choix, insistant sur « la tâche que [son] successeur est en train d'assumer, surtout en matière économique », la politique demeurant évidemment son domaine réservé.

Bourguiba, le sage international

Puisque son dauphin s'occupe si bien du pays, c'est à la politique étrangère qu'il va consacrer ce qui lui reste d'énergie, lui qui s'est toujours senti taillé pour occuper le devant de la scène internationale. Les longs mois de maladie et d'inaction dans lesquels certains, à l'intérieur comme à l'étranger, avaient cru déceler sa fin, appellent en effet à ses yeux une éclatante revanche. Ranimé à défaut d'être vraiment rétabli, Bourguiba a le sentiment d'avoir joué un mauvais tour à ses collaborateurs, à ceux « qui pensaient déjà à ma succession et commençaient à s'organiser ». Il savoure de nouveau, quoique plus rarement, les bains de foule qu'il aime tant à l'occasion de ses visites officielles à l'étranger ou quand il reçoit des hôtes de marque en Tunisie, et tient à reparaître et à parler du haut des tribunes internationales. C'est ainsi qu'il participe en juin 1972 à Rabat au XI[e] sommet de l'OUA dont il n'avait pas fréquenté les grands-messes depuis sa fondation en 1963. Les relations de la Tunisie avec l'étranger sont marquées durant toute cette période d'un double sceau. En en demeurant le principal animateur, Bourguiba continue de les diriger comme il l'a toujours fait, dans le sens d'un solide ancrage à l'Occident et d'une modération qui lui fait en toute occasion choisir le langage du juste milieu. Mais l'affaiblissement, quoi qu'il en dise, de ses capacités intellectuelles, laisse à son ministre des Affaires étrangères Mohamed Masmoudi une marge de manœuvre plus grande que n'ont jamais eue les chefs de la diplomatie

tunisienne. Ce bicéphalisme aboutira parfois à des contradictions lourdes de conséquences. Car, entre deux initiatives qui restent étincelantes, le président parfois divague... La politique étrangère est à l'image de son chef, curieux mélange de sagesse et d'incohérence.

S'il ne tenait qu'à lui, il resterait en tout cas fidèle à ses constantes. Son voyage officiel en France à la fin du mois de juin 1972 n'en est-il pas une éclatante illustration ? C'est la première fois qu'il est reçu à Paris en grande pompe à titre officiel. S'il regrette un peu de n'avoir pu être l'invité de de Gaulle, ce séjour est à la fois pour lui le couronnement d'une vie et la consécration d'une carrière, et il s'en montre d'autant plus ému que l'âge accroît sa propension à pleurer sur lui-même.

De même il tient un an plus tard, le 19 juin 1973, du haut de la tribune de la quatre-vingt-quatrième session de l'Organisation internationale du travail à Genève, à faire un éclatant *come back* sur la question du Moyen-Orient. Un mois auparavant, il a reçu à Tunis le nouveau Raïs égyptien Anouar El Sadate, et s'est réjoui de l'antisoviétisme affiché depuis peu par ce dernier et de sa renonciation officielle aux velléités hégémoniques de Nasser. Il a répété au successeur de son vieil ennemi qu'il ne croit pas en l'efficacité d'une guerre classique pour résoudre le conflit moyen-oriental et que seule une résistance palestinienne déterminée peut faciliter l'aboutissement de solutions diplomatiques. Croit-il le moment propice au lancement d'une nouvelle initiative de paix ? À Genève, il se déclare en tout cas prêt à « discuter » n'importe où et à tout moment avec un représentant d'Israël, si cela peut favoriser une solution de compromis sur la base du partage de l'ONU de 1947. Abba Eban et Golda Meir acceptent le principe d'une rencontre avec Bourguiba lorsque la guerre d'Octobre en 1973 surprend le monde entier. Le président tunisien ne cache pas son dépit et reproche à Sadate de ne pas l'avoir « consulté ». Il est à

la fois furieux que l'Égyptien lui ait ravi le premier rôle et sceptique quant aux résultats de la bataille : « J'aurais prévenu que cette guerre serait un affrontement inutile avec les États-Unis, et conseillé qu'on travaille d'abord l'opinion publique américaine. L'unique aspect positif de l'épreuve, concède-t-il, c'est qu'on sait désormais que lorsqu'un Arabe, que l'on ne croyait capable que de fuir... dispose d'armes... il occupe le terrain. » Outre « l'absence totale de solidarité et de concertation », ce qui le choque c'est que « l'objectif de l'Égypte est de récupérer le Sinaï ; or la donnée essentielle du problème est le sort du peuple palestinien. Aucun de nous n'a le droit de s'en désintéresser ».

Il commence pourtant lui-même à le faire, à partir du moment où il est convaincu que la direction palestinienne issue de la guerre de 1967 et dans laquelle il avait placé quelques espoirs n'a pas « le courage » d'adopter une position claire. En septembre 1974, Yasser Arafat, invité pour la première fois à prendre la parole devant l'assemblée générale des Nations unies, fait une escale à Tunis pour s'entretenir avec lui avant de se rendre à New York. Bourguiba insiste auprès du chef de l'OLP : celui-ci doit déclarer à l'ONU qu'il est prêt à reconnaître Israël et à signer la paix à condition qu'on prenne pour base de la négociation le plan de partage de 1947. « Il faut que ce soit vous qui le disiez », plaide Bourguiba. « Je ne peux pas », répond Arafat. « Décidément, il n'y a rien à tirer des Palestiniens », conclut amèrement le Tunisien. Quelques mois plus tard, à l'annonce de la réouverture du canal de Suez, il aura cette phrase terrible : « Le canal s'ouvre et leur dossier se ferme. » Il aurait tant souhaité que l'on suive ses conseils pour démontrer au monde que sa stratégie de négociation avec l'adversaire n'était pas valable pour la seule Tunisie. Comme du temps de son combat contre la France, il en a fixé l'objectif final – un État palestinien et la paix –, exclu les voies qu'il a jugées trop hasardeuses ou trop coûteuses pour y parvenir et, au risque d'être taxé de duplicité,

a essayé avec ténacité d'imposer l'itinéraire qui lui semblait seul capable de mener au but. Cette méthode qu'il a érigée en dogme a montré ses limites dans un Moyen-Orient imperméable au compromis. Il a échoué dans un domaine où il aurait voulu être faiseur d'Histoire. Il n'y prendra jamais plus d'initiative et se contentera de suivre, désabusé, les interminables péripéties de la tragédie moyen-orientale. Le monde décidément n'est pas prêt à entendre sa voix qu'il assimile à celle de la raison.

Sent-il confusément que son aura internationale brille de ses derniers feux ? Prenant la parole le 7 septembre 1973 devant le IVe sommet des non-alignés qui se tient à Alger, il ne ménage pas ses pairs qui croient, leur dit-il en substance, enfermer le réel dans leurs discours. Mais on ne sait ce qui frappe le plus ceux qui ont l'occasion de l'approcher, la clairvoyance parfois prophétique de ses paroles ou ses « clowneries » de vieux politicien roué sur le retour. À l'issue d'une séance du sommet, il rencontre un jour Fidel Castro au détour d'un couloir. Les deux hommes ne se sont jamais parlé. Tout raide, Bourguiba toise du haut de sa petite taille l'immense leader cubain sanglé dans son *battle dress* vert olive et affublé de son éternel gros cigare. « Je suis heureux de rencontrer le valeureux combattant du Maghreb, dit Castro en le saluant. Nous différons sur les méthodes M. le président, mais nos objectifs sont les mêmes. » « Que fait-il ici celui-là, c'est un Soviet ! » murmure en français le vieux leader. Puis, se retournant vers sa suite, il continue en arabe en ricanant : « Hé ! Hé ! nous naviguons sur un fleuve et lui sur un autre ! » Le jour où il doit prononcer son discours, le chef de l'État tunisien arrive un peu en avance dans la salle de conférence avec sa délégation. Il va s'asseoir au fond et interpelle Sayah : « Mohamed, tu es aussi grand que moi je pense. Va à la tribune et assieds-toi sur le fauteuil. » Sayah s'exécute. « Non ce n'est pas assez, allez me chercher un coussin ! » On recommence l'essai qui, cette fois, est concluant.

Mais il n'est pas seulement comique. Avec un courageux réalisme que seuls son âge et son expérience autorisent, il déclare en guise d'entrée en matière ne pas se sentir « inspiré » et être « embarrassé » pour parler du non-alignement « qui n'a pas d'avenir... tant il est vrai que protester, s'agiter, a toujours été et sera toujours la contrepartie de n'être rien, de n'avoir rien non plus ». Le Tiers-Monde, poursuit-il, ne s'inscrit plus comme une réponse et une alternative à l'existence de deux mondes puissants et antagoniques, mais demeure confiné dans un rôle secondaire face à un seul premier monde qui ne travaille qu'à la sauvegarde de ses intérêts. La responsabilité de cet état de choses est due en grande partie selon lui aux « dérives catastrophiques » des non-alignés depuis Belgrade. Où est le non-alignement, interroge-t-il sur un ton pathétique, critiquant le dogmatisme de ses pairs, nombreux à se réfugier dans les mythes au lieu de prendre la mesure d'un univers « où s'installe une hégémonie de style nouveau : d'une part l'impérialisme de la croissance... et de l'opulence, et d'autre part le monde de la pénurie et de la sous-consommation... », avant d'adjurer : « Pour réussir dans nos pays, il faut commencer par la base, c'est-à-dire par la formation des cadres et par la transformation de nos mentalités et de nos comportements... Si nous sommes une assemblée de riches vivant du fruit de leurs rentes et de pauvres vivant du fruit de leur labeur, nous sommes tous des sous-développés... Ne devrions-nous pas promouvoir un type nouveau de coopération horizontale ? Ainsi nous nous consoliderons autrement que par des manifestations d'incohérence ou par le chantage... » Mais dans cette assemblée où le vent dominant est à la passion et à la revendication, le discours de Bourguiba suscite tout au plus un intérêt poli.

Peut-être par ailleurs n'a-t-on pas prêté suffisamment d'attention au fait que cet incorrigible sceptique y a parlé d'unité maghrébine en termes beaucoup plus chaleureux qu'à l'ordinaire. Il est vrai qu'en la matière, la diplomatie

tunisienne a considérablement évolué et porte la marque de l'infatigable ministre des Affaires étrangères Mohamed Masmoudi. Avec une fougue souvent brouillonne, ce collaborateur que Bourguiba a toujours appelé affectueusement « mon fils » veut renforcer les liens de son pays avec le Tiers-Monde jusqu'ici par trop négligé à ses yeux. Pour ne plus faire figure de « croisé de l'Occident » selon la propre expression du ministre, la Tunisie s'est désolidarisée pour la première fois en 1971 des positions américaines en votant l'admission de la Chine à l'ONU. L'année suivante, Masmoudi se rend en visite officielle à Pékin et de là à Hanoï, où il annonce le 30 août 1972 l'établissement de relations diplomatiques avec le Nord Viêt Nam au niveau des ambassadeurs. Washington réagit immédiatement et Bourguiba, non seulement ordonne à Masmoudi d'aller à Saïgon, mais fait publier à Tunis une mise au point déclarant que l'établissement de relations diplomatiques entre Tunis et Hanoï ne pourra « être sérieusement envisagé qu'une fois la paix rétablie dans cette partie du monde ».

Le rappel à l'ordre n'est pas de nature à décourager le redoutable diplomate, massif et souriant, aux allures de paysan dont il n'a pas seulement la ruse et l'amour du gain, mais également la volonté têtue. Servi par une énergie débordante et une imagination féconde qui ne le met pas à l'abri des risques, il va, tout en permettant à Bourguiba de satisfaire son besoin de paraître sur la scène internationale, concevoir et mettre en œuvre une politique fondée sur l'idée que la Tunisie, compte tenu de sa dimension et de la modestie de ses ressources, n'a aucun moyen de peser sur les décisions des puissants de ce monde. Convaincu par ailleurs qu'aucune nation ne peut s'abstraire durablement de son environnement, il estime que son pays n'a d'avenir que dans un renforcement de ses liens avec son entourage géopolitique. Avec plus ou moins de cohérence, toute son action va tendre à la réalisation de cet objectif. S'il a longtemps

partagé la piètre opinion qu'a toujours eue Bourguiba des forces politiques de l'Orient arabe, il a changé d'attitude à la faveur du resserrement de ses relations avec les ministres saoudien et algérien des Affaires étrangères Omar Sakkaf et Abdelaziz Bouteflika, et avec le numéro deux du Fatah Abou Iyad. Il n'a progressivement plus d'yeux que pour le monde arabe et le Maghreb, d'autant qu'il y voit la possibilité d'alliances susceptibles de faciliter le jour venu ses prétentions à la magistrature suprême.

Un pas vers Alger

Après avoir un moment caressé l'idée d'un resserrement des liens entre l'Europe et les pays riverains de la Méditerranée notamment en matière de sécurité, Masmoudi opte donc pour une alliance privilégiée avec le voisin de l'Ouest. Après les crises ouvertes du début des années soixante, les rapports entre la Tunisie et l'Algérie se sont progressivement normalisés. Mais, malgré la signature d'une quarantaine d'accords dans tous les domaines et le règlement en 1968 d'un litige frontalier au bénéfice d'Alger, les relations entre les deux voisins dont les choix sont à l'opposé l'un de l'autre n'ont jamais été chaleureuses. Les dirigeants algériens ont pourtant changé depuis la chute en 1965 d'un Ben Bella qui n'avait pas ménagé son soutien à Ben Youssef, mais la nouvelle équipe dirigeante n'a pas abandonné le vieux rêve de faire entrer la Tunisie dans l'aire d'influence d'une Algérie qui se sent taillée pour assumer un *leadership* régional. C'est dans un tel contexte que le chef de la diplomatie tunisienne, estimant que la place de successeur du président lui revient, va s'appliquer à entretenir ce qui constitue à ses yeux deux atouts majeurs : l'appui du puissant voisin et celui du palais de Carthage en la personne de l'épouse du chef

de l'État. À travers Wassila, il peut en effet convaincre plus facilement Bourguiba de tourner davantage la Tunisie vers son « aire naturelle », l'Afrique, le Tiers-Monde et les pays arabes.

Boumediene, on s'en doute, ne peut qu'être ravi d'une telle évolution de la diplomatie tunisienne. C'est ainsi qu'au printemps 1972 ont lieu respectivement et à un mois d'intervalle les premières visites officielles de Boumediene à Tunis et de Bourguiba en Algérie. Étonnamment, le leader tunisien n'avait jamais mis les pieds dans ce pays limitrophe du sien. « La rue algérienne a littéralement explosé », raconte un témoin de l'époque. L'accueil chaleureux réservé par le peuple d'Alger à un Bourguiba ému montre que le Maghreb n'est pas une abstraction pour les populations qui le composent... mais ne fait pas beaucoup avancer les dossiers de coopération qui butent invariablement sur la priorité donnée par les Algériens aux projets grandioses de leur plan. Bourguiba tient, quant à lui, à préserver une stricte égalité entre les deux partenaires. Au début d'une séance de travail qui s'annonce difficile entre les deux délégations, il lance à peine assis à la cantonade : « Alors, il paraît que vous avez du pétrole, la belle affaire ! » Bouteflika éclate de rire, Boumediene aussi, tout le monde s'y met, mais le rapprochement tuniso-algérien n'a guère d'impact sur l'économie tunisienne. Il est vrai que Hedi Nouira fait tout ce qui est en son pouvoir pour s'opposer à l'influence grandissante d'un voisin coupable à ses yeux de vouloir le « déstabiliser » au profit de Masmoudi. « Je ne veux rien avoir à faire avec l'Algérie, rien ! » répète-t-il à l'ambassadeur de Tunisie à Alger.

Cette lune de miel qui suscite tant de méfiance chez le Premier ministre est toutefois mise à mal par la rocambolesque évasion d'Ahmed Ben Salah dans la nuit du 4 février 1973. Purgeant depuis près de trois ans sa peine de dix ans de travaux forcés, l'ancien bras droit de Bourguiba lui a écrit

du fond de sa geôle pour expliquer ses erreurs et demander grâce. Mais le président est sourd aux appels de celui qu'il considère comme le responsable de sa déchéance physique, et ne cache pas à ses proches qu'il veut toujours l'éliminer. Craignant la vindicte de son irascible époux, Wassila fait savoir au docteur Mhamed Ben Salah que son frère emprisonné pourrait être en danger. L'ex-ministre jouit à Tunis de solides complicités et a déjà plus d'une fois pu quitter sa cellule pour rendre visite à sa famille... ou participer à une partie de poker ! Il dispose également de puissants amis à Alger dont le ministre Ahmed Taleb Ibrahimi, et il semble que l'Algérie n'ait pas ménagé son appui logistique à la préparation de l'évasion. C'est ainsi que Ben Salah peut quitter la prison civile de Tunis déguisé en femme voilée, et passer sans encombre la frontière algérienne à partir de laquelle il est aussitôt pris en charge. On le traite comme un hôte de marque à Alger où il dispose d'une villa, d'une voiture et de gardes du corps.

Prenant ainsi sa revanche sur les autorités tunisiennes qui avaient accueilli durant quelques jours le colonel Tahar Zbiri, ancien chef d'état-major de l'ALN et auteur d'un coup d'État avorté en décembre 1967 contre le régime de Boumediene, l'Algérie qui a toujours abrité des opposants tunisiens en profite surtout pour s'assurer une carte supplémentaire à jouer dans la succession de Bourguiba. Si la fuite de Ben Salah ne provoque pas, contrairement aux appréhensions de son entourage, de véritable colère chez le président tunisien, elle introduit un malaise certain dans les relations tuniso-algériennes et entrave quelque peu l'action de Masmoudi vers l'Ouest.

Mais il ne perd pas tout espoir, d'autant que Boumediene reste convaincu qu'il peut profiter du mauvais état de santé de Bourguiba pour faire de la Tunisie un précieux allié dans un Maghreb où les rivalités recommencent à s'exacerber. Le 11 mai 1973, il le rencontre à sa demande dans la ville

tunisienne du Kef proche de la frontière, et lui propose tout de go l'union entre l'Algérie et la Tunisie. « Nouira devint rouge, raconte Masmoudi, Bourguiba marqua sa surprise en se raclant la gorge. Moi je fus ravi. » Le mépris condescendant qu'a toujours éprouvé Bourguiba pour ce « grand escogriffe dédaigneux » doublé de la défiance qu'il voue aux militaires le poussent, alors même qu'il n'est pas au mieux de sa forme, à faire preuve de prudence et à gagner du temps en proposant d'édifier « ensemble une cimenterie, un complexe hôtelier ou un aérodrome ». « Allons, c'est du bricolage », réplique, superbe, Boumediene entre deux bouffées de cigare. « Dîner terne, poursuit Masmoudi. Bourguiba mastiquait, Boumediene fumait et, du côté tunisien, on mangeait pour ne pas avoir à parler. Chacun pensait à l'union proposée, mais personne ne voulait se risquer à s'engager[1]. » Resté seul avec son ministre, Bourguiba se dit comme pour se rassurer : « Je sais bien que les Algériens voudront de moi comme président de cette union, mais ils ne voudront pas demain d'un président tunisien qui ne soit pas Bourguiba. L'Algérie c'est un gros morceau, pense-t-il encore tout haut, avec son Sahara, sa population, son potentiel et son gros ventre, nous risquons d'être engloutis... » La grande Algérie va-t-elle se faire sur le dos de la Tunisie ? La maladie n'ayant pas émoussé sa ruse, le vieux président, comme pour lui montrer qu'il a vu clair dans son jeu, propose le lendemain à Boumediene de céder d'abord le Constantinois à la Tunisie, pour que l'unité puisse se faire ensuite sur un pied d'égalité. « Je vois que la Tunisie n'est pas encore mûre pour l'union », conclut Boumediene. Et chacun de reprendre, sur cet échec, le chemin de sa capitale.

1. Mohamed Masmoudi : *Les Arabes dans la tempête*, éditions J.-C. Simoën, Paris, 1977.

Vers le Maghreb uni ?

Persuadé qu'il n'y a pour l'instant plus rien à tenter du côté d'Alger, Masmoudi se rapproche davantage du voisin du Sud. Après une période de froid qui a succédé au renversement du roi Idriss le 1er septembre 1969 en Libye, les rapports de Bourguiba avec le jeune colonel Kaddafi se sont améliorés sans être pour autant vraiment amicaux. Car le nouveau voisin ne s'encombre guère de précautions diplomatiques pour s'adresser au président tunisien. Lors de la première visite officielle qu'il effectue en Tunisie le 11 février 1971 alors que Bourguiba au plus mal se soigne en Suisse, Kaddafi prononce un discours dans lequel il s'adresse exclusivement au peuple tunisien sans jamais citer le nom du « Combattant suprême ». Présentant son pays comme « un trait d'union entre le Maghreb et le Machrek, fondus dans une même unité qui donnera aux Arabes de l'Atlantique au Golfe persique leur puissance historique », il lance un avertissement : « Tant que la Tunisie sert la cause du monde arabe et de l'islam, elle aura toute la confiance et l'appui de la Libye. » Les Tunisiens, bien que la Libye soit le troisième client de leur pays et lui procure le tiers de ses recettes en devises, ne s'alarment pas outre mesure de cette menace implicite, et accueillent de nouveau le dirigeant libyen en décembre 1972.

Cette fois-ci, Bourguiba est à Tunis, mais il doit restreindre ses activités pour se ménager. Kaddafi a tenu à ce que son emploi du temps comporte un discours devant « les cadres de la nation ». Peu après son arrivée, il prend donc la parole dans la salle comble du plus grand cinéma de Tunis, le Palmarium, et déclare à la stupéfaction générale : « Au cours de mes entretiens avec Bourguiba, j'ai constaté que nous sommes d'accord sur le principe de l'unité arabe et sur la nécessité d'œuvrer pour cet objectif. » À Carthage, Bourguiba fatigué écoute à la radio le discours de son hôte. Il sursaute, ébahi et furieux. Non, il ne peut laisser passer

de tels propos, et se fait immédiatement conduire à Tunis. Souriant, l'écharpe blanche négligemment jetée autour du cou, il fait irruption dans la salle et, d'un geste de la main, fait signe à un Kaddafi interloqué de terminer son discours. Amusé, presque goguenard, il s'empare ensuite du micro pour rappeler d'abord qu'il « ne doit pas [sa] charge au hasard d'une révolution militaire ou d'un coup d'État, mais à une lutte d'un demi-siècle... » Le colonel a pâli. Pendant près d'une demi-heure, un Bourguiba au mieux de sa forme reprend ses thèmes favoris sur l'éternelle désunion des Arabes, sur leur retard technologique, sur l'ineptie des rêves qui veulent remplacer le réel, sur l'incapacité des pays nouvellement souverains à acquérir les moyens d'une véritable indépendance. « Voilà où nous en sommes, conclut-il tonitruant, et nous défions l'Amérique ! »

Kaddafi lui a-t-il proposé une union tuniso-libyenne au cours de leur entretien du 15 décembre comme le confieront plus tard les Libyens à Masmoudi ? Dans son intervention improvisée, Bourguiba annonce en tout cas que le colonel lui a proposé la présidence des deux républiques, pour imputer aussitôt cette offre au « manque d'expérience » du jeune « guide de la révolution ». « Car entre la Tunisie et la Libye, poursuit-il, il existe des liens noués par le voisinage et l'histoire... Leur unité est concevable, mais toute action improvisée aboutirait à un échec. » Il pose enfin le micro, estimant qu'il a suffisamment mouché Kaddafi. Celui-ci esquisse un sourire. Il lui faut se rendre à l'évidence : le vieillard n'est pas fini. Les Tunisiens, quant à eux, se rengorgent : « leur » président reste le meilleur et a donné une magistrale leçon au riche et puissant voisin. Même les libéraux qui font alors figure d'opposants approuvent la cinglante réplique du chef de l'État. En décembre 1972 on est loin, très loin de l'union.

Mais l'année 1973 voit s'effilocher le rapprochement avec l'Algérie. Est-ce pour effacer l'échec du Kef que Bourguiba

se rend le 1er septembre à Tripoli afin d'assister aux fêtes du quatrième anniversaire du coup d'État ? Il semble surtout qu'il ait voulu s'assurer du fiasco de la tentative d'union entre Le Caire et Tripoli. Car malgré le rapprochement qu'est en train d'effectuer Sadate avec l'Occident, il ne tient pas à ce que l'Égypte arrive aux portes de la Tunisie. Kaddafi, malade, est contraint de garder le lit, et Bourguiba assiste sans lui au défilé militaire du 1er septembre. Est-il impressionné par l'imposante puissance de feu de l'armée libyenne, dotée depuis peu des équipements les plus sophistiqués ? Toujours est-il qu'il propose à Kaddafi de « laisser tomber le Machrek et de se tourner vers le Maghreb ». « Vous constaterez, lui dit-il, que nous pourrons faire de grandes choses ensemble. » De retour à Tunis, il annonce sans plus de précisions : « Vous allez assister dans les relations entre les deux pays à des changements dans les prochaines semaines ou au plus dans les prochains mois, y compris pour ce qui touche aux problèmes de l'unité. » Trois jours plus tard, à la tribune des non-alignés à Alger, il fait l'éloge du président libyen et déclare : « Avec les dirigeants maghrébins, avec les présidents Boumediene et Kaddafi notamment, nous pouvons, nous devons réussir nos objectifs communautaires. Nous nous y employons déjà avec autant de conscience que de détermination. »

Propos étonnants de la part de ce vieux contempteur de l'unité ? Pas tant que cela car, si Bourguiba n'a jamais cru en l'union des Arabes, il s'est toujours dit fervent partisan de celle des Maghrébins, et voit dans la possibilité de réaliser un Maghreb à cinq, avec la Libye à l'Est et la Mauritanie à l'Ouest, la plus sûre garantie contre les tentations hégémoniques du Maroc et de l'Algérie. Masmoudi, habité par le rêve unitaire, ne cesse par ailleurs de l'encourager dans cette voie en lui faisant miroiter le rôle qu'il pourrait jouer dans l'édification d'une « confédération des États unis d'Afrique du Nord ». Il n'est pas impossible qu'ébranlé par les propo-

sitions répétées d'unité faites par ses voisins, le doyen des leaders maghrébins ait fini par croire réalisable ce qu'il a toujours considéré comme un objectif lointain. L'histoire en outre s'accélère en cet automne troublé de 1973. L'embargo pétrolier décrété à la suite de la guerre israélo-arabe d'octobre a donné aux pays détenteurs d'hydrocarbures une formidable puissance en révélant à une grande partie de l'Occident sa fragilité. C'est l'esprit préoccupé par cette nouvelle donne que Bourguiba s'envole le 25 novembre 1973 pour Alger où il doit assister au sommet arabe qui y a été convoqué. Les dirigeants présents y déclarent entre autres que la nouvelle arme du pétrole doit être utilisée à bon escient, qu'il ne s'agit pas de « punir » inconsidérément l'Europe, et que les pays africains qui ont fait preuve d'une belle solidarité avec le monde arabe ne doivent pas être pénalisés. Qui mieux que Bourguiba, bien que son pays ne soit qu'un modeste producteur de pétrole, pourrait expliquer cela aux Européens et aux Africains ? Masmoudi l'en persuade et prépare dans la foulée une importante tournée du chef de l'État tunisien en Afrique subsaharienne. A-t-on parlé d'autre chose dans les coulisses du sommet d'Alger ? Masmoudi a-t-il jeté les bases d'un projet autrement plus ambitieux qu'une union par étapes ? Bourguiba semble en tout cas convaincu que les pays dépourvus de matières premières stratégiques n'ont désormais aucune chance de se faire entendre sur la scène mondiale. Faisant escale à la mi-décembre à Paris et à Rome avant d'entreprendre son périple africain, il fait à ses interlocuteurs des promesses sibyllines, leur assurant que grâce à lui, « l'Europe cet hiver n'aura pas froid ».

Comment faut-il comprendre cette phrase étrange ? On y prête en fait d'autant moins d'attention que c'est un homme à nouveau gravement malade qui s'envole pour la Côte d'Ivoire, le Zaïre, la Mauritanie et le Sénégal. Épuisé, tenant à peine debout, le président tient de plus en plus souvent des propos incohérents, à tel point que les ministres qui

l'accompagnent s'arrangent pour le laisser parler le moins possible, craignant qu'il ne se laisse aller à dire quelque énormité. Son entourage appréhende une terrible rechute. À Abidjan, il est si fatigué qu'il s'écroule au beau milieu d'une réception offerte en son honneur par Houphouët-Boigny et demeure alité le reste de son séjour. Masmoudi pour sa part se dépense sans compter, s'informant entre autre auprès des experts tunisiens de la Banque africaine de développement des aspects juridiques de la coopération entre États. Le voyage se poursuit tant bien que mal. Au Zaïre, Mobutu tient à faire visiter à son hôte la toute nouvelle station de radio hertzienne dont il est si fier. « Voyez-vous, explique-t-il, grâce à elle, mes discours peuvent être transmis aussitôt où je veux. » Bourguiba est impressionné. De retour à sa résidence de Kinshasa, il appelle Nouira à Tunis : « Hedi, lui dit-il furieux, ces pays qui n'ont rien fait pour obtenir leur indépendance sont à la pointe du progrès. » Et de décrire longuement sa visite à la station : « Appelle l'ambassadeur des États-Unis ; vois avec lui si on peut avoir une installation similaire. Téléphone à McNamara s'il le faut ! » À l'autre bout du fil, Nouira ne dit mot...

À Dakar, Bourguiba écoute d'une oreille distraite Senghor lui exposer son projet d'Interafricaine socialiste. Oui, il trouve l'idée excellente et est prêt à s'y associer. Mais il a visiblement l'esprit ailleurs et ses collaborateurs ne savent trop s'il pense à quelque projet ou si son cerveau est obscurci par la maladie. Avant de rentrer à Tunis, le président et sa suite font une dernière escale à Alger. Bourguiba fait part à un Boumediene saisi de stupeur de ses impressions de voyage : « Vous vous rendez compte, Si Haouari, j'étais chez ces Noirs, ils ont tout ! Buildings, installations modernes, tout ! Ils n'ont rien fait pourtant ; ils ne se sont pas battus et ils ont tout ça ! » La suite présidentielle n'est pas au bout de ses peines. Le leader angolais Roberto Holden assiste au dîner organisé en l'honneur du président tunisien.

« M. Holden, est-ce que vous mangez les Blancs ? » lui demande tranquillement celui-ci. Un silence glacé lui répond. Les Tunisiens sont au désespoir. Imperturbable, il poursuit : « Je vous demande cela car si chaque Angolais mangeait un Portugais, il n'y aurait plus de colonisation... Moi aussi d'ailleurs je suis un mangeur d'hommes. Masmoudi par exemple ferait un bon plat de résistance. » Puis, se tournant vers le PDG de la Société tunisienne de banque Hassen Belkhodja : « Hassen, lui, un deuxième plat... » Le président jette ensuite un regard circulaire sur les convives et aperçoit le chétif docteur Ahmed Kaabi, son médecin personnel : « Tu crois que tu m'as échappé Ahmed, mais tu feras tout au plus un cure-dent ! » Cruauté bonhomme d'un chef sûr de lui ou liberté de ton qu'autorise l'inconscience de la sénilité ? Les deux sans doute.

Tunis-Tripoli : le mariage des dupes

Rentré à Tunis le 31 décembre, Bourguiba apparaît à ses proches presque aussi défait qu'en 1971. Mais, après un bref repos à Monastir, un programme d'activités particulièrement chargé le conduit à Ksar Hellal, puis dans le Cap Bon où il séjourne du 8 au 11 janvier. Le 7 janvier 1974, le secrétaire particulier de Kaddafi Ahmed Mekasbi téléphone à Masmoudi[1] : le colonel veut entretenir Bourguiba d'une affaire importante et souhaiterait le rencontrer à Gabès, à Jerba ou en tout autre lieu proche de la frontière. Masmoudi ne paraît pas étonné et convient d'un rendez-vous à Jerba. À son avis, dit-il à Habib Chatti, directeur du cabinet présidentiel, Kaddafi veut parler de l'union évoquée par Bourguiba le

1. Tous les témoins directs des événements qui s'étalent entre le 7 janvier 1974 et la rencontre Bourguiba-Kaddafi du 24 janvier à Genève ont été longuement interviewés par les auteurs en 1983 et 1984.

1er septembre 1973 à Tripoli. Quoique extrêmement fatigué et après avoir longuement hésité, le chef de l'État accepte de se rendre à Jerba le 11 janvier, mais le docteur Kaabi préfère le voir passer à son retour du Cap Bon une nuit calme au palais de Carthage avant qu'il ne voyage à nouveau. La rencontre est donc repoussée au samedi 12. Wassila, qui sait mieux que personne s'occuper de son époux, effectue une visite officielle au Koweit et au Liban et, en son absence, l'entourage appréhende la journée qui s'annonce. Va-t-elle bien se passer ? Le président ne risque-t-il pas de s'énerver comme le jour où il est arrivé en toute hâte au meeting du Palmarium ? Masmoudi, lui, a débarqué dans l'île dès le soir du 9 janvier, et dit à son ami Hassen Belkhodja venu avec lui qu'il ne sait rien des intentions du leader libyen.

Il enjoint pourtant aux autorités locales, excitées à l'idée que cette visite pourrait favoriser les investissements libyens dans la région, de réserver aux deux chefs d'État « un accueil digne des grands jours, car l'événement est important ». Le 11 janvier, le gouverneur accompagné des responsables régionaux est en train de déjeuner avec le ministre tunisien des Finances Mohamed Fitouri en visite au village frontalier de Ben Ghardane, quand un motard accourt annoncer que Kaddafi vient d'arriver au poste frontière de Ras Jedir. C'est là en effet que le ministre tunisien le trouve, assis sur une banquette en bois, l'oreille collée à un transistor, attendant tranquillement qu'on vienne le chercher. Le cortège improvisé se dirige aussitôt vers Jerba. Saluant sur le long de la route la foule accourue le voir, Kaddafi s'exclame devant Fitouri : « C'est un seul peuple, mon Dieu ! Un seul peuple ! Nous allons tout confier à Bourguiba et qu'on n'en parle plus ! » À l'entrée de Jerba, Masmoudi est là pour accueillir le président libyen qui le fait monter dans sa voiture. De quoi parlent les deux hommes ? Masmoudi dira plus tard qu'ils ont évoqué un projet de conférence internationale sur les matières premières. Comme lors de la rencontre du Kef

avec Boumediene, l'attitude de ce ministre chevronné ne laisse pas de surprendre : il affirme cette fois encore qu'il n'a pas cherché à sonder les intentions de son interlocuteur pour pouvoir en informer son président.

L'hôte de la Tunisie logé à l'Ulysse Palace n'assiste pas au dîner préparé en son honneur, et demande qu'on lui apporte « du lait, des dattes et du papier » pour qu'il puisse se consacrer à la réflexion. Masmoudi va passer la soirée au Club Méditerranée pour y jouer aux cartes. À son retour, tard dans la nuit, à l'hôtel, rencontre-t-il le « guide » libyen qui est également un noctambule ? Bien que sa chambre soit située à deux pas de celle de Kaddafi, il affirmera que non. Il sait pourtant que « le document » a été préparé ce soir-là.

Le lendemain, Kaddafi en grande tenue d'officier va accueillir à l'aéroport Bourguiba censé pourtant être la puissance invitante. Le président descend de l'avion accompagné de Habib Chatti, de son ministre de l'Intérieur Tahar Belkhodja et du directeur du PSD Mohamed Sayah qui s'est vu désigner un siège dans l'appareil alors qu'il venait saluer le chef de l'État à l'aéroport de Tunis. Celui-ci n'est pas au mieux de sa forme et paraît à la fois tendu et absent. Les applaudissements de la foule qu'on a massée sur son parcours semblent le revigorer un peu. Le cortège à peine arrivé à l'hôtel, Kaddafi lui fait savoir qu'il désire s'entretenir avec lui en tête-à-tête. Les familiers du président sont inquiets. Connaissant « l'état de faiblesse de Bourguiba, se souvient l'un deux, ses trous de mémoire, sa fragilité aggravée par les efforts fournis les jours précédents », Chatti et Laouiti essayent de l'en dissuader. « Pourquoi un tête-à-tête ? » ne cesse de répéter Laouiti. « Il veut me voir seul ? Eh bien j'y vais », dit Bourguiba. Les deux hommes s'enferment dans une salle désaffectée de l'établissement. L'atmosphère de cet hôtel, au bord de la plage déserte en ce mois de janvier, a quelque chose d'irréel. Qu'est-il en train de s'y tramer, un

moment d'histoire ou une comédie de mauvais goût ? Les deux délégations paraissent étrangement désœuvrées.

Après trois quarts d'heure de huis-clos, le chef du protocole invite les ministres à rejoindre les deux chefs d'État. « Félicitez-vous, dit Kaddafi. Nous avons signé l'union. Bourguiba est désormais notre président à tous. » Ce dernier tend une feuille de papier manuscrite à Masmoudi : « La graphie était orientale, racontera plus tard le ministre. C'était l'écriture de Kaddafi. » Les six Tunisiens présents et les deux compagnons de Kaddafi, Mustapha Kharroubi et Moktar Karoui, apprennent que « le "Combattant suprême" répondant à l'appel de l'unité arabe... a signé avec le colonel Kaddafi la proclamation de l'union. » Les deux pays n'en feront plus qu'un qui prendra le nom de « République arabe islamique », et sera doté d'une seule constitution, d'un seul drapeau, d'un seul président, d'une seule armée, du même pouvoir législatif, exécutif et judiciaire. L'accord prendra effet dès qu'il aura été approuvé par référendum dans les deux pays. Seule la date de celui-ci reste à fixer. Kaddafi voudrait qu'on l'organise simultanément en Tunisie et en Libye pour le 25 janvier qui correspond au Premier de l'an hégirien. Sayah, obnubilé par les dates anniversaires de l'itinéraire bourguibien, propose de l'avancer au 18 janvier.

Personne n'a réagi à l'annonce de la stupéfiante nouvelle. Tous les Tunisiens présents seraient-ils donc d'accord ? Masmoudi, lui, a bruyamment applaudi et apparaît sans conteste comme le héros du jour. « Il n'y a plus qu'à réciter ensemble la fetiha », conclut l'un des témoins. L'assistance sort peu à peu de son mutisme comme si quelque invisible génie l'avait tout à coup délivrée d'un sort, et une fois les deux présidents sortis, semble prise de fièvre. Le hall de l'hôtel s'est rempli de Tunisiens venus aux nouvelles : tandis que certains sautent de joie, d'autres se répandent en invectives contre cette incroyable mise en scène. Chez les responsables, les réactions sont mitigées. Avant de courir rejoindre Bourguiba dans sa

chambre, Laouiti hurle à ses compatriotes à travers le hall : « Prenez vos responsabilités ! » Tahar Belkhodja court téléphoner à son ministère pour ordonner qu'on empêche tout mouvement de foule dans le pays. Chatti suit Kaddafi qui a emporté l'original de l'acte d'union et demande à en avoir une copie, avant que ce dernier n'aille s'enfermer en compagnie du seul Masmoudi. Le leader libyen veut travailler à la formation du gouvernement. Masmoudi plaide qu'il y a plus urgent à faire et assure que la présentation d'une liste de personnalités risque de provoquer chez ses collègues plus de controverses que l'union elle-même. Il en profite tout de même pour y placer quelques-uns de ses amis. Mais la plupart des postes clefs y sont détenus par des Libyens : si Bourguiba est président, Kaddafi est vice-président et chef d'état-major des armées et ses compatriotes se voient confier les portefeuilles de l'Intérieur, du Pétrole, du Trésor, du Commerce, de l'Information, de l'Éducation. Mis à part le poste de chef du deuxième bureau attribué au lieutenant Zine El Abidine Ben Ali, les Tunisiens sont relégués dans des ministères de second rang ou inconnus du système tunisien.

Au début de l'après-midi, Bourguiba fait sa sieste et Kaddafi est allé se promener sur la plage. Les Tunisiens se réunissent entre eux. La rumeur de la constitution du gouvernement accentue le trouble. Plus que réservé sur le coup de théâtre du matin, Chatti énumère les obstacles qui empêchent la réalisation d'une telle union, du référendum qui n'est pas prévu par la Constitution tunisienne jusqu'à la couleur du nouveau drapeau – vert frappé du croissant et de l'étoile rouges qui fait trop penser à celui de la Turquie. En juriste, Mohamed Fitouri se demande comment concilier deux conceptions du droit aussi différentes que celle de Tunis et de Tripoli, et s'interroge sur l'avenir du Code tunisien du statut personnel. Masmoudi, lui, assure que la signature du chef de l'État est la meilleure garantie constitutionnelle

et tente de convaincre ses collègues que l'union ouvre des perspectives extraordinaires aux deux pays. C'est d'ailleurs cet argument que développe Bourguiba face à ses collaborateurs venus le rejoindre. « Nous l'avons trouvé, raconte un témoin, très ému, mais avec des idées claires et précises sur la construction du futur État dont il serait le président et qui couronnerait sa carrière puisqu'il constituerait la première étape de la construction du grand Maghreb. Il a également parlé de la complémentarité des deux pays et des possibilités de progrès offertes à la Tunisie. » Aucun adversaire de l'union n'ose donc faire état de ses réticences. En bas, les valets s'affairent pour transformer le restaurant en salle de cérémonies : on y signera solennellement dans l'après-midi l'acte d'union. Masmoudi a averti la radio qui demande aux Tunisiens d'être à l'écoute à 16 heures pour « une importante nouvelle ». Il a également chapitré les dirigeants régionaux du parti : « Lorsque Kaddafi tiendra la main de Bourguiba et qu'ils signeront ensemble le document, la salle doit crouler sous les applaudissements. »

Le ministre a fort à faire : il est le seul à être assis à la tribune où se tiennent les deux chefs d'État. Bourguiba lui demande de lire la déclaration d'union au micro, ce qu'il fait avec un plaisir évident. Les deux présidents y apposent ensuite leur signature, tandis que l'assistance entonne l'hymne tunisien de la lutte pour l'indépendance. Bourguiba esquisse alors le geste de se lever quand Kaddafi lui tend la liste des membres du nouveau gouvernement. Il la parcourt, paraît hésiter, tandis que Masmoudi se penche vers les deux leaders. Le conciliabule intrigue l'assistance. Il semble que la liste pose quelques problèmes : Tahar Belkhodja y est en effet inscrit comme ministre de la Défense, mais Bourguiba insiste pour qu'il conserve le portefeuille de l'Intérieur. La feuille sur laquelle sont inscrits les noms des responsables choisis par Kaddafi est toutefois paraphée par les présidents. Tout est fini et le chef du nouvel État peut s'embarquer

pour Tunis avec ses collaborateurs, sauf Masmoudi qui doit raccompagner Kaddafi à Tripoli. Le Libyen insiste pour que Tahar Belkhodja l'accompagne aussi afin de mettre en forme les modalités du référendum. Le ministre de l'Intérieur se récuse en invoquant d'urgentes obligations.

... Et le divorce

Le rideau tombe sur le premier acte de l'union tuniso-libyenne. Le second acte qui s'ouvre dans l'avion volant vers Tunis sera tout aussi rocambolesque. Bourguiba est assis seul dans la première rangée de l'appareil. Habib Chatti et Tahar Belkhodja discutent à l'arrière du moyen de reculer l'échéance du référendum. Le premier s'approche du président : la date du 18 janvier est impossible à respecter argumente-t-il, car il faut d'abord faire voter une réforme constitutionnelle. « Mais j'ai signé ! » dit Bourguiba. Tahar Belkhodja arrive à la rescousse et le convainc que le 20 mars est une date tout aussi chargée de symbole. À sa descente d'avion, le président annonce un référendum « pour le 18 janvier ou pour une date ultérieure qui pourrait être le 20 mars ». Arrivé à Carthage, il s'entretient au téléphone avec Boumediene et lui propose de rejoindre l'union, puis, à 20 heures, il appelle Masmoudi à Jerba : « Les Algériens ne marchent pas, lui dit-il. J'ai eu Boumediene. Il m'a dit que ce n'est pas comme ça qu'on fait les unions et a ajouté avec arrogance : "Je ne prends pas le train en marche." » Entre-temps, Wassila est entrée en scène. Si elle a toujours appuyé la politique d'alliance avec les voisins menée par le ministre des Affaires étrangères, elle n'a jamais imaginé qu'il puisse aller si loin, et n'a nulle intention de laisser la Tunisie et sa classe politique se laisser dévorer si facilement par le vorace Libyen. Aussitôt après avoir appris ce qui s'était passé

à Jerba, elle a téléphoné à Alger où elle sait trouver des alliés chez les responsables furieux de s'être laissés doubler et inquiets de l'émergence soudaine d'une puissance maghrébine de l'Est. « Bourguiba ne croit qu'en la force. Si on le menace, il cède », leur aurait-elle dit.

Ce même 12 janvier décidément fertile en rebondissements, Hedi Nouira, l'autre grand absent de Jerba, arrive dans la soirée à Paris, venant de Téhéran où il a effectué une visite officielle. C'est dans la capitale française qu'il apprend la nouvelle de l'union. Atterré, cet homme d'ordinaire si froid annonce immédiatement à son entourage son intention de démissionner. Arrivé à Tunis dans la nuit, il rejoint Tahar Belkhodja et Habib Chatti chez ce dernier pour mettre au point un véritable plan de bataille afin de faire échouer ce que les trois hommes appellent un « coup d'État » de Masmoudi. Le Premier ministre connaît trop bien Bourguiba pour l'attaquer de front. Au matin du 13, il lui fait valoir deux arguments auxquels il se tiendra tout le temps que durera la crise : on ne peut faire fi de la réaction algérienne ; pour calmer Alger, il faut gagner du temps vis-à-vis de Kaddafi en avançant que le référendum ne peut avoir lieu sans une réforme préalable de la Constitution. « Mais Kaddafi ne sait rien de cette histoire de Constitution », s'exclame Bourguiba. Nouira propose alors que Chatti et Belkhodja partent immédiatement à Tripoli puis à Alger. Kaddafi qui s'est empressé de faire imprimer les bulletins de vote du référendum et de faire confectionner des drapeaux de la nouvelle république, se montre surpris que les Tunisiens se soient rendus compte si tard de l'obstacle constitutionnel et avertit les émissaires que la seule chose qui compte à ses yeux est la signature de leur président au bas du document. À Alger, Boumediene semble avoir pris bonne note des conseils de Wassila. Tandis qu'il refuse de recevoir les deux Tunisiens, Bouteflika ne leur cache pas que les troupes algériennes ont été mises en alerte.

Le Libyen pour sa part est fermement décidé à contrer par les grands moyens les hésitations inattendues de Tunis et, n'ayant guère plus d'imagination en matière de riposte qu'en matière d'union, il veut rééditer vers son voisin du Nord la « marche populaire » qu'il a lancée sans succès sur Le Caire en juillet 1973. Cela lui paraît d'autant plus facile que la population du Sud tunisien est plutôt favorable à l'union et l'a chaleureusement applaudi peu de jours auparavant. Afin d'endormir toute méfiance chez les Tunisiens, il téléphone à Bourguiba pour lui annoncer l'envoi d'une « délégation ». En fait, mobilisés pour la circonstance, les « comités populaires » dirigent des milliers de manifestants vers le poste frontière de Ras Jedir. Tunis est immédiatement averti et le ministre de l'Intérieur, craignant que la pression ne se transforme en véritable invasion, donne des ordres formels : aucun Libyen ne doit passer la frontière, quitte à faire appel pour les contenir à la garnison de Gabès.

C'est que, dans la capitale tunisienne, les adversaires de l'union commencent à prendre le dessus. Nouira est revenu à la charge auprès de Bourguiba dès le 14 janvier, insistant sur la nécessité de respecter les procédures institutionnelles dont la Tunisie s'enorgueillit à juste titre. « Mais cela demande du temps ? » s'inquiète le président. « Il faut le prendre, réplique le Premier ministre, ce ne sont pas les dates historiques qui manquent. Pourquoi ne pas organiser un référendum pour le 1er juin ? » « Bon, bon, voyez ça », cède Bourguiba. Arrivé le matin même à Tunis, Masmoudi accourt à Carthage. Au moment où il entre dans le bureau du président, celui-ci est en train de répéter au téléphone à Kaddafi les arguments que vient de lui servir Nouira mais, devant l'insistance de son interlocuteur, il cède à nouveau et promet de maintenir la consultation pour le 18 janvier. Masmoudi plaide dans le sens du leader libyen : « Vous avez accompli un geste historique, M. le président. Aucun argument juridique ne peut résister à cela... Vous pouvez dépasser le cadre étroit des institutions

pour prendre rendez-vous avec l'Histoire. » Troublé, Bourguiba autorise Masmoudi à faire une déclaration annonçant le référendum pour le 18 janvier. Mais le Premier ministre, alerté, accourt au palais, décidé cette fois à en finir : ce sera lui ou Masmoudi, dit-il en substance au président, déclarant qu'il ne travaillera plus, quoi qu'il arrive, avec ce dernier. Bourguiba, qui ne sait plus trop où il en est, cède devant la détermination de son Premier ministre et nomme Habib Chatti au ministère des Affaires étrangères.

Malgré quelques ultimes péripéties, la République arabe islamique a vécu. L'offensive conjointe de Nouira et de Wassila qui, pour une fois, ont fait cause commune devant le danger qui les menaçait, a eu raison de Masmoudi et du réel attachement du leader tunisien à l'idée d'union. Ils ont été, il est vrai, puissamment aidés par la réaction algérienne et surtout par l'inquiétude qui s'est emparée des capitales occidentales. À Washington comme à Paris et ailleurs en Europe, on a accueilli la nouvelle de l'union avec stupeur. Comment Bourguiba le modéré, l'américanophile, le rationaliste, a-t-il pu faire alliance avec un Kaddafi déjà considéré à l'époque comme un original belliqueux dont il convient de se méfier ? On n'est pas loin de penser que la maladie a réellement atteint les facultés du chef de la Tunisie. Celui-ci était loin de s'attendre à une telle réaction et pensait plutôt que le nouvel et riche État dont il s'apprêtait à prendre la tête lui donnerait une place à sa mesure sur la scène internationale. La réprobation d'un Occident à l'opinion duquel il tient tant le désespère. Aurait-il donc commis une bévue ? Il n'en est pas encore tout à fait convaincu. Dans les jours qui suivent, il n'ose ni dénoncer publiquement l'union ni la défendre devant ses concitoyens.

L'épilogue de cette étrange aventure finit pourtant par avoir lieu le 24 janvier à Genève. Wassila a accompagné le président qui, depuis 1971, va régulièrement se soigner en Suisse. Le 24, elle apprend que Kaddafi est attendu à Genève

le jour même. Elle avertit aussitôt Chatti et Nouira demeurés à Tunis. Celui-ci décide de partir immédiatement pour les bords du lac Léman accompagné de tout ce que le pays compte de responsables opposés à l'union. Pour que Kaddafi ne puisse rien en savoir, ils quittent Tunis dans un avion spécial. Outre Nouira, il y a là Chatti, le ministre du Plan Mansour Moalla, le ministre de l'Éducation nationale Mohamed Mzali, le secrétaire général de l'UGTT Habib Achour et celui de l'organisation patronale Ferjani Bel Haj Ammar, ainsi que le président de l'Assemblée nationale Sadok Mokaddem, tandis que le ministre de l'Économie Chedli Ayari qui est à Paris est prié de rejoindre Genève de toute urgence. Bourguiba a déclaré à son entourage qu'il voulait aller accueillir Kaddafi à l'aéroport. Nouira et Wassila s'y opposent ; il propose sans plus de succès de l'inviter à dîner. Le colonel qui espérait bénéficier de l'effet de surprise pour « retourner » Bourguiba en sera pour ses frais, d'autant que Wassila enjoint à son époux de ne pas intervenir quand il sera là et de laisser parler ses ministres. L'entrevue entre les deux chefs d'État se déroule donc en présence de la délégation tunisienne. En costume et pull-over à col roulé noirs, Kaddafi arpente nerveusement le salon. « N'est-ce pas vous, explose-t-il en pointant un doigt accusateur sur Bourguiba, qui m'avez demandé de signer immédiatement ? Que se passe-t-il ? Je ne comprends pas. » Le Libyen affirme en effet qu'à Jerba, il avait donné un délai de réflexion de deux mois à son homologue tunisien. « Nous sommes toujours d'accord, simplement il faut revoir la Constitution. Ils vont vous expliquer », répond celui-ci visiblement gêné. « Qu'est-ce que toutes ces objections sur le référendum, le nom du nouvel État, le statut de la femme ? Tout cela n'est pas important. Qu'on cesse de couper les cheveux en quatre et qu'on aille de l'avant. C'est bien votre signature ? Vous êtes bien le chef de l'État ? Je vous demande de respecter vos engagements. » Bourguiba a l'allure d'un sphinx. Nouira, le

visage congestionné, essaye d'intervenir. Wassila, assise de façon à n'être pas vue de son époux, fait amicalement signe à Kaddafi de se calmer. Sadok Mokaddem prend la parole comme on se jette à l'eau. « Vous êtes docteur en quoi ? » lui demande ironiquement Kaddafi. « En médecine », répond l'interpellé. Kaddafi éclate de rire : « Que comprenez-vous à la Constitution ? Vous n'êtes pas docteur en droit que je sache. Il y avait des juristes à Jerba qui n'ont pas réagi. » Achour l'interrompt : « Vous avez conclu avec Bourguiba un accord. Vous avez réparti les fonctions comme vous l'avez voulu. Les peuples n'ont pas été consultés. L'union n'est possible que s'ils sont d'accord. »

Ulcéré, Kaddafi prend congé. Surprenant alors tout le monde, Bourguiba l'invite à déjeuner pour le lendemain. Le Libyen, lui, veut comprendre : vers 23 heures, il demande à Mansour Moalla et à Mohamed Mzali de venir le rejoindre à son hôtel. « Parlez-moi sincèrement, leur dit-il. Que se passe-t-il ? Qu'est-ce qui a fait changer Bourguiba d'avis ? Les Américains ont-ils fait pression sur vous ? » Le déjeuner du lendemain est aussi expéditif qu'infructueux. Mais Wassila et Nouira continuent de craindre que Kaddafi ne lance une nouvelle offensive en direction d'un Bourguiba qui a montré à quel point il pouvait être influençable. Ils décident donc que chaque ministre viendra séjourner à tour de rôle auprès de lui tout le temps que dureront ses vacances à Gstaad. Kaddafi n'aura plus l'occasion de le rencontrer. L'union tuniso-libyenne est cette fois-ci bel et bien enterrée.

Malgré sa brièveté, le caractère inédit de cet épisode de la carrière de Bourguiba mérite qu'on s'y arrête un moment. Comment l'homme qui se montrait si sceptique en 1972 à l'égard des unions entre États, « produits des impasses idéologiques du monde arabe », a-t-il signé le pacte de Jerba ? Car s'il est vrai qu'il a été longuement travaillé au corps par un Masmoudi, *deus ex machina* de la fusion pour des raisons

à la fois idéologiques et personnelles, s'il est vrai que son déplorable état de santé a facilité la tâche du ministre des Affaires étrangères, Bourguiba a cru un moment en l'union et a même tenté de la sauver à Genève avant que son entourage ne la fasse définitivement capoter. Les Arabes, qu'il a souvent traités de « Bédouins sans avenir », soumettent alors à leur loi pétrolière un Occident qui symbolise à ses yeux le progrès. Il est par ailleurs indéniable que la Libye et la Tunisie sont humainement et économiquement complémentaires et que leur rapprochement peut faire pièce à la gourmandise algérienne. Dans la seule interview qu'il ait donnée à ce sujet au lendemain de la signature de l'accord, Bourguiba a insisté sur ce point : « Les raisons qui nous ont conduits à cette union relèvent de divers ressorts complémentaires les uns des autres. Elle permettra à nos pays réunis d'occuper une place bien plus importante dans le concert des nations. Bien entendu, cela suppose un travail d'organisation, de structuration de longue haleine. Nous pensons nous y atteler dans les plus brefs délais. » Mais surtout, ayant de sa personne et de sa stature historique la plus flatteuse opinion, il a toujours pensé que la Tunisie était un théâtre d'opérations trop étriqué pour lui. Or, ce fameux 12 janvier, Kaddafi « me promettait des routes, de l'argent, du pétrole, je ne sais quoi. Et bien oui, j'ai signé ! » avouera-t-il six ans plus tard sur le ton d'un homme qui a cédé à la tentation. Il pensait par ailleurs, non sans quelques bonnes raisons, qu'une Tunisie forte de six millions d'habitants et solidement structurée serait, contrairement aux apparences, le partenaire le plus puissant de l'alliance.

Mais si, malgré ce qu'on a pu en dire, l'idée d'union n'était pas pure folie, les circonstances et les suites de l'entrevue de Jerba confirment aux Tunisiens et révèlent au monde à quel point le président tunisien a vieilli. Ce stratège qui, au long de sa carrière, a toujours tenu compte de la complexité des situations, ne parvient plus à maîtriser tous les paramètres

d'une conjoncture politique. Il n'a prévu aucune des réactions suscitées par sa signature, et il faut voir dans les réserves exprimées par les pays occidentaux une raison essentielle de sa reculade : puisque l'Occident n'a pas compris sa démarche, il ne peut choisir Kaddafi contre lui. Ayant comme à l'ordinaire besoin de boucs émissaires, il rendra Masmoudi d'abord, puis le maître de Tripoli responsables de la relative dégradation de son image internationale et, malgré quelques tentatives de réconciliation, son animosité à l'égard du jeune et encombrant voisin ne se démentira plus. L'échec d'une union totalement utopique sous la forme imposée par Kaddafi a également montré que Bourguiba n'est plus assez puissant ni assez sûr de lui pour imposer ses décisions à une équipe dirigeante qui, au-delà des intérêts de la Tunisie, a fait de cette aventure le second épisode d'une guerre de succession qui commence à s'exacerber, l'état de santé du chef de l'État aiguisant les appétits des prétendants en lice. Enfin, et ce n'est pas le moins important, on découvre à cette occasion que les deux puissants voisins sont devenus un élément constitutif de la politique intérieure tunisienne en se servant, pour accroître leur influence, des rivalités qui déchirent le sérail. Au lieu d'être le coup d'éclat couronnant une carrière, Jerba a finalement servi à révéler la fragilité d'un homme.

L'auto-célébration

En Tunisie même, on a déjà pris la mesure de cet affaiblissement. En ces premières années soixante-dix, les Tunisiens prennent à la fois conscience qu'ils sont entrés en gérontocratie mais que l'âge de leur chef, s'il diminue ses facultés, accroît en revanche sa tendance au despotisme. Années sans grand panache et sans projets, où Bourguiba, il le montre à

Jerba, n'a plus la force de façonner l'avenir et se complaît de plus en plus dans l'évocation de son passé. Son histoire personnelle résume à ses yeux celle de la Tunisie tout entière. C'est pourquoi, à la rentrée universitaire d'octobre 1973, il décide de donner une série de conférences sur « l'Histoire du mouvement national » dans le cadre des cours dispensés par l'Institut de presse et des sciences de l'information. Pendant trois mois, tous les vendredis, membres du gouvernement, dignitaires du régime, professeurs et étudiants sont conviés à écouter pendant plusieurs heures le chef de l'État parler de lui-même. Ses prestations sont transmises l'après-midi à la radio et le soir à la télévision. Ne manquant pas un épisode de ce feuilleton d'un nouveau genre, tout le pays apprend ainsi comment Bourguiba réécrit à sa façon l'histoire.

Elle commence par « Je suis né avec le siècle... » pour s'achever quelques semaines plus tard sur « Fasse la Providence que je vive encore dix ans... » Avec une maîtrise consommée de toutes les ficelles de la communication, il élève ainsi sa mégalomanie au rang de référence historique. Le but de ses conférences, annonce-t-il, est « de faire connaître Bourguiba, de se pénétrer de la personnalité de celui qui a été le promoteur du mouvement qui a conduit le pays à l'indépendance ». Théâtralisant les épisodes les plus anodins de sa vie, il découvre dans son ascendance ou dans les péripéties de son enfance embellies pour la circonstance les signes prémonitoires de son exceptionnel destin. Chacune de ses actions est proposée comme sujet de méditation édifiant à ses concitoyens. Au fil des semaines, il campe ainsi son mythe : il a été le plus fort parce que le plus intelligent et le plus courageux. Il a triomphé des situations les plus inextricables et surtout de ses compagnons, qui tous, sans exception, l'ont trahi. Car, pour parfaire l'image qu'il veut donner de lui-même, il a besoin d'être le seul acteur de l'histoire. Pas un de ses collaborateurs n'échappe à ses sarcasmes, y compris ceux qui se sont montrés les plus fidèles et les plus

dévoués. Avec une âpreté blessante, il les couvre d'insultes, n'hésitant pas à dévoiler leurs faiblesses intimes ou à refaçonner les événements à sa manière pour se montrer sous le jour le plus favorable.

Avec une dureté qui ne l'empêche pas de s'apitoyer sur lui-même, il justifie ses actes les plus contestables : « J'ai récemment recommandé, dit-il à propos des assassins de Ben Youssef, qu'on me présente ces deux volontaires pour que je les décore en récompense de leur geste qui a débarrassé la Tunisie de cette vipère. » Il appelle à la violence contre les collaborateurs jugés félons : « Je le dis à la population... Si un homme pareil se présentait à vous [il s'agit d'Amor Chéchia, proche d'Ahmed Ben Salah et condamné en même temps que lui], la seule façon de l'accueillir est de le cribler de balles[1]... » Comment peut-il parler ainsi ? Il est convaincu d'en avoir le droit puisque, selon lui, « des génies de la stature de Bourguiba ne courent pas les rues. Il est né d'un miracle de la nature qui ne se multiplie pas souvent au cours des siècles. » Tout ce qui se rapporte à sa personne, à son anatomie même, est donc digne d'intérêt. « Je vous avais dit, rappelle-t-il dans une de ses causeries, que j'avais des raisons de penser que j'étais stérile... Je n'ai en effet qu'un seul testicule. » L'énormité de la confidence n'ayant pas provoqué de mouvement dans la salle, il poursuit imperturbable : « Il m'a été donné de constater le même phénomène chez mon fils. »

Pour la première fois depuis qu'il gouverne, Bourguiba fait rire à ses dépens. Mais s'ils se délectent de cet étonnant spectacle, les Tunisiens sont gênés de découvrir que le chef qu'ils respectaient naguère devient ridicule. Un seul homme a osé réagir à son interprétation étonnante de l'histoire. Suivant devant sa télévision les propos de son ancien

1. Le même homme sera nommé quelques années plus tard avec la bénédiction de Bourguiba, directeur d'une société d'État, puis directeur général des prisons avant d'être envoyé comme ambassadeur au Qatar.

compagnon, Mahmoud Materi ne cesse de s'écrier : « Mais il ment ! » et, dans une longue lettre ouverte, il dément point par point la version donnée par Bourguiba des événements d'avril 1938. S'adressant au chef de l'État comme à un égal, ce que personne ne fait plus depuis bien longtemps, il l'invite à faire preuve au soir de sa vie de plus de modestie et de plus de sagesse. Mais, cuirassé dans sa légende, ce dernier ne peut plus rien entendre. Cela ne l'empêchera pas, comme il l'a fait après le décès de Mongi Slim en 1969, d'envoyer perquisitionner chez Materi, dans les mêmes circonstances, afin de récupérer tous ses documents personnels. Car il est des archives qui peuvent malmener certains mythes...

On comprend dès lors qu'il ne supporte plus aucune contestation de sa personne. L'« atteinte au prestige du chef de l'État » devient un chef d'inculpation presque aussi grave que le « complot contre la sûreté de l'État » découlant de plus en plus souvent de la « diffusion de fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public ». De mars 1973 à la fin de 1975, la Cour de sûreté de l'État prononce de lourdes peines de prison contre des centaines d'étudiants jugés coupables de tels délits. Quand elle se montre à son goût trop clémente, Bourguiba lui enjoint sans ménagements de faire preuve de plus de sévérité : « Il s'agit, rappelle-t-il aux magistrats, d'une action subversive par voie de tracts propres à provoquer des troubles, à déclencher des grèves d'étudiants ou d'ouvriers... » Il va même plus loin en décidant le 22 avril 1973 d'annuler purement et simplement la grâce qu'il avait accordée trois ans plus tôt à cinq étudiants condamnés en 1968 à dix ans de travaux forcés, et de les jeter de nouveau en prison sans autre forme de procès. Il déteste ces jeunes gens qui ont souvent transformé leur procès en réquisitoire contre le pouvoir personnel. Pour conjurer le « mal », le régime autorise toutes les formes de répression y compris la plus abjecte, la torture. Ce n'est pas seulement l'opposition ouverte qui doit être réprimée, mais toutes les

manifestations, y compris les plus bénignes, de la critique : après que Bourguiba eut une nouvelle fois réprimandé les magistrats en leur déclarant que « les délits relevant de la loi sur la presse ne semblent pas recevoir les sanctions sévères qu'on est en droit d'attendre des magistrats qui ont eu à en connaître », un nouveau Code de la presse beaucoup plus restrictif que celui qui était en vigueur est promulgué en avril 1975. L'ancien et brillant journaliste des années trente semble fort bien s'accommoder de la désespérante langue de bois dans laquelle les plumitifs du régime chantent ses louanges. Dix-neuf ans après l'indépendance, la liberté est encore plus qu'avant considérée par le chef de la Tunisie comme une exigence secondaire. Aussi, en 1975, fait-il intervertir l'ordre des mots dans la devise du pays : de « Liberté-Ordre-Justice », celle-ci est transformée en « Ordre-Liberté-Justice ».

La présidence à vie

Parallèlement, s'appuyant sur l'aile dure du PSD qui ne peut qu'y gagner, il n'a de cesse d'effacer les dernières traces du vent de contestation qui avait soufflé en 1970-1971. Dès le lendemain du congrès de Monastir, il avait déclaré que « ce qu'un congrès fait, un autre congrès peut le défaire ». Il lui faut trois ans pour atteindre cet objectif et mettre officiellement fin au temps des « oui mais ». Il entreprend d'abord d'enterrer définitivement les projets de réforme constitutionnelle, principal cheval de bataille des libéraux. Après avoir accepté sur les instances du Premier ministre, puis repoussé sous l'influence de Wassila l'institution d'une vice-présidence dont le titulaire succéderait au président en cas de vacance du pouvoir, il fait part le 27 mars 1973 à l'Assemblée nationale de sa nette préférence pour la formule

du Premier ministre dauphin constitutionnel, et fait les plus expresses réserves sur le projet de limitation des pouvoirs du président par l'Assemblée. Deux semaines plus tard, le 12 avril, il revient sur le sujet en insistant sur la nécessité d'imposer « des limites à la démocratie », car sa mission de conduire le peuple vers une maturité qui lui fait encore défaut n'est pas terminée. « L'unité véritable, dit-il, c'est l'unité autour du président Bourguiba », et il balaye d'une phrase l'idée d'instituer la procédure de motion de censure qui n'est qu'« une atteinte au domaine réservé du chef de l'État ». « En ce qui me concerne, ajoute-t-il, bien qu'âgé de 70 ans, je me sens en pleine forme et j'ai l'intention de me présenter aux élections présidentielles de novembre 1974. » Citant les exemples de Franco et de Tito, il déclare « qu'il faut laisser le chef de l'État sortant briguer les suffrages des citoyens sans limitation du nombre des mandats ». Mais, selon la Constitution, un même homme ne peut remplir que quatre mandats successifs. Plutôt que de réformer la loi fondamentale, il voudrait que l'Assemblée nationale prenne une décision exceptionnelle en le nommant président à vie.

Son parti, redevenu une machine bien disciplinée, va se charger d'en faire la proposition aux députés. Bourguiba juge en effet le moment venu de convoquer le IXe congrès d'un PSD rentré dans le rang. Comme pour annuler jusqu'au souvenir de celui de 1971, le congrès dit « de la clarté » se tient du 12 au 15 septembre 1974 à Monastir. Les délégués votent d'abord sagement l'exclusion définitive du groupe des libéraux simplement suspendus depuis 1971, ainsi que celle de Mohamed Masmoudi confiné dans une totale disgrâce depuis la déconfiture de l'union tuniso-libyenne. Les débats monocordes, l'unanimisme caractérisant la prise de décisions, le raidissement de l'appareil attestent que l'espoir de voir le vieux parti retrouver un nouvel élan a bien vécu. Répondant au vœu clairement exprimé par Bourguiba, le congrès approuve la désignation par le chef de l'État de son

successeur et demande à l'unanimité que Bourguiba soit nommé président à vie. En attendant que l'assemblée entérine ce qui ressemble fort à un ordre, ce dernier se fait élire le 7 novembre 1974 pour un quatrième mandat à la tête de l'État... avec 99,98 % des suffrages. Cet admirateur de l'Occident sait s'éloigner des modèles qu'il propose dès lors que c'est de son pouvoir qu'il s'agit. Le 18 mars 1975, l'Assemblée nationale nomme Bourguiba président à vie de la République tunisienne. Le système politique se fige autour d'un autocrate placé au-dessus des lois.

Un président à éclipses

Un chef trop vieux pour un pays nouveau

Désormais Bourguiba a ses jours, sinon ses heures. À tel ambassadeur ou ministre, il paraît vieilli, évasif, geignard, préoccupé par ses insomnies, sa vue qui baisse ou un régime alimentaire trop draconien à son goût, hanté par son rôle dans l'histoire de son pays qu'il ressasse d'une voix rauque rendue souvent inintelligible par les chevrotements et les hésitations. D'autres, parfois les mêmes, le trouvent le lendemain crépitant d'idées, allègre, lucide, tourné vers l'avenir et prêt à prendre d'importantes décisions. « La tête va bien » commentent ceux, qui la veille encore, se tapaient la tempe de leur index en le quittant. La Tunisie et sa classe politique vivent au rythme de ces balancements, passant sans transition de l'euphorie au désarroi, selon que le président est dans ses bons ou ses mauvais moments. Bourguiba, quant à lui, voit désormais le pays à travers ce que son entourage veut bien lui en dire. Son réel vieillissement fait de plus en plus du sérail dominé par Wassila un des lieux essentiels où se concentre le pouvoir, et qui entre en concurrence avec l'autorité officielle du Premier ministre Hedi Nouira. Celui-ci devient au fil des mois la cible privilégiée de l'épouse du chef de l'État, qui a mesuré à la faveur de l'union de Jerba combien son attitude et ses alliances pouvaient contribuer à conforter ou à déstabiliser le dauphin. Wassila, qui

sait que la seule légitimité dont elle puisse se prévaloir lui vient du nom de Bourguiba, sent grandir son ambition à mesure qu'elle voit les forces de son époux décliner. Elle vise désormais à partager et même à monopoliser le pouvoir, en appuyant un autre prétendant à la charge suprême que le successeur constitutionnel.

S'il est effectivement amoindri, Bourguiba n'a jamais été vraiment dupe de la stratégie de son épouse. Il l'utilise comme un élément de la sienne propre pour tempérer la montée en puissance de ses ministres et en particulier du premier d'entre eux. Ne pouvant plus prendre le pouls du pays et de son environnement à travers un contact direct qu'il affectionnait tant, il dirige à présent la Tunisie en se laissant porter par ces influences contraires, sans toujours parvenir à les maîtriser. C'est une des raisons pour lesquelles on assiste à partir des années soixante-quinze à une multiplication des crises qui secouent le régime et qui ont pour toile de fond la guerre qui s'exacerbe autour de la succession. Cette perspective aiguise les appétits à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Les voisins, attentifs à tout ce qui peut influer sur l'orientation des dirigeants tunisiens, continuent d'utiliser les joutes du sérail pour tenter de faire entrer la Tunisie dans leur zone d'influence. L'Algérie et plus encore la Libye profitent de l'obligation dans laquelle se trouve Bourguiba de se tenir en retrait des affaires et de la multiplicité des prétendants à sa succession pour essayer de peser sur celle-ci.

Si la question prend une telle importance pour le sérail comme pour les voisins, c'est que la réforme de la Constitution, en projet depuis six ans, est entrée en vigueur le 8 avril 1976. Elle confirme le Premier ministre dans sa qualité de successeur du président de la République en cas de vacance du pouvoir, et dans son rôle de coordonnateur de l'activité gouvernementale. Ces deux fonctions ont dorénavant une existence juridique. L'Assemblée pour sa part se voit confier

le rôle de « contrôler la mise en œuvre par le gouvernement de la politique définie par le président » en « attirant l'attention » du second sur l'activité du premier au moyen d'une résolution motivée et votée à la majorité absolue des députés. Si, trois mois après cette résolution, le problème reste entier, une motion de censure peut être déposée si elle est signée par un tiers au moins des députés. Pour être adoptée, elle doit être votée quarante-huit heures après son dépôt par une majorité des deux tiers des parlementaires. Le gouvernement doit alors démissionner à moins que le président, comme il en a le droit, ne dissolve l'Assemblée. La disposition qui prévoit la démission obligatoire du chef de l'État en cas de vote d'une seconde motion de censure après une dissolution ne s'applique pas au président à vie qu'est Bourguiba. Il met d'ailleurs en garde ceux qui veulent voir dans la réforme une limitation de ses pouvoirs : « La nouvelle formule, dit-il, renforce le rôle du président et confirme ses devoirs et ses responsabilités. » Le second volet de la réforme est en fait une conséquence du fiasco de l'expérience Ben Salah et consiste à protéger le président, les députés ayant pour devoir de lui signaler les erreurs susceptibles de ternir son image. Les nouvelles dispositions ont pour but de dégager une éventuelle responsabilité de Bourguiba pour qu'il ne soit plus obligé de déclarer comme le 8 juin 1970 : « Constitutionnellement, le premier et l'unique responsable, c'est moi. » À l'avenir, les députés partageront et même endosseront la faute qu'il a dû prendre en charge le temps d'un discours.

En désignant son successeur, Bourguiba a voulu l'investir d'une légitimité en rapport avec sa future fonction. Mais en faisant monter le Premier ministre en première ligne, il l'expose à l'usure quotidienne du pouvoir et se protège encore une fois lui-même. Cette contradiction est d'autant plus sensible que, dès l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, Nouira doit affronter seul et en tout cas sans

la présence active du président les tensions nées des effets sociaux de sa politique de libéralisme économique. Dans une nation où plus de la moitié de la population a moins de 20 ans, la proportion des jeunes parmi les ouvriers ne cesse de croître. Cette jeunesse a grandi dans un pays qui a fait de l'enseignement une priorité, et la proportion des ouvriers et des ouvrières qui savent lire et écrire atteint 80 % dans certaines entreprises. Ils ont conscience de leurs droits et constituent avec les cols blancs – enseignants, employés de banque, postiers, techniciens – la relève de l'UGTT, seul espace militant existant légalement hors du PSD qui est loin de constituer un pôle d'attraction pour cette nouvelle vague de militants instruits. Envahissant toutes les structures du vieux syndicat, ils vont contribuer à couper le cordon ombilical qui le lie encore au parti unique.

Habib Achour, secrétaire général de l'organisation ouvrière, est au cœur de ce mouvement. Son flair de vieux routier des syndicats et du PSD lui fait sentir la puissance de la revendication d'autonomie des jeunes syndicalistes. Il entreprend de les encourager tout en sauvegardant ses alliances à l'intérieur du pouvoir. Le syndicalisme connaît ainsi une spectaculaire renaissance menée à la fois par un courant populaire qui ne cesse de s'affirmer et de forger une nouvelle conscience salariale, et une direction souvent prise en tenaille entre sa base et le pouvoir. Pour les nouvelles troupes de l'UGTT turbulentes, exigeantes, contestataires, la seule arme valable est la grève. De plus en plus souvent, les arrêts de travail échappent à tout contrôle de la direction syndicale qui les déclare tantôt illégaux et que tantôt elle récupère, l'un n'empêchant pas toujours l'autre. « Nous assistons depuis quelque temps, signale le Premier ministre en présentant le budget de 1975, à des mouvements de grève qui se sont traduits par la perte de 253 000 heures de travail en 1972, 292 000 heures en 1973 et 225 000 heures pour les deux premiers trimestres de 1974. » Pour Nouira, « c'est

surtout le caractère sauvage de la grève... qui dénote un état d'esprit préoccupant ».

Pour Bourguiba, les choses sont claires : chaque grève « est un acte de sabotage de l'économie et de l'unité forgée dans le combat ». Il apparaît ainsi totalement en porte à faux avec la nouvelle dialectique sociale engendrée par la croissance, l'exode rural et la constitution d'un jeune sous-prolétariat urbain. Les mutations de la société tunisienne sont pourtant aveuglantes. Vingt ans après l'indépendance, le sentiment nationaliste s'est usé tandis que les changements sociaux ont accéléré le développement d'une conscience de classe. Les Tunisiens, urbanisés à près de 50 %, se répartissent de plus en plus entre une nouvelle bourgeoisie composée d'hommes d'affaires et de possédants – 10 % de la population effectue le tiers de la masse totale des dépenses –, un salariat plus conscient de sa condition, et une large classe moyenne partiellement acquise au régime à condition qu'il la protège de la paupérisation. Mais la moitié des Tunisiens ont encore un revenu annuel inférieur à 100 dinars. Celui-ci n'est supérieur à 400 dinars que pour 5 % d'entre eux. Ces nouveaux clivages s'ajoutent à la jeunesse de la population pour vider de son sens le concept d'unité nationale, et forment le terreau sur lequel se développe l'UGTT.

Son extraordinaire dynamisme attire une opposition politique privée de tout lieu d'expression. Car, si le régime se résigne à composer avec la puissante centrale, il n'est pas prêt à accepter politiquement la nouvelle réalité tunisienne en ouvrant la porte au pluralisme. L'UGTT devient ainsi le refuge de toute une jeunesse sortie des lycées et des universités, nourrie d'un marxisme à forte coloration maoïste, qui côtoie dans l'apprentissage quotidien de la lutte une aristocratie ouvrière solidement arrimée au syndicat et très attachée à ses privilèges, des communistes bien implantés dans l'enseignement et les mines, mais également des exclus du PSD qui, devant l'impossibilité de militer au grand jour

contre lui, ont eux aussi rejoint la centrale ouvrière. Celle-ci prend curieusement l'allure d'une auberge espagnole, et les principaux débats sur l'avenir du pays se déroulent en son sein grâce à la relative immunité dont elle jouit.

Elle ne canalise pas toutefois la totalité des énergies qui ne demandent qu'à s'exprimer. On assiste en effet parallèlement durant ces années à l'émergence puis au développement d'un mouvement islamiste qui constitue rapidement le second pôle autour duquel se cristallisent les nouvelles aspirations. Convaincu d'avoir coupé les ailes aux autorités religieuses traditionnelles, le pouvoir a tenté, au début des années soixante-dix, d'utiliser à son profit le sentiment d'appartenance à la communauté musulmane des Tunisiens pour lutter contre une « subversion gauchiste » ayant alors le vent en poupe, et le PSD a favorisé la création dans tout le pays d'« associations de sauvegarde du Coran » destinées à revivifier une pratique religieuse défaillante chez beaucoup de Tunisiens. Il a ainsi ouvert la boîte de Pandore de l'intégrisme, aidé financièrement de surcroît par la Libye et l'Arabie Saoudite. La mosquée devient ainsi, avec la permanence syndicale, le seul lieu où l'on peut entendre sans être trop inquiété un discours différent des litanies officielles et qu'en tout état de cause le pouvoir ne peut pas fermer. On s'y presse de plus en plus pour écouter des prédicateurs d'un type nouveau puisant leur inspiration dans l'islam politique qui a de vieilles et profondes racines dans les pays musulmans. En 1977, de violentes échauffourées ont lieu à Sfax pendant le mois de ramadan à la suite de la tentative d'un groupe de fondamentalistes de fermer les cafés de la ville pendant les heures de jeûne. Brusquement, la Tunisie bourguibienne, laïcisante, ouverte sur l'Occident, réalise qu'elle n'est pas épargnée par un phénomène qui commence à prendre dans tout le monde musulman les allures d'une lame de fond. L'intégrisme, dont le pouvoir mobilisateur ne cesse de s'accroître,

devient dès lors une force avec laquelle tout le monde doit compter.

La liberté dans le pays reste pourtant très surveillée et tout mouvement politique est réprimé aussitôt qu'il apparaît. Ainsi, en août 1977, se clôt le procès de trentre-trois membres du Mouvement de l'unité populaire (MUP) accusés d'atteinte à la dignité du président de la République, de distribution de tracts et d'appartenance à une association clandestine. Né à Genève en 1974 autour d'Ahmed Ben Salah qui vit en exil en Suisse, le MUP est animé par d'anciens collaborateurs de l'ex-ministre de l'Économie établis en Tunisie et à l'étranger. Le procès de ses militants est dû au fait qu'en publiant son programme d'action en janvier 1977, Ben Salah a réclamé pour la première fois publiquement « le retrait de Bourguiba du pouvoir ».

Or celui-ci n'a aucune intention de céder la place malgré les séjours de plus en plus fréquents qu'il est obligé d'effectuer à l'étranger pour se soigner. Rentré en juin 1975 d'un mois de vacances à Brides-les-Bains, il repart dès octobre pour la Suisse où il reste trois mois. L'activité débordante qu'il a déployée en 1975 pour bien montrer aux Tunisiens sa capacité à assumer la présidence à vie, a profondément ébranlé sa santé déficiente, et il doit se tenir loin de toute source de tension ou d'énervement. L'exercice du pouvoir est pour lui une épreuve physique et psychique que ses médecins jugent préjudiciable à son équilibre. Malade difficile pour son entourage, il se montre cependant attaché à ménager un corps qui le trahit de plus en plus souvent. À nouveau de retour à Tunis le 14 janvier 1977, il déclare que ses médecins l'ont « instamment prié de ne point [se] fatiguer et de compter de plus en plus sur [ses] collaborateurs, [ses] enfants », ajoutant : « mon état de santé... de l'avis unanime des médecins, s'est amélioré mais... nécessite encore du repos... » Pour la première fois de sa longue carrière, Bourguiba n'a prononcé durant toute une année que deux

courtes allocutions. « À présent je me sens vieillir, dit-il au cours de l'une d'elles. À mon âge, on a l'impression que le jour et la nuit s'allongent démesurément. » Ses proches ont alors l'impression qu'il est en train de se consumer « comme une bougie ». L'absence du président de la scène politique à un moment où la société est en pleine mutation, se traduit par une dilution du pouvoir entre plusieurs centres.

Les centres du pouvoir

Le premier, le plus puissant, celui qui canalise toutes les forces vives du pays est l'UGTT. L'arme de la grève, même si elle n'a pas toujours reçu l'aval des dirigeants, a prouvé son efficacité. Depuis 1972, la condition des travailleurs n'a cessé de s'améliorer : établissement du principe de la négociation à travers des conventions-cadres, promulgation d'un statut dans la plupart des entreprises publiques, augmentation du Smic de 25 % et du salaire minimal agricole de 33 %, titularisation et généralisation de la retraite à toutes les catégories de travailleurs de l'État, minimum de jours de congés payés et légalisation des congés familiaux, sont les principaux éléments d'un train impressionnant de mesures sociales. À partir d'octobre 1976, l'UGTT se radicalise. Sont-ce les premières manifestations d'une dégradation du pouvoir d'achat due à un net ralentissement de la croissance qui la poussent à agir ainsi ? Elle manifeste en tout cas pour la première fois sa volonté d'intervenir dans des problèmes politiques en appuyant publiquement les revendications des salariés de l'Office des terres domaniales qui mettent en cause les mesures de privatisation des terres et la politique foncière du gouvernement. Au-delà du droit syndical, elle défend par ailleurs de plus en plus souvent le droit des Tunisiens à la démocratie et à la liberté d'expression dans les

colonnes de son hebdomadaire *Echaab* (le peuple). Craignant « l'affolement du corps social » et l'irrésistible montée en puissance de l'organisation ouvrière, le Premier ministre lui propose de signer le 19 janvier 1977 un « pacte social » qui l'engagerait pour la durée du plan quinquennal 1977-1981. Il estime en effet que la Tunisie doit entrer « dans un système où les moyens efficaces du capitalisme peuvent être mis au service d'un socialisme humaniste de répartition », et considère que le syndicalisme est un élément de cette nouvelle politique. Le pacte avec l'UGTT doit être un contrat « qui liera les partenaires sociaux dans une recherche commune du bien-être généralisé ». Au concept de classes sociales, il oppose celui de partenaires sociaux qui doivent contribuer à dépolitiser les conflits et à diffuser les responsabilités afin que l'État ne soit plus « le seul dispensateur du bien-être ». L'UGTT accepte de signer un texte destiné à garantir la paix sociale sans trop léser, croit-elle, les salariés. Étonnante ambivalence que celle de ce Premier ministre encourageant le pluralisme économique et social tout en refusant d'admettre la moindre avancée vers le pluralisme politique. Il donne ainsi à ses adversaires des armes qui vont leur servir à le combattre.

Successeur constitutionnel du chef de l'État, Nouira est le dépositaire de la légitimité bourguibienne et, à ce titre, constitue à lui seul un pouvoir. Au physique comme au moral, il est bien le représentant de cette classe de gestionnaires qu'il a tout fait pour développer. À 66 ans, sa silhouette, sa démarche et sa parole ne traduisent en rien l'arrivée de l'âge. Il cultive une élégance de bon aloi et son discours ne sacrifie en rien au populisme. Mais l'humour dont il aime user pour remettre chacun à sa place cède de plus en plus souvent devant le commentaire amer qui accompagne la dégradation de ses relations avec le sérail. Son désaccord avec ce lieu stratégique de pouvoir grandit à mesure que le temps passe. Le Premier ministre ne veut rien devoir à l'épouse du président

et se refuse à parler politique avec celle qui n'est rien de plus à ses yeux qu'une épouse. Un strict protocole régit ses rapports avec le chef de l'État. Un entretien les réunit tous les mercredis matin à Carthage pour fixer l'ordre du jour de la réunion du Bureau politique du PSD et celui du conseil des ministres dont seul Nouira dirige les travaux.

Ignorée du dauphin, Wassila garde son ascendant sur Bourguiba. Grâce à lui, elle maintient ses chasses gardées dans le gouvernement : Tahar Belkhodja, qui lui doit son retour en grâce, règne toujours sans partage sur le ministère de l'Intérieur. Le verrouillage politique maintenu par Nouira permet à Belkhodja de faire oublier sa réputation de dur pour se forger une image plus flatteuse. Cette métamorphose débute au printemps 1976 quand il ordonne à la police d'éviter les affrontements lors de certaines grèves sauvages, pour aboutir un an plus tard à une véritable bipolarisation au sein du gouvernement. Ainsi, au moment où s'ouvre le procès des militants du MUP, le ministre de l'Intérieur autorise le 7 mai 1977 la Ligue tunisienne des droits de l'Homme qui devient la première association indépendante du régime à avoir droit à l'existence depuis l'indépendance. Un mois plus tard est créé le Conseil national des libertés publiques à la suite d'un appel lancé en avril par cinq cent vingt intellectuels, universitaires, enseignants, avocats, médecins et cadres au président de la République « garant de la Constitution », pour qu'il permette l'émergence d'une démocratie pluraliste fondée sur le respect des libertés publiques et des droits de l'Homme. L'initiative est venue des libéraux qui se sont rebaptisés « démocrates socialistes ».

L'unanimité qu'elle a suscitée illustre la volonté des Tunisiens de s'opposer à des méthodes de gouvernement de moins en moins adaptées à l'évolution du pays. Prenant le contre-pied du Premier ministre qui craint que « le desserrement de l'autorité ne signifie la fin de toute autorité » et que « la tolérance dans la liberté débouche sur l'anarchie »,

le ministre de l'Intérieur prend sur lui de laisser s'exprimer la plus modérée et la moins structurée des oppositions, et autorise en octobre 1977 la parution du journal *Errai* (l'Opinion) dont la demande a été faite un an auparavant par les libéraux. Il est aussi avec Wassila à l'origine d'une rencontre entre Bourguiba et Ahmed Mestiri, la première depuis 1971, au cours de laquelle le chef de file des démocrates socialistes propose au président « un projet de pacte national » qui proclame son loyalisme à l'égard de Bourguiba mais qui remet clairement en cause le système. Comme en 1971, les libéraux attendent du président qu'il couvre de son autorité morale une politique d'ouverture, seule susceptible à leurs yeux de préserver la Tunisie de graves convulsions après sa disparition. Mais, alors qu'en 1971 ils n'avaient pas transgressé le dogme du parti unique, ils se situent en 1977 hors du PSD, tout en s'affirmant comme une force de réserve sur laquelle le président pourrait s'appuyer pour instaurer une nouvelle forme de gouvernement garantissant la pérennité du régime. À défaut de disposer d'assise populaire, ils constituent des alliés objectifs pour ceux qui, à l'intérieur du gouvernement, veulent constituer l'axe d'une nouvelle distribution des cartes sur l'échiquier politique.

Lutte des clans et guerre sociale

C'est le but du tandem Wassila-Tahar Belkhodja qui entreprend d'encourager en sous-main toute opposition au dauphin, qu'elle vienne des démocrates socialistes, des syndicats ou des voisins. Les dirigeants tunisiens savent que la consolidation de la sécurité du pays passe par la recherche de solutions aux litiges avec ces derniers. C'est sur cette toile de fond que s'inscrivent les démarches en rangs dispersés et non dénuées d'arrière-pensées des ténors du régime auprès

d'Alger et de Tripoli. Ainsi, malgré le rapprochement tuniso-algérien marqué par une rencontre Boumediene-Nouira peu après l'accord mort-né de Jerba et une visite de Boumediene à Tunis, les relations avec Alger redeviennent vite une chasse gardée du sérail. Sur les conseils de Wassila, Bourguiba désigne le puissant ministre de l'Intérieur comme principal négociateur pour trouver des solutions aux différends qui opposent les deux capitales. Le fait que Tunis ait approuvé l'accord de Madrid intervenu entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie le 14 novembre 1975 sur le Sahara n'a pas été du goût d'Alger qui ne fait rien de son côté pour faciliter les négociations tuniso-algéro-italiennes sur le prix à payer pour le passage en territoire tunisien du gaz de Hassi Rmel destiné à la Sicile. Mais le dauphin de Bourguiba n'a nulle intention de plier devant les voisins et n'entend rien leur devoir. Ceux-ci vont donc appuyer ses rivaux pour amener la Tunisie à composition. À travers Abdelaziz Bouteflika qui a ses entrées chez Wassila, Alger exerce un véritable droit de regard sur la politique tunisienne et juge, au début de 1977, le moment opportun pour contribuer à détendre l'atmosphère entre les deux pays.

La politique extérieure tunisienne est alors dominée par le conflit avec la Libye. Kaddafi n'a pas pardonné l'échec de l'union et il est prêt à tout pour déstabiliser Nouira en qui il voit le principal responsable de la reculade de Bourguiba. En mars 1976, on arrête à Tunis des Libyens soupçonnés de préparer l'assassinat ou l'enlèvement du Premier ministre et du ministre des Affaires étrangères. Tripoli réagit en expulsant des milliers de travailleurs tunisiens et en déclenchant une guerre des ondes. Une fois de plus, Tahar Belkhodja est chargé de mener de longues et difficiles négociations. Le contentieux est à peine apuré que l'affaire du plateau continental frontalier riche en pétrole que Tunis et Tripoli se disputent rebondit en février 1977. Les Libyens ayant fait appel à des sociétés italiennes et américaines pour entreprendre

des forages en zone litigieuse, les deux voisins sont à la veille d'un conflit armé et la Tunisie pense même solliciter un secours militaire du Maroc quand Bourguiba, ayant décelé dans un discours de Kaddafi la volonté de négocier, propose de recourir à l'arbitrage de la Cour de La Haye. En attendant, Kaddafi accepte d'arrêter les travaux commencés.

C'est durant ce conflit qu'a lieu la première tentative de Habib Achour de se mêler des relations tuniso-libyennes. Nouira, il est vrai, lui a demandé d'intervenir pour détendre l'atmosphère et, au retour d'un voyage à Tripoli qu'il a effectué en pleine crise, il s'attribue publiquement le rôle de médiateur. Son incursion dans le domaine de la politique étrangère n'est cependant pas fortuite. Il sait qu'il y a là une carte à jouer. S'il est considéré comme un homme fruste et dépourvu de vision globale des problèmes, il est trop malin et trop ambitieux pour ne pas profiter de sa position privilégiée. Le sérail comme le Premier ministre ont en effet besoin d'un homme qui, à un moment où les prétendants se pressent au portillon de la succession, est le seul à disposer de troupes puissantes qui pourraient constituer un atout capital. Le chef syndicaliste, au caractère assez emporté pour n'être intimidé par personne, évalue toutes les forces en présence y compris la sienne. Le 6 septembre 1977, il se rend de nouveau à Tripoli pour demander l'alignement du salaire des ouvriers agricoles tunisiens employés en Libye sur celui des Libyens. Kaddafi le lui accorde sans problèmes[1]. Son entretien avec le colonel se déroule « en présence de Masmoudi à propos duquel, dit Achour, Kaddafi me demande mon avis concernant son éventuel retour à Tunis ». « S'il reste à l'étranger, répond le patron de l'UGTT, il va être oublié. Qu'il rentre à Tunis et qu'il fasse ce qu'il veut, y

1. La quasi-totalité des protagonistes des événements qui ont conduit au jeudi noir ont été interviewés par les auteurs en 1984 et 1985. Seul Hedi Nouira a refusé de répondre à leurs questions. Les minutes des interrogatoires des procès intentés aux syndicalistes après le 26 janvier 1978 ont par ailleurs été dépouillées.

compris de la politique... » Masmoudi ne tarde pas à suivre son conseil. Avant son retour fin novembre, il déclare que sa place « est désormais à Tunis » et qu'« il faut encourager l'UGTT et Achour à travailler au resserrement de l'unité nationale. Sur le plan extérieur, dit-il encore, l'UGTT est capable de promouvoir avec la Libye une association basée sur la solidarité et la coopération sur une base populaire qui la mette à l'abri des humeurs ». Faisant abstraction de Nouira et même de Bourguiba, l'ancien ministre ajoute : « Je regagne mon pays en vue d'y favoriser avec l'UGTT toutes les bonnes volontés qui se déclareront pour une œuvre de réconciliation. » Kaddafi espère-t-il faire d'Achour une machine de guerre contre Nouira qui reste à ses yeux le fossoyeur de l'union ? Sans nul doute.

Malgré son exil, Masmoudi est resté en bons termes avec la présidente qui voit immédiatement dans son retour une carte supplémentaire à jouer contre Hedi Nouira. Pour ce dernier, les choses commencent à devenir claires : en rencontrant Kaddafi en présence de Masmoudi, Achour a comploté contre lui. Il en est ulcéré, estimant non sans de bonnes raisons qu'Achour lui doit en grande partie son actuelle puissance. N'est-ce pas sa politique économique qui a apporté un sang neuf à l'UGTT ? N'est-ce pas lui qui a fait du syndicat un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics sans jamais tenter de le transformer de nouveau en rouage docile du pouvoir ? Le double jeu d'Achour l'inquiète d'autant plus que la situation économique et financière du pays commence à se dégrader. La dernière récolte a été mauvaise. Confrontés à une grave récession, les pays européens mettent un frein à leurs importations de produits manufacturés et ferment leurs portes à l'immigration. La Tunisie voit ainsi se tarir deux sources capitales de devises. L'aggravation des tensions sociales se manifeste par des grèves très dures souvent accompagnées de manifestations. Voyant de toutes parts l'horizon s'assombrir, Nouira se sent de plus en plus

vulnérable. L'alliance Achour-Kaddafi patronnée par Masmoudi balaie ses derniers scrupules et le rend aux arguments des durs du parti qui n'ont jamais accepté la montée en puissance d'une UGTT indépendante du pouvoir. Deux ténors animent cette tendance. Mohamed Sayah d'abord, directeur du PSD et surtout historiographe de Bourguiba ; depuis quatorze ans, tous les tenants d'une image plus libérale du régime se sont heurtés à sa fidélité musclée envers le chef de l'État, et il est prêt à mettre sa parfaite connaissance des mécanismes du parti au service d'une reconquête du syndicat. Abdallah Farhat ensuite : cet ex-postier, membre fondateur de l'UGTT, appartient à une famille néo-destourienne qui s'est résolument rangée du côté de Bourguiba à l'époque du youssefisme. Ministre de la Défense à 65 ans après avoir longtemps dirigé le cabinet présidentiel, il est un nostalgique de l'alliance parti-syndicat et ne demande pas mieux que de punir le « lâchage » du PSD par la classe ouvrière. L'un comme l'autre ne veulent plus assister impuissants à une évolution qui a fait de l'UGTT une organisation puissante et crédible aux yeux de l'opinion, un dangereux contrepoids au PSD et une impressionnante masse de manœuvre face au gouvernement.

Nouira se laisse d'autant plus facilement convaincre que le pacte social signé au début de l'année est en train de montrer son inanité. Malgré le dérapage des prix et la montée des revendications, il refuse de revenir, à de rares exceptions près, sur le gel des salaires qu'il prévoyait pour lutter contre l'inflation. Le conflit s'exaspère entre le Premier ministre et le patron de l'UGTT qui fait pourtant toujours partie de l'*establishment* destourien. À son retour de Tripoli en septembre, celui-ci s'en est pris dans une conférence de presse à « ceux auxquels le rapprochement tuniso-libyen déplaît ». Ses propos ont été censurés par la presse officielle. Pour marquer son mécontentement, il boycotte la réunion du Bureau politique du PSD du 17 septembre, et mobilise la

commission administrative de l'UGTT pour « arrêter des décisions importantes à propos de la politique intérieure ». Pour tenter de maîtriser un conflit auquel le sérail n'est pas tout à fait étranger, Tahar Belkhodja convainc, sur le conseil de Wassila, Bourguiba de recevoir en sa présence Nouira et Achour. « Le président nous a indiqué qu'il nous avait convoqués en raison de l'état auquel est parvenu le pays suite à nos différends, raconte Achour. Il nous a invités à travailler la main dans la main en prenant en compte l'intérêt supérieur du pays qui doit être placé au-dessus de toute autre considération. J'ai indiqué au président que j'étais contre tout ce qui pouvait toucher cet intérêt et que l'UGTT continuait sur la voie suivie durant la lutte de libération. » Ayant déclaré à la presse qu'ils sont prêts à se conformer aux « instructions » du président, Achour et Nouira rendent compte au Bureau politique du PSD de leur entretien avec le chef de l'État. Tout le monde est satisfait sauf Sayah qui déclare que, n'eût été l'intervention du président, il se serait opposé à tout accord, affirmant que « le parti est en mesure d'effacer la centrale ». « Je sais que tu entraînes des gens aux armes et je sais dans quel lieu ils s'entraînent, rétorque Achour, quels sont ceux qui s'y entraînent et qui les encadre. » « La réunion tournant à l'aigre, se souvient Achour, Nouira y met fin et m'invite à dîner chez lui... Nous nous sommes quittés alors qu'il paraissait satisfait et je lui ai exprimé ma disposition à poursuivre une action sérieuse main dans la main. »

Le pire semble avoir été évité mais l'allusion d'Achour aux milices du parti et à la reconstitution des cellules professionnelles du PSD dans les entreprises destinées à contrer les syndicats, le fait que le directeur du PSD ait été tenu en dehors de l'accord d'armistice, attestent que les sources de conflit sont loin d'avoir disparu. Il faut en outre compter avec la base de l'UGTT. Le 10 octobre 1977, la localité sahélienne de Moknine est à feu et à sang : des ouvriers en grève occupent une entreprise textile dans le village voisin de Ksar

Hellal et les salariés de Moknine, voulant se joindre à eux, s'en prennent au passage au commissariat de leur localité. Les policiers ripostent en tirant sur la foule, blessant une dizaine de personnes. Une centaine d'ouvriers sont arrêtés. L'intervention de la police a mis le feu aux poudres : pendant cinq jours, Ksar Hellal qui a vu naître le Néo-Destour est pratiquement en état d'insurrection jusqu'à ce qu'on envoie l'armée rétablir l'ordre. Bien que le bataillon venu de Sousse en renfort ait été placé sous les ordres de Belkhodja, l'entourage du Premier ministre laisse entendre qu'il a fallu faire appel aux militaires pour compenser la coupable mollesse du ministère de l'Intérieur. Mais Belkhodja est trop puissant pour accepter de se laisser intimider : il présente sa démission à Bourguiba qui la refuse et le confirme à son poste. Voilà renforcé un des principaux protagonistes de la guerre des clans qui continue, plus acharnée que jamais entre le palais de Carthage et le palais du gouvernement à la Kasbah.

Achour, quant à lui, compte les points dans un conflit dont il entend bien tirer des avantages, et il est prêt à apporter son aide à qui entreprendra d'évincer le Premier ministre de plus en plus tenté de son côté de s'en remettre aux durs du PSD. Ceux-ci sont d'ailleurs passés à l'offensive en favorisant l'émergence d'un syndicat concurrent de l'UGTT, Force Ouvrière, à l'éphémère existence. Ils tentent aussi d'intimider Achour : début novembre, des menaces de mort sont proférées publiquement contre lui par un des assassins présumés de Salah Ben Youssef, Abdallah Ben Mabrouk. Le leader syndical porte plainte. Mais la nouvelle arrive aux oreilles de Bourguiba. « Cet Abdallah Mabrouk, dit-il au ministre de l'Intérieur, c'est bien celui qui est accusé de l'assassinat de Ben Youssef ? Dis à Achour de retirer sa plainte. » Celui-ci met toutefois la menace à profit pour galvaniser ses troupes : on a voulu tuer leur chef ! Les grèves redoublent d'intensité et dégénèrent en manifestations violentes dans plusieurs villes de l'intérieur. Elles culminent avec la

grève des enseignants qui amène les autorités à fermer les établissements scolaires « pour assurer la protection des élèves ». Tandis que l'escalade de la violence semble prendre un tour incontrôlable, Achour reçoit l'appui de plusieurs personnalités politiques. Mais il n'entend servir la cause de personne sinon la sienne propre, et caresse le projet, plus d'une fois envisagé par les cercles dirigeants syndicalistes, de créer un parti travailliste lié au syndicat. Ce serait une façon de damer le pion aux leaders de l'opposition et de fournir un instrument politique à ses ambitions qui rencontrent de plus en plus l'opposition déterminée du Premier ministre.

L'imbroglio politico-social est à son comble. S'il veut mettre en échec Achour, le Premier ministre est encore ballotté entre les deux grandes tendances du PSD qui se livrent une lutte au couteau à travers leur deux porte-parole Mohamed Sayah et Tahar Belkhodja, le premier essayant d'amener Nouira à durcir sa position, le second tentant de le persuader de faire preuve de souplesse. Pour ajouter à la confusion, mais est-ce un hasard quand on sait qu'il est au mieux avec Masmoudi et Wassila, Abou Iyad, le numéro deux de l'organisation palestinienne Fatah, informe les gouvernants tunisiens que Kaddafi, considérant le régime tunisien malade de ses problèmes intérieurs, estime le moment idéal pour lui porter un coup fatal. « Veux-tu dîner avec Abou Iyad chez moi vendredi 16 ? » Nouira pose son stylo et plie en quatre le petit morceau de papier pour le faire parvenir à Achour qui suit à quelques pas de lui les débats de l'Assemblée nationale sur le budget de 1978. Sayah, Farhat, Belkhodja, Habib Chatti et Sadok Mokaddem sont également conviés. Le soir du 16 décembre, tous se retrouvent à table pour discuter des moyens d'annuler la grève des cheminots et des mineurs prévue pour le 19. « Dix milliards, dix milliards... où voulez-vous que je trouve ça pour les satisfaire ? » ne cesse de répéter le Premier ministre. Abou Iyad intervient alors pour affirmer que « l'argent, ça

se trouve » et qu'il se fait fort de les obtenir de la Libye ou de l'Arabie Saoudite. « Promets-moi trois milliards ou même moins et je suis prêt à signer un accord ! » acquiesce Achour.

Mais cette intrusion du Palestinien dans les affaires intérieures tunisiennes choque une partie des convives qui se cantonnent dans un silence gêné. « Je refusai tout ce qui pouvait mêler de près ou de loin Abou Iyad à nos affaires, dira plus tard Abdallah Farhat. D'où venait l'argent qu'il proposait ? À quel prix allions-nous le payer ? » À la sortie du dîner, Tahar Belkhodja invite Abou Iyad, Chatti et Achour à terminer la soirée chez lui et arrive à convaincre le syndicaliste de participer le lendemain à une réunion afin d'essayer de surseoir à la grève. Mis au courant, Abdallah Farhat refuse d'y assister, prétextant une chasse au lapin à Kerkennah. Il considère en fait que la soirée de la veille fait partie du « complot de déstabilisation » du Premier ministre entrepris par Tahar Belkhodja. On apprend entre-temps que cinq Libyens ont retenu des chambres dans un hôtel de Jerba. Aussitôt informé, Sayah y voit l'ombre d'un commando en relation avec l'offensive en cours contre Nouira. Un groupe de ministres, tous proches de Wassila, travaille en effet activement à la chute du Premier ministre. « Nous voulions, dit l'un d'eux, amener le président à se défaire de Nouira. Pour cela, nous avions prévu de démissionner en bloc en faisant précéder notre démission d'une déclaration condamnant la politique de Nouira qui mettait le pays en danger. Belkhodja devait commencer et nous devions le suivre. Mais à chaque fois que nous jugions le moment opportun, il reculait l'échéance jusqu'au jour où Wassila et lui se sont faits avoir. »

Après un coup d'éclat à l'Assemblée nationale où il s'oppose publiquement au Premier ministre, le ministre de l'Intérieur part le 22 décembre passer les fêtes de fin d'année sur la Côte d'Azur. Dès 9 heures du matin le lendemain,

Nouira arrive au palais de Carthage et demande à parler au président en tête-à-tête et dans sa chambre. Sait-il alors qu'un système d'écoutes permet à Wassila d'être au fait de ce qui se passe dans le bureau de Bourguiba ? Il semble en tout cas que l'entretien ayant eu lieu dans la chambre présidentielle, celle-ci n'ait pu en connaître à temps la teneur pour empêcher le limogeage de son protégé. Sa vigilance a en outre été endormie à cause d'un coup de téléphone d'Abdelaziz Lasram la veille au soir lui annonçant sa démission du poste de ministre de l'Économie nationale à la suite d'un conflit avec le Premier ministre sur la façon de mener les négociations salariales. Quand elle voit Nouira arriver à Carthage le matin du 23, elle ne s'étonne pas de sa présence au palais en dehors d'un mercredi, sûre qu'il est venu annoncer au président le départ de Lasram. Or le Premier ministre est en train de faire valoir au chef de l'État qu'il ne peut plus travailler avec Belkhodja, ce dernier nourrissant contre lui des intentions suspectes et faisant preuve d'une complaisance coupable à l'égard de Tripoli et surtout des syndicats. Bourguiba accepte de s'en séparer. Abdallah Farhat est aussitôt nommé ministre de l'Intérieur par intérim, poste qu'il cumule avec le portefeuille de la Défense, tandis qu'un militaire spécialiste du renseignement, le colonel Zine El Abidine Ben Ali, est placé à la tête de la Sûreté nationale.

Jeudi noir à Tunis

L'UGTT réagit immédiatement, voyant dans ce remaniement un durcissement de la politique gouvernementale. L'éviction de Belkhodja est suivie dès le lendemain de cinq démissions. Mis à part Lasram, tous les autres abandonnent leurs fonctions dans l'espoir de provoquer une crise gouvernementale. Mais, ayant amené Bourguiba à trancher en sa

faveur, Nouira ne cherche pas à pousser trop loin l'avantage et s'attache à désamorcer la crise en accédant aux revendications des mineurs et des cheminots auxquels il refusait de répondre une semaine auparavant. Achour n'a-t-il pas surestimé sa capacité à maîtriser la situation ? Coupé du gouvernement par le limogeage d'un Tahar Belkhodja qui lui assurait une relative immunité, il est pressé par sa base de choisir entre l'UGTT et le PSD dont les politiques sont devenues officiellement opposées depuis la formation du nouveau gouvernement. Au Conseil national de la centrale qui se tient le 8 janvier 1978, il annonce sa démission du Bureau politique du PSD, tandis que la direction syndicale réaffirme l'autonomie de l'UGTT, « organisation syndicale populaire et progressiste ». En réalité, ni Nouira ni Achour n'ont envie d'en découdre. Mais ni l'un ni l'autre ne sont seuls, et le pouvoir réagit aux déclarations du Conseil national de l'UGTT par une violente campagne de presse accusant la centrale ouvrière de « déviationnisme ». Le 22 janvier, l'UGTT adopte le principe d'une grève générale « d'avertissement au gouvernement » dont la date doit être fixée par le bureau exécutif, malgré de nombreuses mises en garde d'amis étrangers dont celle d'Irving Brown, numéro deux de l'AFL/CIO. Le rapprochement de plus en plus flagrant entre la centrale et le régime de Tripoli n'est pas en effet pour plaire aux syndicats américains. L'UGTT a appuyé le front du refus à la suite du voyage de Sadate à Jérusalem, a accepté un cadeau libyen de 100 000 dollars destiné à financer la construction d'une maison des syndicats, et a ouvert une représentation en Libye.

Sur le terrain, la situation ne cesse de s'envenimer. À Tunis, Sousse, Tozeur, Zaghouan, Kairouan, « des mercenaires du parti sous la protection des forces de police » envahissent les réunions syndicales, protestent les syndicalistes. À quoi le PSD répond : « C'est la base qui s'élève contre les dirigeants syndicaux déviationnistes. » Achour en appelle à Bourguiba

dans les colonnes d'*Echaab* : « Peut-être trouvera-t-il encore une fois d'authentiques patriotes pour sauver la situation ? » Les missions de bons offices se multiplient : Otto Kersten, secrétaire général de la CISL et les démocrates socialistes interviennent auprès d'Achour pour qu'il revienne sur la date de la grève générale fixée au 26 janvier. Mais, c'est sa faiblesse, celui-ci se laisse prendre au vertige de sa puissance. Or la classe ouvrière qu'il pensait pouvoir contrôler le jour de la grève ne sera pas le véritable acteur de la journée du 26 janvier. Chacune des forces en présence a bien l'intention de tirer le meilleur parti des événements qui se préparent. Tandis que le sérail escompte que la grève emportera le Premier ministre, l'aile dure du parti compte pour sa part en profiter pour neutraliser les « antinouiristes » du palais et du syndicat. Achour espère sortir victorieux d'une bataille où il est seul à disposer de troupes, et Kaddafi attend que la coalition anti-Nouira qu'il a puissamment aidée fasse son œuvre. La base syndicale, enivrée par ses victoires successives et exaspérée par le recul du gouvernement en matière sociale, est convaincue, quant à elle, qu'elle est capable de faire plier le pouvoir. Point d'orgue d'une profonde crise politique et sociale, moment paroxystique d'une guerre de succession sans merci, ainsi se présente le 26 janvier. Étrangement, Bourguiba est le seul à ne pas en être un protagoniste direct : on se bat contre son régime ou pour occuper sa place, mais il est le grand absent d'un conflit dont l'enjeu principal est son trône. Victime de longues et fréquentes insomnies, il absorbe toujours des doses massives de tranquillisants qui le mettent pratiquement hors-circuit. Chacun dans cette affaire a joué à l'apprenti sorcier, mais les principaux acteurs de la crise n'ont pas prévu ce qui en sortirait.

Au matin de ce jeudi 26 janvier 1978, Tunis descend dans la rue. Sur quatre jeunes gens de 15 à 24 ans que compte la capitale, il y en a un à l'école, un à l'usine, le troisième sur un chantier et le dernier au chômage. Ils sont, selon le

mot d'Abdallah Farhat, « trente mille à vouloir aller vers la richesse », vers les beaux quartiers de la nouvelle bourgeoisie et les artères commerçantes du centre-ville. Enfants des rues et des banlieues pauvres, sans emploi, sans espoir, ils sont des centaines à dresser des barricades, à saccager les magasins, à brûler les voitures, à attaquer les locaux de tout ce qui représente l'autorité. Tout le monde, du syndicat au ministre de l'Intérieur, est débordé par la révolte populaire. À 11 heures, Bourguiba mis au courant de l'émeute, signe un décret chargeant l'armée de rétablir la situation. Deux heures plus tard, la troupe investit la ville. Les mitrailleuses crépitent partout. À 17 heures, l'ordre est rétabli. Les ouvriers et surtout les chômeurs comptent leurs morts. On dénombre officiellement cinquante-deux morts et trois cent soixante-cinq blessés à l'issue de cette tragique journée. Ils sont en réalité bien davantage, en majeure partie, souligne un rapport de la Ligue des droits de l'Homme « des moins de 20 ans, morts par balles, atteints à la tête, à la poitrine ou dans le dos ».

Ainsi, à la faveur du tristement célèbre « jeudi noir », trois nouveaux acteurs ont fait une brutale incursion dans la vie politique tunisienne : la rue, l'armée et le sang. Si Bourguiba n'a pas joué de rôle direct dans cette dramatique confrontation, c'est le système qu'il a mis en place qui a fini par l'emporter sur le sérail, les voisins, le syndicat et les sans-travail. Le peuple, quant à lui, a inconsciemment servi de chair à canon dans un conflit dont il ne connaissait ni les enjeux ni les protagonistes. Commandée par Nouira mais surtout par Abdallah Farhat et Mohamed Sayah dont la stratégie est d'écarter de la succession toute personne ou tout groupe échappant au contrôle absolu du gouvernement, la machine a bien fonctionné. Déjà affaiblie par le limogeage de Belkhodja, Wassila est à présent neutralisée. Le pays est contraint au silence par la proclamation de l'état d'urgence.

Des centaines de syndicalistes sont arrêtés et une direction aux ordres est portée à la tête de la centrale ouvrière. « De mauvaises conditions de détention » et « l'extension de l'usage de la torture », qui a coûté la vie au syndicaliste Houcine Kouki, sont dénoncées par la Ligue des droits de l'Homme. Enfin, une loi sur le travail civil est promulguée, obligeant les jeunes à travailler dans des camps aménagés à cet effet.

Bourguiba s'est réveillé après la bataille. Un homme est à ses yeux responsable du désordre et des violences qui ont secoué Tunis : Habib Achour. C'est à lui qu'il en veut. Peu importe que ce dernier lui ait rendu service à des moments difficiles, l'ingratitude d'État est une des vertus que Bourguiba pratique avec constance. Il exige la peine capitale pour le chef syndicaliste âgé de 66 ans, ce que le ministère public ne manque pas de requérir contre Achour et ses vingt-neuf co-inculpés lors du procès qui se clôt le 10 octobre 1978. La relative clémence de la Cour de sûreté de l'État, dix ans de travaux forcés pour l'aventureux leader, est en partie le résultat d'une campagne internationale sans précédent en faveur des syndicalistes arrêtés, menée par les centrales ouvrières occidentales et l'opposition tunisienne dans le pays et à l'étranger. Sensible à l'image de marque du pays à l'extérieur, Nouira a certainement fini par convaincre Bourguiba de tempérer ses exigences.

L'heure de Nouira

Le Premier ministre est d'autant plus écouté qu'à la faveur de la crise gouvernementale de décembre 1977 et du relatif effacement de Wassila, il a enfin formé un gouvernement selon son cœur où les technocrates sont nombreux et dans lequel il a un allié de taille en la personne de Habib Bourguiba

junior, nommé ministre conseiller du président. Éloigné du gouvernement en 1971 à la suite d'une attaque d'hémiplégie, celui-ci, à sa guérison, s'était reconverti dans la banque. Toujours négligé par un père uniquement préoccupé de lui-même, il a appris depuis longtemps à taire ses sentiments et ses révoltes et a renoncé à se faire un prénom, non sans cultiver de solides rancunes. Contraint de cohabiter avec Wassila en qui il voit l'usurpatrice de la place de sa mère, Bibi n'a jamais caché son animosité à l'égard de celle qu'il a toujours considérée comme une vulgaire intrigante et qui d'ailleurs n'a jamais eu à cœur de le ménager. Le voilà donc qui fait une rentrée spectaculaire dans le cabinet formé à la suite de la démission des « hommes de Wassila ». Il y désigne même certains ministres dont le professeur de neurologie Mongi Ben Hamida à qui l'on attribue le portefeuille de la Santé. C'est ce dernier qui contrôle dorénavant les médecins et le traitement du président, et a la haute main sur les médicaments que l'épouse dosait au gré des circonstances.

C'est une fonction stratégique dans la République bourguibienne. Wassila en sait quelque chose. En juin 1978, elle effectue un séjour en Europe. Bourguiba a non seulement envie de la rejoindre mais, désespéré par le fait que sa santé ne s'améliore pas et souffrant de terribles vertiges, il se laisse facilement convaincre par son épouse de faire le point sur le traitement qu'on lui fait suivre depuis près de dix ans. Plusieurs médecins tunisiens appelés à son chevet au cours des mois précédents estiment d'ailleurs que, depuis sa dépression de 1970, on aurait pu lui administrer une thérapeutique plus douce et que l'équipe du professeur Ajuriaguerra a choisi la solution de facilité en lui prescrivant pendant des années des drogues extrêmement puissantes, en particulier les IMAO (inhibiteurs de la mono-oxydase), anti-dépresseurs aux effets secondaires dévastateurs. Il part donc pour Genève. Désir de sortir d'un état qui le rend trop dépendant et pratiquement absent de la vie politique ? Dès

son arrivée, Bourguiba tempête contre ses médecins genevois : leur thérapeutique ne vaut plus rien si elle ne peut plus améliorer son état de santé. Décidé à se secouer, il s'embarque pour Paris dès le 6 juillet en compagnie de son épouse, et se confie à une équipe française dirigée par le D[r] Gorceix qui diminue très fortement les doses de neuroleptiques et d'anti-dépresseurs auxquels il a été trop longtemps soumis. L'effet cumulé du même traitement pendant près de dix ans avait-il fini par en faire un semi-drogué incapable de lucidité durant plusieurs heures par jour ? Le choc d'une nouvelle médecine a-t-il été déterminant au point de sortir le vieil homme de la semi-léthargie dans laquelle il se confinait ? Le changement donne en tout cas des résultats spectaculaires. Tous ceux qui le voient sont unanimes : Bourguiba revit ; il redevient actif... et soupçonneux. Pourquoi ne l'a-t-on pas libéré plus tôt de ses drogues ? N'était-ce pas délibéré de la part de ceux qui continuaient à les lui administrer et lui déconseillaient d'en changer, en particulier son ministre de la Santé ? De l'hôpital américain de Neuilly où il séjourne du 31 juillet au 9 août pour une série d'examens, il démet Ben Hamida de ses fonctions le jour de son anniversaire, le 3 août.

À sa sortie, il s'installe à l'hôtel Trianon Palace à Versailles où un étage entier lui est réservé. Levé à 6 heures du matin, il exige son petit déjeuner tout de suite puis somnole une heure ou deux avant que son barbier ne vienne l'assister dans sa toilette. Il lit les nouvelles, donne des instructions et quitte l'hôtel pour une première marche d'une heure, la seconde ayant généralement lieu l'après-midi. Ses médecins lui ont recommandé de faire quatre à cinq kilomètres de footing quotidien, qui se révèle être un remède efficace contre les insomnies dont il souffre. Très frileux, il s'habille chaudement et toujours de bleu foncé, sa couleur préférée, pour se rendre au bois de Boulogne, de Vincennes ou de Saint-Cloud afin de varier ses promenades. Il y entraîne son entourage qui

s'épuise souvent plus vite que lui. Abdelaziz Bouteflika, qui vient régulièrement prendre de ses nouvelles, l'accompagne parfois et finit par connaître par cœur l'éternel monologue du « Combattant suprême », son combat contre la France, les exploits d'Émile Zatopek au marathon des Jeux olympiques de 1952 ou les meilleures étapes du Tour de France cycliste des années trente, récits entrecoupés de refrains que Bourguiba chantonne, vieille habitude contractée en prison. Poisson et légumes composent ses repas au cours desquels il se montre gai et en pleine forme. Mais s'il se tient informé de ce qui se passe en Tunisie, il préfère ne pas recevoir ses collaborateurs.

Ceux-ci retrouvent donc avec surprise à son retour à Tunis le 31 août un Bourguiba totalement changé. Le président fait dès lors preuve d'une activité débordante et suit les affaires au jour le jour pour bien montrer à tous qu'il a repris les choses en main. Mais, alors qu'il est à Monastir, un avion spécial l'embarque soudain pour Tunis le 8 septembre et il est hospitalisé pour subir un électroencéphalogramme. La veille, il a fait une chute dans sa salle de bains. Quelques jours plus tard, médecins français et américains se succèdent à son chevet. Il ne dort plus, n'arrive plus à tenir debout, titube et perd pratiquement connaissance chaque fois qu'il s'efforce de se mettre sur pied. Le 23 octobre, un communiqué annonce que le président quitte Tunis pour Paris où il doit être hospitalisé afin « d'évaluer les résultats du traitement du trouble du sommeil prescrit depuis le 10 juillet... » Ces troubles, poursuit le communiqué, « sont dus à une reprise trop rapide d'activités intenses ». De nouveau confié aux soins du Dr Gorceix à l'hôpital Fernand Widal, il ne retrouve ni sa santé ni son équilibre nerveux et décide au bout de quatre jours de partir pour l'Allemagne fédérale où le professeur Hauber fait, lui assure-t-on, des miracles à la clinique universitaire de Vennesberg, près de Bonn. C'est là qu'il se remet peu à peu, mais il lui faut se ménager et il

évite de s'informer des problèmes du pays. Au cours de son séjour qui se prolonge jusqu'au 10 janvier 1979, il n'accepte de voir que Bibi, Sayah et Nouira.

Rentré à Tunis, il ne se replonge d'ailleurs pas dans les affaires. Seule la politique extérieure l'occupe un moment. Le monde arabe est en effervescence. La signature du traité de paix israélo-égyptien en septembre 1978 a provoqué un tollé, y compris chez les modérés, et l'Égypte est mise au ban de la Ligue arabe. Celle-ci, après l'exclusion officielle de l'ancienne République arabe unie au sommet de Bagdad en janvier 1979, se met en quête d'un nouveau siège. Riyad propose Tunis qui fait rapidement l'objet d'un consensus parmi les pays membres. Les temps ont bien changé : voilà que Bourguiba, jadis voué aux gémonies, est instamment prié d'accueillir dans sa capitale le siège d'une organisation qui ne l'avait guère épargné. Qui a changé, de lui ou du monde arabe ? Les deux en fait. Au Moyen-Orient, il y a beau temps que l'on s'est résigné à devoir négocier avec l'ennemi israélien, et les propos tenus par le Raïs tunisien en 1965 font désormais figure de péché véniel, surtout depuis la défection égyptienne. Le novateur a ouvert une voie que bien d'autres ont depuis explorée. À ses yeux aussi, les Arabes ont changé : les monarchies du Golfe comptent depuis 1973 parmi les puissants de ce monde. Bourguiba a eu le temps de s'en rendre compte et, s'il les a toujours ménagées par le passé, il n'a cessé depuis quelques années de renforcer les liens de la Tunisie avec des régimes qui privilégient comme lui un ancrage sans nuances à l'Occident et qui peuvent utilement l'aider à contenir l'encombrant colonel libyen.

Il ne peut par ailleurs négliger une réalité chaque jour plus évidente : en vingt-cinq ans, son pays s'est « arabisé » et a créé un tissu de relations de toutes sortes avec les pays « frères » d'Orient : culturelles, religieuses, idéologiques, politiques et de plus en plus financières, les pétrodollars ne demandant qu'à s'investir dans une nation encore réputée

pour sa stabilité et qui leur ouvre tout grand les portes. S'il n'a montré aucun enthousiasme à conduire le mouvement, Bourguiba semble avoir accepté cette véritable réintégration de la Tunisie dans le giron arabe. Le projet d'installation de la Ligue à Tunis pourrait marquer le couronnement de cette évolution. Lui ne paraît ni pour ni contre ; cette consécration vient trop tard et symbolise trop la division du monde arabe pour qu'il puisse la savourer comme une revanche. Il craint au contraire que la Tunisie ne soit entraînée dans des querelles dont il l'a toujours préservée. Son Premier ministre manifeste pour sa part une nette opposition au projet. Mais Riyad insiste et Washington lui fait savoir sa préférence pour l'installation de la Ligue dans une des capitales les plus modérées du monde arabe. Devant cette double sollicitation, il finit par céder. Non seulement Tunis devient en avril 1979 le siège de la Ligue arabe, mais celle-ci choisit comme nouveau secrétaire général l'ex-ministre tunisien des Affaires culturelles Chedli Klibi qui est depuis longtemps un proche collaborateur du chef de l'État. Ironie du sort, la métropole de la République bourguibienne est ainsi promue au rang de capitale du monde arabe. S'il n'y voit pas d'inconvénient, son indifférence vis-à-vis de cette nouvelle présence est telle que celle-ci demeure cantonnée dans une étonnante discrétion. La Tunisie a beau revendiquer son arabisme, Bourguiba l'a marquée plus fort dans ce domaine qu'elle ne veut bien le dire.

Le mouvement syndical brisé, l'opposition politique écartée, la jeunesse surveillée, le sérail neutralisé et Bourguiba plus malade que jamais, Nouira est enfin seul à gouverner. Le gestionnaire laisse de plus en plus chez le dauphin place au politique qui a montré sa détermination à rester maître du jeu en mettant fin de façon sanglante à la fronde syndicale. Mais les derniers événements ont terni l'image de la Tunisie auprès des pays occidentaux et de l'opinion publique internationale. Toujours inquiet des convoitises

des voisins, Nouira veut regagner la confiance de ses grands alliés pour s'assurer d'une protection en cas de besoin, et entreprend de les convaincre qu'il n'est pas tenté par la dictature. Il y parvient lors de la première visite officielle qu'il effectue à Washington où il est reçu comme un chef d'État. Mais Jimmy Carter qui s'est érigé en défenseur sourcilleux des droits de l'Homme demande courtoisement des preuves. En Tunisie, certains prisonniers politiques sont parvenus à rendre public leur témoignage sur les tortures qu'ils ont subies. Campagnes, pétitions, interventions de personnalités « amies de la Tunisie » se multiplient en faveur de leur libération. Nouira finit par convaincre un Bourguiba plus que réticent de la nécessité de faire un geste. Le 3 août 1979, Achour troque la prison contre une plus clémente assignation à résidence à son domicile, et les cinq plus anciens prisonniers politiques, ex-dirigeants de Perspectives, dont certains ont purgé plus de dix ans de forteresse pour délits d'opinion, sont enfin libérés.

À la veille du Xe congrès du PSD, ce geste doit rendre plus crédible le discours de Nouira. S'il ne veut pas entendre parler de pluralisme, il entend développer « la démocratie interne du parti » qui doit « s'amarrer aux élites, aux idées et aux compétences ». Tandis que pour Sayah la force de frappe du PSD réside dans l'adhésion disciplinée des masses, le Premier ministre estime qu'il faut en améliorer le niveau pour assurer sa survie, et ne voit pas d'inconvénient à ce que des tendances apparaissent en son sein. En entreprenant cette timide ouverture, il tente en fait de déplacer le centre de gravité de la formation destourienne au pouvoir en sa faveur. Relative innovation, les listes présentées aux électeurs lors des élections législatives du 4 novembre 1979 comprennent deux fois plus de candidats que de sièges à pourvoir. Ce faisant, Nouira veut apparaître comme le représentant d'une majorité de Tunisiens centristes, modérés, partisans du dialogue, et laisse entendre que lors de l'épreuve de force

du jeudi noir, il s'est trouvé coincé entre l'extrémisme syndical d'Achour et celui, non moins déterminé, du directeur du PSD Mohamed Sayah.

La marginalisation de ce dernier est dès lors inscrite dans la démarche du Premier ministre. Abdallah Farhat, qui est également trésorier du PSD, va l'aider dans son entreprise et, sentant peut-être son heure arrivée, va mettre à la disposition du financier préoccupé de chiffres sa parfaite connaissance de l'appareil et des hommes du parti. C'est lui qui a conseillé de nommer le colonel Ben Ali à la direction de la Sûreté et placé auprès de Nouira Hedi Baccouche, « bensalhiste » en disgrâce mais Sahélien et apparatchik du parti, qui a selon lui autant de titres que Sayah à le diriger. Mais ce dernier veille et s'oppose avec la dernière énergie à « l'ouverture » du Premier ministre. Celle-ci passe nécessairement, il le sait d'expérience, par la désignation d'un bouc émissaire, rôle indispensable en cas de crise, pour lequel Nouira et Farhat l'ont déjà désigné en confiant l'organisation matérielle des dixièmes assises du PSD à l'armée. Dès lors, le succès du Premier ministre et de ses hommes est assuré. Les élections du comité central consacrent avec éclat les thèses de Nouira. Sayah et ses partisans, élus de justesse, cèdent les premières places aux ministres technocrates du dauphin qui n'est plus seulement le chef du gouvernement, mais aussi celui du PSD. La Tunisie entrerait-elle dans l'après-Bourguiba alors même qu'il est toujours président ? Comme Ben Salah, Mestiri et Masmoudi avant lui, Nouira a oublié que Bourguiba peut déléguer beaucoup de pouvoir à son bras droit à condition d'en demeurer l'unique dispensateur, donc le seul maître du jeu.

Or, ayant ouvert le congrès le 5 septembre, Bourguiba en suit les travaux depuis Carthage en compagnie de son épouse grâce à un circuit spécial de télévision. Indisposé par la manière dont les congressistes dénoncent le rôle de certains membres du gouvernement et de la milice du parti dans les événements du jeudi noir, son agacement se transforme en

colère lorsque les délégués demandent l'élection du secrétaire général du PSD par le congrès. Abdallah Farhat qui préside les débats ne sait-il pas que Bourguiba s'est arrogé depuis longtemps le privilège de désigner son adjoint au parti ? Enfin, les scores défavorables à la vieille garde destourienne et surtout à Sayah achèvent de le mettre hors de lui. Il refuse d'aller clôturer le congrès et convoque les congressistes au palais pour leur exprimer sans plus attendre son mécontentement devant les libertés qu'ils se sont permises. Wassila, qui a suivi d'un fort mauvais œil l'entreprise de consolidation du dauphin, se fait aider par Hassen Belkhodja alors ministre de l'Agriculture et qui fait partie de ses proches pour détruire le ministre de la Défense auprès du président. Sayah, pour d'autres raisons, s'y emploie de son côté énergiquement ; il connaît l'antipathie de Bourguiba pour les militaires et insiste sur la faute qu'a commise Farhat en faisant appel à l'armée pour organiser le congrès. Trois jours après sa clôture, trois décrets présidentiels tombent comme des couperets : Abdallah Farhat, Hedi Baccouche son conseiller et Mahmoud Triki, PDG de l'agence officielle d'informations, les trois hommes qui ont fabriqué à Nouira un congrès sur mesure, sont démis de leurs fonctions. Quant à Sayah, il est non seulement maintenu au poste de directeur du parti, mais désigné comme membre du Bureau politique bien qu'élu bon dernier au comité central. Le coup de semonce a été compris : Nouira n'est successeur que par le bon vouloir du chef de l'État. L'après-Bourguiba n'a pas commencé.

Le « coup » de Gafsa

Ayant suivi avec attention les péripéties de la crise de 1977 et son épilogue du 26 janvier 1978, très au fait des rivalités

qui continuent de déchirer le sommet du pouvoir, Tripoli et Alger sont certains que le régime de Bourguiba est à bout de souffle et qu'un rien suffirait à l'emporter. Depuis 1977, ils s'emploient activement à préparer ce « rien ». Les deux capitales abritent chacune les restes du Front national des forces progressistes créé en 1972 à Tripoli par quelques rescapés du youssefisme. La branche « algérienne » a pris le nom de Parti révolutionnaire populaire tunisien (PRPT) et la branche « libyenne » celui de Front populaire de libération de la Tunisie (FPLT). Cette fantomatique formation est dirigée à Tripoli par Amara Dhaou Naïl, youssefiste réfugié en Libye. Installé au Bureau arabe de liaison (BAL), il recrute de jeunes compatriotes émigrés, ayant fui la misère de leur Sud natal pour les mirages de la riche Libye. Ezzeddine Cherif, originaire de Gafsa, condamné à dix ans de détention à la suite du complot de 1962, vient le trouver à sa sortie de prison. Engagé comme convoyeur des caravanes de ravitaillement du Polisario, Cherif est en contact avec le BAL et avec l'officier de la sécurité militaire (SM) algérienne chargé de la liaison avec les Sahraouis. En décembre 1977, il est présenté à Slimane Hoffman, chargé des relations extérieures du FLN. C'est à partir de là que prend forme le « coup » de Gafsa, fondé sur la conviction algérienne et libyenne que, vu l'état du pays, il suffit de distribuer des armes à la population de cette ville pour la voir se soulever. Les Algériens se chargent d'introduire en territoire tunisien à travers la frontière commune les armes fournies par la Libye, à charge pour Ezzeddine Cherif de trouver des passeurs, des caches et des hommes. De l'argent, il en reçoit à la fois des Algériens et des Libyens. Mais trois cargaisons d'armes sur quatre restent en territoire algérien. Entre-temps il est vrai, Boumediene est mort, et il n'est pas exclu qu'elles aient été détournées de leur destination pour servir éventuellement à certaines factions dans la lutte de tendances qui se déroule alors pour la conquête du pouvoir à Alger. Hoffman,

le commanditaire algérien de l'opération, joue-t-il un jeu algérien vis-à-vis de la Tunisie ou mêle-t-il à ses calculs des considérations de politique intérieure algérienne ? Les deux à la fois sans doute. En avril 1979, Amara Dhaou a présenté à Ezzeddine Cherif Ahmed Mergheni, un membre du FPLT condamné en 1972 à Tunis pour avoir voulu faire sauter les immeubles de la radio, du PSD et du centre culturel américain, et gracié en 1976. Habitué des camps d'entraînement libanais, libyens et sahraouis, il est chargé d'y recruter des hommes parmi les quelques centaines de Tunisiens que la haine et le désir de violence engendrés par la misère a poussés en ces lieux.

Vingt-huit d'entre eux partent fin décembre de Tripoli pour Rome, puis pour Alger. Début janvier 1980, ils quittent l'Algérie en autocar et passent la frontière déguisés en équipe sportive pour se rendre à Gafsa où ils se terrent dans une maison amie jusqu'au 27 janvier. Ce jour-là, à 2 heures du matin, ils investissent la caserne de la ville sans défense, la troupe ayant fait mouvement vers Medenine, dans le sud-est du pays. Pour faire diversion, la Libye a en effet massé des bataillons de chars à cet endroit de la frontière. Le commando attaque simultanément le poste de police, celui de la Garde nationale, une autre caserne, et patrouille jusqu'au matin en appelant la population à « faire la révolution ». Il dispose en ville de complicités puisqu'il a réussi à s'y cacher près de trois semaines sans attirer l'attention des autorités. Si Gafsa toutefois n'est pas devenue la « ville libérée » appelant à son aide le « guide » libyen afin qu'il vole au secours de la Tunisie, ainsi que l'espérait Kaddafi, c'est essentiellement à cause d'une erreur de jugement de Ezzeddine Cherif : il a fait croire à Mergheni que chaque membre du commando pouvait mobiliser dix habitants de Gafsa. Mais, indifférents au sort du régime qui ne leur a jamais manifesté la moindre sollicitude, ces derniers n'ont pas plus suivi qu'ils n'ont dénoncé les insurgés. Arrivée onze heures après le début des

événements, l'armée entreprend un ratissage systématique de la ville et finit par s'en rendre maîtresse au prix, selon les chiffres officiels, de quarante-huit morts et d'une centaine de blessés.

L'agression a d'autant plus inquiété les Tunisiens qu'ils savent leur président amoindri et se sentent de ce fait encore plus vulnérables. Mais le vieux capitaine a du métier. La tempête, c'est ce qu'il aime le plus. Face au leader libyen qui, dans un délire radiophonique, exhorte les Tunisiens à se soulever contre « l'oppression, l'injustice et l'humiliation » et à « attaquer les postes de police et les casernes » pour « la libération totale », Bourguiba se redresse. Il surprend ses proches, ses collaborateurs, son peuple. Le vieillard radoteur qu'on a pris l'habitude de ménager de peur qu'il ne s'effondre montre par son attitude la conduite à suivre. Il est d'un calme étonnant et met un point d'honneur à ne rien modifier au rythme de ses journées. En séjour de repos à Nefta où il est arrivé le 24 janvier en compagnie de son épouse, il continue à habiter au Sahara Palace, niché dans la palmeraie située à 100 kilomètres à peine de Gafsa et non loin de la frontière algérienne. Il effectue ses promenades quotidiennes sous les palmiers, sacrifie au rituel de la sieste, tout en suivant de très près les événements. Il reçoit la presse internationale et, aux journalistes qui veulent y voir une opération intégriste ou syndicale ou l'expression d'un mécontentement, il répond imperturbable : « Ne croyez pas cela, la réalité est beaucoup plus simple. Kaddafi, mal renseigné par ses services, a cru que le pays était "mûr", qu'il pouvait le déstabiliser facilement, que les Tunisiens en avaient assez de Bourguiba. Il s'est trompé. Il y a cinquante ans que je vis avec et pour ce peuple, et ce peuple apparemment n'en a pas marre de moi ! » Il accuse publiquement Kaddafi mais ne dit mot de l'Algérie – bien qu'il ait toujours considéré plus sérieusement la menace algérienne que tous les dangers libyens – « pour éviter à la Tunisie d'avoir

à se battre sur deux fronts », explique-t-il à ses intimes. Immédiatement après l'attaque de Gafsa, il a dépêché à Alger un émissaire portant avec lui des preuves accablantes de la complicité algérienne. « Dites au président, lui déclare le nouveau président algérien Chedli Benjedid, que je n'étais pas au courant. Assurez-le surtout que rien de semblable ne pourra se produire dorénavant. » Bourguiba décide de se contenter de cette explication, et de répondre à l'invitation de Benjedid à croire en « l'innocence » de l'Algérie, ou du moins à considérer la participation algérienne comme un héritage de l'époque Boumediene.

Bourguiba est un des rares, durant les moments dramatiques de Gafsa, à croire en ce qu'il a bâti pendant vingt-cinq ans : un État et des institutions. Kaddafi ? Il règle le sort du colonel en trois mots : « Brouillon, incohérent, pas inquiétant. » Incrédules et soulagés, les Tunisiens admirent l'assurance avec laquelle il a encore une fois repris l'initiative. Ils prennent brutalement conscience que leur président demeure un symbole de l'intégrité du pays et qu'ils lui sont encore profondément attachés. En relevant la tête et en reprenant la situation en main, il leur a démontré que l'État, qu'il a toujours voulu personnifier, reste debout et assez fort pour faire face aux appétits extérieurs. Les Tunisiens manifestent d'autant plus volontiers leur solidarité qu'ils ont ressenti comme une terrible humiliation le fait qu'Alger et Tripoli aient pu lancer des concitoyens à l'assaut de leur propre pays. Ils constatent en outre avec soulagement que le sérail est resté à l'écart de ce tragique épisode des relations de la Tunisie avec ses voisins. Contrairement à ce qui s'était passé lors des événements du jeudi noir, ceux-ci ont agi cette fois sans cheval de Troie dans les allées du pouvoir.

Mohamed Masmoudi, Bahi Ladgham, le MUP, les démocrates socialistes dont le chef de file Ahmed Mestiri s'est rendu à Nefta pour rencontrer le président, les communistes, les intégristes, les syndicalistes, tous condamnent

énergiquement l'agression et assurent Bourguiba de leur soutien. Pour la première fois depuis longtemps, un large consensus s'exprime autour de lui. Tous espèrent cependant que cette grave alarme incitera le régime à s'attaquer aux problèmes sociaux et politiques du pays et à s'occuper plus sérieusement de la défense extérieure de la Tunisie qui se trouve, bon gré mal gré, au cœur des conflits secouant la Méditerranée. Les grandes puissances ne sont d'ailleurs pas indifférentes à ce qui s'y passe et, dès l'annonce de l'attaque de Gafsa, la VIe Flotte américaine et l'Eskadra soviétique ont fait mouvement vers les côtes tuniso-libyennes. Paris aussi s'est inquiété. Mais l'appel des Tunisiens, dans l'affolement qui a suivi l'attaque du commando, à l'aide logistique française s'est révélé inutile, les deux transports de troupes et les deux hélicoptères expédiés par la France n'étant arrivés que quarante-huit heures après le début du soulèvement, et bien après l'aide de même type fournie par Hassan II. Si ces SOS lancés aux pays amis ont été critiqués par l'opposition, ils n'ont pas toutefois entamé le consensus, qui résiste également au verdict pourtant inutilement sanglant des membres du commando dont quinze sont passés par les armes. Chacun sait qu'en de telles occasions, Bourguiba n'a pas l'habitude de se laisser fléchir.

Alors que le président ne s'était pas montré aussi alerte depuis longtemps, son Premier ministre est terrassé par une attaque d'hémiplégie dans la nuit du 25 au 26 février. Cet homme qui disait volontiers que ses soucis « étaient d'une telle fidélité qu'ils ne [le] quittaient pas un seul instant », a succombé à l'épuisement et aux coups redoublés de ses adversaires. Arguant que l'attaque de Gafsa a mis à nu l'incompétence des services de renseignements du ministère de l'Intérieur dirigé par un haut fonctionnaire choisi par Nouira, Wassila presse Bourguiba de changer le titulaire d'un département qui, depuis le limogeage de Tahar Belkhodja, échappe totalement à son autorité. Elle suggère le retour au

gouvernement d'un de ses amis, auquel le Premier ministre est allergique, Driss Guiga, ambassadeur à Bonn, que le président a eu l'occasion d'apprécier lors de son séjour de trois mois en RFA. Nouira oppose une ferme résistance à Bourguiba, mais celui-ci lui annonce le 26 février qu'il a décidé de confier le ministère de l'Intérieur à Driss Guiga. C'en est trop pour le Premier ministre qui s'effondre quelques heures plus tard.

Véritable *Chronos*, Bourguiba dévore un à un ses dauphins. Voilà qu'après une décennie pendant laquelle il a semblé passer la main pour s'enfoncer inexorablement dans la vieillesse et n'a réoccupé le devant de la scène que quand il s'est senti directement menacé, il apparaît à la faveur du coup de théâtre de Gafsa et de la brutale maladie de Nouira comme le seul capable de gouverner la Tunisie et le plus solide garant de son intégrité. À nouveau, il est seul à tenir l'avenir entre ses mains. Que va-t-il en faire ? Au cours des dix dernières années, il s'est séparé de la plupart des compagnons et des disciples avec lesquels il a construit la Tunisie d'après l'indépendance. Ayant du mal à grandir dans son ombre, les hommes neufs ne sont pas légion. Après cet étonnant réveil, le vieillard va-t-il retomber dans ses rêves et dans sa léthargie, ou achever l'édifice qu'il a mis si longtemps à construire ?

La dérive

En Bourguibie

En dix ans, les Tunisiens sont-ils devenus schizophrènes ? Ils ne savent plus très bien s'ils vivent en Tunisie – pays réel, de terre et de gens, de chair et de problèmes, de villes qui s'édifient et d'enfants qui grandissent, nation de sept millions de citoyens qui seront près de dix millions en l'an 2000 et dont 60 % n'ont pas connu la préhistoire, le « temps des Français » d'avant 1956 – ou dans le royaume de Bourguibie – théâtre d'ombres, hors du temps, frappé d'une immobile éternité, où les figurants changent parfois mais les gestes jamais, voué au culte d'un monarque immuable qui ne vieillit même plus. Ils sont curieusement étrangers l'un à l'autre ces deux pays qui vivent sous un même ciel. De loin en loin, la Bourguibie perçoit que le premier respire, est dérangé par ses grondements, sans cesser d'obéir à ses rites quotidiens. Les Tunisiens de leur côté regardent comme au spectacle fonctionner cet étrange royaume dont ils font mine entre deux crises d'être de dociles et fidèles sujets. Le rituel dure depuis si longtemps qu'ils sont experts à en décrypter tous les signes, attentifs à ses moindres altérations, inquiets ou ironiques au plus petit indice de changement. Il leur faut bien être vigilants : la Bourguibie, quoique surréaliste, ne les gouverne pas moins. Son chef surtout est l'objet d'une constante surveillance. Dans ce pays où le symbole est

devenu roi, chacun de ses gestes est commenté avec une minutie maniaque puisque rien d'autre à la surface n'a de sens politique. Le président – ce mot est prononcé comme lorsqu'on parlait jadis des plus puissants monarques mais aussi sur ce ton familier qu'autorise une vieille intimité – a reçu ce matin le Premier ministre debout : c'est grave et peut annoncer la disgrâce de tel clan. Il a gagné sa résidence d'été deux jours avant la date prévue : cela veut dire clairement que tel ministre ne saurait tarder à céder sa place à tel courtisan. Son second chambellan ne le suivait pas hier dans la promenade quotidienne qu'il faisait à pas pesants dans les jardins royaux : absence annonciatrice d'orages au palais. Il est très fatigué. Il va mieux. Il est de bonne humeur : on respire. Il est fâché : qui en fera les frais ? Le bureau de Carthage ou le salon aux stucs tarabiscotés de Skanès sont, grâce à la télévision, aussi familiers aux Tunisiens que le décor de leur propre demeure. Ils y vivent pratiquement, souffrant d'un mal inconnu sous d'autres cieux : ils sont malades de Bourguiba. Le vieux leader a réussi au-delà de toute espérance à habiter en permanence l'esprit de ses concitoyens.

Ceux-ci possèdent pourtant l'étonnante capacité de se dédoubler. Si le « phénomène » Bourguiba a pris chez eux les allures d'une obsession collective, la conscience d'une Tunisie réelle en devenir garde dans les esprits une singulière puissance en ce début des années quatre-vingt. Loin de servir d'éteignoir, le jeudi noir de 1978 a renforcé les exigences démocratiques d'une intelligentsia lasse d'être tenue pour irresponsable et qui aspire à une ouverture souvent promise et toujours repoussée. Des courants qui, pendant près d'un quart de siècle, s'étaient plus d'une fois farouchement opposés se rapprochent désormais pour considérer que la démocratisation est un préalable à tout progrès futur du pays. Les libéraux issus de la matrice destourienne se proclament ainsi avant tout démocrates, qu'ils soient restés par conviction ou par calcul au sein du vieux parti, qu'ils se considèrent

comme indépendants tel le groupe qui gravite autour de Hassib Ben Ammar et de son journal *Errai*, ou qu'ils aient rejoint les rangs du Mouvement des démocrates socialistes (MDS) animé par l'infatigable Ahmed Mestiri.

Pour ces transfuges, le système du parti unique est à l'origine de la plupart des maux dont souffre la Tunisie. L'extrême gauche elle aussi a changé : après de fréquents séjours en prison, certains ayant passé plus de dix ans dans les cellules et les cachots du pénitencier de Borj Erroumi, les cheveux blanchis, ses anciens ténors ont eu le temps de réfléchir à leurs luttes passées, à leurs erreurs aussi. Les « libertés formelles » qu'ils méprisaient naguère au nom d'exigences plus radicales leur paraissent en 1980 l'enjeu essentiel pour lequel il vaut de lutter. Ils ont assez souffert de l'arbitraire pour les considérer comme un bien précieux, et on les retrouve au premier rang dans toutes les instances qui ont fait des droits de l'Homme leur cheval de bataille. Le parti communiste est aussi un fervent partisan du pluripartisme, et se dit résolu à faire front avec toutes les forces décidées à se battre pour son avènement. Quant aux syndicalistes évincés après le jeudi noir, ils joignent naturellement leurs voix à ce courant qui prend les allures d'une lame de fond. Même les islamistes se déclarent favorables à une telle évolution dont ils auraient tout à gagner car, s'ils ne manquent pas d'influence, ils ne sont pas assez puissants pour pouvoir faire cavalier seul. En 1980, l'écrasante majorité de la Tunisie politique a décidé d'être démocrate et d'œuvrer avant tout autre chose à la conquête des libertés publiques. Mais il n'est pas dans les habitudes du régime qui vit là-bas en Bourguibie d'écouter ce qu'elle dit.

Survenant dans ce face à face figé entre un pouvoir frappé de surdité et un pays qui le regarde et se sent étouffé, le traumatisme de Gafsa a les vertus d'un électrochoc : le vieux monarque s'est réveillé pour faire face au danger et, retrouvant un chef d'État, la classe politique s'est rangée

sans réticences à ses côtés. Quand on avait, de guerre lasse, cessé d'y croire, on découvre soudain que le régime et le pays peuvent à nouveau se rencontrer. Dès lors, tous les espoirs sont permis. Surpris et charmés, les Tunisiens font connaissance avec l'état de grâce. L'expérience, pourtant, a amplement prouvé que leur chef ne croit guère aux bienfaits de la démocratie. Pourquoi diable changerait-il à près de 80 ans ? L'autocrate est-il capable d'une telle révolution ? Non bien sûr, mais, comme toujours, il sent. À Carthage, loin du peuple, dans son palais bordé de hautes grilles plongeant dans la mer, où seuls les courtisans lui font quotidiennement visite, il juge par instinct qu'il faut lâcher du lest. Ce sectateur de la fermeté sait composer avec une majorité. À deux ans d'intervalle, la Tunisie a connu deux crises d'une extrême gravité. La répression de 1978 a tout au plus réussi à geler les problèmes qui avaient engendré la tempête du 26 janvier, sans parvenir à les résoudre, Gafsa a révélé à quel point l'image du régime s'était détériorée puisque ses deux voisins se sont sentis sûrs de pouvoir le renverser d'une chiquenaude. Une fois de plus, trop de nuages ont récemment obscurci l'horizon pour qu'il n'en vienne pas à craindre pour lui-même. Un troisième choc trop rapproché ne risquerait-il pas d'emporter son trône ? Puisqu'un consensus s'est fait jour après le 27 janvier 1980, n'est-il pas sage de le consolider pour y puiser une légitimité nouvelle ? Et, la démocratie ayant le vent en poupe, c'est à nouveau par elle qu'il faudra passer pour redorer le blason du régime.

D'ailleurs, son entourage l'y pousse. Son épouse s'y déclare fermement attachée ainsi que son nouveau Premier ministre par intérim, et au sein même du Destour, de nombreux hommes politiques réapparus au premier plan après l'effacement de Hedi Nouira. Le 20 mars, à l'occasion du XXIVe anniversaire de l'indépendance, le président accepte de faire un geste en libérant plusieurs dirigeants syndicalistes

arrêtés à la suite du 26 janvier. Le 23 avril, Mohamed Mzali est définitivement nommé Premier ministre. En changeant de dauphin, Bourguiba signifie qu'il veut changer de politique, et le nouveau numéro deux paraît tout désigné pour être l'artisan d'une telle évolution. Sans être un destourien historique comme son prédécesseur et n'ayant pas pris une part active à la lutte de libération, ce Monastirien – régionalisme oblige – de 55 ans n'en est pas moins depuis l'indépendance un homme de l'appareil qui a patiemment gravi tous les échelons des responsabilités gouvernementales. Aux yeux de l'opinion, c'est un destourien « neutre » n'ayant fréquenté ni les durs ni les libéraux. Il est surtout connu pour être un grand sportif – il cultive soigneusement son image métaphorique de coureur de fond – et comme un fervent partisan de l'arabisation du pays, qu'il a inscrite dans les faits durant les longues années qu'il a passées à la tête de l'Éducation nationale. On ne lui connaît pas d'appartenance à un clan précis et, sans le créditer d'une lumineuse intelligence, on lui accorde de la bonne volonté. Bref, il ne déplaît pas et Wassila, de nouveau solidement en selle, ne l'estime pas dangereux pour son propre pouvoir. Jouant pour sa part les novices, Mzali, qui a une image à forger, se dit volontiers démocrate. Il l'est peut-être. S'il ne l'est pas, il sait que l'étiquette est populaire et met à profit toutes les occasions pour donner sur ce chapitre de fermes assurances. Bourguiba le laisse faire, c'est pour cela qu'il l'a nommé.

Les Cent Fleurs

En ce début de 1980, le choc de Gafsa passé, on pourrait se croire revenu au début des années soixante-dix, à l'époque où la chute de Ben Salah et la maladie présidentielle avaient rendu aux Tunisiens le goût de la liberté. Voilà qu'à dix ans

d'intervalle le même chef, le même régime et presque les mêmes hommes se retrouvent confrontés aux exigences d'un peuple las d'être trop fermement tenu en laisse. Est-ce cette réédition qui donne à l'état de grâce de 1980-1981 cette douloureuse impression de déjà vécu et qui explique que le scepticisme d'une opinion blasée soit plus difficile à entamer ? Car si la classe politique y voit aussitôt une occasion providentielle de se libérer d'un carcan trop longtemps imposé, la masse des Tunisiens est beaucoup plus lente à réagir qu'en 1970. Peut-être connaît-elle trop bien son chef pour le croire capable de s'amender au soir de sa vie, et attend-elle qu'on lui donne des preuves tangibles de la volonté de renouvellement.

À y regarder de plus près pourtant, la situation est fort différente de celle qui prévalait une décennie auparavant : alors qu'en 1970, l'absence du président donnait le véritable signal du bouillonnement politique, c'est son retour aux affaires qui débloque la situation en 1980. Tout se passe comme si l'on ne croyait plus en une relève naturelle au sein du régime et qu'on attendait de lui seul la capacité de le renouveler. L'ambivalence des sentiments de l'opinion vis-à-vis de Bourguiba atteint son paroxysme : on sait d'évidence qu'il est le principal responsable de la fossilisation du pouvoir mais, ayant éliminé les principaux personnages de la scène politique, il demeure l'ultime recours contre la lente asphyxie d'un système dont il ne peut, se dit-on, vouloir la mort. Tout en craignant ses bouffées d'absolutisme qu'on connaît trop bien, on attend encore beaucoup de lui, sachant que Mzali ne peut rien faire sans son aval. Le PSD lui aussi est bien différent de ce qu'il était : alors qu'en 1970 il apparaissait comme un moteur de la volonté de changement, il demeure à la traîne dix ans plus tard et suit le mouvement sans être capable de le conduire. Le « parti de Bourguiba » n'est plus qu'un appareil, omniprésent sans doute à travers le pays, mais dépourvu de cette force vitale qui faisait sa

véritable puissance. Ce n'est pas un hasard si, hormis une fraction des cadres destouriens acquise au changement, c'est à l'extérieur du parti que le *new deal* du Premier ministre trouve ses principaux soutiens.

Progressivement toutefois, les Tunisiens se convainquent que l'occasion est trop belle pour ne pas jouer le jeu. Mais ils ont besoin de concret, connaissant la valeur éphémère des discours. Le bicéphalisme syndical ne peut plus durer. La direction fantoche n'a aucune autorité sur des troupes ayant repris çà et là des actions revendicatives et n'obéissant qu'aux mots d'ordre de leur encadrement élu qui n'a pas été totalement démantelé malgré l'ampleur de la répression. Pour conquérir une crédibilité, la nouvelle équipe gouvernementale doit donner corps à ses promesses en rendant au syndicat sa direction légitime, sans avoir l'air de céder tout à fait. Dès son installation, Mzali s'emploie à nouer un dialogue avec les anciens dirigeants de l'UGTT convaincus pour leur part qu'un arrangement est désormais possible. Même l'intraitable Achour y met du sien et envoie deux missives conciliantes au président, allant jusqu'à le féliciter chaleureusement le 3 août pour son anniversaire. Le 5 août, Mzali annonce que le gouvernement et le PSD ont l'intention de négocier la préparation d'un congrès extraordinaire de l'UGTT. L'affaire semble bien engagée.

Mais si Bourguiba s'est résigné à faire des concessions, il n'a pas pour autant l'intention de pardonner sa « forfaiture » à son vieil adversaire. Ce ne sont pas quelques lettres qui peuvent l'émouvoir et, reconnaissant peut-être en Achour un double aussi têtu mais moins habile que lui, il se refuse cette fois à lui accorder l'aman. Le 27 août, il décide que les hommes condamnés à la prison et n'ayant pas fait l'objet d'une grâce ne pourront assurer dans l'avenir aucune responsabilité syndicale. Voilà « le vieux lion » hors circuit, ce qui complique singulièrement les choses. Mais enfin, les discussions continuent, d'autant qu'une grande partie de

l'ancienne direction estime que la reconquête de l'UGTT vaut bien qu'on lui sacrifie l'ancien secrétaire général et que, de son côté, le pouvoir multiplie les gestes d'apaisement : entre août 1980 et janvier 1981, la quasi-totalité des syndicalistes arrêtés et jugés en 1978 sont libérés. Fin septembre 1980, les négociations aboutissent à la mise en place d'une commission nationale syndicale composée à la fois de dirigeants légitimes et de membres de la direction imposée après janvier 1978, chargée de préparer le congrès. Pour sceller le consensus, on charge Noureddine Hached, en sa qualité de fils du prestigieux leader assassiné en 1952 et bien qu'il ait fait toute sa carrière dans la haute fonction publique, de la présider et de mener à leur terme les discussions avec le gouvernement. Achour pour autant ne s'avoue pas vaincu. En prévision du congrès, il présente le 27 mars 1981 sa candidature aux élections pour le bureau exécutif de la centrale. Mzali, désireux de lever au plus vite l'hypothèque syndicale, est tenté de céder à cette mise en demeure. Bourguiba, lui, connaît trop bien cette tactique de la provocation pour se laisser impressionner. Le 2 avril, il convoque son Premier ministre pour lui rappeler « ses instructions d'interdire à Habib Achour de présenter sa candidature ». Mais le duel entre « les deux Habib », les seuls leaders depuis l'indépendance à occuper sans discontinuer le devant de la scène tunisienne, ne parvient pas à rompre le processus de normalisation de la vie syndicale. En essayant tant bien que mal de s'accommoder de ce combat de chefs, Mzali et ses collaborateurs d'un côté, Noureddine Hached et son équipe de l'autre, s'emploient à résoudre un à un les problèmes.

L'ambiance de toute façon n'est pas au pessimisme. Même les plus sceptiques parmi les Tunisiens sont obligés de constater que le gouvernement libéralise à marches forcées, et d'aucuns se prennent timidement à croire qu'on s'achemine peut-être vers l'irréversible. Le 8 août 1980, la fonction de procureur de la République, symbole de l'arbitraire et de

la répression pendant de si longues années, a été supprimée. Événement rare dans ses annales, le PSD a décidé de convoquer un congrès extraordinaire pour les 10 et 11 avril 1981 afin, officiellement, d'étudier la préparation du VI[e] Plan. Mais personne n'est dupe du véritable enjeu : il s'agit pour le parti d'apporter sa caution à la nouvelle donne et de renouveler un personnel politique trop « nouiriste » pour conduire le changement. Encore une fois on s'interroge : Bourguiba acceptera-t-il l'évolution ? Chacun sait que, privé de son approbation, la démocratisation en cours conserverait un caractère précaire avant d'être tout bonnement condamnée. Depuis un an, il a laissé faire sans prendre publiquement position. Son apparente neutralité vaut-elle consentement ? Elle ne suffit en tout cas ni à rassurer l'opinion ni à légitimer totalement la hardiesse du gouvernement. Chedli Klibi qui, bien qu'il soit secrétaire général de la Ligue arabe, a gardé ses fonctions de scribe du président, a rédigé en suivant ses instructions son discours inaugural au congrès. Chez les dignitaires du régime partisans de l'ouverture qui se réunissent régulièrement en conclave depuis le changement de gouvernement, c'est la déception : le texte que doit lire Bourguiba ne fait aucune allusion à la nécessité de libéraliser la vie politique. Deux jours avant le début du congrès, ils se retrouvent le soir chez le ministre des Affaires sociales Sadok Ben Jemaa. Il y a là Mzali et son fidèle Mezri Chekir, Tahar Belkhodja, Beji Caïd Essebsi, Slaheddine Baly, Driss Guiga, Mansour Moalla, Mongi Kooli et Béchir Zarg El Ayoun. Tous tombent d'accord : il faut que le président enterre le parti unique à l'occasion des prochaines assises du PSD. Mzali leur soumet un paragraphe qu'il vient de rédiger et qu'il se fait fort de faire accepter par Bourguiba. Il y parvient en effet le lendemain. Ce sera un discours historique, dit-il au président. Tous les Tunisiens l'attendent ; il serait dangereux de les décevoir après leur avoir donné de sérieux espoirs. Sans conviction, Bourguiba finit par se rendre à ses

raisons, en refusant toutefois de céder sur l'amnistie générale que le Premier ministre lui a proposé de proclamer dans la foulée. Klibi est aussitôt averti, et le discours remanié.

Le 10 avril, devant une salle comble qui interrompt son discours à plusieurs reprises par des ovations nourries selon un cérémonial parfaitement réglé, le chef de l'État déclare qu'il n'a pas d'objection « à l'émergence de formations nationales politiques ou sociales... à condition qu'elles s'engagent à sauvegarder l'intérêt supérieur du pays, à se conformer à la légalité constitutionnelle, à préserver les acquis de la nation, à rejeter la violence et le fanatisme, à ne pas être inféodées idéologiquement et matériellement à une quelconque partie étrangère ». La formule ne respire pas vraiment l'enthousiasme mais enfin, ce *nihil obstat* en forme de « oui, mais » met fin en quelques minutes à l'interminable règne du parti unique. Et le PSD semble effleuré à son tour par le virus démocratique : bien que Bourguiba ait pris soin de faire l'éloge des hommes qu'il a recommandé d'élire au comité central, Mohamed Sayah y entre de justesse. Les délégués sont en fait divisés en deux grandes tendances : tandis que l'une s'alarme de l'éventualité pour le PSD de devoir faire face à des formations politiques légales alors qu'il a depuis si longtemps l'habitude d'occuper seul le terrain, l'autre estime qu'une telle concurrence représente la dernière chance de le sauver d'une sclérose qui frappe tous ses rouages.

De toute façon, le changement est déjà à l'œuvre. Pour la première fois depuis l'indépendance, aucun responsable de l'UGTT ne figure dans les instances dirigeantes du parti. Le lien organique qui les unissait est officiellement rompu ; l'indépendance syndicale est entrée dans les faits. Elle est érigée au rang de dogme au congrès extraordinaire de la centrale qui se tient les 29 et 30 avril dans le vieux bastion syndical qu'est la cité minière de Gafsa, théâtre quinze mois auparavant d'un séisme somme toute salutaire. L'ombre du vieux fonceur écarté pèse sur ces assises inédites mais, malgré

l'offensive des cent vingt-sept « achouristes » sur les cinq cent quarante-quatre délégués qui présentent la levée de l'exclusive pesant sur lui comme un préalable à toute solution de la crise ouverte en 1978, l'UGTT se dote d'une nouvelle direction élue dans laquelle onze des treize membres sont des dirigeants d'avant le 26 janvier. Pour la première fois depuis sa fondation en 1946, l'organisation nomme à sa tête un secrétaire général, Taïeb Baccouche, dépourvu de tout lien avec le Néo-Destour. Ainsi, la volonté d'autonomie par rapport au pouvoir est clairement affirmée, et aucune motion ne ménage d'ailleurs la politique économique et sociale du gouvernement. Mohamed Mzali ne s'en offusque pas : venu à Gafsa le jour même de la clôture du congrès célébrer le 1er mai, il se félicite publiquement de ces résultats qui ont rendu « dans un esprit démocratique » sa représentativité à l'UGTT. Même Bourguiba affecte une inhabituelle bonne volonté en recevant dès le 2 mai la nouvelle direction syndicale. En montrant par là qu'il ne mesure pas sa légitimité au nouveau secrétaire général, il espère marginaliser définitivement Habib Achour.

La Tunisie semble réellement entrée dans l'ère du pluralisme ; la classe politique s'initie avec délices aux joutes oratoires publiques. Sans être officiellement reconnues, bon nombre de formations politiques sont tolérées et ont pignon sur rue ; elles préparent fébrilement les élections législatives anticipées prévues pour l'automne. Le Premier ministre ne cesse d'assurer qu'il fera tout pour qu'elles soient libres et que l'opposition puisse y participer. Celle-ci nage toutefois en plein paradoxe : elle s'exprime plus librement qu'elle ne l'a jamais fait, sans avoir aucune existence légale. Or Bourguiba ne paraît pas pressé de la lui accorder et multiplie les obstacles à une reconnaissance officielle des partis. Il n'est d'abord pas question de reconnaître n'importe qui, et il se résignerait à la rigueur à une démocratie à la sénégalaise où Senghor avait réussi jusqu'à son départ en 1980 à limiter à

quatre le nombre des formations autorisées. On parle d'une charte du pluripartisme qui fixerait légalement les conditions permettant la création d'un parti. Mais le président répugne à fixer des règles du jeu qui pourraient un jour ou l'autre limiter sa liberté de manœuvre, et préfère agir au coup par coup en tenant compte des développements de la conjoncture. C'est ainsi que le 18 juillet, le parti communiste interdit depuis dix-huit ans retrouve la légalité après que son secrétaire général Mohamed Harmel eut été très officiellement reçu au palais de Skanès. Est-ce le monde à l'envers pour qui connaît l'anticommunisme viscéral du chef de l'État ? Pas du tout, et l'initiative ne manque pas d'habileté : en refaisant du PC un parti légal, il fait entrer le pluralisme dans les faits sans donner son aval à la création d'une formation nouvelle et en autorisant un parti qui ne risque pas, contrairement au MDS, d'empiéter sur l'espace politique du Destour ; il s'offre en outre la satisfaction d'infliger un camouflet à Ahmed Mestiri à qui il n'a jamais pardonné de l'avoir « trahi ». Mais il espère surtout que les communistes, en retrouvant une certaine liberté d'action, feront office de contrepoids à un mouvement intégriste qui l'inquiète désormais bien davantage. Tous les mouvements politiques continuent cependant d'agir au grand jour, et le gouvernement fait un geste supplémentaire avant les élections en supprimant le 22 septembre l'article 109 du Code électoral, déjà aboli en 1971 mais rétabli en 1973, obligeant tout député à appartenir à un parti politique et lui retirant son mandat s'il quitte son parti ou s'il en est exclu en cours de législature.

Une telle mansuétude vis-à-vis de l'opposition s'explique par une réelle volonté de démocratisation tout en ayant des raisons beaucoup plus graves et plus profondes. Car l'intégrisme est devenu une force politique au pays du Code du statut personnel. À la faveur de la relative tolérance de la fin des années soixante-dix, ses militants se sont organisés en

un Mouvement de la tendance islamique (MTI) qui devient une puissante organisation, à tel point que le pouvoir s'en émeut. Au début de septembre 1981, s'ouvre à Tunis le premier procès de cent sept militants du MTI, dont soixante et un ont été emprisonnés au cours des semaines précédentes. Pour Bourguiba, la montée en puissance d'un parti religieux relève du défi et s'apparente à un retour à cet « obscurantisme » qu'il n'a cessé pendant quarante ans d'accabler de sarcasmes. Tandis que ses ministres hésitent sur l'attitude à adopter, et craignent de s'aliéner un mouvement qui a de profondes résonances populaires, il n'a sur ce chapitre aucune disposition au compromis.

Au mois d'août a commencé le ramadan. À la surprise générale, le ministère de l'Intérieur dirigé par Driss Guiga a ordonné la fermeture pendant les heures de jeûne de tous les cafés et restaurants. Le président l'apprend par quelques collaborateurs inquiets de cette concession de taille faite aux intégristes et entre en fureur : comment ose-t-on revenir sur le principe de la liberté de culte dont il a toujours fait un des axes de sa politique en matière religieuse ? Il donne immédiatement l'ordre d'annuler la mesure. Les laïcs respirent, mais l'incident est significatif du nouveau climat qui règne dans le pays. On est bien loin de l'époque où, sans provoquer d'apparente réaction, le chef de l'État pouvait boire en public pendant le jeûne.

L'éclosion et le développement d'une idéologie aux antipodes du bourguibisme érigé en doctrine d'édification de la Tunisie n'est pourtant pas tout à fait étrangère à la façon de gouverner d'un leader qui n'a jamais fait mystère du peu d'épaisseur de ses sentiments religieux. Depuis près de vingt ans, toute expression politique différente de l'idéologie officielle est pratiquement interdite. Pire, l'espace culturel lui-même s'est rétréci aux dimensions d'une monotone apologie du chef charismatique et du système qu'il a mis en place. La poésie, ce sont des odes à sa gloire que de besogneux

versificateurs déclament à son oreille charmée lors des interminables fêtes qui marquent son anniversaire. La sculpture, ce sont des monuments érigés à son effigie afin que l'éternité puisse le célébrer. La chape de plomb de cette sous-culture « destouro-bourguibienne » a chassé vers les ténèbres toutes les références culturelles d'où elle était absente mais dans lesquelles s'enracinaient jadis les Tunisiens.

La conjonction du vent venu d'Iran en 1979 et des ravages d'une culture officielle hors laquelle il n'est point de salut ont galvanisé un mouvement islamique déjà puissant et dont l'influence croissante modifie progressivement le paysage quotidien : mosquées débordant de fidèles pour la prière du vendredi, jeunes gens barbus vêtus en ghellabia blanche envahissant les rues, jeunes filles arborant fièrement le hijab, le voile islamique, vingt ans après que le « Combattant suprême » a symboliquement dévoilé la Tunisienne. Le pays change... pas tout à fait comme il le prévoyait. La classe politique de son côté ne sait pas encore quelle attitude adopter envers ces derniers venus dont la présence s'est révélée incontournable. Si les partis sont gênés par le procès intenté au MTI qui pourrait jeter une ombre sur la démocratisation en cours, il ne brise pas le consensus créé autour de la politique gouvernementale : l'islamisme ne fait pas véritablement partie de la classe politique et se situe dans un « ailleurs » que l'on ne met aucun empressement à définir.

Indestructibles vieilles pratiques

Les élections législatives doivent avoir lieu le 1er novembre. L'opinion, qui en a vu d'autres, demeure sceptique sur les intentions réelles du gouvernement. Les partis tolérés ou légaux demandent sans trop y croire de solides garanties pour y participer. Et voilà que le 18 octobre, à l'ouverture officielle

de la campagne électorale, on apprend que toutes les formations présentant des listes auront accès à la radio et à la télévision. Pour le coup, c'est l'euphorie. Les téléspectateurs n'en croient pas leurs yeux en voyant Mohamed Harmel ou Ahmed Mestiri apparaître sur leurs écrans. Ce dernier est devenu en peu de temps un des interlocuteurs privilégiés du Premier ministre et de l'équipe de libéraux qui l'entourent. Jamais, en vingt-cinq ans, la Tunisie bourguibienne n'avait fait preuve d'une telle hardiesse. L'opposition tient des meetings dans tout le pays, perturbés plus d'une fois par les gros bras du PSD, mais tout le monde s'accorde à mettre ces bavures sur le compte d'un passif malaisé à faire disparaître du jour au lendemain.

Le 1er novembre, les citoyens se pressent partout devant les bureaux de vote. Ils peuvent choisir entre plusieurs listes. Celles du Front national aux bulletins rouges sont patronnées par le PSD et regroupent plusieurs dirigeants d'une UGTT ayant finalement décidé de faire cause commune avec le Destour, plus quelques personnalités indépendantes. Celles du MDS gratifié de bulletins verts sont proposées aux électeurs dans vingt circonscriptions sur vingt-trois, tandis que le PC se présente dans dix circonscriptions, le MUP II dissident de Ben Salah dans six d'entre elles, et que quatre circonscriptions ont vu des listes indépendantes se joindre à la course. La participation électorale est estimée à 80 % et il ne fait aucun doute pour personne que ce scrutin verra pour la première fois depuis l'indépendance l'entrée d'élus de l'opposition à l'Assemblée nationale. Des conversations exploratoires ont même eu lieu entre dirigeants de l'opposition et du PSD pour savoir quel pourrait être le quota de députés non destouriens toléré par le pouvoir. Car on sait bien aussi dans les milieux politiques que ni Bourguiba ni son régime ne pourraient accepter une trop forte poussée de l'opposition. Il suffirait donc que l'on se cantonne à une fraude électorale « acceptable » pour aboutir à une solution

à la marocaine ou à la sénégalaise. Somme toute, on est confiant, les uns dans l'attitude « responsable » de l'opposition, les autres dans la bonne volonté mainte fois exprimée par le gouvernement.

Mais, dès l'ouverture des bureaux de vote, les choses se gâtent : intimidation des électeurs, renvoi des scrutateurs de l'opposition, manipulation des listes électorales, la tension monte d'autant plus que les « verts » comme on appelle les partisans du MDS sont crédités de fortes intentions de vote dans plusieurs circonscriptions. Le lendemain, la nouvelle tombe : les candidats du pouvoir réalisent le même score que lors des consultations précédentes et l'opposition n'a aucun élu. Pire : grâce à un truquage massif du scrutin, aucun parti n'a franchi la barre des 5 % de voix, le minimum nécessaire selon les autorités pour obtenir une légalisation *de jure*. Dans son fief de Tunis, où il se présentait, Mestiri a obtenu... mille six cents voix. La manipulation serait risible si elle ne révélait la tragique incapacité du pouvoir à se démocratiser.

Que s'est-il donc passé ? Sans doute, le président n'est pas homme à renoncer de gaîté de cœur aux manifestations d'unanimisme autour de sa personne et a bien fait comprendre qu'il convenait de cantonner l'opposition dans les limites jugées par lui tolérables. Il a convoqué Driss Guiga et le gouverneur du grand Tunis Mehedeb Rouissi pour leur faire part de son désir de voir les listes officielles remporter la quasi-totalité des suffrages. Sans doute aussi une administration conditionnée depuis un quart de siècle et l'appareil du PSD ont-ils fait preuve d'un coupable excès de zèle : ils n'ont pas résisté à la vieille habitude des 99 % alors qu'on ne leur en demandait peut-être pas tant. Mais un autre personnage que l'on croyait pourtant acquis à l'ouverture est entré en scène pour tenter de limiter le plus possible l'avancée de l'opposition. Wassila, le 1er novembre, a pris peur. Elle n'a pourtant jamais été aussi forte : le gouvernement actuel est autant le sien que celui de Bourguiba et de Mzali. De Caïd

Essebsi à Tahar Belkhodja, de Driss Guiga à Abdelaziz Lasram ou à Sadok Ben Jemaa, presque toutes les personnalités qui le composent sont soit des hommes liges, soit de solides alliés. Elle n'a rien contre la démocratie et serait plutôt favorable au processus en cours, à condition que ses résultats ne viennent pas nuire à son propre pouvoir, qu'elle est enfin parvenue à consolider. Mzali ne lui fait pas peur mais, à mesure que les semaines passent, elle voit d'un fort mauvais œil le rapprochement qui s'opère entre le Premier ministre et le leader du MDS. Si celui-ci remporte une victoire électorale qui le dote d'un solide groupe parlementaire, la constitution d'un axe Mzali-Mestiri n'aura plus rien d'invraisemblable. L'autorité du Premier ministre en sortirait singulièrement renforcée et menacerait dangereusement la sienne propre.

Comme d'habitude, la présidente craint les coalitions et n'est jamais aussi puissante que quand elle parvient à atomiser les centres du pouvoir. Il lui faut donc s'opposer à tout prix à l'émergence de Mestiri sur l'échiquier des « possibles » et rompre le consensus qui s'esquisse entre lui et Mzali. Au ministère de l'Intérieur dirigé par un de ses fidèles, on ne se fait pas d'illusions : les verts remporteront en cas d'élections libres un nombre non négligeable de suffrages. Peu avant le 1er novembre, Wassila invite à dîner plusieurs dignitaires du régime pour les mettre en garde contre un trop grand laxisme, leur faisant comprendre qu'ils mécontenteraient gravement le président. Le soir de cette chaude journée électorale, on la voit s'installer avec Mehedeb Rouissi et Amor Chéchia, l'ancien adjoint d'Ahmed Ben Salah qu'elle a remis en selle, dans un bureau du gouvernorat de Tunis pour diriger les opérations de dépouillement. Le truquage atteint des dimensions inattendues. Elle a gagné : l'alliance en gestation qu'elle craignait tant est étouffée dans l'œuf.

Mestiri, ulcéré comme toute l'opposition par ce qui s'est révélé être une sinistre farce, rejoint les rangs des adversaires irréductibles du pouvoir en place. Quant à Mzali, qui a joué

sa crédibilité sur l'échéance électorale, il sort très affaibli de cette rude épreuve qu'il n'a visiblement pas voulue, et n'a guère les moyens de concurrencer le pouvoir de la « Mejda », l'illustre, selon le qualificatif dont l'affuble la phraséologie officielle. Bourguiba, lui, n'est pas mécontent des résultats : il s'était tout de même fait forcer la main pour bouleverser à ce point ses habitudes et, à ses yeux, tout rentre ainsi dans l'ordre. L'ampleur de la mascarade électorale provoque toutefois quelques remous jusqu'au sein du pouvoir. En pleine réunion du Bureau politique du PSD, on demande des explications au ministre de l'Intérieur. Il répond sèchement : « Je ne suis qu'un exécutant ; les comptes, c'est au palais qu'il faut aller les demander. »

Dans l'opinion, la déception est à la mesure des espoirs qu'avait soulevés la campagne. Avec l'amère ironie que leur a donné l'habitude, les Tunisiens constatent : « Les élections c'est comme le henné : quand vous le mettez, c'est vert, quand ça sort, c'est rouge ! » Mais désormais, ils ne croiront plus en aucune promesse et désespèrent d'un régime qui a montré sa totale incapacité à se renouveler de lui-même. Le monde politique va s'accrocher sans trop y croire à une démocratie dont on essaye de sauvegarder les formes mais qui ne peut décidément déboucher sur aucune alternative à l'immobilisme. Le pays profond se désintéresse, quant à lui, de plus en plus des soubresauts qui agiteront périodiquement le microcosme tunisois et se réfugie dans une indifférence qui masque mal de grandissantes frustrations. Malgré les colmatages, l'état de grâce est bel et bien terminé le soir du 1er novembre. Le pouvoir de Bourguiba est, il est vrai, demeuré intact, mais à quel prix pour l'avenir ? Lui n'en a cure : les apparences sont sauves puisque le peuple a « montré son indéfectible attachement à sa personne » comme le proclame jour après jour une presse officielle adepte de la méthode Coué ; et sa sénilité croissante l'empêche de mesurer les vrais enjeux du fiasco des élections.

Wassila vice-présidente

Fatigué, souvent absent au physique comme au mental, il n'agit plus sur la vie politique que par à-coups, quand il sent quelque part son pouvoir menacé. Seul l'instinct de cet animal politique semble avoir résisté aux maladies. Il sait en user avec cette habileté perverse des vieillards quand il estime que l'un ou l'autre des membres de son entourage a trop tendance à oublier qu'il est le maître et que, dans son royaume, le pouvoir ne peut procéder que de lui. Il est là donc, dans ses portraits qui couvrent les murs des plus humbles boutiques, dans les avenues, les stades, les barrages, les institutions qui répètent à l'infini son nom, dans les statues qui ornent toutes les places de quelque importance, à la télévision où ses apparitions quotidiennes permettent à chacun de prendre la mesure de son dépérissement. Mais s'il règne avec entêtement, c'est de plus en plus le sérail qui gouverne à sa place. Les luttes de clans qu'on avait eu tendance à oublier dans la griserie de l'ouverture, ont une fois de plus démontré leur importance dans la vie politique. Après novembre, c'est au grand jour qu'elles se manifestent. Elles mettent cependant quelques mois à prendre un tour aigu.

Jamais en effet Wassila n'a été aussi puissante et personne, le Premier ministre moins que tout autre, ne songerait en cette fin de 1981 à se mesurer à elle. Pendant que son époux va d'un médecin à l'autre, elle prend avec délices les rênes du pays. Le président ne peut guère cacher qu'il n'est pas au mieux de sa forme : atteint périodiquement par des bouffées maniaco-dépressives qui ont failli l'emporter en 1970, il se plaint aussi de douleurs aiguës dans la main droite dues à une forte arthrose cervicale. En janvier, une inflammation des gencives achève de l'épuiser. Le 14 janvier 1982, il arrive à Paris par un vol spécial de Tunis Air pour se faire soigner. On le voit marcher avec difficulté à l'aéroport d'Orly, et il a besoin d'être soutenu par deux de ses collaborateurs, qui

doivent de plus en plus jouer les garde-malades, pour gravir le perron du pavillon d'honneur où l'attend le ministre des Affaires étrangères Claude Cheysson. Quarante-huit heures plus tard, il s'envole vers les États-Unis où il doit recevoir des soins dentaires à Philadelphie avant de subir des examens approfondis à l'hôpital Walter-Reed de Washington. Entre deux crises de douleur ou de démence parfois si violentes qu'il supplie un jour l'ambassadeur de Tunisie à Washington de mettre fin à ses souffrances en le tuant, il va bien, prend du plaisir à plaisanter avec son entourage, s'informe du pays. Mais il doit consacrer la plus grande partie de ses journées au repos, suit un régime alimentaire de plus en plus strict et a de telles difficultés à mâcher qu'il faut lui présenter la nourriture sous forme de bouillie et l'aider plus d'une fois car ses mains tremblent. Le 1er février, il rentre à Tunis après un second et bref passage à Paris.

Son épouse est de tous ces voyages, ce qui ne l'empêche pas de gouverner pratiquement la Tunisie. Il n'est pas une décision de quelque importance qui puisse se prendre sans elle. Dès l'aube, elle est debout pour écouter les émissions en arabe et en français de toutes les radios du monde ; de la Voix de l'Amérique à Tel-Aviv en passant par la BBC et Tripoli. Puis elle reçoit, dès 8 heures du matin, dans le petit salon attenant à sa chambre, tous ceux qui doivent rendre visite au président, leur prescrivant ce qu'il convient de lui dire et ce qu'il vaut mieux lui taire. Entre trois ou quatre téléphones qui ne cessent de sonner, vêtue d'un éternel caftan qu'elle a passé au saut du lit, c'est de là qu'elle conduit la marche du pays avant de sortir pour visiter le chantier d'une des villas qu'elle fait construire pour un neveu ou un petit-fils ou se livrer à quelque activité plus officielle. Elle est partout, les ministres lui font quotidiennement rapport. Si la Tunisie a légalement un Premier ministre, de l'avis général, elle dispose aussi d'une véritable vice-présidente. Mzali d'ailleurs joue le jeu et, contrairement à ses prédécesseurs, va

très officiellement l'accompagner ou l'accueillir à l'aéroport lors de ses déplacements à l'étranger. Il s'accommode apparemment d'autant plus volontiers de cette omniprésence que Bourguiba semble la trouver parfaitement naturelle et s'en remet sans trop de réticences à Wassila pour la conduite de la politique du pays. Pour asseoir son pouvoir, elle agit aussi bien sur le front intérieur que sur celui des relations avec les voisins qui, comme à l'ordinaire, tentent d'accroître leur influence dans une Tunisie plus que jamais sujette à toutes les convoitises.

Sur le plan national, ses intérêts concordent pour un temps avec ceux du Premier ministre : une fois passé le danger des élections, tous deux s'accordent pour poursuivre le processus de démocratisation. Mzali a tout à y gagner pour restaurer une crédibilité fortement mise à mal par le truquage du 1er novembre. Pressée d'améliorer son image auprès d'une opinion qui lui a toujours manifesté une sourde hostilité, elle ne s'y oppose pas. Elle qui sait qu'une femme en Orient ne peut jouer le premier rôle, et à qui sa vie aussi bien que la culture dans laquelle elle a grandi ont appris à manipuler à merveille l'art de l'intrigue, se sent désormais assez forte pour sortir des coulisses. Elle devient, comme on le dit d'un homme, une femme publique, exprimant sans plus de précautions sa conception de la chose politique. Dans une interview retentissante qu'elle accorde à l'hebdomadaire *Jeune Afrique* en juillet 1982, elle parle de tout avec habileté et intelligence : de la démocratie à laquelle elle se dit fermement attachée, du personnel politique tunisien qu'elle accable de son mépris, du mode de succession du chef de l'État qu'elle critique sans ménagements pour proposer une modification de la Constitution instituant des élections immédiates en cas de vacance du pouvoir. Sans craindre ses foudres, elle s'oppose sur plus d'un point à certains choix fondamentaux de son époux sur lesquels il a toujours refusé de transiger. Aucun Premier ministre, si influent fût-il, n'avait jamais osé

aller jusque-là publiquement. Elle ose, sûre d'elle, montrant par là qu'il faut plus que jamais compter avec son ascendant.

Son action auprès de Bourguiba conjuguée à la détermination de Mzali permet d'ailleurs à la libéralisation de faire à nouveau quelques avancées. Dès le 30 novembre 1981, le président avait accepté de lever les dernières entraves à la liberté d'Habib Achour assigné depuis le 3 août à résidence dans le Cap Bon, et de le restaurer dans tous ses droits. Il ne s'est cependant pas agi d'un geste purement gratuit : il convenait de « remercier » l'UGTT qui a eu vingt-sept élus sur les listes du Front national d'avoir accepté d'entrer dans le jeu gouvernemental et de n'avoir pas protesté contre la fraude, même si ses députés ne semblent pas tous décidés à jouer les godillots à l'Assemblée. Le vieux baroudeur du syndicat a longuement été reçu par Bourguiba avant que la mesure d'élargissement ne soit annoncée. Ils se connaissent depuis trente-sept ans et savent chacun de quoi l'autre est capable. Éprouvent-ils encore l'un pour l'autre cette vieille affection teintée de complicité qui les a si souvent rapprochés ? Rien n'est moins sûr, mais l'impératif de l'heure commande la réconciliation. Aussitôt après sa libération, Achour est triomphalement élu au poste de président de l'UGTT créé spécialement pour lui, celui de secrétaire général étant déjà occupé. L'heure est décidément aux retrouvailles : en avril 1982, le chef de l'État reçoit Ahmed Mestiri qui penche de nouveau pour la tactique du dialogue, une fois le choc des élections passé. Sacrifiant à une constatation devenue rituelle, le leader du MDS loue en sortant du palais l'agilité d'esprit et la fraîcheur des facultés mentales du président qui n'a pas pour autant laissé passer l'occasion de pleurer abondamment sur le sort de sa mère, morte depuis soixante-neuf ans, en apprenant le décès de celle de Mestiri. Mais, dans la Tunisie bourguibienne, si certaines choses vont sans dire, elles vont encore mieux en le disant...

Les pronostics prévoyant le franchissement d'une nouvelle étape dans le processus de démocratisation vont bon train, mais il faut attendre plus d'un an pour qu'il se réalise. Le 19 novembre 1983, alors que de nouveaux nuages ont commencé d'obscurcir le ciel tunisien, le MDS et le MUP II sont enfin légalisés. Le pluralisme est entré dans les faits, même si le PSD n'entend pas se départir aussi facilement de son monopole sur la vie politique. Ainsi, deux ans et demi après son discours au XI[e] congrès du PSD, le chef de l'État s'est décidé à concrétiser les promesses d'ouverture qu'il avait alors prononcées, donnant raison à ceux qui, dans l'opposition, ont défendu le maintien d'un dialogue avec le gouvernement face aux partisans d'une stratégie de rupture. Sa popularité qui vacille au gré de l'actualité s'en trouve aussitôt renforcée : tandis qu'on se lance à Tunis des « mabrouk » comme à l'occasion des fêtes, des cortèges de voitures se forment spontanément à travers le pays, klaxonnant à qui mieux mieux au son de « Yayia Bourguiba » (Vive Bourguiba). On lui sait gré d'avoir enfin répondu à l'attente, et les Tunisiens se sont depuis longtemps habitués à lui attribuer les événements heureux qui ponctuent l'évolution du pays. Quand cela va plus mal, c'est l'influence de son entourage qu'on préfère encore incriminer.

La cote de Mzali, en baisse depuis quelques mois parallèlement à une dégradation de l'économie qu'on n'ose pas encore appeler crise, remonte en flèche : sa ténacité a payé et il apparaît comme un des principaux artisans d'une mesure si longtemps attendue. Wassila n'y est pas non plus étrangère, qui a contribué par son constant travail de persuasion à faire tomber les dernières réticences présidentielles. Rompant décidément avec la discrétion dont elle s'entourait naguère, elle fait aussitôt après l'annonce de la nouvelle une déclaration publique, soulignant le caractère « historique » d'une décision qui contribue à asseoir « la démocratie en tant que base essentielle de l'État ». En ces temps qui commencent

pour elle à être difficiles – mais n'anticipons pas – elle a tout intérêt à consolider son image.

La politique arabe de la « Mejda »

La politique intérieure n'est pas son unique champ d'intervention. Comme son époux – serait-ce qu'il a progressivement déteint sur elle ? – elle semble trouver la Tunisie trop petite pour suffire à ses talents, et déploie depuis son retour aux affaires une intense activité internationale. Pendant près de quatre ans, il n'est pas exagéré de dire que c'est elle qui « fait » la politique arabe et maghrébine de son pays. Il y a beau temps, il est vrai, que les relations avec l'Algérie et la Libye font partie pour la classe politique tunisienne des affaires intérieures. Quant aux Arabes, terme par lequel on qualifie d'ordinaire à Tunis les États du Machrek, elle les connaît depuis longtemps et sa vieille pratique du sérail lui permet de se mouvoir avec une parfaite aisance parmi leurs rivalités. Elle a toujours pensé que la Tunisie était trop faible pour se permettre le luxe d'affrontements ouverts avec ses voisins et tâche, avec des méthodes qui privilégient l'utilisation des liens personnels sur les négociations au grand jour, d'améliorer des relations en dents de scie.

Elle est parvenue à charmer Kaddafi qui, tout en reprenant périodiquement ses provocations, est lui-même assez au fait des questions tunisiennes pour savoir que l'amitié de Wassila est le meilleur sésame pour rentrer dans les grâces du vieux président. Il faut toutefois compter avec les obsessions de ce dernier : Bourguiba n'a jamais pardonné au colonel l'union de 1974 qui a entamé le crédit dont il jouissait chez les Occidentaux ; il veut en effacer toutes les traces pour faire comme si cet accident de parcours dans sa longue histoire d'amour avec l'Occident n'avait jamais eu lieu. Or Kaddafi

a précieusement gardé l'original du fameux document où la signature du « Combattant suprême » figure à côté de la sienne pour sceller l'éphémère union ; il pourrait s'aviser de le ressortir publiquement. Bourguiba tient à récupérer cette feuille, seule preuve tangible de son coupable moment de faiblesse. Tunis la demande au maître de Tripoli qui débarque impromptu « en ami » le 23 janvier 1982. On discute ferme. Du côté tunisien, les négociateurs sont des « hommes » de Wassila comme Abderrahmane Tlili, fils de l'ancien syndicaliste. Masmoudi tente également de convaincre Kaddafi dont il a depuis longtemps l'oreille. Le 23 février, après avoir ménagé un de ces suspens dont il est coutumier, le colonel revient à Tunis avec le document et le remet solennellement à un Bourguiba satisfait qui vient de rentrer des États-Unis où il est allé se faire soigner. D'aucuns avancent toutefois qu'il s'agit d'un faux et que Kaddafi, s'il est « fou », n'est pas assez bête pour s'en être ainsi défait. Wassila le sait-elle ? Ce n'est pas impossible. Mais l'essentiel est d'avoir calmé la rancœur de l'irascible président pour améliorer les relations avec Tripoli dont elle est une des chevilles ouvrières. Lors du troisième voyage qu'effectue Kaddafi à Tunis en 1982, le 9 juillet, les entretiens les plus importants se déroulent à trois entre elle, Bourguiba et l'hôte de passage qui repart dès le lendemain. Elle est, il est vrai, un des pivots de l'affaire dont on discute.

À Beyrouth, la bataille fait rage entre Palestiniens et Israéliens qui assiègent la capitale libanaise. Tel-Aviv veut en finir avec l'OLP et sa victoire sur le terrain paraît inéluctable. Kaddafi est venu à Tunis demander à Bourguiba de convoquer d'urgence un sommet arabe sur l'affaire libano-palestinienne. Mais, comme à l'ordinaire, les États arabes se révèlent incapables de se mettre d'accord sur un ordre du jour. À Beyrouth entre-temps, Yasser Arafat et ses troupes sont en train de se faire écraser par le déluge de feu israélien. Aucun pays de la région n'est disposé à accueillir les rescapés.

Wassila connaît de longue date les principales figures de l'état-major de l'OLP, et le drame palestinien semble être la seule cause pour laquelle elle vibre presque sans arrière-pensées. Sans être une va-t-en-guerre, à l'instar de Bourguiba elle n'est pas opposée au dialogue et son attitude vis-à-vis des juifs n'a jamais transpiré l'antisémitisme, elle a plus d'une fois pris son bâton de pèlerin pour plaider le dossier palestinien auprès des chefs d'État arabes. Un Arafat, un Abou Iyad, un Khaled El Hassan ou un Issam Sartaoui font partie de ses intimes et exercent sur elle une influence qui va parfois très loin : ils sont sa principale source d'information sur ce qui se passe au Moyen-Orient et elle a tendance au fil des ans à voir le monde arabe à travers leurs yeux. Forts de sa protection, ils ont d'ailleurs plus d'une fois joué un rôle non négligeable dans les affaires intérieures tunisiennes et ont leurs entrées au ministère de l'Intérieur.

Beyrouth investi, ils n'ont plus où aller. Elle veut les accueillir en Tunisie mais Bourguiba, qui se méfie de tout ce qui vient du Moyen-Orient et n'a guère envie de faire entrer son pays dans un conflit dont il connaît les dangers, est plus que réticent. De plus, il n'aime pas le kaki et ces stratèges au P38 à la ceinture ne lui disent rien qui vaille. Elle le presse : n'est-il pas le premier Arabe à avoir réellement défendu la cause palestinienne ? Il resterait fidèle à lui-même en accueillant ces éternels errants dont plus personne ne veut. Il n'est pas convaincu. Mais Wassila trouve un allié imprévu dans les États-Unis : Washington ne verrait pas d'un mauvais œil la Tunisie modérée abriter l'OLP qui serait sinon obligée de trouver refuge chez des jusqu'au-boutistes du refus, et le fait savoir à son vieil allié. Cette demande discrète mais pressante lève les réticences du chef de l'État, à condition que les réfugiés soient désarmés et cantonnés dans de strictes limites : le gros des troupes sera parqué dans une caserne de l'intérieur du pays tandis que l'état-major sera logé dans un hôtel désaffecté de Hammam Chott, à vingt kilomètres au

sud de Tunis et loin de la banlieue nord où résident tous les dignitaires du régime.

Le 28 août, après avoir reçu l'ambassadeur américain à Tunis Walter Cutler, Bourguiba part à Bizerte accueillir le *Sol Phryne* qui doit accoster chargé d'un millier de combattants palestiniens évacués du Liban. Son épouse l'y a précédé, accompagnée de Farouk Kaddoumi. Elle a été la première à monter sur le pont du bateau souhaiter la bienvenue aux réfugiés. La foule, strictement encadrée par les forces de l'ordre, est massée aux abords du port. Les intégristes venus en force crient « Allah est grand » tandis que d'autres scandent « Palestine arabe ». Hissé au-dessus de la masse, Bourguiba salue d'un mouvement de bras qu'on croirait mécanique les premiers rescapés qui descendent la passerelle, avant d'en accueillir les chefs au salon d'honneur. Mais cette journée n'est pas la sienne. Elle marque l'apogée d'une Wassila que tout le monde s'accorde à créditer d'un rôle au Moyen-Orient. L'OLP à Tunis, c'est son œuvre, et elle la revendiquera plus d'une fois contre ceux qui l'accusent d'avoir fait entrer la Tunisie dans la zone des tempêtes. Car les Tunisiens ne sont pas unanimes à approuver cette encombrante présence, et d'aucuns craignent qu'elle n'altère l'image modérée du pays, d'autant que la sanglante tragédie de Sabra et Chatila en septembre a provoqué à travers la Tunisie des manifestations qui ont pris dans le Sud un violent caractère antijuif. Un jour, Abdelaziz Lasram se plaint au président : comment développer le tourisme si des Palestiniens se pavanent en battle-dress et Kalachnikov à la main dans un des hôtels les plus élégants de Hammamet ? Celui-ci se fâche tout rouge et invite les hôtes à plus de discrétion.

Wassila, infatigable, s'affaire entre-temps à renforcer les relations tuniso-algériennes. Bourguiba n'y est pas opposé : depuis la mort de Boumediene qu'il a toujours cordialement détesté, sa vieille méfiance envers le puissant voisin semble s'être assoupie. Chadli Benjedid lui plaît : sa débonnaire

timidité efface à ses yeux l'inconvénient de l'uniforme, et il a confiance en ce soldat s'efforçant à la civilité qui lui marque la plus grande déférence et qui esquisse avec Washington un rapprochement des plus appréciés. Le vieil autocrate, attentif à la moindre atteinte à l'indépendance de la Tunisie, paraît avec l'âge s'être résigné à ce que l'Algérie s'octroie un droit de regard sur son fragile voisin. A-t-il confusément conscience que son pays s'affaiblit au rythme de son propre dépérissement ? Wassila a donc les mains libres. Elle se rend à Alger où Benjedid la reçoit comme un chef d'État, pour négocier le rapprochement sous la forme d'un traité d'alliance, avant d'y envoyer en décembre « son » ministre Driss Guiga. Le 19 mars 1983, après qu'un ultime problème de tracé frontalier a été une fois de plus réglé à l'avantage d'Alger, Chadli Benjedid se rend officiellement à Tunis pour signer le traité tuniso-algérien de fraternité et de concorde qui lie désormais les deux pays. Et Wassila est là pour savourer son œuvre : elle est devenue le point de passage obligé pour tout ce qui concerne les relations entre la Tunisie et ses voisins.

Si l'opinion voit en elle une toute puissante égérie, sa position commence pourtant à s'effriter. Plus que jamais les clans s'affairent autour du président, chacun s'attachant à saper l'influence de ses concurrents. Car la vie politique au sommet est dominée par une seule obsession : la mort du vieux monarque, que l'on espère ou que l'on appréhende, mais que l'on croit de toute façon prochaine. Aucune action des barons du régime ne peut être détachée de ce pesant contexte, chacun tentant de maîtriser le plus grand nombre d'atouts en vue d'être le mieux placé lors du jour que tous attendent. Si Bourguiba ne dirige plus que par à-coups ou par procuration, sa présence et la perspective de sa disparition demeurent les pièces maîtresses d'un jeu politique dont il peut à tout moment bouleverser les données par quelque décision inopinée. Là se concentre dorénavant la

quintessence de son pouvoir : on peut agir sans lui, mais une seule phrase tombée de ses lèvres hésitantes rappelle à qui l'oublierait un peu vite qu'on reste dépendant de lui.

Mzali, dauphin constitutionnel, est par statut le mieux placé dans cette course épuisante dont on connaît le but mais pas la durée. Trois ans d'exercice quotidien du pouvoir ont changé cet homme perçu comme un exécutant et qui se voulait modeste. Le menton s'est fait plus volontaire, la mâchoire plus carrée, le regard plus brutal et distant, comme si la fréquentation quotidienne du président opérait chez son disciple un changement mimétique encore imperceptible mais que les Tunisiens découvriront non sans surprise quelques mois plus tard. C'est indéniable, ce premier ministre que l'on croyait sans grande envergure a pris goût aux responsabilités et s'irrite d'être si étroitement contrôlé par la pesante tutelle de Wassila sur le gouvernement. À mesure qu'il se sent plus solide, la cohabitation cède la place a une sourde rivalité, et il tente d'avancer quelques pions pour accroître un pouvoir que l'épouse du monarque lui mesure à son goût trop chichement.

Sur le plan extérieur, il tente de nouer des relations directes avec les voisins ravis de trouver là une occasion d'utiliser à leur profit les luttes internes de Carthage. À Tripoli et à Alger, Mzali donne des assurances et essaye de convaincre ses interlocuteurs qu'il est le mieux placé dans la course à la succession. Dans le pays, il soigne sa popularité sans répugner à la démagogie : on le crédite d'une fibre démocrate, ce qui est bien, mais il veut également apparaître comme « l'ami du peuple » en se forgeant une image de Premier ministre social. La revendication essentielle sinon unique de l'UGTT tourne autour de l'augmentation des salaires. Pour maintenir la paix sociale et s'allier la puissante centrale qui demeure une des principales forces organisées du pays, il accorde entre 1981 et 1983 de substantielles majorations salariales sans écouter les mises en garde de ses ministres

qui s'inquiètent des premières manifestations de la crise. Le déficit budgétaire se creuse dangereusement, et les subventions à la consommation des produits alimentaires de base deviennent pour l'État un véritable gouffre financier : les dépenses de la caisse de compensation ont allègrement franchi le cap des 150 millions de dinars en 1982. Le ministre des Finances Mansour Moalla propose que l'on procède à un accroissement annuel modéré des prix du pain et des produits céréaliers. Le Premier ministre s'élève publiquement contre une telle mesure que même les syndicats ne critiquent que du bout des lèvres : jamais, clame-t-il, son gouvernement ne puisera dans les porte-monnaies populaires. Moalla insiste : le budget ne peut financer indéfiniment le déficit croissant de la caisse de compensation ; il est nécessaire de prendre des mesures d'austérité graduées pour n'avoir pas à affronter une situation ingérable. Mzali proteste auprès du président : il ne peut gouverner avec un ministre des Finances qui se croit tout-puissant et qui fait fi de ses instructions. Bourguiba, lui, ne veut pas d'histoires et n'a pas l'habitude de désavouer ses Premiers ministres tant qu'il n'y a pas de crise sérieuse se profilant à l'horizon. Le 18 juin 1983, Mzali obtient le départ de Mansour Moalla et en profite, dans la foulée, pour limoger du ministère de l'Information Tahar Belkhodja, toujours intime de la présidente.

Il est vrai que celle-ci soigne sa mauvaise humeur à l'étranger. Mohamed Sayah, ce fidèle d'entre les bourguibiens qui ne fait guère partie de ses amis, a introduit au palais Najet Khantouche, une de ses jeunes collaboratrices du ministère de l'Équipement, qui entre immédiatement dans les grâces du président. Car, à mesure qu'il avance en âge, le vieil homme montre une attirance de plus en plus prononcée pour les charmes de la jeunesse. Wassila, furieuse qu'on ait utilisé cette faiblesse pour contrer son influence, est allée bouder à Paris puis en Arabie Saoudite avant d'entreprendre un séjour en Allemagne fédérale. Bourguiba

s'émeut de cette trop longue absence. Si la jeune protégée de son historiographe le distrait, sa femme lui manque. Il la réclame et ne parle que d'elle à ses visiteurs, versant plus d'une fois des larmes sur son malheureux sort d'époux abandonné. Il ne peut se passer d'elle. N'y tenant plus, il charge Beji Caïd Essebsi d'aller la convaincre de rentrer. Elle y consent et revient à Tunis le 2 août pour participer aux festivités rituelles de l'anniversaire du 3 août. Elle a gagné : le président ne peut vivre sans elle et elle le fait savoir à un Mzali qui avait trop vite cru à son affaiblissement. Car depuis l'éviction de Belkhodja, le duel entre le dauphin et la première dame a cessé d'être à fleurets mouchetés ; chacun a désormais pour but d'évincer son rival afin de concentrer entre ses mains tout le pouvoir de Bourguiba et avoir seul accès au président.

Les révoltés du pain

« L'affaire du pain » va bientôt leur offrir l'occasion de s'affronter directement. Wassila rêve comme en 1977 : elle n'occupera jamais, elle le sait, le devant de la scène, mais un Premier ministre qui lui serait acquis lui permettrait d'être une véritable régente dans ce royaume dont le monarque n'en finit pas de vivre. Mais son époux ne change pas facilement de dauphin. Une crise assez profonde pour emporter le Premier ministre sans mettre en cause le président dont elle tire son pouvoir serait la bienvenue. Si elle ne manque pas de flair, ce serait cependant trop lui prêter que de lui faire prévoir et calculer les tragiques conséquences du doublement du prix du pain annoncé par le président le 19 septembre, à la veille de son départ en Allemagne fédérale où il va régulièrement se faire soigner. Dans ce monde clos qu'est le sérail, les petits règlements de compte provoquent

parfois les grands événements qui bouleversent à leur tour la comptabilité des crocs-en-jambe qu'on s'y fait quotidiennement, et donnent une dimension tragique à des intrigues de vaudeville. Bourguiba s'est laissé convaincre que les Tunisiens gaspillent un pain trop bon marché et a carrément décidé d'en doubler le prix pour équilibrer les comptes de la caisse de compensation.

De Don Quichotte des intérêts populaires, Mzali s'est aussitôt transformé en ardent défenseur de la décision présidentielle ; il rétorque aux responsables inquiets des conséquences sociales d'une telle mesure qu'il connaît bien les Tunisiens et que le peuple ne protestera pas. Le ministre de l'Économie Abdelaziz Lasram milite en revanche, comme l'avait fait naguère Moalla, pour un accroissement modéré mais régulier des prix. Mais il est seul : Wassila qui lui en veut de s'être plaint des Palestiniens le désigne à Mzali comme un dangereux rival, essayant du même coup d'écarter les soupçons que le Premier ministre nourrit envers Driss Guiga. Mzali s'inquiète et fait de plus en plus du pain une affaire personnelle. Le 13 octobre, Lasram remet sa démission au président, ce qui permet au Premier ministre de donner, par touches successives, une couleur de plus en plus « mzaliste » au gouvernement. Le doublement du prix de tous les produits céréaliers est fixé au 31 décembre. Se peut-il que Bourguiba, si prompt jadis à sentir les moindres changements des états d'âme du peuple s'en soit tellement éloigné qu'il ne puisse plus saisir la portée d'un pareil geste ? Prisonnier des maladies et reclus dans ses palais, il y a bien longtemps qu'il ne perçoit plus des mouvements du pays que de lointains échos. Il ne sait pas grand-chose des frustrations de la jeunesse, des difficultés d'être des ruraux accablés par les manifestations d'une crise qu'il faut bien appeler par son nom, du chômage dans des villes qui n'ont plus de travail à offrir aux milliers de nouveaux venus. Il croit savoir mais ne sait plus. La Bourguibie est si loin des Tunisiens !

Le 29 décembre, dans ce Sud éloigné de la capitale, oublié par l'enrichissement des quinze dernières années, si pauvre à vivre de ses pierres et de son soleil, à Douz, à Kebili, à El Hamma, autour de l'immensité craquelée du Chott el Jerid, les villageois descendent dans la rue à l'annonce de l'imminence de la mesure. Payer les pâtes, la semoule, la farine 70 % plus cher, cela veut dire avoir faim pour ce Sud déshérité d'où sont toujours parties les plus graves révoltes. Le soulèvement s'étend comme une traînée de poudre. Le 31, Kasserine s'embrase. Le 2 janvier, l'émeute atteint les grandes villes : Gafsa et Gabès, devenue en dix ans une métropole de la chimie, Sfax, Tunis enfin le 3 janvier. Partout, des foules immenses d'adolescents descendus des faubourgs se rendent maîtres de la rue, détruisant tout sur leur passage. En quittant les campagnes pour investir les villes, la révolte a changé de nature : sans doute les milliers de laissés-pour-compte de la prospérité sont-ils furieux que l'on rogne à ce point sur leurs maigres ressources, mais cette jeunesse qui saccage en riant, qui n'a pas peur d'affronter la mitraille, se fiche un peu du prix du pain. C'est le régime et ce qu'il a produit qu'elle piétine avec cette volupté joyeuse qui accompagne toujours les grands séismes populaires. À Gabès, on a brûlé un drapeau tunisien. Un peu partout, on s'en prend aux statues du « Combattant suprême », renversées avec férocité de leur dérisoire piédestal. Sur une place, des jeunes s'emparent d'un Bourguiba de bronze déboulonné et miment sa mort en chantant. Comme en 1978, mais dans tout le pays cette fois-ci, ils brûlent les voitures, les magasins, les signes d'une richesse qu'on leur a juste donné le droit de contempler. Les villes flambent. On rit des incendies comme de feux d'artifice. Le sang coule ; ses flaques rouges souillant le pavé décuplent la fureur des gavroches en colère. Ce qu'ils désirent ? Ils n'en savent rien. Ils savent ce qu'ils refusent et dénoncent haut et fort que la nation unie autour de son inamovible chef est une tragique fiction.

Si le gouvernement s'alarme et réunit deux cabinets de crise pour tenter de faire face à la situation, Bourguiba ne veut rien changer à son programme : il a prévu de fêter en grande pompe le cinquantième anniversaire de la première réunion de Ksar Hellal, qui fut jadis le prélude à la création du Néo-Destour. Alors que l'émeute fait rage et que Tunis s'enflamme dès l'aube du 3 janvier, le chef trop vieux pour une nation trop jeune se réfugie dans son passé et va le 2 janvier dans « son » Sahel commémorer la naissance d'un parti que le pays conspue. Dans la fameuse maison de Ben Ayed transformée en musée, il écoute impavide et ravi des courtisans inquiets célébrer un culte dont on brûle au-dehors les idoles. Mais la réalité le rejoint : sa ville de Monastir elle-même est investie par les manifestants et, sur la route qui le ramène de Ksar Hellal, sa propre voiture est assaillie par des jets de pierre. Cet inconcevable sacrilège peut-il au moins l'arracher à un passé qui seul désormais l'intéresse pour le ramener à un présent que ravage la tempête ? À Tunis, le service d'ordre est débordé. Pressé par les ministres qui l'accompagnent, le président rejoint Carthage pour y signer le texte instaurant immédiatement l'état d'urgence et le couvre-feu qu'a préparé le ministre de la Fonction publique Mezri Chekir, le principal mzaliste du gouvernement. L'armée aussitôt entre en scène et investit la capitale pour réduire la révolte. Des tirs nourris couvrent le crépitement des flammes. Aux dernières heures du jour, l'ordre règne enfin sur une cité méconnaissable qui compte une seconde fois ses morts.

Commence alors une autre bataille, celle des clans au pouvoir qui veulent mettre à profit les sanglants événements pour rester maîtres du terrain. Mzali, tenu pour responsable du doublement des prix, a été hué par la foule, mais il refuse de revenir sur une mesure approuvée, même si ce fut parfois du bout des lèvres, par tout le gouvernement. Driss Guiga et ses amis veulent l'annuler : le directeur de la Sûreté

Ahmed Bennour tente dans l'après-midi du 3 de convaincre le président que, le gouvernement ayant donné au peuple la preuve de sa fermeté, il peut revenir sans honte en arrière. Bourguiba ne dit mot. Au dîner, il évoque devant l'auditoire consterné de ses principaux collaborateurs réunis autour de lui... sa fuite au Moyen-Orient en 1945 avec l'aide de Habib Achour. Mzali part ensuite déclarer devant les caméras de télévision que l'augmentation sera maintenue. Mercredi 4 janvier : à la place de la Kasbah plongée dans un silence fantomatique et entourée de blindés, se tient un Conseil des ministres improvisé : les mzalistes critiquent vertement les carences des services de sécurité devant l'émeute de la veille. Le directeur du parti, Mongi Kooli, et Caïd Essebsi rétorquent que la Tunisie n'est pas un pays policier, tandis que le ministre de l'Intérieur ainsi pris à partie continue d'insister sur la nécessité de réduire le prix du pain. Au matin du 5, il y a à Carthage dans le bureau de Bourguiba son fils, Mzali, Guiga et Wassila qui soutient vigoureusement le plaidoyer de ce dernier en faveur d'un retour en arrière. Elle joue là son va-tout et craint pour un régime dont la faillite l'emporterait alors qu'elle est si près du but, tout en pensant qu'un désaveu de Mzali ouvrirait la voie à cette « régence » tant espérée par Driss Guiga interposé. Le président est ébranlé mais ne prend pas de décision. Le soir, il retient à dîner le directeur de la Sûreté qui finit par le rendre à ses arguments.

La radio et la télévision sont convoquées pour le lendemain à Carthage : le chef de l'État aura une importante déclaration à faire au peuple. Au matin du 6 janvier, la Tunisie entière est en haleine quand apparaît sur les écrans le patriarche : tentant de demeurer tout droit et d'assurer une voix devenue presque caverneuse avec les ans, il annonce la suspension totale des mesures d'augmentation des produits céréaliers. Aussitôt, le pays qui vient de vivre une folle semaine connaît encore une folle journée. La joie explose.

La capitale est de nouveau envahie par des milliers d'adolescents hilares, les mêmes qui l'ont mise à sac trois jours auparavant et qui hurlent cette fois « Yayia Bourguiba » en brandissant des portraits de l'homme qu'ils avaient conspué. Le chef peut être satisfait : c'est lui encore qui est ovationné, c'est lui qui a refait autour de sa personne l'unité d'un pays disloqué, il reste le recours suprême. Victoire à la Pyrrhus toutefois car si la foule acclame son nom, c'est son propre triomphe qu'elle fête ce jour-là : pour la première fois depuis l'indépendance, la rue a fait plier le pouvoir établi ; malgré ses morts, elle a démontré sa puissance. C'est sûre d'elle-même et de sa force qu'elle peut exprimer son allégresse.

La ville a retrouvé la paix. Dans le sérail, la lutte continue. Certain d'avoir remporté la victoire, Guiga envoie le chef de la Garde nationale et cousin du Premier ministre Ameur Ghedira demander en son nom à Mzali de démissionner. Mais cette fois c'en est trop : en dépit du séisme qui vient de le frapper, le dauphin n'a pas l'intention de céder la place sans se battre et court réclamer au chef de l'État la tête du ministre de l'Intérieur : celui-ci, affirme-t-il, a ourdi un complot visant à l'écarter et qui a failli de surcroît emporter le régime. Bourguiba l'écoute avec intérêt : outre le fait qu'il s'est lui-même étonné de la mollesse des forces de l'ordre jusqu'à l'intervention de l'armée et qu'il est rendu furieux par l'audace du ministre de l'Intérieur, il voit dans cet argumentaire l'occasion de pratiquer un jeu de bascule qui lui a maintes fois réussi. En confirmant à son poste un Premier ministre affaibli, il élimine un prétendant trop ambitieux, et montre à Wassila qu'elle ne saurait prétendre partager avec lui sa suprême prérogative ; celle de choisir le successeur. Le 7 janvier, Driss Guiga est démis de ses fonctions. La « révolte du pain » est terminée. Le clan de l'épouse a perdu la bataille. Le rideau peut tomber. Ces dramatiques journées du 29 décembre au 6 janvier ont fait resurgir des éléments qui tendent à devenir constitutifs des crises tunisiennes : la

rue s'est soulevée, l'armée l'a réprimée, le sang a coulé, le sérail a tenté d'utiliser la colère populaire à son profit, seuls les voisins cette fois n'étaient pas au rendez-vous. Quant aux forces politiques organisées, de l'UGTT aux formations d'opposition et même aux islamistes, leur inexistence tout au long de la crise a révélé qu'il existe désormais en Tunisie une partie non négligeable de la population réfractaire à tout encadrement mais inconsciemment prête à servir de masse de manœuvre à toutes les batailles.

Retour au sérail

Quand le rideau se lève à nouveau sur la scène tunisienne, le décor n'est plus tout à fait le même : Wassila a perdu sa seconde tentative de conquérir le Premier ministère par homme lige interposé. C'est un cuisant échec dont elle ne pourra plus – elle ne le sait pas encore – se remettre. Mohamed Mzali a senti passer le vent du boulet : l'alerte le métamorphose. Sa seule obsession désormais sera de conserver coûte que coûte son fauteuil qu'il a été si près de perdre, quitte à utiliser les méthodes du sérail dont il comprend plus que jamais qu'il lui faut en modifier la composition à son profit. Il a gagné une manche décisive contre la présidente, son but consiste dorénavant à l'éliminer. Réapparu sur le devant de la scène le temps d'une crise que le symbole qu'il représente encore a contribué à résoudre, Bourguiba rassuré sur l'amour que lui porte son peuple, se retire à nouveau pour retourner vers ses vieux rêves... et ses nouvelles amours. On le montre toujours, comme s'il fallait prouver qu'il est encore vaillant, et lui-même parfois semble se réveiller d'un songe pour gouverner quelques instants, donner des « directives », réprimander chez l'un ou l'autre quelques velléités d'autonomie, avant de s'enfermer dans sa mémoire

où la vieillesse ne peut l'atteindre. Il part le 15 janvier participer au sommet islamique qui se tient à Fès. Ses pairs sont atterrés : aucun d'eux ne pensait qu'il fut en si piètre état.

De retour à Tunis, il ne songe qu'à revoir la jeune Najet Khantouche que son épouse a cru un temps avoir éloignée. En octobre 1983, après être rentrée de son long « voyage bouderie », elle avait en effet donné de la voix en apprenant que la protégée de Sayah fréquentait toujours le palais et avait même obtenu que celui-ci fut éloigné de Tunis : Bourguiba avait consenti en maugréant à le nommer ambassadeur à Rome. Wassila réfléchit : son arme principale, sa botte secrète, c'est cet inaltérable amour que lui porte, pense-t-elle, le président. Elle l'a dit tant de fois à son entourage : « Il ne peut pas se passer de moi. » Elle ne sait pas ou ne veut pas savoir qu'avec les atteintes répétées de la sénilité, son époux n'a plus de honte à n'aimer que lui-même. Son fils l'a toujours exaspéré et il en a fait un conseiller surtout parce qu'il aime en lui le nom de Bourguiba. Il se fiche comme d'une guigne des trois enfants de Bibi, ses petits-enfants, et il ne lui vient jamais à l'idée de réclamer leur présence auprès de lui ou de demander à leur père de leurs nouvelles. Les jeunes Bourguiba passent souvent des mois sans voir leur grand-père trop préoccupé de lui-même pour leur témoigner de la tendresse. Il est par ailleurs de plus en plus las de la pesante tutelle de sa compagne qui lui répète sans arrêt qu'il est malade et qu'il vaut mieux qu'il s'en remette à elle. Est-il si affaibli qu'elle le lui dit ? Le 29 mai 1983, il a profité de son absence pour effectuer une visite officielle à Alger, son premier voyage à l'étranger depuis longtemps pour des raisons non médicales, et s'en est merveilleusement porté, paraissant même revigoré par ce regain d'activité. Et puis, il y a plus irritant pour lui : comme Bibi, Wassila l'empêche de donner libre cours à son retour de libido. Ils sont en fait les seuls à vouloir préserver l'image du président et lui garder cette dignité à laquelle il tenait tant quand il était dans la

force de l'âge. Se retrouvant pour l'occasion, la femme et le fils s'érigent en gardiens d'un prestige présidentiel de plus en plus difficile à sauver du naufrage.

La défaite politique subie par Wassila au lendemain du 6 janvier 1984 est d'autant plus malaisée à surmonter qu'elle est en train de perdre, c'est autrement plus grave, son pouvoir conjugal. Mzali le sait et, dans la guerre ouverte qu'il a déclenchée contre le clan de la présidente, il dispose là d'un formidable atout. Le démocrate aux allures débonnaires a bel et bien disparu pour laisser place au prétendant déterminé qui n'a nulle intention de se laisser doubler si près du but. Sur son insistance, Guiga, parti prudemment à l'étranger au lendemain de son éviction, a été condamné à dix ans de prison pour haute trahison. Le chef de l'État lui a fait un cadeau royal en lui confiant le ministère de l'Intérieur qu'il cumule depuis le 7 janvier avec sa fonction de Premier ministre. Il peut ainsi contrôler le pays, placer ses hommes aux postes clefs et avoir la haute main sur l'ensemble des forces de sécurité. Voilà qui déblaie quelques sérieux obstacles sur la route du pouvoir. Il lui faut aussi contrôler le sérail car il sait d'expérience que les coups les plus durs peuvent lui venir de là. Cette citadelle réduite, il ne lui restera plus, pense-t-il, qu'à attendre que la mort fasse son œuvre. Est-ce imminent ? On est près de le croire au matin du 4 novembre 1984 : une fois de plus, Bourguiba est terrassé par un malaise cardiaque qui, vu son état, pourrait se révéler fatal. Quelques heures durant, Mzali est sûr que son heure a enfin sonné. Mais non, ce n'était qu'une énième alerte et le monarque se remet : quelques jours plus tard, il ne va ni mieux ni plus mal qu'à l'ordinaire et reprend son rythme quotidien, ponctué par les visites de sa favorite du moment et les altercations de plus en plus fréquentes avec une épouse qui ne veut plus subir l'humiliation de vivre au palais. Cachant sa déception, le Premier ministre espère, quant à lui, que ce n'est là que partie remise, et tente de

renforcer encore ses positions. La Tunisie va mal ; l'état de son économie s'aggrave sous les coups de boutoir conjugués d'une gestion douteuse à l'intérieur et d'une diminution des recettes extérieures. Personne n'a le loisir de s'en préoccuper : seule la préparation de l'échéance successorale occupe les esprits. À la dégradation de l'économie viennent pourtant s'ajouter une série d'événements affaiblissant encore un pays sur l'état duquel on commence à l'étranger à se poser de sérieuses questions. Au sommet du pouvoir, on essaye comme d'habitude de profiter des crises pour évincer des adversaires jugés encombrants.

Quant aux voisins, ils suivent attentivement le dépérissement du régime tunisien pour tâcher si possible d'en recueillir les fruits. Kaddafi croit-il le moment venu de lui donner le coup de grâce ? Le voyage officiel qu'a effectué Bourguiba aux États-Unis en juin 1985 l'a mis hors de lui. Il est vrai que le Tunisien a demandé à son puissant allié s'il pouvait compter sur la protection américaine en cas d'agression libyenne contre son pays, et qu'il a reçu de Reagan les plus fermes assurances. Connaissant lui aussi des problèmes car la manne pétrolière n'est plus ce qu'elle était, le « Guide » libyen décide de renvoyer dans leurs foyers sans crier gare des milliers de travailleurs tunisiens employés chez lui, espérant par la même occasion déstabiliser un peu plus une économie tunisienne ravagée par la crise. Pendant les deux premières semaines du mois d'août 1985, quelque trente mille Tunisiens sont expulsés *manu militari* de l'autre côté de la frontière. La crise est grave et, s'il a d'abord essayé d'être conciliant, Mzali réalise vite le profit qu'il peut en tirer pour essayer de refaire autour de lui une unanimité bien compromise par les émeutes du pain et le réveil de l'agitation syndicale. Il y a beau temps en effet que la lune de miel avec l'UGTT est terminée et, devant le refus du gouvernement de procéder à de nouvelles augmentations de salaires, Achour a lancé depuis le mois de mai une grande

offensive contre le pouvoir à laquelle le Premier ministre est cette fois-ci décidé à répondre par la force. La provocation libyenne doit servir à ses yeux à ressouder les Tunisiens autour d'un gouvernement largement discrédité. Mais Achour ne condamne Tripoli qu'en des termes extrêmement mesurés. C'est l'occasion qu'attendait Mzali pour en finir avec le syndicat.

Une fois la crise libyenne apaisée, Kaddafi ayant accepté de suspendre les expulsions, le Premier ministre lance une vaste opération de reprise en mains de l'UGTT avec la bénédiction de Bourguiba qui n'a jamais accepté de gaîté de cœur l'existence d'une centrale indépendante ayant fait plus d'une fois figure de principal mouvement d'opposition. Dans les principales villes du pays, les fédérations régionales du syndicat sont prises d'assaut par les mercenaires du PSD, et leur encadrement élu remplacé par des fidèles du pouvoir. Une fois de plus, l'autonomie syndicale est réduite à néant, et c'est Mzali le « démocrate » qui lui a donné le coup de grâce. Épilogue obligé d'une affaire qui sent le déjà vu : sous un prétexte futile, Achour est mis sous les verrous et condamné à deux ans de prison. Le président l'a exigé et Mzali s'est empressé de satisfaire à sa demande. Mais si Bourguiba a montré, à la faveur de la double crise libyenne et syndicale, que le temps ne lui fait pas oublier ses ennemis et que son animosité vis-à-vis de Kaddafi et de Habib Achour n'a rien perdu de sa véhémence, ces deux affaires ne le touchent pas vraiment ; il laisse son Premier ministre y mettre bon ordre sans intervenir directement.

La trahison américaine

Tout autre est sa réaction le 1er octobre 1985. Ce jour-là, les Tunisiens entendent dans la matinée un étonnant gronde-

ment envahir le ciel. Dans la banlieue sud, le bruit se fait assourdissant. Quelques minutes plus tard, retentit le fracas d'une énorme explosion : des avions israéliens viennent de bombarder le quartier général de l'OLP à Hammam Chott en représailles contre l'assassinat de trois citoyens israéliens à Chypre. Bilan : une soixantaine de morts dont de nombreux civils tunisiens. Aucun dirigeant palestinien ne se trouvait à Hammam Chott au moment du bombardement. Dès l'annonce de la nouvelle, Ronald Reagan a félicité Israël d'avoir énergiquement « riposté au terrorisme », sans déplorer un seul instant que l'État hébreu se soit attaqué à un pays éloigné du champ de bataille, et connu de surcroît pour la modération de ses positions dans le conflit moyen-oriental. Bourguiba n'en revient pas. L'événement s'est révélé assez grave pour le sortir de son univers quotidien. S'il manifeste haut et fort sa colère, Israël est loin d'être l'unique objet de son ressentiment. Il ne cache pas son exaspération : il avait bien dit que la présence palestinienne ne pourrait apporter à la Tunisie que des ennuis ! Qu'ont donc ces excités à fomenter des attentats depuis sa capitale ? Mais il y a pire : non seulement les Américains, qui l'avaient pressé d'accueillir l'OLP, n'ont pas condamné le raid, mais ils n'ont fait aucun cas de la Tunisie qui se proclame depuis près de trente ans leur plus constant allié dans la région. Il est impensable en effet qu'ils n'aient pas été avertis du projet israélien.

Pour Bourguiba le choc est rude : est-ce ainsi que Washington récompense une fidélité qu'il a eu tant de mal à faire accepter par son peuple ? La Tunisie ne pèse donc pas plus dans la balance que n'importe quel pays arabe ? Il doit en convenir : lui, l'ami de toujours qui n'a jamais mesuré son soutien, même pour défendre les causes les plus contestables, ne fait pas le poids devant un Israël assuré de bénéficier en toute occasion de l'appui sans faille du géant américain. Il est ulcéré. Il ne s'attendait pas à cette « trahison ». Selon le mot de ses proches, Bouguiba ce jour-là s'est

senti « cocu ». Tunis dépose une plainte devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Le chef de l'État a pris sa décision : si Washington oppose son veto à une condamnation de Tel-Aviv, la Tunisie rompra ses relations diplomatiques avec les États-Unis. Il n'envisage pas sans douleur une telle extrémité et c'est les larmes dans la voix qu'il téléphone à son ministre des Affaires étrangères Beji Caïd Essebsi dépêché à New York afin d'adjurer de tout faire pour éviter le pire. La Maison Blanche et le département d'État comprennent toutefois qu'il convient de ménager les modérés arabes et, tandis que Reagan s'efforce de tempérer ses premiers propos, le représentant américain s'abstient lors du vote du Conseil de sécurité.

Pour Tunis, l'honneur est sauf puisqu'Israël est condamné. La crise ouverte avec les États-Unis est évitée mais, avec le peu d'énergie qui lui reste, Bourguiba s'est vu contraint d'opérer une déchirante révision de ses certitudes : le parapluie américain est troué. S'il continue comme par le passé à défendre l'ancrage de son pays à un « monde libre » auquel il se sent toujours profondément attaché, il vient de vivre là une des plus douloureuses désillusions de sa vie politique. Pendant les quelques jours qu'a duré la crise, il est apparu au premier plan car elle mettait en cause ses convictions les plus intimes. Il disparaît ensuite à nouveau, laissant un Mzali plus impatient que jamais réoccuper le devant de la scène.

Wassila, la fin

On voit celui-ci partout : les journaux chantent ses louanges ; la radio et la télévision transmettent le moindre de ses gestes et de ses discours. Ne craint-il pas que cette omniprésence finisse par froisser le monarque, seul jusqu'ici à bénéficier d'un tel traitement médiatique ? Il semble n'avoir peur de

rien et s'attache à consolider ses entrées au palais. Il est en effet persuadé qu'il lui faut évincer les personnages les plus proches du président et les remplacer par des hommes qui lui sont dévoués pour assurer durablement sa mainmise sur le sérail. En fait, le vieillard est satisfait de l'offensive de son Premier ministre : la retenue qu'essayent de lui imposer Laouiti, Bibi et Wassila l'exaspère et il se réjouirait plutôt à l'idée qu'ils s'éloignent et le laissent s'abandonner en paix à ses caprices.

Cette dernière a d'ailleurs décidé de s'en aller. Ulcérée par la fréquente présence de Najet Khantouche au palais, elle a entrepris en mars 1985 de rééditer sa bouderie de 1983 et de partir en voyage, espérant bien que son époux la rappellera dès qu'il aura ressenti la douleur de l'absence. Elle n'a pas, il est vrai, perdu sur lui toute influence : n'est-ce pas grâce à sa courageuse insistance que Bourguiba s'est résigné pour le première fois depuis qu'il est président à gracier en mai 1984 dix adolescents condamnés à mort à la suite des émeutes de janvier ? Elle ne savait pas, en partant, qu'elle n'habiterait plus Carthage. Car de nouveaux locataires sont venus, à la faveur de son départ, occuper le palais, s'attachant à satisfaire les phantasmes du vieillard qui l'habite pour entrer dans ses grâces et recueillir une part du pouvoir absolu qu'il continue de détenir. Sa nièce Saïda Sassi, que Wassila avait jadis chassée, profite de l'absence de sa mortelle ennemie et de la sénilité de son oncle pour s'installer à nouveau près de lui. Elle attendait ce moment depuis vingt ans et n'a pas l'intention de se laisser déloger. Elle sait flatter le roi, répondre à ses désirs, et prend rapidement sur lui un immense ascendant. Bibi s'alarme de l'inquiétante dégradation de l'image de son père. Il est soutenu par Laouiti. Tous deux se font vertement rabrouer. Wassila se morfond à l'étranger en attendant d'être rappelée.

Fin mai 1985, elle décide de rentrer à Tunis, non pour répondre à une invite de son époux, qui a tôt fait de l'oublier,

mais parce qu'elle a cédé aux instances de sa propre famille qui la supplie de sauvegarder au moins les apparences du mariage. Il est vrai que les Ben Ammar jouissant, grâce à leur position, d'une grosse fortune, sont affolés à l'idée d'une possible disgrâce de Wassila. Que se passerait-il si ce véritable chef de clan n'avait plus les moyens de protéger les siens ? La voilà donc prête à réintégrer Carthage quand elle constate que Saïda y fait la loi. Elle qui avait juré jadis qu'elle ne serait jamais « une deuxième Mathilde » refuse d'habiter sous le même toit que la nièce détestée. Celle-ci a eu ce qu'elle voulait : elle reste maîtresse du terrain. Mzali n'en est pas mécontent, croyant qu'elle sera plus aisément manipulable. Il ne sait pas encore que son départ suivra de près celui de Wassila, d'autant qu'il remporte encore en juillet 1985 une stupéfiante victoire : après plus de cinquante ans de loyaux services, l'ombre de Bourguiba, son double inséparable au fait de tous ses secrets et sachant gérer toutes ses faiblesses, Allala Laouiti, est chassé de Carthage. Bibi a pourtant tout fait pour s'y opposer. En vain. Mzali est parvenu à imposer un nouveau bras droit au président, le gouverneur de Monastir Mansour Skhiri qu'il croit lui être acquis. Comment Bourguiba a-t-il pu se séparer du secrétaire qui le seconde depuis qu'il a trente ans ?

Étrange alchimie que celle de la vieillesse qui métamorphose un homme en sa caricature. L'éclipse de la femme qui, malgré tous les orages, l'accompagne depuis quarante ans, semble rompre une invisible digue. Elle protégeait le roi, maintenant autour de lui un fragile équilibre qui paraissait le sauver du naufrage. Son départ accélère l'effondrement. Le palais devient un bunker, comme on se met à l'appeler à Tunis, entièrement contrôlé par le « clan monastirien » et l'on n'y fait même plus de politique. Il s'agit uniquement de profiter de l'exorbitant pouvoir que donne le statut de « proche » du président et d'empêcher que quiconque y accède en dehors du clan. Quinze ans de guerre de succession

ont laminé le personnel politique destourien. Les anciens collaborateurs, ceux que Bourguiba appelait souvent ses fils, sont confinés dans une totale retraite ou sont passés à l'opposition. Seul Mohamed Sayah, grâce à son titre d'historiographe, a échappé à l'hécatombe et tente de sauvegarder son accès au monarque. Sans être dénuées d'arrière-pensées, les luttes pour le pouvoir dans la Tunisie bourguibienne avaient toujours eu un enjeu politique. Elles en sont désormais dépourvues et les Tunisiens regardent avec un certain écœurement se délabrer un président sous influence. Le bunker n'a pas de règles et tous les moyens sont bons pour évincer les concurrents possibles. Mzali utilise ses services pour écarter ceux qui lui font encore de l'ombre. Aidé par l'infatigable Saïda, le Premier ministre livre en pâture à l'opinion une série de scandales financiers touchant pour la plupart des hommes proches de la présidente et de Bibi. Il y a beau temps qu'en Tunisie tout personnage de quelque importance, ou presque, peut risquer de telles accusations. On convainc Bourguiba : la lutte contre la corruption doit être la dernière grande bataille de son règne glorieux. Il s'y engage avec sa véhémence coutumière et promet d'être impitoyable. Mais cette guerre déclarée aux abus bien réels sert en fait de prétexte à une série de règlements de compte. La vie politique devient un véritable jeu de massacre où les puissants du moment éliminent avec acharnement tout partisan de quelque poids du camp adverse.

Le 7 janvier 1986, Wassila et Bibi décident d'aller défendre auprès de Bourguiba le dossier d'un de leurs protégés dont une peccadille a été montée en épingle, ce qui risque de lui valoir une lourde peine de prison. Le président est encore dans sa chambre. À moitié dévêtu, il interrompt d'un geste les deux plaidants et entre dans une colère terrible. Des gouttes de sueur perlent sur son front dégarni. « Dehors, manigancière ! » hurle-t-il en français à l'adresse de sa femme et, sans plus se retenir, il brandit sa canne en

direction de son fils. Ils font retraite en toute hâte. Encore pâle et tremblant, le président ordonne à ses nouveaux favoris d'interdire à son épouse et à son fils l'accès au palais, et de lui apporter dans l'heure un décret à signer démettant Bibi de ses fonctions ministérielles. L'irascible vieillard envisage même un moment de divorcer. Wassila a-t-elle compris que la reconquête de Bourguiba est devenue impossible ? D'émotion, elle tombe malade. À la clinique, elle reprend espoir. Profitant de ce que Saïda, qui le surveille de près, est en voyage à Paris, il se rend plusieurs fois au chevet de celle qui est encore son épouse. Mais non, cette subite attention n'est qu'une queue de comète qui s'évanouit vite dans le ciel de l'oubli. Les protégés de Wassila se terrent et plusieurs membres de sa famille sont inquiétés. Son propre gendre, Taoufik Torjman, PDG d'une des plus grandes banques de la place, est inculpé de gestion frauduleuse et condamné à une peine trop lourde pour qu'on puisse y voir une simple sanction contre la corruption. Elle comprend qu'elle a perdu la partie : la curée dont ses proches sont l'objet ne peut lui cacher plus longtemps qu'elle est la véritable cible de la nouvelle camarilla du palais. Le 27 avril, elle part officiellement pour se soigner à l'étranger avec le consentement de son époux qui lui donne même un chèque de 100 000 francs pour faire face à ses frais. Mais au fil des ans, elle a pris toutes les dispositions pour assurer ses arrières, comme personne n'hésite plus à le dire désormais à Tunis. La « Raïssa » (présidente), ainsi qu'on l'appelait souvent du temps de sa splendeur, n'est plus un sujet tabou.

Mzali s'en félicite et croit avoir éliminé le dernier et principal obstacle qui entravait sa marche vers le trône. Serait-ce que ce familier du pouvoir n'a pas su en explorer tous les arcanes, et qu'il connaît moins bien le président et le sérail qu'il ne veut bien le dire ? Tandis que les hommes qu'il a placés autour du président se découvrent des ambitions à la magistrature suprême, Bourguiba a décidé de l'éliminer. Sa

démarche ne manque pas de logique : il s'est aperçu, et on l'y a aidé, que son épouse et son Premier ministre avaient l'audace de se disputer de son vivant un pouvoir qu'il est seul à ses yeux en droit d'exercer. Il a puni l'épouse trop intrigante. Il doit sanctionner le dauphin ambitieux. Mzali est condamné, la disgrâce de la reine n'a fait qu'accélérer sa chute. Malgré la mise en scène du congrès du PSD où il est le 19 juin 1986 reconfirmé à son poste par un président qui parvient à grand peine à se tenir debout et auquel il faut souffler chaque mot de son discours, un communiqué présidentiel met fin le 8 juillet à ses fonctions. Le pâle Rachid Sfar, fils de celui qui fut peut-être le seul véritable ami de Bourguiba[1], est nommé à sa place. Ce commis de l'État, intègre mais dépourvu de personnalité et que la politique n'intéresse pas, ne fait peur à personne. Pour la première fois, le président a fait en sorte que le pays n'ait pas de Premier ministre. Est-ce qu'il a de nouveau décidé de gouverner ? C'est possible, furieux qu'il est qu'on lorgne de son vivant sa place. Le 11 août, un mois après l'éviction de Mzali, on apprend à Tunis qu'il vient de divorcer. La nouvelle fait l'effet d'une bombe. Bourguiba, c'est le mot qu'on emploie, a répudié sa femme. En lui enlevant son nom, il la prive en même temps de tous ses privilèges. Du fond de son exil, l'ex-épouse ne dit mot. Aidé par Saïda et sa camarilla, le président semble prendre plaisir à détruire ce qu'il a édifié. La fonction de Premier ministre et de dauphin est largement discréditée, personne n'imaginant que Rachid Sfar puisse être un jour chef de l'État. Le défenseur des femmes revient à des pratiques qu'il avait enterrées : après avoir littéralement renvoyé son épouse, il revient sur le principe de l'adoption qu'il avait jadis légalisé. Il décide en effet d'enlever le nom de Bourguiba à la jeune Hajer, dont la rumeur fait une fille naturelle de Mondher Ben Ammar et qu'il avait

1. Il s'agit de Tahar Sfar, ami d'adolescence de Bourguiba et fondateur avec lui du Néo-Destour, dont la première partie de cet ouvrage parle longuement.

officiellement adoptée quand elle était enfant. La loi interdit pourtant la « désadoption ». Il n'en a cure, sans se rendre compte qu'il donne ainsi des coups terribles à l'édifice qu'il a si ardemment voulu construire.

Le naufrage

Le triomphe des médiocres

C'est dans une atmosphère de plus en plus malsaine que le nouveau Premier ministre, dépourvu de l'autorité nécessaire pour s'imposer à ceux qui font la loi au palais de Carthage, tente avec les moyens du bord de s'attaquer à la restauration des grands équilibres financiers du pays rudement malmenés par des années de gestion sans rigueur. Il a la tâche d'autant plus difficile que la rocambolesque fuite de Mohamed Mzali le 3 septembre achève de donner au régime des allures de grand guignol. Depuis son limogeage le 8 juillet, l'étau s'est en effet resserré autour de l'ex-dauphin : toutes sortes de rumeurs courent sur sa mauvaise gestion, sa complaisance vis-à-vis des islamistes, son incapacité à redresser une économie frappée de plein fouet par la crise, et ses responsabilités dans la dégradation du niveau de l'enseignement, datant de l'époque où il était ministre de l'Éducation nationale. Connaissant mieux que personne les mœurs politiques en vigueur, il prend peur et, pour éviter un emprisonnement que tout le monde s'accorde à juger probable, décide de quitter le pays. Après avoir été empêché de partir par la police des frontières alors qu'il s'apprêtait à s'envoler très officiellement pour Genève et pensant qu'il n'a plus d'autre choix, il organise sa fuite avec l'aide de quelques proches et passe clandestinement le 3 septembre la frontière tuniso-algérienne, affublé, pour

échapper aux contrôles, d'une blouse grise d'épicier, d'une chéchia et d'imposantes fausses moustaches. La nouvelle se répand dès le lendemain et les versions les plus fantaisistes courent aussitôt sur l'aventure. En fait, on saura rapidement que Mzali a trouvé asile auprès des autorités algériennes qui l'ont accueilli avec tous les égards durant quatre jours avant de lui fournir les moyens de s'envoler le 7 septembre à destination de la Suisse.

À Carthage, on craint la réaction du président : comment va-t-il prendre cet affront à son autorité ? Et sur qui ses foudres vont-elles tomber ? Mais, le premier étonnement passé, il reste calme, n'accordant qu'une faible importance à un Mzali dont il est persuadé d'avoir signé la mort politique. « Laissez-le, ce n'est qu'un poisson hors de l'eau qui gigote », répète-t-il à son entourage inquiet des développements inattendus de cette affaire. Car Mzali ne s'est pas contenté de fuir un pays où il était persuadé d'être en danger. Cet homme qui fut un temps si près du but veut mettre son exil à profit pour apparaître comme une alternative possible au règne finissant de Bourguiba : l'ancien Premier ministre parle, accorde interview sur interview, dénonce le traitement arbitraire infligé à ses proches, dévoile à la presse étrangère les sordides rivalités du sérail et le délabrement de Bourguiba. L'image internationale de la Tunisie, déjà sérieusement dégradée depuis quelques années, se décompose, et l'on n'en parle plus que pour s'amuser des foucades d'un président devenu gâteux ou pour raconter le dernier scandale qui secoue le landerneau tunisois. Car à Tunis, Mzali fait des ravages : non content de se répandre dans les médias sur les tares du bourguibisme finissant, il envoie lettre sur lettre à Rachid Sfar, dans lesquelles il dénonce les malversations de plusieurs personnalités en vue, et menace d'en révéler davantage si l'on continue à s'attaquer à sa famille.

Étrange comportement que celui de cet homme convaincu d'être digne d'un « destin national » : aucune analyse

politique, aucune vision de l'avenir ne transparaît dans ses discours ni dans ses écrits. Il entreprend seulement de se venger avec les mêmes armes que celles dont il accuse ses adversaires de se servir, ce qui achève de le déconsidérer aux yeux des Tunisiens épouvantés à l'idée qu'il aurait pu devenir un jour chef de l'État. La *Lettre ouverte à Bourguiba* qu'il publie chez un éditeur français plusieurs mois après sa fuite, et qui fait quelque bruit à Tunis où elle est lue sous le manteau, se contente de reprendre ses principaux griefs contre les méthodes bourguibiennes de gouvernement et de dénoncer les intrigues dans lesquelles se vautre l'entourage du vieux chef. Celui-ci, semble-t-il, n'en a cure mais, si le pamphlet de son ancien dauphin le laisse indifférent, il est outré par le fait que la presse française en parle et entre en fureur le jour où on lui montre, en première page du *Monde*, une publicité pour le livre de Mzali. On a beau lui expliquer qu'il s'agit là d'un encart commercial, il y voit une inadmissible indulgence de son journal préféré vis-à-vis d'un homme qui ose l'affronter publiquement. Il enjoint à Rachid Sfar et à son ministre des Affaires étrangères Hedi Mabrouk de demander à Paris qu'on tempère les ardeurs verbales et littéraires de l'encombrant exilé. Après ces interventions, Mzali est en effet contraint à plus de discrétion et la petite tempête qu'il a provoquée en Tunisie s'apaise non sans laisser de traces.

Il est vrai que des problèmes autrement plus graves assombrissent l'horizon. La mise au pas du pays se poursuit dans une apathie quasi générale : le 9 septembre 1986, la réunification de l'UNTT et de l'UGTT sous la houlette du pouvoir, que Bourguiba qualifie de « retour aux sources », a mis un point final au processus de normalisation syndicale. Le 2 novembre, les élections législatives à l'issue connue d'avance ont eu lieu dans une totale indifférence : l'opposition muselée ne s'est pas présentée et les cent vingt députés, tous destouriens, ont été élus à l'issue d'un scrutin sans surprise et sans espoir, simple formalité de renouvellement des

instances d'un régime dangereusement figé. Les nombreux procès intentés aux proches des anciennes étoiles tombées en disgrâce portent à son comble la morosité de cette triste fin d'année 1986. La société civile dont on avait cru déceler l'émergence au début de la décennie une fois de plus réduite au silence, la presse d'opposition interdite, le débat politique devenu inexistant faute de combattants, la confiance en l'avenir irrémédiablement compromise, la vie politique se réduit à l'accélération des luttes de clans.

De ce vide qu'il a contribué à instaurer se nourrit en effet la puissance du sérail. Celui-ci a bien changé depuis la mise à l'écart de Wassila : si les intrigues battaient aussi leur plein du temps de l'ex-présidente, la politique ne perdait pas totalement ses droits, stimulée au contraire par les ambitions de la « Mejda ». Elle partie, l'entourage présidentiel n'est plus composé que de médiocres mus par le seul dessein de sauvegarder leur place. Leur tactique est d'empêcher tout mouvement, toute action gouvernementale susceptibles de menacer l'immobilisme, qui constitue la seule base d'un pouvoir qu'ils occupent par défaut.

Saïda, qui fait dorénavant office de « première dame », règne sur le palais. Cette femme de peu d'intelligence, dont la culture politique et la culture tout court se résument à quelques idées simplifiées de son oncle qu'elle brandit à chaque occasion comme un livre sacré, plus que jamais sûre d'elle depuis qu'elle a évincé sa rivale et restauré son influence, est la voie d'accès obligée vers un président dont on dirait qu'elle se plaît à accentuer le gâtisme. Ne déclare-t-elle pas un jour dans une interview à un journal suisse : « En lui je vois mon oncle, mon père, mon leader et mon enfant. Lorsque je suis dans sa chambre, que je veille sur lui, sur son repos et sa santé, je me trouve reportée des années en arrière, lorsque je surveillais mes bébés... » Les Tunisiens, humiliés d'offrir au monde un tel spectacle, se consolent comme ils peuvent en se gaussant des innombrables gaffes de Saïda.

Tour à tour alliée à celui qui semble être le plus docile aux ordres du président, favorisant l'ascension de l'un ou précipitant la disgrâce de tel autre, elle croit faire de la politique en assurant l'intendance du palais.

Plus dangereux, car à son caractère borné s'ajoute un autoritarisme sans nuances doublé d'une incroyable ambition, l'énigmatique Mansour Skhiri, véritable maire du palais, dont les Tunisiens redécouvrent chaque jour à la télévision le visage fermé aux fines moustaches et aux lunettes sombres, fait lui aussi la pluie et le beau temps. Cet ancien gouverneur de Sousse et de Monastir entré dans les grâces présidentielles pour avoir durant des années devancé à grands frais les moindres caprices d'un monarque désireux de traiter fastueusement sa ville natale, introduit au palais par un Mzali persuadé d'en avoir fait sa créature, s'estime fort bien placé pour accéder bientôt au rang de dauphin tant est grand l'ascendant qu'il a pu prendre en quelques mois sur le président. Chaque dossier, chaque nomination passe entre ses mains, et la seule qualité de cet homme qui ne connaît en politique que l'art de la plus basse intrigue est de savoir parler à Bourguiba, de flatter ses manies et de révéler au grand jour une âme de parfait courtisan. Il craint tout personnage qui pourrait menacer son ascension vers les sommets, et sa seule stratégie consiste à éloigner de Carthage tout rival potentiel.

Là se trouve l'origine de ses démêlés avec Hedi Mabrouk, considéré lui aussi un bref moment comme un dauphin possible : aussi souriant, affable et expansif que Skhiri est déplaisant, dur et sournois, le nouveau chef de la diplomatie tunisienne vient de quitter l'ambassade de Paris qu'il a occupée, record de longévité, durant treize ans. Il a fait pendant toutes ces années de la rue Barbet de Jouy un des salons politico-mondains les plus en vue de la capitale française, se flatte d'avoir ses entrées dans le gotha, passe pour être l'ami de Jacques Chirac et de bien d'autres personnalités françaises.

Jadis allié de Wassila, puis de Mzali, cet homme aux allures de prélat, qui manie la médisance avec componction et dont personne ne pourrait dire réellement ce qu'il pense, a décidé de faire cavalier seul et de tenter sa propre chance, l'insondable médiocrité du nouveau personnel dirigeant le faisant presque passer pour un fin politique. Le voilà donc prenant ses quartiers à Carthage, jouant à la fois de sa qualité de Monastirien, atout de taille dans la république bourguibienne, et du fait qu'il est allié par sa femme à la vieille bourgeoisie tunisoise qu'il entreprend de séduire. On croit un moment qu'il parvient à neutraliser Skhiri : le directeur du cabinet présidentiel n'est pas du voyage privé qu'effectue Bourguiba à Paris du 21 décembre 1986 au 9 janvier 1987, et Mabrouk est maître du jeu dans cette capitale dont il connaît à la perfection les mœurs et les arcanes. Son étoile est alors au firmament dans l'univers des successeurs possibles ; elle s'éteindra en fait aussi vite qu'elle s'est mise à briller.

Familier du palais depuis de longues années, Mahmoud Belhassine, lecteur attitré du président car il prononce bien le français, acquiert également une importance que ni son envergure ni ses états de service n'auraient pu laisser prévoir. On croyait cet ancien caïd intégré par la suite au corps préfectoral français vénal mais discret ; on le découvre vindicatif et rancunier, capable, tour à tour manipulé par Hedi Mabrouk ou Mansour Skhiri, d'avoir une influence notable sur les décisions présidentielles.

Tels sont, en cette fin de 1986, les occupants quasi permanents de Carthage. Il convient d'ajouter à cette étrange population Amor Chedli, médecin personnel depuis des années de Bourguiba à qui il voue une piété presque filiale et que le président gratifie d'une réelle affection. S'il n'est pas un fin politique et acquiert un pouvoir qui ne trouve d'explication que dans la sénilité grandissante de son malade, il s'attachera souvent toutefois, durant les mois troublés de 1987, à faire cause commune avec ceux qui tenteront de

limiter les tragiques conséquences des incohérences du palais. Autour de ce noyau, évoluent quelques personnages entrés en grâce à la faveur des caprices du souverain : ainsi Béchir Khantouche, époux de cette favorite qui avait provoqué les fureurs de Wassila, avocat de Bourguiba lors de son divorce et de l'accusation dans quelques procès retentissants. Et puis, bien sûr, il y a l'éternel et discret Mohamed Sayah, véritable animal politique lui, tentant pour assurer ses arrières au milieu de ces pantalonnades de tirer en attendant son heure quelques ficelles de ce minable théâtre d'ombres.

On comprend que cet aréopage ait pour unique souci d'empêcher toute émergence d'une personnalité capable de mettre fin à son stupéfiant pouvoir. Sa tâche est rendue d'autant plus aisée que le président n'a plus cette capacité, dont il s'est si longtemps servi comme d'une arme, d'arbitrer entre les différents clans gravitant autour de lui en veillant à ce qu'aucun d'eux n'acquière une marge de manœuvre susceptible de renverser le fragile équilibre des pouvoirs. Bourguiba est désormais un homme sous influence qui se range à l'avis de ceux qui savent comment il faut le prendre. « Il est devenu comme un tableau noir », dit un jour de lui Béchir Zarg El Ayoun, un de ses plus vieux compagnons : le dernier à lui avoir parlé efface dans son esprit ce qu'a pu lui dire un précédent interlocuteur. Et comme les hommes du sérail sont ceux qu'il voit le plus souvent, il se range de plus en plus à leurs avis, au grand dam du Premier ministre et des principaux membres du gouvernement qui ne savent plus comment maîtriser une situation ingérable.

L'ascension d'un général

Car eux aussi sont faibles : dépourvus de bases politiques ou sociales comme avaient pu en avoir leurs lointains pré-

décesseurs, ils n'ont aucune réelle puissance à opposer à un sérail qui les traite volontiers avec arrogance, et se voient contraints de composer avec lui, essayant de convaincre Saïda de plaider en leur faveur ou Skhiri de ne pas s'opposer à leurs initiatives. Car nombreux sont au gouvernement ceux qui, confrontés aux réalités de la gestion quotidienne du pays, sont conscients de l'irréversible montée des périls, même s'ils feignent de jouer le jeu d'un président dont ils s'accordent à louer publiquement l'inaltérable santé et la géniale capacité à gouverner. Rachid Sfar, que sa modestie éloigne de toute ambition et qui mesure fort bien sa faiblesse, concentre son énergie à appliquer le programme de redressement économique dont il a annoncé la mise en œuvre dès son accession au poste de Premier ministre. On l'a d'ailleurs nommé pour cela et, mis à part quelques projets pharaoniques et inutiles qui tiennent à cœur au président et qu'on impose au gouvernement de réaliser, le sérail laisse une relative liberté dans ce domaine à un Premier ministre assez effacé pour n'être pas craint.

Mais si la crise économique qui frappe le pays est assez grave pour remettre en cause une croissance, naguère un peu trop hâtivement considérée comme exemplaire, et pour exacerber les frustrations d'une population qui voit se réduire son niveau de vie, la montée en puissance de l'intégrisme est une menace autrement plus sérieuse pour un régime qui s'est donné pour bases l'édification de l'État le plus laïcisant du monde arabe et un ancrage sans nuances au credo moderniste et à l'Occident. Les soubresauts grotesques du règne finissant, la mise au pas des oppositions légales et du syndicalisme indépendant, l'arrêt de la croissance dont les retombées – malgré l'aggravation des inégalités – avaient profité aux couches populaires, sont autant de problèmes qu'utilise le mouvement islamiste pour recruter de nouveaux adeptes et parfaire son implantation dans le pays. S'il est loin d'être majoritaire dans une population traditionnellement

encline à la modération, il s'organise en une redoutable machine de guerre contre le régime, au point que celui-ci en vient à le considérer comme son principal et son plus dangereux adversaire.

Aux yeux de Bourguiba surtout, l'attraction qu'exercent ces « fanatiques », ces « adeptes de la régression » sur une partie non négligeable des Tunisiens est un affront insupportable à l'État qu'il a patiemment édifié et veut laisser à la postérité. Il hait ces hommes, d'autant plus pernicieux, dit-il, qu'ils jouent sur la corde sensible de la foi, qui le défient, pour qui le bourguibisme est un anti-modèle et qui osent dans leurs prêches, dans leurs actions, s'en prendre directement à lui. Il veut éradiquer jusqu'à la moindre trace d'un phénomène qu'il considère, à juste titre d'ailleurs, comme la négation même de ce qu'il a créé. La lutte anti-intégriste devient chez lui une véritable obsession : il en parle sans cesse, jure qu'il détruira les islamistes jusqu'au dernier, se répand en insultes quand on l'informe de l'une ou l'autre de leurs manifestations. Le reste pour lui n'a plus guère d'importance, c'est la dernière bataille pour ce chef amoindri par la sénilité, rendu furieux de ce qu'on ose de son vivant s'attaquer à son œuvre. L'offensive est lancée.

Un homme en a la charge, Zine El Abidine Ben Ali, ministre de l'Intérieur depuis avril 1986, ancien patron de la Sécurité militaire puis de la Sûreté nationale, dont Bourguiba a appris à apprécier la compétence et la rigueur. Il le considère comme le spécialiste idéal du maintien de l'ordre et le parfait exécutant d'une politique de répression qu'il veut voir mener rondement. L'action contre le Mouvement de la tendance islamique (MTI) s'amplifie, avec les premières grandes vagues d'arrestations en février 1987 et l'emprisonnement le 9 mars de « l'émir » du mouvement, Rached Ghannouchi, ce professeur de théologie et de philosophie originaire du Sud tunisien qui, à l'âge de 47 ans, a déjà derrière lui près de vingt ans de prêche islamiste

dans le pays, interrompu seulement par ses séjours en prison.

Ce ministre de 50 ans, aux allures de technicien timide préférant le travail discrètement et méthodiquement exécuté aux feux de la rampe, s'affirme désormais comme un des principaux personnages de l'État : il jouit de la confiance présidentielle et, dans un pays où tout semble aller à vau-l'eau, il apparaît de plus en plus comme le seul garant de la pérennité d'un régime menacé d'effondrement, à tel point qu'il devient le rouage essentiel d'un gouvernement désormais dominé par l'obsession sécuritaire. Ce modéré – car s'il est un orfèvre de la répression, il n'aime pas la brutalité – y a d'ailleurs de solides alliés : Hedi Baccouche d'abord, son ami de toujours et son « compatriote » puisqu'ils sont tous deux originaires de la petite bourgade sahélienne de Hamman Sousse, avec lequel il fait équipe depuis que ce dernier a été nommé en 1984 directeur du PSD ; Rachid Sfar aussi qui voit dans ce ministre de l'Intérieur rapidement devenu plus puissant que lui le seul homme capable de contenir les débordements du sérail.

Comme toujours, en effet, avec à chaque fois des acteurs différents, les conflits politiques qui secouent le pays s'accompagnent d'une exaspération des rivalités au sein de l'équipe dirigeante. Cette fois-ci, le sérail s'inquiète de la montée en puissance, trop fulgurante à son goût et difficilement maîtrisable, de Zine Ben Ali. On ne peut à l'évidence se passer de lui au moment où l'agitation intégriste atteint son paroxysme, où la répression bat son plein et où la Tunisie vient de rompre – le 26 mars – ses relations avec l'Iran accusé d'aider financièrement et militairement le MTI. On peut en revanche l'affaiblir en le privant de ses principaux soutiens. Le palais, à l'exception de Saïda qui, puisque son oncle l'apprécie, entretient avec le ministre de l'Intérieur des relations plutôt cordiales, entreprend dans cette perspective de limoger Hedi Baccouche de la direction du parti au

pouvoir afin de le remplacer par un homme plus sûr. Béchir Khantouche est pressenti pour lui succéder. Une telle nomination serait grave pour le trio Sfar-Ben Ali-Baccouche, devenu le véritable pôle du gouvernement, qui verrait de ce fait un poste clef passer entre les mains de ses adversaires. Mais, l'entourage de Bourguiba obéissant à une logique que la politique ignore, ils bénéficient pour bloquer cette promotion de l'aide inattendue de Saïda, désireuse d'éloigner du palais le couple Khantouche, dont l'épouse prend à ses yeux trop d'importance auprès de son oncle. C'est finalement le ministre des Affaires sociales, Abdelaziz Ben Dhia, qui est nommé le 14 avril à la tête du PSD, tandis que Baccouche se voit attribuer le portefeuille de son successeur.

Cette défaite, même relative, apparaît lourde de menaces au ministre de l'Intérieur : en marginalisant son conseiller le plus précieux, ses adversaires manifestent publiquement leur intention de lui rogner les ailes. Son maintien au pouvoir, il le sait désormais, exige de sa part la mise au point d'une véritable stratégie. Baccouche qui, en vingt-cinq ans de vie politique, a appris à connaître intimement et à maîtriser parfaitement les mécanismes les plus opaques du pouvoir bourguibien, en est quant à lui convaincu et entreprend dès lors de définir les principales étapes que Ben Ali devra franchir. Ce premier affrontement, à maints égards décisif, se solde toutefois pour le sérail par une victoire à la Pyrrhus : la conjoncture est loin d'être défavorable à Ben Ali. Pour riposter à la multiplication des rafles parmi ses militants, le MTI organise le 23 avril une manifestation en plein centre de la capitale qui réunit plusieurs centaines de personnes criant des slogans hostiles à Bourguiba lui-même. La réponse ne se fait pas attendre. Tandis que la manifestation est énergiquement réprimée, le chef de l'État décide de donner au sein du gouvernement priorité absolue au maintien de l'ordre. Pour bien marquer l'importance qu'il accorde à cette question, il attribue le 16 mai à Zine Ben Ali le titre de ministre

d'État chargé de l'Intérieur. La position de ce dernier semble d'autant plus renforcée qu'à la surprise de la classe politique et au soulagement de l'opinion, qui voit en lui le mauvais génie de Bourguiba, Mansour Skhiri perd ses fonctions de directeur du cabinet présidentiel pour être nommé ministre de l'Équipement, de l'Habitat et des Transports. Rachid Sfar a énergiquement milité pour cet éloignement auprès de Bourguiba qui a fini par se laisser convaincre. On se reprend dans certains milieux de la capitale à espérer un assainissement du climat politique car on sait que Skhiri est un des partisans les plus convaincus du durcissement du régime tandis que Ben Ali, s'il n'est pas un tendre, a la réputation de vouloir calmer le jeu. Si paradoxal que cela puisse paraître, son ascension rassure les partisans de la modération.

C'est compter toutefois sans les subtils dosages qui caractérisent les gouvernements de la république bourguibienne. Le remaniement du 16 mai ne s'arrête pas là : il convient en effet de placer à la tête de l'Éducation nationale un homme capable de mettre fin aux troubles endémiques qui agitent l'université devenue depuis des années un bastion du radicalisme islamiste et, tout sénile qu'il soit, Bourguiba sait encore choisir les hommes dont il a besoin au bon moment. C'est donc à Mohamed Sayah, cantonné depuis longtemps dans une semi-retraite politique, qu'il fait appel pour occuper ce poste à hauts risques et remettre de l'ordre dans le monde étudiant. Il sait que l'homme a de l'intelligence, de la poigne et de l'ambition, et qu'il pourra, si le besoin s'en fait sentir, contrebalancer la montée en puissance de l'indispensable ministre de l'Intérieur. Quarante-huit heures après le remaniement, il se laisse d'ailleurs convaincre par Mahmoud Belhassine de promouvoir également Sayah au rang de ministre d'État afin de banaliser le « cadeau » fait à Ben Ali. Pour faire bonne mesure, un troisième ministre d'État est nommé en la personne d'Amor Chedli qui a succédé à Skhiri au poste de directeur du cabinet présidentiel.

Étrange gouvernement que celui-là, où le Premier ministre n'apparaît que comme l'allié consciencieux et sincère du ministre de l'Intérieur, mais où Ben Ali qui fait désormais figure de Premier ministre bis se voit flanqué en la personne de Sayah d'un outsider habile et aux dents longues, vieil adversaire en outre de son ami et allié Hedi Baccouche avec lequel il fit jadis ses premières armes au Néo-Destour. Quant à l'éloignement de Skhiri, s'il permet d'alléger la chape de plomb qui pèse sur la vie politique – Sfar et Ben Ali obtiennent entre autres qu'Habib Achour soit libéré de prison et sa peine transformée en assignation à résidence, et que la répression se calme contre l'opposition de gauche –, il s'avère n'être que de courte durée : le voici en effet qui revient à la faveur des vacances estivales que le président passe comme à l'accoutumée dans son palais de Skanès-Monastir. Plus que jamais, en juillet et en août, la ville natale du Raïs se transforme en capitale du pays et les Monastiriens, déjà tout-puissants dans les rouages du pouvoir, voient leur influence croître encore dès lors que Bourguiba se replonge dans cette ambiance qu'il a toujours affectionnée. C'est ainsi que, chassé de Carthage, Skhiri reprend progressivement sa place à Skanès, retrouvant auprès du vieux souverain une influence qu'il n'avait jamais totalement perdue.

Contre les islamistes, la dernière bataille

La Tunisie a chaud et, comme tous les ans, s'assoupit dans une douce léthargie estivale. L'économie va mieux. La saison touristique bat son plein et l'on n'a jamais vu autant d'étrangers passer leurs vacances sur les plages tunisiennes. L'été semble avoir ralenti l'engrenage manifestation-répression qui rythme depuis des mois la lutte entre les intégristes et le pouvoir. La fiction continue : chaque jour, le président

entouré de ses thuriféraires zélés prend un bain de mer devant les caméras de télévision pour montrer au bon peuple qu'il est en excellente santé et en mesure de diriger le pays. Les ministres dociles et pleins de déférence lui rendent quotidiennement visite. Il est d'autant plus détendu que les fêtes du 3 août célébrant son anniversaire s'annoncent fastueuses : pendant un mois entier les Tunisiens vont avoir l'occasion de lui manifester « l'indéfectible amour » qu'ils se doivent de vouer à leur père.

Dans la nuit du 2 au 3 août, quatre explosions ont lieu exactement au même moment dans quatre hôtels de Sousse et de Monastir, blessant dans l'un d'eux treize personnes. Avec une parfaite synchronisation, quatre charges explosives y ont été placées dans la soirée. Personne ne s'y trompe : le coup n'a pu être exécuté que par les intégristes. Loin d'être anéantis par six mois de répression, ils montrent ainsi avec éclat qu'ils demeurent non seulement puissants et organisés, mais décidés à radicaliser leur lutte en passant à l'action violente ; et qu'en leur sein, les modérés légalistes semblent être désormais minoritaires face aux partisans du jusqu'au-boutisme. Pire, en agissant à Monastir et la veille du 3 août, c'est Bourguiba lui-même qu'ils entendent défier. C'est ainsi d'ailleurs que celui-ci le prend dès qu'il est informé de la nouvelle. Il pâlit en écoutant son Premier ministre et son ministre de l'Intérieur. « C'est un affront », murmure-t-il en tremblant avant d'entrer dans une violente colère. Sfar et Ben Ali tentent de le calmer : le terrorisme frappe partout argumentent-ils, même dans les États occidentaux les plus solides et les plus puissants ; les attentats auraient pu être meurtriers, il faut se réjouir qu'il y ait eu si peu de sang versé.

Ils parlent en vain : la haine de Bourguiba ne connaît plus de bornes. Il exige qu'on ne fasse pas de quartier et que la Cour de sûreté de l'État siège sans tarder pour juger impitoyablement les terroristes déjà sous les verrous. Si avant le

2 août, il se contentait d'affirmer qu'il n'userait pas de son droit de grâce au cas où la justice viendrait à prononcer des peines de mort, il veut maintenant que des têtes tombent. Ces bombes, il sait qu'elles s'adressaient symboliquement à lui et voit dorénavant la lutte du régime contre les intégristes comme un duel à mort où tout doit être mis en œuvre pour remporter une victoire définitive.

Dans les jours qui suivent, Bourguiba convoque un à un ses ministres pour tester leurs sentiments vis-à-vis de l'attitude qu'il convient désormais d'adopter : les tièdes ont toutes les chances de tomber bientôt en disgrâce. Seuls ceux qui semblent déterminés à « casser de l'islamiste » apparaissent à ses yeux comme de « vrais destouriens ». Renforcé en outre par Sayah et Skhiri dans sa conviction que trop de responsables font preuve d'une coupable mollesse, il entreprend de placer à quelques postes clefs des hommes peu réputés pour leur modération. Le directeur du PSD avait eu la malencontreuse idée d'être en vacances à l'étranger au moment des attentats ; trouvant que « son » parti n'est pas suffisamment engagé dans la lutte, il le dote d'un poste de directeur adjoint « chargé de la vigilance » confié à son vieil homme de main Mahjoub Ben Ali. Organisateur jadis des milices anti-youssefistes, celui-ci est désormais chargé d'exercer ses talents contre les islamistes. Plusieurs membres du gouvernement se scandalisent de l'inquiétante promotion d'un nervi. Zine Ben Ali prend pour sa part cette nomination comme un camouflet, les milices du parti empiétant en toute impunité sur les attributions des forces de maintien de l'ordre.

Les Tunisiens sont, quant à eux, en état de choc : jamais aucun mouvement d'opposition n'était auparavant passé à l'action terroriste, et l'on craint de la part des extrémistes comme de celle du pouvoir une escalade qui pourrait conduire le pays aux pires embrasements. Des tracts intégristes circulent dans les villes : chaque goutte de sang de l'un des leurs sera, disent-ils, vengée au centuple. Au sommet

du pouvoir, on est conscient d'un tel danger : tandis que s'accélèrent les préparatifs du procès des intégristes arrêtés, la petite équipe gouvernementale soudée autour de Ben Ali veut éviter le pire. Rachid Sfar tente de convaincre le président : donner des martyrs au mouvement intégriste serait une grave erreur politique, argumente-t-il pour plaider la clémence. Bourguiba le congédie sèchement : il n'a aucune leçon, dit-il, à recevoir de son Premier ministre et tout désir de clémence n'est à ses yeux qu'un aveu de faiblesse ; il convient au contraire de réclamer à la Cour la tête de Ghannouchi car il a toujours fait une devise du vieux proverbe : « Coupez la tête, vous ferez périr les racines. » Persuadé que le mouvement nationaliste n'aurait jadis pas survécu sans lui et que la France n'aurait eu qu'à le supprimer pour s'assurer des années encore de présence en Tunisie, il demeure convaincu qu'il suffit d'éliminer ses leaders pour ôter toute combativité au mouvement intégriste.

C'est dans cette ambiance grosse de menaces et dans la chaleur lourde de cet interminable été que s'ouvre le 27 août à la caserne Bouchoucha du Bardo le procès de quatre-vingt-dix militants et dirigeants islamistes inculpés d'atteinte à la sûreté de l'État et de complot visant à renverser le régime en collusion avec l'Iran. Cinquante-trois d'entre eux, dont « l'émir » Rached Ghannouchi, les artificiers du mouvement et plusieurs activistes coupables d'avoir attaqué au vitriol des notables du régime sont présents dans le box des accusés, tandis que trente-sept autres ont réussi à échapper aux mailles pourtant serrées de la police ou se sont réfugiés depuis quelque temps déjà à l'étranger. Sur l'estrade siègent les cinq membres nommés de la Cour : le procureur général de la République Hechmi Zammel, qui n'en est pas à son premier procès et n'a pas l'habitude d'avoir des états d'âme, deux députés dont l'un est un ancien commissaire de police, deux magistrats dont la désignation a été conseillée par Zammel et qui sont donc considérés comme sûrs. La presse,

la rue, les avocats des accusés, tous savent que le régime a besoin de têtes. On sait aussi que si certains poussent à l'intransigeance, en particulier Sayah, Skhiri et Saïda, d'autres s'efforcent de limiter les dégâts. On murmure même que le ministre de l'Information et proche ami de Ben Ali, Abderrazak Kefi, a été limogé le 10 septembre parce qu'il avait manifesté devant quelques journalistes son hostilité à de trop nombreuses peines capitales, reflétant visiblement la position du ministre de l'Intérieur lui-même.

On appréhende l'irréparable. Mais tout se passe comme si les modérés s'ingéniaient à recourir à une série d'expédients afin de ralentir un procès prévu pour être expéditif. De fait, il s'éternise : de nouvelles pièces sont versées au dossier, des témoins inattendus entendus au dernier moment. Veut-on gagner du temps pour prêcher à la Cour une relative clémence ? Enfin, le 27 septembre, après trente jours d'interminables débats et plaidoiries au cours desquels l'auditoire a pu remarquer la détermination des accusés, le verdict tombe : sept condamnations à mort dont cinq par contumace, condamnation aux travaux forcés à perpétuité pour Ghannouchi, nombreuses condamnations à vingt, quinze et dix ans de travaux forcés, quatorze acquittements. C'est une « divine surprise » : l'on craignait tellement un épilogue tragiquement sanglant que sept peines capitales apparaissent presque comme la part du feu, d'autant que deux seulement d'entre elles sont rapidement exécutoires. Le pays tout entier pousse un soupir de soulagement. À l'extérieur, gouvernements et presse occidentale félicitent les juges de leur sagesse et apprécient que la Tunisie n'ait pas tout à fait trahi son image de pays modéré.

Seul Bourguiba n'est pas content, c'est le moins qu'on puisse dire. Le 28 septembre aux petites heures du matin, on envoie Hechmi Zammel à Carthage l'informer du verdict. Il est hors de lui, furieux surtout que Ghannouchi ait échappé à la potence. Peut-être a-t-il perçu chez cet homme auquel

tout l'oppose et à qui sa conduite lors du procès a donné une stature nationale, ce courage qui fait le bois des plus dangereux adversaires. Vivant, l'émir est un défi constant à sa personne. Il veut le voir se balancer au bout d'une corde. Il ne dit mot pourtant de son mécontentement à Rachid Sfar venu le voir, et l'écoute sans broncher faire son rapport quotidien. Ce serait mal le connaître que de croire qu'il s'est pour autant résigné. Il pense déjà que la Cour n'a pas fait son « devoir » en refusant de condamner tous les leaders à la peine capitale : les deux députés s'y sont en effet opposés ; or toute condamnation à mort doit, aux termes de la loi, être votée par quatre au moins des membres de la juridiction. Sayah et Skhiri lui font également voir qu'il s'agit là d'une mollesse déplorable et qu'il faut, pour renverser cette fâcheuse tendance, nommer partout de fermes partisans de l'intransigeance. Ils n'ont pas besoin d'argumenter beaucoup pour le convaincre et la première victime de cette fuite en avant est Abdelaziz Ben Dhia, limogé aussitôt de la direction du PSD.

Sfar s'inquiète : on parle de Mahjoub Ben Ali pour succéder à Ben Dhia. Devançant ce que ses amis et lui considèrent comme une catastrophe, il propose de nommer le directeur de la radio Abdelmalek Laarif à la direction du parti et de donner le ministère des Affaires culturelles à Ben Dhia, le ministre sortant Zakaria Ben Mustapha se retrouvant sans affectation. Étonnement, Bourguiba acquiesce sans faire aucune critique, signe les décrets de nomination le 29 septembre et accepte même de recevoir aussitôt les nouveaux responsables.

Est-il ce « tableau noir » dont parle un de ses vieux fidèles ? Lui a-t-on fait valoir que ce mini-remaniement se solde par le renvoi d'un de ses proches – Ben Mustapha faisant partie du petit cercle régulièrement invité à déjeuner le dimanche à Carthage – et la récompense d'un tiède, et que Laarif non seulement n'a pas le profil d'un directeur du parti mais n'est

pas monastirien ? Lui a-t-on dit que ces nominations ne convenaient pas à la gravité de l'heure ? Il pense déjà depuis le verdict que Sfar est coupable de n'avoir pas réussi à imposer ses vues à la Cour. La dernière initiative de son Premier ministre qu'il a pourtant avalisée lui déplaît-elle souverainement ? Le lendemain, il reçoit le Premier ministre marocain Azeddine Laraki en visite officielle à Tunis, venu en réalité lui apporter un message de son souverain militant en termes fort diplomatiques pour la grâce des deux condamnés à mort. Bourguiba n'est pas content de cette « ingérence » et le dit sans détours à son hôte marocain. Montrant Zine Ben Ali qui assiste à l'entretien, il lui répète que l'intégrisme doit être éliminé et qu'il a trouvé dans son ministre de l'Intérieur la personne idéale pour mener à terme cette opération. L'entretien se termine si sèchement que, cédant aux instances de ses ministres, il consent à recevoir de nouveau dans l'après-midi l'envoyé de Hassan II pour tenir un langage moins abrupt, tout en lui faisant savoir qu'il ne saurait revenir sur sa détermination.

Ces entrevues l'ont-elles davantage énervé ? Le lendemain jeudi, se tient comme d'habitude le Conseil des ministres. Le nouveau directeur du parti y assiste pour la première fois. À l'issue du Conseil, quand tous les membres du gouvernement viennent un à un le saluer, le président demande à Sfar en désignant Laarif : « Qui est cet homme ? — Le directeur du Parti que vous avez nommé avant-hier et vu hier » répond le Premier ministre. Bourguiba l'interrompt par un rugissement : « Qui t'a dit de le nommer ? Qui t'autorise à prendre des initiatives ? Tu te crois le patron ? Tu me crois déjà mort ? » Suit un chapelet d'insultes proférées en hurlant. Le vieillard tremble, agite sa main rigide en direction de sa victime, trouve les mots les plus cruels et les plus blessants pour la confondre, rien ne peut arrêter son délire. La scène est si pénible que plusieurs des ministres quittent discrètement la salle, ne voulant pas assister plus longtemps à cette

honteuse humiliation du premier d'entre eux. Sfar est livide. Épuisé, Bourguiba se tait enfin. Rarement, de mémoire de ministre, on a vu scène si violente en Conseil. L'assistance quitte la salle dans un profond silence.

Maîtrisant mal son émotion, le Premier ministre monte dans sa voiture. Sa décision est prise : même si la coutume veut qu'un dauphin ne démissionne pas et attende le bon vouloir du maître pour être congédié, l'humiliation est cette fois-ci trop grave pour qu'il puisse demeurer à son poste plus longtemps. Il doit toutefois accomplir un dernier effort et accompagner comme si de rien n'était la délégation marocaine à l'aéroport. Paraissant calme mais anormalement pâle, il s'en va saluer ses hôtes avant de retourner s'enfermer dans son bureau de la Kasbah. Il est aux environs de 15 h 30. Enfin assis et seul, il rédige une lettre de démission avant d'appeler au téléphone Zine El Abidine Ben Ali et Amor Chedli dont il sait l'inquiétude devant l'incohérence de plus en plus grande du comportement présidentiel. Les deux ministres arrivent. Sfar leur explique : sa décision est irrévocable car il y va de son honneur, rien ne pourra la remettre en cause. Il ne donnera toutefois officiellement sa démission au président que le lendemain. À eux de jouer et de faire en sorte que Ben Ali, qui apparaît au groupe des « modérés » comme la meilleure solution possible, soit nommé à sa place. Celui-ci perçoit immédiatement qu'il ne faut pas laisser passer cette occasion unique : si le poste n'est pas sans danger il constitue, à condition de savoir s'y maintenir, le seul réel tremplin vers le pouvoir suprême. Au fil des mois en effet, l'idée s'est imposée à lui comme une évidence : ce n'est pas le sérail qu'il faut neutraliser. Bourguiba a besoin de ces hommes qui savent mieux que personne le distraire et le flatter. Cette dépendance est la garantie de leur toute-puissance. C'est à lui qu'il faut s'attaquer. Le fruit, de toute façon, est mûr.

Dans cette Tunisie façonnée par trente ans d'un pouvoir sans partage, qui accepte depuis plus de quinze ans toutes

les incohérences d'un règne interminable, et aux yeux de qui Bourguiba est doté d'une désespérante immortalité, l'idée de son départ est presque inexprimable. Mais Ben Ali, en homme organisé, lit les rapports qui lui parlent d'un pays malade et écœuré. Il sait que le malaise des Tunisiens est à son paroxysme. Depuis quelques années, l'histoire de leur pays bégaye : de la démocratisation manquée de 1981 à l'embrasement de 1984 ou à la crise syndicale, en passant par le conflit avec la Libye, elle donne l'impression de se répéter tragiquement sous leurs yeux. À chaque *remake* qui revient à chaque fois comme un avertissement, ils se rendent compte de l'incapacité de Bourguiba et de son régime à maîtriser le cours des choses. Ils savent désormais que, quel que soit le temps qui lui reste à vivre, il continuera de s'enfoncer dans cette terrible déchéance pour n'avoir pas voulu se déprendre à temps d'un pouvoir qu'il a trop aimé. Ses coups de tête et ses incohérences, le triomphe du bunker sur la classe politique, la tragique altération de son image dans une opinion écœurée par les sordides intrigues de palais sont autant de signes que Bourguiba, celui qu'on connaissait et qu'on continuait malgré tout à admirer, n'est plus. Pire, il semble piétiner avec une sénile allégresse ce qu'il a si longtemps nommé le bourguibisme. Le vieillard ne connaît plus de règles et ses sujets, craignant qu'il ne s'éternise, veulent croire à une mort prochaine, seule capable d'arrêter la course insensée de cette nef des fous. Tout se passe comme si sa vive intelligence l'avait partiellement préservé de ses instincts. L'âge ayant peu à peu éteint la première, les seconds ont pu s'épanouir sans plus rencontrer de limites. Il est sénile et malade, parle souvent de sa mort mais, sûr de lui, assure régulièrement qu'il pourra vivre encore assez longtemps pour achever son œuvre.

Ne voit-il pas qu'il la détruit ? Il ne peut plus le savoir, et règne avec cette volupté têtue qu'il a toujours manifestée en toutes choses, inconscient de son délabrement, aveugle

sur le désarroi d'un peuple qui a peur de se perdre avec lui. Le lutteur, le politique, le bâtisseur sont morts, en dépit d'éphémères éclairs de lucidité. Seul le monarque s'accroche encore à la vie et au trône, et ne peut supporter l'idée de les quitter un jour. Qui oserait nier que le vieux président est un homme fini et qu'en réalité le pouvoir est à prendre ?

Pourquoi lui, Ben Ali, ne mettrait-il pas fin à cette mascarade ? Vieux routier de la sécurité, chef de la police et de la Garde nationale, ayant des amitiés dans une armée dont il est issu, sachant que personne ne se lèvera pour maintenir Bourguiba sur son trône, pourquoi ne tenterait-il pas l'impensable ? Mais il n'a pas le profil d'un ambitieux ordinaire. Il est, on l'a dit, un homme d'ordre, et l'ordre c'est avant tout la loi. Il faut la respecter. Il est impératif que Bourguiba le nomme Premier ministre et fasse ainsi de lui son dauphin constitutionnel. Hedi Baccouche lui fait en outre valoir qu'il ne manque pas d'atouts : son itinéraire a tout d'une fulgurante ascension. Malgré quelques accrocs, le président lui garde sa confiance et l'a reçu plus d'une fois ces derniers mois en tête-à-tête, honneur des plus rares quand on sait à quel point le sérail veille au grain. Il a prouvé qu'il sait avoir la main lourde quand il le faut : plus de mille intégristes sont en ces premiers jours d'octobre sous les verrous ; sept cents condamnations ont été prononcées par les tribunaux correctionnels depuis le mois de juin pour diffamation du chef de l'État et attroupements illégaux. Sa police continue régulièrement ses rafles dans les milieux islamistes, utilisant souvent d'ailleurs des moyens contestables pour s'emparer des innombrables suspects. Mais il n'a pas une réputation de dur et chacun sait le rôle qu'il a joué dans l'épilogue du récent procès. Si l'opinion a découvert que cet homme peu enclin aux discours n'est pas dépourvu de sens politique, il est aux yeux de Bourguiba un technicien de l'ordre dont la stratégie de répression a somme toute donné satisfaction. Hedi Baccouche peut donc, aidé d'Amor Chedli, faire valoir

au président qu'en cette période d'intensification de la lutte contre les intégristes, un ministre de l'Intérieur qui serait en même temps le premier des ministres pourrait coordonner avec une plus grande efficacité l'action gouvernementale en fonction de l'objectif prioritaire.

Bourguiba, fin de partie

Au matin du 2 octobre, on apprend ainsi que le Raïs s'est doté d'un cinquième dauphin. Nul n'est vraiment surpris : sans se douter qu'il a lui-même précipité les événements, on savait Rachid Sfar en sursis. Se livrant à l'un de ses jeux favoris, Tunis pariait depuis plusieurs jours déjà sur le nom du nouveau successeur : si Ben Ali était le plus souvent cité, Sayah revenu sur le devant de la scène le talonnait, d'autres jugeant Bourguiba assez fou pour faire de Mansour Skhiri son Premier ministre. La nomination du premier est accueillie favorablement : il est, dit-on, logique que l'homme fort du régime dirige nommément le gouvernement.

Tandis que le président déborde publiquement d'affection vis-à-vis de son nouveau dauphin, un jeu étrange se joue dès lors dans les coulisses du palais. Le sérail en effet a pris peur. Pris de vitesse, Sayah et Skhiri savent qu'ils ont désormais affaire à forte partie, qu'en bon ministre de l'Intérieur Ben Ali tient à jour des dossiers fort complets sur les acteurs de la scène politique et qu'il ne cache pas en privé son aversion pour l'entourage présidentiel même si, en fin manœuvrier, il a toujours entretenu de bons rapports avec l'incontournable nièce. « Ils lui mentent tous pour sauver leur place », a-t-il un jour confié à l'un de ses amis, et il est convaincu que si la longévité de Bourguiba pose problème pour l'avenir du pays, c'est aussi parce que le président est circonvenu par une bande de « salauds ». Ces derniers s'étaient accommodés

d'un Ben Ali seul capable de sauver le régime, en lui rognant à l'occasion les ailes. La nomination du 2 octobre change les règles du jeu. Il faut contre-attaquer et engager l'épreuve de force contre un homme au profil à ce point menaçant.

Le 2 octobre même, Mahjoub Ben Ali est ainsi nommé directeur du PSD. Malgré cette première pique, tout a l'air cependant d'aller pour le mieux : Bourguiba, comme à chaque fois qu'il se dote d'un nouveau dauphin, lui fait quelques cadeaux pour le mettre en selle ; il l'autorise à prendre des mesures susceptibles d'accroître sa popularité, comme l'augmentation du salaire minimum et des primes versées aux fonctionnaires et la promulgation d'une amnistie fiscale destinée à redonner confiance aux chefs d'entreprise. Mieux, le 17 octobre, Mahjoub Ben Ali, qui a, il est vrai, multiplié les déclarations intempestives et les gaffes depuis sa nomination, est limogé sans que le président ne s'y oppose. Il est remplacé par le ministre de la Jeunesse et des Sports Hamed Karoui, vieux dirigeant destourien respecté pour sa probité et fidèle ami de Hedi Baccouche.

La guerre des clans semble s'être calmée. En fait, il n'en est rien : plusieurs intégristes condamnés par contumace au procès de septembre ayant depuis lors été arrêtés et devant, comme le prescrit la loi, repasser devant la Cour, les « durs » de l'entourage font valoir à un Bourguiba tout disposé à les écouter qu'il y a là une excellente occasion de rejuger l'ensemble des condamnés et d'obtenir enfin la corde pour les chefs islamistes ; l'un d'eux glisse même que ce serait un moyen de tester la bonne volonté du Premier ministre à l'égard des « directives présidentielles ». Le Raïs est ravi. Le ministre de la Justice Mohamed Salah Ayari a beau lui dire, en lui rappelant qu'il est juriste, qu'on ne saurait revenir sur l'autorité de la chose jugée, il veut son procès et épouvante ses interlocuteurs en mimant avec une sorte de volupté la strangulation des futurs condamnés. Pour être sûr d'ailleurs

de n'avoir plus de mauvaise surprise, il envisage de modifier les statuts de la Cour de sûreté de l'État : son président qui n'est autre que le procureur général de la République aura deux voix, et trois voix suffiront pour prononcer une condamnation à mort.

Le Premier ministre est affolé : il sait mieux que tout autre que la pendaison d'une trentaine d'inculpés mettrait sans doute le feu aux poudres dans le pays. Ne répète-t-il pas en le déplorant qu'« entre les intégristes et les forces de l'ordre il n'y a rien » ? Il doit gagner du temps. Malgré son ascension, il se sent piégé : s'il accepte de cautionner ce plan macabre, c'en est fini de lui et il ne vaudra pas mieux en outre dans l'opinion que n'importe quel exécuteur des basses œuvres bourguibiennes. S'il refuse, il sera rapidement limogé et il est certain que le sérail le hait suffisamment pour lui faire subir un sort peu enviable. C'est lui ou eux. Et « eux » c'est aussi Bourguiba.

Quelques jours passent encore. Comme tous ses prédécesseurs, qui ont toujours eu pour ce faire l'aval du président, Ben Ali s'occupe à former un nouveau gouvernement. Le ministère du Plan et des Finances est scindé en deux et confié à deux jeunes technocrates. L'ambassadeur à Rabat Fouad Mbazaa est rappelé pour remplacer Hamed Karoui à la Jeunesse, et trois secrétaires d'État sont également nommés. Le remaniement est fin prêt. On montre la liste du nouveau gouvernement au président, qui signe sans rechigner. Le 27 octobre à 10 heures, la composition du ministère est officiellement annoncée et les nouveaux titulaires doivent être présentés le lendemain matin au chef de l'État. À minuit, ils sont réveillés chez eux par un coup de téléphone : inutile de se rendre à Carthage, la cérémonie est reportée sans explications. Vient alors de commencer un des imbroglios les plus inoubliables du règne sénescent qui plonge la Tunisie dans l'anarchie et le ridicule. Personne ne sait encore que ce sera le dernier. Bourguiba a passé la soirée du 27 octobre en

compagnie de Mahmoud Belhassine qui, dûment chapitré par ceux qui l'utilisent, se met en devoir de démontrer au président la stupidité du remaniement : qui sont ces jeunes qu'on veut lui imposer sans qu'il les connaisse et qu'ils aient donné de solides preuves de fidélité ? Non seulement ils ne sont pas monastiriens, mais ils sont dépourvus de diplômes ose-t-il avancer, alors que parmi les promus figurent un polytechnicien et des économistes chevronnés. Le président est convaincu : il faut rabattre la prétention du Premier ministre et lui montrer qu'il n'est qu'un exécutant. Une fois de plus, une fois de trop, le vieillard revient sur sa signature.

Au matin du 28, Ben Ali le supplie : il ne peut pas ne pas recevoir les ministres, il ne peut pas empêcher le gouvernement de gouverner. Amor Chedli insiste : « Vous avez signé, Monsieur le Président. » « C'est faux », crie celui-ci. Saïda se jette à ses pieds : « Tu as signé, mon oncle, c'est toi qui as nommé Ben Ali, tu ne peux pas faire ce que tu fais. » Elle reçoit en guise de réponse un énergique coup de canne. Tout au plus l'autocrate en colère accepte-t-il d'avaliser la nomination de Fouad Mbazaa, qu'il connaît depuis assez longtemps pour le tolérer. Les autres, il n'en est pas question. Ben Ali quitte Carthage révolté : le voilà à son tour traité comme un vulgaire valet. Mais il ne baissera pas la tête, ne pliera pas devant un entêtement devenu fou et n'est pas homme à subir ce que Sfar lui-même a fini par refuser d'endurer. Si l'idée d'écarter Bourguiba du pouvoir est caressée depuis longtemps, le moment est venu de passer à l'action et d'en dresser les plans avec le concours de Hedi Baccouche et de son vieil ami et condisciple de Saint-Cyr Habib Ammar à qui, depuis qu'il est ministre de l'Intérieur, il a donné le commandement de la Garde nationale. Les trois hommes sont d'accord : le départ de Ben Ali sous la pression de ses adversaires ne ferait que hâter la nomination de Sayah qui désormais sait être pratiquement le seul premier ministrable possible et ronge son frein. Tandis que

Baccouche est chargé de peaufiner le volet constitutionnel de l'opération, la Garde nationale, restructurée depuis plusieurs mois par Ammar dans cette perspective, s'occupera de tout l'aspect pratique du coup.

Étrange état d'esprit que celui de cet homme décidé à être régicide. Est-ce sa fréquentation de la gent militaire ? Il est ainsi fait que sa décision prise, il lui faut l'exécuter parfaitement. D'autant qu'il s'agit là de vie ou de mort : la perspective d'un coup d'État, même légaliste, exclut l'échec.

Une folle semaine commence alors, où nul ne se doute de ce qui se trame, où tout semble rentrer dans l'ordre puisque le président accepte finalement de recevoir d'abord les ministres puis les secrétaires d'État, mais où les passes d'armes sont plus impitoyables que jamais. On continue dans l'entourage à critiquer le nouveau gouvernement, donc le nouveau Premier ministre. Au Parti, déclare Sayah lors du traditionnel déjeuner dominical à Carthage le 1er novembre, les militants regrettent le limogeage de Mahjoub Ben Ali et réclament son retour. Il convient en outre d'accélérer l'ouverture du procès. Il est étrange d'ailleurs, murmure-t-on au président, que le Premier ministre paraisse si peu pressé de punir plus énergiquement les pires ennemis du bourguibisme. Le vieillard s'interroge : ne s'est-il pas trompé sur Ben Ali ? N'est-il pas temps de le remplacer par Sayah, ce fils spirituel qui lui ressemble tant, ce fidèle d'entre les fidèles qui lui a donné depuis près de trente ans d'incontestables preuves de sa capacité à réprimer ? Comme à l'ordinaire, il réfléchit tout haut devant Saïda : Sayah après tout ne serait pas un mauvais choix, il convient d'y songer sérieusement. Celle-ci s'en ouvre à Ben Ali qui, lors de leurs rencontres presque quotidiennes, sait mieux que personne – métier oblige – lui faire raconter tout ce qu'elle sait. Oui, lui dit-elle, il doit prendre garde, le président songe à le remplacer par Sayah qui est dorénavant pressé et le pousse dans cette voie. Mais il y a pire peut-être : la réouverture du procès

contre les islamistes a été fixée au lundi 9 novembre, tout est prévu pour qu'on ne fasse pas de quartier cette fois-ci.

La course de vitesse est engagée : d'un jour à l'autre, Ben Ali peut être limogé, ce qui compromettrait toute l'architecture constitutionnelle de l'opération qu'il prépare. Il n'y a plus de temps à perdre. Afin de préparer minutieusement l'affaire, il mène à l'insu de tout le monde, hormis les quelques dirigeants acquis à sa cause, une double vie : Premier ministre docile et résigné au grand jour, stratège de l'ombre d'une opération qui ne souffrira pas de faux pas et dont l'échec lui serait fatal. Tout est passé en revue : arrestation des hommes du sérail et de leurs proches collaborateurs, encerclement et investissement du palais de Carthage et des principaux points stratégiques de la capitale. On a besoin aussi de s'assurer de la neutralité de la police et de l'armée qui pourraient s'alarmer d'inévitables mouvements de troupes et de blindés de la gendarmerie. Dès mercredi, le ministre de l'Intérieur fait courir la rumeur que ses services ont découvert la préparation d'une offensive intégriste d'envergure qui pourrait prendre l'allure d'un coup d'État, et décide d'avancer le sien propre, initialement fixé au 8, de vingt-quatre heures, c'est-à-dire à la nuit du vendredi pour rendre crédible cette « couverture ». L'armée est ainsi placée plus facilement en état d'alerte. Ben Ali s'organise comme un chef en campagne, donnant à seize personnes triées sur le volet des instructions précises : la liste des responsables à arrêter, des soixante-douze lignes téléphoniques à couper et des lieux à investir. Les commandos de la Garde nationale chargés de mettre en œuvre chaque phase du plan sont dûment sélectionnés par Habib Ammar.

La nuit du 6 au 7 est planifiée à la minute près. Nulle trace d'émotion chez l'homme qui la prépare, soudain parfaitement sûr de lui. Jeudi est un jour de calme plat. Vendredi, le Premier ministre travaille comme à l'ordinaire et reçoit en fin d'après-midi certains responsables des affaires

municipales pour régler avec eux des dossiers en souffrance. Vers 19 heures, les activités officielles prennent fin de façon tout à fait ordinaire. Le ministère de l'Intérieur que Ben Ali ne quittera plus jusqu'au matin se transforme en quartier général de la plus incroyable nuit de l'histoire trentenaire de la Tunisie indépendante. À 19 h 30, les seize responsables dont chacun ne possède qu'une partie du secret pénètrent un à un dans le massif immeuble gris. Pendant près de trois heures, ce véritable état-major de crise met au point les derniers détails de l'opération. Chacun sait ce qu'il a à faire, chacun sait qu'il peut être appelé à entrer en action à tout moment de la nuit. À 22 heures, tout est fin prêt. Habib Ammar rejoint le siège de la Garde nationale à la caserne d'El Aouina d'où partiront les différentes équipes chargées d'investir le palais et d'arrêter les proches du président. Hedi Baccouche, arrivé entre-temps, achève pour sa part la rédaction définitive du communiqué en forme de déclaration-programme qui doit annoncer au pays la déposition du « Combattant suprême ». Ben Ali, la cravate dénouée, la chemise ouverte sur la poitrine et les manches retroussées, attend désormais la suite des événements. Longues heures où tout doit se jouer, où tout peut basculer.

La dernière nuit

À 1 heure du matin, les Carthaginois noctambules peuvent distinguer d'étranges allées et venues aux principaux carrefours de leur élégante cité. Les thermes d'Antonin, vaste ensemble de ruines jouxtant le palais du Raïs, s'éclairent soudain comme en plein jour. De la mer, approchent vers la côte plusieurs vedettes de la Garde nationale qui encerclent le port de plaisance construit en contrebas de l'édifice. Des chars prennent en même temps position aux deux carrefours

qui commandent l'accès à l'avenue du palais. Un commando de la Garde nationale s'approche des immenses grilles de la résidence présidentielle. « C'est un exercice, dit-on au commandant de la "garde noire" présidentielle de faction ce soir-là, personne ne doit entrer ou sortir du palais. » Incident imprévu : quand le gradé comprend qu'il s'agit bel et bien d'un complot, il refuse de se rendre et sort son arme. Mais Ammar a choisi des hommes d'élite : il est rapidement désarmé et neutralisé. La relève de la garde s'opère comme prévu. Tout s'est passé en douze minutes : le palais est encerclé, la garde remplacée par des hommes sûrs, le standard téléphonique coupé. Le président dort tranquillement dans sa chambre. Un peu plus d'une heure auparavant, les chefs des milices destouriennes dévoués à Sayah et les hommes du sérail ont été arrêtés presque tous en même temps ainsi que Sayah lui-même.

Mansour Skhiri, qui est en déplacement dans le sud du pays, est « cueilli » un peu plus tard dans sa chambre de l'hôtel Sahara Palace à Nefta. Bibi, qui refuse d'ouvrir aux policiers, est emmené sans ménagements par un commando trop zélé. Il sera relâché aux petites heures du matin. Hedi Mabrouk, lui, est providentiellement en voyage à Riyad ; il ne rentrera pas.

La seconde phase de l'opération peut enfin commencer : le coup d'État est réussi, il faut maintenant passer à l'aspect constitutionnel. À l'Intérieur, le bureau de Ben Ali se transforme à nouveau en quartier général : le ministre de la Défense Slaheddine Baly, accompagné des généraux Youssef Baraket et Saïd El Kateb, du colonel Youssef Benslimane et du directeur des services spéciaux Noureddine Benhamadi, arrive en premier. On appelle la ministre de la Santé Souad Lyagoubi au téléphone : qu'elle se tienne prête à partir immédiatement, une voiture vient la chercher pour l'amener à l'Intérieur. Une liste d'éminents médecins tunisiens qui, au cours des dernières années, ont tous eu à soigner Bourguiba,

est prête : ils devront certifier que le chef de l'État n'est plus capable de gouverner. Toute la légalité de l'opération est là, dans l'interprétation des termes de l'article 57 de la Constitution : « En cas de vacance de la présidence de la République pour cause de décès, démission ou empêchement absolu, le Premier ministre est immédiatement investi des fonctions de président de la République... » L'empêchement absolu existe : c'est la sénilité du président. On appelle également le procureur de la République Hechmi Zammel qui, pour que tout soit fait selon les règles, signe un texte réquisitionnant les médecins. Maîtrisant mal son émotion, le psychiatre Ezzeddine Gueddiche, médecin militaire et vieille connaissance de Ben Ali, écrit quelques lignes sur une simple feuille de papier blanc sans en-tête : « Nous, soussignés, certifions avoir été requis ce jour par le procureur général de la République afin de donner un avis médical autorisé sur l'évolution actuelle de l'état de santé physique et mentale de M. Habib Bourguiba, président de la République. Après concertation et évaluation, nous constatons que son état de santé ne lui permet plus d'exercer les fonctions inhérentes à sa charge. » Entre-temps, six autres médecins sont arrivés. Si certains d'entre eux s'étonnent d'avoir à faire un diagnostic aussi décisif sur un malade qu'ils ne peuvent même pas voir, ils jugent probablement que l'heure n'est pas aux remontrances et tous apposent en silence leur signature au bas du texte rédigé par leur collègue. On les remercie. Ils peuvent aller se recoucher.

Il est un peu plus de 5 heures du matin quand on convoque enfin le directeur de la radio Abdelmalek Laarif. Devant un magnétophone, Ben Ali lit le communiqué d'une voix grave en détachant chaque syllabe : « Les énormes sacrifices consentis par le dirigeant Habib Bourguiba, premier président de la République, avec ses valeureux compagnons, pour la libération de la Tunisie et son développement, ne peuvent se compter... Face à sa sénilité et à l'aggravation de son état

de santé, se fondant sur un rapport médical, le devoir national nous impose de le déclarer dans l'incapacité absolue d'assumer les charges de la présidence de la République. De ce fait, et en application de l'article 57 de la Constitution, nous prenons en charge avec l'aide du Tout-Puissant la présidence de la République et le commandement de nos forces armées... Citoyens, citoyennes, par la grâce de Dieu, nous entrons ensemble dans une ère nouvelle faite d'effort, de détermination, qui nous sont dictés par notre amour pour la patrie et par l'appel du devoir. Vive la Tunisie ! Vive la République ! »

À 6 heures du matin, quand l'aube commence à pâlir le ciel de Tunis, Zine El Abidine Ben Ali, 51 ans, cinquième et dernier dauphin du « Combattant suprême », dans quelques heures second président de la République tunisienne, peut quitter le ministère de l'Intérieur. Il a réalisé l'impensable : sans une goutte de sang, sans un soupçon de violence, il a en une nuit « tué » le père. Les Tunisiens se réveillent le 7 novembre orphelins et adultes.

Tout dort encore à Carthage. Matinal comme toujours et ouvrant les yeux avant l'aube, le président accomplit comme chaque jour son premier geste machinal et allume la radio. Bizarre, les premières émissions dont il connaît par cœur le rituel ne commencent pas comme d'habitude : a-t-on changé les programmes sans le consulter ? Saïda qui se réveille d'ordinaire en même temps que son oncle pour être la première à son chevet pénètre dans la chambre. Elle s'étonne elle aussi. À 6 h 30 précises, un reporter annonce, d'une voix brisée par l'émotion, que Zine El Abidine Ben Ali va parler. La voix grave commence : « Les énormes sacrifices consentis par le dirigeant Habib Bourguiba, premier président de la République... » Bourguiba écoute, hébété, et murmure : « Zine Ben Ali président de la République ? » Puis plus rien. Le vieil homme est prostré. Peut-être se souvient-il en ce

moment de cette terrible phrase qu'il avait eue en apprenant la mort de Nasser : « Voilà un homme qui a tout raté dans sa vie, sauf sa mort. » Sent-il alors qu'il a, lui, raté sa sortie ?

Nul ne saura jamais ce qui traverse en cet instant l'esprit du « Combattant suprême », affaissé, silencieux, destitué sans gloire par une nuit d'automne. La vie sans doute est plus forte que l'amour du pouvoir : il ne meurt pas ce matin-là. Machinalement, il déjeune, prend ses médicaments en distinguant à peine ses serviteurs aux mines décomposées. La matinée amène des visiteurs : Béchir Zarg El Ayoun, Amor Chedli. On lui dit qu'il doit quitter Carthage et qu'on a préparé pour lui une résidence aux environs de Sfax où il pourra finir ses jours en toute tranquillité. « Mais Carthage est à moi ! » Non, Carthage est la demeure officielle du président de la République ; lui n'est qu'Habib Bourguiba, ex-souverain absolu, vieillard sans pouvoir et sans armes qui doit céder la place. Rien n'est à lui, hormis sa maison natale de Monastir où il n'est évidemment pas question qu'il se rende. Car Bourguiba, c'est sa grandeur aussi, ne possède rien en propre. La Tunisie entière était à lui comme elle le possédait aussi. Elle l'entretiendra désormais, libre de lui mais dépourvue d'ingratitude. Au moins, dit-il, qu'on ne lui impose pas de résider à Sfax, cette ville qu'il n'a jamais aimée, à laquelle il se sent étranger. Il ne veut pas s'éloigner de Tunis.

Fort bien : la résidence du Mornag, à une dizaine de kilomètres de la capitale où, depuis des années, il aime à passer quelques jours en septembre, est mise à sa disposition. Ses domestiques pourront ainsi le suivre, sa nièce aussi, compagne d'infortune après avoir goûté au vertige des sommets. Dehors, la foule crie « Yayia Zine ». « Il est donc populaire », constate le vieil homme presque sans amertume. Peut-être en lui-même s'incline-t-il devant le coup de maître de son successeur : n'admire-t-il pas par-dessus tout le talent politique ? Le chef madré qui sut si bien utiliser les hommes

doit reconnaître que pour une fois il a trouvé plus fort que lui. Le départ au Mornag est prévu pour lundi. Quand on annonce à Bourguiba qu'un hélicoptère l'attend pour l'y emmener, il a tout oublié : « Mais je n'ai pas de programme aujourd'hui ! » s'exclame-t-il devant son entourage. On lui explique : il doit quitter Carthage. « Ah oui, c'est vrai », dit-il dans un murmure. A-t-il conscience qu'il traverse son palais pour la dernière fois ? Sa mémoire vacille ces jours-ci. Peut-être cela l'aide-t-il à supporter l'inacceptable.

Épilogue

Le président n'est plus. Qui est cet homme exilé au Mornag, dans cette demeure perdue parmi les champs de vigne ? Est-ce renoncement ou décision délibérée ? Il ne s'informe guère auprès de ses proches et de ses médecins, les seuls autorisés à lui rendre visite. Avec une fermeté discrète en effet, les nouveaux maîtres du pays ont strictement réglementé sa vie. Un budget confortable sans être exagéré a été affecté à l'entretien de sa maison. Outre sa nièce, six domestiques et deux infirmiers vivent au Mornag auprès de lui. Si son fils a toute liberté pour venir le voir, ses trois médecins en revanche ne peuvent se rendre à son chevet qu'une fois par mois. Son cardiologue a, lui, un droit de visite hebdomadaire et va tous les jeudis surveiller la tension et le cœur du vieillard solitaire. Il apporte avec lui les journaux de la semaine et s'attarde souvent auprès de son malade, rompant ainsi de temps à autre le morne déroulement de jours tous identiques. Bourguiba reste calme cependant, ne s'insurge jamais contre cette étrange et nouvelle monotonie à laquelle rien dans sa vie ne l'avait préparé, et laisse rarement paraître ce qu'il ressent vraiment.

Accepterait-il un sort qu'il n'a jamais voulu envisager ? Ses absences il est vrai de plus en plus fréquentes lui font oublier pendant de longs moments que sa vie se résume désormais à une retraite forcée. De courts instants parfois, il se croit même encore ce président de qui tout procédait, et on

l'entend donner ses fameuses « directives » à d'imaginaires courtisans. Il s'étonne également de ne plus rencontrer dans sa vie quotidienne quelques repères naguère si familiers. Il avait ainsi l'habitude d'aller régulièrement contempler son cercueil commandé depuis bien longtemps par ses soins et enfermé dans une pièce du palais de Carthage. Pour provoquer la mort peut-être comme il aimait à défier la vie, il regardait de longs moments l'ultime abri de sa future dépouille. Aussi réclame-t-il un jour à l'un de ses visiteurs qu'on lui apporte son cercueil au Mornag, s'indignant qu'il paraisse si difficile de réquisitionner à cet effet la Rolls de la présidence. Il ne rêve pas toujours pourtant, et pour tromper la longueur de ces jours, se fait lire ses poèmes préférés, d'énormes ouvrages d'histoire où il puise peut-être quelques enseignements sur les revers des grands destins. Mais Saïda lit bien mal et on ne lui a donné aucun lecteur attitré comme il en a toujours eu depuis que la vieillesse a fait baisser sa vue. Chaque visiteur jugé apte à le faire se voit ainsi prié de s'asseoir auprès de lui et de passer quelques heures à lui faire la lecture. Quand il n'y a personne, c'est parfois l'infirmier de service qui remplit cet office. Et le vieillard, toujours puriste et amoureux des mots, souvent s'emporte devant la mauvaise prononciation ou les fautes d'interprétation de son compagnon improvisé.

Mais ses colères de temps à autre ont des causes plus graves : son visage s'assombrit plus d'une fois quand il prend connaissance de telle innovation décidée par son successeur ; et cet homme persuadé d'avoir construit la Tunisie dit à qui peut l'entendre que celui qui a ravi la place est en train de détruire ce qu'il a édifié. Il juge dangereuse entre autres la clémence dont Ben Ali fait preuve envers les islamistes, et demeure convaincu qu'il n'y a rien à gagner à vouloir composer avec eux. Les femmes aussi le désespèrent : « Elles sont aveugles et ont vite oublié », constate-t-il en les voyant à la télévision acclamer un successeur qu'il juge moins féministe que lui. Il en veut en fait à tous les Tunisiens de paraître

oublieux de ce qu'il fut pour eux. Car si près, si loin de lui, la Tunisie semble se réveiller avec délices d'un long sommeil. Pour elle, l'aventure de l'après-Bourguiba a enfin commencé.

En d'autres occasions, il est encore capable de montrer de l'humour, faisant sourire ses visiteurs en décrivant son sort. Si le présent le gêne, le passé dans lequel il se complaît l'affecte toutefois davantage. Lui qui s'est attaché à forger sa légende, à réécrire l'histoire pour être seul à y jouer un rôle, ne peut supporter que l'on veuille aujourd'hui toucher à la version qui fit pendant des décennies office de vérité. La réhabilitation, au cours des mois suivant son éviction, des principaux acteurs de la lutte anticoloniale comme Mahmoud Materi, le retour en Tunisie de la veuve de Salah Ben Youssef qui fut l'un de ses pires ennemis, provoquent ses foudres qui n'effraient désormais plus personne. Et la conscience qu'il n'est plus intouchable le fait peut-être souffrir davantage que sa mise à l'écart peu glorieuse. Même ceux qui lui doivent tout le quittent peu à peu : Saïda, peu disposée à partager l'exil après avoir profité de la toute-puissance, obtient, après de multiples suppliques adressées à Carthage, de quitter le Mornag, et s'envole aussitôt pour la France. Quant aux anciens thuriféraires, ils commencent, dans le dessein de plaire aux nouveaux dirigeants, à faire disparaître les symboles du bourguibisme triomphant : à Kairouan, à Gabès, à Sfax, ils déboulonnent les statues de celui qui fut si longtemps le « Combattant suprême », jusqu'à ce qu'en haut lieu on tempère discrètement ces quelques excès de zèle.

Peu à peu, ce qui lui reste d'énergie se fixe sur un unique souhait : il veut finir ses jours à Monastir où il est né, puis reposer parmi les siens, dans l'immense mausolée qui domine sa ville, dédié à sa gloire qu'il voulait éternelle. « Ma mission est terminée... Je vous prie de m'autoriser à me déplacer à Monastir pour vivre le temps qu'il me reste dans ma maison familiale », écrit-il pendant l'été 1988 à son successeur dont il semble reconnaître par là-même la victoire. Mais ce

dernier hésite à l'installer dans la seule ville où sa popularité reste à peu près intacte. Certains Monastiriens n'ont-ils pas manifesté le souhait de financer les fêtes de son anniversaire ? Pour la première fois depuis bien longtemps, Bourguiba fête pourtant le 3 août dans l'intimité familiale. Plus d'odes à sa gloire ni de cortèges de courtisans pour lui souhaiter comme à l'accoutumée longue vie au pouvoir. Seul un message de félicitations de Ben Ali vient lui rappeler qu'il a perdu son trône. Dans une lettre de remerciements, il demande à nouveau : il veut finir ses jours à Monastir, dans la vieille demeure du quartier des Tripolitains. Le nouveau régime paraît solidement établi et s'apprête à célébrer sa première année d'existence. Il n'a désormais rien à craindre d'un vieillard dont personne à part lui ne songe un seul instant qu'il pourrait revenir au pouvoir. Bien au contraire, en Tunisie comme à l'étranger, on porte à son actif tout geste qu'il accomplit en faveur de l'ancien président.

Et c'est ainsi qu'un jour d'octobre, une lourde limousine noire conduit incognito vers Monastir un vieil homme presque heureux. Médusé, le médecin qui l'accompagne l'écoute déclamer une fois de plus des dizaines de vers de Hugo, de Vigny, de Rostand, gravés dans une mémoire si prodigieuse que la sénilité n'a pu la détruire tout à fait. Voici la ville natale. La statue toute dorée de son enfant prodige accueille toujours le visiteur. Mais la voiture évite la vieille ville. Outre que la maison familiale est bien trop petite pour loger Bourguiba et sa lourde intendance, les nouveaux dirigeants se méfient des attroupements possibles autour du vieux Raïs, de l'attraction constituée par sa seule présence, et veulent le maintenir dans un strict isolement. Il n'est pas question non plus de le loger dans son ancien palais d'été de Skanès, trop fastueux pour un monarque à la retraite. On lui attribue donc la résidence du gouverneur de la région, luxueusement aménagée jadis par son dernier vizir Mansour Skhiri du temps qu'il occupait ce poste et, afin qu'il y

retrouve un cadre familier, on y a même apporté quelques meubles du palais voisin.

La vie du retraité est parfaitement réglée, rythmée par les heures des repas, de la sieste, de la plus en plus brève promenade quotidienne, de courtes nuits pendant lesquelles le sommeil lui vient comme toujours trop rarement. Le même entourage d'une dizaine de personnes, des domestiques à l'infirmier, veille constamment sur lui. Une surveillance discrète mais tatillonne est exercée en permanence autour de la villa où n'entre pas qui veut. Les visiteurs sont aussi sévèrement triés qu'au Mornag. Hormis sa famille et ses médecins, le gouverneur de Monastir et le chef de la police sont pratiquement les seuls à lui faire régulièrement visite pour informer le nouveau président quand un problème d'intendance demande à être rapidement réglé.

La solitude ne paraît guère le faire souffrir. C'est qu'il s'enfonce dans un monde intérieur plus accueillant que le réel qu'on lui impose, qu'il modèle à sa guise, dont il exclut ce qui le contrarie. Assis de longues heures dans un large fauteuil, la silhouette encore alourdie par l'immobilité, toujours rasé de frais et impeccablement vêtu comme s'il se tenait prêt au moindre signe à reprendre son rôle, il continue de réécrire l'Histoire à sa façon. Ainsi fait-il de sa déposition. « Inapte, sénile ! » l'entend-on murmurer dans des accès de sourde rage car, plus que sa destitution elle-même, il ne supporte pas l'image que les médecins dans leur communiqué ont léguée de lui à la postérité. Ils n'ont pas pu, c'est impossible, rédiger leur absurde sentence de leur plein gré. Et il raconte à qui veut bien l'entendre : « Par une nuit glaciale, on les a tirés de leurs lits pour les traîner au ministère de l'Intérieur et là on leur a dit, maintenant signez ! » Il pleurerait presque sur leur mésaventure. L'absence de femmes lui pèse. Il a fait savoir à maintes reprises à Wassila qu'il souhaiterait la voir, et veut oublier que lui seul a voulu divorcer. « On m'a menti sur elle n'est-ce pas ? répète-t-il à son entourage. Elle n'a

jamais fait ces déclarations à la presse que l'on m'a rapportées ? » Son imagination réhabilite trop tard celle qui fut si longtemps sa compagne. Comme son historiographe lui manque, qui savait si bien arranger la vérité pour la rendre conforme à l'épopée ! Il a plusieurs fois demandé à ce qu'on autorise Sayah à lui rendre visite, ainsi que Amor Chedli et Allala Laouiti. Mais le nouveau pouvoir est intraitable : si les anciens dignitaires sont tous en liberté à l'exception de Mansour Skhiri et Mahmoud Belhassine, il ne saurait être question que Bourguiba reconstitue sa cour.

Résigné, le vieil homme si longtemps convaincu de mourir aux commandes ? Sans doute, car cette sénilité qui a officiellement mis fin à sa si longue carrière l'aide aujourd'hui à vivre, brouillant les sens et la mémoire, adoucissant le choc de cette fin qu'il n'a pas choisie. Seules quelques certitudes émergent encore, rappelant qui il fut : sa conviction que l'islam ne doit en aucun cas empiéter sur l'État, qu'une société ne peut évoluer qu'en libérant les femmes, que les Tunisiens, malgré trente ans passés sous son emprise, sont demeurés ce peuple « velléitaire » qu'il avait cru pouvoir changer, et qu'il devrait en toute logique finir ses jours en dirigeant l'État qu'il a créé.

Le vrai pouvoir pendant ce temps se consolide. Une fois le paysage politique du pays profondément remanié, des élections générales présidentielles et législatives sont fixées au 2 avril 1989. Si nul ne lui conteste sa légitimité, Ben Ali souhaite toutefois l'asseoir sur le verdict des urnes. Il veut aussi, depuis qu'il occupe le palais de Carthage, que son prédécesseur « abdique » en sa faveur. Certes il a pris sa place, mais la figure du patriarche est si présente, l'espace qu'occupe son mythe si grand qu'un geste de cette nature ferait aux yeux des Tunisiens figure de véritable sacre. Plusieurs tentatives dans ce sens se sont soldées par des fins de non-recevoir. Mais Bibi finit par convaincre son père : pourquoi donc s'obstiner ? Il vaut mieux reconnaître les faits

et donner acte à Ben Ali de son comportement somme toute convenable à l'égard du vieux chef déchu.

Au soir du 2 avril, les Tunisiens, saisis par l'émotion, voient apparaître sur leur écran la silhouette si familière de ce vieillard qu'ils aiment et détestent à la fois, qui fait en vérité partie d'eux-mêmes, très droit dans son pardessus sombre, le cou enveloppé de l'éternelle écharpe blanche, le regard caché par des verres fumés et le fez rouge bien planté sur la tête, chevrotant quelques phrases en glissant son bulletin dans l'urne : « Je vote pour mon fils Ben Ali et pour la liste de mon parti. » Le rideau peut tomber. Ce peuple encore subjugué vient d'assister au dernier acte de soixante ans de vie publique. Il attendait ce geste comme s'il voulait réconcilier l'ancien et le nouveau, ne pas forger l'avenir sur une déchirure.

Et lui, voit-il dans cette apparition au peuple un dénouement ? C'est la confusion des sentiments chez ce vieillard dans l'antichambre de la mort. Il parle comme un homme qui veut croire jusqu'à son dernier souffle au caractère exceptionnel de son destin : cette ultime réclusion n'est qu'une épreuve supplémentaire dans le combat qu'il mène depuis toujours. S'il a tant désiré retrouver Monastir, c'est que sa ville natale constitue à ses yeux comme jadis une base de repli, le lieu de ralliement de ses fidèles et le point de départ de ses reconquêtes. S'il a voté c'est qu'après tout, confie-t-il à ses proches sidérés, la nouvelle Constitution ne permet à Ben Ali d'occuper son fauteuil que dix ans. A-t-il vraiment la certitude de son retour en gloire au terme du mandat de son usurpateur ? Tout est obscur en lui, pathétique illusion, folie dernière qui le maintient en vie. Car il sait bien aussi dans quelque coin encore lucide de son esprit que son temps est fini. Le 2 avril, vêtu comme à ses heures de gloire, il semble avoir voulu montrer une dernière fois aux Tunisiens qu'il existait, et que longtemps encore il montrerait la voie à suivre.

Sa santé s'altère depuis lors tous les jours davantage. Les quelques étrangers autorisés à lui rendre visite, Marie-Claire Mendès France la veuve d'une de ses rares idoles, en mars, un collaborateur de François Mitterrand venu en visite officielle en juin, le trouvent extrêmement « fatigué » et n'hésitent pas à dire que son maintien au pouvoir eût été une catastrophe pour la Tunisie. Une double opération de la prostate en août achève de l'épuiser. Il ne se lève pratiquement plus. Le masque de la mort semble posé sur son visage. À 88 ans, cet homme qui fut un des symboles les plus illustres de l'émergence des peuples colonisés, un des hommes d'État les plus prestigieux du Tiers-Monde, se meurt discrètement dans une retraite forcée, sous l'œil attentif et un peu attristé de ses compatriotes lassés par une fin trop longue à arriver.

« Si le peuple choisit la vie, la Providence ne peut que se plier à sa volonté. » C'est par ce vers du grand poète Abu El Kacem Chebbi que Bourguiba, difficilement audible devant les caméras de la télévision, choisit de commencer sa brève intervention en ce matin du 2 avril 1989. Il faut en effet pour finir se pencher sur les phrases prononcées au terme du dernier geste de sa carrière. Résumé à l'extrême, ce qu'on appelle le bourguibisme tient en ces quatre axiomes qu'en quatre paraboles il légua ce jour-là à son peuple, comme en un testament.

La tunisianité avant tout autre chose, exaltée par le vers du poète nationaliste. Pour exister, un peuple doit savoir ce qu'il est, s'enraciner dans une réalité et éviter de croire aux mythes. Car un peuple n'est ni une « poussière d'individus », ni un agrégat composite de tribus, encore moins partie d'une entité qui le dépasse et sur laquelle il n'a pas prise. Tunisien, Bourguiba le fut par-dessus tout, envers et contre tout, la France, la nation arabe, la *umma* musulmane, les appétits d'un encombrant voisinage. Rien n'est donné, rappelle-t-il à travers le dit du poète, et la citoyenneté se conquiert ou se

perd. Cette certitude fut un des axes de sa politique. Il veut qu'elle forge définitivement la conscience collective de ses concitoyens.

Son vote veut par ailleurs laisser entendre que le couple État-parti demeure pour lui la base d'un pouvoir fort. Certes, c'est un homme pétri par les enseignements de ses maîtres français, et son admiration pour le libéralisme politique occidental n'a jamais été feinte. Mais il a voulu croire, d'autant plus facilement que son tempérament penchait vers l'autoritarisme, que les Tunisiens n'étaient pas encore mûrs pour ce stade supérieur de la vie politique. Un chef charismatique au-dessus des lois, un parti dévoué et ayant pour mission d'encadrer des foules incapables par elles-mêmes de distinguer le vrai du faux, voilà pour lui le seul moyen d'acheminer un peuple vers sa majorité, et de jeter les bases d'un ensemble national cohérent pouvant donner naissance le jour venu à un État de droit. À la fois autocrate et Pygmalion, c'est en usant toujours de ce paternalisme autoritaire qu'il entendit faire accepter aux Tunisiens sa politique.

« Je voudrais aller réciter la Fetiha dans le mausolée où sont enterrés mes parents et ma première femme qui était française et dont j'ai fait une Tunisienne et une musulmane. » C'est un souhait certes qu'exprime ce jour-là Bourguiba, mais également une voie qu'il indique. Réformes oui, mais sans excès, sans négliger l'importance de ces valeurs à la fois traditionnelles et religieuses constitutives de la personnalité tunisienne. Et s'il a combattu sans ménagements les aspects rétrogrades de la loi musulmane, s'il a voué aux intégristes une haine totale, il a voulu le faire sans nier l'importance de l'islam, quel qu'ait pu être par ailleurs son sentiment personnel sur la religion, Si, sans nul doute, le modernisme vers lequel il voulut conduire son pays ne peut se concevoir sans une certaine laïcité, son pragmatisme lui interdit toujours de brûler les étapes. Être fidèle à ses croyances, sans fanatisme ni fermeture, voilà la seule façon

de concilier l'islam avec le temps présent a-t-il une dernière fois voulu dire aux Tunisiens trop tentés à ses yeux par les sirènes du fondamentalisme.

Et enfin, et surtout, ce qui lui tint le plus à cœur pendant tant d'années de sa vie politique. « N'oubliez pas les conseils que je vous ai prodigués, une femme, une seulement, conformément à ce que Dieu le Tout-Puissant a dit dans le Coran : si vous craignez d'être injuste, prenez une seule femme. » Cette mise en garde contre un retour à la polygamie exprime la crainte de voir remis en cause un volet essentiel de son œuvre. Et s'il devait rester dans la mémoire des Tunisiens une chose de ce qu'il fit, ils retiendraient assurément le Code du statut personnel. Aucune modernité n'est concevable sans l'émancipation des femmes. Pendant trente ans, le vieux leader tenta de faire partager à ses concitoyens cette certitude. Il n'est pas sûr qu'il y soit parvenu. Mais il a réussi à faire que dans un tel domaine, la Tunisie ait une considérable avance sur les autres pays arabo-musulmans. Les droits des femmes, leur statut, l'enjeu que représente leur place dans la société y est un thème majeur du débat politique, la ligne de clivage entre conservateurs et modernistes. L'empreinte du bourguibisme se mesurera aussi à ce que leur réserve en Tunisie l'avenir.

Telle fut en quelques mots l'ultime leçon d'un homme qui voulut tant marquer son siècle. Il est trop tôt pour dire ce qu'en fera exactement la Tunisie. Mais ce n'est pas trop s'avancer que de penser, à la lumière de son histoire, que ce pays ennemi des extrêmes y puisera matière à une évolution sans ruptures trop profondes. Bourguiba fait déjà aujourd'hui partie de son passé. Il entre peu à peu dans sa mémoire. C'est là assurément la plus durable de ses demeures.

Chronologie

1880
Mariage des parents de Bourguiba.

1881
Traité de Kassar Saïd dit « du Bardo » instituant le Protectorat français sur la Tunisie.

1890
Naissance de Mathilde Lorrain.

1901
3 août : naissance à Monastir de Habib Bourguiba (date présumée).

1912
22 avril : naissance à Tunis de Wassila Ben Ammar.

1913
Juin : Bourguiba obtient son certificat d'études.
Novembre : mort de Fatouma Bourguiba, mère de Habib.

1920
7 mars : création du Parti libéral constitutionnel tunisien connu sous le nom de Destour.

1922
Création du Parti communiste de Tunisie.

1924
Juin : Bourguiba obtient son baccalauréat section philosophie.
Novembre : Bourguiba part faire ses études à Paris.
3 décembre : création de la Confédération générale tunisienne du travail (CGTT), premier syndicat purement tunisien.

1926
Septembre : mort d'Ali Bourguiba, père de Habib.

1927
9 avril : naissance de Habib Bourguiba junior.
Août : retour de Bourguiba à Tunis accompagné de Mathilde et de son fils.

1930
Mai : la France organise à Carthage un « congrès eucharistique » qui donne lieu à des manifestations nationalistes.
1er octobre : premier numéro du journal *La Voix du Tunisien.*

1932
1er novembre : premier numéro du journal *L'Action tunisienne.*

1933
12 mai : congrès du Destour dit « de la rue de la Montagne » où l'équipe de *L'Action tunisienne* entre à la Commission exécutive.

1934
2 mars : création du Néo-Destour au congrès de Ksar Hellal.
3 septembre : arrestation et déportation de Bourguiba et des principaux dirigeants des partis politiques tunisiens.

1936
22 mai : libération de tous les détenus politiques arrêtés en 1934 et 1935.
4 juin : formation à Paris du gouvernement de Front populaire dirigé par Léon Blum.
10 juin : Conseil national du Néo-Destour qui accorde le « préjugé favorable » à la politique coloniale du Front populaire.

1937
8 juillet : retour à Tunis du cheikh Abdelaziz Thaalbi, dirigeant historique du Vieux Destour après un long exil en Orient.
29 octobre - 2 novembre : deuxième congrès du Néo-Destour qui retire le « préjugé favorable » à la politique du Front populaire en Tunisie.

1938
1er janvier : démission de Mahmoud Materi de la présidence du Néo-Destour.
9 avril : manifestation organisée par le Néo-Destour qui tourne à

l'affrontement sanglant avec les forces de l'ordre. Arrestation de Bourguiba et des principaux dirigeants du Néo-Destour.

1939
3 septembre : la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne.

1940
26 mai : Bourguiba et dix-huit de ses compagnons quittent la Tunisie pour être internés au Fort Saint-Nicolas de Marseille.

1941
11 décembre : entrée en guerre des États-Unis.

1942
16 décembre : libération par les Allemands des Néo-Destouriens prisonniers en France.

1943
9 janvier : Bourguiba et six de ses compagnons arrivent à Rome.
7 avril : Bourguiba rentre en Tunisie peu après ses compagnons.
12 avril : Bourguiba rencontre Wassila Ben Ammar.
7 mai : entrée des troupes alliées à Tunis.
14 mai : déposition de Moncef Bey.
23 juin : arrêt des poursuites engagées depuis le 9 avril 1938 contre Bourguiba et les principaux dirigeants néo-destouriens.

1944
1er octobre : mort du cheikh Abdelaziz Thaalbi.

1945
26 mars : fuite de Bourguiba en Égypte.
8 mai : capitulation de l'Allemagne.

1946
20 janvier : création de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).
23 août : congrès de la Nuit du Destin réunissant toutes les tendances du nationalisme tunisien pour réclamer le retour de Moncef Bey et l'indépendance.

1947
15-22 février : congrès des représentants des mouvements nationalistes maghrébins au Caire. Création du Bureau du Maghreb arabe.

1948
1er septembre : mort de Moncef Bey dans son exil de Pau.
16-17 octobre : congrès du Néo-Destour dit de « Dar Slim ».

1949
8 septembre : retour de Bourguiba de son exil au Caire.

1950
15 avril : Bourguiba à Paris définit en sept points le programme du Néo-Destour pour parvenir à l'indépendance.
9 juin : le ministre français des Affaires étrangères Robert Schuman prononce à Thionville un discours dans lequel il évoque pour la première fois l'indépendance de la Tunisie.
17 août : formation du ministère Mhamed Chenik avec Salah Ben Youssef, secrétaire général du Néo-Destour, au ministère de la Justice. C'est la première fois que ce parti participe à un gouvernement.

1951
15 décembre : note du gouvernement français mettant l'accent sur la pérennité de la présence française en Tunisie.

1952
2 janvier : retour de Bourguiba à Tunis.
18 janvier : arrestation de Bourguiba et des principaux dirigeants des partis politiques tunisiens.
26 janvier-2 février : ratissage du Cap Bon.
21 mai : Bourguiba est transféré de Remada à l'île de La Galite.
5 décembre : assassinat du leader syndicaliste Farhat Hached.

1953
20 août : déposition et déportation du sultan du Maroc Mohamed BenYoussef.

1954
7 mai : l'armée française est vaincue par les troupes du général Giap à Diên Biên Phu.
21 mai : Bourguiba est transféré de l'île de La Galite à l'île de Groix en Bretagne.
18 juin : formation à Paris du gouvernement Pierre Mendès France.
31 juillet : Mendès France prononce à Carthage un discours dans lequel il accorde l'autonomie interne à la Tunisie.

18 août : ouverture des négociations franco-tunisiennes sur l'autonomie.
1er novembre : déclenchement de la guerre d'indépendance d'Algérie.

1955
5 février : chute du gouvernement Mendès France.
29 mai : signature des conventions franco-tunisiennes d'autonomie.
1er juin : retour triomphal de Bourguiba à Tunis.
13 septembre : retour d'exil de Salah Ben Youssef à Tunis.
8 octobre : exclusion de Ben Youssef du Néo-Destour.
15 novembre : congrès de Sfax du Néo-Destour. Confirmation de l'exclusion de Ben Youssef.

1956
28 janvier : Ben Youssef quitte clandestinement la Tunisie.
2 mars : proclamation de l'indépendance du Maroc.
20 mars : proclamation de l'indépendance de la Tunisie.
8 avril : première séance de l'Assemblée constituante tunisienne.
10 avril : Bourguiba est nommé président du Conseil.
13 août : promulgation du Code du statut personnel.
22 octobre : détournement par l'armée française de l'avion Rabat-Tunis transportant cinq dirigeants du FLN algérien.
Fin octobre : attaque tripartite franco-anglo-israélienne contre le canal de Suez nationalisé par Nasser.
12 novembre : la Tunisie est admise à l'ONU.

1957
Janvier : Salah Ben Youssef est condamné à mort par contumace.
25 juillet : proclamation de la République. Bourguiba en devient le président.

1958
8 février : bombardement par l'aviation française de Sakiet Sidi Youssef.
19 septembre : création au Caire du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).
25 octobre : conversion à l'islam de Mathilde Bourguiba.
3 novembre : mise en circulation du dinar à l'effigie de Bourguiba.

1959
1er juin : promulgation de la Constitution.
8 novembre : premières élections présidentielles.

1960
3 février : explosion de la première bombe atomique française au Sahara.

1961
3 janvier : Ahmed Ben Salah nommé secrétaire d'État au Plan et aux Finances.
8 janvier : référendum en France sur l'autodétermination en Algérie.
27 février : rencontre Bourguiba-de Gaulle à Rambouillet.
19-21 juillet : bataille de Bizerte.
21 juillet : Bourguiba divorce d'avec Mathilde.
12 août : assassinat de Salah Ben Youssef.

1962
12 avril : mariage de Bourguiba avec Wassila Ben Ammar.
1er juin : promulgation du premier plan de développement économique et social.
5 juillet : indépendance de l'Algérie.
19 décembre : découverte d'un complot contre Bourguiba.

1963
8 janvier : interdiction du Parti communiste tunisien.
21 mai : création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Addis-Abeba.
4 octobre : création du Conseil supérieur du Plan.
15 octobre : évacuation totale de la base de Bizerte par les Français.

1964
12 mai : nationalisation de toutes les terres agricoles appartenant à des étrangers.
22 octobre : à son VIIe congrès, le Néo-Destour se transforme en Parti socialiste destourien (PSD).

1965
3 mars : discours de Bourguiba devant les réfugiés palestiniens à Jéricho.
9 juillet : Ahmed Tlili et Habib Achour exclus du Bureau politique du PSD.

1966
31 mai : inauguration de la télévision tunisienne par Bourguiba.

1967
14 mars : Bourguiba est victime d'une crise cardiaque.
5 juin : déclenchement de la troisième guerre israélo-arabe et manifestations violentes à Tunis.

1968
29 janvier : démission d'Ahmed Mestiri de son poste de ministre de la Défense.

1969
4 janvier : congrès constitutif de l'Union nationale de la coopération.
22 août : Bourguiba refuse de signer le décret généralisant les coopératives.
1er septembre : coup d'État en Libye portant le colonel Kaddafi au pouvoir.
8 septembre : limogeage d'Ahmed Ben Salah.
3 octobre : mort de Mongi Slim.
7 novembre : Bourguiba quitte Tunis pour soigner une dépression nerveuse.

1970
24 mars : arrestation d'Ahmed Ben Salah.
8 juin : Bourguiba dans un discours donne le feu vert à la démocratisation.
28 septembre : mort de Gamal Abdel Nasser.
6 novembre : Hedi Nouira est nommé Premier ministre.

1971
4 janvier : Bourguiba promulgue un décret déléguant les prérogatives présidentielles au Premier ministre en cas de vacance du pouvoir.
1-15 octobre : VIIIe congrès du PSD à Monastir.
20 octobre : Ahmed Mestiri suspendu du PSD.

1972
30 juin : première visite officielle de Bourguiba en France.

1973
4 février : évasion d'Ahmed Ben Salah de la prison civile de Tunis.
1er septembre : premier voyage officiel de Bourguiba à Tripoli.
6 octobre : déclenchement de la quatrième guerre israélo-arabe.

1974
12 janvier : Bourguiba signe à Jerba un traité d'union avec la Libye.
14 janvier : limogeage de Mohamed Masmoudi.
12-15 septembre : IXe congrès du PSD à Monastir.

1975
18 mars : Bourguiba est nommé président à vie de la République.

1976
8 avril : promulgation de la réforme constitutionnelle.

1977
19 janvier : signature d'un « pacte social » entre le gouvernement et l'UGTT.
7 mai : autorisation de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme.
19 novembre : voyage du président égyptien Anouar El Sadate à Jérusalem.
23 décembre : démission de quatre ministres du gouvernement Nouira à l'instigation de Wassila Bourguiba.

1978
8 janvier : Habib Achour démissionne du Bureau politique du PSD.
26 janvier : grève générale réprimée dans le sang à Tunis.
28 janvier : arrestation de Habib Achour.
17 septembre : signature des accords de Camp David entre Israël et l'Égypte.
10 octobre : condamnation de Habib Achour à dix ans de prison.
27 décembre : mort du président algérien Houari Boumediene.

1979
12 avril : installation du siège de la Ligue arabe à Tunis.
5-9 septembre : Xe congrès du PSD à Tunis.

1980
27 janvier : attaque de la ville de Gafsa par un commando de Tunisiens entraînés en Libye.
26 février : Hedi Nouira a une attaque d'hémiplégie.
23 avril : Mohamed Mzali est nommé Premier ministre.

1981
10-11 avril : Bourguiba déclare au XIe congrès du PSD qu'il n'est pas opposé au pluripartisme.

29-30 avril : congrès extraordinaire de l'UGTT à Gafsa.
18 juillet : le Parti communiste tunisien est réautorisé.
1er novembre : le truquage des élections législatives exclut l'opposition de l'Assemblée nationale.

1982
28 août : la Tunisie accueille les Palestiniens chassés du Liban.

1983
19 mars : signature du traité tuniso-algérien de fraternité et de concorde.
19 novembre : légalisation du Mouvement des démocrates socialistes (MDS) et du Parti de l'unité populaire (PUP).
16-18 décembre : premier congrès du MDS à Tunis.
29 décembre : déclenchement des émeutes du pain.

1984
3 janvier : émeute sanglante à Tunis.
6 janvier : Bourguiba revient sur le doublement du prix du pain.
7 janvier : limogeage du ministre de l'Intérieur Driss Guiga.
4 novembre : Bourguiba est victime d'une alerte cardiaque.

1985
1er octobre : bombardement israélien du quartier général de l'OLP à Hammam Chott.
31 décembre : condamnation de Habib Achour à deux ans de prison.

1986
8 juillet : limogeage de Mohamed Mzali et nomination de Rachid Sfar au poste de Premier ministre.
11 août : Bourguiba divorce d'avec Wassila.
3 septembre : fuite de Mohamed Mzali à l'étranger.

1987
26 mars : la Tunisie rompt ses relations diplomatiques avec l'Iran.
23 avril : manifestation islamiste à Tunis.
16 mai : Zine El Abidine Ben Ali est élevé au rang de ministre d'État.
2 août : attentats islamistes à Sousse et à Monastir.
27 août : ouverture du procès de quatre-vingt-dix islamistes.
27 septembre : verdict du procès des islamistes.
2 octobre : Zine El Abidine Ben Ali est nommé Premier ministre.

7 novembre : déposition d'Habib Bourguiba. Zine El Abidine Ben Ali devient président de la République.
17 novembre : installation de Bourguiba au Mornag, près de Tunis.

1988
13 octobre : la statue équestre de Bourguiba est enlevée du centre de Tunis pour être installée au port de La Goulette.
23 octobre : Bourguiba, sur sa demande, quitte le Mornag et se transporte à Monastir.

1989
2 avril : élection de Zine El Abidine Ben Ali à la présidence de la République.

Notice bibliographique

Les auteurs décidant d'écrire une biographie de Bourguiba sont dès l'abord confrontés à une contradiction : ils disposent pour ce faire d'une abondante documentation, mais s'aperçoivent vite que les sources sont rares sur des périodes essentielles de son long itinéraire. Notre but n'était pas de faire œuvre d'universitaires, et des biographies plus exhaustives paraîtront certainement quand le temps aura mis plus de distance entre l'écrivain et son sujet. C'est pourquoi nous n'avons que fort peu consulté les archives historiques tunisiennes, françaises ou d'autres pays qui ont joué un rôle dans la vie de Bourguiba. Nous avons préféré nous référer aux principaux historiens de la Tunisie, surtout pour la période coloniale. Citons entre autres les travaux devenus classiques de Charles-André Julien, Juliette Bessis, Ali Mahjoubi, Mohamed Harbi, Jacques Fauvet, Alfred Grosser, Jean Lacouture. Nous nous sommes naturellement reportées aux nombreux mémoires, témoignages, journaux d'acteurs des différentes époques qu'a vécues Bourguiba : Vincent Auriol, Edgar Faure, Charles de Gaulle, Pierre Mendès France, Louis Périllier, Jean Rous, François Mitterrand, Mohamed Salah Mzali, Élie Cohen Hadria, Charles Saumagne, Mohamed Masmoudi et quelques autres. Quotidiens, hebdomadaires et revues spécialisées ont été une source importante de documentation, surtout pour la période post-coloniale.

La seconde série de sources concerne plus directement Bourguiba. Il s'agit d'abord des nombreuses biographies du personnage, une dizaine au total, dont la plupart, il faut le noter, sont des hagiographies de ce chef qui a fasciné plus d'un observateur. Mais elles ne constituent pas l'essentiel du travail biographique effectué sur lui. On doit en effet faire une place à part à la monumentale

Histoire du mouvement national de Mohamed Sayah (25 volumes) qui est en réalité une histoire de Bourguiba. L'historiographe de l'ex-chef de l'État tunisien reproduit dans son ouvrage de très nombreux documents d'archives. Signalons toutefois que seul un lecteur averti peut lire avec un réel profit cette somme qui, si elle est indispensable à la connaissance de Bourguiba, ne tient compte que de sa version des faits, comporte de nombreuses omissions dûment calculées, et occulte le rôle de tous les personnages qui se sont au cours de sa vie politique mesurés à lui. Enfin, Bourguiba lui-même est une source d'informations précieuse sur sa personne et sur sa vie. Ses innombrables discours (une trentaine de volumes) retracent toutes les étapes de son itinéraire politique ; ses conférences autobiographiques et les nombreuses interviews qu'il a données au cours de sa longue carrière racontent par le menu les principaux événements de sa vie personnelle. Mais il convient là aussi d'être vigilant : Bourguiba forge sa légende plus qu'il ne raconte son histoire. Si elles sont capitales, les informations fournies par cette seconde série de sources exigent de minutieuses vérifications.

C'est le troisième aspect de notre travail. Nous avons dressé une liste de tous les personnages vivants, tunisiens surtout mais aussi étrangers, qui, à toutes les époques, ont bien connu Bourguiba, et avons entrepris de les interviewer. Beaucoup se sont récusés, mais nous avons réussi à recueillir près d'une centaine d'interviews, en Tunisie essentiellement, mais aussi en Europe et aux États-Unis, dont plusieurs fort longues qui constituent d'irremplaçables témoignages de première main. Quelques-uns nous ont même permis de consulter leurs archives personnelles. Le lecteur s'étonnera que nous citions fort peu de noms mais la plupart des personnages qui ont bien voulu répondre à nos longs questionnaires, ce dont nous les remercions, ont demandé que nous leur garantissions l'anonymat. Enfin, les auteurs ont accumulé, au cours d'une quinzaine d'années de travail journalistique quotidien sur la Tunisie, une masse de documents, d'informations, de confidences – dont beaucoup sont inédits – des principaux acteurs de la vie politique tunisienne et de l'entourage direct de Bourguiba. Ils ont par ailleurs été les témoins des événements importants qu'a connus le pays au cours des dernières années.

Index

A
Abbas, Farhat 151, 172
Abdallah (roi) 155
Abdou, Mohamed 31
Acheson, Dean 153
Achour, Habib 145, 216, 225, 272, 292, 293, 294, 341, 351, 363, 370, 397, 398, 410, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 427, 428, 430, 436, 437, 451, 452, 455, 466, 479, 484, 485, 506
Ahmed Bey 126
Aït-Ahmed, Hocine 263
Ajuriaguerra, Julian de 340, 431
Akremi, Abdelaziz 277
Ali, Mohamed 53, 59, 85
Aloulou, Mohamed 60, 61, 64
Amman (amiral) 265
Ammar, Habib 519, 521, 522
Arafat, Yasser 374, 469
Aron, Raymond 189
Arslan, Chekib 106
Asha, Rafik 155
Askri, Tahsine 150, 155
Atatürk, Mustapha Kemal (voir Kemal, Mustapha)
Attia, Mohamed 53
Auriol, Vincent 170, 184
Ayari, Chedli 353, 397
Ayari, Mohamed Salah 517
Ayed, Ahmed 85, 86
Azan (général) 97, 98
Azoulay 124
Azzam Pacha Bey, Abderahmane 146, 147, 149, 159

B
Baccouche, Hedi 437, 438, 503, 504, 506, 515, 517, 519, 520, 522
Baccouche, Slaheddine 185, 191
Baccouche, Taïeb 455
Bach Hamba, Ali 31, 36
Badra, Mohamed 127, 170, 173, 174, 179, 182, 185, 309
Bakr, Abdallah 155
Baly, Slaheddine 276, 453, 523
Baraket, Youssef 523
Barbe, Augustin 54
Barbie, Klaus 131
Barkia 277
Barouch, André 186
Bayram, Mustapha 146, 147
Beeley, Harold 257
Bel Haj Ammar, Ferjani 165, 186, 397
Belhaouane, Ali 110, 116, 125
Belhassine, Mahmoud 499, 505, 519, 534
Belkhodja, Hassen 387, 388, 438
Belkhodja, Tahar 262, 264, 266,

313, 330, 331, 353, 389, 391, 392, 393, 394, 416, 417, 418, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 443, 453, 461, 474, 475
Bellagha, Béchir 294
Bembli, Amor 277
Ben Aboud, Mohamed 151, 156
Ben Achour, Tahar 39
Ben Ali, Mahjoub 508, 511, 517, 520
Ben Ali, Zine El Abidine 391, 426, 437, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 530, 532, 534, 535
Ben Amara, Mohamed 353
Ben Ammar, Hassib 342, 349, 351, 356, 447
Ben Ammar, Hichem 160
Ben Ammar, Mhamed 136
Ben Ammar, Mondher 136, 332, 492
Ben Ammar, Neïla 136, 184, 282
Ben Ammar, Tahar 45, 170, 171, 199, 205, 206, 208, 223, 275
Ben Ammar, Wassila 32, 135, 136, 137, 142, 145, 148, 160, 184, 192, 194, 207, 224, 231, 241, 266, 271, 273, 274, 282, 294, 303, 307, 316, 331, 332, 336, 340, 344, 345, 348, 357, 359, 361, 368, 379, 380, 388, 393, 394, 396, 397, 398, 404, 407, 416, 417, 418, 422, 424, 425, 426, 429, 430, 431, 438, 443, 449, 460, 461, 463, 465, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 479, 480, 481, 482, 483, 487, 488, 489, 490, 491, 497, 499, 500, 533
Ben Askar, Khelifa 39
Ben Bella, Ahmed 177, 218, 225, 263, 265, 298, 299, 378
Ben Chedli, Ali 136
Ben Chedli, Nabila 136
Ben Dhia, Abdelaziz 504, 511
Ben Gourion, David 302
Benhamadi, Noureddine 523
Ben Hamida, Mongi 431
Ben Hassen Bourguiba, Fatma 21
Ben Hassine, Lakhdar 147
Benjedid, Chadli 442, 471, 472
Ben Jemaa, Sadok 453, 461
Ben Khelifa, Mohamed 60, 101, 124
Ben Mabrouk, Abdallah 423
Ben Milad, Ahmed 72
Ben Mustapha, Zakaria 511
Bennour, Ahmed 331, 479
Ben Othman, Slaheddine 153
Ben Salah, Ahmed 225, 272, 276, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 295, 299, 316, 317, 318, 320, 322, 323, 324, 326, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 341, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 351, 365, 371, 379, 380, 402, 409, 413, 437, 449, 459, 461
Ben Salah, Mhamed 380
Ben Sliman, Sliman 72, 101, 106, 108, 110, 112, 114, 115, 125, 128, 132, 165, 168, 169, 279
Benslimane, Youssef 523
Ben Yahmed, Béchir 198, 265, 267, 275, 276, 325
Ben Youssef, Salah 13, 94, 95, 97, 98, 99, 105, 112, 115, 125, 128, 132, 141, 145, 148, 149, 161, 162, 164, 165, 167, 170, 171,

172, 173, 179, 180, 182, 185, 193, 199, 202, 203, 204, 205, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 225, 228, 238, 244, 256, 261, 265, 266, 268, 269, 270, 275, 296, 298, 344, 346, 367, 378, 402, 423, 531
Bergery, Gaston 71, 119, 125
Beria, Lavrenti Pavlovitch 273
Bethmann-Holweg von, Théobald 40
Berthon, André 119, 125, 129
Bidault, Georges 171
Bitat, Rabah 263
Blum, Léon 57, 100, 110, 161, 198
Bolon 38, 41
Boniface 141
Bouchoucha, Ali 31
Boudali, Nouri 294
Boudiaf, Mohamed 263
Bougatfa, Habib 87, 99, 132, 137
Bouhafa, Abed 178, 187
Bouhajeb, Ali 31, 73, 74, 77, 78
Boukhris, Tahar 225
Boulakbeche, Soufia 76
Boularès, Habib 360
Boulganine, Nicolas 257
Boumediene, Houari 267, 379, 380, 381, 384, 386, 389, 393, 394, 418, 439, 442, 471
Bourguiba, Ahmed 25, 27, 44
Bourguiba, Aïcha (épouse Chekir) 25, 29, 30
Bourguiba, Ali 23, 24, 25, 27, 28, 30, 33, 37, 40, 48
Bourguiba, Emna (épouse Sakka) 24
Bourguiba, Hassen 24
Bourguiba, Jean Habib, dit Bourguiba junior, dit Bibi 65, 75, 130, 142, 148, 172, 262, 264, 268, 290, 291, 351, 430, 431, 434, 482, 488, 489, 490, 491, 523, 534
Bourguiba, Hajer 492
Bourguiba, Kamel 152
Bourguiba, Mahmoud 25, 27, 28, 29, 34, 46, 47, 48, 51, 53, 67, 125, 190
Bourguiba, Marie 44
Bourguiba, Mhamed 25, 26, 27, 33, 43, 53, 70, 71, 73, 77, 84, 87, 94, 99, 190
Bourguiba, Haj Mohamed 22, 23, 24, 27
Bourguiba, Mohamed 25, 27, 43, 46
Bourguiba, Nejia 25, 30, 50, 67, 93, 192
Bourguiba, Younes 25
Bourguiba El Kebir, Mohamed 21
Boussofara, Sadok 51, 134, 142
Bouteflika, Abdelaziz 378, 379, 394, 418, 433
Bouzgarou, Ali 51
Bouzgarou, Chedlia 67, 183, 184, 185, 186
Bouzgarou, Nejia (née Bourguiba) 50, 67, 93
Boyer de la Tour (général) 196, 201
Breton, André 56
Brown, Irving 172, 178, 427

C

Caïd Essebsi, Beji 318, 331, 370, 453, 460, 475, 479, 487
Carter, Jimmy 436
Casemajor 141
Castro, Fidel 375
Chaker, Hedi 125, 134, 164, 165, 183, 185, 186, 190, 206

Challaye, Félicien 72, 92, 241
Chaplin, Charlie 62
Charchour, Mahmoud 177
Chatta, Saïed 159
Chatti, Habib 268, 387, 389, 391, 393, 394, 396, 397, 424, 425
Chebbi, Abu El Kacem 536
Chéchia, Amor 345, 402, 461
Chedli, Amor 499, 505, 513, 515, 519, 526, 534
Chedli Bey 161, 206
Chedli, Hassen 55
Chekir, Chedli 29
Chekir, Mezri 453, 478
Chekir, Zohra 29
Chenik, Mhamed 76, 77, 78, 84, 86, 127, 140, 170, 173, 179, 180, 181, 182, 185, 324
Cherif, Ezzedine 439, 440
Chevalerie de la, Xavier 258
Cheysson, Claude 464
Chirac, Jacques 498
Chou En-lai 195
Choukheiri, Ahmed 310
Choukoukou 147
Chraïti, Lazhar 259, 277
Cirier (maître) 66
Clemenceau, Georges 41
Collières 38, 56
Cohen, Armand 148
Colonna, Antoine 170
Cutler, Walter 471

D

Dabbab, Taïeb 59
Daghbaji 39
Daniel, Jean 267
Darghout, Chedli 36
Debré, Michel 262
Deniau, Jean-François 313
De Gaulle, Charles 134, 255, 258, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 270, 271, 275, 299, 300, 312, 313, 314, 367, 373
Destanne de Bernis, Gérard 283
Devillers, Philippe 189
Dhaou Naïl, Amara 439
Dhaouia 33, 34, 43
Djellouli, Aziz 171, 199
Dominique (maître) 88, 106
Doolittle, Hooker 139, 144, 152
Doumer, Paul 69
Driss, Rachid 126, 127, 133, 137, 150
Dufrenne 28
Duluc (docteur) 192
Dumas, Georges 56
Durand-Angliviel, André 64, 68
Durel, Joachim 68, 80
Dussa 62

E

Eban, Abba 310, 373
Eisenhower, Dwight 257, 259, 262, 263
El Fassi, Allal 156, 157, 256
El Fkih, Lassaad 153
El Guergueni, Khaled 159
El Hassan, Khaled 470
El Husseïni, Amine 132
El Kateb, Saïd 523
El Khattabi, Abdelkrim 59, 156, 164
El Maherzi, Kebaïer 277
El Sadate, Anouar 373, 384, 427
Ennaceur, Mohamed (voir Naceur Bey)
Essadok, Mohamed (voir Sadok Bey)
Essafi, Ahmed 45, 46, 52, 84
Essid, Othman 75
Esteva, Jean-Pierre 125, 126, 134

Ezzeddine Bey 190

F
Farès, Jellouli 185, 186, 209, 272
Farhat, Abdallah 260, 266, 333, 351, 356, 421, 424, 425, 429, 437, 438
Farhat, Salah 52, 66, 71
Fassi, Mhamed 151
Faure, Edgar 202, 203, 204, 205,
Fayçal 180, 304
Fichet, Ève (voir Nohelle, Ève)
Fitouri, Mohamed 388, 391
Fouchet Christian 196
Franco, Francisco (général) 179, 405

G
Gandhi, Mohandas Karamchand 58
Garbay (général) 183, 184
Ghallab, Assia 186
Ghannouchi, Rached 502, 509, 510
Ghedira, Ameur 480
Gianesini (capitaine) 142
Giap (général) 195
Gnaoui, Belgacem 84, 92, 109
Goldmann, Nahum 302
Gombault, Charles 200, 201
Gorceix, Antoine (docteur) 432, 433
Gorse, Georges 228, 254, 255, 258
Gueddiche, Ezzedine 524
Guellaty, Hassen 36, 125, 129
Guérin du Cayla de, Maurice 119, 120, 121
Guiga, Bahri 49, 51, 59, 60, 61, 63, 66, 70, 71, 72, 73, 77, 81, 83, 84, 85, 87, 89, 95, 96, 97, 98, 114, 116, 120
Guiga Driss 444, 453, 457, 460, 461, 472, 476, 478, 479, 480, 483
Guillon, Armand 99, 105, 110, 113, 114, 115, 116, 121, 122
Guiza 277
Guizot 369
Gutman (professeur) 187

H
Hachani, Salah 277
Hached, Farhat 162, 170, 177, 178, 184, 185, 189, 206, 232
Hached, Noureddine 452
Haddad, Tahar 69, 85
Hadj, Messali 59, 106
Hammarskjöld, Dag 267, 268
Hannibal 16, 327
Haouas, Khelifa 145, 146, 158, 345
Harmel, Mohamed 456, 459
Hassan II 443, 512
Hassan pacha, Mohamed 153
Hassine Bey 140
Hauber (professeur) 433
Hauteclocque de, Jean 183, 184, 185, 187, 188, 189, 190, 191
Herriot, Edouard 51, 71
Hindenburg von (maréchal), Paul 40
Hitler, Adolphe 113, 128
Hô Chi Minh 58, 59
Hoffman, Slimane 439
Holden, Roberto 386, 387
Houphouët-Boigny, Félix 313, 343, 386
Hourani, Cecil 154
Hussein, Taha 147
Hussein (roi de Jordanie) 303, 304, 353, 354

I
Ibn Nafi, Okba 328
Ibn Saoud 149, 155, 177, 180, 227
Idriss 382
Iyad, Abou 378, 424, 425, 470

J
Jaït, Abdelaziz 39
Jaouahdou, Habib 39, 40, 50
Jarjar (voir Khadraoui, Manoubi Ben Ali)
Jaurès, Jean 57
Johnson, Lyndon 355
Jrad, Belhassine 84, 87, 92, 137
Jugurtha 16, 328
Juin (maréchal), Alphonse 138, 140, 196, 198, 259
Julien, Charles-André 101, 102, 171

K
Kaabi, Ahmed 387, 388
Kacem, Abdelkrim 268
Kacem, Hassen 330
Kaddafi, Mouammar 351, 382, 383, 384, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 418, 419, 420, 421, 424, 428, 440, 441, 442, 468, 469, 484, 485
Kaddoumi, Farouk 471
Karma, Mohamed 186
Karoui, Hamed 517, 518
Karoui, Moktar 390
Kastalli, Chedli 190
Kefi, Abderrazak 510
Kemal, Mustapha (dit Atatürk) 44, 53, 242, 327
Kennedy, John 267, 268
Kersten, Otto 428
Khabthani, Ahmed 164
Khadraoui, Manoubi Ben Ali 36
Khairallah, Chedli 53, 59, 70, 72, 73, 95, 96
Khalledi, Chedli 42, 43, 53, 71
Khantouche, Béchir 500, 504
Khantouche, Najet 474, 482, 488
Khrouchtchev, Nikita 263
Kharroubi, Mustapha 390
Khefacha, Fatouma 23, 24, 25, 26, 29, 30
Khefacha, Hedi 119
Khereddine (général) 41
Khider, Mohamed 263
Klibi, Chedli 435, 453, 454
Klibi, Mohieddine 85
Kooli, Mongi 453, 479
Kouki, Hocine 430

L
Laarif, Abdelmalek 511, 512, 524
Labonne, Érik 121
Ladgham, Bahi 110, 118, 119, 124, 179, 212, 216, 220, 260, 268, 272, 290, 300, 318, 321, 324, 334, 336, 339, 340, 342, 343, 344, 345, 346, 349, 350, 351, 354, 355, 369, 442
Lakhoua 127
Lamine Bey 161, 167, 182, 196, 229, 230, 231
Laouiti, Allala 75, 120, 125, 158, 165, 177, 185, 194, 232, 340, 356, 359, 368, 389, 391, 488, 489, 534
Larabi, Mahmoud 62, 66
Laraki, Azeddine 512
Laroui, Abdelaziz 69
Lasram, Abdelaziz 426, 461, 471, 476
Lasram, Mohamed 31, 39
Lassoued, Sassi 259
Lavigerie (cardinal) 63

Lebjaoui, Mohamed 256, 257
Lénine 58, 91, 301, 328
Lescuyer, Jean 157, 158
Leusse de, Bruno 224
Lorrain 62
Lorrain, Mathilde (épouse Lefras puis Bourguiba) 61, 63, 64, 65, 66, 75, 76, 94, 100, 118, 119, 129, 135, 142, 172, 188, 207, 241, 272
Lyagoubi, Souad 523

M

Mabrouk, Hedi 496, 498, 499, 523
Machiavel 367
Macmillan, Harold 263
McNamara, Robert 386
Maherzia 44
Makhlouf, Naceur 139
Manceron, François 72, 80, 81, 82
Marçais, William 55
Masmoudi, Mohamed 172, 175, 177, 180, 181, 182, 184, 195, 199, 200, 202, 269, 271, 276, 325, 343, 344, 345, 350, 351, 356, 358, 368, 370, 372, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 398, 400, 405, 419, 420, 421, 424, 437, 442, 469
Massinissa 328
Mast (général) 142, 161
Materi, Mahmoud 58, 69, 70, 71, 72, 73, 81, 84, 85, 87, 89, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 105, 111, 112, 114, 115, 116, 120, 127, 131, 173, 223, 277, 403, 531
Mathieu (capitaine) 98, 99
Mbazza, Fouad 318, 518, 519
Mehedbi, Béchir 73, 77, 78
Mehiri, Taïeb 168, 260, 264, 269, 271, 272, 273, 274, 283, 290, 294, 297, 318
Meir, Golda 310, 373
Mekasbi, Ahmed 387
Meki, Chedli 151
Mendès France, Marie-Claire 536
Mendès France, Pierre 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 347
Mergheni, Cherif Ahmed 440
Messaadi, Mahmoud 245
Mestiri, Ahmed 168, 239, 272, 283, 318, 324, 325, 326, 330, 338, 349, 350, 351, 352, 354, 355, 356, 361, 362, 363, 364, 370, 417, 437, 442, 447, 456, 459, 460, 461, 466
Mestiri, Moncef 60
Miaoui, Ali 165
Mitterrand, François 536
Moalla, Mansour 180, 397, 398, 453, 474, 476
Mobutu, Sese Seko 386
Mohamed, Ali 42, 45, 61
Mohamed V 157, 227, 255, 264
Mokaddem, Sadok 199, 351, 397, 398, 424
Mollet, Guy 221
Mollot (colonel) 258
Moncef Bey 126, 127, 128, 134, 140, 142, 158, 160, 163, 167
Mons, Jean 161, 163, 165, 170
Montgomery (maréchal), Bernard Law 127
Moreau (général) 140
Mounier-Pillet, Pierre 60, 61, 146
Moutet, Marius 71
Mrabet, Hedi 186

Msika, Habiba 44, 48, 51
Murphy, Robert 257
Mussolini, Benito 91, 113, 128, 131, 132, 179
Mzali, Khadouja 24, 27, 30
Mzali, Mohamed 180, 397, 398, 449, 450, 451, 452, 453, 455, 460, 461, 464, 465, 466, 467, 473, 474, 475, 476, 478, 479, 480, 481, 483, 484, 485, 487, 489, 490, 491, 492, 494, 495, 496, 498, 499
Mzali, Mohamed Salah 28, 191, 192, 194
Mzali, Rachid 193

N
Naceur Bey 50, 126
Nahas Pacha 106
Nasser, Gamal Abdel 179, 211, 218, 225, 256, 265, 266, 268, 269, 270, 288, 298, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 309, 310, 311, 312, 317, 342, 373, 526
Nehru, Jawaharlal 176, 203
Nesria 44
Nkrumah, Kwame 288
Nohelle, Ève 68, 241
Noomane, Mohamed 36, 68, 119
Nouira, Hedi 101, 102, 106, 109, 110, 125, 163, 165, 184, 185, 191, 193, 199, 350, 351, 353, 354, 355, 356, 359, 360, 363, 364, 368, 369, 370, 379, 381, 386, 394, 395, 396, 397, 398, 407, 409, 410, 415, 416, 418, 419, 420, 421, 422, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 434, 435, 436, 437, 438, 443, 444, 448

P
Périllier, Louis 163, 171, 173, 174, 179
Pétain, Philippe 124, 125, 127
Peyrouton, Marcel 82, 83, 85, 90, 92, 93, 94, 95, 99, 125
Pietra (maître) 66
Pineau, Christian 221
Puaux, François 181

R
Radhouane, Taïeb 53, 60
Rahn, Rudolph 134
Reagan, Ronald 484, 486, 487
Rebaï, Azouz 159, 164, 212
Renan, Ernest 57
Rezgui, Mohamed 269
Rhaïem, Chedli 73
Riad, Mahmoud 310
Rogers, William 342
Rouissi, Mehedeb 460, 461
Rouissi, Youssef 94, 125, 132, 137, 155, 164
Rous, Jean 172

S
Saadallah (général) 179
Sabbagh, Salem 331
Sacco, Nicolas 65
Sadok Bey, Mohamed 23, 31
Saheb Ettabaa, Memia 43
Saïdi, Hedi, 150
Saint, Lucien 45, 46, 50, 52, 64, 72
Sakka, Ahmed 24
Sakka, Mohamed 72
Sakkaf, Omar 378
Sarraut Albert 110, 114
Sartaoui, Issam 470
Sassi, Lassoued 259
Sassi, Saïda 195, 226, 488, 489,

490, 491, 492, 497, 501, 503, 504, 510, 519, 520, 525, 530, 531
Saumagne, Charles 204, 220, 227
Savary, Alain 171, 189, 195, 221
Sayah, Mohamed 7, 269, 290, 291, 315, 318, 331, 340, 342, 352, 359, 363, 364, 375, 389, 390, 421, 422, 424, 425, 429, 434, 436, 437, 438, 454, 474, 482, 490, 500, 505, 506, 508, 510, 511, 516, 519, 520, 523, 534
Scemama (maître) 66
Schuman, Robert 171, 180, 181
Sebault (maître) 66
Senghor, Léopold Sédar 288, 313, 314, 386, 455
Sfar, Béchir 31, 40
Sfar, Rachid 492, 495, 496, 501, 503, 504, 505, 506, 507, 509, 511, 512, 513, 516, 519
Sfar, Tahar 49, 51, 59, 60, 61, 63, 70, 71, 73, 81, 84, 85, 86, 87, 89, 91, 95, 96, 98, 99, 114, 120, 492
Shawa, Sami 149
Simonpoli, Jacques 140
Skhiri, Mansour 489, 498, 499, 501, 505, 506, 508, 510, 511, 516, 523, 532, 534
Slaheddine, Mohamed 177
Slim, Mongi 110, 125, 158, 159, 162, 176, 180, 183, 185, 186, 199, 200, 202, 204, 219, 268, 290, 297, 317, 318, 403
Slim, Taïeb 126, 127, 137, 150, 176
Smaïl, Abdelhamid 159
Soekarno, Ahmed 176 , 288
Soulié (capitaine) 158
Staline, Joseph 58
Stéphane, Roger 202
Surdon 33

T

Tabal, Khedija 186
Taleb Ibrahimi, Ahmed 380
Tardi, Louis 76, 78
Thaalbi, Abdelaziz 35, 36, 40, 45, 52, 70, 107, 108, 143
Thameur, Habib 101, 106, 107, 123, 126, 127, 130, 134, 137, 150, 155, 157, 158, 159, 160, 164
Tito 405
Tivet (lieutenant) 93
Tixier-Vignancourt (maître), Jean-Louis 129
Tlili, Abderrahmane 469
Tlili, Ahmed 225, 226, 260, 264, 272, 292, 294, 295, 296, 325
Torjman, Taoufik 331, 491
Torres, Abdelhalek 179
Toukabri, Amor 277
Triki, Mahmoud 438
Triki, Hassine 133, 150
Trotski, Léon 58
Truman, Harry 169, 178
Tzara, Tristan 56

V

Vanzetti, Bartolomeo 65
Verdier, Robert 188
Viénot, Pierre 101, 102, 103, 105, 106, 110, 198
Voizard, Pierre 191, 192, 193, 194, 196

W

Wahbi, Youssef 261
Wells, Herbert George 60
Wilson, Woodrow 45

Z

Zammel, Hechmi 509, 510, 524
Zana, Léon 98
Zarg El Ayoun, Béchir 123, 269, 345, 453, 500, 526
Zarrouk (général) 22, 23
Zatopek, Émile 433
Zbiri, Tahar 380
Zetlaoui, Max 169, 181
Zmerli, Sadok 36, 40, 127
Zouiten, Aïcha 24, 48
Zouiten, Chedli 26
Zouiten, Chedlia 48, 49, 63
Zouiten, Habib 48, 56, 63
Zouiten, Neïla 192
Zouiten, Youssef 24, 48, 49

Des mêmes auteurs

Sophie Bessis

L'arme alimentaire, Maspero, Paris, 1979.
La dernière frontière, les tiers-mondes et la tentation de l'Occident, JC Lattès, Paris, 1983.
La faim dans le monde, La Découverte, Paris, 1991.
Les enfants du Sahel, L'Harmattan, Paris, 1992.
Femmes de Méditerranée, (direction), Karthala, Paris, 1995.
Mille et une bouches, cuisines et identités culturelles, (direction), Autrement, Paris, 1995.
L'Occident et les autres, histoire d'une suprématie, La Découverte, Paris, 2000.
Las emergencias del mundo : economia, poder, alteridad, Nobel, Oviedo (Espagne), 2005.
Les Arabes, les femmes, la liberté, Albin Michel, Paris, 2007.
Mujer y familia en las sociedades arabes actuales, (co-direction), Bellaterra, Barcelone, 2010.
Dedans, Dehors, Elyzad, Tunis, 2010.

Avec Souhayr Belhassen

Bourguiba, biographie en 2 vol., 1ère édition Jeune Afrique, Paris, 1988 et 1989.
Femmes du Maghreb, l'enjeu, JC Lattès, Paris, 1992.

Sommaire

Préface 7

Prologue 15

À LA CONQUÊTE D'UN DESTIN 1901-1957 19

Une enfance comme les autres (1901-1924) 21
Aux origines 21
Le petit dernier 26
Premiers pas à Tunis 30
Les années de collège 37
L'entrée dans l'âge d'homme 43
L'éveil à la politique 47

Habib à la recherche de Bourguiba (1924-1934) 55
Paris 55
Un mariage inattendu 61
Le retour au pays 66
Journaliste combattant 73
L'entrée en politique 76
Le sacre de Ksar Hellal 83

Naissance d'un chef (1934-1938) 89
Le parti de type nouveau 89
L'apprentissage de la répression 92
La brève éclaircie du Front populaire 99
La « méthode » Bourguiba 107
Le temps des radicaux 112

Les années de silence (1938-1945) 118
La cassure 118

Au Fort Saint-Nicolas 123
La Tunisie en guerre 127
Hôte de marque à Rome 131
Coup de foudre 134
L'après-guerre 137
La fuite en Égypte 143

L'exil (1945-1948) 146
L'installation 146
À New York 153
Le Caire capitale maghrébine 156
Le chef contesté 160

La bataille (1948-1954) 167
Le retour 167
Arracher des concessions à la France 169
Un tour du monde de la cause tunisienne 174
L'affrontement 181
Le solitaire de La Galite 187
Vers l'issue ? 192

La victoire (1954-1957) 198
Vers l'autonomie interne 199
Le triomphe 205
Combat de chefs 210
La guerre civile 217
L'indépendance 221
La République 228

UN SI LONG RÈGNE 1957-1989 235

À marche forcée vers l'État moderne (1957-1963) 237
La révolution par le droit 238
Une Constitution sur mesure 246
La réforme permanente 248
Achever l'indépendance 252
L'hypothèque algérienne 255
Rambouillet, la journée des dupes 261
Bizerte 265
Le sacre de Wassila 271
Complot et parti unique 275

La puissance et la gloire (1963-1967) 280
La conversion au socialisme 281
Du Néo-Destour au Parti socialiste destourien 287
Fronde syndicale 293
Dernière crise avec la France 297
Visionnaire contesté au Moyen-Orient 301
L'Afrique, cette inconnue 312
Le séisme 314

Les occasions manquées (1967-1971) 322
Ben Salah, une puissance fragile 322
La mise à mort du bensalhisme 332
L'idole brisée 339
Fronde libérale 348
Malade, mais vivant 356
La Restauration 360

Le temps de l'aventure (1971-1975) 367
Un Guizot tunisien pour Premier ministre 368
Bourguiba, le sage international 372
Un pas vers Alger 378
Vers le Maghreb uni ? 382
Tunis-Tripoli : le mariage des dupes 387
... Et le divorce 393
L'auto-célébration 400
La présidence à vie 404

Un président à éclipses (1975-1980) 407
Un chef trop vieux pour un pays nouveau 407
Les centres du pouvoir 414
Lutte des clans et guerre sociale 417
Jeudi noir à Tunis 426
L'heure de Nouira 430
Le « coup » de Gafsa 438

La dérive (1980-1986) 445
En Bourguibie 445
Les Cent Fleurs 449
Indestructibles vieilles pratiques 458
Wassila vice-présidente 463
La politique arabe de la « Mejda » 468
Les révoltés du pain 475

Retour au sérail 481
La trahison américaine 485
Wassila, la fin 487

Le naufrage (1986-1987) 494
Le triomphe des médiocres 494
L'ascension d'un général 500
Contre les islamistes, la dernière bataille 506
Bourguiba, fin de partie 516
La dernière nuit 522

Épilogue 529

Chronologie 539

Notice bibliographique 549

Index 551

Des mêmes auteurs 561

SOPHIE BESSIS & SOUHAYR BELHASSEN

BOURGUIBA

Le 7 novembre 1987, Habib Bourguiba, 86 ans, président de la République tunisienne depuis trente ans, est destitué par son Premier ministre. En prenant le pouvoir, Ben Ali met ainsi fin à soixante ans d'une carrière exceptionnelle, d'un destin hors du commun patiemment construit par un homme convaincu de son génie.
Pour comprendre le personnage et son rôle historique, les auteurs ont fouillé les jeunes années et retracé les étapes d'une lutte de trente ans pour la libération de son pays, suivies par trente ans d'un règne sans partage durant lequel il fut à la fois un grand réformateur et un autocrate têtu. Fragile équilibre dont la précarité se manifeste dès l'entrée de Bourguiba en maladie. Viennent alors les années de lutte pour la succession, où s'exaspèrent les contradictions d'un pays asphyxié par un « chef suprême » vieillissant.
La Tunisie d'aujourd'hui est-elle ou non son héritière ? Il faut revisiter l'histoire de cet homme qui a marqué son pays et son siècle pour tenter de répondre à cette question.

9 789973 580443
ISBN : 978-9973-58-044-3